Document du Congrès WCC-2012-9.6*
(original : anglais)

Motions

Soumises le 8 juillet 2012

Congrès mondial de la nature, Jeju, République de Corée
6 au15 septembre 2012

*Ce document est aussi soumis pour les points 1.8, 2.1.6, 3.1.6, 4.1.6 et 6.1.6 de l'Ordre du jour.

Table des matières

	Titre	Catégories
001	Renforcer le processus de motions et améliorer l'application des Résolutions de l'UICN	Gouvernance de l'UICN
002	Améliorer les occasions de participer des Membres de l'UICN	Gouvernance de l'UICN
003	Donner la priorité à l'information et à l'appui aux Membres de l'UICN	Gouvernance de l'UICN
004	Création d'un mécanisme relatif à l'éthique à l'UICN	Gouvernance de l'UICN
005	Renforcement des Comités nationaux et régionaux de l'UICN et utilisation optionnelle des trois langues officielles dans la communication interne et externe de l'UICN et de ses Membres	Gouvernance de l'UICN
006	Coopération avec les collectivités territoriales pour la mise en œuvre du *Programme de l'UICN 2013-2016*	Gouvernance de l'UICN
007	Création au sein de l'UICN d'une catégorie de Membres avec droit de vote pour les Organisations de peuples autochtones (OPA)	Gouvernance de l'UICN
008	Accroître la participation des jeunes et le partenariat intergénérationnel au sein et grâce à l'Union	Gouvernance de l'UICN
009	Encourager la coopération avec des organisations et des réseaux confessionnels	Gouvernance de l'UICN
010	Établissement d'une présence institutionnelle renforcée de l'UICN en Asie du Nord-Est	Gouvernance de l'UICN
011	Asseoir la présence institutionnelle de l'UICN en Amérique du Sud	Gouvernance de l'UICN
012	Renforcement de l'UICN dans la région insulaire des Caraïbes	Gouvernance de l'UICN
013	Le nom de l'UICN	Gouvernance de l'UICN
014	Appliquer l'Objectif 12 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2010*	Espèces
015	Sauver les espèces les plus menacées dans le monde	Espèces
016	Cadre pour la définition des priorités relatives à la conservation des espèces menacées	Espèces
017	Accroître l'utilité de la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées*	Espèces
018	Encourager le développement et la publication de Listes rouges nationales et régionales	Espèces
019	Mettre un terme à la perte des lignées évolutionnairement distinctes	Espèces
020	Aller plus loin pour combattre la crise des amphibiens	Espèces
021	Appliquer les dispositions sur les espèces exotiques envahissantes du *Plan stratégique sur la diversité biologique 2011-2020*	Espèces
022	Soutien aux initiatives régionales de conservation de la diversité des mammifères en Afrique de l'Ouest et centrale	Espèces
023	Appui aux initiatives nationales et régionales pour la conservation des grands mammifères du Sahara	Espèces
024	Intensifier la lutte contre le braconnage et les efforts de protection de la faune en prenant pour indicateurs le rhinocéros et l'éléphant	Espèces

025	La conservation de l'éléphant d'Afrique	Espèces
026	La conservation des espèces de rhinocéros en Afrique et en Asie	Espèces
027	Disparition progressive des fermes d'élevage d'ours pour l'extraction de leur bile	Espèces
028	Mettre un terme à la crise d'extinction des tortues	Espèces
029	Coopération internationale pour la surveillance des oiseaux d'eau en appui à une gestion rationnelle	Espèces
030	Conservation des espèces d'Asie tropicale en danger	Espèces
031	Conservation des espèces de vautours en Asie du Sud	Espèces
032	Conserver la zone intertidale de voie de migration de l'Asie de l'Est – Australasie, notamment de la mer Jaune et ses oiseaux menacés	Espèces
033	Lutte contre la chasse illégale ou excessive des oiseaux migrateurs dans le pourtour méditerranéen	Espèces
034	La conservation des crabes fer à cheval asiatiques	Espèces
035	Actions en vue d'éviter l'extinction des dauphins rares : le dauphin Maui, le dauphin Hector, le marsouin de Californie et les dauphins d'eau douce d'Asie du Sud-Est	Espèces
036	Moratoire sur la pêche du chinchard du Chili *(Trachurus murphyi)* dans les eaux internationales du Pacifique sud	Espèces
037	Mesures de conservation pour les requins menacés et Quasi menacés	Espèces
038	Gestion préventive des thonidés par l'établissement de points-limites et de points-cibles de référence et amélioration de la gestion des dispositifs de concentration de poisson	Espèces
039	Mesures visant à reconstituer la population de thons rouges *(Thunnus thynnus)* de l'Atlantique est et de la Méditerranée	Espèces
040	Attirer l'attention sur la conservation des champignons	Espèces
041	Renforcer la formation et les capacités du personnel des jardins botaniques et des arboretums pour mettre en oeuvre la *Stratégie mondiale pour la conservation des plantes 2020* en Asie de l'Est	Espèces
042	Assurer la conservation grâce a la création d'aires protégées, comme énoncé sous l'Objectif 11 du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020*	Aires protégées
043	Biodiversité, aires protégées et zones clés pour la biodiversité	Aires protégées
044	Intégration des critères de conservation de la nature dans les politiques de planification territoriale	Aires protégées
045	VIe Congrès mondial sur les parcs de l'UICN organisé à Sydney en 2014	Aires protégées
046	Parcs sains – populations saines	Aires protégées
047	Adoption et application uniforme des lignes directrices pour la gestion des aires protégées	Aires protégées
048	Développement de critères objectifs pour une Liste verte des espèces, des écosystèmes et des aires protégées	Aires protégées
049	Proposer des objectifs de couverture des aires protégées en se fondant sur des systèmes de certification et d'évaluation de la gestion	Aires protégées

050	Constitution d'un forum à l'intention des gestionnaires d'aires protégées transfrontalières	Aires protégées
051	Mise en œuvre des meilleures pratiques en matière de restauration écologique à l'intérieur et à proximité des aires protégées	Aires protégées
052	Accroître la sensibilisation aux avantages et à l'intérêt des aires protégées	Aires protégées
053	Renforcer la Convention du patrimoine mondial	Aires protégées
054	Sites naturels sacrés – Appui en faveur des protocoles traditionnels et du droit coutumier face aux menaces et défis mondiaux	Aires protégées
055	Mise en œuvre de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* dans le contexte de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO	Aires protégées
056	Valorisation et conservation du patrimoine géologique par le biais du *Programme de l'UICN 2013-2016*	Aires protégées
057	Aires protégées de montagne	Aires protégées
058	Réaménager les villes du futur et leurs zones urbaines avec les aires protégées : le retour à la nature des villes	Aires protégées
059	Protection des canyons sous-marins de la Méditerranée	Aires protégées
060	Corridors écologiques transfrontaliers à l'ouest de la péninsule ibérique	Aires protégées
061	Protection du Parc national de Mavrovo en Macédoine (ARY)	Aires protégées
062	Préserver le patrimoine naturel unique et gravement menacé de Madagascar	Aires protégées
063	Agrandir et connecter les aires protégées pour le corridor écologique d'Asie du Nord-Est	Aires protégées
064	Conservation du lac Poyang, République populaire de Chine	Aires protégées
065	Protéger la Grande Barrière de Corail, site du patrimoine mondial, et d'autres sites importants du patrimoine australien, des impacts néfastes de l'expansion des industries minières et gazières et d'autres activités	Aires protégées
066	Améliorer la conservation et la durabilité de la mer Jaune	Aires protégées
067	Création d'un système de gestion intégrée pour l'aire de l'île de Jeju placée sous la protection de l'UNESCO	Aires protégées
068	Restauration et conservation du cratère maar Hanon de Jeju	Aires protégées
069	Associer la gestion des aires protégées nationales à la gouvernance participative et équitable des communautés autochtones et locales d'Oaxaca, Mexique	Aires protégées
070	Garantir la protection du Parc national de Cabo Pulmo	Aires protégées
071	Conservation de la biodiversité dans l'aire protégée naturelle selon la modalité site sacré de Huiricuta et la route historico-culturelle du peuple Huichol	Aires protégées
072	Intégration de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN	Écosystèmes
073	Améliorer la conservation assurant la connectivité par des réseaux internationaux de gestion des meilleures pratiques	Écosystèmes
074	La conservation de la biodiversité insulaire et l'appui aux moyens d'existence	Écosystèmes

075	La gestion des écosystèmes pour la réduction des risques de catastrophes	Écosystèmes
076	L'importance de l'adaptation et de la réduction des risques de catastrophe dans les zones côtières	Écosystèmes
077	Priorités pour la protection des forêts primaires	Écosystèmes
078	Soutien au défi de Bonn sur la restauration des forêts perdues et des terres dégradées	Écosystèmes
079	La forêt atlantique de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay : un biome prioritaire pour la conservation	Écosystèmes
080	Soutien à la conservation et à l'utilisation durable des forêts de Gotjawal à Jeju	Écosystèmes
081	Reconnaissant les progrès du Québec dans la conservation de la région boréale	Écosystèmes
082	Assurer la conservation des forêts de la Patagonie chilienne	Écosystèmes
083	La conservation et la protection des prairies tempérées indigènes de la planète	Écosystèmes
084	Préservation des écosystèmes oasiens	Écosystèmes
085	L'Antarctique et l'ocean Austral	Écosystèmes
086	L'UICN et la région arctique – intensification et coordination des travaux	Écosystèmes
087	Importance d'évaluer les besoins en eau des zones humides pour préserver leurs fonctions écologiques	Écosystèmes
088	Mettre en place une organisation régionale pour gérer les écosystèmes aquatiques d'Asie de l'Est	Écosystèmes
089	Protection du puffin des Baléares, en danger critique, dans le delta de l'Èbre, Espagne	Écosystèmes
090	Initiative régionale Zones humides du bassin du Río de la Plata	Écosystèmes
091	Mesures pour accroître la protection et l'utilisation durable des pampas et campos d'Amérique du Sud	Écosystèmes
092	Mesures pour améliorer la protection et l'utilisation durable du Gran Chaco américain	Écosystèmes
093	Les corridors d'altitude : une stratégie d'adaptation dans les Andes	Écosystèmes
094	Gestion intégrée des ressources en eau dans l'estuaire de Bahia Blanca (Argentine)	Écosystèmes
095	Soutien de l'UICN au développement durable des zones humides et marines de l'Afrique centrale et de l'Ouest	Écosystèmes
096	Mettre en œuvre la conservation et la gestion durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale	Marine
097	Renforcement de la politique de la mer et des océans	Marine
098	Accélérer le rythme de création d'aires marines protégées à l'échelle mondiale et la certification de l'efficacité de leur gestion	Marine
099	Promotion des aires marines protégées gérées localement, mesure sociale permettant d'atteindre les objectifs de la conservation sur le terrain et des aires marines protégées	Marine

100	Renforcement des dispositifs européens pour la biodiversité en outre-mer	Marine
101	Conserver les écosystèmes littoraux pour réduire les risques dans les zones côtières en Afrique	Marine
102	La conservation du phytoplancton marin	Marine
103	L'approche écosystémique des pêches (AEP)	Marine
104	Valoriser les démarches communautaires pour améliorer la gestion de la pêche côtière	Marine
105	Protéger les écosystèmes et la diversité biologique des grands fonds marins des menaces provoquées par l'exploitation minière des fonds marins	Marine
106	Atténuer les effets de la plongée récréative sur le milieu marin	Marine
107	La pollution sonore sous-marine en Afrique	Marine
108	Soutenir la pérennisation des *Haenyo* de Jeju et leurs pratiques uniques de gestion responsable de l'écologique marine	Marine
109	Faire progresser le rôle des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et leur potentiel pour contribuer à une réglementation mondiale sur les changements climatiques	Changement climatique
110	Promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes	Changement climatique
111	Considérations d'équité et de justice vis-à-vis du changement climatique	Changement climatique
112	Intégrer les aires protégées dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique	Changement climatique
113	L'énergie et la conservation	Énergie
114	Accès à l'énergie, promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables	Énergie
115	Une production responsable d'énergies renouvelables	Énergie
116	Développement des énergies renouvelables et conservation de la biodiversité	Énergie
117	Les barrages et les infrastructures hydrauliques	Énergie
118	Exploration et exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux non conventionnels	Énergie
119	Forages pétroliers offshore en Guyane, Surinam et Guyana	Énergie
120	Forages pétroliers offshore en Méditerranée	Énergie
121	La cuisson par énergie solaire et sa contribution à la santé et à la résilience des communautés et des écosystèmes	Énergie
122	Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation communautaires des ressources comme fondement du développement durable	Bien-être humain
123	Privilégier la gestion communautaire des ressources naturelles pour accroître la résilience sociale et écologique	Bien-être humain
124	Respect, reconnaissance et appui aux aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés	Bien-être humain

125	Les connaissances traditionnelles des populations autochtones et des communautés locales paysannes des Andes et de l'Amazonie comme mécanisme d'adaptation au changement climatique	Bien-être humain
126	Renforcement de l'autonomie des communautés noires de Colombie en vue de la gestion durable des ressources naturelles de leurs territoires, mettant spécialement l'accent sur les activités minières	Bien-être humain
127	Reconnaissance des territoires autochtones comme aires de conservation dans le bassin amazonien	Bien-être humain
128	Mise en œuvre par l'UICN de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*	Bien-être humain
129	Le droit de l'homme à l'eau	Bien-être humain
130	Politique de l'UICN sur la conservation et les droits humains pour un développement durable	Bien-être humain
131	Intégrer les droits de nature comme pierre angulaire du processus décisionnel de l'UICN	Bien-être humain
132	Le droit des enfants à être en contact avec la nature et à un environnement sain	Bien-être humain
133	Les droits de l'homme et l'accès aux ressources naturelles en Méso-Amérique	Bien-être humain
134	Promotion et renforcement des systèmes agroalimentaires locaux	Bien-être humain
135	Sécurité alimentaire, restauration des écosystèmes et changement climatique	Bien-être humain
136	Préserver les cultures et la nature pour la sécurité alimentaire	Bien-être humain
137	Préserver la contribution des ressources biologiques sauvages et des écosystèmes à la sécurité alimentaire	Bien-être humain
138	Répondre aux effets des exploitations agricoles à échelle industrielle sur le changement climatique, la sécurité alimentaire et la biodiversité	Bien-être humain
139	L'économie verte et la responsabilité sociale et environnementale des entreprises	Bien-être humain
140	La croissance verte comme stratégie durable de conservation de la nature et de développement économique	Bien-être humain
141	Emplois verts et initiatives privées contribuant à la conservation au sein du Réseau Natura 2000	Bien-être humain
142	Valorisation économique et élaboration de mécanismes financiers pour la rétribution des services environnementaux dans des zones d'extrême pauvreté	Bien-être humain
143	Réforme des aides financières dommageables à la biodiversité	Bien-être humain
144	Compensation de la biodiversité et autres approches compensatoires	Bien-être humain
145	Une étude critique des bénéfices, pour la diversité biologique, de projets pour des moyens de subsistance alternatifs	Bien-être humain
146	Mettre en place le concept de sécurité de la diversité biologique	Bien-être humain
147	La gestion des dommages secondaires causés à l'environnement et provoqués par des catastrophes naturelles	Bien-être humain
148	Promotion du tourisme durable, du développement rural et de la valeur de l'héritage naturel	Bien-être humain
149	Renforcer la diversité culturelle et biologique et les connaissances écologiques traditionnelles dans la région des îles d'Asie-Pacifiques	Bien-être humain

150	Soutien pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'Accès et le partage des avantages	Bien-être humain
151	L'utilisation durable de ressources biologiques abondantes	Bien-être humain
152	Participation de l'UICN à la mise en œuvre du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*	Gouvernance de l'environnement
153	Méthodes pour un bon fonctionnement de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)	Gouvernance de l'environnement
154	Le rôle important de l'UICN vis-à-vis de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)	Gouvernance de l'environnement
155	Partenariat de collaboration sur la faune	Gouvernance de l'environnement
156	Conservation de la biodiversité pour le développement dans le sud dans le cadre de la coopération Sud-Sud	Gouvernance de l'environnement
157	Promouvoir la responsabilité internationale en matière d'impacts sur la biodiversité à l'échelle mondiale	Gouvernance de l'environnement
158	Participation des citoyens aux procédures législatives relatives à l'environnement	Gouvernance de l'environnement
159	Plaidoyer en faveur de partenariats privé-public-communautés (PPPC) pour le développement durable	Gouvernance de l'environnement
160	Approche visant à fonder la conservation et l'utilisation des biens communs sur la confiance et la coopération	Gouvernance de l'environnement
161	Promotion du Réseau d'observation de la biodiversité d'Asie-Pacifique (AP-BON)	Gouvernance de l'environnement
162	L'élaboration d'un système d'évaluation et de certification pour les Carrefours mondiaux de l'environnement	Gouvernance de l'environnement
163	Principes islamiques relatifs à la conservation	Gouvernance de l'environnement
164	De l'importance de ne pas régresser dans le domaine du droit et de la politique de l'environnement	Droit de l'environnement
165	Les tribunaux et l'accès à la justice	Droit de l'environnement
166	ECOLEX – Le portail du droit de l'environnement	Droit de l'environnement
167	Mettre en place une Plateforme mondiale en ligne rassemblant les engagements envers la durabilité	Droit de l'environnement
168	Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles	Droit de l'environnement
169	Traité international juridiquement contraignant sur le mercure pour protéger la vie sauvage, les écosystèmes et la santé	Pollution
170	Stratégies et actions efficaces pour aborder le problème croissant des plastiques pétrochimiques et d'autres déchets solides	Pollution
171	Appui à une étude scientifique approfondie de l'impact des pesticides systémiques sur la biodiversité mondiale par le groupe de travail conjoint de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE)	Pollution
172	Coopération internationale en faveur de l'atténuation des effets préjudiciables des aérosols	Pollution
173	Ciel nocturne et conservation de la nature	Pollution
174	Améliorer la capacité d'application de la législation contre les crimes liés à la vie sauvage	Droit de l'environnement

175	Stratégie « UICN » pour les écosystèmes forestiers tropicaux des trois bassins	Écosystèmes
176	Conservation et gestion durable des mangroves de l’Afrique centrale : le cas du Cameroun	Écosystèmes

M001
Renforcer le processus de motions et améliorer l'application des Résolutions de l'UICN

CONSIDÉRANT que la force et l'engagement de l'UICN reposent sur ses Membres et que cette force et cet engagement se manifestent tous les quatre ans, lorsque les Membres du monde entier se réunissent à l'occasion du Congrès mondial de la nature dans l'objectif de débattre des motions visant à répondre à la problématique environnementale de toute la planète ;

RECONNAISSANT que les processus de motions et de mise en œuvre des Résolutions constituent le cycle politique de l'UICN et se doivent donc d'être cohérents et de se renforcer mutuellement, puisque les Résolutions adoptées par le Congrès mondial de la nature établissent les politiques essentielles de l'UICN, ses objectifs intersessions et son Programme ;

RAPPELANT les Résolutions 4.001 *Renforcer les liens entre les membres, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN* ; 4.002 *Coordination du Programme de l'UICN ;* 4.003 *Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l'UICN*, qui reconnaît l'importance des Comités nationaux et régionaux de l'UICN pour associer les Membres de l'Union à l'accomplissement de sa Mission ; 4.009 *La transparence du Conseil de l'UICN ;* 4.010 *Mise en œuvre des résolutions du Congrès* ; et 4.011 *Mise au point d'un système automatisé permettant d'enregistrer les activités des Membres relatives aux résolutions et recommandations, afin d'améliorer la présentation de rapports lors de chaque Congrès mondial de la nature et dans l'intervalle entre deux Congrès,* toutes adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelona, 2008) et qui visent toutes à améliorer le processus des motions et la présentation de rapports lors de chaque Congrès mondial de la nature et dans l'intervalle entre deux Congrès ;

RECONNAISSANT que l'Assemblée des Membres est « l'organe décisionnel suprême de l'UICN » et que le processus des motions est pour les Membres l'un des instruments les plus importants pour recommander des politiques et des mesures appropriées sur des thèmes en lien avec les objectifs de l'UICN et que, de ce fait, les Membres ont un intérêt tacite envers le mode de présentation et d'application des Résolutions approuvées par le Congrès ;

CONSCIENT du droit des Membres de l'UICN à proposer des motions, tout en gardant à l'esprit le besoin d'améliorer la qualité des produits, de faciliter le processus d'application et d'obtenir des résultats vérifiables ;

PRÉOCCUPÉ que les négociations sur certaines parties de motions inutiles, longues et répétitives se fassent au détriment de paragraphes opérationnels qui orientent la politique de l'UICN ;

PRENANT NOTE de l'analyse menée par le Comité de la gouvernance du Conseil 2008-2012 dans le but d'identifier les questions liées au processus des motions devant être abordées, et aussi d'améliorer l'application des Résolutions ;

TENANT COMPTE du rapport établi par le Comité espagnol de l'UICN intitulé « Diagnostic et évaluation du statut de l'application des résolutions et des recommandations de l'UICN approuvées par le Congrès mondial de la nature à sa 4ème Session à Barcelone en 2008 », achevé en décembre 2011 en collaboration avec les Membres espagnols et sud-américains, le Secrétariat et les Commissions ;

SOULIGNANT que ce rapport met en lumière certaines faiblesses dans le fonctionnement de l'Union et qu'une réforme en profondeur est donc nécessaire, notamment en ce qui concerne le processus des motions ;

CONSTATANT que la réussite de la mise en œuvre des Résolutions et des Recommandations a été entravée, en Espagne, par plusieurs éléments au cours de la période intersessions 2008-2012, notamment : l'absence d'organigramme de l'UICN qui aurait permis de faciliter la communication sur des questions ponctuelles et d'améliorer la compréhension du mode de fonctionnement interne ; l'absence de coopération mutuelle entre le Secrétariat et les composantes de l'Union ; le manque de complémentarité des actions entreprises par le Secrétariat et les composantes de l'Union s'agissant de la mise en œuvre des Résolutions et Recommandations ; le manque de communication imputable à l'absence de canaux appropriés convenus au préalable ; l'absence de plan d'action accompagnant chaque motion et facilitant sa mise en place et son suivi, et l'absence de descriptif des actions que chaque Partie s'engage à mener à bien ; et le manque d'informations pertinentes sur le portail des Membres ; et

CONVAINCU que toutes les composantes de l'UICN, les Membres, les Commissions, les Comités nationaux et régionaux et le Secrétariat, en tant qu'Union, sont engagés dans la mise en œuvre des Résolutions de l'UICN adoptées par le Congrès mondial de la nature et que le succès de l'application des Résolutions dépend de la participation des auteurs et/ou des parrains des motions ; mais

COMPRENANT que les composantes ne soient pas toujours conscientes ou attentives à leur responsabilité dans l'application des Résolutions, lorsque nécessaire ;

RECONNAISSANT que le Congrès mondial de la nature ne peut actuellement pas juger des conséquences financières de certaines motions dans le budget de l'UICN, et que l'attribution efficace des ressources souligne la niche, la pertinence et l'efficacité de l'UICN même à la lumière de contraintes financières ;

CONSTATANT que de nombreux Parlements dans le monde exigent de la part des auteurs de législations potentielles un plan de travail et une évaluation des effets financiers de la législation proposée ;

SACHANT que les Règles de procédure du Congrès mondial de la nature stipulent que « lors de la discussion du projet de Programme ou du mandat proposé pour une Commission, toute motion ou partie de motion affectant ces documents sont pris en considération dans les débats et ces motions sont traitées en tant que propositions d'amendements au Programme, ou au mandat concerné » ;

APPRÉCIANT les efforts faits par le Secrétariat de l'UICN pour mettre en œuvre la Résolution 4.011 *Mise au point d'un système automatisé permettant d'enregistrer les activités des Membres relatives aux résolutions et recommandations, afin d'améliorer la présentation de rapports lors de chaque Congrès mondial de la nature et dans l'intervalle entre deux Congrès* approuvée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui appelle à la création et à l'application d'un système de suivi pour les motions, basé sur les informations envoyées par les Membres de l'UICN par un système en ligne automatisé ;

NOTANT que ces efforts réalisés par le Secrétariat de l'UICN ont ajouté à l'ordre du jour de l'UICN le besoin d'informer correctement ses Membres sur les mesures prises pour appliquer les motions approuvées ; et

CONSCIENT que le système automatisé interactif pour le suivi des motions est encore sous-

utilisé par les Membres et que, malgré l'application de la Résolution 4.011, l'information systématisée sur l'application des motions approuvées lors des Congrès sur le site Internet interactif reste limitée ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la Directrice générale à améliorer la coopération et la communication mutuelles entre le Secrétariat et les composantes de l'UICN pour ce qui a trait à la mise en œuvre des Résolutions, au moyen de canaux appropriés et convenus au préalable, et notamment d'un système automatisé interactif.

2. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale de soutenir le rôle des Comités nationaux et régionaux en tant que structures charnières entre les Membres et le Secrétariat, sachant que ceux-ci contribuent à cartographier les Membres et, de ce fait, peuvent permettre d'éviter le chevauchement des mesures relatives à la mise en œuvre des Résolutions ; et de continuer à cartographier les Membres en collaboration avec les Comités nationaux et régionaux.

3. EXHORTE la Directrice générale à renforcer le système de suivi automatisé interactif pour les motions approuvées lors du Congrès mondial de la nature ; et à informer annuellement les Membres des actions prises pour mettre en œuvre ces motions par l'intermédiaire, entre autres, du portail des Membres, en présentant les résultats obtenus lors du processus d'application des Résolutions.

4. RECOMMANDE aux Membres d'améliorer encore la présentation de leurs rapports lors de chaque Congrès mondial de la nature et pendant la période intersessions, en suivant la mise en œuvre des Résolutions par l'intermédiaire du système des motions automatisé interactif, accessible en ligne sur le portail des Membres.

5. DEMANDE au Conseil de l'UICN d'établir un groupe de travail sur le processus de motions et la mise en œuvre des Résolutions, composé de représentants de toutes les composantes de l'UICN et qui :

    a. s'appuie sur le travail réalisé pour améliorer le processus de motions, afin de suivre la mise en œuvre des Résolutions adoptées par le Congrès mondial de la nature et d'analyser les causes de non-conformité ou d'absence d'application ;

    b. propose au prochain Congrès mondial de la nature des mécanismes pour améliorer la mise en œuvre des Résolutions, basés sur l'approche Un seul Programme et sur l'analyse susmentionnée ;

    c. analyse davantage les problèmes rencontrés par le processus de motions, évalue le besoin d'amender les Statuts ou Règles de procédure sans être limité aux points mentionnés ci-dessous, et présente les résultats aux Membres pour examen :

        i. accompagner les motions proposées d'un plan d'action ou de grandes lignes présentant les mesures possibles ; faire un devis des coûts combinés de mise en œuvre du plan d'action ; définir le rôle que les auteurs, parrains et autres composantes joueront dans l'application des motions ;

        ii. augmenter la période au cours de laquelle les motions peuvent être soumises à la Directrice générale de l'UICN, qui est actuellement de 120 jours avant l'ouverture de la prochaine session du Congrès mondial ;

iii. préciser que les motions ne doivent pas répéter les décisions des sessions précédentes du Congrès mondial de la nature, à moins que des mesures supplémentaires à celles décrites dans les décisions précédentes ne soient requises pour aborder le thème en question ;

iv. évaluer la nécessité d'avoir un système intersessions pour adopter des Résolutions entre les Congrès mondiaux de la nature, qui serait géré par la Directrice générale sous la supervision du Conseil et, le cas échéant, proposer l'amendement correspondant ;

6. RECOMMANDE aux Membres de l'UICN de prendre en compte les aspects soulignés dans le rapport susmentionné du Comité national espagnol de l'UICN lors de la rédaction des motions :

   a. établir des priorités relatives aux motions proposées, en fonction de leurs capacités ;

   b. créer des motions dans le domaine local/national, liées à leurs objectifs de travail et étudiées par les autres Membres et/ou institutions ; et

   c. collaborer afin de mettre en place des activités pour que les Résolutions et les Recommandations aient une portée mondiale, y compris dans les questions de gouvernance.

7. APPELLE les Membres à inclure les discussions sur les motions dans les Forums régionaux sur la conservation, afin de coordonner la soumission de motions au niveau régional.

Auteurs :

Ecologistas en Acción, Espagne
ALTROPICO - Fundación para Alternativas Comunitarias de Conservación del Trópico, Equateur
The International Council of Environmental Law (ICEL)

Co-parrains :

SEO/BirdLife
WWF Espagne
Fundación Biodiversidad
Fundación Naturaleza y Hombre
Fundación para la Conservación del Quebrantahuesos
Mediterrània – CIE
Schutzgemeinschaft Deutsches Wild (SDWi)
Pace Center for Environmental Legal Studies
The Ecological Society of the Philippines
Sierra Club
Asia-Pacific Center for Environmental Law (APCEL)
Centre international de droit comparé de l'environnement (CIDCE)
Instituto de Derecho y Economía Ambiental (IDEA)
Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA)
Bangladesh Poush
Australian Centre for Environmental Law (ACEL)
COICA - Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica - Países Amazónicos
LIDEMA - Liga de Defensa del Medio Ambiente – Bolivie

APECO - Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza - Pérou
Instituto por um Planeta Verde - Brésil
Fundación Biodiversidad - Argentine
Dirección de Gestión Ambiental del Gobierno Provincial del Carchi - Equateur
FSC - Forest Stewardship Council A.C. - Mexique
ECOLEX - Corporación de Gestión y Derecho Ambiental - Ecuador
ECOCIENCIA - Fundación Ecuatoriana de Estudios Ecológicos - Equateur
CEDEPESCA - Centro de Desarrollo y Pesca Sustentable - Argentine
CGRR - Corporación Grupo Randi Randi – Equauteur
Fundación Urundei - Argentine

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

Explanatory Memorandum

The Governance Committee of Council, at its 73rd meeting **identified the following issues (based on the evaluation of the Barcelona Congress) as needing special attention to enhance the motions process**

a) Lack of documentation and institutional memory: respondents to the survey find that the Statutes is the only instrument that contains some elements of the motions process – there is no other document or body that compiles, in a comprehensive manner, all the steps of the motions process, including non-written practices.

b) Number of motions – limited time: several Members find the number of motions (increasing from Congress to Congress) to be too high and risk to compromise IUCN's efforts to achieve its core activities, while the time (established by the Rules of Procedure) and resources remain at the same level and effective follow-up difficult to ensure.

c) Scope of motions: some Members find that there are many motions that are of a geographically or thematically specific nature which makes it difficult for the whole membership to verify factual content and have competency to vote and, therefore, believe that motions should cover global and critical issues.

d) Perceived lack of transparency in the processing of motions: some Members pointed out that the process and criteria upon which motions are evaluated are not entirely clear.

e) Perceived little opportunity to debate on motions: Members find that there is not enough time to discuss motions, particularly during the Congress.

f) Relationship between the motions process and the Programme: the Statutes foresee in §51 that motions which relate to the Programme "shall be dealt with as amendment to the Programme" so motions may substantially modify a widely consulted Programme and its budget.

g) Relationship between the motions process and the Forum: the forum is a possible source of motions. The role of the Forum vis-à-vis the motions process is unclear. For instance, there is no guidance as to whether motions could be debated during the Forum. In addition, when the forum occurs right before the Assembly and when motions resulted from its discussion, a situation described in issue j) occurs.

h) Issue of legitimacy: the Rules of Procedure neither provide for the quorum to discuss motions nor a minimum threshold for motions to be considered as adopted.

i) Motions from Council: there is no procedure for Council to prepare and submit motions.

j) Motions submitted at the Congress: governments do not have enough time to consult with their capitals on motions submitted at the Congress.

k) Congress motions addressing World Heritage matters: there is a risk of compromising the objectivity of IUCN's future evaluation of proposed nominations when motions prescribe for a specific policy position related to this Convention (and others, where IUCN provides for technical expertise).

l) Duplication: some motions are believed to duplicate previous ones. Even though the Rules and Procedures provide for the criterion of non-duplication with Resolutions adopted at previous congresses, duplication continues to occur.

M002
Améliorer les occasions de participation des Membres de l'UICN

RAPPELANT les Résolutions 3.002 *Améliorer la transparence du Conseil de l'UICN* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), 4.009 *La transparence du Conseil de l'UICN,* et 4.011 *Mise au point d'un système automatisé permettant d'enregistrer les activités des membres relatives aux résolutions et recommandations, afin d'améliorer la présentation de rapports lors de chaque Congrès mondial de la nature et dans l'intervalle entre deux Congrès*, adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

PRENANT NOTE de l'amélioration de l'accès aux ordres du jour du Conseil, et de la publication en temps et en heure des résumés des actions du Conseil sur le Portail des Membres, lequel a été modifié ;

NOTANT PAR AILLEURS les informations et opportunités supplémentaires offertes aux Membres sur le Portail des Membres, notamment les sections « L'information du Conseil » ; « L'information du Secrétariat », « Système des résolutions et recommandations – Système en ligne pour les Membres : suivi du Congrès mondial de la nature » et « Opportunités pour les Membres » ;

PRÉOCCUPÉ que les Membres de l'UICN ne soient peut-être pas informés ou ne profitent pas pleinement de cette source importante d'informations ;

PRÉOCCUPÉ PAR AILLEURS que les membres des Commissions de l'UICN n'aient peut-être pas accès à la totalité des informations disponibles sur le Portail des Membres ;

RAPPELANT les Résolutions 4.001 *Renforcer les liens entre les membres, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN* et 4.002 *Coordination du Programme de l'UICN*, adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

RECONNAISSANT les efforts de la Directrice générale de l'UICN pour coordonner le travail de toutes les composantes de l'UICN afin de contribuer à l'application et à la plus grande efficacité du *Programme de l'UICN* ; et

RECONNAISSANT ÉGALEMENT la Charte « Un seul Programme » de l'UICN – Travailler ensemble pour maximiser les résultats du Programme pour les Membres, les Comités, les Commissions, le Conseil et le Secrétariat de l'UICN (approuvée par le Conseil de l'UICN à sa 76e réunion, en mai 2011) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. REMERCIE le Conseil et la Directrice générale de l'UICN d'avoir amélioré la transparence des délibérations et des actions du Conseil de l'UICN.

2. REMERCIE ÉGALEMENT la Directrice générale et le Conseil pour leurs efforts d'intégration plus poussée du travail des Commissions et des Membres dans le travail de l'UICN, lorsque nécessaire.

3. ENCOURAGE les Membres de l'UICN à profiter de ces nouvelles occasions de participation dans le fonctionnement de l'UICN.

4. PROPOSE que, dans l'esprit de l'approche « Un seul Programme », le Portail et les outils de partage d'informations conçues pour les membres des Commissions et les Membres de l'UICN soient intégrés et mutuellement accessibles, lorsque nécessaire.

Auteur :

Sierra Club, États-Unis d'Amérique

Co-parrains :

The International Council of Environmental Law –toward sustainable development– (ICEL), Allemagne
Schutzgemeinschaft Deutsches Wild (SDWi), Allemagne
InterEnvironment Institute, États-Unis d'Amérique
Ecological Society of the Philippines, Philippines
Center for Environmental Legal Studies, États-Unis d'Amérique

M003
Donner la priorité à l'information et à l'appui aux Membres de l'UICN

SACHANT que l'UICN est le plus ancien et le plus vaste réseau de l'environnement et de la conservation, mais qu'en général, sa notoriété est limitée, son nom ou son logo sont peu familiers, les ressources auxquelles elle donne accès sont insuffisamment connues et prises en compte ;

SACHANT ÉGALEMENT que le fait d'utiliser les instruments de connaissance, les compétences et les réseaux de l'UICN permettent de donner de la valeur et une autorité aux travaux de nombreuses personnes, en particulier quand il s'agit des communautés, et d'autres, qui travaillent pour la conservation avec des moyens et un soutien insuffisants ;

CONSIDÉRANT que les informations, les conseils, les services, les publications, les résolutions, les instruments, modules et possibilités de formation, les ateliers, les bases de données, l'expertise, les systèmes d'information, la présence dans le monde, le pouvoir de mobilisation et les autres ressources de l'UICN sont sous-utilisées, si l'on considère leur valeur et leur facilité d'accès, en particulier grâce aux technologies de l'information (TI) ;

RAPPELANT le travail accompli en permanence par l'Union dans le but de mieux faire connaître ses travaux et son statut, afin d'accomplir sa mission dans le cadre de négociations, en exerçant son influence et ses capacités de mobilisation sur de nombreuses scènes dans le monde ;

CONSCIENT du fait que les Membres doivent expliquer à leurs gouvernements, leur personnel ou à leurs propres membres pourquoi ils sont Membres de l'UICN, et justifier chaque année l'intérêt d'une adhésion à l'UICN, et que les Membres, de leur côté, ont des informations et des activités qui pourraient avoir de l'intérêt pour l'Union dans son ensemble;

RECONNAISSANT que de nombreux services, les personnels des Membres et les membres des Membres ignorent que leur organisation est Membre de l'Union et ne connaissent pas les ressources auxquelles ils peuvent avoir accès grâce à elle et par son travail ;

PERSUADÉ que le matériel pouvant servir à un programme susceptible d'améliorer la notoriété de l'UICN, de sa mission et de son travail, de donner des moyens et des ressources au personnel, aux Membres et aux Commissions, existe déjà au sein de l'UICN, mais n'est pas toujours disponible dans les formes et avec les instructions qui faciliteraient son utilisation ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. CHARGE la Directrice générale, en coopération avec le Conseil, les Commissions de l'UICN, ses Membres, les Comités nationaux et régionaux, et d'autres partenaires pertinents, dans l'esprit du seul Programme, de diffuser ses instruments de connaissance dans le cadre du modèle opérationnel de l'UICN afin d'améliorer la compréhension et l'utilisation du travail de l'UICN.

2. DEMANDE à la Directrice générale, au Conseil et aux Membres de l'UICN, ainsi qu'aux Comités nationaux et régionaux de faire rapport chaque année sur l'avancement de ce programme d'information et de soutien destiné aux Membres, qui fera l'objet d'un suivi et d'un rapport au prochain congrès.

3. CHARGE les Membres de l'UICN, le Conseil, les Commissions et les Comités nationaux et régionaux d'améliorer la visibilité de l'Union en s'appuyant sur l'approche du seul Programme.

Auteur :

New Zealand Conservation Authority

Co-parrains :

Department of Conservation, Nouvelle-Zélande
Antarctica New Zealand, Nouvelle-Zélande
WWF - New Zealand
Environment and Conservation Organisations of New Zealand
Landcare Research New Zealand Ltd, Nouvelle-Zélande
International Federation of Landscape Architects, Nouvelle-Zélande

Explanatory Memorandum

This motion attempts to address the issue that frequently only a very few members and/or staff within any one IUCN Member organization will have awareness, understanding and appreciation of the extraordinary resources and capabilities IUCN has to offer.

A programme focused on reaching down the layers within IUCN membership to raise the profile and availability of IUCN information and resources would bring the value of IUCN to many individuals. With better knowledge, now or in their future careers, individuals will be better equipped to promote and raise awareness of IUCN.

For State Members of IUCN the liaison for IUCN is only one department. Other departments will have an interest in IUCN. Within that State Member department, only one officer might be assigned the role of IUCN liaison. Often that officer might be the only member, or one of a few in the organization with significant understanding of what IUCN has to offer through its knowledge products. Information on IUCN resources and activities may or may not be circulated on a regular basis. That information may or may not be used, depending on staff awareness or understanding of the role and value of IUCN knowledge, capability or work (c.f. Classification *A Review of the Impact of IUCN Resolutions on International Conservation Efforts*). Such information may not necessarily be circulated to government departments beyond the IUCN State Representative department even where understanding and information would be of value.

This pattern may be reflected in many NGOs. NGOs, being international and national organizations, would usually have staff but also many members, some of which might be organizations themselves. Frequently such NGO members struggle for funds, rely on volunteer time, and are absorbed with many issues, leaving little time to search or adapt information from IUCN. As with State Members often there may be a few within their organizations with sufficient knowledge and understanding of IUCN to be alert to the resources, information and networks available through IUCN membership.

A special potential for using IUCN knowledge products and information exists in teaching institutions such as universities.

National Committees and Regional Councilors wishing to be active in promoting IUCN could use introductory resources, and these could be usefully shared across the IUCN family. Introductory materials, focused appropriately for varied audiences, are particularly important in raising awareness. This may lead to the next step of learning, familiarization and use of

what is available from IUCN. There are some excellent examples produced by IUCN (e.g. *Our Planet needs Solutions* and the *IUCN Knowledge Products* produced for IPBES) and the IUCN Commission on Education and Communication (e.g. Love not Loss http://www.youtube.com/watch?v=BvIdwOEzreM). All Commissions have resources that are underutilized. For some within membership, technical introductions to IUCN management system classifications, conventions and programmes of work need to be made more readily available.

A pro-active structured programme is needed to bring resources and capabilities to membership across the Union.

M004
Création d'un mécanisme relatif à l'éthique à l'UICN

SACHANT que l'éthique est une partie intégrante de l'UICN, qu'elle rendra ses messages, ses politiques et ses actions plus crédibles vis-à-vis du public dans son ensemble et qu'elle y ajoutera du sens pour les écologistes du monde entier ;

RAPPELANT la Résolution 3.022, *Approbation de la Charte de la Terre* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), qui reconnaissait à la Charte de la Terre le rôle de « guide éthique pour la politique de l'UICN » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la forte composante éthique qui a présidé à la création de l'UICN en 1948 et qui se poursuit aujourd'hui avec la Vision de l'UICN, « un monde juste qui valorise et conserve la nature » ;

RAPPELANT ENFIN la Résolution 3.020, *Élaboration d'un code éthique pour la conservation de la biodiversité* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), qui réaffirmait « l'engagement de l'UICN envers une vision éthique de la conservation de la nature fondée sur le respect de la diversité de la vie ainsi que sur la diversité culturelle des peuples », ce qui a abouti à la création de l'Initiative pour une éthique de la biosphère (BEI), programme de normes non contraignantes (*soft law*), qui met en lumière et partage des principes éthiques locaux et mondiaux de conservation de la biodiversité, lesquels sont en évolution constante ;

NOTANT l'importance de l'éthique pour les Membres de l'UICN, comme en témoignent d'autres Résolutions, notamment la Résolution 4.098 *Partenariats intergénérations : encourager un leadership éthique en faveur d'un monde juste, durable et pacifique,* et la Résolution 4.099 *Reconnaissance de la diversité des concepts et valeurs de la nature* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008)*,;*

NOTANT ÉGALEMENT l'approche Un seul Programme de l'UICN ; ce n'est que lorsque les Commissions, le Secrétariat et les Membres œuvrent ensemble en vue d'un but commun que l'UICN peut réaliser sa mission, rassemblant les actions de conservation en une seule Union pour créer une voix forte et unifiée susceptible de transformer la société ;

NOTANT ENFIN les Décisions du Conseil C/74/18 et C/75 *(*Conseil de l'UICN, 2010*)*, qui reconnaissent que l'éthique de l'UICN s'applique à tous les secteurs et à toutes les Commissions, invitent les Présidents des Commissions, les membres du Conseil et les sous-programmes du Secrétariat « à collaborer avec l'Initiative pour une éthique de la biosphère afin de définir des possibilités d'intégration et de mise en œuvre de l'Initiative dans leurs programmes de travail », font état du besoin d'orientations éthiques sous-tendant des décisions et recommandent la désignation d'un « Conseiller pour les questions éthiques » au sein de l'UICN, pour répondre à des consultations à la demande ;

CONCLUANT de ce qui précède que les Membres, le Secrétariat et les Commissions de l'UICN ont exprimé un besoin et un désir général de prendre explicitement en considération les questions éthiques lors de la prise de décisions, et qu'ils devraient pouvoir disposer d'une méthodologie pratique et coordonnée à cet effet ;

SACHANT que l'Initiative BEI avait pour but, depuis huit ans, de mettre à disposition une méthodologie pratique et coordonnée, appelée « Relato » : des dirigeants locaux, nationaux et internationaux, appartenant à des organismes gouvernementaux et à des ONG et à différentes disciplines, se réunissent pour définir et promouvoir des principes éthiques de

conservation de la biodiversité afin de faire avancer l'éthique mondiale de la biosphère en évolution, ainsi que l'éthique locale de la région concernée ;

SACHANT NÉANMOINS qu'il ne s'agit pas de la seule méthodologie disponible, mais qu'elle est à disposition pour faire avancer l'engagement éthique et qu'elle a des succès à son actif ;

RECONNAISSANT que la récente publication du Programme du droit de l'environnement de l'UICN sur l'éthique et le mouvement mondial de la conservation [*Reasons for Hope: The Ethical Promise of the World Conservation Movement*] présente la méthodologie Relato comme une approche pour un engagement éthique pratique allant du niveau local au niveau mondial, et qu'elle renforce la méthodologie Relato et en facilite l'accès, le développement et la mise en œuvre ultérieure ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT le rôle de premier plan joué par le Groupe de spécialistes de l'éthique de la Commission du droit de l'environnement (CDDE) de l'UICN, ainsi que par des États membres de différentes régions du monde, et leur fort investissement dans la mise en place de la BEI ;

RECONNAISSANT EN OUTRE le rôle du Groupe de spécialistes des zones urbaines et du Groupe de spécialistes des valeurs culturelles et spirituelles de la Commission mondiale des aires protégées dans l'incorporation de l'éthique dans leurs programmes respectifs ;

PRÉOCCUPÉ par les questions éthiques urgentes qui se posent à la communauté internationale dans le cadre des réponses à apporter à des enjeux tels que la perte de biodiversité, le changement climatique, la sécurité alimentaire et hydrique, la croissance démographique et de la consommation, des responsabilités communes mais différenciées, et la gouvernance des entreprises et des marchés internationaux, et par le fait que les politiques et les activités de conservation de l'UICN et de ses organisations membres peuvent et doivent jouer un rôle pour répondre à ces enjeux ; et

PRÉOCCUPÉ parce que, jusqu'à présent, la mise en œuvre de nombreux mandats et résolutions de l'UICN dans le domaine de l'éthique s'est faite en ordre dispersé à l'intérieurde l'UICN, et que l'UICN a besoin de trouver une méthodologie pratique et coordonnée pour appliquer la Charte de la Terre comme un guide pour ses politiques et programmes et la Charte mondiale de la nature, ainsi que pour s'acquitter de nombreux autres engagements qui confèrent à l'éthique un rôle central dans l'ensemble de son programme ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN de :

a. appuyer le développement et la mise en œuvre de l'Initiative pour l'éthique de la biosphère et la méthodologie Relato, comme une méthode d'engagement éthique, et établir un mécanisme pour mettre en œuvre cette initiative et l'intégrer dans les sous-programmes du Secrétariat et les programmes des Commissions ;

b. définir des possibilités de mise en œuvre et d'intégration de l'Initiative pour l'éthique de la biosphère à l'intérieur des sous-programmes du Secrétariat et des programmes des Commissions ;

c. inviter le Groupe des spécialistes de l'éthique de la Commission du droit de l'environnement de l'UICN à apporter son concours à la création et à la mise en œuvre du mécanisme relatif à l'éthique ;

d. recommander que la mise en œuvre du mécanisme relatif à l'éthique applique à l'engagement éthique l'approche « Un seul Programme » ;

e. encourager les Membres de l'UICN à s'adresser à ce mécanisme pour lui poser les problèmes éthiques qu'ils rencontrent ; et

f. faire rapport annuellement au Conseil de l'UICN, ainsi qu'avant le Congrès mondial de la nature 2016, à propos de la mise en œuvre de la présente Résolution, par le biais d'une personne de contact chargée des questions éthiques.

Auteur :

Center for Humans and Nature

Co-parrains :

Agence des aires marines protégées, France
Centre international de droit comparé de l'environnement, France
Development Alternatives, India
Fundación Ambiente y Recursos Naturales, Argentine
InterEnvironment Institute, États-Unis d'Amérique
George Wright Society, États-Unis d'Amérique
Pro-Natura International, France
Instituto de Derecho y Economía Ambiental, Paraguay
Universidad para la Cooperación Internacional, Costa Rica
The WILD Foundation, États-Unis d'Amérique
Instituto O Direito por um Planeta Verde, Brésil

Commentaire: Cette motion est transmise à un groupe de contact. L'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M005

Renforcement des Comités nationaux et régionaux de l'UICN et utilisation optionnelle des trois langues officielles dans la communication interne et externe de l'UICN et de ses Membres

TENANT COMPTE de la Résolution 4.001 *Renforcer les liens entre les Membres, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelona, 2008), qui reprend les résultats de l'enquête mondiale menée auprès des Membres de l'UICN en 2007, lesquels font état de l'importance et l'utilité des Comités nationaux et régionaux ;

RAPPELANT la Résolution 4.003 *Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l'UICN* adoptée également par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui reconnaît le rôle important que jouent les Comités dans l'implication des Membres en vue de la réalisation de la mission de l'UICN ;

TENANT COMPTE du rapport du Comité espagnol de l'UICN, intitulé « Diagnostic et évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre des Résolutions et Recommandations de l'UICN adoptées par le 4e Congrès mondial de la nature, Barcelone, 2008 » élaboré en décembre 2011 en collaboration avec les Membres espagnols et latino-américains, le Secrétariat et les Commissions de l'UICN ;

SOULIGNANT que le rapport met l'accent sur l'importance des Comités nationaux et régionaux, puisque ces derniers jouent un rôle charnière entre le Secrétariat et les éléments constitutifs de l'Union, outre leur contribution à une cartographie efficace des Membres, ce qui permet d'éviter le chevauchement d'activités entre les Membres et le Secrétariat ;

CONSIDÉRANT que les Comités nationaux ne bénéficient pas d'un soutien financier de la part du Secrétariat de l'UICN ;

PRENANT EN CONSIDÉRATION le fait que les Membres présentent un fort potentiel d'incidence dans le domaine de la conservation si l'on renforce les possibilités de coopération avec eux ;

RAPPELANT la Résolution 3.091 *Application du droit d'usage optionnel des langues officielles dans la communication interne et externe de l'UICN et de ses Membres* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) ;

RAPPELANT l'article 100 des Statuts de l'UICN, *XVIe Partie – Langues officielles,* qui stipule : « Les langues officielles de l'UICN sont l'anglais, l'espagnol et le français » ;

SOULIGNANT que le rapport susmentionné exprime le sentiment partagé des Membres selon lequel, malgré des efforts effectués pour y remédier, le caractère multilingue de l'UICN n'est pas encore totalement implanté et le français et l'espagnol restent des langues de deuxième ordre ; et

SIGNALANT que la communication réciproque entre les différents acteurs de l'UICN est un élément essentiel au bon fonctionnement de l'Union, et qu'à l'heure actuelle cette communication est amoindrie par l'existence d'obstacles linguistiques, difficulté remédiable qui ralentit cependant la démarche de fonctionnement intégré de l'ensemble de l'Union ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE à la Directrice générale de mettre en place des mécanismes appropriés à l'appui d'une participation plus intégrée et plus constante des Comités nationaux et régionaux dans la mise en œuvre du Programme de l'Union, fondées sur « Un seul Programme ».

Auteur :

Fundación Naturaleza y Hombre

Co-parrains :

Generalitat de Catalunya- Departament de Medi Ambient i Habitatge
Oceánidas
Fundación Oxígeno
Departamento de Medio Ambiente, Planificación Territorial, Agricultura y Pesca- Gobierno Vasco
Asociación Española de Entomología- AeE

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M006
Coopération avec les collectivités territoriales pour la mise en œuvre du *Programme de l'UICN 2013-2016*

RAPPELANT l'importance de l'action locale pour répondre aux enjeux globaux de biodiversité ;

APPROUVANT les Déclarations des maires du monde réaffirmant leurs préoccupations face à la perte de biodiversité et l'urgente nécessité d'impliquer les autorités locales dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), lors des trois conférences « Villes et Biodiversité », tenues à Curitiba en mars 2007, à Bonn en mai 2008 et à Nagoya en octobre 2010 ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION l'adoption lors de la 10e Conférence des Parties à la CDB à Nagoya, Japon, 18-29 Octobre 2010, de la décision X/22, *Plan d'action sur les gouvernements infranationaux, les villes, et les autres autorités locales pour la biodiversité* ;

SE FÉLICITANT des progrès accomplis par le Partenariat mondial sur les villes et la biodiversité (*Global Partnership on Cities and Biodiversity*) lancé durant le 4e Congrès mondial de la nature de l'UICN (Barcelone, 2008) qui permet de fructueuses collaborations entre les collectivités territoriales et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE - unité « Environnement Urbain »), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-HABITAT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'organisation « ICLEI - Local Governments for Sustainability » et l'UICN ;

SE FÉLICITANT ÉGALEMENT des collaborations actives engagées entre le réseau de l'UICN et les collectivités territoriales de par le monde, de l'expertise que rassemble le Groupe de spécialistes sur les questions urbaines (*Urban Specialist Group*) au sein de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN, ainsi que l'activité de ses membres pour promouvoir les dimensions urbaines de la conservation de la nature, de l'implication des villes dans le projet « Action locale pour la biodiversité » (*Local Action for Biodiversity*) et des actions conduites par le Comité français de l'UICN avec les collectivités territoriales, en particulier avec quatre Conseils régionaux volontaires (Bourgogne, Aquitaine, Centre, Ile-de-France) ;

RAPPELANT les réalisations de l'initiative Countdown 2010 (Compte à rebours pour la biodiversité) ;

CONSTATANT le rôle déterminant joué par les collectivités territoriales dans le monde en matière d'aménagement et de gestion du territoire, leurs contributions à limiter les pressions sur la biodiversité et leurs engagements à travers des actions de protection, de restauration et de valorisation ;

NOTANT l'implication grandissante des gouvernements infranationaux, des villes, et des autres autorités locales en faveur de la biodiversité, à travers notamment, l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies territoriales pour la biodiversité et de plan d'actions locaux ;

RAPPELANT les Résolutions 3.003 *L'engagement de l'UICN auprès des collectivités territoriales et locales*, 3.063 *Rôle des villes pour la réalisation de la mission de l'UICN*, adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), et la résolution 4.008 *Introduction des collectivités territoriales dans la structure de l'Union*, adoptée par le Congrès lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ; et

CONSIDÉRANT que l'UICN ne pourra pleinement répondre à sa mission que si elle associe davantage les collectivités territoriales à ses actions ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux Membres et experts de l'UICN, en particulier à travers les Comités nationaux :

    a. de collaborer activement avec les collectivités territoriales et leurs réseaux pour les impliquer dans la mise en œuvre du *Programme de l'UICN 2013-2016* ;

    b. d'appuyer, voire d'accompagner, les collectivités territoriales dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies pour la biodiversité et plans d'actions répondant aux objectifs du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* ; et

    c. d'inviter les collectivités territoriales engagées en faveur de la biodiversité à adhérer à l'UICN selon les modalités prévues par ses statuts.

2. DEMANDE à la Directrice générale :

    a. de renforcer les collaborations du Secrétariat avec :

        i. les réseaux internationaux des collectivités territoriales ; et

        ii. le Secrétariat de la CDB pour l'application du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* pour la diversité biologique et du plan d'action sur les gouvernements infranationaux, les villes, et les autres autorités locales pour la biodiversité, adoptés à Nagoya ;

    b. de mobiliser les Bureaux régionaux pour développer et renforcer leur coopération avec les collectivités territoriales ; et

    c. d'organiser une plateforme d'échanges entre les constituants de l'UICN et les collectivités territoriales, en s'appuyant, en particulier, sur l'expérience de Countdown 2010.

Auteur :
Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France

Co-parrains:
InterEnvironment Institute
Humanité & Biodiversité
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Commission Internationale pour la Protection des Alpes
Agence des Aires Marines Protégées
Office National des Forêts
Fondation pour la nature et l'homme
Réserves Naturelles de France
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Fondation Nature & Découvertes

Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Association Kwata
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune
Office pour les insectes et leur environnement
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques

Note explicative

On entend par collectivité territoriale toute division administrative au-dessous du niveau de l'État à condition que cette division administrative soit dirigée par une assemblée délibérante élue distincte de l'État : communes, municipalités (communautés urbaines, districts, etc.), départements français, provinces belges, régions autonomes espagnoles etc. Le terme est traduit en anglais par « *local and regional governmental authorities (LRGA)* ».

M007

Création au sein de l'UICN d'une catégorie de Membres avec droit de vote pour les Organisations de peuples autochtones (OPA)

NOTANT les liens profonds qui unissent les peuples autochtones à la conservation de la nature ;

RECONNAISSANT que les processus de conservation devraient intégrer aussi bien le patrimoine naturel que le patrimoine culturel ;

CONSCIENT que, le plus souvent, les pressions exercées sur l'intégrité des écosystèmes ont également une incidence sur la survie des populations autochtones et leur culture ;

PRÉOCCUPÉ par la tendance actuelle à la disparition d'un grand nombre de groupes ethniques dans le monde suite à la perte de leurs habitats et de leurs moyens de subsistance ;

SACHANT qu'au titre des Articles 4 et 5 des Statuts de l'UICN, les membres de l'Union sont classés selon les catégories et sous-catégories suivantes : Catégorie A – a) les États et organismes gouvernementaux, b) les organisations d'intégration politique et/ou économique ; Catégorie B – c) les organisations nationales non gouvernementales, d) les organisations internationales non-gouvernementales et Catégorie C – e) les affiliés ;

SACHANT ÉGALEMENT qu'au titre de l'Article 12 des Statuts de l'UICN, les Membres de l'Union relevant des Catégories A, B ou C se voient conférer un certain nombre de droits et obligations et, en particulier, que les Membres relevant des Catégories A et B ont le droit exclusif de présenter des candidats, de soumettre des motions et de voter lors des sessions du Congrès mondial de la nature ;

REMARQUANT, notamment, qu'une distinction est établie entre la Catégorie A et de la Catégorie B, la première regroupant les Membres gouvernementaux/politiques et la seconde les Membres non gouvernementaux ;

NOTANT qu'à l'heure actuelle, les Membres de l'UICN qui sont des organisations autochtones représentant les populations, régions et communautés dont elles se composent relèvent toutes sans exception de la Catégorie B au titre soit de la sous-catégorie c) organisations nationales non gouvernementales, soit de la sous-catégorie d) organisations internationales non-gouvernementales ;

CONSCIENT que plusieurs organisations non autochtones Membres de l'UICN relevant de la Catégorie B sont des organisations non gouvernementales nationales ou internationales qui collaborent ou œuvrent en faveur des populations autochtones et de leurs droits et des questions les concernant dans le cadre de l'UICN ;

RAPPELANT que dès 1975 et jusqu'à ce jour, l'UICN a adopté plusieurs positions et décisions de politique soutenant et reconnaissant les droits, les savoirs, le rôle de gardien et les intérêts des populations autochtones en ce qui concerne, mais pas exclusivement, la conservation de l'environnement et des espèces sauvages, l'utilisation durable et rationnelle des ressources naturelles, les aires protégées, les pratiques traditionnelles et les liens spirituels et culturels qui existent entre ces populations et la nature ;

RAPPELANT EN OUTRE que lors de sa 4^{e} Session organisée à Barcelone en 2008, le Congrès mondial de la nature a adopté la Résolution 4.052 *Mise en œuvre de la* Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), au titre de laquelle l'Union approuvait la DNUDPA et, plus particulièrement, priait « la Directrice générale de

faire du rôle des peuples autochtones dans la conservation de la diversité biologique et culturelle un thème principal de l'UICN et des futures sessions du Congrès mondial de la nature ... » ;

TENANT COMPTE de la définition du terme « peuples autochtones » figurant dans la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA) ;

CONSCIENT qu'il existe de nombreuses organisations de communautés locales et de peuples autochtones dont les structures organisationnelles ne correspondent pas aux catégories relatives aux organisations non gouvernementales et aux organismes gouvernementaux visées par les Statuts de l'UICN ;

RECONNAISSANT que l'UICN a besoin de moderniser ses structures pour faire face aux nouveaux défis posés par la conservation et la protection du patrimoine naturel et culturel ;

PRENANT EN CONSIDÉRATION et SE FÉLICITANT de la décision du Conseil de l'UICN à sa 76e session et des efforts qu'il déploie pour renforcer les travaux de l'Union sur les questions autochtones s'agissant d'encourager un plus grand nombre d'organisations de populations autochtones à déposer une demande d'adhésion, de trouver de nouvelles occasions et possibilités de renforcer la participation des populations autochtones aux activités de l'UICN et de revoir les catégories de membres actuelles pour consolider la base des Membres de l'Union ;

RECONNAISSANT et APPUYANT l'utilisation du terme « organisation de peuples autochtones (OPA) » dans les activités, décisions et politiques de l'UICN, cette dénomination décrivant avec justesse les organisations : a) créées par des peuples autochtones et mandatées pour les représenter ; b) se distinguant d'autres organisations Membres de l'UICN du fait du caractère complexe et unique de leurs droits, de leurs intérêts et de leur représentation ; c) dont les instances de représentation peuvent être soit non gouvernementales, soit gouvernementales, soit une combinaison des deux ; d) dont les instances de représentation peuvent se situer dans plusieurs pays ; et e) dont les instances de représentation peuvent se composer d'une association ou d'un réseau de groupes autochtones au sein d'une région géographique donnée ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RECONNAÎT le rôle capital joué par les populations autochtones du monde entier dans la valorisation et la conservation de la nature et la gouvernance efficace et équitable des ressources naturelles.

2. DEMANDE au Conseil de l'UICN de contribuer de manière positive au renforcement du rôle des populations autochtones et de leur participation aux activités de l'Union en reconnaissant les propres formes d'organisation, de représentation et de gouvernance de ces populations, et de jouer un rôle moteur en en qui concerne le choix éclairé de politiques et de positions relatives aux populations autochtones au sein et pour le compte de l'Union.

3. DEMANDE au Conseil de l'UICN de :

    a. créer au sein du Conseil un groupe de travail intersessions comprenant des peuples autochtones membres de l'UICN et des Membres du personnel technique de l'UICN nommés par la Directrice générale de l'Union, qui sera chargé d'étudier différentes solutions pour que les OPA soient mieux représentées au sein de la structure de l'UICN, notamment la possibilité de créer une quatrième catégorie de membres ; et

b. consulter les Membres de l'UICN bien en amont du Congrès sur cette solution ou plusieurs autres dans l'objectif d'élaborer une recommandation pour examen par le prochain Congrès mondial de la nature.

Auteurs :

Liga de Defensa del Medio Ambiente- LIDEMA, Bolivie
Inuit Tapiriit Kanatami, Canada

Co-parrains :

Protección del Medio Ambiente Tarija- PROMETA, Bolivie
Instituto de Pesquisas Ecológicas, Brésil
Fundación Urundei, Argentine
Fundación al Verde Vivo, Colombie
Planeta Verde, Brésil
Corporación de Gestión y Derecho Ambiental, ECOLEX, Équateur
Asociación para la Conservación, Investigación de la Biodiversidad y el Desarrollo Sostenible, Bolivie
Centro Ecuatoriano de Derecho Ambiental (CEDA), Équateur
Fundación para el Desarrollo del Sistema Nacional de Áreas Protegidas, Bolivie
Naturaleza, Tierra y Vida, Nativa, Bolivie
Inuit Circumpolar Council
Forest Peoples Programme
Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee (IPACC)
The Christensen Fund
The Centre for Sustainable Development (CENESTA)

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact. L'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M008

Accroître la participation des jeunes et le partenariat intergénérationnel au sein et grâce à l'Union

RAPPELANT la Résolution 4.098, *Partenariats intergénérations : encourager un leadership éthique en faveur d'un monde juste, durable et pacifique*, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui demande à la Directrice générale de l'UICN de s'engager dans des partenariats intergénérations pour le développement durable et de les encourager et de participer à des activités de renforcement des capacités à l'intention des jeunes, dans l'esprit du rapport de l'UICN intitulé « L'Avenir de la durabilité » et du Programme de l'UICN pour les jeunes professionnels ;

RAPPELANT que la Résolution 3.029 *Renforcement des capacités des jeunes professionnels* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) demandait à la Directrice générale d'« établir un programme pour les jeunes professionnels au sein de l'UICN » ;

RAPPELANT que le résultat 6 du *Plan d'action de Durban*, Ve Congrès mondial sur les parcs de l'UICN (Durban 2003), priait le Conseil d'établir un « groupe d'étude intercommissions sur l'intégration intergénérations au sein de l'UICN » afin de « préparer un programme de travail complet pour encourager les institutions et les organisations à associer les jeunes générations et les anciens aux processus décisionnels » et « d'assurer le suivi de la participation » ;

RAPPELANT que dans sa Résolution 8, le 9e Congrès mondial sur les milieux sauvages (Mexique, 2009) reconnaissait qu'« il est important de faire participer les jeunes professionnels aux travaux de conservation à l'échelle internationale » ;

RAPPELANT la Résolution 3.026 *Établissement du Réseau mondial d'apprentissage pour la conservation* et la Résolution 3.025 *Éducation et communication dans le Programme de l'UICN,* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) ;

RAPPELANT la déclaration de clôture de la Conférence pour le développement durable (Rio+20), rédigée et prononcée par le Grand groupe des enfants et des jeunes au non de tous les grands groupes, qui faisait de la coopération entre générations, l'innovation, la créativité et la durabilité des valeurs essentielles pour concrétiser « l'avenir que nous voulons » ;

RAPPELANT la Résolution 3.022, *Approbation de la Charte de la Terre*, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e session (Bangkok, 2004), qui indiquait que la Charte de la Terre devrait être utilisée « … pour faire avancer l'éducation et le dialogue sur l'interdépendance mondiale, les valeurs partagées et les principes éthiques de moyens d'existence durables… » ;

RECONNAISSANT que la vision et la mission de l'UICN ont besoin de la participation directe de toutes les générations et que les questions relatives à la durabilité ont besoin de la participation directe des jeunes profondément et personnellement concernés par l'avenir de notre seule et unique planète ;

SENSIBLE au fait que le *Programme de l'UICN 2013-2016* appelle à un monde juste qui « garantit des droits d'accès équitables à la biodiversité et aux avantages de la nature, à toutes les générations, tous les sexes, sans considérations économiques, sociales et géopolitiques » ;

SALUANT le fait que le Secrétariat, les Commissions de l'UICN et de nombreuses organisations membres font participer de jeunes professionnels aux activités de conservation par le biais de stages, de contrats de travail, de comités d'encadrement ou de programmes ;

AFFIRMANT que de nombreux jeunes peuvent apporter des contributions étayées, perspicaces et innovantes à la recherche sur la durabilité et aux processus de prise de décision, à la planification stratégique et à la conception de politiques, ainsi qu'à des projets et programmes d'action concrets ;

AFFIRMANT également que de nombreux professionnels plus âgés, et plus particulièrement des anciens autochtones et des chefs de file de la conservation à la retraite, ont énormément à apporter à l'UICN en termes de savoirs traditionnels, de savoir-faire et de temps ; et

INQUIET CEPENDANT de constater qu'à ce jour, l'UICN n'a pas encore totalement pris de mesures pour favoriser la participation constructive des jeunes et l'établissement de partenariats intergénérations permettant de partager les connaissances et l'expérience et d'inciter à la conservation des ressources naturelles et que l'Union ne s'est pas non plus fermement engagée à agir en ce sens dans le *Programme de l'UICN 2013-2016* ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE le Conseil de l'UICN à officialiser le Groupe de travail sur le partenariat intergénérationnel pour la durabilité en tant que mécanisme ouvert, au niveau du Conseil, ayant pour mandat d'accroître la participation des jeunes et le partenariat intergénérations au sein et grâce à l'Union pour accomplir la vision de l'UICN.

2. APPELLE la Directrice générale, le Conseil, les Commissions et les organisations Membres de l'UICN à :

    a. concevoir et mettre en œuvre une stratégie pour améliorer les relations de l'UICN avec les jeunes et pour que les partenariats intergénérations deviennent une réalité quotidienne dans les travaux de l'UICN, du Conseil, des Commissions, du Secrétariat et de tous les Membres actuels et futurs ;

    b. garantir l'intégration et la participation concrètes de plusieurs générations – en accordant une attention particulière aux jeunes professionnels et aux aînés – aux structures et dispositifs de gouvernance, postes, programmes, projets, articles et autres efforts de collaboration à l'intérieur de l'Union ;

    c. faire en sorte que des personnes compétentes (nommées ou élues) issues de différentes générations siègent au Conseil actuel et à tous les Conseils futurs ainsi qu'à tous les Comités directeurs de Commissions actuels et futurs.

3. RECOMMANDE aux Membres, aux Commissions et au Secrétariat de l'UICN d'inclure les projets suivants dans la mise en œuvre de la stratégie sur la participation des jeunes et les partenariats intergénérations :

    a. en s'appuyant sur les réseaux de jeunes professionnels existant au sein des Commissions, établir un réseau mondial de jeunes gens dévoués à la cause de la conservation depuis le terrain jusqu'au niveau mondial, afin de contribuer à la réalisation du Programme de l'UICN avec l'appui d'un coordinateur de réseau au sein du Secrétariat ;

    b. en s'appuyant sur l'Intergenerational Wikispace, créer un forum en ligne afin de

faciliter la communication, la mise en relation et la coopération au sein de ce réseau mondial en plus de favoriser les débats entre hommes et femmes de tous âges, qu'ils soient professionnels ou non ;

c. mettre en place un mécanisme disposant d'une large assise pour identifier les possibilités d'action en matière de conservation et de renforcement des capacités de gouvernance, particulièrement axé sur l'établissement de partenariats intergénérations de jeunes, d'éducateurs, de responsables communautaires et de professionnels de la conservation, lesquels prendraient une part déterminante à cette action ;

d. créer un Fonds intergénérationnel destiné à soutenir des projets sur le terrain novateurs qui mettent l'accent sur le leadership des jeunes et la collaboration entre générations en vue d'obtenir des résultats justes et équitables dans le domaine de la conservation ; et

e. créer un Prix des jeunes champions de l'UICN dans le cadre des préparatifs du Congrès mondial de la nature 2016 et pour chaque Congrès suivant axé sur la reconnaissance du talent de jeunes leaders proposant des approches innovantes eu égard à la réalisation de la vision de l'UICN.

Auteurs :

Department of Environment, Peace and Security, University for Peace, Costa Rica
Development Alternatives, Inde
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment

Co-parrains :

Applied Environmental Research Foundation, Inde
Bangladesh Centre for Advanced Studies, Bangladesh
Bombay Natural History Society, Inde
Canadian Wildlife Federation, Canada
Center for Humans and Nature, États-Unis
Conservation International, États-Unis
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Allemagne
Gotjawal Trust of Jeju
International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD), Népal
Institute of Environmental Sciences (CML), Pays-Bas
Instituto de Medio Ambiente y Comunidades Humanas (IMACH) Universidad de Guadalajara, Mexique
Instituto de Pesquisas Ecológicas (Institute for Ecological Research), Brésil
InterEnvironment Institute, États-Unis
Jeju City Project 21
Jeju Special Self-Governing Province Agenda 21
Local Agenda 21 - Seogwipo City, Corée
Namibia Nature Foundation, Namibie
Natural Resources Defense Council, États-Unis
Nature Canada, Canada
Sierra Club, États-Unis
Sustainable Environmental Education Center of Jeju Special Self-Governing Province
Universidad para la Cooperación Internacional, Costa Rica
Wildlife Trust of Bangladesh, Bangladesh
Winrock-India, Inde
World Wide Fund for Nature-India

M009
Encourager la coopération avec des organisations et des réseaux confessionnels

RAPPELANT la stratégie conjointe de l'UICN, du World Wild Fund for Nature (WWF) et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) en 1991 : *Sauver la planète : stratégie pour l'avenir de la vie ;*

CONSCIENT du fait que les groupes confessionnels participent à présent de manière évidente et notable aux questions environnementales dans le monde, et que du fait de leurs activités avec les communautés locales, ils sont devenus des alliés précieux de la conservation et de l'utilisation équitable des ressources qui réagissent au changement climatique, tout particulièrement en tant que gardiens des sites naturels sacrés ;

CONSTATANT que les mouvements sociaux peuvent avoir une forte influence sur le comportement humain et les systèmes de valeurs ;

CONSTATANT ÉGALEMENT l'importance de la valorisation de la vie et d'un engagement en faveur de la conservation qui repose sur les principes éthiques de la durabilité et de la justice sociale ;

CONSTATANT AUSSI l'importance des partenariats dans la conservation, la gestion de l'utilisation des terres, pour donner des réponses appropriées aux menaces liées au changement climatique et à l'érosion de la diversité biologique ;

CONSCIENT du fait que la religion est très largement répandue au sein des organisations humaines, s'appuie sur l'éthique, et accorde de la valeur aux systèmes et relations entre les personnes et avec d'autres formes de vie ; et

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que la religion répond à des aspirations fondamentales de l'humanité, besoin d'accomplissement spirituel, de donner un sens à la vie, et de relation avec le cosmos ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

CHARGE la Directrice générale d'encourager la coopération avec des organisations et des réseaux confessionnels qui partagent l'esprit et les objectifs de l'UICN afin de former des partenariats pour la conservation, la durabilité, le partage et l'utilisation durable des ressources, et pour apporter des réponses pertinentes aux menaces liées au changement climatique.

Auteur :
Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee

Co-parrains :
Associazione Italiana per il World Wildlife Fund (WWF-Italy)
Sewalanka Foundation
Tibet Justice Center
Fundacio Caixa Catalunya- Area Territori i Paisatge
Acciónatura
Tonga Community Development Trust

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M010
Établissement d'une présence institutionnelle renforcée de l'UICN en Asie du Nord-Est

RECONNAISSANT que la région de l'Asie du Nord-Est, qui couvre la République de Corée, la République populaire de Corée, la Chine, le Japon et la Mongolie, est peuplée de près du quart de la population mondiale, et possède des caractéristiques géographiques, écologiques et une diversité biologique uniques ;

NOTANT que la diversité biologique de la région de l'Asie du Nord-Est est menacée par des activités socio-économiques qui entraînent une pollution côtière, des tempêtes de sable jaune, la désertification, une contamination radioactive, des changements climatiques, un excès de nutriments, des modifications dans l'utilisation des terres, l'introduction d'espèces envahissantes et la surexploitation ;

NOTANT ÉGALEMENT que la conservation de la diversité biologique en Asie du Nord-Est présente des défis spécifiques ;

CONSCIENT du dynamisme de membres de l'UICN, gouvernements et organisations non gouvernementales, et des membres des Commissions, dans la région de l'Asie du Nord-Est, et de leur active participation aux réunions régionales des membres, aux comités nationaux et aux réseaux ;

RAPPELANT que, parmi les atouts exceptionnels qu'offre l'UICN, figure l'apport de connaissances reposant sur des données scientifiques, spécifiques à une région ou à un site, et des enseignements qui démontrent que les enjeux de la sécurité alimentaire et du bien-être des humains en général sont étayés par la conservation de la diversité biologique et la gestion des écosystèmes ; et

PRENANT EN COMPTE le fait que, en raison de la diversité géographique, écologique et biologique de cette région d'Asie, une structure régionale pour l'Asie du Nord-Est permettrait de renforcer les opérations de gestion régionales et de préciser les expertises régionales thématiques ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

CHARGE la Directrice générale :

a. de procéder, en accord avec les membres de l'UICN, à une évaluation complète des besoins et des moyens en vue de renforcer la présence institutionnelle de l'UICN en Asie du Nord-Est ;

b. de renforcer les programmes régionaux afin d'améliorer l'efficacité de l'UICN en Asie du Nord-Est.

Auteur :
Nature Policy Division, Ministry of Environment, République de Corée

Co-parrains :
Korean Society of Environment and Ecology
Korean Environmental Law Association
Korea National Park Service
Korean Wetlands Society

Korean Association for Conservation of Nature
The Ecological Society of Korea

M011
Asseoir la présence institutionnelle de l'UICN en Amérique du Sud

CONSIDÉRANT la Résolution 19.1 *La Stratégie de l'UICN – Union mondiale pour la nature*, adoptée par la 19e Assemblée générale de l'UICN (Buenos Aires, 1994), la Résolution 2.52 *Renforcement du Sous-programme de l'UICN pour l'Amérique du Sud* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000), qui souligne l'importance du renforcement du processus de régionalisation au sein de l'UICN, et la Résolution 4.004 *Renforcer la présence institutionnelle de l'UICN en Amérique du Sud* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) et mise en œuvre avec efficacité ;

RECONNAISSANT que du fait de la vaste superficie géographique du sous-continent sud-américain, ainsi que de son extraordinaire diversité biologique, culturelle et institutionnelle, il est indispensable que les bureaux de l'UICN couvrent ce territoire de la façon la plus complète possible ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que pour mettre en œuvre le *Programme de l'UICN 2013-2016* de la façon la plus efficace et effective possible, il convient de définir les emplacements correspondant manifestement aux objectifs à atteindre dans la région conformément à l'approche « Un seul Programme » ;

CONSCIENT que les activités de coopération, de conseil, de mise en relation et de suivi des initiatives politiques régionales, infrarégionales et nationales, qui sont indispensables pour la mise en œuvre du « Un seul Programme » de l'UICN, exigent des liens de travail étroits entre les différentes composantes conformément à leurs rôles et fonctions respectifs ;

PRENANT NOTE de la nécessité de renforcer et d'asseoir de manière stratégique et appropriée les progrès encourageants accomplis par l'UICN par l'intermédiaire de son Bureau régional pour l'Amérique du Sud afin de faciliter et de concrétiser sa présence institutionnelle permanente dans la région ; et

PRENANT NOTE ÉGALEMENT que la région Amérique du Sud est confrontée à un processus de développement économique qui nécessite une assistance technique dans des domaines comme l'économie verte ou les processus de développement durable, et sachant qu'il est urgent d'assurer la conservation de l'une des plus vastes zones de biodiversité au monde, y compris de son patrimoine culturel;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de poursuivre le renforcement du processus de régionalisation de l'UICN en Amérique du Sud grâce aux mesures suivantes :

    a. soutenir et impulser une présence institutionnelle en conformité avec la nature stratégique de la région Amérique du Sud ;

    b. promouvoir la mise en place d'une présence institutionnelle dans le Cône Sud de l'Amérique du Sud ; et

    c. favoriser l'harmonisation des composantes de l'UICN s'agissant des thèmes communs ayant une incidence sur la région par le biais du « Un seul Programme ».

Auteur :

Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza

Co-parrains :

Fundación Patagonia Natural
Fondo Nacional para Áreas Naturales Protegidas por el Estado
Sociedad Peruana de Derecho Ambiental
Centro Desarrollo y Pesca Sustentable
Fundación para el Desarrollo de Alternativas Comunitarias de Conservación del Trópico
Fundación Malpelo
Instituto de Pesquisas Ecológicas
Cultura Ambiental
Asociación Guyra Paraguay
Fundación Hábitat y Desarrollo

M012
Renforcement de l'UICN dans la région insulaire des Caraïbes

NOTANT que la région des Caraïbes possède une riche diversité biologique qui est essentielle au bien-être humain et possède une valeur intrinsèque ;

CONSCIENT de la vulnérabilité des écosystèmes insulaires des Caraïbes aux multiples menaces dues aux événements extrêmes et aux modifications progressives causées par le changement climatique ;

CONSCIENT ÉGALEMENT des impacts, sur les écosystèmes insulaires des Caraïbes, des activités humaines, en particulier la surexploitation, la pollution, l'introduction d'espèces envahissantes, la dégradation et la destruction des habitats ;

PRÉOCCUPÉ par les effets de ces impacts sur les services écosystémiques, les moyens de subsistance et les économies, du fait de la dégradation du capital naturel ;

NOTANT les progrès accomplis dans l'application de la Résolution 3.033 *Mise en œuvre d'un programme de l'UICN pour la région insulaire des Caraïbes* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) en relation avec le Programme de l'UICN dans la région insulaire des Caraïbes, par les acteurs nationaux, régionaux et internationaux, ainsi que dans l'application de la Résolution 4.067 *Promouvoir la conservation et les moyens d'existence durables dans les régions insulaires* sur l'Initiative insulaire de l'UICN adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) et de la Résolution 4.079 *L'Union européenne et l'outre-mer face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité* qui souhaitait le développement par l'UICN d'un programme sur les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer de l'UE ;

NOTANT ÉGALEMENT le lancement de l'Initiative des Caraïbes au Congrès mondial de la nature de Barcelone en 2008 et la progression des travaux, dans le cadre du Programme de travail 2009-2012 de l'UICN, dans la région insulaire des Caraïbes ;

RECONNAISSANT le travail accompli par le Secrétariat, les Commissions et les Membres de l'UICN, et l'établissement d'un Comité régional de l'UICN pour les Caraïbes, du Comité national de la République dominicaine, et une augmentation de 100% du nombre des membres, dans le but de promouvoir les objectifs de l'UICN dans la région ; et

RECONNAISSANT ÉGALEMENT la nécessité de continuer à renforcer la présence de l'UICN dans la région grâce à un Programme de travail pour les Caraïbes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

CHARGE la Directrice générale :

a. de consolider la présence de l'UICN dans la région insulaire des Caraïbes grâce à la mise en œuvre des composantes pertinentes du *Programme de l'UICN 2013-2016* ;

b. de faire connaître les objectifs de l'UICN et le Programme de travail 2013-2016 pour les Caraïbes, et de favoriser la participation des programmes pertinents du Secrétariat et des Commission dans la région ; et

c. d'encourager la participation de la région insulaire des Caraïbes aux activités de l'UICN, nouvelles ou en cours, telles le Global Islands Partnership (GLISPA), l'Initiative insulaire

de l’UICN (Résolution 4.067) et autres initiatives dans le monde (par ex. le Programme de l’UICN sur les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d’outre-mer de l’UE, Résolution 4.079).

Auteur :

Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre, Cuba

Co-parrains :

National Environment and Planning Agency, Jamaïque
Centre for Resource Management and Environmental Studies, Barbade
Caribbean Natural Resources Institute, Trinidad
Centro para la Conservación y Ecodesarrollo de la Bahía de Samaná y su Entorno, République dominicaine
Fondation pour la protection de la biodiversité marine, Haïti
Bahamas National Trust, Bahamas
St. Lucia National Trust, Sainte Lucie
Environmental Foundation of Jamaica, Jamaïque
Grupo Jaragua, République dominicaine
Fundación Sur Futuro, Inc., République dominicaine
Jamaica Environment Trust, Jamaïque

M013
Le nom de l'UICN

RAPELLANT la Résolution 4.006 *Le nom de l'UICN* adoptée par le 4e Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008) ;

RAPPELLANT la décision du Conseil C/73/18 qui demandait à « la Directrice générale d'appliquer la procédure (figurant à l'annexe 8 du document C.73/Nov 2009/10.1/1) relative à la traduction du nom de l'UICN dans une autre langue que l'une des trois langues officielles de l'UICN » ;

REMERCIANT le Conseil et la Directrice générale qui ont mis en route une procédure qui facilite la traduction de la version courte du nom légal de l'UICN dans les cas où une langue ne permet pas une formulation qui reflète correctement les objectifs des Statuts de l'UICN, et assure la conformité dans le cas de traduction dans d'autres langues ;

ATTENTIF au contenu de la section 4.3 des « Règles d'utilisation du logo pour les membres de l'UICN » et de la section 5.3 « Règles d'utilisation du logo et de l'identité visuelle pour les Commissions de l'UICN » ;

NOTANT que l'Unité Communication globale de l'UICN tient à jour une liste qui donne des informations sur huit traductions qui ont été approuvées, que trois sont en attente d'approbation et que, pour quatre, des recherches complémentaires sont nécessaires ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les procédures mises en place n'ont pas permis d'éviter l'utilisation, dans le domaine public, de traductions inexactes du nom de l'UICN, en particulier, dans certaines langues comme l'allemand, du mot « conservation » ; et

CONVAINCU que des traductions dans les langues du monde qui reflètent correctement les objectifs des Statuts de l'UICN permettront d'améliorer grandement l'identification, l'impact et l'avenir de l'UICN

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. FÉLICITE la Directrice générale d'avoir largement mis en application la résolution antérieure qui porte le même titre.

2. CHARGE la Directrice générale d'assurer la promotion des langues du monde et des objectifs des Statuts de l'UICN en :

   a. publiant les traductions officiellement approuvées du nom de l'UICN ;

   b. autorisant le public à utiliser librement les traductions approuvées ;

   c. mettant à disposition, sur la page d'accueil de l'UICN, une liste facilement accessible des traductions;

   d. utilisant ce moyen pour susciter de nouvelles traductions ; et

   e. soulignant et faisant valoir les caractéristiques uniques de l'UICN en relation avec le développement environnemental durable et l'utilisation des ressources naturelles.

Auteur :

The International Council of Environmental Law (ICEL)

Parrains :

Schutzgemeinschaft Deutsches Wild (SDWi)
Pace Center for Environmental Legal Studies
The Ecological Society of the Philippines
Asia-Pacific Center for Environmental Law (APCEL)
Centre international de droit comparé de l'environnement (CIDCE)
Instituto de Derecho y Economía Ambiental (IDEA)
Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA)
Bangladesh Poush
Australian Centre for Environmental Law (ACEL)

Explanatory Memorandum

73rd Council (November 2009)
Decision C/73/18 (Annex 8)

"Translation of IUCN's Name in Languages other than the Three Official Languages

The Director General is hereby requested to amend the sections of the *Visual Identity Manual* and related guidance documentation pertaining to the form and use of the name of IUCN so as to prescribe the following minimum requirements in respect of the translation of the name of IUCN into any language (hereafter referred to as the "Relevant Language") other than the three IUCN official languages:

(i) Before adopting for public use any translation form of IUCN's name in the Relevant Language, an IUCN Member or relevant National or Regional Committee shall submit to the Director General a request for approval of the proposed translation, providing (A) a clear explanation for the choice of any words in the proposed translation that are not the literal equivalent of the words in IUCN's name in its official languages, and (B) evidence that the proposed translation was submitted for review and was considered to be generally satisfactory by relevant Members, National and Regional Committees.

(ii) Upon receipt of the request, the Director General may (A) approve the request as made, (B) deny the request and provide an explanation for the denial, or (C) request the proponent to provide any additional information or documentation on the basis of which the Director General, in his/her reasonable discretion, may be enabled to take a decision of approval or denial. The proposed translation of IUCN's name into the Relevant Language: (i) may be used publicly only upon the Director General's written approval thereof, and (ii) upon such written approval, shall be stored in an appropriate Secretariat database for all relevant future reference and use."

See:

https://community.iucn.org/members/Lists/Council%20documentation/Attachments/8/Decision%20sheet%2073rd%20Council%20and%20annexes.pdf

Logo Rules for IUCN Members
Version 1 – May 2011

"4.3 Translation of IUCN's name into non-official IUCN languages

IUCN's name exists in our three official languages – English, French and Spanish. In cases where our name is required in a language other than one of the three official IUCN languages, please contact Global Communications (logo@iucn.org) for information about other official translations available.

If there is no officially approved translation in the required language, we would welcome your suggestions accompanied by a clear explanation for the choice of words. Upon written approval from Global Communications, the proposed translation of IUCN's name may be used by the Member."

See:
http://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn_logo_rules_for_commissions_may2011_final_1.pdf

Logo and Visual Identity Rules for IUCN Commissions
Version 1 – May 2011

"5.3 Translation of IUCN's name into non-official IUCN languages

IUCN's name exists in our three official languages – English, French and Spanish. In cases where our name is required in a language other than one of the three official IUCN languages, please contact Global Communications (logo@iucn.org) for information about other official translations available.

If there is no officially approved translation in the required language, we would welcome your suggestions accompanied by a clear explanation for the choice of words. Upon written approval from Global Communications, the proposed translation of IUCN's name may be used by the Commission. All currently approved translations can be found on the Knowledge Network."

See:
http://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn_logo_rules_for_commissions_may2011_final_1.pdf

M014
Appliquer l'Objectif 12 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*

RAPPELANT l'Objectif 12 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* : « D'ici à 2020, l'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu » ;

FORTEMENT ENCOURAGÉ par cet engagement, de loin le plus fort jamais pris par les gouvernements du monde entier pour combattre la crise d'extinction grandissante ;

ALARMÉ par les chiffres de la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées,* qui indiquent que le taux actuel d'extinction des espèces est au moins 1 000 fois supérieur au taux naturel, du fait de l'activité humaine ;

PRENANT NOTE que les causes les plus fréquentes d'extinction des espèces sont la perte et la fragmentation de l'habitat, la surexploitation, les espèces exotiques envahissantes, les maladies et de plus en plus les effets du changement climatique ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par le nombre croissant de menaces, comme l'acidification, le réchauffement des océans et des maladies infectieuses émergentes (notamment la maladie fongique chytridiomycose, qui affecte de nombreux amphibiens), qui ne peuvent être contrôlées à l'état sauvage sur une échelle-temps nécessaire pour empêcher les cas d'extinction ;

SACHANT que les moteurs de l'extinction des espèces proviennent de secteurs économiques comme l'énergie, le commerce, la finance ainsi que de secteurs utilisant les ressources naturelles comme l'agriculture, la foresterie et la pêche ;

SOULIGNANT que la crise d'extinction ne sera résolue que grâce à un fort engagement intersectoriel dans chaque pays, avec la garantie que toutes les principales décisions, par exemple sur le développement des infrastructures, prennent en compte les espèces menacées et adoptent des mesures afin que les espèces ne s'éteignent pas peu à peu ;

SOULIGNANT PAR AILLEURS que les espèces offrent des bénéfices énormes aux populations en termes économiques, esthétiques, cultures et spirituels, et que leur perte est un appauvrissement pour toute l'espèce humaine ;

AFFIRMANT que malgré leurs bénéfices énormes, les espèces ne doivent pas nécessairement démontrer leur valeur aux populations pour avoir le droit d'exister ;

ENCOURAGÉ par le taux observé de détérioration des espèces vertébrées, qui aurait été de 20% supérieur en l'absence d'interventions réussies en matière de conservation, mais reconnaissant par ailleurs que l'Objectif mondial sur la biodiversité 2010 ne sera pas atteint ;

PRÉOCCUPÉ par le caractère intrinsèquement irréversible de l'extinction des espèces, à la différence de la plupart des autres tendances environnementales négatives, et inquiet que la perte de chaque espèce exclut des options futures ;

RAPPELANT que l'extinction d'espèces peut très souvent être évitée par des mesures plus vastes en faveur de la conservation, comme la préservation des sites importants pour la biodiversité et les programmes intégrés qui abordent simultanément le problème de la pauvreté et de la perte de la diversité biologique, et que donc les mesures de conservation

axées sur une seule espèce ne sont pas nécessairement la meilleure façon de sauver les espèces ;

AFFIRMANT néanmoins que dans certains cas les mesures de conservation axées sur une seule espèce sont la seule façon d'éviter qu'elles ne s'éteignent ;

NOTANT que, très souvent, le financement nécessaire pour empêcher l'extinction d'une espèce particulière n'est pas nécessairement élevé, mais qu'il a besoin de continuité sur le long-terme ;

PRÉOCCUPÉ que de nombreux donateurs ne financent pas de programmes de conservation axés sur des espèces, et que ceux qui le font ne soutiennent souvent les cycles de projets que sur quelques années, ce qui rend difficile toute réussite en termes de conservation sur le long-terme ;

SE FÉLICITANT de la création récente de deux nouveaux mécanismes de financement axés sur des espèces – le Fonds pour la conservation des espèces Mohamed bin Zayed financé par Sa Majesté Mohamed bin Zayed Al Nahyan, et le Fonds Save Our Species financé par la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial et l'UICN – qui complètent tous deux plusieurs mécanismes de financement existants axés sur des espèces ;

NOTANT que les espèces sont la composante de la diversité biologique qui capte le plus facilement l'imagination du public dans presque toutes les cultures ; et

APPRÉCIANT les forces et l'expertise uniques de l'UICN en matière de conservation des espèces, grâce à sa Commission de la sauvegarde des espèces (CSE), à son Secrétariat et à ses nombreux Membres ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les pays à :

    a. identifier les espèces menacées mondialement et nationalement lors de l'élaboration de leurs Stratégies et Plans d'action nationaux sur la biodiversité respectifs, et à inclure des dispositions solides pour leur conservation et leur reconstitution en luttant contre leurs menaces et leurs moteurs ;

    b. soutenir leurs Stratégies et Plans d'action nationaux sur la biodiversité par le biais de processus élaborés pour préparer les Listes rouges nationales, et pour identifier, protéger et gérer de façon adéquate les sites d'importance mondiale pour la diversité biologique, en gardant à l'esprit la nouvelle norme mise au point par l'UICN pour l'identification de tels sites, et en s'appuyant sur les réseaux existants des sites déjà identifiés dans le monde ;

    c. mettre en œuvre des plans multipartites pour la reconstitution des espèces menacées, en s'appuyant lorsque nécessaire sur les directives *Planification stratégique pour la conservation des espèces* mises au point par la CSE de l'UICN ;

    d. mettre en œuvre des approches innovantes pour empêcher l'extinction d'espèces qui offrent des bénéfices aux communautés humaines locales et renforcer la conservation, notamment par l'utilisation durable de ces espèces lorsqu'approprié ;

    e. garantir que tous les grands projets de développement, comme la construction de barrages et la transformation d'habitats naturels, prennent convenablement en

compte les besoins des espèces menacées, et qu'ils sont mis en œuvre seulement lorsqu'ils incluent des mesures pour conserver les espèces menacées, empêcher leur extinction et favoriser leur reconstitution ;

f. veiller à ce que tous les programmes impliquant la récolte d'espèces sauvages, notamment dans le secteur forestier et la pêche, soient gérés pour garantir des niveaux de récolte durables, et ce même pour les espèces non ciblées, et qu'ils génèrent lorsque possible des mesures d'incitation en faveur de leur conservation ; et

g. renforcer les capacités des organismes nationaux de conservation de la nature afin de mettre en œuvre des programmes de reconstitution des espèces.

2. DEMANDE à la CSE de l'UICN et à la Directrice générale de :

   a. développer la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* afin qu'elle atteigne tout son potentiel, comme souligné dans le Plan stratégique provisoire de la Liste rouge de l'UICN 2012-2020, et qu'elle puisse ainsi offrir les informations de base essentielles pour contrôler la réalisation de l'Objectif 12 d'Aichi du *Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020* ; et

   b. offrir un soutien technique aux pays et autres parties prenantes lorsque nécessaire, afin de réaliser l'Objectif 12 d'Aichi, notamment pour :

      i. une formation sur les évaluations de la *Liste rouge de l'UICN* ;

      ii. l'identification de sites d'importance mondiale pour la diversité biologique ;

      iii. la mise en œuvre de plans pour la conservation des espèces ;

      iv. la gestion des espèces exotiques envahissantes et la limitation de leur introduction ;

      v. la mise en œuvre de programmes de réintroduction ;

      vi. la gestion des programmes de conservation ex-situ ;

      vii. la réalisation d'évaluations de risques de maladies, notamment la détermination des principaux processus écologiques et relatifs à la biodiversité essentiels pour empêcher et réduire le taux d'émergence de nouvelles pathologies infectieuses ; et

      viii. la mise en œuvre de projets d'utilisation durable afin de garantir qu'ils sont réellement durables et qu'ils contribuent à la conservation des espèces récoltées et des autres espèces potentiellement affectées.

3. APPELLE la communauté scientifique à mener des recherches sur les menaces qui ne peuvent pas actuellement être contrôlées dans la nature, comme la chytridiomycose affectant les amphibiens et l'acidification des océans, afin de mettre au point des options pratiques de gestion pour atténuer leur impact sur les espèces menacées et permettre à celles-ci de survivre dans des populations viables, tout en contrôlant les moteurs à long-terme de la perte (comme les niveaux croissants de CO_2).

4. APPELLE tous les organismes de financement, dans le secteur privé, le secteur public et la société civile, à soutenir davantage la lutte contre l'extinction des espèces et à

continuer à reconnaître l'importance du financement et des investissements à long-terme pour la conservation des espèces.

Auteur :

Conservation International

Co-parrains :

BirdLife International, Royaume-Uni
Bombay Natural History Society, Inde
Bristol, Clifton and West of England Zoological Society, Royaume-Uni
Durrell Wildlife Conservation, Royaume-Uni
EcoHealth Alliance, Royaume-Uni
European Association of Zoos and Aquaria, Pays-Bas
Instituto de Pesquisas Ecológicas, Brésil
Istituto Superiore per la Protezione e la Ricerca Ambientale, Italie
NatureServe, États-Unis d'Amérique
North of England Zoological Society (Chester Zoo), Royaume-Uni
Provita, Venezuela
Wetlands International, Pays-Bas
Wildlife Conservation Society, États-Unis d'Amérique
World Association of Zoos and Aquariums, Suisse
Zoological Society of London, Royaume-Uni

M015
Sauver les espèces les plus menacées dans le monde

CONSIDÉRANT que les humains sont aujourd'hui responsables de la plus grave crise d'extinction des espèces depuis l'extinction des dinosaures il y a 65 millions d'années, et que si la tendance actuelle se maintient la moitié de toutes les espèces vivantes seront éteintes dans 100 ans du fait de la destruction des habitats, de la pollution, des espèces envahissantes et des changements climatiques ;

NOTANT PAR AILLEURS que l'Alliance pour l'extinction zéro (AZE) rassemble 75 organisations non-gouvernementales de conservation de la diversité biologique dont l'objectif est d'empêcher l'extinction des espèces en identifiant et en préservant les lieux où des espèces identifiées En danger ou En danger critique d'extinction selon les critères de la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* sont restreintes dans des sites restants uniques ;

PRENANT EN COMPTE l'identification à ce jour par l'Alliance pour l'extinction zéro de 920 espèces hautement menacées dans le monde, confinées dans quelques 587 sites uniques, et que la perte de l'un de ces sites quel qu'il soit, du fait de la destruction de l'habitat ou d'autres menaces, précipiterait l'extinction finale de nombreuses espèces, au moins à l'état sauvage ;

ALARMÉ que seulement un tiers des sites bénéficient d'une protection juridique, et que la plupart soient entourés de densités démographiques humaines environ trois fois supérieures à la moyenne mondiale ;

CONSIDÉRANT que le statut des sites de l'Alliance pour l'extinction zéro a été reconnu par la Convention sur la diversité biologique comme un sous-indicateur pour les Objectifs d'Aichi 11 et 12 du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, et que les nations devraient justifier de leurs progrès quant à la protection des sites et espèces de l'Alliance pour l'extinction zéro dans leurs stratégies et plans d'action nationaux de conservation de la diversité biologique nationale ; et

RAPPELANT l'initiative du Fonds pour l'environnement mondial en 2010, destinée à aider les pays en développement Parties à la CDB à augmenter leurs investissements afin de protéger les sites de l'Alliance pour l'extinction zéro, ajoutant ainsi une nouvelle ligne de défense pour la diversité biologique hautement menacée dans le monde ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RECONNAÎT l'importante contribution pour la conservation de la diversité biologique que constituerait la protection des sites identifiés par l'Alliance pour l'extinction zéro.

2. INVITE les gouvernements du monde entier à protéger en priorité les sites des espèces En danger et En danger critique d'extinction restreintes à un seule site, dans le cadre de leurs engagements pris avec la Convention sur la diversité biologique, et notamment des Objectifs d'Aichi 11 et 12 du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020.*

3. DEMANDE à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE), à la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) et à la Directrice générale de l'UICN de :

    a. encourager les pays parties à la Convention sur la diversité biologique et tous les Membres de l'UICN à soutenir, s'il y a lieu, les initiatives nationales, régionales et mondiales destinées à améliorer la protection des sites de l'Alliance pour l'extinction zéro ; et

b. encourager par ailleurs les pays en développement parties à la Convention sur la diversité biologique à inclure des activités axées sur l'amélioration de la protection des sites de l'Alliance pour l'extinction zéro dans leurs portefeuilles de projets afin d'obtenir un financement potentiel du Fonds pour l'environnement mondial.

4. DEMANDE à la Directrice générale de mobiliser les Bureaux régionaux de l'UICN afin qu'ils reconnaissent et soutiennent les stratégies et activités nationales destinées à protéger les sites de l'Alliance pour l'extinction zéro.

Auteur :

Fundação Biodiversitas, Brésil

Co-parrains :

Asociación Guyra, Paraguay
BirdLife International
Conservation International
ECOA, Brésil
Fundação Grupo O Boticário de Proteção à Natureza, Brésil
IPÊ – Instituto de Pesquisas Ecológicas, Brésil
NatureServe
ProAves, Colombie

M016
Cadre pour la définition des priorités relatives à la conservation des espèces menacées

CONSTATANT la hausse récente et importante du nombre d'espèces menacées figurant dans la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN*, qui constitue l'inventaire mondial de l'état de conservation d'environ 62 000 espèces végétales et animales, dont 32 % sont considérées comme étant menacées d'extinction ;

NOTANT que plus d'une centaine de pays ont élaboré des *Listes rouges* nationales pour un groupe taxonomique au moins, permettant d'évaluer de manière objective l'état de conservation des espèces qui vivent sur leurs territoires ;

RECONNAISSANT l'impact politique des données compilées dans la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* et dans les *Listes rouges* nationales sur les initiatives mondiales en matière de conservation, notamment, le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi, la Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et les Objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que sur les initiatives nationales, comme les Stratégies et plans d'actions nationaux pour la biodiversité (SPANB) ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT les efforts louables réalisés par les mécanismes bailleurs de fonds pour la conservation des espèces, ainsi que la diversité des approches adoptées pour établir des priorités de financement ;

ANTICIPANT la hausse rapide du nombre d'évaluations d'espèces effectuées, notamment afin d'établir les indicateurs requis pour estimer les progrès réalisés par rapport aux engagements pris dans le cadre des politiques de conservation, notamment celles mentionnées plus haut, et eu égard au fait que le nombre croissant d'espèces menacées ainsi étudiées n'ira pas de pair avec une augmentation équivalente des ressources financières ou humaines ;

TENANT COMPTE de la nécessité de synthétiser le vaste éventail d'informations collectées par les évaluations des espèces réalisées, afin d'éclairer les décisions politiques et de fournir des connaissances, sous la forme de produits rationalisés, aux décideurs et aux professionnels de la conservation, ainsi qu'à d'autres parties prenantes importantes en la matière ;

PRÉOCCUPÉ par l'absence d'un cadre unifié et généralement admis servant à définir et à mettre en œuvre des priorités de conservation pour les espèces, et par le fait que l'urgence de la crise d'extinction risque de se traduire par l'adoption de procédures d'affectation de ressources *ad hoc*, sans aucun caractère scientifique ni systématique et dépourvues d'efficacité ;

PRÉOCCUPÉ EN OUTRE par le manque de temps et de ressources humaines et financières pour répondre aux besoins de conservation de toutes les espèces menacées *in situ* ou *ex situ ;*

SOULIGNANT que la définition systématique des priorités de conservation permet d'améliorer l'affectation des ressources financières et humaines, et d'avoir ainsi des effets plus importants sur la conservation ;

SOULIGNANT ENCORE que les informations fournies par les *Listes rouges* concernant le risque d'extinction représentent l'un des éléments nécessaires pour définir les priorités en matière de conservation des espèces, mais qu'elles sont insuffisantes en elles-mêmes ; et

INSISTANT sur le fait que ces initiatives ne visent pas à définir des priorités parmi les espèces en elles-mêmes (ce qui impliquerait que certaines espèces seraient intrinsèquement plus importantes que d'autres) mais à établir des priorités parmi les espèces (ou groupes d'espèces), en vue de la planification des actions, et ensuite à classer par ordre de priorité les mesures de conservation à prendre dans un but d'efficacité optimale de la sauvegarde de ces espèces ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN d'élaborer un cadre conceptuel aux fins d'établir les priorités en matière de conservation des espèces menacées, ce cadre devant être flexible, adaptable et utile à un large éventail de parties prenantes (collectivités locales, donateurs, organismes gouvernementaux, organisations non gouvernementales, zoos, aquariums…) tout en permettant d'effectuer des choix systématiques, transparents et reproductibles, dans le but de pouvoir justifier de l'affectation des ressources parmi d'importants groupes d'espèces menacées à l'échelle nationale et mondiale.

Auteur :

Provita, Venezuela

Co-parrains :

ArtDatabanken (Swedish Species Information Centre), Swedish University of Agricultural Sciences, Suède

EcoHealth Alliance, États-Unis d'Amérique, IPÊ Instituto de Pesquisas Ecológicas, Brésil

World Association of Zoos and Aquariums, Suisse

Zoological Society of London, Royaume-Uni

Explanatory Memorandum

A major challenge in conservation is the allocation of limited resources to priority biodiversity assets. Much of the scientific literature has focused on identifying priority areas for optimal representation of ecosystems and assemblages, but there is clear interest in targeting individual species as well, especially those threatened with extinction.

Over the last quadrennium, an *ad hoc* working group promoted by the Steering Committee of the Species Survival Commission has begun to examine priority setting for species conservation and has found that many existing approaches lack fundamental elements, such as defining the scope and objectives of the prioritization process. Discussion with SSC members present at the 2nd SSC Chairs' Meeting (23–27 February 2012, Abu Dhabi, United Arab Emirates) highlighted their great interest in developing a conceptual framework within which to combine existing and novel approaches to help practitioners of species conservation to identify those that should receive priority attention.

A preliminary conceptual framework has been drafted, in which priority setting may appear at one or two stages within the general species conservation cycle. The first stage is defining the universe of consideration, since stakeholders may have *a priori* constraints and interests. The next is specifying goals: what conservation outcome is desired? Assessment follows, compiling available information to determine species status and threats (e.g. *Red List* assessments), as well as gathering information on more subjective factors, such as societal values. Next, transparent methods are needed to combine this information and identify

priority species for receiving a portfolio of potential conservation actions. This portfolio may be developed and information on its characteristics (such as costs, benefits and likelihood of success) may be gathered as a part of assessment, and may be incorporated into priorities at this stage if the universe of consideration is small. Otherwise, it may be developed after identifying priority species, with actions optimized in a second priority-setting stage. Finally, actions are implemented and success is monitored and evaluated. As projects evolve and the status of species change, the cycle may repeat.

Between 2000 and 2011 the number of species assessed for the *IUCN Red List* grew fourfold, to ~62,000. Expansion to at least 160,000 has been recommended to adequately represent the diversity of life on earth. The number of national *Red Lists* is also likely to grow, since the *Red List* Index has been adopted for monitoring country performance under the Convention on Biological Diversity. This creates a problem for managers of the species conservation cycle, as growth in national and global assessment has not been matched by similar growth in priority setting or planning. The challenge will be greatest for large taxonomic groups and in regions with many species or fewer financial and human resources. This challenge is faced in different ways by different stakeholder groups, and no single set of priorities will be useful to all. The objective of this motion is thus to create a conceptual framework that is general enough to provide guidance to all stakeholders, yet flexible enough to generate priorities tailored to their specific needs.

M017
Accroître l'utilité de la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées*

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION l'influence grandissante de la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* (ci-après dénommée la *Liste rouge de l'UICN*), qui offre librement un accès à des données de haute qualité sur le statut des espèces ;

CONSIDÉRANT que les espèces sont une composante de la diversité biologique comportant des normes mondialement acceptées pour l'évaluation systématique des risques d'extinction, ce qui rend la *Liste rouge de l'UICN* particulièrement utile pour les gouvernements, les organismes internationaux, les universitaires, les organisations en faveur de la conservation, la société civile, le secteur privé et les conventions multilatérales (comme la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention sur le commerce internationale des espèces menacées (CITES), la Convention sur les espèces migratrices (CEM), la Convention sur les zones humides d'importance internationale, la Convention pour la protection du patrimoine mondial, la Convention sur le droit de la mer, la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)) ;

SALUANT le développement remarquable de la *Liste rouge de l'UICN*, dont la couverture taxonomique s'étend aujourd'hui à plus de 60 000 espèces et notamment à la totalité des populations de mammifères, d'oiseaux, d'amphibiens, de requins, de conifères et de cycadales et un nombre croissant de reptiles, de poissons, de plantes, d'invertébrés et de champignons ;

INQUIET de l'accélération du changement climatique, de l'augmentation de la consommation de ressources naturelles, de la propagation incontrôlée et régulière d'espèces exotiques envahissantes du fait du développement du commerce mondial, de la perte des habitats naturels et de la dégradation continue des services fournis par les écosystèmes (et rapportés par la dernière édition des *Perspectives mondiales sur la biodiversité* publiée par la Convention sur la diversité biologique), qui affaiblissent encore plus le statut des espèces dans toutes les régions du monde – une inquiétude qui souligne l'importance de fournir des informations de la meilleure qualité possible sur le statut des espèces ;

REMERCIANT les organisations partenaires de la *Liste rouge de l'UICN* pour leur soutien constant envers la Liste rouge et le Comité de la Liste rouge de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN ;

PRENANT NOTE des efforts significatifs réalisés par de nombreux gouvernements pour publier des Listes rouges nationales ou régionales, et encourager la conservation des espèces ;

INQUIET de constater que malgré ces efforts la *Liste rouge de l'UICN* ne couvre encore qu'un pourcentage réduit et non représentatif des espèces du monde, et que l'Indice de la *Liste rouge de l'UICN* révèle un déclin régulier du statut des espèces ;

SALUANT la mise au point des *Lignes directrices sur l'application de la Déclaration de principe de l'UICN sur la recherche en rapport avec les espèces menacées d'extinction, et plus particulièrement le prélèvement d'espèces menacées à des fins scientifiques*, telles qu'énoncées dans les Résolutions 3.013 *Les utilisations de* la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3^{e} Session (Bangkok, 2004) et 4.015 *Lignes directrices relatives à la recherche et au prélèvement d'espèces menacées à des fins scientifiques* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008), pour encourager les gouvernements et les organismes de recherche à développer les études sur les espèces menacées à l'échelle mondiale par

des scientifiques compétents, afin d'améliorer la compréhension de l'histoire naturelle et des besoins de conservation de ces espèces ; et

SOUTENANT le *Programme de l'UICN 2013-2016* proposé, et notamment l'importance qu'il accorde aux espèces pour la Vision et les objectifs de l'UICN ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN et la Directrice générale à terminer la préparation du Plan stratégique pour la publication de la Liste rouge, afin de clarifier les priorités stratégiques acceptées pour la *Liste rouge de l'UICN* d'ici à 2020, et à synchroniser celui-ci avec le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi adoptés par les gouvernements à la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique de Nagoya, au Japon, en 2010.

2. RECOMMANDE que le Plan stratégique pour la publication de la Liste rouge inclue, entre autres, des objectifs stratégiques clairs d'ici à 2020 afin de :

    a. accroître la couverture taxonomique de la *Liste rouge de l'UICN*, lui permettant ainsi de devenir un Baromètre représentatif de la vie sur Terre ;

    b. encourager des évaluations répétées des groupes taxonomiques évalués dans leur totalité, et de développer davantage l'Indice de la *Liste rouge de l'UICN* (avec notamment des approches par échantillons pour les grands groupes) ;

    c. mettre au point des mécanismes appropriés afin de maintenir et d'améliorer la rigueur de la *Liste rouge de l'UICN*, et veiller à ce que la classification des futures espèces de la *Liste rouge de l'UICN* respecte les normes scientifiques les plus élevées et soit validée officiellement ;

    d. soutenir régulièrement la publication de Listes rouges nationales et régionales (notamment celles qui suivent les *Lignes directrices pour l'application des critères de la Liste rouge au niveau national et régional, Version 3.1*), et inclure l'information ainsi produite dans la *Liste rouge de l'UICN* mondiale ;

    e. renforcer les capacités pour préparer des *Listes rouges de l'UICN* dans le monde entier, et constituer une équipe de formateurs certifiés sur la *Liste rouge de l'UICN* ;

    f. développer davantage le logiciel de la base de données de la *Liste rouge de l'UICN* (Service d'information sur les espèces) et le site Internet de la *Liste rouge de l'UICN,* afin que ces outils soient disponibles gratuitement et facilement ;

    g. développer et encourager l'utilisation de l'Index de la *Liste rouge de l'UICN*, qui est un indicateur crucial pour suivre les tendances du statut de la diversité biologique ;

    h. accroître l'utilisation de la *Liste rouge de l'UICN* pour soutenir la mise en place de politiques et d'actions en faveur de la conservation ;

    i. continuer les efforts pour mobiliser largement le public en faveur de la conservation des espèces, en lui montrant les multiples valeurs que celles-ci possèdent pour toutes les cultures ;

    j. mettre l'accent sur la marque que représente la *Liste rouge de l'UICN* ; et

k. mettre au point de nouveaux mécanismes pour renforcer la viabilité financière de la *Liste rouge de l'UICN*.

3. ENCOURAGE les gouvernements, dans le cadre de la *Liste rouge de l'UICN*, à soutenir le prélèvement et le partage gratuit des informations scientifiques sur les espèces situées à l'intérieur de leurs frontières, conformément aux articles 7 et 17 de la Convention sur la diversité biologique.

4. DEMANDE à la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, à la Directrice générale et aux Membres de l'UICN travaillant dans ce domaine de continuer à améliorer la *Liste rouge de l'UICN* afin d'aborder des sujets tels que :

   a. la réponse des espèces face au changement climatique (tel qu'énoncé dans la Résolution 4.016 *Mise au point de lignes directrices sur les changements climatiques à des fins d'évaluations pour inscription sur la* Liste rouge de l'UICN adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008); un Groupe d'étude de la CSE travaille actuellement sur le sujet) ;

   b. la publication de listes régulières sur les espèces considérées Éteintes ou En danger critique (probablement Éteintes) ;

   c. la définition des populations dites « sauvages » (notamment les populations réintroduites), et les conséquences pour la classification cohérente des espèces, par exemple pour les espèces vivant dans des zones clôturées dans leurs aires de répartition naturelles, pour les populations naturelles dépendantes des interventions de gestion, et pour les populations issues d' « introductions bénignes » (telle que définies dans les *Lignes directrices de l'UICN relatives aux réintroductions*) d'espèces menacées en dehors de leurs aires de répartition naturelles ; et

   d. les moyens de concilier les attentes relatives à la couverture taxonomique de la *Liste rouge de l'UICN* avec l'importance de maintenir les normes scientifiques les plus élevées.

5. APPELLE la Directrice générale, la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN et les Membres de l'UICN à encourager les organismes de financement, les organisations internationales, les conventions multilatérales et autres organismes à soutenir le développement de la *Liste rouge de l'UICN* afin qu'elle reste la norme mondiale d'évaluation des espèces et la source d'informations de référence pour la politique et l'action à tous les niveaux et dans le monde entier.

Auteur :
Conservation International, États-Unis d'Amérique

Co-parrains :
Provita, Venezuela
Zoological Society of London, Royaume-Uni
BirdLife International, Royaume-Uni
NatureServe, États-Unis d'Amérique
Wildscreen, Royaume-Uni

M018
Encourager le développement et la publication de Listes rouges nationales et régionales

CONSIDÉRANT l'utilité des Catégories et Critères de la *Liste rouge de l'UICN* pour évaluer les risques d'extinction des espèces et les risques de disparition d'écosystèmes au niveau mondial et national ;

SOULIGNANT l'utilité des Listes rouges nationales, qui offrent des informations de base facilement disponibles sur la diversité biologique aux gouvernements, à la société civile, au secteur privé et à d'autres acteurs chargés de la planification, de l'établissement de priorités et de l'action en faveur de la conservation ;

RECONNAISSANT que les Listes rouges nationales offrent des données essentielles pour compléter les rapports nationaux requis par la Convention sur la diversité biologique (CDB) (dans sa Décision II/17) et que ces données seront également essentielles pour évaluer le statut du capital naturel des nations ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que les Listes rouges nationales, réalisées à intervalles réguliers, peuvent être utilisées pour évaluer les progrès dans la réalisation de certains objectifs de développement et environnementaux, le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi et la *Stratégie mondiale pour la conservation des végétaux 2011-2020* de la CDB, ainsi que les Objectifs de développement pour le Millénaire ;

NOTANT que moins de la moitié des pays du monde ont jusqu'à présent réalisé des Listes rouges nationales, et notant par ailleurs les pays ayant réalisé des évaluations complètes du risque d'extinction nationale de certains groupes taxonomiques (comme les poissons, les végétaux, les champignons et certains groupes d'invertébrés) qui n'ont pas encore été évalués dans leur totalité par la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* dans le monde ;

INQUIET néanmoins que les Listes rouges nationales comportent une grande variété de critères et de catégories, faisant ainsi obstacle à l'harmonisation et à la comparaison internationale des Listes rouges ;

INQUIET PAR AILLEURS que de nombreux pays n'ayant pas encore réalisé de Listes rouges nationales soient situés dans des régions riches en diversité biologique, et qu'ils manquent de ressources humaines et financières pour protéger correctement et gérer durablement leurs richesses naturelles ;

SALUANT les efforts de l'UICN et de ses partenaires pour aider réaliser les Listes rouges nationales, notamment pour les groupes taxonomiques (comme les poissons, les végétaux, les champignons et quelques groupes d'invertébrés) qui n'ont pas encore été évalués dans leur totalité par la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* dans le monde, et pour fournir un soutien technique et financier lorsque nécessaire ; et

CONSCIENT de l'effort conséquent qui sera nécessaire pour soutenir les nombreux pays dans l'évaluation et le suivi de l'état de leur capital naturel ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPLAUDIT les efforts des pays ayant réalisé des Listes rouges nationales et ayant mené ou prévu de mener des évaluations nationales.

2. APPELLE l'UICN à continuer à soutenir ces initiatives grâce à la production d'outils, de logiciel et de matériel de formation, et à la formation d'experts locaux capables de mener des évaluations, de gérer et d'analyser des données pour la publication de Listes rouges nationales.

3. PRIE INSTAMMENT les Membres d'utiliser les *Lignes directrices pour l'application, au niveau régional et national, des Critères de la Liste rouge, Version 3.1* afin d'encourager l'harmonisation des critères et catégories utilisés par les Listes rouges nationales, et d'avoir des normes et résultats comparables entre évaluations nationales pour la *Liste rouge de l'UICN*.

4. APPELLE les pays à établir des mécanismes nationaux pour tenir régulièrement à jour leurs Listes rouges nationales, et relier celles-ci aux législations, stratégies, plans et actions nationaux portant également sur la conservation de la diversité biologique.

5. ENCOURAGE les pays à calculer des indices de Liste rouge nationale à partir des évaluations répétées pour la Liste rouge nationale, conformément aux *Lignes directrices pour l'application, au niveau régional et national, des Critères de la Liste rouge, Version 3.1*, et à utiliser ces indices pour surveiller les tendances de la diversité biologique, à côté d'autres indicateurs complémentaires.

6. APPELLE l'UICN et les pays réalisant ou actualisant des Listes rouges nationales à améliorer leur collaboration, afin de garantir autant que possible l'échange de données et l'harmonisation des évaluations d'espèces endémiques à l'échelle mondiale et nationale.

7. DEMANDE à la Directrice générale d'offrir un soutien politique à ces initiatives nationales pour les Listes rouges, en consultation avec la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN et la Commission de la gestion des écosystèmes de l'UICN, en collaboration avec leurs points de contact au Secrétariat et les Membres de l'UICN.

8. APPELLE le Fonds pour l'environnement mondial et les autres mécanismes nationaux et internationaux de financement à fournir des fonds spécifiques auxquels les pays en développement pourront accéder, afin de soutenir la publication de Listes rouges nationales, notamment pour les groupes taxonomiques (comme les poissons, les végétaux, les champignons et quelques groupes d'invertébrés) qui n'ont pas encore été évalués dans leur totalité par la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* dans le monde, dans le cadre d'un soutien financier plus large pour le suivi de la diversité biologique à l'échelle nationale.

9. DEMANDE à la Directrice générale d'attirer l'attention de la Convention sur la diversité biologique et des autres Conventions en rapport sur l'importance des évaluations périodiques pour les Listes rouges nationales, et sur la nécessité de trouver des sources potentielles de financement pour ces évaluations.

Auteur :
Zoological Society of London

Co-parrains :
Birdlife International
Endangered Wildlife Trust
Institute of Environmental Science Leiden
NatureServe
Provita

M019
Mettre un terme à la perte des lignées évolutionnairement distinctes

INQUIET que les taux actuels d'extinction soient entre 100 et 1 000 fois supérieurs à ceux fondés sur l'analyse des fossiles, et que 20% des vertébrés, 22% des végétaux et très certainement un pourcentage comparable d'invertébrés soient menacés d'extinction ;

RAPPELANT que chez les seuls mammifères, au moins 14 genres et 4 familles entières se sont éteints depuis l'an 1500 de notre ère ;

CONSTATANT que l'extinction des espèces ne se produit pas au hasard, et qu'elle se concentre autour de familles qui n'ont qu'un nombre réduit d'espèces, ce qui entraîne une perte bien plus importante en termes d'histoire de l'évolution que les scénarios d'extinction aléatoires ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que les différentes branches de l'Arbre de vie ont souvent modifié les traits et les gênes qui n'existent dans aucun autre organisme, et qui sont donc irremplaçables ;

INQUIET que la perte de ces branches entraîne un sous-ensemble extrêmement réduit de diversité génétique, évolutionnaire et écologique ;

RECONNAISSANT que les ressources actuellement disponibles en faveur de la conservation sont insuffisantes pour empêcher la perte de pans entiers de la diversité biologique, et que les professionnels de la conservation se voient forcés, dans leurs plans, d'établir des priorités dans l'attention qu'ils accordent aux espèces ;

ALARMÉ que de nombreux genres, familles et ordres monotypiques soient négligés par les priorités actuelles en matière de conservation, mettant ainsi en danger des branches entières de l'Arbre de vie ;

SOULIGNANT l'extinction probable et récente du dauphin du fleuve Yang-tsé (*Lipotes vexillifer*), représentant d'une histoire évolutive unique de plus de vingt millions d'années, et représentant unique d'une famille entière de mammifères (les Lipotidae) ;

INQUIET que tous les membres de 15 familles de mammifères, de deux familles d'amphibiens et de six familles aviaires soient menacés d'extinction, tout comme les représentants de l'ordre Coelacanthiformes (Coelacanthes) ; et que les sept espèces du poisson-scie soient classées En danger critique d'extinction ; et

ALARMÉ que plus de 20 familles de vertébrés ne soient représentées que par une seule espèce survivante, elle-même menacée d'extinction ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPLAUDIT les efforts d'initiatives telles que le Fonds Save Our Species de l'UICN, le Fonds pour la conservation des espèces Mohamed bin Zayed, le Programme de la Zoological Society of London sur les espèces évolutionnairement distinctes et mondialement menacées, l'Alliance pour la survie des amphibiens, le Global 200 du World Wide Fund for Nature (WWF), les prêts pour les espèces menacées du Service américain sur les poissons et la vie sauvage, et celles d'autres acteurs, pour garantir que les lignées importantes dans l'histoire de l'évolution soient la cible d'efforts de conservation dans chaque pays.

2. SE FÉLICITE de la mise en place de stratégies de conservation pour certaines espèces importantes dans l'histoire de l'évolution, telles que la *Stratégie de conservation de l'hippopotame pygmée* et *Le dugong : état des lieux et plans d'action pour les pays et territoires abritant des populations de dugong,* et de la reformation du Groupe de spécialistes des pangolins au sein de la Commission de la sauvegarde des espèces.

3. ACCUEILLE AVEC SATISFACTION les approches basées sur les paysages et les écosystèmes pour la conservation de la nature et des ressources naturelles, mais persiste à penser qu'il est nécessaire de mettre en place des initiatives complémentaires pour la conservation ciblée de certaines espèces, notamment celles possédant une grande valeur dans l'histoire de l'évolution.

4. DEMANDE à la Directrice générale, à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN et à tous les Membres de l'UICN de considérer la conservation des genres et des familles menacés comme une priorité, et de mettre notamment l'accent sur les efforts de renforcement des capacités et le développement d'outils et techniques scientifiques afin de mettre un terme au déclin de ces groupes importants, tout en établissant des priorités claires à la lumière du changement climatique.

5. ENCOURAGE la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN et la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN, soutenues lorsque nécessaire par la Directrice générale, à veiller à ce que des plans d'action soient mis en place et appliqués pour toutes les espèces et régions ciblées.

6. DEMANDE à la Directrice générale d'attirer l'attention des principales Conventions (Conventions sur le commerce international des espèces menacées (CITES), Convention sur les espèces migratrices (CMS), Convention Ramsar, Convention sur la diversité biologique (CDB)) et des gouvernements sur la nécessité de conserver les espèces importantes dans l'histoire de l'évolution et de cibler les espèces et régions évolutionnairement distinctes qui contiennent des concentrations élevées de ces lignées.

7. DEMANDE à la communauté internationale de la conservation d'augmenter les ressources attribuées aux lignées menacées, et de mettre en œuvre des programmes de travail sur les familles et les genres menacés d'extinction dans un futur proche.

8. APPELLE tous les Groupes de spécialistes de la Commission de la sauvegarde des espèces à former un système objectif d'indicateurs destiné à mesurer les succès en matière de conservation pour ces espèces, en fournissant des données pour les évaluations annuelles relatives aux besoins, à l'action et à l'efficacité de la conservation.

Auteur :

Zoological Society of London

Co-parrains :

Aaranyak
British and Irish Association of Zoos and Aquariums
Durrell Wildlife Conservation Trust
NatureServe
Nature Protection Trust of Seychelles
Wildlife Conservation Society

M020
Aller plus loin pour combattre la crise des amphibiens

CONSIDÉRANT la Résolution 4.017 *Enrayer la crise des amphibiens* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

CONSCIENT que les préoccupations ayant entraîné l'adoption de la Résolution 4.017 et expliquées dans ce préambule sont toujours, voire davantage, d'actualité et que le statut mondial des amphibiens continue à se détériorer rapidement ;

SALUANT les avancées réalisées par la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN et les principaux Membres et partenaires de l'UICN pour enrayer la crise des amphibiens, notamment la création en 2011 de l'Alliance interinstitutionnelle pour la survie des amphibiens, qui offre une orientation stratégique et une coordination au travail de conservation des amphibiens que mènent le Groupe de spécialistes des amphibiens de la Commission de la sauvegarde des espèces, Amphibian Ark (un programme parapluie *ex situ* de la Commission de la sauvegarde des espèces et de l'Association mondiale des zoos et des aquariums) et plusieurs autres institutions ;

INQUIET que malgré ces progrès, le financement pour la conservation des amphibiens en général, et celui de l'Alliance pour la survie des amphibiens plus particulièrement, reste largement insuffisant et éloigné des priorités de la plupart des donateurs et institutions qui soutiennent par ailleurs la conservation de la diversité biologique ;

CONVAINCU que de nombreuses espèces s'éteindront dans les prochaines décennies si une plus grande priorité n'est pas accordée à la conservation des amphibiens ;

ENCOURAGÉ cependant par les efforts concertés de la communauté de la conservation des amphibiens qui ont permis, au cours des cinq dernières années et malgré la faiblesse des ressources disponibles, de sécuriser plus de 22 000 hectares d'habitat vital et de garantir ainsi la survie de 55 espèces d'amphibiens En danger critique d'extinction, et de maintenir près de 100 espèces menacées dans le monde grâce à des programmes de reproduction en captivité ;

CONSCIENT que malgré ces avancées positives, les progrès sont encore bien faibles par rapport à l'importance de la crise ;

RAPPELANT que l'Alliance pour la survie des amphibiens a récemment identifié les sites qui, correctement préservés, permettraient de préserver le plus grand nombre d'espèces d'amphibiens en danger, sachant que la conservation des 25 principaux sites bénéficierait à plus de 500 espèces menacées dans le monde, dont 150 En danger critique d'extinction sur la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* ; et

INQUIET que la majorité des espèces d'amphibiens sur la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* aient été évaluées pour la dernière fois en 2004, ce qui rend urgent la réalisation d'une nouvelle évaluation afin d'appréhender les changements du statut de la conservation de la population d'amphibiens et le succès des actions de conservation ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les gouvernements, les organisations de conservation non-gouvernementales et les donateurs à :

a. accorder une priorité accrue aux actions de lutte contre l'extinction des amphibiens afin de reconstituer leurs populations, notamment par des actions de conservation sur les principaux sites prioritaires identifiés par l'Alliance pour la survie des amphibiens ;

b. créer, encourager et entretenir des programmes adéquats de reproduction en captivité dans des installations biosécurisées pour les espèces en déclin rapide et qui pourraient s'éteindre avant que les menaces à l'état sauvage (en particulier la chytridiomycose fongique pandémique) puissent être combattues avec succès ; et

c. fournir un soutien durable aux opérations de l'Alliance pour la survie des amphibiens afin de lui permettre de remplir son rôle essentiel de coordination et d'orientation des efforts de conservation des populations d'amphibiens dans le monde.

2. PRESSE la communauté scientifique de mener de toute urgence les recherches nécessaires afin d'appliquer des mesures pratiques et réalistes pour combattre les effets mortels du champignon chytride *Batrachochytrium dendrobatidis* à l'état sauvage.

3. APPELLE la Directrice générale et la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN à prendre les mesures nécessaires pour garantir que toutes les populations d'amphibiens évaluées pour la dernière fois en 2004, lors de l'Évaluation mondiale des amphibiens pour la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées*, soient réévaluées d'ici à 2014 ; et appelle les donateurs à fournir les fonds nécessaires à cet effet.

Auteur :
Stiftelsen Nordens Ark

Co-parrains :
Chicago Zoological Society, États-Unis d'Amérique
Conservation International, États-Unis d'Amérique
European Association of Zoo and Aquaria, Pays-Bas
North of England Zoological Society (Chester Zoo), Royaume-Uni
Reptile Amfibieën Vissen Onderzoek Nederland, Pays-Bas
Wildlife Conservation Society, États-Unis d'Amérique
World Association of Zoos and Aquariums, Suisse
Zoological Society of London, Royaume-Uni
Zoologische Gesellschaft Frankfurt von 1858 - Hilfe für die bedrohte Tierwelt
Zoologisk Have København, Danemark
Naturhistoriska Riksmuseet, Suède
Sociedad Audubon de Panamá
NatureServe
ANCON – Asociación Nacional para la Conservación de la Naturaleza de Panama

M021

Appliquer les dispositions sur les espèces exotiques envahissantes du *Plan stratégique sur la diversité biologique 2011-2020*

RAPPELANT l'Objectif 9 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* : « D'ici à 2020, les espèces exotiques envahissantes et les voies d'introduction sont identifiées et classées en ordre de priorité, les espèces prioritaires sont contrôlées ou éradiquées et des mesures sont en place pour gérer les voies de pénétration, afin d'empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces » ;

RAPPELANT par ailleurs que le *Programme de travail sur les îles* de la Convention sur la diversité biologique (CDB) souligne la vulnérabilité de la diversité biologique des îles face aux espèces exotiques envahissantes, ainsi que leur faible capacité à faire face à ces menaces ;

NOTANT que, en raison du rôle central des invasions biologiques dans la perte de la diversité biologique, la gestion des espèces exotiques envahissantes dans les aires protégées apparaît dans la Décision X/31 de la Conférence des Parties à la CDB comme une question à étudier davantage ;

ALARMÉ par l'augmentation constante des invasions biologiques parmi tous les groupes taxonomiques et dans tous les environnements, qu'ils soient marins, d'eau douce ou terrestres, ce qui a des incidences de plus en plus visibles sur la diversité biologique mondiale et touche une part croissante d'espèces menacées ;

PROFONDÉMENT INQUIET que de nombreuses espèces exotiques envahissantes soient des espèces pathogènes, nuisibles ou des plantes adventices, ce qui coûte à l'économie mondiale des centaines de milliards de dollars chaque année ;

SOULIGNANT que de vastes segments de la population mondiale, notamment dans les nations en développement, souffrent de maladies vectorielles telles que le paludisme, la dengue, le virus du Nil Occidental et bien d'autres, qui sont pour la plupart transmises par des espèces envahissantes comme les moustiques ;

SOULIGNANT PAR AILLEURS que les espèces exotiques envahissantes menacent également la sécurité alimentaire mondiale, car elles peuvent avoir un impact très grave sur certaines activités comme la pêche et infliger d'énormes pertes agricoles avant ou après la récole ;

RAPPELANT qu'une grande part de l'augmentation du nombre d'espèces exotiques envahissantes est liée aux activités humaines comme le commerce, le tourisme et le voyage, et qu'il est donc crucial d'impliquer tous les secteurs de la société concernés pour enrayer et contrôler l'invasion d'espèces exotiques ;

PRENANT NOTE que le changement climatique est susceptible d'accroître davantage l'ampleur du problème et de réduire les options de gestion disponibles pour combattre les espèces exotiques envahissantes ;

NOTANT EN OUTRE que le Programme de travail conjoint pour renforcer les services d'informations sur les espèces exotiques envahissantes, présenté lors de la 15^{e} réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la CDB et accueilli favorablement par les participants à la réunion, permettra effectivement de fournir des informations cruciales pour améliorer l'efficacité des mesures de prévention contre les invasions et des mesures d'atténuation contre les impacts causés par les espèces exotiques envahissantes ;

CONSCIENT que grâce à ses Commissions, son Secrétariat et un grand nombre de ses Membres, l'UICN possède une force et une expertise uniques dans le domaine de la conservation des espèces, de l'implication de nombreux secteurs de la société dans les questions de conservation et l'implication avec les décideurs ; et

RAPPELANT PAR AILLEURS que la Recommandation 2.67 *Espèces exotiques envahissantes* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) demandait au Directeur général de jouer un rôle actif afin de garantir que les accords sur le commerce international et le financement, les codes de pratique, les traités et les conventions tiennent compte des menaces dues aux espèces exotiques envahissantes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les pays à :

    a. identifier les espèces exotiques envahissantes présentes sur leur territoire afin de mettre en place une intervention prioritaire de contrôle, et à identifier les voies potentielles et réelles de pénétration des espèces exotiques envahissantes afin de mettre en place des mesures prioritaires de prévention ;

    b. appliquer des mesures réglementaires rigoureuses afin d'empêcher l'importation et l'introduction intentionnelle ou accidentelle d'espèces exotiques envahissantes ou potentiellement envahissantes, en garantissant une cohérence totale avec les dispositions de l'Accord sur l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et sans entraver les activités importantes en faveur de la conservation actuellement menées, comme les programmes de reproduction ex-situ pilotés par les zoos, les jardins botaniques et d'autres institutions ;

    c. encourager les mesures volontaires pour empêcher l'introduction d'espèces exotiques envahissantes ou potentiellement envahissantes, comme le Code de conduite volontaire des zoos en cours d'élaboration par le Groupe de spécialistes des espèces envahissantes, l'Association européenne des zoos et des aquariums et la Convention de Berne ;

    d. s'assurer que les politiques et mesures appliquées dans d'autres domaines – comme la restauration des écosystèmes et l'atténuation des effets du changement climatique – prennent en compte le risque d'introduction d'espèces (par exemple la préférence envers certaines espèces pour le biocarburant, la colonisation assistée, l'utilisation d'espèces potentiellement envahissantes dans les programmes de restauration d'habitats, etc.) et équilibrent les bénéfices à court-terme avec les coûts à long-terme des invasions ;

    e. supprimer les obstacles dans le domaine juridique, financier et des ressources humaines afin de répondre rapidement aux nouvelles invasions d'espèces exotiques envahissantes, notamment dans les pays en développement ;

    f. encourager les campagnes d'éradication des espèces exotiques envahissantes, en prenant en compte leur impact potentiel ou réel sur la diversité biologique, la sécurité alimentaire et le bien-être humain, et en accordant la priorité aux zones clés comme les îles et les aires protégées et aux principaux points d'entrée comme les ports et les aéroports ; et

g. inclure les impératifs généraux liés aux espèces exotiques envahissantes et à la sécurité biologique dans la planification de l'utilisation des environnements terrestres et marins à tous les niveaux, du local au mondial, et en incluant les îles, les zones protégées, les rivières et les bassins fluviaux, les paysages terrestres et marins de production.

2. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN de :

   a. renforcer la coopération avec le Groupe de liaison sur les espèces exotiques envahissantes établi par la CDB afin d'améliorer les processus réglementaires commerciaux internationaux, nationaux et régionaux dans l'optique de minimiser l'invasion d'espèces exotiques envahissantes, lequel Groupe sera composé de l'UICN et d'organisations internationales d'établissement de normes telles que l'OMC, la Convention internationale pour la protection des plantes, l'Organisation mondiale de la santé animale et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ;

   b. identifier les lacunes potentielles dans l'ensemble des politiques et des programmes de l'UICN relatifs aux espèces exotiques envahissantes, et proposer des actions spécifiques pour y remédier, en consultation avec le Conseil ;

   c. améliorer l'interopérabilité entre les produits de connaissance de l'UICN, et notamment la *Base de données mondiale sur les espèces envahissantes*, la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées*, la *Liste rouge de l'UICN des écosystèmes* et la *Base de données mondiale sur les aires protégées*, afin d'encourager l'identification d'espèces exotiques envahissantes prioritaires, et d'améliorer les systèmes précoces d'avertissement et les réponses rapides aux nouvelles invasions ;

   d. encourager la collaboration entre la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN et la Commission mondiale des aires protégées afin de promouvoir la compilation et la diffusion de directives sur les meilleures pratiques relatives à la gestion des espèces exotiques envahissantes dans les zones protégées, d'encourager une formation appropriée afin de trouver des solutions à cette menace et de mettre l'accent sur une gestion plus efficace dans les aires protégées ; et

   e. renforcer le soutien par le biais du Secrétariat de l'UICN et de programmes régionaux afin d'encourager l'action et le renforcement des capacités et de trouver des solutions aux problèmes liés aux espèces exotiques envahissantes, grâce notamment aux programmes sur les aires protégées, l'eau, les forêts et les terres arides.

3. APPELLE la communauté scientifique mondiale à entamer et à promouvoir des recherches dans le monde entier afin de mettre au point des méthodes nouvelles et efficaces pour contrôler les espèces exotiques envahissantes, comme l'identification taxonomique rapide, l'amélioration des contrôles biologiques lors de la surveillance aux frontières, les contrôles chimiques, les méthodes mécaniques, ainsi que les indicateurs de restauration, l'évaluation des risques et la bio-économie, et l'implication sociale et culturelle.

4. PRIE les organismes donateurs, notamment le secteur privé et public et la société civile, de :

   a. soutenir de façon beaucoup plus marquée le renforcement des capacités, sensibiliser le public aux principaux problèmes, impliquer les communautés locales

et établir des cadres appropriés pour permettre la détection et la gestion précoces de nouvelles invasions, notamment sur les îles et dans les pays en développement ;

b. soutenir le Programme de travail conjoint pour renforcer les services d'information sur les espèces exotiques envahissantes, présenté lors de la 15e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, et destiné à permettre la réalisation de l'Objectif 9 d'Aichi pour la diversité biologique ; et

c. soutenir les campagnes de prévention, d'éradication et de contrôle, surtout sur les îles et dans les zones clés de la biodiversité, les aires protégées et les écosystèmes menacés par les espèces exotiques envahissantes.

Auteur :
Landcare Research New Zealand

Co-parrains :
European Association of Zoos and Aquaria
ISPRA
EcoHealth Alliance
Legambiente
Provita
NatureServe
Forest and Bird
Consiglio Nazionale delle Ricerche

M022
Soutien aux initiatives régionales de conservation de la diversité des mammifères en Afrique de l'Ouest et centrale

CONSCIENT que, dès ses origines, la mission de l'UICN a eu pour objet la promotion de la conservation de la diversité biologique ;

PRÉOCCUPÉ par l'intensification de la perte des habitats de forêt et de savane en Afrique de l'Ouest et centrale ;

SACHANT que les populations de grands mammifères dans les aires protégées d'Afrique de l'Ouest et centrale ont décliné de 85% pendant la période entre 1970 et 2005, déclin qui semble en général supérieur à celui observé en Afrique orientale et australe ;

CONSTERNÉ par le fait que le rhinocéros noir d'Afrique de l'Ouest *(Diceros bicornis longipes)* a été récemment inscrit comme Éteint sur la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* et que le colobe rouge de Miss Waldron *(Colobus procolobus badius waldroni),* malgré les recherches, n'a plus été observé depuis 25 ans ;

ALARMÉ de constater que de grands carnivores comme le chien sauvage d'Afrique *(Lycaon pictus),* le guépard *(Acinonyx jubatus)* et le lion *(Panthera leo)* ont maintenant disparu de nombreux États de leur aire de répartition en Afrique de l'Ouest et centrale, et qu'il est clair que peu de populations sont capables de se reproduire dans la région ;

SACHANT ÉGALEMENT que de nombreuses autres espèces, en particulier le céphalophe de Jentink *(Cephalophus jentinki)* et le colobe bai de Pennant *(Procolobus pennantii epieni)*, sont à présent sévèrement menacées du fait de leur abattage illicite et de la réduction constante de leur habitat ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que l'abattage illicite de l'éléphant d'Afrique *(Loxodonta Africana)* en Afrique de l'Ouest et centrale continue, comme l'ont démontré l'effondrement de la population au Nord de la République centrafricaine et l'abattage récent d'environ 300 éléphants dans le parc national de Bouba Ndjiida au Cameroun ;

SACHANT DE PLUS que le déclin des espèces proies de mammifères a un impact négatif sur les autres espèces et est considéré comme l'une des causes de la sérieuse diminution des grands vautours observée en Afrique de l'Ouest et centrale, certaines espèces ayant connu une régression de 98% dans la région ;

PRENANT NOTE des études qui ont révélé que les populations d'un grand nombre d'espèces de grands mammifères de la région, y compris le lion, l'antilope rouanne *(Hippotragus equinus),* et la girafe *(Giraffa camelopardalis)*, sont génétiquement distinctes de celles que l'on trouve ailleurs en Afrique, donnant à cette région une importance particulière pour la conservation de la plus grande diversité au sein d'une espèce ;

RAPPELANT que la plupart des pays dans la région ont adopté le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi, en particulier l'Objectif 12 qui exige que : « D'ici à 2020, l'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu » ;

SALUANT les initiatives actuelles pour une *Stratégie de conservation de l'éléphant d'Afrique centrale* et le système de suivi des abattages illicites des éléphants (MIKE), le *Plan de*

conservation de l'hippopotame nain, le *Plan d'action régional pour les grands singes,* la *Stratégie régionale de conservation des chimpanzés d'Afrique de l'Ouest,* le *Plan d'action régional pour les antilopes d'Afrique de l'Ouest et centrale,* et d'autres initiatives récentes de développement de stratégies régionales de conservation des grands mammifères et de leurs proies, qui incluent la *Stratégie de conservation des lions en Afrique de l'Ouest et centrale,* la *Stratégie régionale de conservation des guépards et des chiens sauvages de l'Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale,* et le lancement de l'*Initiative des grands carnivores en Afrique de l'Ouest et centrale* en 2011 à laquelle participent plusieurs Membres de l'UICN et des Groupes de spécialistes de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPLAUDIT au développement des initiatives régionales en Afrique de l'Ouest et centrale mentionnées plus haut.

2. INVITE tous les Membres de l'UICN dans le monde à soutenir ces initiatives.

3. INVITE tous les États de l'aire de répartition de ces espèces dans la région à développer des plans d'action nationaux pour les lions, les guépards et les chiens sauvages, et leurs proies, dans le cadre d'une stratégie de conservation à long terme, et à investir dans la mise en œuvre de ces plans d'action nationaux.

4. INVITE toutes les parties prenantes à encourager et à lancer de nouvelles initiatives en Afrique de l'Ouest et centrale dans le but de stopper et de renverser la tendance au déclin des mammifères et de la diversité biologique en général dans la région.

5. DEMANDE à la Directrice générale, à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN et à la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN d'apporter un soutien politique à ces nouvelles initiatives, et à les porter à l'attention des États de l'aire de répartition et des bailleurs de fonds internationaux tels que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Auteur :

Ecole pour la formation de spécialiste de la faune de Garoua, Cameroun

Co-parrains :

Institute of Environmental Sciences Leiden (CML), Pays-Bas
Zoological Society of London, Royaume-Uni
Wereld Natuur Fonds – Nederland, Pays-Bas
Both Ends - Environment and Development Service for NGOs, Pays-Bas
Association marocaine pour l'écotourisme et la protection de la nature, Maroc
Reptielen, Amfibieën en Vissen Onderzoek Nederland (RAVON), Pays-Bas
Fondation Internationale Pour La Gestion de la Faune, France
Van Tienhoven Foundation, Pays-Bas
Zoogdiervereniging, Pays-Bas

M023

Appui aux initiatives nationales et régionales pour la conservation des grands mammifères du Sahara

RECONNAISSANT la mission de l'UICN depuis sa création dans la promotion de la conservation de la diversité biologique ;

SACHANT que les écosystèmes désertiques et leur biodiversité sont particulièrement vulnérables au changement climatique et d'origine anthropique ;

RECONNAISSANT que le Sahara recèle une grande diversité biologique souvent sous-estimée qui est potentiellement importante dans la prestation de services écosystémiques et des ressources génétiques ;

RECONNAISSANT que les populations de grands mammifères ont diminué de façon spectaculaire dans les écosystèmes désertiques, en particulier dans le Sahara ;

ALARMÉ que les huit espèces d'ongulés sahariens et leurs sous-espèces soient menacées ou éteintes. Le bubale rouge (*Alcelaphus buselaphus* spp *buselaphus*) est éteint, l'oryx algazelle (*Oryx dammah)* est éteint à l'état sauvage et que les six autres sont menacés ou en danger critique d'extinction ;

RECONNAISSANT que le lion (*Panthera leo leo*) et le chien sauvage (*Lycaon pictus*) ont été exterminés dans la Sahara et le guépard du désert (*Acinonyx jubatus hecki*) est en danger critique d'extinction ;

SACHANT que les espèces de grands mammifères vivant dans le désert exigent de vastes territoires pour leur survie ;

NOTANT que les écosystèmes désertiques ont attiré peu d'intérêt et de soutien de la part de la communauté de la conservation mondiale, en dépit du fait qu'ils couvrent plus de 17% de la biomasse terrestre du monde et renferment une biodiversité importante, dont 25% des vertébrés terrestres mondiaux ;

ALARMÉ par le manque d'attention du monde entier, y compris des donateurs, en dépit de l'état actuel des grands mammifères dans les déserts, de la dégradation continue de leur habitat, compliquée par le changement climatique, et la prévalence croissante des industries extractives et des conflits armés ; et

FÉLICITANT les initiatives menées par le projet de la Convention sur les espèces migratrices (CEM) / Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) « Antilopes sahélo-sahariennes », par le Sahara Conservation Fund et par le Groupe d'Intérêt Sahélo-Saharien, ainsi que l'initiative récente d'une stratégie régionale de conservation du guépard et du chien sauvage du nord, de l'ouest et du centre de l'Afrique menée en 2012 par la Société zoologique de Londres (SZL), le Wildlife Conservation Society (WCS) et les Groupes de spécialistes des félins et des canidés de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SALUE la mise en place de stratégies régionales de conservation telles que la Stratégie régionale de conservation du guépard et du chien sauvage du nord, de l'ouest et du centre de l'Afrique.

2. SALUE EGALEMENT les nouvelles initiatives, au Tchad, visant à réintroduire l'oryx algazelle, les efforts déployés par le Maroc et la Tunisie pour réintroduire des oryx algazelles, des addax et des gazelles dama Mhor et les efforts du Niger qui ont abouti à établir la Réserve naturelle du Termit Tin Toumma couvrant 100.000 km^2 et visant à protéger un assemblage important de la flore et la faune sahariennes, y compris l'addax, la gazelle dama et le guépard.

3. INVITE tous les Membres de l'UICN à travers le monde à apporter leur soutien à ces initiatives et à appuyer leur mise en œuvre locale ou/et régionale.

4. INVITE les États de la région à soutenir le développement de listes rouges et la mise en œuvre de plans d'action nationaux pour mieux conserver tous les mammifères du grand désert du Sahara en voie de disparition, dans le cadre d'une stratégie de conservation à long terme et d'investir dans la mise en œuvre de ces plans d'action nationaux.

5. SOLLICITE les États de la région pour qu'ils examinent les possibilités de collaborer à la protection et la restauration des populations de grands mammifères qui peuplent naturellement le désert et se déplacent dans les zones limitrophes transfrontalières.

6. DEMANDE que les États appartenant à l'aire de répartition, en liaison avec le secteur privé le cas échéant, veillent à ce que le développement de l'industrie extractive soit soigneusement planifié afin qu'il n'ait aucun impact négatif sur les espèces de grands mammifères menacées ainsi que sur leur habitats.

7. PRIE la Directrice générale de fournir un soutien politique et technique à ces initiatives, en consultation avec la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et la Commission de gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN.

8. DEMANDE que l'UICN, en collaboration avec ses Membres, travaille avec les États de la région à renforcer le réseau actuel des aires protégées du désert en se concentrant sur le renforcement des capacités, l'identification et la mise en œuvre des outils de conservation et des techniques appropriées.

9. RECOMMANDE à la Directrice générale de porter l'urgence de la conservation des grands mammifères dans le désert du Sahara à l'attention des États de la région et des donateurs internationaux, comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque mondiale (BM), le Fond pour l'environnement mondial (FEM) et la Commission européenne.

Auteur :

Zoological Society of London

Co-parrains :

Association Marocaine pour l'Ecotourisme et la Protection de la Nature (AMEPN)
Société protectrice des animaux et de la nature (SPANA)
Association Ribat Al Fath (RAFDD)
Association de Gestion Intégrée des Ressources (AGIR)
Somarelang Tikologo (ST) (Morocco)
Mouvement écologique algérien (MEA)
Association Ecologique de Boumerdès (AEB)
Association nationale du développement durable et de la Conservation de la Vie Sauvage (ANDDCVS)

Fédération Nationale des Associations de Chasseurs et des Association de Chasse Spécialisée (FNACACS) FTACAS
Association pour la Protection de l'Environnement et Action Humanitaire (APEAH)
Parc National du Banc d'Arguin

M024

Intensifier la lutte contre le braconnage et les efforts de protection de la faune en prenant pour indicateurs le rhinocéros et l'éléphant

NOTANT avec inquiétude que le braconnage du rhinocéros connaît une augmentation très sensible et non viable en Afrique du Sud et que le braconnage de l'éléphant se poursuit en Afrique de l'Est ;

CONSIDÉRANT que ces deux espèces constituent des indicateurs d'une montée en puissance du braconnage de l'ensemble des espèces ;

NOTANT que les Parties sont tenues d'assurer la protection des ressources fauniques au moyen de mécanismes juridiques et administratifs solides ;

RAPPELANT que la Résolution 2.37 *Appui aux défenseurs de l'environnement*, adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 2e Session (Amman, 2000) invitait la Directrice générale de l'UICN à « s'exprimer publiquement et vigoureusement », lorsque des défenseurs de l'environnement sont menacés et à « décourager, par tous les moyens appropriés, le harcèlement ou la persécution dont sont l'objet les défenseurs de l'environnement » et que la Recommandation 4.119 *Protection des gardes dans les aires protégées et les zones adjacentes aux aires protégées* notait que « l'article 8 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) considère les aires protégées comme des zones importantes pour la conservation *in situ* de la diversité biologique et que les Parties sont priées de garantir que ces zones soient protégées par des mécanismes juridiques et administratifs solides » ;

RECONNAISSANT la valeur de la faune sauvage à l'intérieur des aires protégées, lesquelles sont d'une très grande importance pour la conservation de la biodiversité, le tourisme et le produit intérieur brut des destinations touristiques ;

COMPRENANT le terme « lutte contre le braconnage » comme définissant les activités de défense paramilitaire et de protection assurées par des gardes s'agissant d'aires protégées et de terres privées où des mesures de conservation de l'environnement sont appliquées ;

INQUIET de constater que des menaces de plus en plus importantes pèsent sur l'ensemble des ressources fauniques, comme en témoigne la recrudescence des activités de braconnage du rhinocéros et de l'éléphant ;

CONSCIENT que les menaces qui pèsent sur les populations de rhinocéros, d'éléphants et d'autres espèces de faune sauvage sont de sources multiples et découlent du braconnage armé d'origine criminelle et de l'exploitation commerciale des ressources par des organisations criminelles internationales ;

RECONNAISSANT le rôle substantiel et fondamental joué par les gardes en matière de protection, de maintien et de défense de l'intégrité des aires protégées et de la faune qu'elles abritent, sans quoi l'intégrité et la survie de ces aires protégées pourraient se révéler précaires et imprévisibles ;

CONSCIENT qu'en l'absence d'une protection adéquate le maintien de l'état des ressources fauniques serait gravement compromis ;

CONSCIENT EN OUTRE qu'il est possible d'améliorer le soutien apporté par les gardes et les organismes de protection de la faune et de prévenir, réduire ou éliminer une grande partie des menaces qui pèsent sur la faune grâce à une augmentation des effectifs, à une

amélioration de la formation, à des ressources et à un appui accrus et à une plus grande sensibilisation ; et

GRAVEMENT PRÉOCCUPÉ par ces menaces permanentes et l'appui insuffisant en faveur de la fonction de protection de l'intégrité des ressources fauniques, des aires protégées et de la diversité biologique ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la Directrice générale et les Commissions de l'UICN à encourager les États membres, les gouvernements, la société civile et les ONG et fondations locales et internationales à apporter leur soutien en faveur de l'initiative relative à l'intensification de la protection de la faune :

    a. en passant en revue les engagements antérieurs pris en la matière et en s'assurant qu'ils ont bien été respectés ;

    b. en veillant à ce que les gestionnaires des aires protégées, les gardes et les conservateurs des ressources fauniques bénéficient d'un financement, de moyens en matière de leadership, d'un appui, d'une formation et d'un équipement adaptés ainsi que d'une rémunération suffisante pour permettre l'exécution professionnelle de leurs fonctions de protection ;

    c. en adoptant et en favorisant l'application ou la promulgation d'une législation garantissant spécifiquement la protection de l'ensemble des ressources fauniques et prévoyant des poursuites et condamnations vigoureuses pour les contrevenants à cette législation ; et

    d. en adoptant et en favorisant des évaluations des menaces pour permettre l'élaboration et la mise en place rapides de types et de niveaux appropriés de protection.

2. PRIE la Directrice générale et les Commissions de l'UICN :

    a. d'encourager l'adoption et la mise en œuvre de législations adaptées ainsi que la mise en place de capacités opérationnelles permettant d'assurer une protection plus efficace et plus étendue des ressources fauniques ainsi que la protection des gardes chargés de défendre l'intégrité des milieux protégés abritant ces ressources ;

    b. d'encourager et d'aider les États membres, les gouvernements, la société civile et les ONG et fondations locales et internationales à renforcer la lutte contre le braconnage et les efforts de protection de la faune ;

    c. de favoriser l'octroi d'un financement, de moyens en matière de leadership, d'une formation et d'un équipement adaptés en faveur des gardiens des ressources fauniques ainsi que d'une rémunération suffisante pour permettre l'exécution professionnelle de leurs fonctions de protection ; et

    d. de rendre compte une fois par an au Conseil de l'UICN et au prochain CMN des progrès réalisés dans le cadre de cette initiative.

Auteur :

Game Rangers Association of Africa

Co-parrains :

National Association of Conservancies and Stewardship of SA
Wildlife & Environment Society of South Africa
Wilderness Foundation SA
Southern African Wildlife College
Wildlands Conservation Trust
Botanical Society of South Africa
Delta Environmental Centre

M025
La conservation de l'éléphant d'Afrique

CONSIDÉRANT que l'éléphant d'Afrique est une espèce clé et charismatique pour la conservation en général de la nature en Afrique ;

CONSTATANT ÉGALEMENT que les efforts en faveur de la conservation ont entraîné ces vingt dernières années une augmentation de la population dans certains États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique, mais n'ont pas empêché une diminution dans d'autres États ;

RECONNAISSANT que l'éléphant d'Afrique offre des bénéfices importants aux économies nationales ainsi qu'aux communautés locales ;

RAPPELANT que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) requiert davantage de volonté de la part des États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique, des pays de transit et de tous les États consommateurs d'ivoire pour contrôler le commerce illégal de produits d'éléphants ;

RAPPELANT ÉGALEMENT qu'une réunion de haut niveau aura lieu avant la 16e réunion de la Conférence des Parties à la CITES, et sera organisée par le Secrétariat de l'UICN et le Groupe de spécialistes de l'éléphant d'Afrique de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE), en collaboration avec le Secrétariat de la CITES et la Convention sur les espèces migratrices, Interpol, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Banque mondiale, l'Équipe spéciale de l'Accord de Lusaka, le Réseau de l'ASEAN pour l'application des lois relatives à la faune, le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ;

CONSIDÉRANT que les États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique ont adopté le *Plan d'action en faveur de l'éléphant d'Afrique*, lequel préconise des mesures pour conserver et gérer efficacement les éléphants dans leur aire de répartition en Afrique ;

SE FÉLICITANT de la création du Fonds pour l'éléphant d'Afrique afin de soutenir l'application du *Plan d'action en faveur de l'éléphant d'Afrique*, et des contributions des donateurs ;

RECONNAISSANT la gravité et les menaces croissantes que subissent actuellement les éléphants, liées notamment au commerce illégal international et domestique d'ivoire, aux conflits avec les populations locales, à la perte et à la fragmentation de leur habitat, au braconnage pour leur ivoire et leur viande, au manque de capacités pour faire appliquer les lois et institutionnelles, et enfin à la surabondance locale ;

PRÉOCCUPÉ par l'analyse des données 2011 du programme de Suivi de l'abattage illégal des éléphants (MIKE), qui révèle que le braconnage augmente aujourd'hui dans toutes les sous-régions d'Afrique et se pratique de plus en plus à grande échelle par des criminels organisés internationalement, ce qui a un sérieux impact sur la population d'éléphants ;

PRÉOCCUPÉ EN OUTRE par l'analyse des données 2011 du Système d'information sur le commerce de produits d'éléphants (ETIS) qui révèle l'augmentation du commerce illégal d'ivoire, avec notamment des transports d'ivoire illégal à grande échelle ;

SE FÉLICITANT des activités de prise de conscience autour du commerce illégal d'ivoire que mènent les États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique, les pays

consommateurs, les organisations internationales, les partenaires et les organisations non gouvernementales ;

INQUIET de l'absence de viabilité des niveaux actuels de braconnage et des pertes inacceptables de diversité biologique qu'ils pourraient entraîner, avec une baisse de la population d'éléphants et donc pour les États de l'aire de répartition, une baisse des opportunités économiques liées à l'héritage de cet animal ;

ALARMÉ de l'impact négatif que la disparition de l'éléphant des écosystèmes aurait sur de nombreuses autres espèces ; et

RECONNAISSANT la valeur des analyses techniques et scientifiques de l'UICN depuis de nombreuses années, ainsi que son rôle dans l'organisation et le soutien de processus politiques favorisant le dialogue sur la conservation de l'éléphant d'Afrique ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique à faire de la protection et de la conservation des populations d'éléphants une priorité, et à garantir la mise en place et l'application de mesures d'incitation appropriées pour sa conservation, d'une législation adéquate et de pénalités dissuasives afin d'atteindre cet objectif, et APPELLE également les États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique à veiller à ce que les communautés locales récoltent les bénéfices et assument les coûts de la cohabitation avec les éléphants.

2. APPELLE PAR AILLEURS tous les États consommateurs d'ivoire à garantir la mise en place et l'application d'une politique et d'une législation adéquates et de pénalités dissuasives afin de contrôler les marchés domestiques d'ivoire.

3. DEMANDE à la Directrice générale, au Groupe de spécialistes sur l'éléphant d'Afrique de la Commission de la sauvegarde des espèces et aux autres organisations présentes à la réunion de haut-niveau précédant la 16^{e} réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, de transmettre les recommandations et les mesures urgentes afin que les États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique et les États consommateurs puissent aborder ces préoccupations liées à la conservation de l'éléphant d'Afrique lors de la 16^{e} réunion de la Conférence des Parties à la Convention.

4. DEMANDE EN OUTRE à l'organisation TRAFFIC et au Groupe de spécialistes sur l'éléphant d'Afrique de collaborer avec le Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et le Comité directeur du Fonds pour l'éléphant d'Afrique afin de présenter à la réunion de haut-niveau les dernières recherches disponibles sur l'état de l'éléphant d'Afrique et du commerce d'ivoire, issues en particulier de la base de données sur l'éléphant d'Asie et d'Afrique et des deux systèmes de suivi sur l'éléphant (MIKE et ETIS) mis en place par la CITES, et d'évaluer également le statut de l'application du *Plan d'action en faveur de l'éléphant d'Afrique*.

5. APPELLE les États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique, notamment ceux dont les populations d'éléphants déclinent, à allouer en priorité des fonds pour gérer et conserver les éléphants, en cherchant notamment à améliorer l'application de la loi.

6. APPELLE ÉGALEMENT la communauté mondiale à contribuer au Fonds pour l'éléphant d'Afrique en soutenant l'application du *Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique*.

7. DEMANDE à la Directrice générale de présenter les avancées qui auront été réalisées lors du prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN.

Auteur :

Ministère fédéral de l'environnement, Nature Conservation and Nuclear Safety, Allemagne

Co-parrains :

Department for Environment, Food and Rural Affairs, Royaume-Uni
Nature Kenya
Zoologische Gesellschaft Frankfurt von 1858 - Hilfe für die bedrohte Tierwelt
Namibia Nature Foundation
Wildlife Conservation Society
Deutscher Naturschutzring

M026
La conservation des espèces de rhinocéros en Afrique et en Asie

CONSIDÉRANT que les cinq espèces de rhinocéros existantes dans le monde sont des emblèmes charismatiques de la conservation ;

RECONNAISSANT que d'importantes mesures de conservation, une volonté politique et des dépenses importantes dans certains États de l'aire de répartition ont permis, ces dernières années, d'augmenter la population de trois espèces de rhinocéros – le rhinocéros noir, blanc du Sud et unicorne ;

CONSTATANT qu'une chasse au trophée bien réglementée a créé des mesures d'incitation pour la conservation et a permis d'augmenter les populations de rhinocéros sur les terres étatiques, privées et communautaires en Afrique ;

ALARMÉ par ailleurs que la population des deux espèces les plus rares, le rhinocéros de Java et de Sumatra, continuent à décliner et se situent aujourd'hui à des niveaux dangereusement bas ;

PROFONDÉMENT ATTRISTÉ par l'extinction de deux sous-espèces de rhinocéros, le Rhinocéros noir d'Afrique de l'Ouest (*Diceros bicornis longipes),* présent au Cameroun, et le rhinocéros de java (*Rhinoceros sondaicus annamiticus),* présent au Vietnam, au cours de la dernière décennie ;

CONSCIENT que le rhinocéros blanc du Nord (*Ceratotherium simum cottoni)* et celui de Sumatra sont, à l'heure actuelle, extrêmement proches du statut d'extinction ;

PROFONDÉMENT INQUIET de la pression croissante du braconnage sur toutes les espèces de rhinocéros depuis quelques années, liée à la croissance significative de l'utilisation non-traditionnelle de la corne de rhinocéros, à la forte augmentation du prix de la corne de rhinocéros sur les marchés asiatiques, notamment au Vietnam et en Chine, ainsi qu'à la baisse des capacités et de l'efficacité de certains organismes de conservation des États de l'aire de répartition pour protéger leurs rhinocéros ;

CONSCIENT que l'augmentation continue de la chasse illégale du rhinocéros et de la demande de corne de rhinocéros pourrait rapidement mettre en danger les progrès réalisés ces vingt dernières années quant au statut du rhinocéros noir, blanc et unicorne, et qu'une mauvaise gestion biologique pourrait facilement entraîner l'extinction des rhinocéros de Java et de Sumatra dans un futur proche ;

NOTANT que les mesures prises par la Convention sur le commerce international des espèces menacées de faune et de flore sauvages pour contrôler le commerce illégal de produits à base de rhinocéros demandent un engagement plus fort de la part des principaux États de l'aire de répartition du rhinocéros et des pays consommateurs de corne de rhinocéros ;

CONSCIENT que dans de nombreux États de l'aire de répartition du rhinocéros le coût de préservation de la population de rhinocéros requiert une aide importante externe et interne, et qu'en conséquence le coût d'opportunité de sa conservation a augmenté; et

PRÉOCCUPÉ par l'augmentation des risques et des coûts liés à la préservation des rhinocéros, susceptible de décourager les propriétaires privés de rhinocéros en Afrique de l'Est et du Sud d'investir dans la conservation des rhinocéros ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. FÉLICITE les États de l'aire de répartition du rhinocéros en Afrique et en Asie ayant pris des mesures importantes pour conserver leurs rhinocéros restants et décourager le braconnage pour leur corne, ce qui a permis d'augmenter leurs populations.

2. APPELLE tous les États de l'aire de répartition à donner la priorité à la préservation de leurs populations de rhinocéros, en contrôlant le braconnage et le commerce illégal et en garantissant la mise en place et l'application réelles de sanctions efficaces, afin de minimiser les niveaux de braconnage et de commerce illégal tout en cherchant à créer un environnement favorable encourageant l'expansion régulière de l'aire de répartition du rhinocéros et la croissance rapide de sa population.

3. ENCOURAGE tous les États de l'aire de répartition du rhinocéros à gérer leurs populations de rhinocéros en cherchant à avoir une croissance rapide et une viabilité génétique et démographique sur le long-terme.

4. ENCOURAGE PAR AILLEURS les États de l'aire de répartition à évaluer les stratégies alternatives pour déterminer comment réduire au mieux le commerce illégal, le marché noir et la demande illégale de corne de rhinocéros, et donc réduire le braconnage.

5. APPLAUDIT l'initiative du Président indonésien de créer l'Année internationale du rhinocéros à partir de juin 2012, et soutient les actions d'urgence de son gouvernement pour sauver les rhinocéros de Java et de Sumatra, proches de l'extinction, notamment : la création d'un Groupe d'étude de haut-niveau rassemblant des experts nationaux et internationaux sur la gestion des populations et de l'habitat du rhinocéros ; l'identification des zones les plus propices à l'établissement de populations de rhinocéros en liberté ; l'attribution de ressources suffisantes pour assurer leur protection ; la maximisation du potentiel de reproduction des animaux restants ; et le suivi régulier, fréquent et intensif de toutes les populations de rhino.

6. FÉLICITE les gouvernements d'Inde et du Népal des mesures prises pour préserver le statut du rhinocéros unicorne dans son habitat sauvage, mais les presse d'établir des populations nouvelles, viables et très protégées de cette espèce dans les habitats qu'elles occupaient auparavant, et de protéger davantage les populations existantes – tout en sachant que cela demandera, pour l'Inde, une action concertée entre le gouvernement de l'Union et les gouvernements des états d'Assam, du Bengale occidental, de Bihar et du Uttar Pradesh.

7. PRESSE tous les États de l'aire de répartition du rhinocéros d'Asie d'adopter des techniques scientifiques solides pour évaluer leurs populations de rhinocéros, et de renouveler ces recensements au moins tous les deux ans, en garantissant l'examen des méthodes et des résultats par des experts indépendants.

8. APPELLE les États de l'aire de répartition du rhinocéros d'Afrique à :

    a. accroître les actions collaboratives d'application de la loi entre les nations de l'aire de répartition et les pays de transit et de consommation ;

    b. améliorer la détection des cornes de rhinocéros dans les ports d'entrée et de sortie grâce, entre autres, à la présence de chiens renifleurs, d'équipements spécialisés et à du personnel doté des ressources adéquates ;

c. accroître les ressources nationales attribuées à l'amélioration de la sécurité du rhinocéros et les compétences de base des organismes en charge de sa conservation ;

d. se concentrer davantage sur la collecte et l'analyse d'informations pour arrêter les braconniers avant qu'ils ne tuent les rhinocéros ;

e. accroître le taux de réussite des actions en justice, avec des peines dissuasives pour toute activité illégale liée aux rhinocéros ;

f. encourager les propriétaires privés de rhinocéros à coopérer en toute bonne volonté avec les organismes et à fournir à ceux-ci des informations sur les rhinocéros ;

g. encourager tous les États de l'aire de répartition, les pays de transit et consommateurs à améliorer et à fournir régulièrement des informations liées aux rhinocéros au Groupe de spécialistes des rhinocéros d'Afrique de la Commission de la sauvegarde des espèces et à TRAFFIC, afin de faciliter la gestion des données, le partage d'informations et leurs rapports autorisés à la Conférence des parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ;

h. développer davantage l'utilisation de l'analyse ADN des cornes de rhinocéros (grâce à la base de donnée RhoDIS en Afrique), comme moyen innovant de combattre le braconnage des rhinocéros et le trafic de corne ;

i. encourager l'implication de la société civile pour faciliter la prise de conscience, générer des ressources attribuées en fonction des besoins prioritaires, aider au suivi de la population, et appliquer les politiques de conservation du rhinocéros ;

j. soutenir la mise en place de mesures d'incitation pour la conservation du rhinocéros par le biais de programmes bien gérés et durables ; et

k. améliorer le suivi de la population de rhinocéros pour informer les organismes de gestion de la croissance de la population.

9. RECONNAIT que la conservation réussie du rhinocéros dans toute son aire de répartition sera plus facilement réalisée par divers mécanismes de gestion et économiques.

10. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN (notamment les Groupes de spécialistes du rhinocéros d'Afrique et d'Asie) d'offrir un soutien et des conseils réguliers à tous les États de l'aire de répartition, et en particulier d'aider à accroître la visibilité de la conservation du rhinocéros lors de l'Année internationale du rhinocéros.

11. APPELLE les donateurs à fournir les ressources financières nécessaires pour permettre aux États de l'aire de répartition de préserver leurs populations restantes de rhinocéros.

12. APPELLE les États impliqués dans l'augmentation de la demande de corne de rhinocéros et l'apparition de corne sur leurs marchés noirs à coopérer totalement et à tous les niveaux avec les États de l'aire de répartition du rhinocéros, afin de lutter efficacement contre la crise d'extinction du rhinocéros et de chercher des solutions durables.

Auteur :

The Endangered Wildlife Trust

Co-parrains :

Directorate General of Forest Protection and Nature Conservation, Ministère des forêts, Indonésie
Namibia Nature Foundation
Nature Kenya - The East Africa Natural History Society
St Louis Zoological Park, États-Unis d'Amérique
The WILD Foundation, États-Unis d'Amérique
Wildlife Conservation Society, États-Unis d'Amérique
World Wide Fund for Nature, Allemagne
World Wide Fund for Nature, Inde
World Wide Fund for Nature, Royaume-Uni
World Wide Fund for Nature, États-Unis d'Amérique

M027
Disparition progressive des fermes d'élevage d'ours pour l'extraction de leur bile

CONSIDÉRANT que l'ours noir asiatique (*Ursus thibetanus*) figure comme Vulnérable sur la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées*, notamment du fait d'une surexploitation pour la vente commerciale de certains de ses organes et plus particulièrement de la bile de sa vésicule biliaire ;

PRENANT NOTE que l'ours malais (*Helarctos malayanus*) figure aussi comme espèce Vulnérable dans le continent sud-est asiatique pour la même raison ;

RECONNAISSANT que, depuis les années 1980, un grand nombre de ces deux espèces, notamment les ours noirs asiatiques, ont été mises en captivité pour l'extraction et la vente commerciale de leur bile (d'où l'appellation d'élevage, même si la reproduction en captivité n'est pas toujours incluse), ce qui a fortement augmenté la disponibilité de la bile pour la médecine traditionnelle ;

OBSERVANT, preuves à l'appui, que l'augmentation de l'offre de bile d'ours d'élevage n'a pas atténué l'exploitation des populations d'ours à l'état sauvage ;

CONSTATANT que l'élevage destiné à l'extraction de la bile a accru le nombre d'utilisateurs de produits à base de bile, et que ces utilisateurs préfèrent généralement la bile provenant d'ours à l'état sauvage (considéré comme plus puissant), en conséquence de quoi un nombre croissant d'utilisateurs ont récemment augmenté leur demande de bile provenant d'ours à l'état sauvage ;

ALARMÉ par les conditions dans lesquelles ces ours sont maintenus en captivité dans ces fermes d'élevage, qui compromettent leur santé physique et psychologique, et par les opérations chirurgicales qu'ils subissent pour l'extraction de leur bile, et inquiet de l'impact sur leur santé, qui entrave leur reproduction en captivité et augmente leur mortalité, ce qui pousse les fermes à renouveler leurs stocks d'ours en allant les chercher à l'état sauvage ;

CONSCIENT que les stocks d'ours provenant de la vie sauvage ne sont pas rares dans les élevages, et qu'ils peuvent directement être issus de la chasse illégale et du commerce transfrontalier d'ours sauvages ;

NOTANT que l'élevage d'ours et la vente à grande échelle de bile relativement bon marché donnent la fausse impression que les populations sauvages sont robustes, et troublent les utilisateurs et les organismes d'application des lois quant à l'origine et à la légalité des produits à base d'ours ;

NOTANT PAR AILLEURS que la plupart des utilisateurs de bile ne sont probablement pas conscients des incidences néfastes de leur consommation sur les populations d'ours sauvages ;

NOTANT EN OUTRE que la surproduction de bile originaire des fermes d'élevage a entraîné des surplus, et que la bile d'ours est désormais ajoutée à certains biens de consommation courante, notamment des shampoings, des dentifrices, des boissons non alcoolisées, du vin et des pastilles contre la toux, ce qui influence la demande commerciale pour les produits à base d'ours ;

PRENANT NOTE de l'appel de nombreux groupes respectés de médecine traditionnelle pour utiliser des alternatives bon marché, synthétiques ou à base d'herbes, à la bile d'ours, constatant que plus de 50 produits de remplacement sont aujourd'hui disponibles et qu'en

outre les ingrédients actifs de la bile d'ours sont désormais synthétiquement produits et largement disponibles pour les médecines ;

RAPPELANT que l'élevage d'ours pour l'extraction de la bile est une pratique menée dans le respect des lois dans certains pays d'Asie, mais qu'il est illégalement pratiqué dans d'autres ;

CONSIDÉRANT que les ours noirs asiatiques et les ours malais figurent dans l'Annexe I de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et que néanmoins les produits à base de bile récoltée dans des fermes d'élevage continuent à être illégalement déplacés au-delà des frontières, en violation de cette Convention ; et

RECONNAISSANT que certains pays s'orientent vers l'élimination de l'élevage d'ours pour leur bile : la République de Corée qui a interdit l'extraction de bile d'ours vivants, et qui réfléchit actuellement à mettre un terme à l'élevage d'ours, et le gouvernement du Vietnam, qui a interdit l'extraction de bile et la vente de bile d'ours, et met actuellement un terme à la captivité des ours pour une exploitation commerciale du fait de préoccupations liées au bien-être de l'animal et à sa conservation ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SE FÉLICITE des avancées réalisées par la République de Corée et le Vietnam pour mettre un terme à l'élevage d'ours.

2. PRIE INSTAMMENT les autres États abritant des élevage d'ours à tout faire pour réduire leur nombre et y mettre un terme, notamment en surveillant activement et en portant devant la justice les activités illégales associées à cette activité, et en encourageant les alternatives à la bile d'ours auprès des médecins, des acheteurs et des utilisateurs de bile d'ours.

3. RECOMMANDE aux Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction d'adopter des contrôles plus sévères afin d'empêcher le commerce international régulier de bile d'ours d'élevage.

Auteur :
Alertis- fund for bear and nature conservation, Pays-Bas

Co-parrains :
Wildlife Trust of India, Inde
Wildlife Trust of Bangladesh, Bangladesh
Wildlife Conservation Society, États-Unis d'Amérique
Conservation International, États-Unis d'Amérique
British and Irish Association of Zoos and Aquariums, Royaume-Uni
Centre for Marinelife Conservation and Community Development, Vietnam
Japan Wildlife Conservation Society, Japon
Malaysian Nature Society, Malaisie

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

Explanatory Memorandum

Bear bile has been an important component of traditional medicine in Eastern Asia for millennia. Increased demand, stemming from burgeoning populations of people, coupled with more effective hunting of wild bears and increased ability to sell and transport products has led to the over-exploitation and decline of many Asian bear populations (especially Asiatic Black Bears and Sun Bears).

In the late 1970s, a technique was developed to extract bile from captive bears without killing them. This practise, called bear bile farming (or bear farming), increased rapidly in China and Korea, and later spread to several Southeast Asian countries. Initially it was believed that an increased supply of farmed bile would flood the market and thereby reduce demand for wild bear bile; in that way, farming could benefit the conservation of wild bears. However, for a number of reasons, this turned out to be untrue.

It was thought that farms could eventually be perpetuated through captive breeding, but despite more than 30 years of farming, it is clear that many farms are still stocked with bears from the wild. In part, this stocking from the wild is necessitated by high mortality rates of farmed bears, diminished rates of bile production with the aging of captive bears, and low rates of captive breeding, all a result of the conditions in which the bears are kept and their poor health, owing to the bile extraction process.

The ready availability of farmed bile reduced market prices, leading to increased numbers of users; surveys have shown that these users generally prefer wild bile, and are inclined to purchase wild bile when they can afford it.

The wide availability of farmed bile detracts from conservation attention to wild bears because it creates the illusion of a robust bear population. Availability of farmed bile creates confusion about origins of bile for users and enforcement authorities.

Commercial markets for bear bile have devastated wild populations of Asian bears. Reduction in the take of wild bears to restock bear farms would aid bear conservation, but this alone would not address the crux of the issue, which is the high demand for bear products. Demand is strongly influenced by market prices, availability, legality and effectiveness. Readily available and relatively cheap bear bile from farms has caused the undesired consequence of increasing demand for wild bile, which is perceived as being more effective. It is now clear that bile farming has not reduced commercial exploitation of wild bear populations; moreover, farming seems to have had the unanticipated effect of fuelling increased removal of wild bears. It is now recognized that the illegal wildlife trade defies traditional economic theory, which predicted that demand would have been satisfied by increased availability of cheaper, legal products.

Farming radically affected the commercial market for bear bile, which has fostered the uncontrolled and unsustainable mortality of wild bears. There is no conservation benefit, but significant risks in continued bear farming. Moreover, effective herbal and synthetic alternatives to bear bile are available, making farming unnecessary.

M028
Mettre un terme à la crise d'extinction des tortues

CONSIDÉRANT que les tortues existent depuis plus de 200 millions d'années, soit depuis la période des dinosaures ;

NOTANT que les tortues (tortues de terre, d'eau douce et marines) sont des indicateurs à long-terme de la qualité des milieux naturels dans lesquels elles évoluent, et qu'elles occupent dans de nombreuses régions du monde une fonction considérable dans les écosystèmes ainsi qu'une importance économique et culturelle pour de nombreuses populations ;

NOTANT PAR AILLEURS l'inquiétude de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN quant au déclin rapide des populations de tortues dans le monde depuis de nombreuses décennies ;

RECONNAISSANT les efforts actuels pour évaluer les niveaux de menaces des tortues dans le cadre de la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* par des scientifiques membres du Groupe de spécialistes sur les tortues de terre et d'eau douce et du Groupe de spécialistes sur les tortues marines de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, de Conservation International, de la Wildlife Conservation Society et de plusieurs autres organisations de conservation des tortues, aidés par des spécialistes originaires de plus de 50 pays ;

CONSCIENT des conclusions alarmantes de ce travail où il apparaît que sur les 228 espèces de tortues connues et évaluées par la *Liste rouge de l'UICN* à l'heure actuelle (sur les 330 espèces dans le monde), 134 espèces (59%) sont globalement Menacées (c'est-à-dire, pour reprendre les catégories de menaces de l'UICN, En danger critique d'extinction, En danger ou Vulnérables), dont 76 (33%) de ces espèces En danger critique d'extinction ou En danger ;

NOTANT que des évaluations provisoires de la *Liste rouge de l'UICN* sont en cours de réalisation par le Groupe de spécialistes sur les tortues de terre et d'eau douce de la CSE de l'UICN pour les 102 espèces de tortues restantes ; que 15 autres espèces sont susceptibles d'être classées Menacées sur la *Liste rouge*, soit un total de 149 espèces sur 330 (45% de toutes les espèces) dans le monde ; que plusieurs autres espèces sont Insuffisamment documentées, mais si elles sont menacées au même taux que les autres tortues alors il est possible d'affirmer que 52% de toutes les tortues sont mondialement Menacées et certaines potentiellement Eteintes ;

NOTANT que la part de tortues menacées est l'une des plus élevées parmi les espèces menacées de tous les groupes vertébrés évalués ;

ALARMÉ que, pour près de 70% des espèces de tortues évaluées comme Menacées, l'exploitation ou le commerce – dans des proportions énormes qui se mesurent en milliers de tonnes chaque année et qui concernent les tortues vivantes ou transformées pour la consommation alimentaire, les produits médicinaux et, dans une moindre mesure, pour le marché des animaux domestiques – sont les principales menaces (27 des 32 espèces En danger critique d'extinction [84%] ; 28 des 44 espèces En danger [64%] ; et 37 des 58 espèces Vulnérables [64%]), sachant qu'une grande partie de cette menace est engendrée par une mondialisation et une commercialisation croissantes de ce qui avait commencé dans les années 1990 comme commerce de la tortue asiatique ;

CONSCIENT que sur les 10 espèces et sous-espèces de tortues de terre et d'eau douce qui se sont éteintes au cours de l'histoire (2% des 455 espèces et sous-espèces de tortues

d'eau douce et de terre), sept ont disparu du fait de l'exploitation ciblée pour la consommation humaine, et deux du fait de la perte de leurs habitats d'eau douce ;

SE FÉLICITANT que l'objectif de 2010 du Sommet mondial des Nations Unies sur le développement durable (Johannesburg, 2002), qui était d'obtenir une baisse significative du taux de perte de la diversité biologique, ait été atteint en ce qui concerne les tortues ;

PRÉOCCUPÉ que l'Objectif 12 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* – « éviter l'extinction d'espèces d'ici à 2020 » – ne sera très certainement pas atteint en ce qui concerne les tortues, surtout si l'on considère que la Tortue terrestre géante Galapagos de l'île de Pinta (*Chelonoidis abingdonii*) n'était représentée jusqu'en juin 2012 que par un seul individu survivant connu, que la tortue géante de la rivière rouge (*Rafetus swinhoei)* est représentée par quatre individus non reproducteurs dispersés sur trois lieux dans deux pays, et que plusieurs espèces sur la liste de *Tortues en danger : les 25 tortues de terre et d'eau douce les plus en danger dans le monde*, réalisée par la Coalition pour la conservation des tortues, sont représentées par des populations de quelques centaines d'individus à peine dans le monde ;

RECONNAISSANT les efforts de l'UICN pour travailler en partenariat avec plusieurs organismes internationaux de protection des habitats et des espèces, et que de tels partenariats existent avec la Convention sur le commerce international des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction, la Convention sur les espèces migratrices, la Convention Ramsar, l'Association mondiale des zoos et aquariums et de nombreuses organisations gouvernementales, non-gouvernementales et donatrices ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION les nombreuses activités axées sur la conservation des tortues menées par les services gouvernementaux, les universités, les organisations internationales, nationales et locales de conservation, les zoos, les aquariums, les Groupes de spécialistes de l'UICN et d'autres institutions pour : protéger la survie des tortues dans leurs aires de répartitions natives et leurs habitats naturels à des tailles de populations écologiquement raisonnables et si nécessaire restaurées, réduire la disparition de leurs habitats et soutenir leur reconstitution, réduire la fréquence de l'exploitation et du commerce non durable les concernant, trouver des destinations convenables pour les animaux capturés, établir des colonies de reproduction en captivité comme dernière ligne de défense contre l'extinction, et étudier et publier le statut de la sauvegarde et de la biologie des tortues ; et

CONSTATANT la reconstitution de la tortue géante des Seychelles (*Aldabrachelys gigantea* ou *Dipsochelys dussumieri*) et de plusieurs sous-espèces de tortues Galapagos (groupe *Chelonoidis nigra)*, l'augmentation de la population de tortues Ridley de Kemp (*Lepidochelys kempii*) et la redécouverte de la tortue-boîte du Yunnan *(Cuora yunnanensis)*, qui sont des exemples d'actions passées et actuelles ayant transformé le statut d'espèces de tortues qui semblaient se diriger tout droit vers l'extinction inévitable ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de :

    a. utiliser les partenariats existants avec les organismes internationaux pour aider à renforcer les efforts de conservation des tortues de terre, d'eau douce et marines, notamment les évaluations, la recherche et les mesures de conservation *in situ* et *ex situ* ;

b. garantir que le Domaine de Programme : Valoriser et conserver la nature du *Programme de l'UICN 2013-2016* inclut des actions liées à la conservation des tortues, au sein des politiques et des systèmes de gouvernance existants, avec pour objectif de renforcer :

   i. la recherche et les évaluations de statut ;

   ii. les systèmes de gestion des aires protégées et les corridors écologiques, en prenant en compte les besoins particuliers et les menaces subies par les tortues dans les habitats d'eau douce (notamment les rivières), de terre et marins ; et

   iii. le soutien à l'Évaluation mondiale sur les reptiles, en portant une attention et des ressources particulières aux tortues ; et

c. soutenir les efforts constants des Groupes de spécialistes des tortues de terre, d'eau douce et marine de la CSE de l'UICN et coopérer avec eux afin de :

   i. lutter contre cette crise sans précédent d'extinction de la tortue ; et

   ii. soutenir la mise à jour des Plans d'action pour la conservation de la tortue par le Groupe de spécialistes des tortues terrestres et d'eau douce et le Groupe de spécialistes des tortues marines de la CSE de l'UICN ; et soutenir les efforts collaboratifs pour appliquer ces Plans d'action ; et

   iii. garantir que les tortues de terre, d'eau douce et marines sont éligibles au soutien de l'Initiative SOS – Save Our Species, et autres initiatives similaires.

2. APPELLE les organismes gouvernementaux et la communauté des ONG de la conservation à concentrer leur action sur le maintien et le développement lorsque nécessaire de leurs systèmes d'aires protégées, et à mettre l'accent sur les Zones principales de biodiversité et les sites Zéro extinction, afin de garantir que des populations représentatives de toutes les espèces natives de tortues sont correctement protégées de l'exploitation ciblée, de la perte et de la dégradation de leur habitat et des effets des espèces envahissantes.

3. RECOMMANDE que toutes les Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) :

   a. s'assurent que les espèces de tortues soumises au commerce international sont correctement inclues dans les Annexes de la CITES ;

   b. s'assurent que le commerce international adhère aux règlements de la CITES, notamment que des avis détaillés non-préjudiciables sont rendus, avec des rapports complets sur le commerce des parties (par exemple la carapace) et des produits dérivés (par exemple la gelée) de la tortue ;

   c. s'assurent que les législations et règlements nationaux abordent correctement les exigences de la CITES et protègent les populations natives de tortues de la surexploitation, que toutes les lois et règlements pertinents sont dûment mis en œuvre, et que des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités sont mis en place au sein des organismes gouvernementaux concernés par l'abattage et le commerce de tortues ; et

d. collaborent avec les ONG compétentes pour trier efficacement et humainement les spécimens capturés vivants de tortues, et notamment :

   i. dédient des ressources appropriées pour les installations de secours et vétérinaires, et autres compétences pour préserver les animaux après leur capture ; et

   ii. appliquent des lignes directrices et des protocoles pour placer humainement ces animaux, soit par des opérations de rapatriement et de réintroduction suivies, ou par l'accès à des installations de reproduction en captivité à long-terme à des fins de conservation.

4. APPELLE l'Organisation mondiale des douanes et ses pays membres à mettre en place des Codes douaniers harmonieux pour les tortues, les organes de tortues et ses produits dérivés.

5. PRIE INSTAMMENT le Réseau TRAFFIC à continuer à considérer le suivi du commerce légal et illégal des tortues, des organes de tortues et des produits dérivés comme l'une de ses principales priorités ; et presse les Membres de l'UICN d'aider et d'assister TRAFFIC dans cet axe prioritaire en lui offrant information, financement et tout autre soutien dont il pourrait avoir besoin.

Auteur :
Conservation International

Co-parrains :
Blue Ventures Conservation
Durrell Wildlife Conservation Trust
Institut for Applied Ecology, University of Canberra, Faculty of Applied Science
Nature Protection Trust of Seychelles
Reptile Amphibian & Fish Conservation Netherlands (RAVON)
Koninklijke Rotterdamse Diergaarde Blijdorp (Zoo de Rotterdam)
Wildlife Conservation Society
Singapore Zoological Gardens

M029

Coopération internationale pour la surveillance des oiseaux d'eau en appui à une gestion rationnelle

RECONNAISSANT l'Objectif 12 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* qui vise à éviter, d'ici à 2020, l'extinction d'espèces menacées connues et à améliorer leur état de conservation ;

NOTANT que les oiseaux ont de tout temps été utilisés pour évaluer et surveiller l'environnement et qu'ils constituent l'un des meilleurs indicateurs (voire parfois le seul) des modifications de l'environnement ;

RECONNAISSANT que l'état des populations d'oiseaux d'eau est particulièrement préoccupant en Asie, où 60% des populations connues sont en déclin ou ont disparu, contre à peine 10% en augmentation, ainsi que dans d'autres régions du monde dont l'Afrique et l'Amérique du Sud ;

PRÉOCCUPÉ face à l'aggravation des principales menaces que constituent notamment la fragmentation des habitats, la disparition des zones humides ou la transformation des paysages naturels pour les oiseaux d'eau migrateurs et résidents ;

CONSCIENT qu'il est nécessaire de disposer de données fiables et actualisées sur les oiseaux d'eau pour favoriser une gestion éclairée des zones humides aux fins de préserver et de soutenir les services écosystémiques qu'elles fournissent ;

NOTANT que le Recensement international des oiseaux d'eau et les dispositifs y afférents pourraient fournir une base parfaitement adaptée au niveau mondial pour estimer la taille et les tendances des populations d'oiseaux d'eau, sous réserve que le champ d'application de ces dispositifs soit élargi ;

CONSCIENT du rôle joué par la société civile en matière de collecte à grande échelle et d'analyse de données sur l'environnement ; et

CONSCIENT ÉGALEMENT que le Plan stratégique de la Commission de sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN a pour objectif la reconnaissance d'une responsabilité partagée, résultant en une action visant à réduire la perte de diversité au sein des espèces, entre les espèces et dans les écosystèmes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, république de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. ENCOURAGE les Membres de l'UICN et autres à faire en sorte que les populations d'oiseaux d'eau du monde entier fassent l'objet de dispositifs de surveillance internationaux adaptés aussi bien en termes de champ d'application que de méthodes afin que des estimations fiables de la taille et des tendances de ces populations puissent être établies.

2. DEMANDE aux Membres de l'UICN et autres d'offrir une plateforme mondiale pour améliorer l'élaboration et la mise en œuvre à l'échelle régionale de dispositifs/structures appropriés sur les voies de migration afin d'obtenir les ressources nécessaires à la mise en œuvre de programmes de surveillance des oiseaux d'eau coordonnés.

3. APPUIE le renforcement des capacités des réseaux nationaux et régionaux pour réaliser une surveillance permanente et à long terme, sur le terrain, des oiseaux d'eau.

4. RENFORCE les mécanismes existants en vue d'améliorer la communication d'informations en temps opportun sur l'état des populations d'oiseaux d'eau en appui aux mesures de conservation, notamment à la gestion des zones humides.

5. ENCOURAGE les Membres de l'UICN à fournir un appui financier en faveur de la surveillance des oiseaux d'eau et à participer aux programmes de surveillance relatifs aux voies de migration existant sur leur territoire national.

6. INVITE les organisations régionales et internationales compétentes, notamment la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention sur les espèces migratrices (CMS), la Convention de Ramsar, le Partenariat sur l'itinéraire aérien Asie orientale-Australasie, l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie et l'Initiative sur les espèces migratrices de l'hémisphère occidental à appuyer le renforcement des dispositifs existants le long des voies de migration dont ils traitent.

7. DEMANDE à la Directrice générale, dans les limites des ressources disponibles, de fournir une assistance technique en appui aux activités nationales et régionales, et à rendre compte au prochain Congrès mondial de la nature des progrès réalisés en la matière.

Auteur :

Korean Association for Conservation of Nature

Co-parrains :

Nature Policy Division, Ministry of Environment
Wetlands International
BirdLife International
The Ecological Society of Korea
Korean Wetlands Society
Korean Society of Environment and Ecology
Nature Society, Singapore
Wildlife Trust Bangladesh
Bombay Natural History Society
Malaysian Nature Society

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M030
Conservation des espèces d'Asie tropicale en danger

NOTANT que l'Asie tropicale du Sud et du Sud Est couvre moins de 13% des terres émergées, mais qu'elle englobe, en proportion, un beaucoup plus grand nombre d'espèces qui sont en grand danger d'extinction, et que, pour certain taxons, environ la moitié, ou plus, de toutes les espèces en danger dans le monde se trouve dans cette région ;

ALARMÉ par le fait que, tout particulièrement, les plus grandes espèces de plusieurs taxons de la faune connaissent un déclin dramatique de leur population et des pertes ; que tous les grands cerfs et les bovins sauvages, les rhinocéros, les tapirs et l'éléphant d'Asie sont en général menacés en Asie du Sud-Est ; qu'une large proportion des grands oiseaux, tels que les grues, les outardes, les aigles et les calaos, sont en général menacés en Asie du Sud et du Sud-Est ; que 82% des espèces de tortues terrestres et d'eau douce « En danger critique d'extinction » se trouvent en Asie du Sud et du Sud-Est ; et que la population, dans la nature, de quelques-unes de ces espèces compte moins de cent individus ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que malgré de réels efforts de conservation de la part de nombreux gouvernements, et autres organisations, dans la région qui se sont traduits parfois par des succès locaux, la situation de l'ensemble des espèces dans la région continue de se détériorer rapidement ;

NOTANT que de nombreuses espèces en danger, en particulier des grands mammifères, des oiseaux, des reptiles et des poissons, sont d'une grande importance culturelle et économique, et sont vitales par le rôle qu'elles jouent pour le maintien des fonctions et des services écosystémiques ;

RAPPELANT que tous les pays de la région (à l'exception du Timor-Leste) sont Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et ont adopté le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi, en particulier l'Objectif 12 : « L'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu » ;

CONSCIENT que les principaux facteurs du déclin observé combinent le rétrécissement des habitats, spécialement en faveur d'une agriculture industrielle extensive, et la chasse à des fins commerciales, pour la vente d'animaux de companie, la viande et les médecines traditionnelles ; et

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par le fait que si des actions ne sont pas entreprises rapidement pour faire face aux menaces auxquelles sont confrontées les espèces en danger, nombre d'entre elles appartenant à plusieurs groupes taxonomiques dans toute la région seront soumises à un déclin continu, à la perte de leur aire de répartition et à l'extinction ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. INVITE la Directrice générale de l'UICN et les Commissions, en particulier la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN, à apporter un soutien technique et scientifique aux gouvernements, et autres organisations, qui travaillent dans la région pour faire face aux menaces auxquelles sont exposées de nombreuses espèces en Asie du Sud et du Sud-Est, et qui augmentent les risques d'une extinction imminente.

2. ENCOURAGE les gouvernements des pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est à entreprendre toutes les démarches possibles pour éviter l'extinction à l'état sauvage de toutes espèces en danger se trouvant dans les limites de leur juridiction.

3. PRIE INSTAMMENT tous les gouvernements de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les importations des espèces en danger provenant d'Asie du Sud et du SudOuest sont légales et durables, en accord avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

4. PRIE INSTAMMENT les bailleurs de fonds multilatéraux, bilatéraux et privés d'intensifier leurs efforts en faveur de la conservation dans la nature des espèces qui, en Asie du Sud et du Sud-Est, sont exposées à un risque d'extinction imminente, et par conséquent des habitats qui sont essentiels à leur survie.

5. DEMANDE ENFIN à la Directrice générale et aux Commission de l'UICN de faire rapport au prochain Congrès mondial de la nature sur les progrès accomplis.

Sponsor:

The Wildlife Conservation Society

Co-Sponsors:

Bombay Natural History Society, Inde
European Association of Zoos and Aquaria, Pays-Bas
Singapore Zoological Gardens, Singapoure
Wildlife Trust of India, Inde
World Wide Fund for Nature, Malaysie
Zoological Society of London, Royaume-Uni

M031
Conservation des espèces de vautours en Asie du Sud

CONSIDÉRANT que les vautours sont des oiseaux nécrophages spécialisés qui jouent un rôle crucial en débarrassant l'environnement des carcasses d'animaux qui, sans cela, pourriraient et transmettraient des maladies, favoriseraient la prolifération des chiens errants, augmenteraient les risques sanitaires (y compris la rage) et poseraient des problèmes d'élimination et autres coûts pour les êtres humains et l'environnement ;

RECONNAISSANT que le vautour indien (*Gyps indicus*), le vautour à bec élancé (*Gyps tenuirostris*) et le vautour Chaugoun (*Gyps bengalensis*), endémiques de l'Asie, ont vu leurs nombres décliner de plus de 99 % depuis 20 ans, en Asie du Sud (plus de 99,9 % dans le cas de *G. bengalensis*) et que le niveau des populations est aujourd'hui très bas en Asie du Sud et du Sud-Est ;

NOTANT que BirdLife International et l'UICN classent ces espèces 'En danger critique d'extinction', la catégorie de menace la plus élevée, principalement en raison du déclin continu et vertigineux de toutes les populations ;

NOTANT AUSSI qu'autrefois, ces espèces de vautours *Gyps* étaient communes, voire très communes, dans les pays des aires de répartition (Pakistan, Inde, Népal, Bangladesh, Bhoutan, Myanmar, Thaïlande, Viet Nam, Cambodge et RDP lao) ;

RAPPELANT que les vautours sont intimement liés à la culture de tous les pays d'Asie du Sud et jouent un rôle écologique important en nettoyant les carcasses de bétail ;

RAPPELANT AUSSI que l'habitat est suffisant, dans la plupart des pays des aires de répartition, pour permettre la recolonisation par les populations de vautours et leur reconstitution ;

NOTANT qu'il ne fait aucun doute que les déclins massifs de vautours sont dus, avant tout, à une seule activité humaine et que l'on pourrait y remédier ;

SACHANT que l'utilisation vétérinaire du diclofénac a commencé en Inde en 1993 et au Pakistan en 1998 et que l'on a observé, très rapidement, des morts massives de vautours dans ces deux pays et dans toute l'Asie du Sud ;

NOTANT que des études, publiées dans le journal *Nature*, prouvent que les déclins massifs des populations de vautours d'Asie du Sud sont principalement dus à l'exposition à un médicament anti-inflammatoire non stéroïdien, le diclofénac, présent dans les carcasses de bétail [Nature 427,630–633] ;

RECONNAISSANT que les pays des aires de répartition ont pris des mesures pour protéger les vautours en interdisant l'utilisation et la vente de préparations vétérinaires de diclofénac et également en inscrivant ces espèces sur des listes d'espèces protégées ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que la prévalence du diclofénac dans les carcasses de bétail a été fortement réduite mais reste à des niveaux très dangereux, indiquant que les préparations destinées aux humains sont largement utilisées à des fins vétérinaires et que d'autres médicaments analgésiques, connus pour être dangereux ou dont les risques pour les vautours n'ont pas été testés, sont aujourd'hui de plus en plus fréquemment utilisés en médecine vétérinaire ;

RECONNAISSANT ENFIN que les partenaires de Saving Asia's Vultures from Extinction (SAVE) : Bombay Natural History Society, les départements des forêts de l'Haryana, du

Bengale occidental, de l'Assam et Central Zoo Authority ont soutenu des établissements d'élevage en captivité de vautours et que l'Indian Veterinary Research Institute, le Wildlife Institute of India (Inde), Punjab Wildlife and Parks Department, Sindh Wildlife Department et le WWF Pakistan (Pakistan), Bird Conservation Nepal, National Trust for Nature Conservation et Department of National Parks and Wildlife Conservation (Népal) ont fait des progrès importants dans l'identification et le traitement des principales priorités de conservation ;

FÉLICITANT les gouvernements de l'Inde, du Népal, du Pakistan et du Bangladesh, l'Initiative Darwin (Gouvernement du Royaume-Uni), Royal Society for the Protection of Birds, le WWF Pakistan, Central Zoo Authority, The Peregrine Fund, BirdLife International, Zoological Society of London, National Birds of Prey Trust (Royaume-Uni), le Hawk Conservancy Trust (Royaume-Uni), l'UICN, la Fondation Rufford, Critical Ecosystems Partnership Fund, Oriental Bird Club et Save our Species (SOS), entre autres, qui continuent de soutenir et de financer les initiatives de reconstitution des vautours en Inde, au Népal, au Pakistan, au Bangladesh et dans d'autres pays ; et

FÉLICITANT EN OUTRE les gouvernements de l'Inde, du Népal, du Pakistan et du Bangladesh pour avoir adopté la Déclaration régionale sur les vautours signée à Delhi le 4 mai 2012, et formé le Comité directeur régional ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 6 au 15 septembre 2012 pour sa session à Jeju, République de Corée :

1. APPELLE tous les États des aires de répartition des vautours *Gyps* à agir immédiatement pour renforcer les mesures restreignant la disponibilité du diclofénac, dans un premier temps en interdisant que le diclofénac injectable administré aux humains soit emballé et vendu en flacons multidoses d'une taille supérieure à 3 ml.

2. APPELLE AUSSI les États des aires de répartition des vautours *Gyps* à soutenir un protocole pour tester la sécurité de tous les analgésiques vétérinaires et à rendre les tests obligatoires avant l'attribution de licences de fabrication, vente ou utilisation de ces médicaments dans la région à des fins vétérinaires.

3. APPELLE à la création de « Zones multiples de sécurité pour les vautours » (des zones de 100 km de rayon, par un travail intensif de sensibilisation pour faire en sorte et démontrer que les carcasses de bétail sont libres de diclofénac et autres médicaments toxiques pour les vautours) dans tous les pays d'Asie du Sud, dans le cadre d'un vaste effort de promotion et, plus précisément, de zones sécurisées dans lesquelles des oiseaux élevés en captivité seront relâchés.

4. DEMANDE aux États des aires de répartition des vautours *Gyps* d'élaborer et d'actualiser des plans nationaux de reconstitution des vautours, et de garantir leur application, prévoyant l'élevage pour la conservation et le lâcher.

5. PRIE INSTAMMENT les États des aires de répartition des vautours *Gyps*, en collaboration avec des ONG nationales et internationales et des gouvernements, d'apporter un appui spécial, technique et financier, pour permettre la mise en œuvre et l'actualisation du Plan de reconstitution des vautours d'Asie du Sud.

Auteur :
BirdLife International, Royaume-Uni

Co-parrains :

- Aaranyak, Inde
- Bombay Natural History Society, Inde
- Bird Conservation Nepal, Népal
- Royal Society for the Protection of Birds, Royaume-Uni
- The Peregrine Fund, États-Unis
- Wildlife Conservation Society, États-Unis
- Wildlife Protection Society of India, Inde
- Wildlife Trust of Bangladesh, Bangladesh
- WWF India, Inde
- WWF Pakistan, Pakistan

M032

Conserver la zone intertidale de voie de migration de l'Asie de l'Est – Australasie, notamment de la mer Jaune et ses oiseaux menacés

CONSIDÉRANT que la voie de migration de l'Asie de l'Est – Australasie accueille plus d'espèces d'oiseaux d'eau migrateurs dont des espèces menacées à l'échelle mondiale que n'importe quelle autre voie de migration au monde ;

INQUIET que 24 espèces d'oiseaux d'eau migrateurs dépendantes des zones humides intertidales soient classées comme Menacées ou Quasi menacées sur la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* dans le monde, notamment le bécasseau spatule (*Eurynorhynchus pygmeus*), classé En danger critique d'extinction ; la grue du Japon (*Grus japonensis*) et la petite spatule (*Platalea minor*), Menacées ; et l'oie cygnoïde (*Anser cygnoides*), la grue à cou blanc (*Grus vipio*) et la grue moine (*Grus monaca*), Vulnérables ;

PRÉOCCUPÉ par la détérioration rapide de la situation de neuf autres espèces actuellement étudiées et qui seraient Menacées ou Quasi menacées, probablement liée à la rapidité sans précédent du taux de conversion des zones humides intertidales dans la voie de migration de l'Asie de l'Est – Australasie (un taux supérieur à celui de la perte de la forêt tropicale), d'où l'urgence de mettre en place des activités de recherche et de coopération pour la restauration et la gestion des habitats ;

NOTANT en particulier le taux élevé de perte de zones humides intertidales autour de la mer Jaune et de la mer de Bohai (une perte impressionnante de 50% au cours de ces 30 dernières années) ;

NOTANT PAR AILLEURS que moins de 5% des zones intertidales de la plupart des pays des voies de migration de l'Asie de l'Est – Australasie sont des sites Ramsar ou des aires protégées ;

APPRÉCIANT les efforts actuels d'organisations non-gouvernementales internationales comme BirdLife Internaitonal, International Crane Foundation, World Wide Fund for Nature et Wetlands International pour conserver ces oiseaux en danger et leurs habitats dans la région ;

RAPPELANT les engagements antérieurs relatifs à la conservation des zones humides intertidales pris par les parties contractantes de la Convention de Ramsar dans les Résolutions VII.21 et VIII.4 et dans l'Objectif 2 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2009-2015* ;

SE FÉLICITANT de l'engagement de la République de Corée lors de la 10^{e} Conférence des Parties à la Convention de Ramsar en 2008 (paragraphe 22, Résolution X.22) qui affirmait que « les vasières intertidales devraient être protégées et que désormais aucun projet d'assainissement à grande échelle ne sera plus approuvé en République de Corée » ;

PRÉOCCUPÉ que, quatre ans plus tard, ces engagements ne semblent pas avoir ralenti le taux de mise en valeur (drainage) ;

RECONNAISSANT que les activités du Partenariat des voies de migration de l'Asie de l'Est – Australasie, une initiative régionale Ramsar, offrent un cadre international pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats ;

CONSCIENT que le déclin de la diversité biologique le long de la voie de migration de l'Asie de l'Est – Australasie est une indication évidente de la disponibilité décroissante d'écosystèmes intertidaux productifs, qui laisse présager des catastrophes écologiques

potentielles futures, notamment des conséquences irréversibles sur les ressources halieutiques et des effets catastrophiques sur la santé et les moyens de subsistance des populations humaines, et une baisse des investissements ;

RAPPELANT que tous les pays situés le long de la voie de migration de l'Asie de l'Est – Australasie sont des Parties à la Convention sur la diversité biologique et qu'ils ont adopté le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, dont les Objectifs 5, 12 et 14 sont ici particulièrement pertinents ;

TRÈS INQUIET de la difficulté d'atteindre les Objectifs d'Aichi tant qu'aucune action urgente ne sera prise pour lutter contre la perte des zones humides intertidales ; et

NOTANT les résultats du rapport indépendant « Analyse de situation de l'UICN sur les habitats intertidaux d'Asie de l'Est et du Sud-Est, et notamment de la mer Jaune » publié en mai 2012 par la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN avec le Bureau régional d'Asie, lequel a servi de contexte à la présente Motion ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres de l'UICN de réaliser une étude en profondeur qui :

    a. inclue des études de cas axées sur les oiseaux en danger et leurs habitats ainsi qu'une cartographie de l'habitat, pouvant être utilisées comme outil et base de connaissances afin de pouvoir sélectionner, conserver et restaurer les principaux sites pour la conservation des oiseaux en danger ;

    b. compare les bénéfices des services écosystémiques offerts par les zones humides intertidales, notamment les estrans et les habitats associés, en Asie de l'Est et particulièrement dans la région de la mer Jaune, par rapport aux bénéfices issus de la mise en valeur (drainage) ou de la conversion de ces habitats ;

    c. fournisse une liste des principaux sites abritant les oiseaux d'eau migrateurs et des principaux réseaux d'experts afin qu'ils partagent leurs expériences dans la conservation et la restauration des rizières, estuaires et zones humides intertidales, en tant qu'habitats essentiels pour les oiseaux en danger dans la région ; et

    d. évalue l'état des oiseaux en danger et leurs habitats, et propose les sites prioritaires à conserver et à restaurer de toute urgence.

2. ENCOURAGE les gouvernements des pays situés le long de la voie de migration de l'Asie de l'Est – Australasie à reconnaître l'importance internationale de leurs zones humides intertidales pour la diversité biologique et les services écosystémiques, en mettant un terme à toute future approbation de projets de mise en valeur côtière (drainage) sur les sites prioritaires pour la diversité biologique, quels que soient leur statut de protection, jusqu'à terminer l'évaluation complète de l'économie des services écologiques et l'identification des besoins de la diversité biologique.

3. ENCOURAGE PAR AILLEURS les gouvernements des pays situés le long de la voie de migration de l'Asie de l'Est – Australasie, soulignant l'importance de la coopération entre nations, à gérer efficacement et à mettre en place des plans d'action nationaux et internationaux d'ici à 2014 afin de garantir le futur de cette ressource fondamentale, en se concentrant sur :

a. l’obtention d’un accord déterminant les principaux sites abritant des oiseaux en danger et devant être conservés et restaurés en urgence, afin de parvenir à conserver, d’ici à 2020, au moins 10% de la zone intertidale en tant qu’aire protégée durablement gérée, les plus importantes étant désignées comme sites Ramsar et sites du patrimoine mondial de l’humanité ;

b. le renforcement de la Convention de Ramsar (et notamment sa ratification par la République démocratique populaire de Corée) afin de souligner l’importance des principaux sites et d’améliorer leur financement et la capacité à les gérer ;

c. le renforcement de la législation et de la gestion des aires protégées, et notamment l’amélioration de la flexibilité quant à l’intégration et au contrôle des activités humaines, afin de garantir la réalisation des objectifs en matière de conservation ;

d. la garantie qu’une planification accrue de la zone côtière n’entraînera pas de perte nette de la diversité biologique pour la zone intertidale, en adoptant les principes du développement durable et notamment en considérant entièrement les services écologiques et la diversité biologique dépendante des estrans et des habitats associés dans la planification intégrée, laquelle inclut des processus rigoureux d’Évaluations environnementales stratégiques et d’Évaluations d’impact environnemental, particulièrement la sélection exigeante par site qui envisage les alternatives, l’aménagement pour réduire les impacts, les compensations pour les dommages résiduels et le suivi afin d’évaluer l’efficacité des mesures d’atténuation et de déclencher une gestion adaptative ;

e. la restauration de zones humides intertidales endiguées importantes au niveau international, grâce à un échange tidal croissant vers ces sites ;

f. le renforcement de la prise de conscience, de la transparence et de la participation du public au vu de l’importance, des valeurs et des bénéfices des estrans et de leurs habitats associés ;

g. l’amélioration de la compréhension des besoins dans le domaine de la conservation des oiseaux, par davantage de suivi de leur population et de programmes de recherche sur les comportements des oiseaux migrateurs et leurs besoins écologiques ; et

h. l’utilisation du Partenariat des voies de migration de l’Asie de l’Est – Australasie existant comme mécanisme pour mettre en œuvre une stratégie claire afin d’orienter les investissements, les programmes et les activités pour renforcer la protection des habitats et des espèces le long de la voie de migration de l’Asie de l’Est – Australasie.

4. DEMANDE EN OUTRE à la Directrice générale et aux Commissions de l’UICN (dans la mesure de leurs ressources disponibles) de :

a. offrir une aide aux gouvernements des pays situés le long de la voie de migration de l’Asie de l’Est – Australasie, et notamment des pays limitrophes à la mer Jaune, afin de trouver des moyens durables de gérer les zones humides intertidales qui répondent aux besoins du développement économique et de la conservation de la diversité biologique, et d’offrir un soutien aux plans d’action nationaux et internationaux proposés ;

b. offrir une aide aux Membres de l'UICN en leur proposant un soutien technique, et en participant à leurs activités de sensibilisation, de renforcement des capacités et de gestion ; et

c. rapporter les progrès accomplis lors du prochain Congrès mondial de la nature.

Auteurs :

BirdLife International
Korean Society of Environment and Ecology, République de Corée
The Ecological Society of Korea

Co-parrains :

Australian Marine Conservation Society, Australie
Bombay Natural History Society, Inde
Ecological Society of the Philippines, Philippines
Foundation for the Philippine Environment, Philippines
Haribon Foundation for the Conservation of Natural Resources, Philippines
Korea National Park Service, République de Corée
Korean Association for Conservation of Nature, République de Corée
Korean Society of Environment and Ecology, République de Corée
Korean Wetlands Society, République de Corée
National Parks Association of New South Wales, Australie
National Parks Australia Council, Australie
Nature Policy Division, Ministry of Environment, République de Corée
Nature Society, Singapour
Nihon Gan-wo Hogo suru Kai, Japon
NPO Houjin Ramusaaru Nettowaaku Nihon, Japon
Royal Society for the Protection of Birds, Royaume-Unis
The Ecological Society of Korea, République de Corée
Wereld Natuur Fonds – Nederland, Pays-Bas
Wetlands International, Pays-Bas
Wild Bird Society of Japan, Japon
Wildfowl & Wetlands Trust, Royaume-Uni
Wildlife Conservation Society, États-Unis d'Amérique
Wildlife Trust of Bangladesh, Bangladesh
World Wide Fund for Nature, Hong Kong, Chine
World Wide Fund for Nature, Japon

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M033
Lutte contre la chasse illégale ou excessive des oiseaux migrateurs dans le pourtour méditerranéen

OBSERVANT que les pays du pourtour méditerranéen forment une importante aire d'hivernage et de reproduction pour de nombreuses espèces d'oiseaux migrateurs européens et africains, sont des étapes de repos importantes pour de nombreux oiseaux migrateurs, et sont un pont entre les continents européen et africain ;

OBSERVANT PAR AILLEURS que les oiseaux migrateurs représentent l'un des phénomènes les plus remarquables de la nature et que, pendant leur migration, les oiseaux sont particulièrement vulnérables à tous changements, toutes perturbations et tous dangers, comme la chasse, qui cause la mort de nombreux individus lors de leur voyage ;

GARDANT À L'ESPRIT le fait que la plupart des populations des espèces d'oiseaux migrateurs européens diminuent sérieusement, dans certains cas très rapidement, et que les gouvernements doivent, par conséquent, adopter des mesures urgentes car cette situation présente une menace sérieuse pour la conservation de la nature et l'équilibre des écosystèmes ;

CONSTATANT que la protection et la conservation des oiseaux migrateurs sont une responsabilité commune à tous les pays, d'origine, de destination ou de transit, tant dans l'Union européenne (UE) que dans le reste du bassin méditerranéen ;

GARDANT À L'ESPRIT le fait que des millions d'oiseaux qui migrent entre l'Europe et l'Afrique sont abattus pendant la saison de reproduction et au cours de leur migration, ou bien sont capturés et tués avec des moyens démesurés et sans discernement, tels que le poison, les filets, les pièges et la glu, très souvent sous le prétexte de conserver des traditions anciennes et populaires ;

CONSTATANT que certains pays méditerranéens sont soumis à une législation nationale et à des directives européennes qui devraient protéger correctement les oiseaux migrateurs, mais que ces pays ne font pas les efforts nécessaires pour faire appliquer cette législation, et autorisent et tolèrent des méthodes illégales qui provoquent la mort de millions d'oiseaux migrateurs chaque année ;

RECONNAISSANT que certains pays méditerranéens possèdent une législation adéquate pour protéger les oiseaux migrateurs, et que cette législation est en général appliquée, mais que le braconnage est encore pratiqué et qu'il devrait être éradiqué ;

CONSTATANT que d'autres pays ont une législation très laxiste sur la chasse des oiseaux migrateurs ou n'ont pas forcément les moyens de faire appliquer leur législation ;

RECONNAISSANT que certains pays ont fait des efforts pour mettre en pratique la Directive Oiseaux, l'ont transposée dans la législation de leur État et la font appliquer ;

INQUIET du fait que des dizaines de millions d'oiseaux, en particulier d'oiseaux migrateurs, meurent chaque année dans les pays du bassin méditerranéen pour cette raison, et que nombre d'entre eux appartiennent à des espèces dont la population est en sérieux déclin ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE l'accroissement du nombre des oiseaux tués au cours des dernières années, en particulier dans les pays méditerranéens comme l'Espagne, Malte, Chypre, la Grèce, l'Italie, l'Égypte et le Maroc, et que cela contribue au déclin démographique de nombreuses espèces ;

RAPPELANT que des recommandations particulières ont été faites aux gouvernements et à la société civile à ce sujet lors de la Conférence européenne sur la chasse illégale des oiseaux, qui a eu lieu à Larnaca (Chypre) le 7 juillet 2011, et au cours de laquelle il a été souligné que les solutions à ces problèmes exigent souvent une sensibilité culturelle particulière et la totale application des lois, première étape essentielle à ce processus ; et

RAPPELANT PAR AILLEURS la responsabilité de l'UE vis-à-vis de la conservation des oiseaux migrateurs, qui est Partie à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn) et à la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne) et a adopté les Directives Oiseaux (79/409/EEC) et Habitats (92/43/EEC) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT :

    a. les pays du bassin méditerranéen qui ont une législation convenable sur la chasse illégale des oiseaux migrateurs et qui appliquent cette législation avec rigueur, d'utiliser tous les moyens disponibles pour lutter contre le braconnage ;

    b. les États du bassin méditerranéen, membres de l'UE, de faire appliquer leur législation de protection des oiseaux et de mettre en pratique la Directive Oiseaux, mais de limiter les exceptions, prévues à l'article 9 de cette Directive, qui autorisent la capture ou l'abattage de certaines espèces d'oiseaux en quantités limitées mais qui sont souvent utilisées par des groupes dans le but de poursuivre la chasse illégale et les pratiques de braconnage ; et

    c. les pays dont la législation sur la chasse des oiseaux migrateurs est très laxiste, ou qui n'ont aucune législation, ou encore ne disposent pas des moyens nécessaires pour faire appliquer la législation, de faire les efforts requis pour mettre en place une législation qui garantira la conservation des oiseaux migrateurs sur leur territoire.

2. CHARGE la Directrice générale de :

    a. encourager, avec l'aide des Commissions de l'UICN, les efforts destinés à éradiquer la chasse illégale des oiseaux dans le bassin méditerranéen et d'y participer ;

    b. faire connaître la présente Résolution à toutes les organisations mentionnées ; et

    c. faire participer les Membres de l'UICN autour de la Méditerranée aux efforts communs destinés à éliminer la chasse illégale des oiseaux migrateurs.

Auteur :
Sociedad Española de Ornitología (*SEO/BirdLife*)

Co-parrains :
Asociación para la Defensa de la Naturaleza/WWF, Espagne
Ecologistas en Acción
Grup Balear d'Ornitologia i Defensa de la Naturalesa (GOB)
Fundación para la Conservación del Quebrantahuesos (FCQ)
Lliga per a la Defensa del Patrimoni Natural (DEPANA)
Fundación Naturaleza y Hombre (FNyH)
Acció Natura

Fundación Oxígeno
Oceánidas
Departamento de Medio Ambiente, Planificación Territorial, Agricultura y Pesca del Gobierno Vasco

Explanatory Memorandum

LARNACA DECLARATION

The European Conference on Illegal Killing of Birds, co-organized by the Council of Europe and the Game Fund of Cyprus (Ministry of Interior) in the framework of the Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats (Bern, 1979), was held in Larnaca, Cyprus from 6 to 8 July 2011. The event was attended by 100 participants representing various stakeholders, including Contracting Parties and Observers to the Bern Convention, international organizations, national and local authorities, enforcement agencies, nature conservation NGOs including hunting associations, scientific and research bodies, tourism industry, police authorities and mass media.

Recognizing that many bird species in Europe and worldwide are declining rapidly and that, for this reason, governments have adopted various measures to help birds, the Conference participants agreed that measures to tackle illegal killing are urgently required.

Despite efforts by many governmental authorities, illegal taking and trading in wild birds is still a serious pan-European problem with clear regional patterns, having a considerable negative impact on biodiversity across the continent. In some European countries, the driver for such activities is mainly direct or indirect financial profit for individuals or organized crime, generating illegal (untaxed) benefits not related to basic survival needs. Considering the multiple dimensions of illegal killing, trapping and trading of birds in Europe, such as the ecological/environmental, legal, economic, social and political aspects, a combination of measures, policies and strategies is necessary to solve the problem. These measures should sensitively combine law enforcement (including advocacy and judicial processes, effective investigative agencies, exemplary punishment and adequate court judgments), education and awareness of the general public and of specific target groups and securing political support mostly by strengthening the operational capacity of law enforcement agencies or bodies.

The participants in the European Conference on Illegal Killing of Birds call therefore on responsible stakeholders, governments, local communities, law enforcement agencies, nature conservation NGOs including hunting associations to unequivocally condemn all forms of illegal taking and trading in wild birds, and to pledge a zero tolerance approach to illegal killing, and a full and proactive role in fighting against this illegal activity, which represents a serious threat to biodiversity, damaging nature as well as human society. More detailed recommendations will be submitted to the 31st meeting of the Standing Committee to the Bern Convention to be held in Strasbourg on 29 November–2 December 2011 for possible adoption.

They include, *inter alia*:

i. The need to strengthen enforcement at each stage of the bird crime chain through appropriate targeting, scientific and technical support and cooperation;

ii. The need to recognize the significance of the illegal taking and trade of birds as a risk to the achievement and maintenance of favourable status of bird populations and a

damage to the conservation actions undertaken by the Parties with adverse impacts on the conservation, legal hunting, agriculture and tourism sectors; and

iii. The need to develop, finance and support national communication strategies promoting dialogue between relevant stakeholders and the wider public.

M034
La conservation des crabes fer à cheval asiatiques

CONSIDÉRANT que trois des quatre espèces de crabes fer à cheval dans le monde, nommément le *Tachypleus tridentatus*, *Tachypleus gigas* et *Carcinoscorpius rotundicauda*, se trouvent uniquement en Asie (d'où le nom général de crabe fer à cheval asiatique) et sont toutes confrontées à des menaces similaires ;

NOTANT que les États de l'aire de répartition incluent l'Inde, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines, la Chine et le Japon entre autres, et que le crabe fer à cheval asiatique a une forte symbolique culturelle dans plusieurs régions d'Asie ;

CONSIDÉRANT que le crabe fer à cheval asiatique appartient à l'embranchement des arthropodes et à la classe Merostomata, qu'il est étroitement lié aux trilobites préhistoriques, et qu'il a donc une valeur paléontologique significative ;

CONSTATANT la valeur biologique et médicale du crabe fer à cheval asiatique dont le sang, notamment celui du *T. tridentatus*, est employé dans l'industrie pharmaceutique pour produire le lysat d'amebocyte de limule, qui sert à tester l'absence de bactéries ;

NOTANT que ses habitats incluent les fonds marins, les plages de sable et les vasières intertidales, les mangroves, les bras de mer et les prairies sous-marines qui lui servent, entre autres, de zones d'habitats, d'aires d'alimentation, de zones de reproduction, d'écloseries et de nurseries ;

RECONNAISSANT, grâce aux études écologiques en cours, sa place extrêmement importante dans la chaîne alimentaire marine, en tant que charognard, prédateur et proie, et que ses œufs et juvéniles nourrissent les oiseaux et autres espèces marines ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que la classification 'Insuffisamment documenté' de trois espèces de crabes fer à cheval asiatiques sur la *Liste rouge de l'UICN* date de 1996 et qu'elle a besoin d'être mise à jour, notamment à la lumière des connaissances actuelles ;

SE FÉLICITANT de la création récente du Groupe de spécialiste du crabe fer à cheval au sein de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE), et RECONNAISSANT les efforts des défenseurs de la conservation et des scientifiques pour étudier ses schémas de répartition, ses besoins écologiques, son comportement reproductif, l'état de sa population et sa relation avec les autres espèces dans toute son aire de répartition, ainsi que les menaces auxquelles il est confronté ;

RAPPELANT notamment la Résolution 2.20 adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2^{e} Session (Amman, 2000), sur la *Conservation de la diversité biologique marine* ;

PRÉOCCUPÉ que les populations de crabes fer à cheval asiatiques aient été ou soient décimés par :

a. la destruction et la dégradation de leurs habitats causées par la mise en valeur des terres, le dragage et le développement côtiers, la construction de fortifications côtières empêchant l'expansion des plages, la modification des rivages et l'excavation et la perturbation des fonds marins ;

b. la perturbation de leurs habitats et l'impact de la pollution sur les populations et les habitats ; et

c. l'exploitation, la pêche et le commerce, notamment le *T. tridentatus* pour la production commerciale de lysat d'amebocyte de limule et les *tridentatus* et *T. gigas* pour l'alimentation, et les pertes engendrées par les captures accessoires ;

PRÉOCCUPÉ EN OUTRE que le déclin du crabe fer à cheval asiatique puisse s'accélérer du fait de la faible densité de sa population, de la faible diversité génétique, de la connectivité limitée entre les populations, des faibles taux de survie des œufs et des juvéniles et de l'augmentation du niveau de la mer du fait du changement climatique, à des niveaux qui rendent la restauration de populations viables compliquée ;

SACHANT que la conservation du crabe fer à cheval asiatique pourrait réellement progresser grâce à l'action des gouvernements nationaux et régionaux, d'organisations non-gouvernementales, de groupes autochtones et communautaires, d'organismes éducatifs, zoologiques et scientifiques et du secteur privé ; et

RECONNAISSANT, au vu des divers facteurs menaçants le crabe fer à cheval asiatique dans toute son aire de répartition, qu'il est essentiel d'appliquer le principe de précaution comme indiqué dans le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et noté dans la Résolution 3.075 *Appliquer le principe de précaution aux prises de décisions et à la gestion de l'environnement* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), et d'accélérer tous les efforts possibles pour le conserver, même si des recherches sont déjà menées et que des données sont rassemblées pour soutenir sa conservation ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. EXHORTE les Membres à conserver le crabe fer à cheval asiatique de par son importance comme ressource biologique essentielle pour la survie des écosystèmes au sens large, comme ressource scientifique et naturelle devant être gérée durablement, et comme espèce à forte symbolique culturelle.

2. ENCOURAGE les Membres à identifier les habitats importants qui le soutiennent et rappelle la Décision VII/5 de la 7e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique sur les cadres nationaux des aires protégées marines et côtières, qui préconise de lutter, par des stratégies appropriées intégrées de gestion marine et côtière, contre toutes les menaces aux habitats, y compris toutes les activités et systèmes d'incitation qui encouragent leur destruction et leur utilisation non durable, et de protéger officiellement ses habitats.

3. RAPPELLE la Résolution VII.21 de la 7e Réunion de la Conférence des Parties contractantes à la Convention Ramsar sur les zones humides, sur l'amélioration de la conservation et l'utilisation raisonnable des zones humides intertidales, et ENCOURAGE les Membres à identifier, conserver et, s'il y a lieu, désigner les zones humides d'importance internationale, les zones humides intertidales, y compris les vasières, les plages de sable, les mangroves et les prairies sous-marines qui nourrissent et soutiennent les populations de crabes fer à cheval asiatiques, et de les proposer comme « espèce repère » pour la conservation de ces écosystèmes.

4. INCITE les Membres à encourager le développement durable dans les zones adjacentes aux habitats du crabe fer à cheval asiatique afin de protéger ces habitats, de décourager les activités qui pourraient avoir un impact négatif sur la connectivité entre ces différents habitats ou altérer les processus naturels comme les mouvements des marées, de réhabiliter et restaurer les écosystèmes dégradés, et de reconstituer les stocks de populations pour soutenir le redressement de leur population.

5. PRIE INSTAMMENT les Membres d'identifier les menaces subies par le crabe fer à cheval asiatique dans leurs juridictions nationales et locales, de soutenir l'utilisation d'instruments législatifs, réglementaires et politiques et de mécanismes alternatifs, notamment des mesures d'incitation, des structures de financement et des stratégies de gestion afin d'encourager sa conservation et de soutenir la mise en œuvre de dispositions à son sujet et les efforts des organismes d'exécution chargés de sa protection.

6. EXHORTE les Membres à promouvoir la science participative, la participation communautaire, l'éducation et la prise de conscience comme éléments essentiels de la conservation du crabe fer à cheval d'Asie, et comme conditions préalables du renforcement des capacités et des connaissances à la base de tels efforts.

7. PRIE les Membres de développer dans toutes les juridictions leur effort de recherche et d'études sur le crabe fer à cheval d'Asie et les menaces à sa conservation, et de soutenir et faciliter les efforts du Groupe de spécialistes du crabe fer à cheval.

8. ENCOURAGE la coopération transfrontalière entre les États, les organisations non-gouvernementales et les organismes éducatifs, scientifiques et zoologiques pour améliorer la conservation du crabe fer à cheval d'Asie.

Auteur :
Nature Society, Singapour

Co-parrains :
Asia Pacific Centre for Environmental Law, Singapour
Centre for Environmental Legal Studies, PACE University, États-Unis d'Amérique
Bombay Natural History Society, Inde
Haribon Foundation for the Conservation of Natural Resources, Philippines
Malaysian Nature Society, Malaisie

M035

Actions en vue d'éviter l'extinction des dauphins rares : le dauphin Maui, le dauphin Hector, le marsouin de Californie et les dauphins d'eau douce d'Asie du Sud-Est

RAPPELANT que l'UICN depuis longtemps s'inquiète de l'impact qu'ont les humains sur les petits cétacés, et en particulier sur les dauphins menacés ;

RAPPELANT que les articles 61(4) et 119(1)(b) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), qui sont repris dans le *Code de conduite pour une pêche responsable* de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), exigent des États qu'ils gèrent leurs activités de pêche de manière, entre autres, à tenir compte des effets sur les espèces associées ou qui dépendent des espèces capturées, et à s'assurer qu'elles ne sont pas mises en danger par ces pêches ;

RECONNAISSANT que l'article 8(f) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) pousse les Parties à « favoriser la reconstitution des espèces menacées moyennant, entre autres, l'élaboration et l'application de plans ou autres stratégies de gestion » ;

NOTANT également que la Résolution 18.28 *Convention sur la conservation de la diversité biologique* adoptée par la 18e Assemblée générale de l'UICN (Perth, 1990) qui a précédé l'adoption de la Convention sur la diversité biologique en 1992, priait instamment « les parties négociatrices de garantir que les principaux efforts déployés pour l'élaboration de la convention s'orientent vers une conservation complète de la diversité biologique axée principalement sur les ressources génétiques sauvages et la conservation de la diversité biologique *in situ* » ;

CONFIRMANT le fort engagement de l'UICN à l'égard de la conservation des espèces et des habitats marins qui est reflété dans la Résolution 2.20 *Conservation de la diversité biologique marine* adoptée par le 2e Congrès mondial de la nature (Amman, 2000), et les Recommandations 1.17 *La conservation et la gestion du milieu côtier et marin* et 1.37 *Les aires marine protégées* adoptées par le 1er Congrès mondial de la nature (Montréal, 1996) et d'autres résolutions ;

CONSCIENT que le dauphin d'eau douce de Chine *(Lipotes vexillifer)* est déjà considéré comme étant éteint bien qu'il soit toujours officiellement classé par l'UICN comme étant « En danger critique d'extinction » ;

RAPPELANT la Résolution 19.61 *Prises incidentes d'espèces non visées* adoptée par la 19e Assemblée générale de l'UICN (Buenos Aires, 1994) qui exprimait la préoccupation que le niveau des prises incidentes constituait, à ce moment-là, une menace sérieuse pour le marsouin de Californie *(Phocoena sinus)* dans le golfe de Californie, Mexique, et incitait les États et les organisations à adopter des mesures raisonnables pour réduire les prises incidentes d'espèces non visées, si nécessaire en limitant éventuellement la pêche des espèces visées ;

NOTANT que le 2e Congrès mondial de la nature (Amman, 2002) par sa Résolution 2.71 *Plan d'action régional conjoint pour la conservation des dauphins d'eau douce (Platanista* spp. *et Lipotes* spp.) *dans la région de l'Asie du Sud* en appelait aux gouvernements et aux autres parties pour qu'ils entreprennent de manière urgente des actions pour protéger quatre espèces de dauphins d'eau douce, et parmi elles le dauphin d'eau douce du Gange *(Platanista gangetica),* le dauphin d'eau douce de l'Inde *(Platanista minor)* et le dauphin d'eau douce de Chine qui ne se trouvent que dans la région asiatique ;

RAPPELANT que la Résolution 2.71 soulignait que l'aire de répartition des dauphins d'eau douce du Gange et de l'Inde s'étend sur divers réseaux fluviaux au delà des frontières politiques, et qu'il est admis que, du fait de sa répartition, le dauphin d'eau douce du Gange appartient au patrimoine naturel et aux ressources communes de quatre pays, c'est-à-dire le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde et le Népal ;

RAPPELANT PAR AILLEURS que d'autres populations de dauphins d'eau douce sont menacées dans la région de l'Asie du Sud-Est, la sous-population du dauphin de l'Irrawaddy *(Orcaella brevirostris)* dans le fleuve Mahakam de Bornéo, Indonésie ;

NOTANT que la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* a classé le marsouin de Californie, espèce endémique de la partie supérieure du golfe de Californie au Mexique, « Vulnérable » en 1978, « Menacé d'extinction » en 1990, et « En danger critique d'extinction » depuis 1996 ;

CONSCIENT que la Résolution 4.025 *Éviter l'extinction du marsouin de Californie* Phocoena sinus adoptée par le 4e Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008) lançait un appel afin d'éviter l'extinction du marsouin de Californie et proposait un certain nombre de mesures à cet effet, et que le gouvernement mexicain, et d'autres, ont répondu à cet appel mais que, cependant, la situation reste précaire ;

SACHANT que la *Liste rouge de l'UICN* a également classé la population des dauphins Maui que l'on rencontre essentiellement le long de la côte ouest de l'île du Nord de la Nouvelle-Zélande « En danger critique d'extinction » ;

NOTANT que des scientifiques ont estimé, en 2012, que la population des dauphins Maui était composée de 55 individus (si l'on exclut les petits), que sa fécondité est très faible et qu'ils sont susceptibles d'être pris dans les filets maillants, heurtés par les bateaux et soumis à d'autres impacts humains ;

NOTANT ÉGALEMENT que la *Liste rouge de l'UICN* a classé le dauphin d'Hector de Nouvelle-Zélande comme étant « En danger » ;

AYANT CONNAISSANCE des conseils donnés par la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN et du Groupe de spécialistes des cétacés au gouvernement de Nouvelle-Zélande sur la nécessité d'élargir, dans l'aire de répartition des dauphins Maui et d'Hector, les secteurs dans lesquels ils sont protégés des filets maillants et du chalutage, secteurs déjà protégés mais qui ne couvrent pas l'ensemble de l'aire de répartition ;

RECONNAISSANT que la Résolution 4.027 *Interactions entre les pêches et les grands Cétacés* adoptée par le 4e Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008) demandait à tous les États actifs dans la gestion des pêches de protéger les habitats et les espèces en danger, et/ou de créer de nouvelles aires marines protégées et de les gérer efficacement, et rappelait aux autres membres la nécessité d'appliquer le principe de précaution à la gestion des pêches, conformément à l'*Accord sur les stocks de poissons* des Nations Unies de 1995 ;

AYANT CONNAISSANCE des conseils donnés par le Groupe de spécialistes des cétacés de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN et plus particulièrement des conseils donnés relativement au Plan de conservation des cétacés 2002-2010 dans le monde ;

FELICITANT les gouvernements du Mexique, de la Nouvelle-Zélande et d'Asie du Sud, et d'autres, des mesures qu'ils ont déjà prises ; et

CONSCIENT ÉGALEMENT du fait, qu'avec une meilleure protection, le niveau des populations de dauphins Maui, de marsouins de Californie et de certains dauphins d'eau douce pourrait s'écarter du seuil de l'extinction ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. INVITE le gouvernement de Nouvelle-Zélande à :

    a. étendre de manière urgente les mesures de protection des dauphins et en particulier d'interdire l'utilisation de filets maillants et du chalutage depuis la ligne côtière jusqu'à la courbe de niveau indiquant une profondeur de 100 mètres dans tous les secteurs où l'on rencontre des dauphins Maui et d'Hector, y compris dans les ports ;

    b. intensifier immédiatement le suivi et l'application des règlements et de mettre en place une surveillance totale des navires, utilisant les filets maillants ou le chalutage, autorisés à opérer dans les secteurs de l'aire de répartition des dauphins Maui et d'Hector jusqu'à ce que l'interdiction puisse être mise en place ;

    c. faire rapport sur les résultats de ces actions de suivi et d'application des règlements.

2. INVITE les gouvernements mexicain et américain, leurs organisations et les pêcheries, les Membres de l'UICN, le Secrétariat, les Commissions et diverses organisations et partenaires à approfondir résolument et avec énergie les mesures proposées dans la Résolution 4.025, et à prendre de nouvelles mesures afin de mieux protéger le marsouin de Californie.

3. DEMANDE à tous les États de l'aire de répartition des dauphins d'eau douce *(Platanista* spp*.* et *Lipotes* spp*.)* en Asie du Sud-Est de redoubler leurs efforts et leur coopération, entre eux et avec l'UICN, ses membres, la CSE et d'autres, afin de protéger les populations de ces espèces des pressions de la pêche, de la pollution et d'autres impacts, conformément à la Résolution 2.71 , et aux conseils émis depuis par les experts.

4. DEMANDE à la Commission de la sauvegarde des espèces et au Groupe de spécialistes des cétacés de contribuer au suivi portant sur la présence et le nombre de ces espèces de dauphins en danger et de faire rapport.

Auteur :

Environment and Conservation Organisations of New Zealand Inc

Co-parrains :

Asociacion Mesoamericana para la Biologia y la Conservacion
Universidad para la Cooperación Internacional (based in San Jose, Costa Rica)
Pronatura Mexico, A.C.
WWF US
Centro Mexicano de Derecho Ambiental A.C., Mexique
Asociacion Rescate y Conservacion de Vida Silvestre/Wildlife Rescue and Conservation Association (Guatemala)
Te Ipukarea Society Inc, Cook Islands
Royal Forest and Bird Protection Society, Nouvelle-Zélande
Loro Parque Fundación (Iles Canaries)
Nature Conservation Council of NSW

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M036
Moratoire sur la pêche du chinchard du Chili (*Trachurus murphyi*) dans les eaux internationales du Pacifique sud

PRÉOCCUPÉ par les conséquences biologiques de la détérioration régulière de la population du chinchard du Chili (*Trachurus murphyi*) dans le Pacifique sud qui a atteint son plus bas niveau jamais enregistré en 2011, le pourcentage de reproducteurs ayant décliné à 5% de ce qu'il aurait pu être sans pêche ;

CONSTATANT l'important impact socioéconomique de cette pêche qui se pratique dans les eaux qui vont de l'Équateur jusqu'au Sud du Chili, et dans les eaux internationales à proximité des zones économiques exclusives des pays adjacents, dans lesquelles pêchent les flottes nationales et internationales ;

INSISTANT sur l'importance de cette pêche pour la sécurité du travail des communautés de pêcheurs des pays côtiers ainsi que pour la sécurité alimentaire dans le monde ;

SOULIGNANT qu'en 2006, grâce à une initiative conjointe de l'Australie, du Chili et de la Nouvelle Zélande, a été initiée la mise en place de l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique sud (SPRFMO) dont le principal objectif est de garantir la durabilité de la pêche, en particulier du chinchard du Chili ;

OBSERVANT que, bien que trois conférences préparatoires aient été organisées en cinq ans, huit pays seulement ont ratifié aujourd'hui l'accord proposé par l'Organisation régionale de gestion des pêches et que la ratification par un pays supplémentaire en Amérique du Sud est nécessaire pour qu'il puisse entrer en vigueur, ce qui signifie que les mesures adoptées demeurent jusqu'à présent internes, volontaires et non contraignantes ce qui diminue leur efficacité ;

SIGNALANT, avec beaucoup d'inquiétude, que, selon le dernier rapport du Groupe de travail scientifique de cette Organisation régionale de gestion des pêches, publié en septembre 2011, les estimations indiquent que le pourcentage de reproducteurs de la population de chinchard du Chili est tombée en dessous de 20% de ce qu'il aurait pu être s'il n'y avait pas eu de pêche depuis 1996, et qu'en 2011 il aurait atteint seulement 5% de ce qu'il aurait pu être sans pêche ;

PRÉCISANT que des rapports scientifiques manifestent leur inquiétude sur le fait que, dans certaines zones de pêche, des chinchards du Chili d'une taille inférieure à la taille minimum admise légalement ont été pêchés par certains pays membres (26 cm FL au Chili et 31 cm TL au Pérou) ce qui réduit la possibilité, pour la biomasse reproductrice, de retrouver, dans un proche avenir, un niveau qui permettrait d'assurer la durabilité de la population ;

RECONNAISSANT l'importance des décisions prises par les pays qui ont participé à la 3^{e} conférence préparatoire de l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique sud qui se sont engagés, volontairement, à réduire les quotas des prises de chinchards du Chili en haute mer à 320 000 tonnes en 2012 ;

RAPELLANT l'article 7.6.10 du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO qui indique que « les États, les organisations et arrangements sous-régionaux et régionaux d'aménagement des pêcheries devraient, dans le cadre de leurs compétences respectives, prendre des mesures en faveur des ressources épuisées et de celles qui sont menacées de l'être, pour faciliter leur rétablissement durable… » ; et

RAPPELANT ÉGALEMENT l'Objectif d'Aichi 6 du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* précise : « …tous les stocks de poissons et d'invertébrés et plantes

aquatiques sont gérés et récoltés d'une manière durable, légale et en appliquant des approches fondées sur les écosystèmes… » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT la communauté internationale d'apporter son soutien aux initiatives visant à éviter la surpêche, et la pêche non déclarée et illicite, et la dégradation des stocks de poisons en général, et en particulier de ceux du chinchard du Chili.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN de mettre à leur ordre du jour le soutien des initiatives nationales, régionales et mondiales qui ont pour objet de restaurer les stocks de chinchards du Chili et de les ramener à un niveau qui assurera leur durabilité, et en particulier les initiatives qui ont pour but d'éviter la capture des poissons immatures et d'interdire la pêche pendant la saison de reproduction et, dans les pays côtiers, des mesures dans l'esprit de celles proposées par l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique sud.

3. INVITE les participants à la prochaine Conférence préparatoire de l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique sud à envisager de soutenir un moratoire sur la pêche du chinchard du Chili dans les eaux internationales pour une période de trois ans au moins, dans le cas où le prochain rapport technique du Groupe de travail scientifique, qui doit être prêt en septembre 2012, indiquerait que les mesures temporaires appliquées en 2011 et 2012 n'ont pas réussi à enrayer le déclin de la biomasse reproductrice du chinchard du Chili dans le Pacifique sud, ni à amorcer sa restauration.

Auteur :

Centro Desarrollo y Pesca Sustentable- CeDePesca, Argentine

Co-parrains :

APECO Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza, Pérou
Corporación Instituto Nazca de Investigaciones Marinas, Equateur
Fundación Humedales, Colombie
ALTROPICO- Fundación para el Desarrollo de Alternativas Comunitarias de Conservación del Trópico, Equateur
Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, Pérou

M037
Mesures de conservation pour les requins menacés et Quasi menacés

CONSIDÉRANT que la communauté internationale est de plus en plus préoccupée par le grand nombre d'espèces de requins qui sont menacées et dont le déclin se poursuit par suite d'une pêche non réglementée et de captures accessoires ;

CONSIDÉRANT EN OUTRE l'évaluation des requins pour la *Liste rouge*, réalisée par le Groupe de spécialistes des requins de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN ;

ALARMÉ que 30 % des espèces de requins et raies évaluées dans le monde soient classées En danger critique d'extinction, En danger, Vulnérables (et regroupées sous l'appellation Menacés) ou Quasi menacées d'extinction par la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* ;

INQUIET qu'environ les deux tiers des espèces de requins communément capturées dans les pêcheries en haute mer soient classées Vulnérables ;

CONSCIENT que la disparition des requins pourrait entraîner des bouleversements catastrophiques dans le milieu marin, y compris une cascade d'effets indirects résultant de modifications dans l'abondance d'autres organismes ;

RAPPELANT que la Recommandation 4.113 *Conservation des requins migrateurs et océaniques*, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) priait tous les États des aires de répartition des requins, les États pratiquant la pêche et autres entités d'élaborer des plans pour la protection des requins, conformément aux directives techniques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aux fins de l'application du *Plan d'action international pour la conservation et la gestion des requins*, de réviser ces plans régulièrement, et d'évaluer l'efficacité de leurs plans et règlements pour les requins, en particulier en améliorant le recueil de données sur les captures, les rejets et les débarquements, en réglementant rigoureusement la capture des requins et en protégeant les espèces menacées ;

NOTANT avec préoccupation que sept des 20 principaux « pêcheurs de requins » (pays, territoires et autres entités politiques faisant état de captures de requins à la FAO) n'ont, à l'heure actuelle, toujours pas de Plan d'action national pour la protection des requins ;

SE FÉLICITANT du rapport de la FAO sur l'application du Plan d'action international sur les requins élaboré en 1999 par la FAO et les difficultés rencontrées par les Membres du Comité des pêches dans la mise en œuvre de cet instrument, lequel rapport avait été demandé par les Membres du Comité à la 29e session, en février 2011 ;

CONSIDÉRANT la Recommandation 4.113 *Conservation des requins migrateurs et océaniques*, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e session (Barcelone, 2008), qui encourage, entre autres, la gestion prompte et coordonnée des opérations nationales et régionales de pêche au requin et, en particulier, l'adoption de limites de capture de précaution et/ou scientifiquement fondées pour les requins se déplaçant entre plusieurs zones, chevauchants, migrateurs et océaniques, en se basant sur le pourcentage élevé de requins pélagiques océaniques répertoriés comme Vulnérable sur la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* ;

RAPPELANT la Recommandation 4.111 *Conservation des tortues luths* Dermochelys coriacea *et des requins-marteaux* Sphyrna *spp. dans le corridor marin du Pacifique oriental tropical*, adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 4e Session (Barcelone, 2008), **qui**

demandait aux États côtiers concernés et aux organismes de pêche d'adopter et d'appliquer immédiatement des politiques pour assurer une protection élargie aux espèces menacées et recueillir des renseignements sur les prises accessoires de requins et faciliter l'accès du public à ces informations ;

RECONNAISSANT qu'en 2009, l'UICN a classé le requin marteau halicorne (*Sphyrna lewini*) dans la catégorie En danger ;

RAPPELANT que lors de la 15e Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) organisée en 2010, quatre espèces de requins ont été proposées pour inscription à l'Annexe II, dont le requin marteau halicorne (*Sphyrna lewini*) ;

INDIQUANT que lors de cette même 15e Conférence des Parties, le Groupe consultatif d'experts de la FAO est arrivé à la conclusion qu'il existait suffisamment d'éléments de preuves pour justifier l'inscription du requin marteau halicorne (*Sphyrna lewini*) à l'Annexe II de la CITES ;

RAPPELANT EN OUTRE le paragraphe 14 de la Résolution adoptée en 2011 par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la viabilité des pêches (Résolution A/66/L.22), qui appelle les États, par l'intermédiaire d'organisations et d'accords régionaux de gestion des pêches notamment, à adopter de toute urgence des mesures pour mettre intégralement en œuvre le Plan d'action international pour la conservation et la gestion des requins, pour les pêches aux requins ciblées et non ciblées, en se fondant sur les meilleures informations scientifiques disponibles et notamment en imposant des limites aux captures ou à l'effort de pêche ; en exigeant que les navires battant leur pavillon rassemblent et communiquent régulièrement des données sur les captures, les rejets et les débarquements de différentes espèces de requins ; en procédant, notamment dans le cadre de la coopération internationale, à des évaluations complètes des stocks de requins ; et en réduisant les prises accessoires de requins et la mortalité qui en découle ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ de constater qu'à l'heure actuelle, le Plan d'action international pour les requins n'a pas été mis en œuvre de manière efficace et qu'un cadre d'action concret fait encore défaut pour contrôler la pêche non sélective du requin marteau halicorne (*Sphyrna lewini*) dans la région Méso-Amérique et dans le corridor marin du Pacifique oriental tropical ;

ALARMÉ que les mesures en faveur de la conservation adoptées par les organisations régionales de gestion des pêches depuis le dernier Congrès mondial de la nature de l'UICN ne concernent pas encore la capture du requin mako *(Isurus oxyrinchus)*, qui est pourtant l'espèce de requin océanique à plus forte valeur commerciale ;

GARDANT À L'ESPRIT que les requins mako et petite taupe (*Isurus paucus)* sont répertoriés sur la *Liste rouge de l'UICN* comme Vulnérables dans le monde ; que les scientifiques de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique ont conclu en 2004 que des mesures pour réduire la mortalité par pêche étaient nécessaires pour améliorer l'état des populations de requins mako de l'Atlantique nord, et que cette évaluation serait mise à jour en 2012 ; qu'une évaluation des risques écologiques menée par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique a révélé que l'espèce mako était l'une des espèces de requins les plus vulnérables à la surexploitation de la pêche pélagique atlantique ; et que le Comité scientifique de la Commission pour la conservation des thonidés de l'Océan Indien a révélé les risques considérables qui menacent l'état des stocks de mako, au vu des niveaux actuels de pêche ;

SATISFAIT des efforts déployés par plusieurs organisations régionales de gestion des pêches pour interdire de conserver à bord, transborder, débarquer, stocker, vendre ou offrir à la vente certaines espèces de requins capturées dans leurs zones de compétences respectives mais notant qu'un petit nombre seulement d'espèces de requins menacées ou en danger sont protégées de cette manière ; et

APPLAUDISSANT la proclamation des eaux de la République des Palaos, de la République des Maldives, de la République du Honduras, du Commonwealth des Bahamas, de Tokelau et de la République des Îles Marshall, comme « sanctuaires pour les requins » grâce à des mesures de protection comme l'interdiction de la pêche commerciale aux requins dans toutes les zones économiques exclusives de ces pays ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 6 au 15 septembre 2012 pour sa session à Jeju, République de Corée :

1. PRIE INSTAMMENT les États des aires de répartition des requins, les États pratiquant la pêche, d'autres entités et les organisations régionales de gestion des pêches compétents d'interdire, dans les pêcheries dont ils ont la gestion, de conserver à bord, transborder, débarquer, stocker, vendre ou offrir à la vente toute partie de carcasse ou carcasse entière de requin inscrit dans les catégories En danger critique d'extinction, En danger, Vulnérable ou Quasi menacé sur la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées*, à moins qu'un plan de gestion de précaution, fondé sur des données scientifiques et prévoyant des mesures rigoureuses de suivi et d'application, ne soit en vigueur pour empêcher la pêche illicite, non-déclarée et non-réglementée et garantir qu'il n'y a pas de surpêche des requins et que les populations de requins sont en voie de reconstitution.

2. ENCOURAGE les États côtiers compétents à prendre des mesures fondées sur des données scientifiques pour conserver et gérer les requins de manière durable, par exemple, des limites de capture ou d'efforts de pêche, des mesures techniques notamment des mesures de réduction des prises accessoires, des sanctuaires, des saisons de fermeture et des mesures de suivi, de contrôle et de surveillance.

3. PRIE INSTAMMENT toutes les nations et organisations de pêches, notamment les Parties à la Convention sur les espèces migratrices, de soutenir l'application du Protocole d'entente de la Convention sur les espèces migratrices pour les requins migrateurs, en mettant notamment en place des plans de conservation régionaux pour les requins mako et petite taupe.

4. ENCOURAGE l'ensemble des pays et organisations de pêche à continuer à tout faire pour améliorer la coordination entre leurs organismes de gestion des pêches et de la vie sauvage sur ces questions.

5. EXHORTE tous les États des aires de répartition des requins, États pratiquant la pêche et autres entités à prendre des mesures appropriées pour améliorer la mise en œuvre du Plan d'action international sur les requins, en s'appuyant sur le rapport de la FAO, et les États et entités compétents à élaborer des Plans d'actions nationaux sur les requins et à le faire en priorité si leurs navires pratiquent une pêche ciblée aux requins ou capturent des requins de manière routinière dans des pêcheries non ciblées ou en tant que prises accessoires.

6. DEMANDE aux États et organisations régionales de gestion des pêches dans des zones où le requin marteau halicorne (*Sphyrna lewini*) est présent, qu'il s'agisse de zones de reproduction, d'alimentation et/ou de migration, d'assurer à titre permanent la protection de sa population ainsi que celle des espèces du même genre, nommément le requin

marteau lisse (*Sphyrna zygaena*) et le grand requin marteau (*Sphyrna mocarran*), grâce au contrôle et à la gestion des opérations de pêche, au renforcement de la réglementation, à l'amélioration des moyens de communication et à l'identification et à la protection rigoureuse des habitats essentiels pour la reproduction et l'alimentation de ces espèces.

7. RECOMMANDE que les Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) prennent en compte les données générées par l'évaluation de la *Liste rouge* réalisée par le Groupe de spécialiste des requins de la CSE/UICN, et examinent ces données pour envisager l'inscription d'espèces supplémentaires de requins à l'Annexe I ou à l'Annexe II de la CITES.

8. APPELLE la Directrice générale à promouvoir et à s'efforcer de réaliser les mesures décrites dans les paragraphes 1 à 5 ci-dessus.

Auteurs :

Pew Charitable Trust, États-Unis d'Amérique
Programa de Restauración de Tortugas (PRETOMA), Costa Rica
Fundación MarViva
Project AWARE Foundation

Co-parrains :

Department for Environment, Food and Rural Affairs, Royaume-Uni
Ministerio de Ambiente, Energía y Telecomunicaciones, Costa Rica
Asociación Preserve Planet. Código, Costa Rica
Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación, Costa Rica
Asociación Terra Nostra, Costa Rica
Asociación del Corredor Biológico Talamanca Caribe, Costa Rica
Asociación Conservacionista de Monteverde, Costa Rica
Bahamas National Trust, Bahamas
Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Allemagne
Fundación Malpelo y Otros Ecosistemas Marinos, Colombie
Fundación para la Promoción del Desarrollo Sustentable, Chili
Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible, Costa Rica
Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras José Benito Vives de Andreis, Colombie
Marine Conservation Biology Institute, États-Unis d'Amérique
Natural Resources Defense Council, États-Unis d'Amérique
Universidad para la Cooperación Internacional, Canada
WWF-International
Australian Marine Conservation Society
Coastal Oceans Research and Development – Océan Indien (Afrique de l'Est)
Ecologistas en Acción
Endangered Wildlife Trust
Island Conservation Society
Océanidas
Programa Restauración de Tortugas Marinas
Save Our Seas Foundation
Wildlife Conservation Society
Zoological Society of London

M038

Gestion préventive des thonidés par l'établissement de points-limites et de points-cibles de référence et amélioration de la gestion des dispositifs de concentration de poisson

ALARMÉ par la situation de cinq espèces de thons qui sont, selon l'évaluation de la *Liste rouge de l'UICN 2011* En danger critique d'extinction, En danger, Vulnérable et Presque menacées, nommément : le thon rouge du sud (*Thunnus maccoyii*) En danger critique d'extinction, le thon rouge de l'Atlantique (*T. thynnus*) En danger, le thon obèse (*T. obesus)* Vulnérable et le thon à nageoires jaunes (*T. albacares*) et le thon Albacore (*T. alalunga*) Presque menacés ;

CONSTATANT que les cinq organisations régionales de gestion de la pêche thonière sont responsables de la gestion des espèces de thonidés sur 91% de la surface de la Terre, soit un peu plus de 841 millions de km^2 ;

INQUIET que 60% des 23 stocks de thons soient plus ou moins entièrement exploités, et que 35% soient surexploités ou épuisés, selon *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2010* ;

INQUIET PAR AILLEURS des effets sur la pêche et les écosystèmes des prises non déclarées dans la pêche au thon, et notamment des chiffres d'une étude de 2011 *Attention au décalage : analyse de l'écart entre les quotas de thon rouge de Méditerranée et les chiffres du commerce international* réalisée par le Pew Environment Group, selon laquelle la totalité du thon rouge de l'Atlantique dans le commerce international est en fait supérieure de 141% au total prévu et basé sur les quotas ;

GARDANT À L'ESPRIT l'Article 6 de l'Accord des Nations Unies aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, le texte de la convention de la Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central, et la convention d'Antigua de la Commission interaméricaine du thon tropical, qui appellent tous les États et leurs membres à adopter une approche préventive afin de protéger les ressources marines vivantes et de préserver l'environnement marin ;

RAPPELLANT la Recommandation 3.075 *Appliquer le principe de précaution aux prises de décisions et à la gestion de l'environnement* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3^{e} Session (Bangkok, 2004) ;

RECONNAISSANT les deux types de points de référence de précaution devant être utilisés, conformément à l'Annexe 2 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relative à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs : les points-limites de référence biologique (également appelés points de référence pour la conservation) qui établissent des valeurs maxima de mortalité par pêche au sein de limites biologiques raisonnables permettant un renouvellement durable des stocks, et les points-cibles de référence biologique (également appelés points de référence pour la gestion) destinés à satisfaire les objectifs de gestion ;

SACHANT qu'environ la moitié des captures de thon dans le monde proviennent de pêches employant des dispositifs de concentration de poisson, mais que l'information sur le nombre exact de ces dispositifs à la dérive dans le monde, ainsi que leur position géographique, ne sont généralement pas partagées avec les scientifiques et responsables de pêches ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE les recherches démontrant que l'ampleur des dispositifs de concentration de poisson déployés à travers le monde pourrait altérer la fonction globale de l'écosystème océanique et changer le comportement naturel des espèces marines, sans qu'aucune gestion préventive ne soit parallèlement réellement mise en place ;

INQUIET des effets d'une utilisation déraisonnable des dispositifs de concentration de poisson qui sont, entre autres, l'augmentation importante de la mortalité par pêche des thons à nageoires jaunes et thons obèses juvéniles, des différences de taille et d'âge des captures cibles par rapport aux thons capturés sur bancs libres, la difficulté croissante d'évaluer correctement l'effectif de la population de thons, et les taux élevés de captures accidentelles, notamment pour les requins, les tortues de mer et les thons juvéniles;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION les interdictions d'utilisation des dispositifs de concentration de poisson en Afrique du Sud, en Colombie, au Panama, au Costa Rica, et les interdictions ou l'amélioration proposées des règlementations de plusieurs autres pays à ce sujet ; et

SE FÉLICITANT ÉGALEMENT des recommandations émises par les participants lors du Symposium international 2011 sur la pêche thonière et les dispositifs de concentration de poisson, organisé à Tahiti, du 28 novembre au 2 décembre 2011 ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les Organisations régionales de gestion de la pêche thonière à établir des points-cibles et des points-limites de référence pour les thons, ce qui serait une première étape pour mettre en œuvre une gestion préventive et inverser le déclin alarmant des stocks thoniers.

2. DEMANDE aux Organisations régionales de gestion de la pêche thonière et aux gouvernements de prendre des mesures pour améliorer la traçabilité des captures de thons et minimiser la pêche au thon illégale, non réglementée et non déclarée.

3. PRESSE les Organisations régionales de gestion de la pêche thonière à prendre les actions décrites ci-dessous quant à la gestion des dispositifs de concentration de poisson.

4. DEMANDE ÉGALEMENT aux États et organismes gouvernementaux Membres de l'UICN d'établir des points-cibles et des points-limites de référence pour les thons dans les eaux relevant des juridictions nationales.

5. PRESSE les États et organismes gouvernementaux Membres de l'UICN possédant des navires utilisant des dispositifs de concentration de poisson à prendre les mesures suivantes quant à la gestion de ces dispositifs :

    a. mettre au point et soumettre des plans de gestion des dispositifs de concentration de poisson à leurs Organisations régionales respectives de gestion de la pêche, et que ces dispositifs soient normalisés dans toutes les flottes et les régions afin que les Comités scientifiques des Organisations régionales de gestion de la pêche soient mieux informés sur l'ampleur de leur utilisation, les impacts potentiels sur les écosystèmes associés à leur prolifération incontrôlée et enfin les débris marins qu'ils véhiculent ;

b. demander aux navires de faire état du nombre et de la destination des dispositifs de concentration de poisson déployés et utilisés pour chaque voyage ;

c. bannir l'utilisation des navires de ravitaillement qui aident les dispositifs de concentration de poisson ;

d. faire l'inventaire et suivre tous les dispositifs de concentration de poisson dans leurs zones de convention respectives afin de saisir l'ampleur de leur utilisation et permettre ainsi une réglementation efficace ;

e. réaliser des recherches et des essais scientifiques afin de déterminer comment réduire les captures d'espèces non-cibles lors des pêches par dispositifs de concentration de poisson ; et

f. mettre en place une couverture d'observation à 100% sur les thoniers-senneurs afin de veiller au respect des mesures liées aux dispositifs de concentration de poisson et de fournir aux Organisations régionales de gestion de la pêche des données sur la composition des captures.

6. PRIE INSTAMMENT l'UICN, et notamment les membres de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et les Groupes de spécialistes concernés, de s'impliquer avec les Comités scientifiques des Organisations régionales de gestion de la pêche pour leur offrir des conseils et une expertise scientifiques.

7. APPELLE la Directrice générale à encourager et à faire son possible pour réaliser les actions décrites dans les paragraphes 1 à 6 ci-dessus.

Auteur :

Pew Charitable Trusts, États-Unis d'Amérique

Co-parrains :

Fundación para la Promoción del Desarrollo Sustentable, Chili
Fundación Malpelo y Otros Ecosistemas Marinos, Colombie
Marine Conservation Biology Institute, États-Unis d'Amérique (aujourd'hui Marine Conservation Institute)
World Association of Zoos and Aquariums, Suisse
Zoological Society of London, Royaume-Uni
Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras José Benito Vives de Andreis, Colombie

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M039
Mesures visant à reconstituer la population de thons rouges *(Thunnus thynnus)* de l'Atlantique est et de la Méditerranée

TENANT COMPTE DE la Résolution 4.028 *Mesures visant à reconstituer la population de thons rouges Thunnus thynnus de l'Atlantique est et de la Méditerranée*, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui demandait à la Directrice générale de l'UICN d'exhorter les gouvernements participant à la gestion de cette espèce, par le biais de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), à mettre un terme au désordre qui règne dans ce secteur du fait des pratiques abusives des entreprises et des autorités ;

SACHANT que cette même résolution demandait à la CICTA, comme première mesure visant la reconstitution de l'espèce et conformément à toutes les informations scientifiques dont dispose le Comité permanent pour la recherche et les statistiques (SCRS) de la CICTA, de créer des zones de protection pour les frayères dans la Méditerranée, notamment dans les eaux adjacentes aux îles Baléares, en Méditerranée centrale et en mer du Levant, pendant la saison du frai ;

PRÉOCCUPÉ de constater qu'aucune de ces zones essentielles à la reproduction, au prélèvement d'individus et, par conséquent, à la survie de l'espèce n'a fait l'objet d'une protection visant à répondre à l'urgence de la situation dans laquelle se trouve l'espèce ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ par le fait que, depuis l'adoption de cette recommandation par l'UICN, la capacité de pêche est restée au moins deux fois supérieure à celle qui permettrait de respecter le quota de pêche légal actuel et que les dernières captures ont été quatre fois supérieures au taux de capture maximal recommandé par les scientifiques pour prévenir l'effondrement de la population, avec une flottille de pêche à la senne coulissante opérant en Méditerranée capable de capturer au moins 54 000 tonnes, sans compter la capacité de pêche des autres types de filets ;

RECONNAISSANT que selon les rapports officiels sur les captures établis par les CICTA, 395 554 tonnes de thon rouge ont été pêchées dans l'Atlantique est et la Méditerranée entre 1998 et 2010 et que, selon les rapports officiels sur le commerce et les documents sur les exportations, on a signalé la capture et la commercialisation de 490 000 tonnes de thon rouge sur cette même période, cet écart témoignant de l'existence d'un dépassement de contingent de 98 250 tonnes et du fait que cette activité de pêche n'est toujours pas maîtrisée ;

PRÉOCCUPÉ de constater que le total admissible des captures autorisées (TAC) est actuellement de 12 900 tonnes, soit deux fois plus que le seuil recommandé par les scientifiques pour parvenir à reconstituer la population et obtenir une biomasse correspondant au rendement maximal durable (B_{MSY}) à l'horizon 2020 (Johannesburg, Directive de l'union européenne sur la stratégie sur le milieu marin) ; et

CONSIDÉRANT que la disparition des groupes de poissons plus âgés dans les bancs de poissons de l'Atlantique est et la diminution spectaculaire de la biomasse reproductive, qui n'est plus aujourd'hui qu'à 36% du niveau du début des années 1970, sont les symptômes indéniables d'un risque imminent d'effondrement de cette population ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN d'adopter immédiatement des mesures efficaces afin de protéger et restaurer les populations de thon rouge de l'Atlantique est et de la Méditerranée.

2. DEMANDE à la Directrice générale de :

    a. demander à la CICTA, de manière urgente, comme mesure décisive pour la reconstitution de l'espèce et conformément à toutes les informations scientifiques dont dispose le SCRS, de créer lors de sa réunion annuelle de 2012 des zones de protection pour les frayères dans la Méditerranée, notamment dans les eaux adjacentes aux îles Baléares, en Méditerranée centrale et en mer du Levant, pendant la saison du frai ;

    b. demander à la CICTA, lors de sa prochaine réunion annuelle :

        i. d'appliquer des mesures énergiques, comme la fermeture de la pêche, pour les Parties contractantes à la CICTA qui ne se seront pas conformées au Plan de réduction des capacités approuvé par cette même commission en 2009 et/ou qui n'auront pas mis en œuvre les mesures de contrôle convenues, ainsi que d'amender ce plan de manière à ce qu'il soit adapté aux captures réelles par flotte, compte tenu de leur sous-estimation actuelle ; et

        ii. d'appliquer également des sanctions, comme le fait de retirer leurs droits de pêche aux exploitants participant à des activités de pêche illégales et, par conséquent, au prélèvement de biens communs de l'humanité.

Auteur :
Ecologistas en Acción

Co-parrains :
WWF-España
Grup Ornitologic Balear
Fundación Lonxanet
Oceànidas
Fundación Oxigeno

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M040
Attirer l'attention sur la conservation des champignons

CONSIDÉRANT que les champignons sont un royaume biologique indépendant, distinct des animaux et des végétaux ;

CONSCIENT qu'il existe, de l'avis commun des scientifiques, probablement beaucoup plus d'espèces fongiques que d'espèces végétales ;

SOULIGNANT le rôle crucial joué par les champignons en tant que recycleurs des écosystèmes et reconnaissant que sans eux, la vie, si tenté qu'elle existe même sur notre planète, serait très différente ;

CONSTATANT que les champignons existent dans toutes les régions du monde et dans tous les principaux écosystèmes d'eau douce, terrestres et marins, et qu'ils offrent un équilibre nécessaire pour le fonctionnement sain de ces écosystèmes ;

RECONNAISSANT que les champignons sont extrêmement importants dans l'offre de services écosystémiques, notamment :

a. la dégradation des débris végétaux et le recyclage des nutriments issus de la décomposition végétale ;

b. l'offre de nutriments essentiels aux plantes (comme la symbiose mycorhizienne)

c. qu'ils constituent une source importante d'antibiotiques, de statines et autres produits pharmaceutiques, et qu'ils ont également d'autres applications commerciales et industrielles ; et

d. qu'ils sont une source d'aliments précieuse pour les humains;

INQUIET que le mouvement mondial en faveur de la conservation accorde aux champignons une attention et une priorité moindres que les végétaux et les animaux ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que seule une poignée d'espèces de champignons ont pour l'instant été répertoriées sur la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* ;

PERSUADÉ que les champignons sont tout autant menacés que les animaux et les végétaux, car ils sont dénués d'attributs spéciaux qui les protègent du changement climatique, de la cueillette, de la destruction de leur habitat, de leur persécution et de la pollution, et qu'il est avéré que le déclin sérieux de certains groupes de champignons est lié à des processus menaçants comme la nitrification ; et

PRENANTE NOTE DE la formation, par la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN, de cinq Groupes de spécialistes chargés de travailler sur les champignons pendant la période quadriennale 2009-2012 comme première étape pour donner plus de visibilité à la conservation des champignons ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE toutes les composantes de l'UICN, notamment les Membres, les Commissions et le Secrétariat, et plus généralement le mouvement en faveur de la conservation, à insister davantage sur la conservation des champignons, à l'établir comme une priorité, à admettre que les champignons constituent un royaume à part

entière, et à reconnaître que parler communément « des animaux et des végétaux » pour décrire toute la vie sur Terre n'est pas suffisant.

2. DEMANDE à la CSE, en travaillant avec les Membres et partenaires s'il y a lieu, d'augmenter fortement le nombre d'évaluations relatives aux champignons pour la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées*, en insistant particulièrement sur :

    a. les espèces dépendantes d'endroits, habitats, ou d'associations hautement menacés, et donc *a priori* exposées à un risque élevé d'extinction ;

    b. les espèces pour lesquelles les données relatives au risque d'extinction ont déjà été compilées, par exemple les 3 117 taxons nord-américains dont les données sont maintenues par NatureServe ;

    c. les groupes de champignons dont on pense qu'ils sont de bons indicateurs des impacts des principaux processus menaçants, comme la nitrification ;

    d. les champignons très connus et charismatiques, notamment ceux possédant une forte valeur en termes alimentaire pour les humains ; et

    e. des échantillons statistiquement représentatifs des groupes de champignons les plus connus.

3. APPELLE tous les gouvernements à accorder davantage de priorité à la mycologie, notamment la taxonomie mycologique et la découverte et la description d'espèces actuellement inconnues, et rappelle l'importance de renforcer les capacités dans la science de la mycologie dans le monde, en tant que base essentielle pour des futures mesures en faveur de la conservation.

Auteur :
NatureServe

Co-parrains :
A Rocha International
Conservation International
Durrell Wildlife Conservation Trust
EAZA
Provita, Venezuela
Zoological Society of London, Royaume-Uni

M041
Renforcer la formation et les capacités du personnel des jardins botaniques et des arboretums pour mettre en œuvre la *Stratégie mondial pour la conservation des plantes* 2020 en Asie de l'Est

CONSIDÉRANT que la région d'Asie de l'Est représente presque toutes les régions biogéographiques de forêts subtropicales, tempérées et tempérées froides, et abrite une diversité d'espèces et une hétérogénéité d'habitats considérables ;

S'INQUIÉTANT que les espèces et leurs habitats d'Asie de l'Est soient fortement dégradés par la densité démographique et la croissance économique élevées, et que la sensibilisation générale du public quant à la conservation de la diversité des plantes soit encore à améliorer ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la décision X/17 de la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), relative à l'adoption d'une mise à jour consolidée de la *Stratégie mondiale pour la conservation des plantes*, comportant notamment des objectifs mondiaux orientés sur les résultats pour 2011-2020, considérée comme cadre flexible au sein duquel les objectifs nationaux et/ou régionaux pourront être mis en place, en fonction des priorités et des capacités nationales ;

RECONNAISSANT que la *Stratégie mondiale pour la conservation des plantes* est un outil essentiel pour travailler ensemble et mettre un terme à la dégradation de la diversité des plantes dans la région, en travaillant en réseau à l'échelle régionale et en soutenant les efforts nationaux pour gérer les espèces et les habitats dans leurs pays respectifs ;

CONSCIENT que la perte de la diversité des plantes, notamment de la diversité génétique et des habitats, a une incidence directe sur le bien-être humain dans la région et la diversité culturelle, héritage de l'une des cultures les plus anciennes au monde ;

RECONNAISSANT l'importante contribution du Réseau des jardins botaniques d'Asie de l'Est pour mettre en œuvre la *Stratégie mondiale pour la conservation des plantes* ;

SALUANT les efforts actifs pour évaluer le statut de mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes en Asie, grâce à la publication du *Rapport sur la conservation des plantes en Asie 2010* ;

RAPPELANT que la 3e réunion du Réseau des jardins botaniques d'Asie de l'Est d'octobre 2010 à Nagoya, au Japon, avait insisté sur la création d'un réseau pour préparer la liste des espèces candidates de la région, afin de travailler ensemble à l'évaluation de la *Liste rouge de l'UICN* au-delà des frontières politiques ; et

SOULIGNANT le besoin d'élargir la portée des activités des jardins botaniques et arboretums dans l'application des objectifs de la *Stratégie mondiale pour la conservation des plantes* 2011-2020 ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN, à l'association Botanic Gardens Conservation International et aux organismes régionaux de conservation des plantes de mener des activités pour la conservation des plantes en Asie de l'Est qui incluent, sans être limitées à :

a. le Réseau des jardins botaniques d'Asie de l'Est, pour soutenir le travail de conservation des plantes et atteindre les objectifs de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes dans les pays de la région ;

b. le développement de la collaboration entre gouvernements et ONG, afin d'atteindre les objectifs de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes ;

c. le renforcement des capacités des organisations gouvernementales et non gouvernementales pour mettre en œuvre la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes à une échelle régionale, sous-régionale et nationale ; et

d. l'incitation à la collecte d'informations sur l'usage ethnobotanique et durable des ressources végétales par rapport à la diversité culturelle.

2. APPELLE la structure parapluie sous-tendant le Réseau des jardins botaniques d'Asie de l'Est à faciliter les objectifs de la *Stratégie mondiale pour la conservation des plantes* 2020 dans la région, en :

a. soutenant la recherche collaborative sur les espèces le plus souvent menacées dans la région ;

b. encourageant les échanges de personnel à court et à long terme ;

c. appliquant des objectifs sélectionnés par les jardins botaniques et les arboretums et en affichant ses propres objectifs atteignables dans le cadre de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes ;

d. facilitant la collaboration avec les institutions pertinentes en dehors des jardins botaniques afin d'atteindre les objectifs IV, V, VI et X ;

e. mettant en place des évaluations périodiques des objectifs de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes dans les pays de la région ; et

f. soutenant l'évaluation des besoins de renforcement de capacités pour la conservation des plantes dans la région.

3. PRIE INSTAMMENT tous les pays de la région à mettre en œuvre une Stratégie régionale pour l'Asie de l'Est quant à la conservation des plantes dans le cadre de la *Stratégie mondiale pour la conservation des plantes*.

Auteur :

Korea Forest Service (Korea National Arboretum of the Korea Forest Service)

Co-parrains :

Korean Association for Conservation of Nature
Korea National Park Service
National Institute of Biological Resources, Ministère de l'environnement, République de Corée
Jardins botaniques royaux de Kew, Royaume-Uni
Jardin botanique de la Chine du Sud, Académie chinoise des sciences

M042

Assurer la conservation grâce à la création d'aires protégées, comme énoncé sous l'Objectif 11 du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020*

RECONNAISSANT l'importance des 20 Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et l'engagement renouvelé à réussir à conserver au moins 17% des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10% des zones marines et côtières que traduit l'Objectif 11 et le fait qu'il conviendrait que ces zones soient « particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes », « écologiquement représentatives » et « bien reliées », mais aussi « gérées efficacement et équitablement » ;

SALUANT le fait que la COP10 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ait invité les organisations internationales, dont l'UICN, à fournir des informations scientifiques et à aider les Parties à mettre en œuvre le *Programme de travail sur les aires protégées* et, en particulier, à définir des objectifs nationaux et régionaux et à suivre les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi, y compris l'Objectif 11 ;

RECONNAISSANT la responsabilité qui incombe à l'UICN en ce qui concerne la tenue de la Base de données mondiale sur les aires protégées par le biais de son partenariat avec le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature (CMSC) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le rôle de chef de file joué par l'UICN en ce qui concerne l'établissement de normes de conservation pour définir les lieux importants pour la conservation de la diversité biologique mondiale afin de donner des orientations pour l'analyse des lacunes au plan national, les catégories de gestion des aires protégées, les types de gouvernance et les évaluations de l'efficacité de la gestion ;

CONSCIENT par ailleurs que l'Objectif 11 ne pourra être atteint qu'en intégrant les aires protégées administrées par des organismes d'État, les aires protégées faisant l'objet d'accords de gouvernance partagée, les aires protégées privées et les territoires et zones conservés par des populations autochtones et des communautés locales, en les reconnaissant et en les appuyant dans le cadre de programmes de développement national et sectoriel et de programmes de gestion des ressources naturelles et par le biais de la coopération régionale et transfrontalière ;

SACHANT que des aires protégées efficacement gérées, lorsqu'elles sont liées à d'importants couloirs de migration, peuvent servir d'assise aux objectifs de conservation et à l'intégrité de la biodiversité de paysages plus vastes pris en compte pour la réalisation des buts de l'Objectif 11 ;

CONSCIENT que l'élargissement des systèmes d'aires protégées ne devrait être envisagé qu'avec la participation pleine et effective des parties prenantes concernées, dans le plein respect de leurs droits et de leurs valeurs culturelles et en reconnaissance de leurs responsabilités, en gardant à l'esprit la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ;*

ESTIMANT, cependant, qu'une interprétation des implications de l'Objectif 11 à l'échelle nationale et régionale s'impose pour intensifier l'action, accroître la responsabilisation et éclaircir les termes et les mesures, notamment l'utilisation du terme « d'autres mesures de conservation efficaces par zone » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE au Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité d'étudier dans quelle mesure les systèmes d'aires protégées existants répondent à l'Objectif 11 à l'échelle nationale, régionale et mondiale et de soumettre des objectifs nationaux à l'examen des Parties à la CDB en vue de leur insertion dans leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique.

2. APPELLE les gouvernements à reconnaître la définition du terme aire protégée[1] donnée par l'UICN, y compris l'intégralité des catégories de gestion des aires protégées et les types de gouvernance, comme fondement premier pour l'intégration des aires afin de réaliser l'Objectif 11.

3. PRIE les Commissions et les Membres de l'UICN, le PNUE-CMSC, le consortium des peuples autochtones et les communautés locales et d'autres organisations à collaborer à l'appui de la Décision X/2 de la CDB aux fins de :

   a. élaborer des orientations techniques pour que les gouvernements répondent aux exigences de l'Objectif 11, notamment l'exigence relative aux zones « particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes » et intégrées dans des « systèmes de zones protégées gérés efficacement et équitablement, écologiquement représentatifs et bien connectés entre eux » ;

   b. élaborer des critères pour le terme « d'autres mesures de conservation efficaces par zone », notamment les Aires protégées privées, les Territoires autochtones de conservation et les Zones conservées par des populations autochtones et des communautés locales et les Sites naturels sacrés, afin de répondre aux exigences de l'Objectif 11 ;

   c. s'inspirer des politiques de sauvegarde sociale déjà mises en place par différents organismes pour proposer des orientations et des outils qui appuient l'application du principe du consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones, des communautés locales et autres propriétaires fonciers en matière de reconnaissance, de gouvernance et de gestion au sein de systèmes d'aires protégées de leurs territoires ou de leur propriété, ou des territoires ou propriétés faisant officiellement l'objet de droits sur les ressources ;

   d. élaborer des lignes directrices, diffuser des informations et fournir une assistance concernant les instruments et mécanismes juridiques ainsi que les systèmes d'aide à la décision pour parvenir à intégrer les systèmes d'aires protégées dans les plans d'occupation des sols, les plans de zonage spatial marin et les plans de développement sectoriel ;

   e. encourager les services de conseil et de formation pour étendre l'évaluation régulière de l'efficacité de la gestion à toutes les aires protégées et élaborer et mettre en œuvre un système en vue de l'évaluation volontaire de l'efficacité de la gestion et de la qualité de la gouvernance des aires protégées qui permettra de mieux faire connaître et de transmettre les approches concrètes et novatrices appliquées à la gestion et à la gouvernance des aires protégées (Liste verte de l'UICN des aires protégées répondant à une gouvernance et une gestion saines) ; et

[1] Selon la définition de l'UICN, une aire protégée s'entend d'« un espace géographiquement délimité, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature, ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés ». Dudley, N. (Éditeur) (2008). *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées.* Gland, Suisse: IUCN. x + 96pp. http://data.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/PAPS-016-Fr.pdf

f. mettre à jour, perfectionner et étoffer les principaux ensembles de données à l'appui de la publication d'éditions régulières du rapport *Protected Planet* qui suivra les progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif 11 à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

Auteur :

Conseil de l'UICN

M043
Biodiversité, aires protégées et zones clés pour la biodiversité

CONSTERNÉ de constater que la destruction et la conversion des habitats naturels demeurent le principal vecteur de perte de biodiversité ;

CONSCIENT de ce fait que la solution prioritaire en matière de conservation doit être de sauvegarder les lieux importants pour la conservation de la biodiversité à l'intérieur des aires protégées ;

SALUANT le fait que l'utilisation des aires protégées de toutes catégories et de tous types de gouvernance comme pierre angulaire des mesures en faveur de la conservation de la biodiversité porte ses fruits depuis longtemps ;

RECONNAISSANT le rôle de chef de file joué par l'UICN pour orienter ces solutions grâce à l'instauration de normes de conservation et la tenue de systèmes de données permettant à la communauté mondiale en charge de la conservation de publier des données conformes à ces normes, et plus particulièrement le rôle joué par :

a. la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN pour faciliter la mesure du risque d'extinction des espèces grâce aux *Catégories et critères pour la Liste rouge de l'UICN 2011* et à la publication de données par le biais de la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* ; et

b. la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN pour faciliter l'établissement de documents sur les objectifs de gestion des aires protégées grâce aux *Lignes directrices de l'UICN pour l'application des catégories de gestion des aires protégées* et la publication de données, en partenariat avec le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-WCMC), par le biais de la Base de données mondiale sur les aires protégées, et suite à la décision IX/18 de la CDB ;

SALUANT les efforts déployés par le Groupe de travail conjoint CMAP/CSE sur « La biodiversité et les aires protégées », en collaboration avec les membres de l'UICN, dont le WWF et la Société zoologique de Londres, des organismes partenaires tels que le PNUE-WCMC, l'Université de Copenhague, l'Université du Queensland et de nombreux autres, pour mieux comprendre les modifications de la diversité biologique à l'intérieur des aires protégées, déterminer les liens entre ces tendances en matière de biodiversité et la gestion des aires protégées, comparer ces évolutions aux changements à l'extérieur des aires protégées et, de cette façon, étayer les décisions en matière de politiques et de gestion adaptative pour assurer la réussite de la conservation ;

SALUANT ÉGALEMENT les efforts déployés par ce même Groupe de travail conjoint CMAP/CSE pour consolider les normes relatives à l'identification des zones clés pour la biodiversité en tant que lieux importants pour la conservation de la diversité biologique mondiale en application de la Résolution 3.013 du Congrès mondial de la nature sur *Les utilisations de la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* (Bangkok, 2004), pour fournir un cadre aux activités mises en place par plusieurs organismes membres de l'UICN et pour appuyer, entre autres, l'Objectif d'Aichi 11 du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, l'Élément programmatique n°1 du *Programme de travail sur les aires protégées* de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et l'Objectif n°5 de sa *Stratégie mondiale pour les conservation des plantes*, ainsi que l'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde, la Convention de Ramsar sur les zones humides, la Convention de l'UNESCO relative à la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, le HCV Resource Network (Réseau de ressources à haute valeur pour la conservation), l'Alliance pour l'extinction zéro

et les organisations intergouvernementales régionales comme le Centre régional de l'ANASE pour la conservation de la biodiversité ; et

PRÉOCCUPÉ, malgré tout, de constater que la communauté de la conservation ne dispose encore d'aucun système à l'intérieur duquel publier des données sur les tendances démographiques d'espèces aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des aires protégées, l'efficacité de la gestion des réserves pour obtenir des résultats positifs en faveur de la diversité biologique ou l'importance à l'échelle mondiale des lieux cruciaux pour la conservation de la biodiversité et l'étendue qu'ils représentent en termes d'aires protégées ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, la Commission mondiale des aires protégées et la Directrice générale :

    a. d'appuyer la création d'un système de données en vue du recueil et de la publication d'informations reliant la biodiversité et les aires protégées, et plus particulièrement :

        (i) des normes relatives à la qualité et à la quantité des données ;

        (ii) les tendances concernant la répartition et l'abondance des espèces à l'intérieur comme à l'extérieur des aires protégées, et la relation entre les tendances des espèces et les mesures de gestion en faveur des aires protégées ; et

        (iii) des documents sur l'importance à l'échelle mondiale des zones clés pour la biodiversité et sur l'étendue qu'elles représentent en termes d'aires protégées ;

    b. de procéder à la mise en place de ce système de données en s'appuyant, en renforçant et en collaborant avec des initiatives complémentaires, sans faire double emploi, à l'image de :

        (i) l'Indice Planète Vivante ;

        (ii) le Programme de suivi et d'évaluation des écosystèmes tropicaux ;

        (iii) la Base de données sur la biodiversité mondiale ;

        (iv) l'Outil intégré d'évaluation de la diversité biologique; et

        (v) le Centre d'information mondial sur la biodiversité; et

    c. d'entreprendre l'élaboration de ce système de données de façon à tirer parti et à établir des liens avec la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* (et des systèmes connexes, comme la Base de données mondiale des espèces envahissantes), la Base de données mondiale sur les aires protégées, y compris les données relatives à l'efficacité des mesures de gestion et la nouvelle Liste verte des aires protégées et, dès qu'elle aura été créée, la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN.

2. ENCOURAGE les organismes nationaux Membres de l'UICN et les autres organismes nationaux de conservation du secteur public, de la société civile et du monde universitaire à :

a. utiliser les normes établies dans le cadre de la consultation scientifique des parties intéressées entreprise par le Groupe de travail conjoint CMAP/CSE sur « La biodiversité et les aires protégées » pour orienter leurs activités de suivi des populations d'espèces à l'intérieur comme à l'extérieur des aires protégées, évaluer les liens entre gestion des aires protégées et résultats en termes de biodiversité et mettre en évidence l'importance à l'échelle mondiale des zones clés pour la biodiversité et l'étendue qu'elles représentent en termes d'aires protégées dans leur pays ;

b. collecter, gérer et publier des données sur la biodiversité et les aires protégées non seulement à l'intérieur de systèmes propres à chaque pays mais aussi à l'intérieur de systèmes de données qui seront conçus à cette fin à l'échelle internationale par l'UICN, sachant que les organismes responsables de la collecte des données en garderont la propriété et les droits s'y rapportant, conformément aux Principes du Patrimoine de connaissances sur la nature ; et

c. veiller à ce que ces données soient facilement disponibles et accessibles à l'appui de la prise de décisions à tous les paliers de compétence.

3. PRIE la Directrice générale de mobiliser les bureaux régionaux et le Programme mondial de l'UICN à l'appui de ces efforts nationaux afin de collecter, de compiler et de publier des données conformément aux normes mondiales sur la biodiversité et les aires protégées.

4. INVITE les organes scientifiques des Accords multilatéraux sur l'environnement à reconnaître l'utilité de ces normes pour assurer le suivi des populations d'espèces à l'intérieur comme à l'extérieur des aires protégées et mettre en évidence l'importance à l'échelle mondiale des zones clés pour la biodiversité et l'étendue qu'elles représentent en termes d'aires protégées, à l'appui de leurs processus respectifs, et à utiliser les données publiées et mises à jour en conséquence par le biais des systèmes de données de l'UICN en application de la Décision X/20 de la Conférence des Parties à la CDB.

Auteur :

Conseil de l'UICN

M044
Intégration des critères de conservation de la nature dans les politiques de planification territoriale

CONSIDÉRANT que les stratégies et les programmes de préservation particulièrement axés sur la conservation de la biodiversité n'ont pas permis d'enrayer la dégradation des habitats et la perte de diversité biologique à l'échelle mondiale, et qu'il existe un consensus sur la nécessité de réviser le modèle et les principes en vigueur en matière de conservation de la biodiversité ;

RECONNAISSANT l'importance des services environnementaux fournis par les écosystèmes pour le bien-être des sociétés en général, et en particulier, le rôle fondamental que jouent les écosystèmes dans le piégeage du carbone, la régulation du cycle hydrologique, ou l'approvisionnement en eau, matériaux et aliments, parmi de nombreux autres services et processus écologiques ;

CONSTATANT que la matrice territoriale constitue le support physique indispensable au maintien des services environnementaux assurés par les écosystèmes, et qu'elle fait l'objet d'activités de nature et d'objectifs très différents en fonction des dispositions des politiques de planification territoriale ;

SOULIGNANT l'importance des espaces naturels et semi-naturels pour la constitution et la qualité écologique de la matrice territoriale, en tant qu'éléments de la connectivité écologique, indépendamment de leur degré de protection juridique ;

CONSIDÉRANT que la planification territoriale constitue un instrument politique crucial, qui permet d'élaborer des stratégies d'ajustement permettant de concilier la conservation de la qualité écologique de la matrice territoriale avec l'implantation des infrastructures et des activités nécessaires au développement socio-économique ; et

RAPPELANT des documents pertinents en la matière, notamment la Résolution 4.062 *Améliorer les réseaux écologiques et les aires de conservation assurant la connectivité* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008); le domaine central du *Programme de l'UICN 2013-2016* sur la valorisation et la conservation de la diversité biologique, et plus spécifiquement, le résultat 1.2, Politiques et actions à l'appui de la conservation de la biodiversité ; l'objectif 1.2 du *Programme de travail sur les aires protégées* de la Convention sur la diversité biologique, consistant à intégrer les aires protégées dans des zones terrestres et marines plus vastes afin d'assurer le maintien des fonctions et des structures écologiques ; l'initiative de l'Union européenne pour la mise en place d'une infrastructure verte, dans le cadre de sa politique de biodiversité après 2010, dont l'objectif est d'intégrer totalement le thème de la biodiversité dans toutes les politiques de l'Union européenne ; et le But stratégique A des Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, « Gérer les causes sous-jacentes de l'appauvrissement de la diversité biologique en intégrant la diversité biologique dans l'ensemble du gouvernement et de la société » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux États, aux autorités sous-nationales et aux collectivités locales Membres ayant compétence en matière de gestion territoriale, d'aménager et de gérer le territoire en prenant en considération les éléments naturels et semi-naturels, ainsi que les processus écologiques qu'ils abritent, car la conservation et la restauration de ces derniers exercent une incidence positive directe sur la qualité de vie des populations.

2. DEMANDE aux États, aux autorités sous-nationales et aux collectivités locales Membres d'intégrer des critères de conservation du patrimoine naturel dans toutes leurs politiques sectorielles liées à l'utilisation et la gestion du territoire, au-delà même de la planification territoriale.

3. PROPOSE que les États, les autorités sous-nationales et les collectivités locales Membres ayant compétence en matière d'aménagement du territoire définissent un modèle territorial dans lequel les établissements humains, les infrastructures de transport et d'énergie, l'agriculture, l'élevage, la sylviculture, la pêche et l'exploitation minière, ainsi que l'ensemble de l'activité économique, se développent en accord avec la conservation de la biodiversité et du patrimoine naturel.

4. RECOMMANDE de mettre au point ce modèle territorial à l'aide d'instruments de planification et d'autres techniques d'aménagement territorial, définissant notamment un système représentatif de protection des valeurs de la nature, incorporant les aires protégées et assurant la perméabilité écologique de la matrice territoriale ainsi que les services environnementaux fournis par les écosystèmes; et

5. DEMANDE à la Directrice générale de:

   a. souligner, dans le *Programme de l'UICN 2013-2016* et dans le cadre des priorités à moyen terme relatives au renforcement des politiques et de la gouvernance, l'importance de la planification territoriale comme élément clé sous-tendant les critères de conservation applicables à l'ensemble de la matrice territoriale ;

   b. diffuser la valeur de l'infrastructure verte et de la matrice territoriale comme fondement des éléments du patrimoine environnemental, culturel et socio-économique ;

   c. définir des lignes directrices relatives à la mise en valeur de l'infrastructure verte par le biais de la planification territoriale ; et

   d. soutenir des initiatives existantes, telle que la *European Green Infrastructure*, dont les objectifs sont en accord avec ceux de la présente motion.

Auteur :
Departament de Medi Ambient i Habitatge, Generalitat de Catalunya

Co-parrains :
Acciónatura
Eco-Unión
Seo/BirdLife
Fundación Oxígeno
Fundación Naturaleza y Hombre
Sociedad Geológica de España

M045
VI^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN organisé à Sydney en 2014

RAPPELANT que le V^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN intitulé « Bénéfices au-delà des frontières » a été accueilli par l'Afrique du Sud en 2003 et a abouti à des résultats et des recommandations qui ont eu une incidence significative sur la gestions des aires protégées à l'échelle mondiale grâce, notamment, à la Décision VII/28 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) relative au *Programme de travail sur les aires protégées* ;

NOTANT que le Gouvernement australien et l'État de la Nouvelle-Galles du Sud ont proposé d'accueillir le VI^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN à Sydney, Nouvelle-Galles du Sud, Australie, en novembre 2014 ;

PRENANT NOTE de l'excellent travail déjà accompli par la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN (CMAP) et par le Forum mondial des dirigeants des aires protégées dans le cadre des préparatifs du prochain Congrès mondial sur les parcs de l'UICN ;

PRENANT NOTE ÉGALEMENT des préparatifs déjà entamés par le Gouvernement japonais dans la perspective du Congrès asiatique des parcs qui se tiendra en 2013 et dont les conclusions seront prises en compte dans le VI^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN ;

PRENANT NOTE PAR AILLEURS des préparatifs déjà entamés par la Fondations WILD en partenariat avec le Gouvernement espagnol dans la perspective du WILD10, le 10^e congrès mondial sur les milieux sauvages, qui se tiendra à Salamanque, Espagne, en octobre 2013 et dont les conclusions seront également prises en considération lors du VI^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN ;

RECONNAISSANT de l'appui déjà accordé à l'UICN dans le cadre des préparatifs du VI^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN par Parks Australia et Parks Victoria, Australie, par le Parks and Wildlife Service of Queensland, Australie, par le National Park Service des États-Unis, par Parks Canada et par Parques Nacionales Naturales de Colombia ;

NOTANT la volonté de l'Union de réaliser des progrès mesurables dans chacun des trois Domaines de programme décrits dans le *Programme de l'UICN 2013-2016*, chacun d'entre eux faisant référence au rôle et à la fonction des aires protégées en ce qui concerne la fourniture de produits de connaissance, l'obtention de résultats sur le terrain et la capacité à exercer une influence sur les politiques ;

NOTANT EN OUTRE que le VI^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN examinera l'état des aires protégées dans le monde et la réalisation de l'Objectif 11 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, évaluera les principaux problèmes auxquelles elles se heurtent et décidera de la voie à suivre pour le restant de la période du Plan stratégique en vue de l'examen des Objectifs du Millénaire pour le développement (Objectif 7) pour la prochaine décennie et au-delà ; et

NOTANT PAR AILLEURS qu'il est prévu que le VI^e Congrès mondial sur les parcs de l'UICN se concentre sur le rôle central des aires protégées en ce qui concerne la valorisation et la conservation de la nature, sur la gouvernance efficace et équitable de l'utilisation de la nature et sur l'application de solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux, autant d'éléments clés du *Programme de l'UICN 2013-2016* qui aideront également la communauté internationale à réaliser les Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique* et du *Programme de travail sur les aires protégée*s ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, république de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. CONVIENT que le VI^{e} Congrès mondial sur les parcs de l'UICN qui se tiendra à Sydney, en Australie, devrait être une composante importante du *Programme de l'UICN 2013-2016*.

2. INVITE tous les Membres de la famille de l'UICN à participer activement au Congrès.

3. PRIE INSTAMMENT les Membres et donateurs de l'UICN à accorder tout le soutien financier, technique et intellectuel possible au Secrétariat et à la CMAP qui préparent cette manifestation, à fournir une assistance aux participants des pays en développement et à contribuer à la préparation et à la diffusion des résultats de façon à garantir le succès du VI^{e} Congrès mondial sur les parcs de l'UICN.

4. APPELLE la Directrice générale à mobiliser tous les services du Secrétariat en appui au VI^{e} Congrès mondial sur les parcs de l'UICN.

Auteur :

Department of Sustainability, Environment, Water, Population and Communities

Co-parrains :

Universidad para la Cooperación Internacional
Parks Victoria
Wild Foundation
InterEnvironment Institute
Australian Conservation Foundation

M046
Parcs sains – populations saines

CONSTATANT qu'il y a de nombreuses preuves de la forte relation qui existe entre nature, santé et bien-être des humains ;

NOTANT que l'UICN a souvent soutenu et fait la promotion de l'importance de cette relation symbiotique, directement ou de manière implicite, mais qu'elle doit reconnaître formellement la nécessité d'une action dans cette direction ;

NOTANT ÉGALEMENT que le numéro d'avril 2009 de la publication de l'UICN *Planète conservation* était consacré à « la Santé et l'environnement » ;

RÉALISANT que le monde moderne a devant lui un avenir redoutable, où les maladies non transmissibles sont la principale cause de mortalité, que, de plus en plus souvent, les risques sanitaires sont liés au manque d'activité physique et à un mauvais régime alimentaire, et que la population urbaine est maintenant plus nombreuse que la population rurale partout dans le monde ;

PRENANT EN COMPTE la déclaration suivante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. » ;

RÉALISANT qu'il existe un lien direct entre activité physique et réduction des risques d'insuffisance coronarienne, d'accidents cardiovasculaires et de diabète, et qu'il y a une relation dose-effet pour les maladies cardiovasculaires et le diabète, et la réduction des risques dans le cas d'activités d'endurance régulières de 150 minutes par semaine ;

CONSTANTANT que la *Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé* avalisée par l'Organisation mondiale de la santé en 2004 et le *Plan d'action 2008-2013 pour la Stratégie mondiale de lutte contre les maladies non transmissibles* prient instamment les États membres de mettre en œuvre des programmes et des actions en vue d'améliorer le niveau d'activité physique de leurs populations ;

CONSTATANT PAR AILLEURS que le rapport « Health benefits of contact with nature » (Bénéfices pour la santé des contacts avec la nature), commissionné par Parks Victoria (Australie) et préparé par Deakin University, Melbourne, Australie (2002, révisé 2008), première étude complète de la littérature mondiale destinée à mettre en évidence les nombreux bénéfices (à la fois mentaux et physiques) offerts par la nature aux personnes et aux communautés, a été très largement approuvé au plan international ;

NOTANT que la publication du WWF *Arguments for Protection – Vital Sites – The contribution of protected areas to human health* (Arguments en faveur de la protection – Sites vitaux : la contribution des aires protégées à la santé humaine) soutenue par l'OMS et la Banque mondiale, met en évidence les bénéfices qui peuvent être obtenus ;

SACHANT que le National Trust du Royaume-Uni a récemment publié un rapport « Natural Childhood » (Une enfance naturelle) qui souligne la nécessité d'organiser des contacts avec la nature pour le développement des enfants ;

RAPPELANT que, lors du dernier Congrès mondial de la nature en 2008, l'importance des relations entre la nature et la santé publique avait été prise en compte et constituait l'un des trois thèmes : « Environnements sains – Populations saines » ;

AYANT Á L'ESPRIT qu'il ressort des discussions portant sur la planification du prochain Congrès mondial des parcs en 2014, en Australie, que le Programme global des aires protégées de l'UICN considère l'importance des relations synergiques entre diversité biologique et santé humaine comme un élément essentiel du programme de cet événement, événement qui contribuera à une meilleure reconnaissance de l'importance de la nature ;

SOULIGNANT que le US National Park Service, conscient de sa signification et de son importance eu égard à ses responsabilités, a adopté l'approche « Parcs sains - population saines » comme une orientation stratégique importante et a présenté en novembre 2011 son Plan d'action stratégique pour les Etats-Unis « Parcs sains – Populations saines » comme un plan directeur destiné à éclairer et amplifier les moyens du système national des parcs de faire la promotion de la santé et du bien-être ;

NOTANT que le *Programme 2013-2016 de l'UICN* reconnaît ouvertement que la diversité biologique, la conservation et la gestion des écosystèmes sont en mesure de favoriser le bien-être humain ; et

FAISANT VALOIR que, en avril 2010, le congrès international inaugural « Parcs sains – Populations saines » organisé par Parks Victoria à Melbourne, Australie, a attiré 1 200 délégués de 37 pays représentant de très nombreuses disciplines, et a débouché sur le Communiqué de Melbourne qui constitue le point de départ de la présente motion ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SALUE l'évolution de l'UICN qui reconnaît aujourd'hui les avantages qu'il y a à favoriser de manière synergique les écosystèmes sains, la santé humaine et le bien-être.

2. RECOMMANDE que l'UICN et ses Membres adoptent la philosophie « Parcs sains – Populations saines » et s'engagent à améliorer leur compréhension des relations entre nature et populations et à les renforcer, tout en reconnaissant que le succès dépend d'une coopération interdisciplinaire et d'alliances.

3. RECOMMANDE que l'UICN et ses Membres travaillent, en étroite coopération avec l'OMS et d'autres organismes mondiaux, en faveur d'une planète saine et d'une humanité saine, et continuent de promouvoir, encourager et faire progresser la santé et la vitalité des parcs et des communautés dans le monde.

4. RECOMMANDE à l'UICN et à ses Membres d'entreprendre, ensemble et avec des organismes clés dans le monde, des recherches et des analyses afin de mieux développer des justificatifs convaincants en faveur de politiques nationales, infranationales et locales.

5. RECOMMANDE à l'UICN et à ses Membres de mettre en œuvre des initiatives susceptibles d'avoir des résultats à la fois sur la santé humaine et sur la diversité biologique, d'en faire la promotion mondialement, et d'établir des partenariats et des alliances avec les communautés de santé et médicales pour mieux faire reconnaître que les parcs et les aires protégées sont des instruments de guérison et des sources vitales pour la santé et le bien-être.

6. ENGAGE toutes les composantes de l'UICN et leurs partenaires, ainsi que tous les acteurs concernés, à adopter la philosophie « Parcs sains – Populations saines ».

Auteur :

US National Park Service, États-Unis d’Amérique

Co-parrains :

Parks Victoria, Australie
Korea National Park Service, République de Corée
Department of Environmental Affairs, Afrique du Sud
Department of Environment and Natural Resources, Australie
Parks Canada, Canada
Conservation Volunteers Australia, Australie

M047

Adoption et application uniforme des lignes directrices pour la gestion des aires protégées

RAPPELANT la Recommandation V.19.5 du 5e Congrès mondial des parcs qui demande que « l'UICN produise, de toute urgence, en collaboration avec des organisations partenaires et dans le cadre d'un mécanisme participatif, une édition révisée et mise à jour des lignes directrices de 1994 » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 3.048 *Lignes directrices de l'UICN pour les catégories de gestion des aires protégées* adoptée par le 3e Congrès mondial de la nature (Bangkok, 2004), qui demandait d'entreprendre, de manière prioritaire, une évaluation et une mise à jour des *Lignes directrices pour les catégories de gestion des aires protégées* publiées en 1994 ;

RAPPELANT AUSSI qu'il existe un Groupe d'étude sur les catégories de gestion de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), établi en réponse à la Résolution 3.048 ;

SACHANT que la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) lors de sa septième session ordinaire, 9-20 février 2004, à Kuala Lumpur, Malaisie, a reconnu formellement « l'intérêt d'un système unique et international de classification des aires protégées et l'avantage de fournir des informations comparables entre les pays et les régions » (décision VII/28, 31)

RAPPELANT le sommet de la CMAP à Almeria en 2008, au cours duquel plus de cent experts des aires protégées de 60 pays ont atteint un consensus sur la révision des définitions des aires protégées et des lignes directrices pour les catégories de l'UICN ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la publication de l'UICN en 2008 *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées* préparée en réponse à la Résolution 3.048 ;

RAPPELANT PAR AILLEURS la Résolution 4.035 *Renforcer les travaux de l'UICN concernant les aires protégées* adoptée par le 4e Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008) ;

SE RÉFÉRANT à la Recommandation 4.123 *Promouvoir les aires protégées des Catégories V et VI pour la conservation de la diversité biologique* adoptée par le 4e Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008) qui reconnaissait le travail fait par le Groupe d'étude sur les catégories de gestion de la CMAP et la publication de 2008 : *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*, et incitait à l'utilisation de la série complète des catégories d'aires protégées ; et

RAPPELANT la publication de l'UICN *Guidelines for Protected Areas Legislation, 2011* (Lignes directrices pour la législation sur les aires protégées) et les plus importants principes d'utilisation des catégories de l'UICN dans la législation et les politiques ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux membres de l'UICN d'adopter les *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion des aires protégées* de 2008.

2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements d'adopter et d'appliquer les *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion des aires protégées* de 2008.

3. CHARGE PAR AILLEURS la Directrice générale de s'assurer que les *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion des aires protégées* sont appliquées de manière uniforme dans l'ensemble d'Un seul Programme de l'UICN.

Auteur :

The WILD Foundation, États-Unis d'Amérique

Co-parrains :

Universidad para la Cooperación Internacional, Costa Rica
The Asociacion Mesoamericana para la Biologia y la Conservacion, Costa Rica
The George Wright Society, États-Unis d'Amérique
InterEnvironment Institute, États-Unis d'Amérique
Center for Environmental Legal Studies, États-Unis d'Amérique

M048
Développement de critères objectifs pour une Liste verte des espèces, des écosystèmes et des aires protégées

PRÉOCCUPÉ de voir que l'érosion de la diversité biologique s'est accélérée depuis que la Convention sur la diversité biologique (CDB) a été adoptée en 1993, et que les espèces et les écosystèmes perdus, et les aires protégées dégradées sont par eux-mêmes d'une grande valeur et essentiels au bien-être des humains ;

NOTANT que l'extinction des espèces et la diminution de leur population contribuent toutes les deux à l'érosion de la diversité biologique, et que cette érosion conduit à la dégradation des écosystèmes naturels et au déclin des services fournis par les écosystèmes ;

RECONNAISSANT le rôle irremplaçable joué par les *Listes rouges de l'UICN des espèces menacées* dans l'évaluation des risques d'extinction des espèces et d'effondrement des écosystèmes, et par la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN dans la promotion de la bonne gestion des systèmes d'aires protégées dans le monde ;

SOULIGNANT qu'il est essentiel de concentrer les efforts pour éviter le déclin de l'érosion de la diversité biologique et renverser la tendance, mais que ce n'est pas suffisant, et qu'il faut les compléter par une stratégie en vue de recouvrer les espèces et les écosystèmes, et de promouvoir une bonne gestion des systèmes naturels pour assurer leur conservation, y compris grâce à la création de systèmes d'aires protégées gérés efficacement ;

RECONNAISSANT qu'une espèce conservée avec succès s'auto-entretient sur le plan démographique et écologique, est génétiquement solide, en bonne santé, que sa population est distribuée dans son aire de répartition historique dans des milieux écologiquement représentatifs, y compris dans des systèmes d'aires protégées représentatifs, et, dans le cas d'espèces largement distribuées, que des populations semblables sont présentes dans chaque milieu écologique dans le but d'accroître leur résilience dans toute l'aire de répartition ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que le succès de la conservation dépend de la restauration des espèces et des écosystèmes menacés, et du maintien des populations, des espèces et des écosystèmes en parfait état de fonctionnement, et de leur saine protection, y compris au moyen de systèmes d'aires protégées gérées efficacement, assurance contre les risques actuels et à venir, changement climatique inclus ;

SATISFAIT DE CONSTATER que les actions de conservation au cours des quatre dernières décennies, y compris les progrès réalisés dans la création de systèmes efficaces d'aires protégées terrestres et marines, ont avec succès permis de diminuer le glissement vers l'extinction de très nombreuses espèces par comparaison avec leur état tel qu'on aurait pu le prévoir en l'absence de telles actions ;

SATISFAIT DE CONSTATER également que les gouvernements nationaux, et de nombreuses autres organisations, ont fait des efforts sérieux pour renforcer les systèmes d'aires protégées existants afin de prendre en compte la représentativité et la pérennité de la diversité biologique *in situ* et d'améliorer l'efficacité de la gestion et les résultats de la conservation de la diversité biologique en accord avec le *Plan d'action de Durban* de l'UICN et le *Programme de travail sur les aires protégées* de la CDB ;

TENANT COMPTE DU FAIT que les décisions relatives à la conservation locale, nationale et internationale, et leur financement, font fréquemment appel, pour fixer les priorités, à la *Liste rouge de l'UICN* pour connaître l'état et le degré de protection dans les aires protégées ;

RECONNAISSANT que la CMAP a bien fait progresser les travaux sur une Liste verte de l'UICN des aires protégées bien gérées, en s'appuyant sur des standards objectifs qui permettent de mesurer les succès d'une gestion efficace et d'une gouvernance équitable des aires protégées en accord avec l'Objectif 11 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* de la CDB ;

NOTANT qu'il est nécessaire de s'entendre sur une série de normes pour la conservation non seulement pour évaluer les extinctions ou les risques d'effondrement (c'est à dire les catégories et les critères de la *Liste rouge de l'UICN*), mais également pour classer de manière systématique les succès de la conservation et de la gestion des espèces et des écosystèmes, reconnaissant ainsi et encourageant les actions de conservation, et complétant la *Liste rouge de l'UICN* avec des « listes vertes », définies de manière objective, des espèces et des écosystèmes ;

NOTANT PAR AILLEURS que de telles normes pour les aires protégées, les espèces et les écosystèmes seraient profitables et encourageraient également les investissements en faveur de programmes et de politiques qui mettent en valeur et mesurent les succès de la conservation et l'efficacité de la gestion ; et

RECONNAISSANT qu'en principe, les critères des listes vertes pourraient s'appliquer à n'importe quel niveau pertinent, espèces, écosystèmes, aires protégées et sites, paysages terrestres et marins importants pour la diversité biologique ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE la Commission de la sauvegarde des espèces(CSE), la CGE et la CMAP de l'UICN, dont les réseaux respectifs d'experts apportent un soutien ainsi que des orientations scientifiques et des informations sur la conservation des espèces, des écosystèmes et des aires protégées, de conduire des consultations scientifiques internationales en vue de développer, pour les listes vertes, des critères objectifs, transparents, reproductibles qui mesurent systématiquement les succès de la conservation des espèces et des écosystèmes, comme des aires protégées.

2. PRIE la CSE, la CGE et la CMAP d'explorer les possibles synergies avec les critères développés pour la Liste verte des aires protégées bien gérées, pour, éventuellement, développer une approche cohérente des critères des toutes les listes vertes.

3. PRIE la Directrice générale d'apporter son soutien à ces actions.

4. PRIE la CSE, la CGE et la CMAP de faire rapport au prochain Congrès mondial la nature de l'UICN.

5. PRIE INSTAMMENT les pays de travailler avec les composantes pertinentes de l'UICN pour développer et mettre en œuvre les listes vertes, et de noter aussi bien les risques que les succès afin de donner une image complète de l'état des espèces et des écosystèmes, et d'évaluer l'état de la gestion et de l'efficacité des aires protégées partout dans le monde.

Auteur :

The Wildlife Conservation Society

Co-parrains :

PROVITA, Venezuela
A Rocha International, Royaume-Uni
Durrell Wildlife Conservation Trust, Royaume-Uni
NatureServe, États-Unis d’Amérique
St.Louis Zoological Park, États-Unis d’AmériqueWetlands International, Pays-Bas
Zoological Society of London, Royaume-Uni

M049

Proposer des objectifs de couverture des aires protégées en se fondant sur des systèmes de certification et d'évaluation de la gestion

RECONNAISSANT l'importance des 20 Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la biodiversité biologique 2011–2020* et l'engagement renouvelé figurant sous l'Objectif 11 à assurer la protection d'au moins 17% des zones terrestres et d'eaux intérieures et à faire en sorte que ces zones fassent partie de réseaux d'aires « particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes », que ces réseaux soient « écologiquement représentatifs et bien reliés », et que ces zones soient également « gérées efficacement et équitablement » ;

NOTANT que la 10e Conférence des Parties à la CDB organisée à Nagoya, au Japon, du 18 au 29 octobre 2010 a invité les organisations internationales, dont l'UICN, à fournir des informations scientifiques et à aider les Parties à mettre en œuvre le *Programme de travail sur les aires protégées* et, en particulier, à définir des objectifs nationaux et régionaux et à suivre les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi, y compris l'Objectif 11 ;

RECONNAISSANT que cette même Conférence, dans sa décision X/31, a invité les parties prenantes à améliorer le niveau et l'efficacité de l'élaboration des systèmes d'aires protégées et à utiliser les critères normalisés à l'échelle mondiale pour l'évaluation, l'extension et l'amélioration des systèmes d'aires protégées nationaux ;

RECONNAISSANT l'orientation stratégique n°2 du Plan d'action pour les aires protégées de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) sur les connaissances, la science et la gestion des aires protégées qui encourage une réelle amélioration de l'efficacité de la gestion des aires protégées au niveau mondial ;

RECONNAISSANT la responsabilité qui incombe à l'UICN en ce qui concerne la tenue de la Base de données mondiale sur les aires protégées, en collaboration avec le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE–WCMC), afin de donner des orientations pour l'analyse des lacunes au plan national, les catégories de gestion des aires protégées, les types de gouvernance et les évaluations de l'efficacité de la gestion ;

CONSCIENT par ailleurs que les objectifs ci-dessus mentionnés ne pourront être atteints qu'en intégrant les aires protégées administrées par des organismes d'État, les aires protégées faisant l'objet d'accords de gouvernance partagée, les aires protégées privées et les territoires et zones conservés par des populations autochtones et des communautés locales, en les reconnaissant et en les appuyant dans le cadre de programmes de développement national et sectoriel et de programmes de gestion des ressources naturelles et par le biais de la coopération régionale et transfrontalière ;

CONSCIENT EN OUTRE qu'il est urgent de renforcer le rôle des aires protégées dans la réalisation des objectifs mondiaux de conservation, notamment en ce qui concerne la diminution des taux d'extinction et la couverture des espèces menacées dans les réseaux d'aires protégées ;

SACHANT que des aires protégées efficacement gérées, lorsqu'elles sont liées à d'importants couloirs de migration, peuvent servir d'assise aux objectifs de conservation et à l'intégrité de la biodiversité de paysages plus vastes pris en compte pour la réalisation des buts de l'Objectif 11 ;

CONSCIENT que l'amélioration de l'efficacité de la gestion des systèmes d'aires protégées ne peut être envisagé qu'avec la participation pleine et effective des parties prenantes

directement concernées, dans le plein respect de leurs droits et de leurs valeurs culturelles et en reconnaissance de leurs responsabilités, en gardant à l'esprit la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* ; et

ESTIMANT, cependant, qu'une interprétation des implications de l'Objectif 11 à l'échelle nationale et régionale s'impose pour intensifier l'action, accroître la responsabilisation et éclaircir les termes et les mesures, notamment l'utilisation du terme « *gérées efficacement et équitablement* » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

PRIE les Commissions et les Membres de l'UICN, le PNUE-WCMC, le Consortium des aires conservées par des peuples autochtones et des communautés locales et d'autres organisations apparentées à collaborer à:

a. au renforcement de l'initiative de l'UICN visant à élaborer un système international de certification des aires protégées afin de favoriser les pratiques de bonne gestion et de répondre aux exigences de l'Objectif 11 et à l'orientation stratégique n°2 du *Programme de travail sur les aires protégées* ;

b. la définition d'objectifs de couverture des aires protégées en se fondant sur les évaluations et certifications réalisées et en proposant comme but fondamental de couvrir au moins 10% des écorégions nationales dans le cadre d'aires protégées relevant des catégories I à IV, dont l'efficacité de la gestion a été démontrée en faveur de la conservation a été démontrée ; et

c. l'intégration et le renforcement dans les systèmes d'évaluation de l'approche fondée sur les droits, notamment en ce qui concerne les droits des populations autochtones et des communautés locales traditionnelles.

Auteur :
Asociación Guyra Paraguay, Paraguay

Co-parrains :
IPÊ Instituto de Pesquisas Ecológicas (Institute for Ecological Research), Brésil
Fundación Hábitat y Desarrollo, Argentine
Fundación Moisés Bertoni, Paraguay
Centro Ecuatoriano de Derecho Ambiental, Équateur
Instituto de Derecho y Economía Ambiental, Paraguay
Fundación Urundei, Argentine
Fundación Pro-Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie
Provita, Venezuela
Comité Nacional pro Defensa de la Fauna y Flora-CODEFF, Chili
Fundaçâo o Boticário de Proteçâo à Natureza, Brésil
Fundación para la Conservación del Patrimonio Natural Biocolombia, Colombie
Fundación Patagonia Natural, Argentine
Fundação Biodiversitas, Brésil

Memorándum explicativo

Se propone esta moción específica para generar un mecanismo que garantice que las metas de cobertura de área bajo área protegida tenga un manejo efectivo y verificado y no

se trate de un “Parque de Papel” más. Es decir, que aparte de las evaluaciones de la gestión que se pudiera realizar, también se pide un sistema que certifique que ese proceso es válido y se establecen metas sobre las áreas protegidas verificadas. Esta moción se basó en, y complementa a, la propuesta presentada por el Consejo Global de la UICN, con número 46 bajo áreas protegidas.

M050
Constitution d'un forum à l'intention des gestionnaires d'aires protégées transfrontalières

RECONNAISSANT l'importance cruciale des aires protégées quand il s'agit de faire face à des problèmes généraux et régionaux interconnectés, liés aux changements environnementaux, à la dégradation des ressources biologiques et culturelles, à la sécurité des personnes et de l'environnement, et de fournir les biens et les services environnementaux essentiels à la communauté des humains et à d'autres communautés écologiques ;

APPRÉCIANT le fait que la création et la gouvernance des aires protégées ont été une priorité pour l'UICN et ses Membres ;

NOTANT cependant les régions qui peuvent être réservées pour en faire des aires protégées sont limitées, et que ces régions ont des périmètres précis géographiquement et définis légalement ;

SOULIGNANT le rôle vital joué par les réseaux écologiques dans la conservation de la diversité biologique et culturelle face aux changements environnementaux et à l'insécurité, par exemple, par l'amélioration de la résilience des écosystèmes et de la mobilité des espèces ;

OBSERVANT que le nombre des aires protégées transfrontalières est en constante augmentation, de même que la coopération transfrontière pour la gestion des aires protégées ;

RECONNAISSANT que la conservation transfrontalière en coopération stimule les relations pacifiques tout en prenant en charge les menaces environnementales communes ;

SACHANT que la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN a publié une étude *Transboundary Protected Areas for Peace and Co-operation* (*les aires protégées transfrontalières pour la paix et la coopération*), et que de nombreux États ont fait progresser la conservation de la diversité biologique et la paix en créant des aires protégées transfrontalières qui sont gérées de manière collaborative ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que malgré les efforts faits pour promouvoir la conservation par delà les frontières, les aires protégées transfrontalières sont confrontées à des défis particuliers du fait de l'existence des limites des juridictions internationales ou infranationales, du blanchiment et du trafic des ressources naturelles, entre autres, à de obstacles juridiques, puisqu'elles relèvent de juridictions diverses quant au mouvement des rangers, des armes et des équipements, et des équipes vétérinaires, à des ressources limitées pour soutenir une collaboration au niveau de la programmation, à des difficultés pour trouver des financements pour des activités transfrontalières, à l'insécurité régionale, à l'instabilité du soutien politique au plus haut niveau et à une connaissance insuffisante des expériences de conservation transfrontalière dans d'autres parties du monde ; et

CONVAINCU qu'effectivement la gestion des aires protégées transfrontalières sera améliorée grâce à un apprentissage en commun des gestionnaires d'aires protégées s'appuyant sur le partage de l'information et de l'expérience des défis rencontrés sur le terrain, des préoccupations, des meilleures pratiques et des possibilités particulières qui s'offrent aux aires de conservation transfrontalières ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 *:*

1. INVITE la Directrice générale, la CMAP, le Groupe de spécialistes et le Thème sur les peuples autochtones, les communautés locales, l'éthique et les aires protégées (TILCEPA) à mettre en place un forum destiné aux autorités des aires protégées actives dans la conservation transfrontalière, qui encouragerait le partage des connaissances et des informations, l'amélioration des compétences et la coopération, et aborderait les préoccupations d'intérêt commun en s'appuyant sur les réseaux du Congrès mondial des parcs.

2. CHARGE la Directrice générale et les Membres de l'UICN d'encourager la participation des autorités pertinentes des aires protégées, des gestionnaires et des rangers au forum de la conservation transfrontalière.

Auteur :
Center for Environmental Legal Studies, Pace Law School, Royaume-Uni

Co-parrains :
Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación, Costa Rica
Centre International de Droit Comparé de l'Environnement, France
Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATIE), Costa Rica
Departamento de Ambiente, Paz y Seguridad, Universidad para la Paz, Costa Rica
Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee, Afrique du Sud
Instituto de Derecho y Economía Ambiental, Paraguay
Universidad para la Cooperación Internacional, Costa Rica

M051
Mise en œuvre des meilleures pratiques en matière de restauration écologique à l'intérieur et à proximité des aires protégées

RECONNAISSANT que le *Programme de l'UICN 2013-2016* souscrit au fait que des écosystèmes en bonne santé et restaurés sont des contributions d'un bon rapport coût-efficacité pour relever les défis mondiaux du changement climatique, de la sécurité alimentaire et du développement économique et social et que des connaissances crédibles et fiables pour valoriser et conserver la biodiversité conduisent à de meilleures politiques et une action plus efficace sur le terrain ;

NOTANT que le *Programme de l'UICN 2013-2016* ne décrit pas en quoi la restauration écologique à l'intérieur et à proximité des aires protégées contribue à l'application de stratégies spécifiques et à l'obtention de résultats dans le cadre du Programme ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que la restauration écologique, y compris la restauration d'au moins 15% des écosystèmes dégradés dans le monde, est fondamentale pour réaliser les objectifs du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi, notamment les Objectifs 14 et 15 ;

CONSCIENT que la réalisation de l'Objectif 11 du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et des objectifs globaux du *Programme de l'UICN 2013-2016* nécessitera de veiller à l'amélioration de la gestion des aires protégées et au renforcement de la connectivité entre elles, et notamment à la restauration des écosystèmes terrestres et aquatiques et des paysages terrestres et marins concernés ainsi que des écosystèmes d'aires protégées en cas de dégradation ;

CONSCIENT PAR AILLEURS que répondre aux priorités en matière de restauration écologique à l'intérieur et à proximité des aires protégées nécessitera la collaboration et le soutien des partenaires et parties prenantes afin de réduire les pressions exercées sur les réseaux d'aires protégées et de mener des actions de restauration écologique en dehors des limites des aires protégées qui contribueront à la réalisation des buts et objectifs relatifs aux aires protégées, en particulier de ceux traitant de la connectivité entre les aires protégées ;

RAPPELANT le Programme de travail sur les aires protégées adopté à la 7^{e} session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Décision VII/28 de la COP 7,), en particulier les sections 1.5.3 et 1.2.5, qui demandent que des mesures soient prises pour réhabiliter et restaurer l'intégrité écologique des aires protégées, ainsi que des corridors, réseaux et zones tampons, et la section 3.3.3, qui demande l'élaboration, l'utilisation ainsi que le transfert de techniques appropriées liées à la restauration ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la Décision X/31 (Aires protégées) de la 10^{e} session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 10 de la CDB) :

a. invitait la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN et les autres organisations compétentes à élaborer des directives techniques sur les aires protégées et notamment sur la restauration écologique ; et

b. priait instamment les Parties à la Convention de :

    i. accroître l'efficacité des systèmes d'aires protégées dans la conservation de la biodiversité et leur résilience face au changement climatique et aux autres facteurs de stress, par des efforts accrus en faveur de la restauration des écosystèmes et des habitats, y compris, selon qu'il convient, des outils de connectivité comme les

corridors écologiques et/ou les mesures de conservation au sein des aires protégées et des paysages terrestres et marins adjacents et entre ceux-ci ; et

ii. d'inclure les activités de restauration dans les plans d'action pour le *Programme de travail sur les aires protégées* et dans les stratégies nationales pour la biodiversité ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 4.036 adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) qui demandait à l'UICN d'élaborer des *Lignes directrices pour de meilleures pratiques en matière de restauration écologique des aires protégées*, de collaborer avec les gouvernements à des fins de diffusion, d'application et d'utilisation de ces lignes directrices et d'élaborer et d'appliquer des programmes pour améliorer les orientations, la sensibilisation, le renforcement des capacités, le suivi et la recherche concernant la restauration écologique des aires protégées ; et

RECONNAISSANT que la CMAP, Parcs Canada et la Society for Ecological Restoration, ainsi que d'autres partenaires, ont établi des *Lignes directrices pour de meilleures pratiques en matière de restauration écologique des aires protégées* en réponse à la Résolution 4.036 ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SALUE le travail réalisé par la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN et ses partenaires pour établir les *Lignes directrices pour de meilleures pratiques en matière de restauration écologique des aires protégées* et reconnaît leur pertinence en ce qui concerne la restauration à l'intérieur et à proximité des aires protégées.

2. REAFFIRME que la restauration écologique appliquée aux aires protégées devrait contribuer à la réalisation d'objectifs sociétaux plus vastes en lien avec la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets et le bien-être de l'homme, ainsi qu'à la réalisation d'objectifs propres aux aires protégées en rétablissant les valeurs naturelles et connexes des aires protégées, en optimisant les résultats bénéfiques tout en réduisant au minimum les coûts en termes de temps, de ressources et d'efforts, en mobilisant les partenaires et les parties prenantes, en favorisant la participation et en améliorant la qualité d'accueil des visiteurs.

3. APPELLE les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et leurs partenaires à adopter les *Lignes directrices pour de meilleures pratiques en matière de restauration écologique des aires protégées* établies par la CMAP et ses partenaires au titre d'orientations techniques visant à les aider à mettre en œuvre la Décision X/31 (Aires protégées) de la 10e session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP10 de la CDB) et d'autres décisions pertinentes relatives au *Programme de travail sur les aires protégées* de la CDB.

4. APPELLE ÉGALEMENT toutes les composantes de l'UICN à aider les gouvernements et autres partenaires et parties prenantes à mettre en œuvre les actions énoncées dans la Décision X/31.B.7 (Restauration des écosystèmes et des habitats des aires protégées) de la COP10 de la CDB.

5. APPELLE ENFIN toutes les composantes de l'UICN à soutenir la Directrice générale dans la mise en œuvre des initiatives énoncées ci-après.

6. DEMANDE à la Directrice générale de travailler en étroite collaboration avec les Commissions de l'UICN, en particulier la CMAP et tous les programmes thématiques, ainsi qu'avec les organisations internationales traitant des aires protégées terrestres et

marines, les populations autochtones, les sociétés savantes, les organismes chargés de la gestion sectorielle, les industries et les organisations non gouvernementales afin de :

a. concevoir, diffuser et appliquer des outils d'évaluation et orientations connexes pour définir les sites prioritaires en matière de restauration écologique des aires protégées, des écosystèmes aquatiques et terrestres et des paysages terrestres et marins environnants qui contribueront efficacement à la réalisation des buts et objectifs du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020* et des Objectifs d'Aichi, notamment les Objectifs 14 et 15 ; et

b. élaborer des outils et programmes de formation en ligne et autres à l'intention des professionnels de la restauration écologique dans le but d'améliorer les capacités locales en ce qui concerne la mise en œuvre des meilleures pratiques en matière de restauration écologique à l'intérieur et à proximité des aires protégées ; et

7. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale d'intégrer les actions ci-dessus énoncées sous forme d'approches spécifiques qui seront mises en œuvre dans le cadre des domaines du *Programme de l'UICN 2013-2016* intitulés *Valoriser et conserver la nature* et *Des solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement*.

Auteur :
Parks Canada Agency

Co-parrains :
Parks Victoria
Society for Ecological Restoration International
Ministry of Environment and Natural Resources, Kenya
Korea National Park Service
The WILD Foundation
Canadian Parks and Wilderness Society
Nature Canada
New Zealand Department of Conservation
Nature Kenya - The East Africa Natural History Society
Canadian Association of Zoos and Aquariums

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M052
Accroître la sensibilisation aux avantages et à l'intérêt des aires protégées

PRÉOCCUPÉ de constater que le taux d'érosion de la biodiversité a augmenté au fil du 20e siècle, qu'il n'a cessé de croître au cours des dix premières années du 21e siècle et que les efforts déployés à l'échelle mondiale pour renverser cette tendance n'ont pas abouti ;

PRÉOCCUPÉ ÉGALEMENT de constater que toutes les évaluations réalisées depuis le sommet de Rio montrent que la plupart des principaux moteurs de l'érosion de la biodiversité gagnent en intensité et qu'aucun pays n'est parvenu à atteindre les Objectifs 2010 pour la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ;

CONSCIENT qu'en ce 21e siècle, les aires protégées tendent à constituer le principal outil de protection des éléments essentiels au maintien de la vie sur notre planète et d'autres services écosystémiques indispensables au bien-être de l'homme et à la vie sur Terre ;

RECONNAISSANT en outre qu'en sus d'être la pierre angulaire de la conservation de la diversité biologique, du tourisme durable, de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, entre autres, les aires protégées peuvent également jouer un rôle déterminant s'agissant de :

a. améliorer la production et la sécurité alimentaires en offrant des lieux de reproduction sûrs à de précieuses espèces marines et terrestres, en assurant la stabilisation du climat nécessaire à l'accroissement de la production alimentaire, en assurant la préservation de pollinisateurs à la fonction essentielle et en sauvegardant des variétés végétales en train de disparaître ailleurs sur la planète ;

b. protéger les bassins versants qui alimentent en eau des millions de personnes et favoriser l'agriculture, la production d'hydroélectricité, divers procédés industriels et de fabrication et de nombreux autres secteurs de l'économie ; et

c. améliorer la santé de l'homme en servant de réserves de plantes médicinales, en offrant une protection contre les incidences néfastes du nombre croissant de maladies à transmission vectorielle et en offrant des havres de tranquillité dans un monde urbanisé et affairé ;

SACHANT que la capacité des aires protégées à fournir des biens et des services écosystémiques pour subvenir aux besoins croissants de la société est minée par un large éventail d'activités anthropiques ;

PRÉOCCUPÉ de constater que l'engagement en faveur de la gestion responsable des aires protégées se concentre habituellement sur une poignée de parties prenantes et de secteurs, ce qui restreint le champ des options et des actions possibles pour lutter efficacement contre les multiples menaces auxquelles elles sont confrontées à une échelle suffisamment importante pour renverser les tendances négatives ; et

CONSCIENT que l'intérêt que présentent les aires protégées pour l'ensemble de la société sera fortement accru et renforcé si des mesures adaptées sont prises pour amener le public à mieux connaître et apprécier la valeur et les avantages des aires protégées et la façon dont les activités humaines minent leur capacité à procurer ces avantages à court et long termes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les États membres de l'UICN à défendre les aires protégées en tant que solutions naturelles à toute une série de défis relatifs à l'environnement et aux moyens de subsistance et à faire participer leurs citoyens à la planification, la mise en place et la gestion d'aires protégées et à tous les autres aspects de l'aménagement des paysages.

2. APPELLE la Directrice générale à aider les gouvernements et la communauté des ONG à accomplir les objectifs internationaux relatifs à l'alimentation, l'eau et la santé au moyen de meilleures pratiques capables d'assurer la protection à long terme des écosystèmes naturels et de réduire au minimum les incidences sur les aires protégées.

3. DEMANDE à la Directrice générale et aux Présidents de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) et d'autres Commissions compétentes de l'UICN de travailler en étroite collaboration avec les organisations œuvrant en faveur d'une production alimentaire durable (FAO, FIDA), de la conservation de l'eau (ONU-Eau), de la santé (OMS), de l'industrialisation (ONUDI), du développement durable (Banque mondiale, FMI), entre autres, dans l'objectif de :

    a. élaborer un cadre global permettant de faire mieux connaître et apprécier : le rôle déterminant que jouent les aires protégées dans la réalisation des objectifs de ces organisations ; les menaces que font peser ces secteurs et d'autres sur la gestion efficace des aires protégées ; les conséquences de ces menaces sur la capacité des organisations à s'acquitter de leur mission et les actions nécessaires pour lutter contre ces menaces aux niveaux appropriés ;

    b. inciter les parties prenantes dans le cadre de leurs compétences et de leurs missions respectives à souligner le rôle essentiel des aires protégées dans la fourniture de services écosystémiques nécessaires pour atteindre leurs objectifs spécifiques ;

    c. nouer des liens et des rapports avec les parties prenantes dont les secteurs ont une incidence négative sur la biodiversité et les aires protégées, recenser les obstacles qui les empêchent d'adopter des pratiques respectueuses de l'environnement et coopérer avec elles pour élaborer des mécanismes appropriés permettant de lever ces obstacles ;

    d. créer des outils, des incitations et des procédés pour aider ces organisations et leurs partenaires – y compris dans les secteurs de l'agriculture, des forêts, de la pêche, de la santé et de l'industrie – à améliorer la capacité des aires protégées à fournir des biens et services écosystémiques dans leur propre intérêt et pour le bien de la société ;

    e. élaborer des stratégies de renforcement des capacités et des mécanismes de financement afin d'élargir et de renforcer durablement les relations entre la société et la nature et de défendre les aires protégées en tant que solutions naturelles à de nombreux défis relatifs à l'environnement et au bien-être de l'homme ; et

    f. établir des mécanismes permettant de rehausser l'efficacité de la mise en œuvre des partenariats, de maximiser les possibilités de mobiliser des ressources et de mettre en commun les enseignements retenus, les meilleures pratiques et les outils.

Auteur :

Parks Canada Agency

Co-parrains :

- Ministry of Environment and Natural Resources, Kenya
- Parks Victoria
- Korea National Park Service
- The WILD Foundation
- Nature Canada
- Pace Center for Environmental Legal Studies
- InterEnvironment Institute
- Nature Kenya –East Africa Natural History Society
- George Wright Society
- Canadian Association of Zoos and Aquariums
- Comision Nacional de Areas Naturales Protegidas, Mexique

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M053
Renforcer la Convention du patrimoine mondial

CONSIDÉRANT la Résolution 1.67 sur la *Convention du patrimoine mondial* adoptée par le Congrès mondial de la conservation de l'UICN (Montréal, 1996), et les autres Résolutions et Recommandations pertinentes de l'UICN ;

SALUANT le 40ème anniversaire de la Convention du patrimoine mondial en 2012 et se réjouissant que la Convention soit dorénavant reconnue de façon presque universelle et que la Liste du patrimoine mondial atteigne désormais 211 biens naturels et mixtes reconnus ;

RECONNAISSANT le mandat officiel spécifique et unique détenu par l'UICN au sein de la Convention du patrimoine mondial en tant qu'organe consultatif pour le patrimoine naturel, ainsi que les propres mandats et objectifs de l'UICN en tant qu'organisation internationale pour la conservation de la nature liée au patrimoine mondial ;

APPLAUDISSANT le Comité du patrimoine mondial, les États parties à la Convention et l'UNESCO et son Centre du patrimoine mondial pour leurs succès notables en matière de conservation au cours des 40 ans d'existence de la Convention, et RECONNAISSANT le rôle essentiel de l'UICN et des autres organes consultatifs nommés par la Convention, nommément le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM) dans ces succès ;

RECONNAISSANT la contribution significative des biens du patrimoine mondial dans la conservation des aires protégées, et notant que les biens naturels et mixtes et les paysages culturels du patrimoine mondial couvrent plus de 10% de l'ensemble des aires protégées terrestres et aquatiques dans le monde ;

CONSIDERANT que les bénéfices potentiels du patrimoine mondial vont bien au-delà des biens répertoriés, et que ces zones et les personnes qui en sont responsables devraient jouer un rôle essentiel dans la création et l'établissement de normes mondiales pour la gestion des aires protégées, démontrer qu'elles sont bien respectées, et être une référence en ce qui concerne la sensibilisation du public, le renforcement des capacités et la recherche de solutions pour les question de conservation ;

CONSIDÉRANT EN OUTRE qu'il est nécessaire de renforcer la reconnaissance des droits des communautés locales et des populations autochtones conformément aux processus de la Convention et aux normes internationalement acceptées, et de garantir les bénéfices écologiquement durables et équitables qu'entraîne la nomination sur la liste des biens du patrimoine mondial, et ce pour préserver le rôle phare de la Convention sur le patrimoine mondial ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que la Convention du patrimoine mondial, malgré tous ses succès passés, soit confrontée à d'importantes remises en causes de sa crédibilité et de son efficacité, comme l'a conclue l'évaluation de la stratégie mondiale de la Convention réalisée par les auditeurs externes de l'UNESCO en 2011 et approuvée par l'Assemblée générale des États Parties à la Convention du patrimoine mondial, notamment en ce qui concerne : la protection et la gestion des biens répertoriés comme priorité essentielle de la Convention, la réalisation d'une Liste du patrimoine mondial équilibrée et crédible, l'acceptation des normes les plus élevées pour l'évaluation de la valeur universelle exceptionnelles des biens proposés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, et la reconnaissance par les signataires de la Convention de leur responsabilité commune pour garantir la conservation de tous les biens du patrimoine mondial ; et

PRÉOCCUPÉ PAR AILLEURS par le fait que des pressions importantes continuent à être exercées sur les biens du patrimoine mondial, en particulier de la part des industries extractives et des infrastructures, et soucieux des conséquences des conflits, de la perte de la capacité de gestion et d'autres menaces et pressions, à cause desquelles un nombre croissant de biens ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en danger, et dont certains ont subi une détérioration importante à long-terme de leur valeur ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. REAFFIRME son opinion que les principes de la Convention du patrimoine mondial sont essentiels pour la conservation, et appelle donc les Parties signataires de la Convention à garantir que celle-ci reste en vigueur.

2. APPROUVE que la gouvernance, la conservation et la gestion efficace et équitable de tous les biens du patrimoine mondial répertoriés soient considérés comme la principale priorité et l'indicateur de succès de la Convention du patrimoine mondiale pendant les dix prochaines années, c'est-à-dire jusqu'à son 50ème anniversaire en 2022, et s'engage à soutenir la Convention pour mettre en place de nouveaux mécanismes, stratégies et programmes de travail pour atteindre cet objectif.

3. DEMANDE au Comité du patrimoine mondial et à toutes les Parties signataires de faire respecter les normes les plus élevées en garantissant l'observation rigoureuse des *Directives opérationnelles* de la Convention, en assumant leur responsabilité collective pour protéger et gérer efficacement tous les biens du patrimoine mondial, en garantissant que la Convention joue un rôle important dans la mise en œuvre du *Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020* et notamment des Objectifs d'Aichi, et en mettant en place, le plus rapidement possible, de nouveaux processus et normes qui garantiront que la Convention reconnaît de façon appropriée les droits des populations autochtones et des communautés locales, conformément aux normes internationalement acceptées.

4. RAPPELLE également aux États Parties à la Convention les lacunes de la Liste du patrimoine mondial car il existe des biens naturels et mixtes et des paysages culturels ayant potentiellement une valeur universelle extraordinaire mais absents de cette Liste ; souligne que la protection de ces biens comblerait ces lacunes et que leur inscription sur les listes indicatives nationales puis sur la Liste du patrimoine mondial reste une priorité, requérant davantage de soutien et de conseils ; et qu'en conséquence il est donc essentiel de renforcer la coopération entre les États pour la conservation et la gestion des écosystèmes lorsque des approches transfrontalières et transnationales sont nécessaires.

5. DEMANDE à l'UNESCO, dans la limite de ses ressources disponibles, de renforcer davantage les capacités professionnelles du Centre du patrimoine mondial pour la protection du patrimoine mondial, et de coopérer avec l'UICN pour accroître la capacité de celle-ci à soutenir la Convention.

6. APPELLE les Membres et les Commissions de l'UICN à promouvoir activement la Convention du patrimoine mondial, notamment en offrant un soutien et des conseils proactifs continus afin d'appuyer les conseils de l'UICN à la Convention sur les dangers qui menacent les sites candidats potentiels, les problèmes liés à leur conservation et les solutions, et leur évaluation.

7. DEMANDE à la Directrice générale, dans la limite de ses ressources disponibles, de :

a. Maintenir l'efficacité de l'organe consultatif de l'UICN sur le patrimoine mondial et de développer son rôle afin de garantir que l'UICN soit capable de conseiller, d'influencer et de guider le Comité du patrimoine mondial, de suivre et d'établir des rapports sur sa mise en œuvre, et de contribuer au *Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 ;*

b. Rapporter régulièrement auprès de l'UICN les progrès et préoccupations sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, et de renforcer la divulgation au sein de l'UICN et de la société civile de la performance et des résultats de la Convention du patrimoine mondial, notamment par le biais de stratégies mondiales et régionales de communication ;

c. Pendant les 10 ans qui précèderont le 50ème anniversaire de la Convention, de développer et de soutenir l'application des normes internationales de l'UICN sur les aires protégées à tous les biens du patrimoine mondial, de soutenir les mesures identifiées nécessaires pour favoriser leur conservation, de communiquer le statut des biens du patrimoine mondial et de reconnaître ceux qui respectent les normes mondiales de gestion, et enfin d'accélérer le soutien aux biens du patrimoine mondial en danger ;

d. Établir de nouvelles capacités régionales de soutien par le biais des bureaux régionaux et des Commissions et des Membres de l'UICN et des partenaires régionaux et nationaux, afin de renforcer le soutien direct de l'UICN aux États, directeurs et acteurs dans le domaine des biens du patrimoine mondial aux fins de fournir des résultats en matière de conservation de la biodiversité et de garantir que l'inscription sur la Liste des biens du patrimoine mondial bénéficie aux communautés, en respectant et en soutenant leurs droits ; et

e. Maintenir et développer des relations professionnelles fortes et efficaces avec l'UNESCO et son Centre du patrimoine mondial, le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM) et d'autres partenaires, afin de maintenir et de renforcer l'efficacité du rôle de la Convention du patrimoine mondial en tant qu'exemple des meilleures pratiques dans le domaine de la conservation mondiale.

Auteur :
Conseil de l'UICN

M054

Sites naturels sacrés – Appui en faveur des protocoles traditionnels et du droit coutumier face aux menaces et défis mondiaux

CONSCIENT que les sites naturels sacrés (SNS) sont définis dans l'ouvrage *Sacred Natural Sites: Guidelines for Protected Area Managers* publié en 2008 par l'UICN et l'UNESCO comme « des territoires ou plans d'eau revêtant une importance spirituelle particulière pour les populations et les communautés » ;

NOTANT l'importance des sites naturels sacrés pour la conservation de la diversité biologique et culturelle, ceux-ci contribuant à la connectivité, la résilience et l'adaptation au cœur de systèmes socioécologiques interdépendants ;

SACHANT que le droit coutumier des populations autochtones, des communautés locales, des groupes confessionnels et des gardiens de sites et territoires naturels sacrés prévoit des protocoles de longue date sur la façon de prendre soin et de sauvegarder les SNS – qu'il s'agisse de montagnes, de sources, de lacs, de forêts, de chutes d'eau, de grottes ou de voies de pèlerinage et qui englobent souvent des territoires pouvant être dénommés « paysages culturels » ;

RAPPELANT la Résolution 4.038 *Reconnaissance et conservation des sites naturels sacrés à l'intérieur des aires protégées* adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), laquelle bénéficia d'un très large soutien (97% des gouvernements et 99% des ONG), et rappelant également la Recommandation V. 13 *Valeurs culturelles et spirituelles des aires protégées* adoptée par le Congrès mondial sur les parcs de l'UICN lors de sa 5e Session (Durban, 2003) ;

RAPPELANT EN OUTRE la Recommandation 4.136 *La diversité biologique, les aires protégées, les populations autochtones et les activités minières* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) et la Recommandation 2.82 *Protection et conservation de la diversité biologique dans les aires protégées contre les effets dommageables des activités de prospection et d'exploitation minières* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) ;

NOTANT que l'UICN et l'UNESCO ont publié en 2008 l'ouvrage *Best Practice Protected Area Guidelines No. 16* sur le thème *Sacred Natural Sites: Guidelines for Protected Area Managers* ;

RAPPELANT le document *Akwé: Kon Lignes directrices facultatives pour la conduite d'études sur les impacts culturels, environnementaux et sociaux des projets d'aménagement ou des aménagements susceptibles d'avoir un impact sur des sites sacrés et sur des terres ou des eaux occupées ou utilisées traditionnellement par des communautés autochtones et locales* publié en 2004 par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ;

RECONNAISSANT l'importance des sites naturels sacrés au regard du *Programme de travail sur les aires protégées* de la CDB, notamment de l'Élément 2 sur « la gouvernance, la participation, l'équité et le partage des avantages », et leur rôle dans la réalisation de l'Objectif 11 des Objectifs d'Aichi et du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* de la CDB ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT l'Article 8j de la CDB sur *Les connaissances traditionnelles, innovations et pratiques* et l'Article 10c de la CDB sur *L'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique*, et plus particulièrement le Protocole de Nagoya de la CDB sur *L'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation*, qui encourage les Parties à sensibiliser et à

soutenir l'élaboration par les communautés locales et autochtones, en particulier les femmes de ces communautés, de protocoles communautaires ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones proclame le droit des peuples autochtones à gérer les sites culturels et historiques situés sur leurs terres traditionnelles et à donner leur consentement « préalable, libre et en connaissance de cause » concernant tout projet de mise en valeur (Article 32) ;

RECONNAISSANT que des dispositions similaires devraient également s'appliquer à d'autres gardiens de sites naturels sacrés, comme les communautés locales ou les groupes confessionnels qui, en dépit de liens de longue date avec leurs terres et SNS, pourraient ne pas être qualifiés d'« autochtones » au sens des définitions nationales ou internationales ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que face à l'accroissement de la demande mondiale en ressources naturelles non renouvelables, les peuples autochtones et les communautés locales pâtissent de manière disproportionnée des conséquences des aménagements industriels mis en place pour l'exploitation des ces ressources et du changement climatique ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les peuples autochtones, les communautés locales et les gardiens de sites ont clairement exprimé que les industries extractives et les infrastructures qui les accompagnent constituent une menace de premier plan pour leurs sites naturels et territoires sacrés compte tenu des incidences considérables des activités de prospection, d'exploitation minière, de forage, de mise en place d'infrastructures, d'élimination des déchets et d'autres activités connexes ;

RECONNAISSANT ET PROCLAMANT, dans le contexte de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit intrinsèque des peuples autochtones, communautés locales, groupes confessionnels et gardiens de sites à définir leurs propres protocoles et lignes directrices pour la gestion et la protection de sites naturels sacrés, par exemple à les qualifier d'Aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés, et à définir ces sites comme ils l'entendent, à garder confidentiels l'emplacement des sites et les informations culturelles y afférentes et à définir les actions à mener en priorité pour lutter contre les menaces selon leurs propres valeurs culturelles ; et

AFFIRMANT que des mesures urgentes doivent être prises en faveur d'une gestion et d'une conservation appropriées des sites naturels sacrés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des aires protégées officielles ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les États Membres de l'UICN à reconnaître les droits intrinsèques des peuples autochtones, communautés locales, groupes confessionnels et gardiens de sites à gérer leurs sites naturels sacrés selon leurs pratiques et normes culturelles et par le biais de leurs institutions traditionnelles.

2. APPELLE ÉGALEMENT tous les États Membres de l'UICN et d'autres gouvernements à dialoguer avec les peuples autochtones, communautés locales, groupes confessionnels et gardiens de sites et territoires naturels sacrés, à reconnaître leurs lois coutumières et leurs protocoles culturels pour la gestion des sites et territoires naturels sacrés et à élaborer des programmes qui respectent et appuient ces lois coutumières et les institutions qui y sont associées, sachant que ces dernières sont propres à chaque culture et à chaque paysage mais qu'elles témoignent de valeurs communes partagées par les peuples autochtones, communautés locales, groupes confessionnels et gardiens de sites du monde entier.

3. PRIE INSTAMMENT tous les États Membres de l'UICN et autres gouvernements nationaux à élaborer des politiques, lois et programmes appropriés (par exemple en adoptant la Résolution 4.038 et en mettant en œuvre les directives énoncées dans l'ouvrage *Best Practice Guidelines No. 16* publié par l'UICN/UNESCO concernant la planification et la gestion des SNS à l'intérieur d'aires protégées) qui proclament le droit des communautés dépositaires à poursuivre la gestion de leurs sites naturels sacrés selon leurs pratiques et protocoles traditionnels et, ce faisant, à respecter le caractère confidentiel de ces sites et pratiques.

4. RECOMMANDE que tous les gouvernements élaborent une législation nationale pour :

    a. mettre en vigueur le document de la CDB *Akwé: Kon Lignes directrices facultatives pour la conduite d'études sur les impacts culturels, environnementaux et sociaux des projets d'aménagement ou des aménagements susceptibles d'avoir un impact sur des sites sacrés et sur des terres ou des eaux occupées ou utilisées traditionnellement par des communautés autochtones et locales* ;

    b. adopter une présomption défavorable à tout aménagement susceptible d'endommager ou de détruire des sites naturels sacrés et élaborer des mécanismes reconnaissant aux peuples autochtones, communautés locales, groupes confessionnels et gardiens de SNS le droit de refuser la réalisation d'activités minières ou d'autres activités industrielles sur leurs sites et territoires naturels sacrés ; et

    c. permettre et encourager l'élaboration de protocoles communautaires comme moyen pour les peuples autochtones, communautés locales et gardiens de SNS d'exercer leurs droits, d'obtenir la reconnaissance sur le plan juridique des SNS et des systèmes de gouvernance par les gardiens des sites et d'établir leurs propres modalités concernant l'accès aux ressources et le partage des avantages (conformément au Protocole de Nagoya de la CDB).

5. EXHORTE les compagnies nationales et multinationales des secteurs de l'extraction et de l'énergie, de l'agriculture, des forêts, des infrastructures, du tourisme et d'autres secteurs de l'aménagement à :

    a. adopter, respecter et mettre activement en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à en étendre les principes à d'autres communautés locales ;

    b. utiliser le document *Akwé: Kon Lignes directrices facultatives pour la conduite d'études sur les impacts culturels, environnementaux et sociaux des projets d'aménagement ou des aménagements susceptibles d'avoir un impact sur des sites sacrés et sur des terres ou des eaux occupées ou utilisées traditionnellement par des communautés autochtones et locales* ;

    c. interdire toute activité portant atteinte aux sites naturels sacrés, appliquer cette politique et transmettre ce principe de meilleure pratique aux différentes parties prenantes ; et

    d. donner les moyens et aider les peuples autochtones, communautés locales, groupes confessionnels et gardiens de sites et territoires à renforcer leurs capacités et à élaborer leurs propres protocoles en se fondant sur leurs lois et croyances traditionnelles pour relever les défis auxquels sont confrontés leurs sites et territoires naturels sacrés.

Auteur :

Fundacion Pro-Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie

Co-parrains :

Fundación Urundei, Argentine
Center for Humans and Nature, États-Unis d'Amérique
Applied Environmental Research Foundation, Inde
Fundación para el Desarrollo de Alternativas Comunitarias de Conservación del Trópico, Équateur
Terralingua, Canada
The Christensen Fund, États-Unis d'Amérique
Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee, Afrique du Sud
The Wilderness Foundation, Afrique du Sud

M055
Mise en œuvre de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* dans le contexte de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO

RAPPELANT l'adoption de la *Déclaration des droits des peuples autochtones* par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 septembre 2007 ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 4.048 *Les peuples autochtones, les aires protégées et la mise en œuvre de l'Accord de Durban* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui décide « d'appliquer les dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones à l'ensemble des programmes et des opérations de l'UICN » et prie les gouvernements de « coopérer avec les organisations de peuples autochtones afin de … s'assurer de ne pas établir des aires protégées qui affectent ou pourraient affecter les terres, territoires et ressources naturelles et culturelles des peuples autochtones, sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause et garantir la reconnaissance des droits des peuples autochtones vivant dans les aires protégées existantes » ;

REAFFIRANT les Résolutions 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et 4.056 *Stratégies de conservation fondées sur les droits* et la Recommandation 4.127 *Les droits des populations autochtones en matière de gestion des aires protégées situées intégralement ou partiellement sur leur territoire* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ainsi que de nombreuses autres résolutions de l'UICN qui témoignent de l'attachement de l'UICN à une approche fondée sur les droits s'agissant de la création et de la gestion d'aires protégées ;

NOTANT que la Convention du patrimoine mondial célèbre son 40e anniversaire sur le thème « Patrimoine mondial et développement durable : le rôle des communautés locales » ;

NOTANT ÉGALEMENT que la Convention du patrimoine mondial peut et a joué un rôle de chef de file dans l'établissement de normes pour les aires protégées dans leur ensemble et que les sites du patrimoine mondial, du fait de leur médiatisation importante et du vif intérêt qu'ils suscitent auprès du public, ont la capacité de servir de « porte-drapeaux » en ce qui concerne la bonne gouvernance des aires protégées ;

RECONNAISSANT le rôle potentiellement positif que peut et a joué la Convention du patrimoine mondial en assurant et en appuyant la préservation constante des terres et territoires traditionnels des peuples autochtones ;

SE FÉLICITANT de la Décision 35 COM 12E (2011) du Comité du patrimoine mondial qui encourage les États Parties à la Convention du patrimoine mondial à « respecter les droits des peuples autochtones dans la préparation des propositions d'inscription, la gestion et la rédaction des rapports sur les sites du patrimoine mondial dans les territoires des populations autochtones » ;

CONSCIENT que les peuples autochtones ont été et sont encore victimes d'injustices au nom de la conservation de la nature et qu'ils ont été dépossédés ou expropriés de leurs terres et ressources traditionnelles du fait de la création et de la gestion d'aires protégées, notamment de nombreuses aires inscrites sur la Liste du patrimoine mondial ;

NOTANT que l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, le Mécanisme d'experts des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples se sont tous dits préoccupés de

constater que les procédures et mécanismes actuels ne conviennent pas pour garantir le respect des droits des peuples autochtones lors de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et ont invité l'UNESCO et le Comité du patrimoine mondial à examiner et à revoir les procédures et directives opérationnelles en vigueur ;

NOTANT EN PARTICULIER la *Résolution sur la protection des droits des populations autochtones dans le contexte de la Convention sur le patrimoine mondial et l'inscription du lac Bogoria sur la Liste du patrimoine mondial* (ACHPR/Res.197 (L) 2011) adoptée par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, laquelle réaffirme la décision de la commission sur la Communication 276/2003 - *Centre for Minority Rights Development (Kenya) and Minority Rights Group International on behalf of Endorois Welfare Council v Kenya* (Endorois Decision) et met l'accent sur les droits de propriété traditionnels des Endorois sur le lac Bogoria ;

PRÉOCCUPÉ, au même titre que la Commission africaine des droits de l'homme et des peoples, de constater que la Réserve nationale du lac Bogoria a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial sans le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause du peuple autochtone des Endorois et que « il existe en Afrique plusieurs sites inscrits au patrimoine mondial sans le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des peuples autochtones sur le territoire desquels ils sont implantés et dont les cadres de gestion ne sont pas conformes aux principes de la *Déclaration des Nations Unies sur les Peuples autochtones* » ; et

RÉAGISSANT à la recommandation de la Commission africaine des droits de l'homme et des peoples exhortant l'UICN à «examiner et réviser ses procédures d'évaluation des candidatures à l'inscription au patrimoine mondial ainsi que l'état de conservation des sites du patrimoine mondial, afin de veiller à ce que les populations autochtones soient pleinement impliquées dans ces processus et que leurs droits soient respectés, protégés et réalisés dans le cadre de ces processus et de la gestion des sites du patrimoine mondial » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, république de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale d'établir une politique et une stratégie précises de sorte que les principes de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* soient respectés dans le cadre des activités de l'UICN en sa qualité d'organe consultatif auprès du Comité du patrimoine mondial, et que les peuples autochtones soient pleinement informés et consultés lorsque des sites font l'objet d'une évaluation ou lorsque des missions sont réalisées sur leurs territoires.

2. APPELLE l'UICN à promouvoir et à soutenir activement l'adoption et la mise en œuvre d'une approche de la conservation fondée sur les droits de l'homme par le Comité du patrimoine mondial, dans l'objectif de garantir que la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial est conforme à la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et à d'autres accords des Nations Unies sur les droits de l'homme.

3. EXHORTE le Comité du patrimoine mondial à examiner et réviser ses procédures et directives opérationnelles, en consultation avec les peuples autochtones et l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, de façon à ce que les droits des peuples autochtones, et les droits de l'homme en général, soient respectés, protégés et réalisés dans le cadre des activités de gestion et de protection des sites du patrimoine mondial et de sorte qu'aucun site du patrimoine mondial ne soit créé sur le territoire de peuples autochtones sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

4. INVITE les États Parties à collaborer avec le Comité du patrimoine mondial pour instaurer des mécanismes destinés à évaluer et à remédier aux effets des injustices passées et présentes dont sont victimes les peuples autochtones à l'intérieur de sites du patrimoine mondial.

5. INVITE les États Parties à collaborer avec le Comité du patrimoine mondial pour instaurer un mécanisme au moyen duquel les peuples autochtones pourront transmettre directement des avis au dit Comité et participer effectivement à son processus décisionnel.

6. APPELLE les États parties à Convention du patrimoine mondial à veiller au respect des droits des populations autochtones dans le cadre des activités de gestion et de protection des sites du patrimoine mondial existants et à faire en sorte qu'aucun site du patrimoine mondial ne soit créé sur le territoire de peuples autochtones sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

7. EXHORTE le Gouvernement du Kenya et le Comité du Patrimoine mondial à garantir la participation pleine et entière des Endorois à la gestion et à la prise de décisions relatives au site du patrimoine mondial « Système du lac Kenya » par le biais de leurs propres institutions représentatives et à garantir la mise en œuvre de la décision de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples relative aux Endorois.

Auteur :
Forest Peoples Programme, Royaume-Uni

Co-parrains :
Both ENDS - Environment and Development Service for NGOs, Pays-Bas
Keystone Foundation, Inde
The Samdhana Institute Incorporated, Indonésie
Centro para la Investigación y Planificación del Desarrollo Maya SOTZ`IL, Guatemala
The Christensen Fund, USA
Nederlands Centrum voor Inheemse Volken, Pays-Bas
Staatbosbeheer/Netherlands National State Forest Service, Pays-Bas

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M056
Valorisation et conservation du patrimoine géologique par le biais du *Programme de l'UICN 2013-2016*

CONSCIENT de l'intérêt et de l'engagement croissant des États, des organisations non gouvernementales (ONG) et des communautés à agir pour préserver, valoriser, étudier et utiliser de façon durable la géodiversité et le patrimoine géologique ;

RAPPELANT que la géodiversité (diversité géologique) constitue non seulement un facteur naturel important qui sous-tend la diversité biologique, culturelle et paysagère, mais aussi un paramètre majeur qu'il convient de prendre en considération pour la conservation, l'évaluation et la gestion des espaces naturels protégés ;

RAPPELANT EN OUTRE que le patrimoine géologique est une partie intégrante et inséparable du patrimoine naturel, dont les valeurs culturelles, esthétiques, paysagères, économiques et intrinsèques doivent être préservées et transmises aux générations futures ;

AYANT PRÉSENTS A L'ESPRIT les travaux pionniers de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres institutions internationales pour promouvoir et utiliser le patrimoine géologique par le biais du Réseau mondial de Géoparcs (RMG), afin de promouvoir le développement socio-économique local des zones appauvries ;

CONSTATANT l'impact croissant des activités de développement, souvent non durables, sur la géodiversité et le patrimoine géologique mondial ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que lors de la planification de ce développement, les valeurs intrinsèques de la géodiversité, du patrimoine géologique et des processus géologiques présents dans les espaces naturels sont souvent sous-estimées, voire même ignorées ;

CONSCIENT du fait que le Réseau mondial de Géoparcs et le Programme mondial des sites géologiques de l'UNESCO couvrent moins de 2 % de la surface terrestre et marine, et que la plus grande partie du patrimoine géologique se situe hors des aires naturelles protégées ;

RAPPELANT que le Préambule de la Convention du Patrimoine mondial reconnaît que la dégradation ou la disparition d'un bien du patrimoine naturel constitue un appauvrissement et une perte pour le patrimoine de tous les peuples du monde, et que l'article 2 de la Convention mentionne les formations géologiques et physiographiques ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation et prévoit leur inscription sur la Liste comme biens du patrimoine naturel ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la tendance pionnière amorcée par l'adoption par le Conseil de l'Europe, en 2004, de la Recommandation Rec.2004-3 relative à la conservation du patrimoine géologique et des Zones d'intérêt spécial pour la géologie, et l'appel lancé par le même Conseil à un renforcement de la coopération entre les organisations internationales, les institutions scientifiques et les ONG dans le domaine de la conservation du patrimoine géologique, et à la participation à des programmes de conservation du patrimoine géologique ;

RECONNAISSANT que la conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique (géoconservation) permet non seulement de lutter contre la disparition des espèces et de préserver l'intégrité des écosystèmes mais également de sauvegarder la diversité et la qualité des paysages ;

NOTANT ÉGALEMENT que, pour assurer la conservation et la gestion du patrimoine géologique, elles doivent être incorporées par les pouvoirs publics et les ONG dans leurs objectifs et leurs plans d'action ;

AYANT PRÉSENT À L'ESPRIT que les lignes directrices de l'UICN relatives à l'application des catégories de gestion des aires protégées, mentionnent explicitement, parmi les objectifs communs à toutes les aires protégées, le besoin de :

a. préserver la diversité des paysages et des habitats ;

b. conserver les principales caractéristiques des paysages, de la géomorphologie et de la géologie ; et

c. préserver les aires naturelles et pittoresques d'importance nationale et internationale à des fins culturelles, spirituelles et scientifiques ;

NOTANT PAR AILLEURS que les objectifs de l'UICN visent à influencer, encourager et aider les sociétés du monde entier à préserver l'intégrité de la nature, ce qui nécessite de prendre en considération et d'intégrer la totalité du patrimoine naturel, c'est-à-dire les éléments et les processus les plus précieux de la nature, y compris les éléments abiotiques ;

RAPPELANT que la conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique, sur le plan international, national et local, contribue à la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies de l'éducation en vue du développement durable (2005-2014) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la Résolution 4.040 *Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique*, adoptée lors de la 4^{e} session du Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008) vise à promouvoir des actions en matière de géodiversité et de patrimoine géologique, ainsi qu'une collaboration dans ce domaine entre les Membres et d'autres organisations ;

SACHANT que certaines zones présentant un fort intérêt géologique risquent de se dégrader si ces valeurs ne sont pas prises en considération dans les politiques de planification et de développement ; et

CONSCIENT de la nécessité de promouvoir la conservation et la gestion appropriée du patrimoine géologique du monde, et en particulier, des sites présentant un intérêt géologique particulier ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux Membres de l'UICN de veiller à ce que la définition de la « biodiversité » telle qu'elle est exprimée dans le *Programme de l'UICN 2013-2016*, incorpore explicitement les concepts et les termes « géodiversité » et « patrimoine géologique » lorsqu'il s'agit de toutes les formes de la diversité naturelle et/ou du patrimoine naturel.

2. DEMANDE à la Directrice générale de lancer un débat dans les régions sur le thème de la conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique, en collaboration avec les Membres de l'UICN et d'autres organisations, dans l'esprit de la demande précitée et dans le but de prendre cette question en considération dans le prochain programme intersessions.

3. DEMANDE aux Commissions de l'UICN, et notamment à la Commission mondiale des aires protégées, de :

   a. Encourager et soutenir, d'une façon générale, les initiatives locales de développement socio-économique fondées sur l'utilisation durable du patrimoine géologique, et en particulier, celles mises en œuvre dans le cadre du Réseau mondial des Géoparcs et appuyées par l'UNESCO ;

   b. Encourager et soutenir, avec l'UNESCO et l'UIGS (Union internationale des sciences géologiques), la réalisation et l'élargissement de l'inventaire des sites pour le catalogue du Programme mondial des sites géologiques, ainsi que la mise en place d'autres inventaires régionaux et internationaux de sites d'intérêt géologique ; et

   c. D'appuyer le Secrétariat pour la mise en œuvre des actions demandées au paragraphe 1.

Auteurs :

Sociedad Geológica de España
The European Association for the Conservation of the Geological Heritage

Co-parrains :

Departamento de Medio Ambiente, Planificación Territorial, Agricultura y Pesca-Gobierno Vasco
Generalitat de Catalunya
Fundación Biodiversidad
Centro de Extensión Universitaria e Divulgación Ambiental de Galicia
Fundación Oxígeno
Ecologistas en Acción
Diputació de Barcelona- Àrea d'espais protegits.

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact. Cette motion propose un amendement au Programme de l'UICN 2013-2016.

M057
Aires protégées de montagne

SACHANT que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992, à Rio de Janeiro, a mis les mots "développement durable" sur le devant de la scène internationale de manière spectaculaire, si bien qu'ils sont devenus un objectif pour la société et un mantra essentiel ;

NOTANT que cette conférence, à l'unanimité, a présenté un chapitre 13 : « Gestion des écosystèmes fragiles : mise en valeur durable des montagnes » ;

CONSTATANT que les aires protégées de montagne des diverses catégories de l'UICN offrent la meilleure protection pour la diversité biologique, la stabilité des sols, une très bonne qualité des eaux, très réglementée, la séquestration du carbone, nombre d'entre elles sont des sites sacrés de montagne ou ayant une valeur culturelle, et elles offrent des possibilités remarquables pour les loisirs et le tourisme, plus que n'importe quel autre type d'utilisation des terres ; *et de ce fait, actuellement,* les aires protégées de montagne sont considérées comme formant une contribution significative au développement durable des montagnes ;

NOTANT PAR AILLEURS que la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN était largement représentée lors de l'élaboration du chapitre 13 et du programme qui lui a fait suite dans Action 21, ainsi qu'au sein du groupe des organisations chargées de mettre en œuvre le chapitre sur les montagnes ;

CONSCIENT qu'aujourd'hui, dans le dialogue sur le développement durable des montagnes entre les organisations des Nations Unies, les gouvernements nationaux et la plupart des bailleurs de fonds, il n'est pas fait état du rôle des divers types d'aires protégées qui contribuent, grâce à leurs services écosystémiques d'une grande valeur économique, au développement durable, en particulier s'agissant de l'eau et de la diversité biologique, ainsi que grâce à l'écotourisme ; et

NOTANT AVEC UNE GRANDE INQUIÉTUDE que les mots « aires protégées de montagne » ne figurent plus dans le vocabulaire lorsqu'on parle de l'utilisation des sols; par exemple, dans la dernière publication de la FAO « Why invest in Sustainable Mountain Development » (Pourquoi investir dans le développement durable en montagne) (2011) il est à peine fait mention des aires protégées, et dans les documents préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20, cette année, il n'en est même pas question ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. CONFIRME le rôle unique et significatif joué par les aires protégées officielles quant à l'utilisation des terres et de l'eau et au développement, et donc au bien-être des humains.

2. INVITE les organisations des Nations Unies, les gouvernements nationaux et les bailleurs de fonds à reconnaître, tout particulièrement face au changement climatique, que les montagnes conservées dans leur état naturel et gérées avec soin, en particulier dans les parcs nationaux, les paysages protégées, les aires réservées à de multiples usages, les réserves de la biosphère, les aires de conservation des communautés, et autres, contribuent puissamment au développement durable.

3. RECOMMANDE FORTEMENT que, en raison de la sensibilité particulière des montagnes aux effets des changements globaux, la création d'aires protégées de

montagne, leur agrandissement, leur connexion par des corridors, passent au premier plan des réflexions générales, de la planification et des politiques d'utilisation des terres et de l'eau.

4. INVITE la Directrice générale à mettre l'accent sur la création, l'agrandissement et la connectivité des aires protégées de montagne dans le *Programme de l'UICN pour 2012-2016.*

Auteur :

The Sierra Club, États-Unis d'Amérique

Co-parrains :

Asociación Mesoamericano para la Biológía y la Conservación, Costa Rica
George Wright Society, États-Unis d'Amérique
Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATIE), Costa Rica
Universidad para la Cooperación International, Costa Rica
Asociación Terra Nostra, Costa Rica
The WILD Foundation, États-Unis d'Amérique
Asociación Preserve Planet, Costa Rica
Asociación Conservacionista de Monteverde, Costa Rica

M058

Réaménager les villes du futur et leurs zones urbaines avec les aires protégées : le retour à la nature des villes

CONSIDÉRANT que le nombre total d'aires protégées destinées à conserver la nature dépasse aujourd'hui les 160 000 ;

CONSIDÉRANT PAR AILLEURS que la Convention sur la diversité biologique (CDB) continue à prier instamment ses États membres d'étendre les aires protégées ;

RECONNAISSANT que le concept de gestion des aires protégées a changé et qu'il est aujourd'hui plus actuel et axé vers l'avenir, et qu'il prend en compte les services écosystémiques ainsi que la valeur sociale, économique et écologique des aires protégées, grâce à un point de vue moderne insistant sur la valeur scénique de leurs paysages ;

NOTANT que les aires protégées se répartissent généralement en zones centrales, zones tampons et zones de transition, qu'elles sont gérées en conséquence, et que de nombreuses métropoles et villes de petite taille sont situées à la périphérie d'aires protégées et notamment dans les zones de transition ;

RAPPELANT que l'*Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire* des Nations Unies souligne les fonctions de plusieurs services écosystémiques (services de soutien, d'approvisionnement, de régulation, culturels) qui sont essentiels pour les villes et les populations des alentours ;

PRÉOCCUPÉ par le développement des villes adjacentes aux aires protégées du fait de mouvements de concentration démographique et du développement régional, qui détériore la valeur écologique des régions adjacentes aux aires protégées et des zones de transition ainsi que la qualité de leurs services écologiques ;

SOULIGNANT l'importance, dans un effort pour conserver la nature dans les aires protégées et garantir que les zones adjacentes continuent à bénéficier de leurs services écologiques, de relier les valeurs écologiques et culturelles des aires protégées à la planification urbaine dans les villes adjacentes, en se concentrant particulièrement sur les zones de transition ;

SOULIGNANT PAR AILLEURS l'importance, pour gérer les villes adjacentes conformément aux valeurs des aires protégées, de mettre en place une planification urbaine favorable à l'environnement basée sur une cartographie scientifique des ressources naturelles et culturelles, et de créer des politiques et des programmes insistant sur la collaboration régionale ;

RAPPELANT la Résolution 3.063 *Les villes et la conservation* adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN à sa 3^{e} Session (Bangkok, 2004), qui énonçait les bénéfices importants de la nature pour les citadins et insistait sur l'importance de conserver la biodiversité dans les villes ; et la Recommandation 4.128 *Établir des réseaux d'aires protégées naturelles urbaines et périurbaines* adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN à sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008), qui rappelait les conséquences du développement sauvage d'aires naturelles périurbaines sur la qualité de vie des citadins et la biodiversité ; et

RAPPELANT ÉGALEMENT le Cadre d'action et de suivi (section V), paragraphe 72 (villes) de l'avant-projet de Rio+20, qui soulignait l'importance de mettre en place des politiques et des stratégies pour une planification et un aménagement urbains durables et efficaces ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la Directrice générale, en collaboration avec les experts de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) et de la Commission de gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN, à concevoir des indicateurs pour la planification urbaine de villes écologiques, et à mettre au point des lignes directrices pour l'aménagement urbain, dans l'optique de relier les valeurs écologiques et culturelles et les services écosystémiques des aires protégées aux villes adjacentes.

2. APPELLE les États membres de l'UICN et les organisations non-gouvernementales membres de ces États à :

    a. répertorier, pour chaque pays, les fonctions des services écosystémiques fournis par les aires protégées individuelles aux villes adjacentes, analyser l'état de la dégradation environnementale et la demande potentielle de développement dans les zones de transition adjacentes aux aires protégées et évaluer la relation mutuelle entre les aires protégées et les villes adjacentes ;

    b. encourager l'efficacité de la planification urbaine durable, et établir des objectifs de développement écologique et des orientations d'aménagement du paysage en créant des bases de données spatiales grâce à la cartographie biotopique des ressources naturelles et culturelles des aires protégées et des villes adjacentes ;

    c. appliquer les indicateurs de planification urbaine et les lignes directrices d'aménagement urbain de l'UICN, en prenant en compte les objectifs et les orientations du développement écologique des villes adjacentes ; et

    d. concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes collaboratifs pour une planification urbaine basées sur la participation des communautés locales et des résidents, et menées par les zones transition situées entre les aires protégées et les villes adjacentes.

Auteur :

Korean Society of Environment & Ecology, République de Corée

Co-parrains :

Nature Policy Division, Ministry of Environment, République de Corée
Korea National Park Service, République de Corée
The Korean Association for Conservation of Nature, République de Corée
Korea Association of Environmental Planning & Landscape Architecture, République de Corée
Jeju Special Self-Governing Province Agenda 21, République de Corée
Parks Victoria, Australie

M059
Protection des canyons sous-marins de la Méditerranée

APPROUVANT les recommandations des séminaires d'Istanbul (janvier, 2010) et de Procida (septembre, 2010) sur la protection des canyons sous-marins de la Méditerranée, approuvées par le Forum Méditerranéen de l'UICN, qui s'est tenu à Malaga, Espagne, 22-25 novembre 2010 ;

CONSIDÉRANT le caractère unique et vulnérable des canyons et monts sous-marins de la Méditerranée ; et

RECONNAISSANT la Méditerranée comme un système marin spécifique dans lequel les canyons et monts sous-marins ont une importance majeure ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE aux États de la Méditerranée :

a. de reconnaître l'importance des canyons sous-marins comme des éléments structurants dans le fonctionnement des écosystèmes de la Méditerranée ;

b. de soutenir l'élaboration d'une base de connaissances sur :

    i. le rôle écologique des canyons et monts sous-marins de la Méditerranée, en particulier pour souligner leur rôle clé dans le cycle de vie de plusieurs espèces marines ;

    ii. les impacts anthropiques subis par les canyons et monts sous-marins tels que les pollutions telluriques, rejets, prélèvements et extractions (comprenant également l'étude des zones proches des canyons) ; et

    iii. leur importance économique et écologique au regard de leurs services rendus ;

c. d'adopter le principe de précaution sur les aménagements et activités pouvant impacter les canyons se situant dans les eaux sous juridiction française, notamment les pollutions et rejets issus des activités a terre ;

d. de soutenir la création d'un réseau cohérent d'aires marines protégées en Méditerranée prenant en compte la protection des canyons ;

e. de soutenir spécialement le projet de coopération en cours entre la France et l'Espagne pour la création d'aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (ASPIM*)* dans le golfe du Lion ; et

f. de poursuivre le soutien accordé aux activités du Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées de la Convention de Barcelone (CAR/ASP).

Auteur :
Agence des aires marines protégées

Co-parrains :
Fondation pour la nature et l'homme
Réserves Naturelles de France

Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Fondation Nature & découvertes
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Association Kwata
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune
Office pour les insectes et leur environnement
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques

M060
Corridors écologiques transfrontaliers à l'ouest de la péninsule ibérique

CONSCIENT que la zone transfrontalière luso-espagnole à l'ouest de la péninsule ibérique constitue l'un des meilleurs exemples de système agro-forestier méditerranéen et l'un des plus vastes et des plus importants points chauds de biodiversité en Europe qui abrite plusieurs exemples de faune d'importance internationale comme le lynx pardelle (*Lynx pardinus*), l'aigle ibérique (*Aquila adalberti*), le vautour moine (*Aegypius monachus*), la cigogne noire *(Ciconia nigra)* et le milan royal *(Milvus milvus)* ;

SACHANT que cette zone est, en soi, l'un des plus grands réservoirs au monde de flore vasculaire menacée, compte tenu des caractéristiques de cet écosystème essentiellement composé de dehesas (systèmes agro-sylvo-pastoraux) avec des forêts sempervirentes de chênes liège (*Quercus suber*) et/ou de chênes verts (*Quercus ilex)*, ainsi que de chênes tauzins (*Quercus pyrenaica*), résultat de l'interaction séculaire entre l'environnement et les activités humaines traditionnelles dans la région, avec des plantes telles que *Paradisea lusitanica Delphinium fissum* ssp. *sordidum, Omphalodes brassicifolia* et la bruyère des marais (*Erica tetralix*) ;

CONSCIENT de l'importance de la zone transfrontalière luso-espagnole, comme en témoignent les 119 aires protégées qui font partie du Réseau Natura 2000 de l'Union européenne (dont 57 Zones de protection spéciale (ZPS) au titre de la Directive Oiseaux, d'une superficie totale de 1 093 679 hectares, et 64 Sites d'importance communautaire (SIC) au titre de la Directive Habitat, d'une superficie totale de 830 742 hectares) et les autres régimes de protection dont elle bénéficie au niveau national et régional ;

RAPPELANT que la Résolution 4.024 *Conservation de l'habitat du lynx pardelle* Lynx pardinus et la Recommandation 4.131 *Conservation de la péninsule ibérique occidentale* approuvées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) appelaient à conserver la diversité biologique de la péninsule ibérique occidentale reconnue comme un point chaud de la biodiversité de la planète ;

RAPPELANT EN OUTRE que la Résolution 4.061 *Le Grand corridor de connectivité écologique : Monts cantabriques – Pyrénées – Massif central – Alpes occidentales* appelait les autorités nationales et les ONG à renforcer la connectivité écologique de ces montages méditerranéennes et que la Résolution 4.072 *Aires protégées et gestion responsable de la nature* soulignait l'importance des aires protégées privées à l'échelle mondiale et de la gestion responsable de la nature en proposant la création d'un groupe d'étude sur ce thème ;

PRÉOCCUPÉ par la tendance à la fragmentation qui frappe les espaces naturels transfrontaliers qui se trouvent sur ce territoire ;

CONSCIENT des menaces que cette situation fait peser sur la conservation de sa biodiversité et celle de ses zones de transition ;

CONSCIENT des graves menaces auxquelles ce territoire est confronté, notamment le dépeuplement, l'abandon de l'utilisation traditionnelle des ressources, la prolifération incontrôlée des infrastructures humaines, la fragmentation des écosystèmes et les effets du changement climatique, qui compromettent gravement la richesse de sa biodiversité ;

CONSCIENT PAR AILLEURS des possibilités que les espaces faisant partie du Réseau Natura 2000 (qui représente 35% du champ d'application de l'Initiative) offriront pour la conservation d'un réseau écologique physiquement interconnecté et géographiquement fonctionnel ; et

CONSCIENT EN OUTRE de la nécessité de promouvoir des stratégies de prévention pour éviter une nouvelle fragmentation et favoriser la restauration de zones clés déjà gravement touchées dans le but d'améliorer la résilience des écosystèmes de la région et des communautés humaines face au changement climatique ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT les Gouvernements de l'Espagne et du Portugal de :

    a. collaborer pour garantir la connectivité écologique des espaces naturels de cette zone transfrontalière en se fondant sur les espaces du Réseau Natura 2000 ;

    b. coordonner leurs efforts pour préserver la biodiversité de ces espaces transfrontaliers ;

    c. relier les objectifs de sauvegarde de la biodiversité aux domaines de production concernés : agriculture, élevage de bétail, sylviculture et pêche, dans le contexte transfrontalier ;

    d. appuyer et encourager les initiatives visant à conserver la biodiversité et la connectivité écologique des organisations œuvrant dans la zone transfrontalière ;

    e. appuyer et promouvoir la Déclaration des Réserves de biosphère Braganza-Zamora et Douro Superior-Salamanca, et Sierra de Gata-Dehesas de Azaba-Sierra Malcata ; et

    f. interdire toute construction d'installations de production d'énergie éolienne ou de vastes infrastructures, notamment de barrages, à l'intérieur de cette zone afin de prévenir et sauvegarder la richesse de sa diversité biologique.

2. APPELLE les Gouvernements de l'Espagne et du Portugal, les Membres de l'UICN et d'autres parties intéressées à élaborer des plans d'action qui :

    a. favorisent une vision d'un système naturel unifié, indépendamment de la grande diversité des espaces protégés qu'il comprend ;

    b. garantissent la connectivité écologique, le maintien de la diversité biologique et des processus écologiques de cette région transfrontalière ;

    c. favorisent la protection et la création de réseaux d'aires protégées privées, en impliquant les propriétaires privés et les ONG, grâce à la gestion responsable ; et

    d. délimitent un espace à l'intérieur de la péninsule ibérique orientale qui pourrait être désigné Site du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Auteur :
Fundación Naturaleza y Hombre

Co-parrains :
Fundación Oxígeno
Associação de Defesa do Património de Mértola (ADPM)
Quercus - Associação Nacional de Conservação da Natureza
Fundacio Catalunya Caixa - Area Territori i Paisatge
Asociación Española de Entomología (AeE)

Commentaire: l’application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M061
Protection du Parc national de Mavrovo en Macédoine (ARY)

NOTANT que le Parc national de Mavrovo est l'un des trois parcs nationaux de Macédoine (ARY), classé en catégorie II par l'UICN ;

NOTANT ÉGALEMENT que le Parc national de Mavrovo est une région importante pour les plantes au niveau international, une région importante pour les oiseaux, une région clé pour la diversité biologique et un site du réseau Émeraude : il contient treize habitats européens menacés et de nombreuses espèces de plantes et d'animaux localement endémiques et/ou menacées figurant en annexe de la Convention de Berne ;

NOTANT ÉGALEMENT que parmi les espèces menacées figurent la seule population reproductrice de lynx des Balkans (*Lynx lynx* ssp. *Balcanicus,* Buresh 1941) récemment évaluée comme étant « En danger critique d'extinction » selon les catégories et critères de l'UICN (thèse non publiée), et une importante population d'ours bruns d'Europe ;

NOTANT PAR AILLEURS que le Parc national de Mavrovo possède l'un des derniers peuplements intacts de forêt de hêtres de Macédoine et de la région des Balkans ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les autorités de Macédoine (AYR) ont l'intention de construire deux centrales hydroélectriques importantes, des barrages, et les infrastructures correspondantes, à l'intérieur du Parc national de Mavrovo, à Boshkov Most au sud et à Lukovo Pole au nord ;

PRÉOCCUPÉ ÉGALEMENT par le fait que le développement de plusieurs autres petites centrales hydroélectriques est également prévu dans le Parc national de Mavrovo ;

INQUIET du fait qu'il est prévu de développer la centrale hydroélectrique de Lukovo Pole dans la région la plus sensible du Parc national de Mavrovo du point de vue de la diversité biologique, qui possède la diversité biologique la plus menacée, et qu'elle détruira un corridor biologique à l'intérieur de la ceinture verte de l'Europe qui est essentiel à la survie du lynx des Balkans ;

INQUIET ÉGALEMENT du fait qu'il n'y a aucune évaluation stratégique environnementale dans la Stratégie d'utilisation des énergies renouvelables en Macédoine qui porte sur ces développements, et que l'évaluation d'impact environnemental effectuée pour l'un des projets ne prend pas en compte correctement le point de vue des experts internationaux, régionaux et nationaux sur la distribution et l'importance de la diversité biologique à Mavrovo, et de ce fait est incapable d'estimer les risques encourus par les populations d'espèces importantes ;

CONSCIENT que ces développements entrent en contradiction avec les engagements internationaux auxquels les autorités macédoniennes ont souscrit, y compris la Convention sur la diversité biologique (CDB), en particulier les Objectifs d'Aichi 11 (conservation en réseaux) et 12 (prévention de l'extinction des espèces) du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2010-2020* et la *Stratégie mondiale pour la conservation des plantes* de la CDB, et la Convention de Berne ; et

NOTANT que le courrier adressé par l'UICN aux autorités macédoniennes sur cette question (décembre 2011) est resté à ce jour sans réponse (mai 2012) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE les autorités de Macédoine (AYR) de respecter, comme il convient, leurs engagements internationaux et d'adhérer au principe de non régression, et par conséquent de renoncer aux plans de développement hydroélectrique à l'intérieur du Parc national de Mavrovo.

2. PRIE PAR AILLEURS la Banque mondial de respecter le point OP4.04 de sa politique opérationnelle, et la Banque européenne de reconstruction et de développement de respecter sa politique PR6, à propos du développement des centrales hydroélectriques de Boshkov Most et de Lukovo Pole, et d'entreprendre une consultation approfondie et complète avec les experts de la diversité biologique sur le terrain.

3. MANIFESTE aux autorités de Macédoine (AYR) sa sérieuse préoccupation concernant les dommages que pourraient causer, à la diversité biologique, les projets de centrales hydroélectriques à l'intérieur du Parc national de Mavrovo, concernant également le respect insuffisant qu'elles manifestent quant à leurs engagements internationaux.

4. CHARGE, dans la limite des ressources disponibles, la Directrice générale, la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN, de procéder à une évaluation indépendante des projets de centrales hydroélectriques et des effets qu'ils pourraient avoir sur la diversité biologique dans le Parc national de Mavrovo.

Auteur :
Plantlife International, Royaume-Uni

Co-parrains :
Euronatur – Stiftung Europäisches Naturerbe, Allemange
Association for Biological Research – BIOM, Croatie
Institute for Nature Conservation, Albanie
Bâlgarska Fondatzia Bioraznoobrazie, Bulgarie
Fauna and Flora International, Royaume-Uni
BirdLife International, Royaume-Uni
Hrvatsko herpetolosko drustvo, Croatie
BUND Naturschutz in Bayern e.V., Allemagne
Preservation and Protection of Natural Environment in Albania

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M062
Préserver le patrimoine naturel unique et gravement menacé de Madagascar

RAPPELANT les objectifs de l'UICN, à savoir « influencer les sociétés du monde entier, les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable » ;

ANIMÉ par l'engagement de la communauté internationale envers l'Objectif 12 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* qui stipule que : « D'ici à 2020, l'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu » ;

NOTANT qu'une part importante de la diversité biologique endémique de Madagascar fait partie ou dépend des écosystèmes forestiers pour sa survie ;

SOULIGNANT que la survie de l'homme à Madagascar dépendra aussi, en dernier ressort, du maintien de la présence des forêts et de leur capacité à fournir des services écosystémiques essentiels ;

CONSCIENT que la surface boisée ne représente plus que 16% environ de la superficie de Madagascar, que plus d'un million d'hectares de forêts ont disparu en l'espace de 15 ans, de 1990 à 2005, et que les 94 000 km^2 de forêts restants disparaissent au rythme d'environ 500 km^2 par an ;

SE FÉLICITANT de la diminution du taux de déforestation à Madagascar, passé de 0,83% entre 1990 et 2000 à 0,53% entre 2000 et 2005 et à 0,12% à l'intérieur des aires protégées ;

PRÉOCCUPÉ, cependant, par l'application quasi-nulle de la législation environnementale à Madagascar, aggravée par la suspension et/ou la suppression des aides en faveur de projets environnementaux de la part de la majorité des principaux bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, à l'image d'USAID ou de l'Union européenne, en réaction aux événements politiques de mars 2009 ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par les taux particulièrement élevés de coupes sélectives illégales concernant le bois de rose et d'ébène de Madagascar en 2009 et 2010, par la poursuite de l'exploitation illégale de bois précieux, par les pratiques d'exploitation minière artisanale illégale à l'intérieur des aires protégées et par les niveaux de chasse non viables d'espèces de grands vertébrés, notamment les grands lémuriens ;

RECONNAISSANT qu'en mars 2010, la Haute autorité de la transition a rétabli l'interdiction d'exploiter et d'exporter le bois de rose pour une durée de deux à cinq ans (décret n°2010-141) ;

RECONNAISSANT EN OUTRE qu'en août 2011, la Haute autorité de la transition a renouvelé son engagement à lutter contre l'exploitation illégale des forêts du pays en interdisant la coupe, l'exploitation, le transport et la vente du bois de rose ou d'ébène, en imposant un délai de 30 jours pour déclarer les stocks existants, en annulant les permis d'exportation et en renforçant les sanctions pour détention illégale de ces essences (ordonnance n°2011-001) ;

ENCOURAGÉ par le fait que cinq essences de bois de rose et 104 essences de bois d'ébène indigènes malgaches ont récemment été inscrites à l'Annexe III de la Convention sur le commerce de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) à la demande de la Haute autorité de la transition ; et

ÉGALEMENT ENCOURAGÉ par la décision de la Banque mondiale, en juin 2011, d'accorder un financement supplémentaire exceptionnel à Madagascar en appui au *Programme Environnemental III* « en raison de son caractère de bien public mondial et des risques substantiels de sauvegarde sociale liés à la fin du [précédent] financement » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, république de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT le Gouvernement malgache (ou, dans l'intervalle, la Haute autorité de la transition) de :

    a. poursuivre l'application de l'interdiction d'exploiter et d'exporter le bois de rose et le bois d'ébène promulguée par décret en mars 2010 ;

    b. mettre tout en œuvre pour appliquer la législation environnementale de Madagascar et ne pas tolérer l'exploitation illégale des forêts du pays et des espèces qui en dépendent ;

    c. renforcer la protection du patrimoine naturel du pays, en particulier de ses aires protégées, en veillant à ce que le ministère de l'Environnement et des Forêts dispose des ressources financières et du soutien nécessaires pour lutter efficacement contre cette exploitation illégale ;

    d. élaborer, avec le concours de l'UICN et de ses Commissions, une approche novatrice concernant l'utilisation durable des ressources forestières du pays qui soit dans l'intérêt des communautés locales exploitant ces ressources et empêche l'extinction des essences prélevées et des espèces qui en dépendent ; et

    e. gérer l'exploitation des ressources forestières de manière à inciter à leur conservation.

2. INVITE toutes les sources d'Aide publique au développement (APD) en faveur du Gouvernement malgache (ou, dans l'intervalle, de la Haute autorité de la transition), y compris les gouvernements, les institutions multilatérales et les organisations caritatives, à :

    a. poursuivre, ou à reprendre immédiatement, le financement du secteur de l'environnement de Madagascar dans le cadre de projets mis en œuvre par des organisations de la société civile ;

    b. augmenter les niveaux de soutien technique et financier à la protection de l'environnement, notamment à la protection des forêts et des espèces qui en dépendent ;

    c. associer l'appui en faveur de la protection de l'environnement à un appui en faveur des initiatives relatives à la bonne gouvernance afin de favoriser la mise en place d'institutions stables capables d'assurer l'efficacité à long terme des mesures de conservation et l'utilisation durable des espèces sauvages et des ressources naturelles ; et

    d. reconnaître que le secteur de l'environnement est un pilier fondamental de l'assistance humanitaire et non une activité distincte et sans rapport avec elle.

3. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN de :

a. fournir une aide technique au Gouvernement malgache (ou, dans l'intervalle, à la Haute autorité de la transition) s'agissant de :

   i. l'élaboration d'un système d'utilisation durable des ressources forestières du pays ;

   ii. la gestion de l'exploitation durable de ces ressources de manière à inciter à leur conservation ;

   iii. l'élaboration d'un système permettant d'inventorier et d'étiqueter le bois exploité légalement, sur le modèle du programme relatif à l'Application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux de l'Union européenne (FLEGT) ; et

   iv. l'établissement de niveaux de chasse durable en ce qui concerne les principales espèces de vertébrés prélevées à des fins de subsistance ;

b. faire prendre conscience aux décideurs du monde entier, à tous les Membres de l'UICN et au grand public qu'il est urgent de résoudre la crise environnementale qui frappe actuellement Madagascar ;

c. créer un groupe de travail national de membres de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN capable de faciliter la fourniture d'une assistance technique au Gouvernement malgache et de suivre et d'évaluer les mesures prises pour résoudre la crise ; et

d. réunir un groupe de travail conjoint sur Madagascar formé de membres de la CSE, de la Commission mondiale sur les aires protégées (CMAP), de la Commission de l'éducation et de la communication (CEC) et de la Commission du droit de l'environnement (CDDE) de l'UICN qui apportera son soutien au Secrétariat en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures décrites ci-dessus.

Auteur :
Conservation International

Co-parrains :
Bristol Clifton and West of England Zoological Society
World Association of Zoos and Aquaria, Suisse
British and Irish Association of Zoos and Aquariums, Royaume-Uni
Marwell Wildlife, Royaume-Uni
Copenhagen Zoo, Danemark
Southern African Foundation for the Conservation of Coastal Birds, Afrique du Sud
Twycross Zoo, Royaume-Uni
Instituto Conservation International do Brasil, Brésil
Wildlife Conservation Society, USA
Durrell Wildlife Conservation Trust, Royaume-Uni
North of England Zoological Society, Royaume-Uni
Zoological Society of London, Royaume-Uni

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

Explanatory Memorandum

Madagascar is one of the world's most important biodiversity hotspots; a large proportion of its exceptionally rich fauna and flora is endemic to the island. Since the undemocratic change of power and the onset of the political transition in March 2009, the country has been faced with unprecedented levels of illegal exploitation of its natural resources. This is a direct consequence of the lack of enforcement of environmental law and has also be compounded by the discontinuation of donor aid for environmental projects by most of the largest funders, such as USAID, the European Union and the World Bank. Illegal logging of Rosewood (*Dalbergia* spp.) and Ebony (*Diospyros* spp.) has emerged as the most severe threat to Madagascar's northeastern rainforests. In 2009 alone, approximately 100,000 trees of these two genera were illegally cut in the UNESCO World Heritage Sites of Masoala National Park and Marojejy National Park, as well as the Makira Protected Area, and Mananara Biosphere Reserve. Selective logging often causes a decrease in genetic diversity and an increase in the susceptibility of the impacted areas to burning, wildfires and bushmeat hunting. Documented long-term ecological consequences of selective logging in Madagascar include invasion of persistent, dominant non-native plant species, degraded faunal habitat, and a reduction of endemic mammalian species richness.

Hunting of lemurs and other larger vertebrates for subsistence consumption has been taking place in Madagascar since the arrival of humans on the island, and some lemur species are believed to have been hunted to extinction in the past. Since 2009, however, evidence is accumulating of additional unsustainable levels of hunting of numerous species, in particular the larger ones, for commercial purposes. The lack of law enforcement has meant that this is also happening on a large and unprecedented scale inside protected areas.

Ruffed Lemurs (*Varecia* spp.) are an example of species that are severely affected by the combination of threats that has emerged since 2009. They feed on Ebony (*Diospyros* spp.) and Pallisandre (*Dalbergia* spp.) trees as well as on the fruits and leaves of the "Raft wood" *Dombeya* spp. (used to transport logged hardwoods downriver). Due to their large size, Ruffed Lemurs are also primary hunting targets. The Black-and-White Ruffed Lemur (*Varecia variegata*) is already classified as Critically Endangered on the *IUCN Red List of Threatened Species*, and a continuation of current levels of exploitation will almost certainly drive this species into extinction in a matter of a few years.

M063
Agrandir et connecter les aires protégées pour le corridor écologique d'Asie du Nord-Est

RAPPELANT les Recommandations 1.38 *Réseaux et corridors écologiques de sites naturels et semi-naturels* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 1ère Session (Montréal, 1996) et 4.035 *Renforcer les travaux de l'UICN concernant les aires protégées* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

SOULIGNANT le *Programme de travail sur les aires protégées* de la Convention sur la diversité biologique (CDB), notamment l'objectif 1.2 : « Intégrer, d'ici 2015, toutes les aires protégées dans les systèmes de paysages terrestres et marins plus vastes et dans les secteurs pertinents, en appliquant l'approche par écosystème et en tenant compte de la connectivité écologique et, s'il y a lieu, du concept de réseaux écologiques » (Kuala Lumpur, 2004) ;

SALUANT les initiatives de plusieurs régions sur la création de réseaux d'aires protégées et de corridors écologiques, telles que, en Europe : ECONNECT, le Réseau écologique paneuropéen, le Réseau des Alpes européennes à la Méditerranée, le corridor des Monts Cantabriques aux Alpes occidentales, le Réseau Natura 2000 et le Massif tri-national du Mont-Blanc ; le corridor de connectivité de Yellowstone au Yukon en Amérique du Nord ; l'Arc de Terai au Népal et en Inde ; le Corridor biologique mésoaméricain ; le Vilacamba-Amboró en Amérique du Sud ; le paysage du grand Virunga, la région transfrontalière Maloti Drakensberg en Afrique pour n'en citer que quelques-unes ;

PRENANT NOTE des efforts des pays d'Asie du Nord-Est pour protéger leurs propres écosystèmes comme l'aire protégée de Baekdudaegan en République de Corée, la Réserve de biosphère du Mont Paektusan en République populaire démocratique de Corée, les aires protégées de Changbaishan en Chine et de Sikhote-Alin en Russie, mais constatant néanmoins qu'un grand nombre d'espèces de faune et de flore d'Asie du Nord-Est se sont éteintes ou sont menacées à l'échelle régionale et mondiale, et que leurs habitats sont aussi menacés de dégradation ;

CONSTATANT le manque de recherche coordonnée détaillée sur les écosystèmes régionaux en Asie du Nord-Est qui inclue la République de Corée, la République populaire démocratique de Corée, la Chine et la Russie ;

CONSIDÉRANT que renforcer la gouvernance de corridors écologiques entre pays voisins, en connectant par exemple l'aire protégée de Baekdudaegan de l'extrême sud à l'extrême nord de la République de Corée, ce qu'a fait le Ministère coréen de l'environnement et le Service forestier coréen, ou protéger les zones transfrontalières entre la Chine et la Russie comme la zone avale du fleuve Tumen, une initiative menée par le Programme sous-régional des Nations Unies pour la coopération environnementale en Asie du Nord-Est, sont des initiatives limitées par leur incapacité à s'étendre à l'ensemble des aires protégées d'Asie du Nord-Est ;

GARDANT À L'ESPRIT que les pays d'Asie du Nord-Est ont montré une faible coopération transfrontalière pour la conservation de l'environnement du fait de tensions politiques, et que l'UICN possède une expérience limitée dans cette région et a donc besoin de davantage de soutien et de focalisation au niveau international pour conserver le milieu naturel de cette région ;

RECONNAISSANT la nécessité de protéger dans sa totalité l'héritage culturel et naturel précieux et menacé des pays d'Asie du Nord-Est en remédiant notamment à la destruction rapide des écosystèmes, et de mettre l'accent sur la coopération internationale pour

développer et connecter les aires protégées au-delà des frontières nationales, dans un contexte de changement climatique, de conservation de la diversité biologique et de préservation de la paix mondiale ; et

SOULIGNANT que la nouvelle approche de l'UICN en termes de conservation (*Conservation pour une ère nouvelle*) mise en œuvre à partir de 2008, doit inclure des stratégies environnementales et aller plus loin que la seule protection de la nature, afin de contribuer à l'atténuation des conflits nationaux ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de République de Corée, de République populaire démocratique de Corée, de Chine, de Russie ainsi que les organisations non-gouvernementales des pays concernées à reconnaître le corridor écologique d'Asie du Nord-Est, c'est-à-dire le lien entre l'aire protégée de Baekdudaegan, le bassin fluvial du Tumen et les montagnes de Sikhote-Alin.

2. ENCOURAGE les organismes régionaux et locaux concernés à promouvoir des plans d'action pour la conservation et l'amélioration de la richesse biologique et de la diversité culturelle en Asie du Nord-Est.

3. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN, en collaboration avec des organisations internationales et autres parties prenantes, de promouvoir le corridor écologique mentionné précédemment en Asie du Nord-Est, en attirant l'attention du monde entier sur le besoin d'accroître et de relier les aires protégées d'Asie du Nord-Est.

4. APPELLE la Directrice générale et la CMPA à :

    a. soutenir des plans de recherche renforçant les méthodologies qui établissent des relations sur le long-terme pour la conservation de l'écosystème isolé de République populaire démocratique de Corée, en créant une base de coopération et de participation ; et

    b. favoriser l'échange régulier de résultats universitaires entre les Membres de l'UICN et ses partenaires, et les gouvernements et ONG de République de Corée, de République populaire démocratique de Corée, de Chine, de Russie afin qu'ils s'impliquent dans la création de réseaux écologiques en Asie du Nord-Est.

Auteur :

Korean Society of Environment and Ecology

Co-parrains :

Korean Society of Nature Conservation
Korea Association of Environmental Planning & Landscape Architecture
Korea National Park Service
Korea Forest Service
Nature Policy Division, Ministère de l'environnement

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M064
Conservation du lac Poyang, République populaire de Chine

NOTANT que le lac Poyang en République populaire de Chine est de loin la zone humide la plus importante, en Asie de l'Est, pour l'hivernage des oiseaux d'eau (grues, cigognes, cygnes, oies, canards et autres), et offre un habitat essentiel à de nombreuses espèces migratrices menacées dans le monde ;

CONSCIENT que plus de 98% de la population des grues de Sibérie, qui sont en danger critique d'extinction (*Grus leucogeranus*), dépendent du lac Poyang et des zones humides associées pour leur hivernage, de même pour plus de 90% de la population mondiale des cigognes orientales menacées (*Ciconia boyciana*), et plus de 50% de la population des oies cygnoïdes (*Anser cygnoides*) vulnérables ;

RECONNAISSANT que la République populaire de Chine a pris de nombreux engagements exemplaires en faveur de la conservation des zones humides, y compris par la formation d'un réseau de 15 réserves naturelles pour la sauvegarde des ressources des zones humides de Poyang, et par la création de bureaux de protection de la faune et de la flore sauvages dans toutes les provinces entourant le lac ;

SE FÉLICITANT de la désignation par la République populaire de Chine de la Réserve naturelle nationale du lac Poyang comme zone humide d'importance internationale au titre de la Convention de Ramsar en 1992, et comme site d'importance internationale pour les oiseaux d'eaux migrateurs dans le cadre du réseau des sites East Asian-Australasian Flyway (Voies migratoires Asie de l'Est-Australasie) en 1997 ;

NOTANT l'engagement pris par la République populaire de Chine en faveur du projet, récemment achevé, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Fonds de l'environnement mondial (FEM) *Development of a Wetland Site and Flyway Network for Conservation of the Siberian Crane and Other Migratory Waterbirds in Asia* (Développement d'une zone humide et d'un réseau de voies migratoires pour la conservation de la grue de Sibérie et autres oiseaux migrateurs en Asie), grâce auquel la Réserve naturelle nationale du lac Poyang a obtenu un financement important, le financement du PNUE/FEM étant complété par un investissement remarquable de la part de la République populaire de Chine ;

NOTANT que les services écosystémiques fournis par le lac Poyang sont d'une très grande importance pour les millions d'habitants du Jiangxi et des provinces le long du fleuve ;

NOTANT ÉGALEMENT l'importance du lac Poyang pour d'autres composantes essentielles de la diversité biologique, en particulier de la végétation, des poissons et du seul marsouin d'eau douce du monde ;

CONSCIENT que la proposition faite à l'origine par le gouvernement du Jiangxi de construire un barrage à la sortie du lac Poyang a été modifiée suite à de nouvelles recherches et consultations ;

PRENANT EN COMPTE le fait qu'un système de contrôle des eaux aurait un effet sur les fluctuations naturelles du niveau de l'eau, et pourrait modifier les caractéristiques écologiques du lac et des zones humides, et aurait un impact irréversible sur des biens d'importance locale et mondiale, et augmenterait grandement les risques de l'extinction totale de la grue de Sibérie et d'autres espèces menacées ;

AYANT CONNAISSANCE du rapport, fait en 2010 par Wetlands International, le Groupe de spécialiste des grues de la Commission de sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN et le

bureau de l'UICN en Chine, intitulé « An Ecosystem Approach to Resolving Conflicts among Ecological and Economic Priorities for Poyang Lake Wetlands » (Une approche écosystémique pour résoudre les conflits portant sur les priorités écologiques et économiques dans les zones humides du lac Poyang) ; et

RAPPELANT que la République populaire de Chine a adopté une *Stratégie nationale de conservation de la diversité biologique et un plan d'action (2011-2030)* dans lesquels le lac Poyang figure parmi les 35 régions prioritaires pour la conservation de la diversité biologique, et également le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi, et tout particulièrement :

a. l'Objectif 5 : « … le rythme d'appauvrissement de tous les habitats naturels, y compris les forêts, est réduit de moitié au moins et si possible ramené à près de zéro, et la dégradation et la fragmentation des habitats sont sensiblement réduites » ;

b. l'Objectif 12 « … l'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu » ; et

c. l'Objectif 14 « …les écosystèmes qui fournissent des services essentiels, en particulier l'eau et contribuent à la santé, aux moyens de subsistance et au bien-être, sont restaurés et sauvegardés, compte tenu des besoins des femmes, des communautés autochtones et locales, et des populations pauvres et vulnérables. »

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT la République populaire de Chine, lors de toute décision portant sur la gestion du lac Poyang :

    a. de maintenir et améliorer la diversité biologique, précieuse au plan local et international, du lac Poyang grâce à l'adoption et la mise en œuvre d'une approche écosystémique décrite dans le rapport mentionné ci-dessus : « An Ecosystem Approach to Resolving Conflicts Among Ecological and Economic Priorities for Poyang Lake Wetlands » ;

    b. d'optimiser les bienfaits à la fois pour la diversité biologique et le développement du maintien des caractéristiques écologiques de la zone humide, en particulier en gérant le niveau des eaux et leur fluctuation de façon à rester dans les moyennes historiques ; et

    c. d'encourager les scientifiques et les organisations non gouvernementales dotées d'expertises diverses et d'expérience pratique d'apporter leurs conseils sur les activités de recherche et de gestion et de stimuler les échanges techniques sur l'application la plus efficace de l'approche écosystémique pour le lac Poyang.

2. PRIE la Directrice générale et les Commissions de l'UICN, en fonction des ressources disponibles, d'apporter à la République populaire de Chine, selon les besoins, une assistance technique pour la mise en œuvre d'une approche écosystémique pour le lac Poyang et de faire rapport sur l'évolution de la situation à la prochaine session du Congrès mondial de la nature.

Auteur :

Center for Humans and Nature

Co-parrains :

- BirdLife International
- International Council for Game and Wildlife Conservation
- Wildlife Conservation Society
- Endangered Wildlife Trust, Wildfowl & Wetlands Trust
- Association of Zoos and Aquariums
- Royal Society for the Protection of Birds
- Chicago Zoological Society
- Wetlands International
- Korean Society of Environment and Ecology
- WWF Netherlands
- The Nature Conservancy

M065

Protéger la Grande Barrière de Corail, site du patrimoine mondial, et d'autres sites importants du patrimoine australien, des impacts néfastes de l'expansion des industries minières et gazières et d'autres activités

NOTANT que la Grande Barrière de corail est l'un des sites les plus emblématiques du patrimoine mondial ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE qu'il est prévu que la population des bassins hydrographiques côtiers de la Grande Barrière pourrait augmenter de 40% dans les 25 prochaines années, ce qui augmentera la pression sur le développement côtier et sur le captage des eaux de ruissellement ;

NOTANT ÉGALEMENT AVEC INQUIÉTUDE qu'il existe des menaces immédiates liées à l'exploitation actuelle, ou en projet, de charbon, et au développement qui pourrait s'ensuivre des ports et du trafic maritime vers de nombreux sites du patrimoine australien ;

AYANT PRIS NOTE des engagements internationaux pris par le gouvernement australien relatifs aux espèces migratrices et aux zones humides d'importance internationale ;

TROUBLÉ de savoir qu'il est prévu que le trafic des vraquiers pourrait être multiplié par 10 à l'intérieur du site du patrimoine mondial de la Grande Barrière (SPMGB) ;

AYANT PRIS NOTE de la décision 35 COM 7.B10 de la réunion du Comité du patrimoine mondial en 2011 ;

AYANT CONNAISSANCE de la mission de surveillance UICN/Centre du patrimoine mondial destinée à examiner les questions posées par les développements sur l'île Curtis et les autres menaces potentielles pesant sur l'intégrité du bien du patrimoine mondial de la Grande Barrière ;

AYANT ÉGALEMENT CONNAISSANCE de la formation par le Comité national des Membres de l'UICN de l'Australie d'un groupe d'experts présidé par le Professeur Richard Kenchington ;

CONSCIENT ÉGALEMENT que le Comité national des Membres de l'UICN de l'Australie considère qu'une évaluation stratégique des menaces est nécessaire afin d'éviter que les rapports adressés au Comité du Patrimoine mondial, qui font référence aux risques, se multiplient ;

SALUANT le mémoire du Comité national des Membres de l'UICN de l'Australie « Maintenir la valeur universelle exceptionnelle du site du patrimoine mondial de la Grande Barrière », février 2012 ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que l'effet cumulatif des nombreux dangers qui menacent le SPMGB sont susceptibles de causer des dommages importants à l'une des plus emblématiques aires protégées dans le monde ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les gouvernements en Australie, au niveau fédéral, des États et des Territoires, envisagent de revoir les lois environnementales afin d'accélérer l'attribution des autorisations données à des propositions de projets de grands développements, y compris pour les activités minières et gazières, ce qui pourrait entraîner un appauvrissement des évaluations environnementales et l'affaiblissement d'importantes protections environnementales ; et

PRÉOCCUPÉ ÉGALEMENT par le fait que les écosystèmes coralliens sont parmi les systèmes les plus vulnérables aux effets des changements climatique et que le SPMGB a déjà connu une mortalité massive des coraux liée à des phénomènes climatiques extrêmes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT le gouvernement australien de conserver un rôle actif dans la protection, la conservation et la restauration de la remarquable diversité naturelle du continent australien.

2. INVITE le gouvernement australien à respecter ses engagements envers la communauté internationale et à conserver ses pouvoirs légaux de réglementation et d'évaluation des impacts sur les espèces menacées et migratoires, sur les zones humides d'importance internationale et sur les aires du patrimoine mondial.

3. ENCOURAGE le gouvernement australien à procéder à une évaluation stratégique des impacts de l'expansion des activités minières et gazières, ainsi que des autres menaces, sur la diversité biologique et les ressources naturelles d'Australie.

4. PRIE ÉGALEMENT le gouvernement australien :

    a. d'appliquer immédiatement les recommandations du mémoire du Comité national des Membres de l'UICN de l'Australie "Maintenir la valeur universelle exceptionnelle du site du patrimoine mondial de la Grande Barrière", février 2012 ;

    b. d'appliquer un moratoire sur toute nouvelle extraction de ressources, et sur les propositions de développement des infrastructures associées, qui pourraient avoir un impact sérieux sur le site du patrimoine mondial de la Grande Barrière jusqu'à ce qu'un plan stratégique relatif aux recommandations de l'évaluation stratégique et aux effets cumulatifs des principales menaces identifiées par le Comité national des Membres de l'UICN de l'Australie soit complété sur les points suivants :

        i. la pollution des eaux du SPMGB par des sédiments, des nutriments et autres produits chimiques provenant de l'agriculture et de l'utilisation des sols à des fins urbaine ou industrielle ;

        ii. l'implantation de grands projets impliquant de nouvelles formes d'utilisation et des infrastructures modifiées ou élargies ;

        iii. les effets de l'augmentation de la population et des développements qui y sont liés ; et

        iv. les effets des changements climatiques.

Auteur :
The Nature Conservation Council of New South Wales

Co-parrains :
Australian Marine Conservation Society
National Parks Australia Council
WWF Australia
Australian Rainforest Conservation Society
Te Ipukarea Society

Environment and Conservation Organisation of NZ
The Wilderness Society Inc
Jamaica Environment Trust

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M066
Améliorer la conservation et la durabilité de la mer Jaune

CONSIDÉRANT que le phénomène naturel du système asiatique Monsoon, associé à une mer relativement peu profonde, créé des sédiments lourds et des versements importants d'eau douce dans la mer Jaune sur une base annuelle ;

CONSCIENT du développement important des villes côtières de la mer Jaune, en Corée et en Chine, et de la dépendance des populations de ces villes vis-à-vis de l'écosystème de la mer Jaune pour une grande part de leurs besoins de base et économiques ;

CONSCIENT de l'importance au niveau mondial des vasières intertidales d'Asie de l'Est, comme en témoigne le fait que près de 1 600 espèces ont été recensées à l'intérieur des habitats marins et côtiers de la mer Jaune, dont 70 espèces de phytoplancton, 300 de diatomées benthiques, 300 de macroalgues marines, 50 d'halophytes, 500 d'invertébrés marins, 150 de poissons, 230 d'oiseaux d'eau et 10 de mammifères marins, la plupart d'entre elles dépendant des vasières intertidales au moins à une reprise dans leur vie ;

PRENANT EN COMPTE la rapide augmentation de l'industrialisation côtière, qui a contribué à aggraver la pollution et à perturber le fonctionnement de l'écosystème de la mer Jaune, associé au fait que l'échange d'eau entre la mer Jaune et la mer de Chine orientale prend environ sept ans ;

NOTANT que les progrès technologiques de la pêche depuis le milieu des années 1980 ont entraîné des augmentations drastiques des captures pour les dix plus importantes espèces commerciales de la mer Jaune et qu'elle est ainsi passée de 400 000 tonnes en 1986 à 2 300 000 tonnes en 2004, et que cette augmentation rapide de captures de poisson ne peut être durable sur une base annuelle ;

NOTANT EN OUTRE que plusieurs projets de mise en valeur de grande envergure, encore au stade de proposition ou d'ores et déjà réalisés, comme les projets de Shihwa, Saemangum, Yeongsangang et Song-do en République de Corée ou le projet de la baie d'Isahaya au Japon ont, ou auront, une incidence notable sur les zones côtières ;

RAPPELANT la Recommandation 4.129 *Renforcement de la gestion intégrée des zones côtières* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui reconnaît la vulnérabilité des zones côtières et leur importance centrale pour les besoins des populations humaines, renforçant ainsi le principe d'une gestion intégrée des zones côtières ;

RAPPELANT PAR AILLEURS la Recommandation V.22 *Construire un système mondial de réseaux d'aires protégées marines et côtières* adoptée lors du Ve Congrès mondial sur les parcs de l'UICN (Durban, 2003), et l'Objectif d'Aichi 11 du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, qui appellent à la création de systèmes d'aires protégées marines et côtières représentatifs et gérés efficacement et équitablement ;

NOTANT les efforts internationaux de longue date en faveur de la coopération sur la péninsule coréenne ;

SE FÉLICITANT des engagements pris par la République de Corée envers la Convention de Ramsar afin de garantir une gestion avisée et une utilisation raisonnable des zones humides d'importance internationale qui n'ont pas encore été officiellement désignées comme sites Ramsar, et confirmant par ailleurs qu'aucun projet de mise en valeur de terres à grande échelle ne fait actuellement l'objet d'un agrément par la République de Corée ;

SE FÉLICITANT PAR AILLEURS des nombreux efforts internationaux, se traduisant par des projets comme le Projet du grand écosystème marin de la mer Jaune du Programme des Nations Unies sur l'environnement/Fonds pour l'environnement mondial et par des initiatives comme le Programme du PNUE sur les mers régionales, pour améliorer la coopération régionale, les actions de gouvernance et de conservation, mais remarquant toutefois que cela n'est pas suffisant pour apporter une solution aux problèmes identifiés ; et

TRÈS INQUIET que les conditions écologiques et la durabilité de l'exploitation des ressources dans la mer Jaune continuent à se détériorer rapidement, du fait des caractéristiques biophysiques de celle-ci, de la surexploitation de ses ressources marines et des pressions croissantes sur ses côtes liées au développement urbain côtier ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les pays limitrophes de la mer Jaune à collaborer afin de mettre un terme à la dégradation actuelle des écosystèmes de la mer Jaune liée au surdéveloppement et à la surexploitation des ressources, et à atténuer les incidences négatives du développement côtier, notamment la mise en valeur des terres.

2. ENCOURAGE tous les pays limitrophes de la mer Jaune à animer des groupes de travail au niveau des organisations afin d'accélérer les Programmes d'action stratégique déjà en place dans les programmes actuels, comme le Projet du grand écosystème marin de la mer Jaune du PNUD/FEM.

3. PRESSE les institutions internationales et régionales comme la Convention Ramsar et le Partenariat pour la voie de migration de l'Asie de l'Est-Australasie à se focaliser davantage et à offrir des conseils techniques et un renforcement des capacités pour soutenir la conservation et l'utilisation raisonnable des vasières intertidales d'importance internationale de la mer Jaune et de la région d'Asie de l'Est.

4. PRESSE les Membres de l'UICN de :

    a. encourager et accroître les efforts pour conserver les écosystèmes de la mer Jaune, et notamment les écosystèmes de vasières intertidales uniques d'Asie de l'Est, afin de garantir l'utilisation durable de ses ressources marines ;

    b. soutenir la conservation des écosystèmes de la mer Jaune en créant des parcs nationaux et autres aires protégées marines et côtières ;

    c. évaluer les Programmes d'action stratégique existants du Projet du grand écosystème marin de la mer Jaune du PNUE/FEM, et encourager leur mise en œuvre de toute urgence ;

    d. encourager la recherche et le suivi des écosystèmes de la mer Jaune, notamment des vasières intertidales uniques de la mer Jaune et de la région d'Asie de l'Est ; et

    e. faire prendre conscience de l'importance d'une conservation efficace des mers régionales, et notamment de la mer Jaune et de la région d'Asie de l'Est, par le biais d'institutions régionales et d'organisations non-gouvernementales pertinentes.

5. DEMANDE à la Directrice générale de :

    a. collaborer avec les Membres, les Commissions et les autres partenaires de l'UICN afin de renforcer la gouvernance régionale et la prise d'action, d'accroître la prise de

conscience internationale en faveur de la conservation de la mer Jaune, et de renforcer la protection des écosystèmes de vasières intertidales d'Asie de l'Est afin d'évaluer de façon plus coordonnée les dommages qu'inflige le développement côtier et d'améliorer la prise de conscience internationale quant au besoin de conserver ces systèmes ;

b. utiliser, lorsque possible, les mécanismes existants comme le Partenariat pour la voie de migration de l'Asie de l'Est-Australasie, dont l'UICN est une institution membre, et/ou le Comité directeur régional pour l'Asie de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN pour prendre des actions en faveur de la conservation dans la mer Jaune ; et

c. offrir un soutien technique et programmatique aux efforts susmentionnés pour encourager les réseaux régionaux d'experts sur les zones intertidales et partager les connaissances en matière de conservation.

Auteurs :

The Korean Society of Oceanography
Korean Wetlands Society

Co-parrains :

Korea National Park Service
Korean Society of Nature Conservation
Nature Policy Division, Ministère de l'environnement
Parks Victoria
The Ecological Society of Korea
World Wide Fund for Nature, Japon

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M067
Création d'un système de gestion intégrée pour l'aire de l'île de Jeju placée sous la protection de l'UNESCO

RECONNAISSANT que l'île de Jeju, une zone de préservation de l'environnement de renommée mondiale bénéficiant de plusieurs statuts de protection reconnus à l'échelle internationale qui couvrent l'essentiel de sa superficie de 1847 km², a été gérée de manière systématique en reliant différentes informations relatives à l'environnement comme les écosystèmes, les eaux souterraines, les paysages pittoresques, les réserves de faune et de flore, le sol et les caractéristiques géologiques de l'île afin d'établir un système de gestion intégrée pour la conservation de la nature et un mode de vie durable dans la région sur la base du Système d'information géographique (SIG) conformément à la Loi spéciale sur le gouvernement autonome spécial de Jeju et aux méthodes traditionnelles appliquées à la conservation de la nature ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que l'île de Jeju, en tant que destination touristique très prisée dans le monde avec plus de 10 millions de visiteurs par an, est fortement exposée au risque de voir les aires protégées présentes sur l'ensemble de l'île subir des incidences négatives, que sa faune et sa flore pourraient être gravement menacées et que des lignes directrices distinctes relatives à la gestion de l'île, élaborées et suivies par différentes autorités aux cycles et à la périodicité différents en matière de réévaluation – par exemple tous les dix ans pour le Conseil international de coordination du Programme l'Homme et la biosphère *(Man and the Biosphere, MAB)* de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en ce qui concerne les réserves de biosphère, tous les six ans pour le Comité du patrimoine mondial en ce qui concerne les sites du patrimoine mondial naturel et tous les quatre ans pour le Réseau mondial des géoparcs en ce qui concerne les géoparcs mondiaux – permettent difficilement d'établir un régime de gestion globale ;

RAPPELANT la Résolution 19.38 *Objectifs pour les réseaux d'aires protégées* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 19e Session (Buenos Aires, 1994), la Recommandation 16 de la 4e Conférence du Réseau mondial des géoparcs préconisant la protection de 10% de la biosphère dans les aires protégées et la Résolution 2.2 *Intégration de la gestion des écosystèmes dans le Programme de l'UICN* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e session (Amman, 2000), la question de la gestion intégrée constituant un volet important de la mission de l'UICN, et considérant par ailleurs que si la Convention pour la protection du patrimoine mondial naturel a pour objectif la conservation, tandis que les réserves de biosphère et les géoparcs mondiaux ont pour objectifs l'éducation et l'utilisation à des fins touristiques, la gestion intégrée des ressources naturelles de Jeju est indispensable et devrait être mise en place ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 4.094 *Impulsion et soutien aux politiques locales et régionales de conservation de la diversité biologique* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui prie les autorités locales et régionales de formuler des politiques portant sur la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources naturelles et demande aux composantes de l'UICN d'établir des programmes de travail spécifiques avec les autorités locales et régionales aux fins d'élaborer des politiques locales sur le développement durable, la diversité biologique et la gestion des espaces qui possèdent une valeur naturelle ; et

CONVAINCU qu'un système de gestion intégrée des zones du monde entier placées sous la protection de l'UNESCO est la méthode la plus adaptée pour la conservation des espèces de faune et de flore sauvages et que cette approche de la gestion est conforme au concept fondamental de l'UICN et contribue à l'utilisation durable des écosystèmes, et CONVAINCU PAR AILLEURS que les aires protégées de Jeju ont bénéficié d'une bonne gestion, ce qui a permis d'assurer la conservation de la nature à long terme grâce à des pratiques de gestion

intégrées appliquées de longue date coexistant avec l'histoire et la culture des habitants de Jeju ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, en coopération avec toutes parties prenantes concernées, d'élaborer un manuel sur la gestion de la conservation qui comprenne des lignes directrices et autres propositions relatives à la conservation systématique et à l'utilisation durable des écosystèmes, et également d'élaborer et de normaliser un système de gestion pour les aires protégées par exemple en intégrant les différents cycles pour la réévaluation des sites bénéficiant de différents statuts de protection et de le remettre en tant que modèle aux Membres de l'UICN.

2. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale de prendre des mesures pour mettre en place un programme de coopération qui permettra aux institutions internationales de collaborer en faveur de la conservation de l'environnement naturel en établissant un système de gestion intégrée pour les aires protégées du monde entier.

3. INVITE à demander le soutien des organisations du système des Nations Unies, des États et des nations afin de promulguer des lois sur la gestion intégrée au niveau des États ou des nations en faveur de la conservation appropriée, de l'intégration systématique et de la gestion des ressources naturelles, qu'il s'agisse de Réserves de biosphère, de sites du patrimoine mondial naturel ou de géoparcs mondiaux.

Auteur :

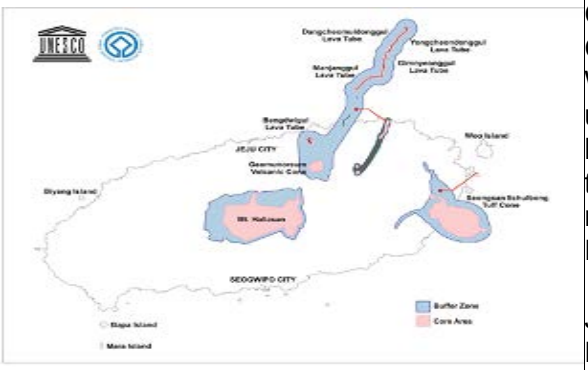
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment

Co-parrains :

Gotjawal Trust of Jeju,
Jeju City Project 21
Jeju Special Self-Governing Province Agenda 21
Sustainable Environmental Education Center of Jeju Special Self-Governing Province
Local Agenda 21 - Seogwipo City, République de Corée

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

Explanatory Memorandum

Jeju World Natural Heritage  ● Title : Jeju Volcanic Island and Lava Tubes ● Sites : Mt. Hallasan Natural Reserve, Seongsan Ilchulbong Tuff Cone, Geomunoreum Lava Tube System ● Area : 18,997 ha (core zone: 9,605 ha; buffer zone: 9,392 ha) ● Year of Inscription : 2007 ● Criteria : Outstanding scenic (vii) and geologic value (viii)	UNESCO adopted the 'Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage' at the General Conference in 1972, and began to designate World Heritage Sites of outstanding universal value to be preserved for all humanity. World Heritage Sites consist of three categories: cultural, natural, and mixed. Korea boasts nine World Cultural Heritage sites. Jeju Volcanic Island and Lava Tubes is Korea's first and only property to be designated as a World Natural Heritage Site (2007).
Jeju Biosphere Reserve  ● Title : Jeju Biosphere Reserve ● Site : Mt. Hallasan National Park, two stream corridors (Yeongcheon Stream and Hyodoncheon Stream), three islets (Seopseom, Beomseom and Munseom) ● Area : 83,094 ha (core area: 15,158; buffer zone: 14,601; transition area: 53,335) ● Year of description : 16 December 2002	Biosphere Reserves are areas of terrestrial and coastal ecosystems recognized under UNESCO's Man and the Biosphere (MAB) Programme to promote solutions to reconcile the conservation of biodiversity with its sustainable use. The Jeju Island Biosphere Reserve is located at the centre of the island, comprised of Mt. Hallasan National Park, two stream corridors and three small islets. The Biosphere Reserves are organized into three interrelated zones, known as the core area, the buffer zone and the transition area. The core area of the Jeju Island Biosphere Reserve (JIBR) is composed of Mt. Hallasan, two stream corridors and three small islets. The buffer zone of JIBR is composed of national forest surrounding the national park, which is protected as a conservation forest by forestry law, and the marine area surrounding three small islets, which is designated as the Provincial Marine Park.



- Title : Jeju Global Geoparks Network
- Site : Jeju Island (9 geosites)
- Year of certificate : 1 October 2010

The Global Geoparks Network (GGN) is a programme primarily aimed at increasing residents' income by vitalizing the tourism industry while preserving geologically outstanding areas which are highly valuable parts of natural heritage. Jeju Island was confirmed as a Global Geoparks Network member in October, 2010.

Jeju Global Geoparks includes nine geosites: Mt. Hallasan, Suweolbong Tuff Ring showing the sedimentary structures of volcanic ash, Mt. Sanbangsan lava dome, Yongmeori Tuff Ring formed from hydrovolcanic eruptions, Jungmun Daepo Columnar-Jointed Lava, Seogwipo Formation having shell fossils, Cheonjiyeon Waterfall, Seongsan Ilchulbong Tuff Cone, and Manjanggul Lava Tube.

M068
Restauration et conservation du cratère maar Hanon de Jeju

SACHANT que la formation de l'île volcanique de Jeju remonte à plus de 1,8 millions d'années et qu'elle est le fruit d'une forte activité volcanique, qu'elle a été inscrite sur les Listes de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au titre de réserve de biosphère, de site du patrimoine mondial et de géoparc mondial, qu'elle renferme quatre zones humides d'importance internationale (dénommées « sites Ramsar ») et que, de ce fait, elle constitue un site exemplaire unique au monde en matière de conservation de la nature ;

SOULIGNANT l'importance du cratère Hanon, d'une superficie totale de 127,6 hectares, situé à Seogwipo, île de Jeju, République de Corée, où se déroule le Congrès mondial de la nature 2012 de l'UICN, en tant que patrimoine naturel de premier plan représentant une « capsule témoin de l'environnement de la Terre » et recelant de très précieuses informations scientifiques capables de révéler la succession des changements environnementaux, climatiques et écologiques de la Terre grâce aux pollens, spores et sables jaunes accumulés sur une épaisseur de 15 mètres à l'intérieur du lac et au niveau des sédiments de la zone humide du cratère au cours des 50 000 dernières années ;

RECONNAISSANT que la région d'Hanon peut être un endroit propice pour établir des prévisions climatiques en examinant avec attention les fluctuations d'une variété de climats d'Asie de l'Est à partir d'une étude du climat et de la végétation du passé à l'intérieur et en périphérie de la concentration et de l'accumulation de sédiments du maar à l'intérieur du cratère, cette zone étant sous l'influence d'une masse d'air tropical maritime et d'une masse d'air polaire continental, sachant par ailleurs que les vents d'ouest présentent des caractéristiques climatiques distinctes qui varient selon les saisons entre le climat continental et le climat océanique ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la topographie de la zone continue de subir des dommages bien que les exploitants autochtones aient cessé leurs activités agricoles dans la région du cratère et que la disparition du lac et de la zone humide du cratère se poursuit, ce qui porte gravement préjudice à la végétation originelle qui entoure le cratère, et inquiet de constater par ailleurs que la zone est exposée aux menaces imminentes que constituent les tentatives irréfléchies d'aménagement de la région sous forme de complexe sportif, touristique et de divertissement ;

CONSIDÉRANT que les autorités municipales et les organisations de la société civile ont reconnu l'importance des valeurs géologiques, climatiques, écologiques et environnementales du cratère Hanon et, de ce fait, continué de lancer des campagnes préconisant de prendre des mesures urgentes en faveur de la restauration et de la conservation à long terme de la zone, tout en accueillant quatre colloques internationaux en coopération avec les autorités municipales et le secteur privé pour réexaminer les valeurs du cratère Hanon et présenter le caractère pertinent d'une vision pour l'éducation à l'environnement et l'utilisation écologique et durable du site dans le cadre d'activités d'écotourisme, une fois les travaux de restauration achevés et les mesures de conservation mises en place, l'objectif étant de parvenir à un consensus au plan national et international ;

NOTANT que la restauration du lac de cratère Hanon et de son milieu humide ainsi que la conservation des sédiments du lac sont conformes aux principes de base du développement durable visant à sauvegarder l'environnement de la planète et à faire face au changement climatique dans l'intérêt des générations futures défendus par l'UICN et d'autres organisations internationales de protection de l'environnement ; et

RAPPELANT que l'UICN a entrepris différentes initiatives et déployé de nombreux efforts pour inciter à agir et à apporter une contribution concrète, au niveau des États, afin de souligner l'importance sur le plan environnemental des écosystèmes de zone humide et de leur conservation par le biais de la Résolution 1.70 *Les priorités de la Convention de Ramsar* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 1ère Session (Montréal, 1996), la Résolution 3.012 *La gouvernance des ressources naturelles pour la conservation et le développement durable* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) et la Résolution 4.036 *Lignes directrices pour de meilleures pratiques en matière de restauration écologique des aires protégées* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN de soutenir le projet de restauration et de conservation du cratère Hanon afin d'obtenir des résultats concrets tout en faisant en sorte que la restauration des écosystèmes menacés de destruction fasse l'objet d'un grand projet sur la conservation de la nature et des ressources naturelles et afin que les initiatives relatives à la mise en place de projets de conservation soient transmises à d'autres États, régions et dans le monde entier.

2. RECOMMANDE au Gouvernement de la République de Corée d'élaborer et de mettre en œuvre un plan global pour la restauration de l'environnement naturel et de prendre des mesures pour freiner la dégradation des aires conservées tout en établissant et en donnant effet à des programmes d'utilisation respectueux de l'environnement (p. ex. un programme de protection, de gestion et d'éducation à l'environnement) permettant de réunir divers participants (à savoir des groupes écologistes de la société civile, des habitants de la région et des universitaires spécialisés).

3. RECOMMANDE aux gouvernements, instituts de recherche et organismes de protection de l'environnement de la République de Corée, de la République populaire de Chine et du Japon, pays où se trouvent des cratères maar relevant de la même zone climatique que le cratère Hanon, de poursuivre leurs efforts afin d'optimiser la coopération et les échanges mutuels en matière d'activités universitaires et éducatives capables de contribuer à l'établissement de prévisions sur le changement climatique en étudiant l'évolution des changements dans le climat de mousson du Nord-Est asiatique.

Auteur :
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment

Co-parrains :
Gotjawal Trust of Jeju
Jeju City Project 21
Jeju Special Self-Governing Province Agenda 21
Sustainable Environmental Education Center of Jeju Special Self-Governing Province
Local Agenda 21 - Seogwipo City, Corée

Explanatory Memorandum

What is the Hanon Crater?

Location: 70 *Hogeun-Dong*, Seogwipo City, Jeju Special Self-Governing Province, Korea; Approximately 1.5km in the west from Jungang-Ro and the northern part of *Sammae* Peak

Size: Area: 1,266,825m^2; Area of the bottom of the crater: 216,000m^2; Height: Altitude 143.4m, Relative height max. 90m; Length: Circumference 3,774m; Diameter of the crater: 1,000–1,150m (Top part); Diameter of the crater floor: 950m

Geological and Topographical Characteristics of the Hanon Crater:
The Hanon is a volcano basically composed of tuff with four small cinder cones made of scoria which were developed concurrently within the crater. The Hanon has very rare and beautiful maar sceneries in which cinder cones appear as islets under the condition of a crater lake while foreign maar does not have additional cinder cones.

Measurement of Sediment Layers of the Hanon Crater:
Electric non-resistance exploration is the technique to verify electric characteristics of the ground by measuring differences of electric potential formed by artificially discharged electric currents on the surface of the ground at certain fixed distances. It is based on differences of consumption quantity of electric currents and electric potential according to electric conductivity of the medium materials.

Sediment layers with a thickness of 8–10m were distributed in the whole measurement lines as a result of implementing electric non-resistance exploration by establishing three measurement lines with a total extension length of 1.2km in a radial manner, centered on cinder cones located in the center of the crater. Among them, a sediment layer with a thickness of around 15m thick was formed on one measurement line at each measurement point, 140m and 200m respectively. It was found that the sediment layers were mainly distributed at the low resistant zones of less than 75 Ω•m.

Estimation of the Period of the Hanon Crater:
When we estimate the period of the Hanon-Maar sedimentary layers, considering that the sedimentary layers were accumulated at a depth of about 30–40cm every one thousand years, it is estimated that the Hanon Crater has been accumulating for approximately 50,000 years. According to scholars, it shows the period difference of about 35,000–70,000 years, and we must conduct scientific measurements through precise exploration service contracts including geological surveys and drilling of the sedimentary layers.

M069

Associer la gestion des aires protégées nationales à la gouvernance participative et équitable des communautés autochtones et locales d'Oaxaca, Mexique

RAPPELANT des Résolutions et des Recommandations précédemment adoptées par l'UICN qui reconnaissent et encouragent la mise en œuvre adaptée de politiques et de pratiques de conservation respectant les droits humains, les rôles, les cultures et les savoirs traditionnels des peuples autochtones, conformément aux accords internationaux, ainsi que leur droit de se déterminer librement ;

SALUANT l'adoption de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, qui apporte un appui sans précédent aux droits des peuples autochtones sur leurs terres et leurs ressources naturelles, y compris sur les aires autochtones et communautaires de conservation ;

NOTANT les *Objectifs du Millénaire pour le développement* (qui mettent l'accent sur la réduction de la pauvreté et la durabilité environnementale) et les obligations des pays en vertu du *Programme de travail sur les aires protégées* de la Convention sur la diversité biologique (CDB), adopté par le Mexique en 1993, qui demande notamment aux parties signataires, à l'horizon 2008, de :

a. veiller à une participation pleine et effective des communautés autochtones et locales à l'identification, la mise en place et la gestion de nouvelles aires protégées ;

b. reconnaître les capacités de conservation de la société civile et les activités participatives de recherche, de planification et de gestion avec les communautés autochtones et locales ;

c. mettre au point des règles, des critères et des pratiques optimales en vue de la planification, l'identification, la création et la gestion de leurs propres modalités nationales et régionales de travail avec les systèmes d'aires protégées ;

d. apprendre à propos des différentes modalités de gouvernance des aires protégées dans les sites et territoires de conservation des communautés autochtones et locales ; et

e. définir et respecter des principes de « bonne gouvernance » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la *Déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones,* qui garantit les droits des peuples autochtones à se déterminer librement, à être consultés préalablement et en connaissance de cause et à la propriété, l'utilisation, la gestion et la conservation de la biodiversité et des ressources naturelles de leurs territoires ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 4.041, *Suivi des mesures demandées par le Congrès latino-américain sur les parcs nationaux et autres aires protégées (Bariloche, 2007),* qui a appelé à « ... la planification participative des aires protégées, en appliquant les principes de bonne gouvernance, tels que la transparence, l'équité, la responsabilité, et l'accès à des mécanismes et initiatives de règlement des différends… »

SOULIGNANT que la Stratégie nationale pour la biodiversité du Mexique (2000) a défini quatre axes stratégiques pour atteindre les objectifs de la CDB, notamment « promouvoir l'utilisation durable et diversifiée des composantes de la biodiversité » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que le cadre juridique mexicain reconnaît et favorise les droits des communautés autochtones et locales sur leurs terres, ainsi que leur droit à participer à la conservation de ces dernières, et impose la reconnaissance de ces droits ;

TENANT COMPTE de la loi environnementale du Mexique (Loi générale relative à l'équilibre et à la protection de l'environnement), qui, sous protection constitutionnelle, dispose que :

a. les aires naturelles protégées (ANP) doivent être créées conformément aux principes constitutionnels, ce qui implique le respect du régime d'autonomie visé à l'article 2 ;

b. après la définition de l'ANP, les organismes gouvernementaux concernés doivent accorder des incitations fiscales et des rémunérations financières aux communautés locales ayant des droits sur les terres situées à l'intérieur de l'ANP ; et

c. à partir du 16 mai 2008, les communautés qui désignent leur territoire comme une Aire communautaire de conservation (ACC) doivent bénéficier du même droit à l'autonomie et du même soutien que les communautés participant à des plans d'action nationaux ;

TENANT COMPTE du fait que le Mexique est l'un des pays mégadivers de la planète (il occupe la 4^{e} place dans le monde pour sa richesse en espèces), et que cette diversité s'applique tout particulièrement à Oaxaca ;

NOTANT ÉGALEMENT qu'en raison des circonstances susmentionnées, les communautés d'Oaxaca ont mis au point des techniques traditionnelles pour s'adapter à leurs microenvironnements respectifs, et que les 15 groupes ethniques de la région gèrent leurs ressources de différentes façons, par le biais de leurs propres institutions et organisations, avec leurs systèmes traditionnels de gestion des ressources, qui sont mis en œuvre depuis plusieurs siècles ;

ÉTANT DONNÉ qu'il existe déjà, à Oaxaca, des instances dotées d'une nouvelle structure organisationnelle (UZACHI, CORENCHI, IXETO), intégrées dans les mécanismes traditionnels de gouvernance, et qu'elles ont été capables de mettre au point des plans d'aménagement territorial répondant d'une façon intégrée aux besoins environnementaux et socio-économiques des communautés ;

TENANT COMPTE que la CPEES a longtemps œuvré en faveur de la reconnaissance nationale et internationale des aires autochtones et communautaires de conservation, et que l'étendue totale de ces dernières représente probablement plus du double de la superficie connue actuellement protégée par les pouvoirs publics, des propriétaires privés ou soumise à des plans de cogestion, ce qui accroît considérablement les capacités de conservation de la biodiversité ;

PRÉOCCUPÉ du fait qu'en pratique les aires naturelles protégées mexicaines semblent gérées selon une approche verticale, sans une consultation appropriée avec les communautés locales, et parce que la CONANP ne tient pas pleinement compte des besoins des communautés lorsqu'il s'agit de reconnaître leurs aires de conservation ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE au gouvernement mexicain et plus particulièrement à la CONANP, de :

a. incorporer dans la gestion des programmes nationaux d'action les principes de bonne gouvernance liés aux travaux des organismes des Nations Unies, réaffirmés lors du V Congrès mondial des parcs et exprimés dans la Constitution mexicaine en termes de

« Légitimité et participation, transparence, obligation redditionnelle ; Équité et justice ; Vision / direction, action ; Respect des droits humains » ce qui impliquerait que les plans de gestion des aires naturelles protégées doivent être élaborés par les communautés locales qui y habitent, et que, par la suite, la surveillance nécessaire au respect des dispositions doit être assurée par ces mêmes communautés et non par des personnels extérieurs ;

b. reconnaître officiellement les aires communautaires de conservation, à la seule condition qu'il existe un plan de gestion cohérent et/ou que les conditions soient définies avec la participation active des communautés locales ;

c. renforcer le capital humain et social des communautés, sans lesquels la conservation à long terme du capital naturel n'est pas viable, eu égard au fait que l'accroissement du capital financier des communautés et les flux financiers renforcent également des valeurs non monétaires, comme l'autosuffisance alimentaire, et incitent encore davantage à la conservation des ressources naturelles ; et

d. encourager et appuyer la mise en place de nouvelles sources de revenus par le biais des ressources naturelles, notamment celles liées à des services environnementaux, comme le piégeage du carbone, par exemple.

Auteur :
Fundación Naturaleza y Hombre

Co-parrains :
Grupo Ecológico Sierra Gorda I.A.P.
Fundación Pro-Sierra Nevada de Santa Marta
Instituto para el Desarrollo Sostenible
Fundación Urundei
Protección del Medio Ambiente Tarija (PROMETA)
Liga de Defensa del Medio Ambiente (LIDEMA)
Eco-Unión
Fundación Oxígeno
Oceánidas

Memorándum explicativo

México es uno de los países megadiversos del mundo (ocupando el cuarto lugar en el mundo en riqueza de especies) y Oaxaca, debido a la confluencia de dos cadenas montañosas, ha dado lugar a una abrupta topografía, con amplia variación climática y de microclimas, lo que lo convierte en el estado de mayor diversidad biológica y cultural en México. En el estado de Oaxaca el uso de un modelo único para administrar los recursos naturales es limitado debido a que los bosques cubren el 64% de su territorio y son hogar de una amplia gama de tipos de suelo, que al mismo tiempo, da lugar a un nivel muy alto de la biodiversidad.

En Oaxaca existen ya instancias con una nueva estructura organizativa (UZACHI, CORENCHI; IXETO) que han sido integradas en los mecanismos de gobierno tradicionales, y que han sido capaces de desarrollar planes de ordenamiento territorial atendiendo las necesidades ambientales y socio-económicas de las comunidades de forma integral, a través de la gestión integrada de 80.000 hectáreas de territorio comunal (con herramientas de desarrollo sostenible como la certificación FCS). Además existen 126 sitios de

conservación comunitaria, un 14,5% más que en el Plan Nacional de Acción decretado en el estado, de los cuales solo 43 sitios de los 126 bajo la ACC son reconocidos a nivel nacional.

Marco Constitucional de México, Artículo 2:

a. México es un país pluricultural, por lo que las comunidades locales tienen derecho a ejercer su autonomía en la gestión de sus recursos naturales (párrafo AV);

b. las comunidades locales utilizan los medios de organización que consideren oportunos (párrafo IA);

c. las comunidades locales deben contar con el apoyo del gobierno para que puedan hacer el mejor uso de sus recursos y lograr el desarrollo social (apartado A-VI);

d. los gobiernos nacionales y locales, incluidas las municipalidades son necesarios para apoyar las actividades productivas y el desarrollo sostenible de las comunidades locales (párrafo B VII); y

e. el desarrollo social y económico en las regiones indígenas debe ser coherente con los objetivos, estrategias y medios de las comunidades locales, por lo tanto, las autoridades nacionales encargadas de los planes nacionales de desarrollo deben consultar a las comunidades locales e incorporar sus puntos de vista y propuestas (apartado B IX).

M070
Garantir la protection du Parc national de Cabo Pulmo

RECONNAISSANT la valeur écologique du parc national de Cabo Pulmo, sur la péninsule de Basse-Californie, au Mexique, notamment de son système de récifs coralliens vieux de 20 000 ans, l'un des plus anciens et des plus importants du Pacifique oriental ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que ce récif, composé de 25 espèces de coraux, assure la subsistance d'un riche écosystème marin comprenant 154 espèces d'invertébrés marins, cinq des sept espèces de tortues marines que compte la planète, trois espèces de dauphins, trois espèces de baleines, des otaries et 226 espèces de poissons à l'intérieur du Golfe de Californie ;

SACHANT que cette zone a été déclarée Aire naturelle protégée en 1995 avant d'être reclassée Parc national en 2000 ;

SACHANT EN OUTRE que Cabo Pulmo a été classé Site du patrimoine mondial en 2005 et Zone humide d'importance internationale au titre de la Convention de Ramsar en 2008 ;

NOTANT que la surpêche avait entraîné une diminution des populations de poissons de la zone mais qu'un rétablissement de plus de 400% de ses niveaux de biomasse a été constaté depuis la création du parc national, ce qui en fait l'un des meilleurs exemples des effets positifs des aires marines protégées au Mexique ;

CONSTATANT AVEC INQUIÉTUDE que selon la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN*, 12% des espèces marines du Pacifique oriental tropical sont menacées et que la zone située aux alentours de l'embouchure du Golfe de Californie est une zone de conservation prioritaire ;

RAPPELANT la Déclaration de Bariloche (2007) selon laquelle « les aires marines et côtières subissent une pression croissante sous l'effet de la pêche, du tourisme et du développement urbain » ;

CONSCIENT que le ministère mexicain de l'Environnement et des Ressources naturelles (SEMARNAT) a approuvé les principaux éléments d'un projet d'aménagement touristique et immobilier baptisé Cabo Cortés, lequel occuperait une superficie de 3 814 hectares juste en amont du Parc national de Cabo Pulmo ;

PRÉOCCUPÉ par ce projet qui prévoit la construction de 27 700 chambres, de deux terrains de golf, d'une usine de traitement des eaux usées, d'une usine de dessalement et d'autres infrastructures rejetant des substances polluantes capables de nuire gravement au parc national et à son récif ;

REMERCIANT le Gouvernement mexicain pour avoir invité une mission de recherche conjointe UICN-UNESCO-Ramsar à se rendre sur site en novembre 2011 pour évaluer les incidences possibles du projet Cabo Cortés sur le parc national ;

RAPPELANT la Résolution 12.2 *Parcs marins*, approuvée par la 12^{e} Assemblée générale de l'UICN (Kinshasa, 1975), qui reconnaissait que « les écosystèmes marins ne peuvent être facilement protégés dans le cadre de parcs nationaux ou de réserves couvrant des zones limitées, ... qu'une telle protection nécessite que les mesures de conservation couvrent de vastes zones terrestres et marines » et qui demandait instamment aux gouvernements de « prendre des mesures afin de limiter et, quand cela s'avère nécessaire, d'interdire les activités dommageables ou défavorables aux habitats marins dans toutes les régions, mais

plus particulièrement dans celles où ces activités peuvent être dommageables aux parcs et aux réserves marins » ; et

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 12.3 *Conservation des habitats marins côtiers critiques* adoptée par la 12e Assemblée générale de l'UICN (Kinshasa, 1975), qui reconnaissait que « certains habitats en zones côtières, comme les herbiers marins, les récifs coralliens et les mangroves, ont une grande importance » et demandait instamment aux « États côtiers ayant de tels habitats ... d'élaborer une politique de maintien en bon état et de stabilité de ces habitats » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT le Gouvernement du Mexique, et plus particulièrement le ministère mexicain de l'Environnement et des Ressources naturelles (SEMARNAT), de :

    a. garantir la protection de Cabo Pulmo, s'agissant d'un site de conservation prioritaire et, de surcroît, d'un site tenant lieu de modèle de réussite pour le reste de la région, ce point étant d'autant plus important que le Gouvernement mexicain, les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs intéressés accroissent actuellement l'échelle, la portée et le rythme de leurs efforts de conservation du milieu marin ;

    b. garantir que le projet Cabo Cortés et d'autres projets touristiques de grande envergure dans la région de Cabo Pulmo n'auront aucune incidence sur les aires naturelles protégées, l'habitat des espèces sauvages et les zones prioritaires pour la conservation de la biodiversité ;

    c. mettre en œuvre de manière efficace le Programme de gestion de l'environnement du Golfe de Californie ;

    d. s'engager à respecter les principes de l'UICN sur la conservation de la biodiversité tels qu'énoncés dans le document *Siting and Design of Hotels and Resorts: Principles and Case Studies for Biodiversity Conservation,* UICN, 2012 ;

    e. évaluer l'ensemble des éléments du projet Cabo Cortés autorisés, dans le contexte de leurs effets cumulatifs sur le Parc national de Cabo Pulmo, plutôt que d'évaluer chacun de ces éléments de manière isolée ;

    f. réexaminer le projet Cabo Cortés compte tenu de son obligation de se conformer aux conditions prévues pour son autorisation ; et

    g. se conformer au Plan de gestion de l'environnement de la municipalité de Los Cabos.

2. RECOMMANDE que, dans la mesure du possible, l'UICN mène une étude des menaces sur la biodiversité de la péninsule de Basse-Californie liées à l'emplacement et à la conception d'hôtels et d'autres logements de vacances semblable à l'étude de l'UICN de 2001 intitulée *Impacts of hotel siting and design on biodiversity in the insular Caribbean: A situation analysis*.

3. APPELLE tous les Membres de l'UICN compétents et intéressés, dans la mesure du possible, à apporter au Mexique et en particulier au SEMARNAT toute l'aide technique et scientifique nécessaire pour contribuer à assurer la protection à long terme du Parc national de Cabo Pulmo.

Auteur :

Centro Mexicano de Derecho Ambiental

Co-parrains :

Pronatura México AC
Natural Resources Defense Council
Fundación Mexicana para la Educación Ambiental A.C
Grupo Ecológico Sierra Gorda I.A.P.
Rare
The Nature Conservancy

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M71

Conservation de la biodiversité dans l'aire protégée naturelle selon la modalité site sacré de Huiricuta et la route historico-culturelle du peuple Huichol

CONSIDÉRANT que Huiricuta est un site d'importance mondiale, notamment en raison de l'association de valeurs naturelles et culturelles, en plus d'être représentatif du désert de Chihuahua, l'une des trois écorégions semi-désertiques les plus riches en biodiversité de la planète, raison pour laquelle il a été protégé par un décret officiel et dispose d'un plan de gestion classant la région en Aire naturelle protégée selon la modalité Site sacré naturel de Huiricuta et la route historico-culturelle du peuple Huichol ;

RECONNAISSANT que, compte tenu de l'importance du site précité, il apparaît sur la Liste indicative soumise par le Mexique à la Convention relative à la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (Convention du Patrimoine mondial) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; qu'en raison de sa biodiversité, c'est une Zone d'importance pour la conservation des oiseaux et une Région terrestre prioritaire, et qu'il existe des programmes nationaux spécifiques pour la réhabilitation d'espèces prioritaires tels que l'Aigle royal (Programme de conservation des espèces menacées (PROCER)) ;

SOULIGNANT le fait que cette aire protégée est située dans la partie sud-est du désert de Chihuahua, qui héberge la plus grande concentration d'espèces de cactus endémiques et menacées, ainsi que les plus hauts sommets de l'écorégion, ce qui lui confère une singularité et une importance particulières du fait de la coexistence d'habitats et d'espèces de milieux naturels très divers et hétérogènes, et donc une grande valeur écologique, biogéographique et culturelle, ce qui en fait une région aux caractéristiques uniques qui mettent en relief son importance pour la conservation de la biodiversité, à savoir :

a. un fort gradient altitudinal (1500 à 3180 m) associé à la variété de zones climatiques, géomorphologiques et édaphiques, éléments qui sont à l'origine de la diversité du paysage, de la flore et de la végétation ;

b. sa latitude et son altitude en font une île biogéographique, un refuge pour des communautés et des espèces appartenant à d'autres latitudes qui persistent dans la région comme des relictes des dernières périodes glaciaires et interglaciaires ; on remarque à cet égard la présence de flore et de faune ayant des caractéristiques holarctiques, ainsi que de communautés végétales vicariantes de celles présentes dans la Sierra Madre orientale ; et

c. la section montagneuse de la région et ses différentes communautés forestières, outre le fait d'héberger une grande variété d'organismes, assure une fonction vitale : la collecte et la régulation de l'eau qui alimente les sources et les aquifères de la montagne et des plaines environnantes ;

RECONNAISSANT que l'association de ces facteurs a abouti à une combinaison insolite d'habitats et d'espèces présentes dans la région, dont certaines sont considérées comme emblématiques et importantes pour la conservation parce qu'elles sont inscrites sur des listes de protection juridiques et techniques, ou parce qu'elles constituent un phénomène biogéographique unique, en raison de leur caractère rare ou relictuel ;

SOULIGNANT le fait que des espèces animales et végétales de la région font l'objet d'une protection spéciale parce qu'elles sont très rares ou menacées, et qu'elles sont inscrites sur le Règlement mexicain NOM-059-SEMARNAT-2010 (Protection de l'environnement - Espèces de flore et de faune sauvages natives du Mexique - Catégories de risque et

dispositions régissant l'inscription, le déclassement ou la modification - Liste des espèces menacées), ainsi que dans des instruments juridiques tels que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* ; il convient de mentionner parmi ces espèces :

a. 250 espèces faunistiques, dont des amphibiens importants, comme les crapauds *Anaxyrus cognatus, A. punctatus*, *Incilius nebulifer* et *I. valliceps* ; des reptiles rares, dont les lézards *Cophosaurus texanus*, *Holbrookia maculata*, *Barisia imbricata*, *Phrynosoma modestum* et *P. taurus, Hypsiglena torquata ;* les serpents *Pituophis deppei*, *Masticophis flagellum*, *Lampropeltis getulus*, *Thamnophis cyrtopsis* et *T. eques*, considérés comme menacés ; les tortues de boue *Kinosternon herrerai* et *K. hirtipes* ; ainsi que cinq espèces de crotales *(Crotalus spp.*), faisant l'objet d'une protection spéciale ;

b. les espèces suivantes de mammifères d'origine néarctique ou boréale considérés comme menacés vivent dans la région : le Cerf mulet (*Odocoileus hemionus*), l'Ours noir (*Ursus americanus*), le Blaireau américain (*Taxidea taxus*), la Musaraigne du désert (*Notiosorex crawfordi*), la Chauve-souris mexicaine à queue libre (*Choeronycteris mexicana*), la grande Chauve-souris à museau long ou Leptonyctère du Mexique et la petite Chauve-souris au long nez (*Leptonycteris nivalis* et *L. curasoae*), l'Oreillard maculé (*Euderma maculatum*), le Rat-kangourou de Phillips (*Dipodomys phillipsi*), la Souris des cactus (*Peromyscus eremicus*), le Renard nain (*Vulpes macrotis*) et le Puma (*Puma concolor)* ; et

c. les oiseaux constituent le groupe le plus nombreux, avec environ 153 espèces réparties dans toute la région, y compris l'Aigle royal (*Aquila chrysaetos*), le Colin de Virginie (*Colinus virginianus*) en danger d'extinction ; d'autres rapaces, dont des faucons et des hiboux : *Accipiter coperi, Parabuteo unicintus, Falco mexicanus, F. peregrinus, Athene cnicularia, Strix occidentalis ;* des oiseaux chanteurs et d'ornement menacés, comme *Regulus calendula* et *Carduelis tristis*, ainsi qu'*Ammodramus sandwichensis* et le héron *Ardea herodias*, répertorié comme une espèce rare ;

RECONNAISSANT que la conservation de valeurs culturelles a contribué à assurer la protection des sites sacrés naturels des communautés autochtones, qui hébergent une riche biodiversité, et qu'elle a permis la sauvegarde de paysages et d'écosystèmes précieux ;

SOULIGNANT que la Convention sur la diversité biologique (CDB) recommande la mise en œuvre de l'approche écosystémique, reconnaît que les êtres humains en font partie, et exhorte les Parties à encourager et à mettre en œuvre des projets fondés sur le concept de sites mixtes du patrimoine naturel et culturel, ce qui renforce l'approche précitée ;

CONSCIENT de l'importance de la CDB, et sachant que les sites protégés sont menacés et font l'objet d'un grand nombre de pressions et de menaces variées, notamment les effets des industries extractives, de la pauvreté, du tourisme et d'activités récréatives irresponsables, ainsi que la dégradation des espaces naturels et des territoires environnants ;

PRÉOCCUPÉ du fait que l'existence d'une déclaration de protection et de zonage en vue de l'utilisation durable du site n'a pas été suffisante pour assurer la conservation d'espèces qui font l'objet d'une protection nationale ou internationale, dans différentes catégories ; et

AYANT PRÉSENT À L'ESPRIT qu'un certain nombre de déclarations, de programmes et de documents nationaux et internationaux, dont la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la CDB (articles 8j et 10c), la Charte de la Terre (principes 8b, 12

et 12b), la Déclaration des Nations Unies sur les droits économiques et sociaux, et la 4e édition des Perspectives mondiales en matière d'environnement (GEO-4) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), reconnaissent les liens étroits qui existent entre les valeurs culturelles, la gestion environnementale et la conservation de la biodiversité ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE le gouvernement mexicain à se conformer aux traités, règlements, programmes et plans de gestion relatifs à la conservation de l'Aire naturelle protégée selon la modalité Site sacré naturel de Huiricuta et route historico-culturelle du peuple Huichol, ainsi qu'à la conservation de toutes ses espèces.

2. APPELLE les autorités mexicaines à se conformer aux objectifs du Décret et du Plan de gestion relatifs à l'Aire naturelle protégée selon la modalité Site sacré naturel de Huiricuta et route historico-culturelle du peuple Huichol, dans les municipalités de Catorce, Villa de la Paz , Matehuala, Villa de Guadalupe, Charcas et Villa de Ramos dans l'état de San Luis Potosí (Mexique), et en particulier aux programmes suivants :

    a. études sur le cadre juridique du Site sacré naturel de Huiricuta ;

    b. évaluation de la qualité des eaux de surface dans le Site sacré ;

    b. projet de communication culturelle ;

    c. identification des systèmes de flux hydrologiques souterrains dans le nord-est de l'état de San Luis Potosí ;

    d. inventaire des sols, de la flore et de la faune ;

    e. écologie du Peyotl (*Lophophora williamsii*) ;

    f. histoire de l'environnement du Site sacré naturel ;

    g. le mercure sur le site sacré ; étude des sites miniers à Huiricuta ;

    h. élaboration d'un programme d'administration du Site sacré naturel ;

    i. respect des dispositions de zonage, des unités de gestion environnementale, des catégories de gestion et de tous les programmes d'utilisation durable conformément aux objectifs généraux du Site sacré naturel ; et

    j. conformité avec les dispositions des règlements administratifs du plan de gestion ;

3. EXHORTE la Commission nationale des aires naturelles protégées (CONANP) à se conformer aux dispositions du Programme de conservation des espèces menacées (PROCER), en particulier celles du Programme d'action pour la conservation de l'Aigle royal (*Aquila chrysaetos*).

4. DEMANDE INSTAMMENT à la Commission nationale des aires naturelles protégées (CONANP) et à la Commission nationale pour l'utilisation et la gestion de la biodiversité (CONABIO) de prendre les mesures nécessaires pour la protection et la surveillance continue des régions prioritaires dans la Zone d'importance pour la conservation des oiseaux (AICA) Sierra de Catorce (AICA n ° 81) et dans la Région terrestre prioritaire Tokio (RTP n° 80).

5. EXHORTE le Secrétariat d'État à l'environnement et aux ressources naturelles (SEMARNAT) à appliquer le Règlement officiel du Mexique NOM-059-SEMARNAT-2010, (Protection de l'environnement - Espèces de flore et de faune sauvages natives du Mexique - Catégories de risque et dispositions régissant l'inscription, le déclassement ou la modification - Liste des espèces menacées), en accord avec les dispositions environnementales applicables à l'aire naturelle protégée; encourage également la Commission nationale des peuples autochtones, dans son domaine de compétence et dans un cadre de coopération effective entre les deux secteurs, à suivre, renforcer et systématiser les efforts coordonnés et combinés visant à conserver le patrimoine culturel et naturel du Mexique.

6. INVITE les autorités environnementales à assurer, avec une information préalable, la participation des communautés locales, des peuples autochtones, d'organisations de la société civile et d'associations scientifiques et universitaires à la planification participative des activités à mettre en place dans l'aire naturelle protégée de Huiricuta, en s'efforçant de mettre l'accent sur la conservation de la diversité biologique.

7. DEMANDE à la Directrice générale de créer un groupe de travail avec la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE), la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES), la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et la Commission de l'éducation et de la communication (CEC), afin que leurs correspondants nationaux et régionaux mettent sur pied un programme avec le gouvernement mexicain et pour apporter, dans la mesure du possible, une aide scientifique et technique au Mexique en vue de la mise en œuvre des actions liées au Plan de gestion pour l'Aire naturelle protégée sous la modalité Site sacré naturel de Huiricuta et la route historico-culturelle du peuple Huichol, ainsi que celles liées au Plan de conservation pour les espèces menacées (PROCER).

Auteur :

Centro Mexicano de Derecho Ambiental A.C. (CEMDA)

Co-parrains :

PG7 / Faunam A.C. de México
Fundación Mexicana para la Educación Ambiental A.C.
Herpetario de la Facultad de Ciencias, Universidad Nacional Autónoma de México
Instituto de Medio Ambiente y Comunidades Humanas de la Universidad de Guadalajara
Reforestamos México A.C.
Sociedad de Historia Natural del Soconusco
Grupo Ecológico Sierra Gorda I.A.P.

M072
Intégration de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN

NOTANT que la Résolution 4.020 *Seuils quantitatifs pour les catégories et critères applicables aux écosystèmes menacés* approuvée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), invitait à « engager un processus de consultation pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'une norme mondiale pour l'évaluation de l'état des écosystèmes, applicable aux niveaux local, régional et mondial » ;

NOTANT ÉGALEMENT que durant la dernière période quadriennale, la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN a été reconnue comme un support de connaissance phare parmi les nouveaux produits conçus par l'Union, et ce grâce aux efforts conjugués de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) et du Programme de gestion des écosystèmes (PGE), en étroite collaboration avec la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et le Programme mondial sur les espèces (PME) ;

SOULIGNANT que les catégories et critères proposés pour la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN sont à la disposition du public dans les trois langues officielles de l'Union pour examen et mise à l'épreuve depuis 2010 – suscitant un intérêt considérable auprès des Membres et des réseaux de spécialistes de l'Union – et que des réactions détaillées ont été envoyées par les participants à 17 conférences et 18 ateliers organisés dans 20 pays sur les cinq continents ;

RECONNAISSANT que ce processus de consultation a conduit à une amélioration des catégories et critères proposés en vue de l'évaluation de l'état des écosystèmes terrestres, d'eau douce et marins, à l'élaboration de lignes directrices sur la façon d'appliquer le concept de Liste rouge des écosystèmes de l'UICN à l'échelle nationale et mondiale et à la constitution d'un recueil d'études de cas provenant de différents écosystèmes et de différentes régions du monde ;

CONSIDÉRANT que l'intégration harmonieuse de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN aux autres produits de connaissances de l'UICN, à savoir la *Liste rouge des espèces menacées*, les Zones clés pour la biodiversité et la Base de données mondiale sur les aires protégées, sera la plus à même d'optimiser son incidence politique sur les projets de conservation déployés à l'échelle mondiale, notamment le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, et les Objectifs d'Aichi, ou la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, ainsi que sur les projets déployés à l'échelle nationale, par exemple l'élaboration de stratégies nationales de conservation de la diversité biologique ;

PRÉVOYANT que l'UICN assurera la coordination de la couverture mondiale de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN grâce, d'une part, à un échange d'outils, de connaissances et de savoir-faire avec la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* et, d'autre part, à la mobilisation de spécialistes essentiellement issus de la CGE, du PGE, de la CSE et du PME mais aussi de l'ensemble de l'Union ;

RECONNAISSANT que la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN et la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* sont des outils complémentaires qui offrent des perspectives différentes pour l'évaluation de l'état et de l'évolution de la diversité biologique et que, de ce fait, chacune apporte des éléments d'information précieux que l'autre ne permettrait peut-être pas de déceler ;

PRÉVOYANT en revanche que les évaluations nationales des risques sur les écosystèmes seront probablement réalisées par des organisations locales, nationales ou internationales pour l'essentiel Membres de l'UICN, par exemple des organismes d'État, des organisations

non gouvernementales ou des universités, jouissant de différents niveaux d'expérience et de connaissance préalables des catégories et critères de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN ;

TENANT COMPTE du fait que parvenir à un rattachement harmonieux de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN à la famille des produits de connaissances de l'UICN, faire en sorte qu'elle couvre l'ensemble de la planète, soutenir la réalisation de nouvelles évaluations nationales et veiller à ce que la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN soit le plus adapté possible aux processus d'élaboration des politiques du niveau mondial au niveau local sont autant d'éléments qui nécessiteront un renforcement des capacités techniques et scientifiques existantes au sein du Secrétariat, des Commissions et des Membres de l'UICN ; et

CONSCIENT du rôle fondamental joué par les organismes de financement, notamment la Fondation MAVA et la Fondation Gordon et Betty Moore, en termes de soutien apporté à la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN au cours de la dernière période quadriennale ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SE FÉLICITE des progrès substantiels réalisés par la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN.

2. APPELLE le Conseil de l'UICN à prendre les dispositions nécessaires en vue de l'approbation formelle des catégories et critères en tant que protocole d'analyse officiel des données de l'UICN à l'usage des Membres et de toute autre partie prenante intéressée par l'évaluation des risques sur les écosystèmes, et ce dès qu'ils auront été finalisés et soumis au Conseil par la CGE et le Secrétariat.

3. DEMANDE à la Directrice générale de collaborer avec la CGE et la CSE pour affecter les fonds nécessaires dans le cadre du *Programme de l'UICN 2013-2016* de façon à ce que suffisamment de ressources humaines, financières et techniques soient disponibles pour réaliser le rattachement de la Liste rouge des écosystèmes de l'UICN à la *Liste rouges des espèces menacées de l'UICN,* de sorte que leurs bases de données soient reliées et que les utilisateurs soient en mesure d'effectuer des recherches simultanées sur l'état des espèces et des écosystèmes, y compris en consultant les données relatives aux Zones clés pour la biodiversité et la Base de données mondiale sur les aires protégées.

4. PRIE INSTAMMENT la CGE et le Secrétariat d'évaluer l'état des écosystèmes terrestres, d'eau douce et marins de la planète afin de pouvoir rendre compte des progrès accomplis s'agissant de la réalisation de l'Objectif 5 d'Aichi : « D'ici à 2020, le rythme d'appauvrissement de tous les habitats naturels, y compris les forêts, est réduit de moitié au moins et si possible ramené à près de zéro, et la dégradation et la fragmentation des habitats sont sensiblement réduites ».

5. DEMANDE à la CGE et au Secrétariat d'élaborer un mécanisme pour offrir un soutien et une formation techniques en matière de conception d'évaluations nationales des risques sur les écosystèmes de sorte qu'elles soient réalisées conformément aux catégories et critères approuvés, en se fondant sur les meilleures données disponibles, et qu'elles visent à exercer la plus grande influence possible sur les politiques de conservation de la diversité biologique et à assurer les moyens d'existence et le bien-être des populations.

6. APPELLE les donateurs à considérer la Liste rouge des écosystèmes et la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* comme un produit intégré et non comme deux alternatives l'une à l'autre et, ce faisant, d'appuyer leur renforcement.

Auteur :
Provita, Venezuela

Co-parrains :
Administración de Parques Nacionales de Argentina
EcoHealth Alliance, États-Unis
IPÊ Instituto de Pesquisas Ecológicas, Brésil
NatureServe, États-Unis
Stichting CHIMBO, Pays-Bas
Zoological Society of London, Royaume-Uni

M073
Améliorer la conservation assurant la connectivité par des réseaux internationaux de gestion des meilleures pratiques

CONSIDÉRANT la Résolution 4.062 *Améliorer les réseaux écologiques et les aires de conservation assurant la connectivité* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui appelait à améliorer les réseaux écologiques et les aires de conservation assurant la connectivité ;

RAPPELANT l'urgence sous-tendant cette résolution, puisqu'une grande partie de la diversité biologique est aujourd'hui affectée par les activités humaines, et rappelant l'*Évaluation du Millénaire des écosystèmes* : « au cours des 50 dernières années, l'Homme a modifié la structure et le fonctionnement des écosystèmes de la Planète plus rapidement et plus largement qu'à toute autre période de l'histoire de l'humanité », de sorte que plus de 60% des services fournis par les écosystèmes sont aujourd'hui dégradés ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que des écosystèmes en bon état fournissent une multitude de services écologiques à l'humanité et qu'à ce titre ils représentent son « assurance-vie » et la plus grande agence de développement du monde ;

SALUANT l'Approche par écosystème mise au point dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB);

RECONNAISSANT la contribution indispensable des aires protégées, qui couvrent aujourd'hui 12% des terres émergées, pour la sauvegarde de la vie sur Terre ;

RAPPELANT PAR AILLEURS que l'Objectif 11 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* appelait à un objectif minimum de conservation de 17% d'aires protégées sur Terre, et que l'objectif général des aires protégées était de créer et de préserver « des systèmes d'aires protégées efficacement et équitablement gérés, écologiquement représentatifs » qui, collectivement, contribuent à réduire significativement le rythme actuel d'appauvrissement de la diversité biologique dans le monde ;

NOTANT cependant que malgré la révision de cet objectif de 17%, la superficie pouvant être classée en aires protégées n'est pas infinie car ces aires ont des limites fixes sur le plan géographique et définies sur le plan juridique ;

RECONNAISSANT que la majeure partie de la diversité biologique mondiale se trouve en dehors des aires protégées et que celles-ci seront incapables de remplir leur rôle de protection si l'on ne tient pas compte de la diversité biologique de zones plus vastes ;

SOULIGNANT le rôle crucial que les réseaux écologiques et autres aires de conservation assurant la connectivité pourraient jouer en matière de conservation de la diversité biologique face aux bouleversements causés par le changement climatique, par exemple en améliorant la résilience des écosystèmes et la dispersion des espèces, comme souligné dans l'Objectif 11 d'Aichi ;

ENCOURAGÉ par les initiatives pour mettre en place des réseaux d'aires protégées et établir des réseaux écologiques comme : le Corridor national pour la vie sauvage australien de 2012, le Réseau écologique paneuropéen et le Réseau Natura 2000 en Europe ; l'Initiative de conservation de Yellowstone au Yukon et les efforts de conservation boréale en Amérique du Nord, notamment l'Initiative boréale canadienne ; le Parc marin de la Grande Barrière de corail ; l'Arc du Terai au Népal et en Inde ; le Corridor biologique méso-américain ; et le Vilacamba-Amboró en Amérique du Sud pour n'en citer que quelques-unes ;

RAPPELANT la Recommandation 1.38 *Réseaux et corridors écologiques des sites naturels et semi-naturels* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 1ère Session (Montréal, 1996) ;

RAPPELANT EN OUTRE l'objectif du *Programme de travail sur les aires protégées* de la Convention sur la diversité biologique, à savoir : « intégrer, d'ici 2015, toutes les aires protégées dans les systèmes de paysages terrestres et marins plus vastes et dans les secteurs pertinents, en appliquant l'approche par écosystème et en tenant compte de la connectivité écologique et, s'il y a lieu, du concept de réseaux écologiques » ;

CONSTATANT que la conservation assurant la connectivité et les réseaux écologiques sont des éléments stratégiques pour l'intégration des aires protégées dans les paysages terrestres et marins ;

RECONNAISSANT que l'infrastructure construite par les humains peut constituer un obstacle majeur à la connectivité écologique ;

CONVAINCU que la perte de connectivité dans les corridors de faune sauvage a entraîné une diminution de la résilience des écosystèmes ainsi que des pertes irréparables, avec des répercussions négatives sur le bien-être et la sécurité des populations humaines ;

RECONNAISSANT l'importance cruciale des populations dans les aires de conservation assurant la connectivité et leurs valeurs, leurs droits, leurs besoins et aspirations, ainsi que la nécessité de les associer à une approche intégrée pour développer les zones de conservation assurant la connectivité dans le cadre de réseaux écologiques, et leur permettre de profiter des avantages liés à la préservation de la connectivité ;

PRENANT ACTE du caractère urgent des mesures requises pour conserver ces aires terrestres et marines naturelles et interconnectées, compte tenu des pressions exercées par le changement climatique dans le monde et en particulier la croissance démographique mondiale, avec une population qui passera de 6,7 milliards en 2008 à 9,2 milliards en 2050 ;

NOTANT EN OUTRE que la nouvelle économie du carbone offre une occasion de stocker et de piéger du carbone dans les réseaux écologiques, notamment les aires protégées et les aires de conservation assurant la connectivité, en particulier dans les sites de grande valeur pour la conservation de la diversité biologique ;

RECONNAISSANT la valeur des aires de conservation terrestres assurant la connectivité pour l'approvisionnement futur en eau de bonne qualité et en quantité suffisante ; et

RECONNAISSANT EGALEMENT que les corridors de conservation assurant la connectivité et notamment les réseaux écologiques ont besoin d'une gestion active, et que l'échange d'informations sur la gestion des meilleures pratiques par le biais de réseaux formels et informelles favorise l'amélioration continue ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE les États de consolider et d'établir des réseaux écologiques nationaux et des aires de conservation assurant la connectivité afin de renforcer la protection de la diversité biologique et comprenant, le cas échéant, des corridors biologiques et des zones tampon autour des aires protégées.

2. APPELLE les États à continuer à renforcer l'intégration de la diversité biologique et de la connectivité écologique dans la planification terrestre et marine, notamment la

planification de la conservation, et en particulier les mesures spéciales d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements.

3. PRIE la Directrice générale, en étroite collaboration avec les Commissions, le Conseil, les Membres et les partenaires de l'UICN, de faire en sorte que l'UICN joue un rôle actif en facilitant la gestion efficace des réseaux écologiques et des aires de conservation assurant la connectivité et de :

    a. aider activement à la création et à la mise en place d'un nouveau réseau de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN, appelé Réseau international de la conservation assurant la connectivité, dont le rôle principal sera de partager l'information sur les meilleures pratiques relatives à la gestion des corridors, en association avec les membres du Secrétariat et les Commissions de l'UICN concernés ;

    b. encourager et faciliter l'échange d'informations sur les meilleures pratiques relatives à la gestion de la conservation assurant la connectivité par le biais d'un réseau international de responsables et d'acteurs dans ce domaine ; et

    c. encourager et faciliter la diffusion d'informations et l'offre de conseils sur les aspects juridiques de la conservation assurant la connectivité, en tant que composante essentielle des meilleures pratiques dans la création et la préservation de zones de conservation assurant la connectivité, et élément essentiel de leur gestion réelle.

Auteur :

Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación

Co-parrains :

Instituto Nacional de Biodiversidad
CATIE
Asociación Preserveplanet
Universidad para la Cooperación Internacional
Asociación del Corredor Biológico Talamanca Caribe
WILD
Center for Environmental Legal Studies
Instituto de Derecho y Economía Ambiental Paraguay
Asociación Conservacionista de Monteverde
Asociación Terra Nostra
Ministerio de Ambiente y Energía
Programa de Restauración de Tortugas Marinas
Asociación Nacional para la Conservación de la Naturaleza
Sierra ClubFundecooperación para el Desarrollo Sostenible

M074
La conservation de la biodiversité insulaire et l'appui aux moyens d'existence

RECONNAISSANT que les îles et les eaux qui les entourent couvrent un sixième de la surface du globe, ce qui représente un quart des pays du monde, et qu'elles renferment 16% des espèces végétales connues et plus de la moitié de la biodiversité marine tropicale de la planète, la Polynésie française abritant à elle seule plus de 20% des atolls coralliens et des lagons du monde ;

RECONNAISSANT la détérioration de la situation de la biodiversité insulaire du fait des espèces exotiques envahissantes, de la destruction de l'habitat et de la surexploitation, des incidences du changement climatique et, en particulier dans les petits États insulaires en développement (PEID), de l'insuffisance des moyens financiers, techniques et humains pour gérer efficacement la biodiversité insulaire ;

NOTANT la Résolution 4.067 intitulée *Promouvoir la conservation et les moyens d'existence durables dans les régions insulaires* et la Résolution 4.079 intitulée *L'Union européenne et l'outre-mer face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité* adoptées par le Congrès mondial de la nature de Barcelone à sa session de 2008 ;

RECONNAISSANT la vulnérabilité particulière des PIED, et notamment la Résolution 65/2 d'octobre 2010 de l'Assemblée générale des Nations Unies qui jugeait la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB) indispensable au développement durable des PEID ;

SOULIGNANT l'importance du *Programme de travail sur la diversité biologique insulaire* de la CDB et le rôle de l'UICN en matière de soutien aux petits États insulaires et aux territoires insulaires dans la mise en œuvre de ce programme de travail et soulignant en outre le rôle du Global Island Partnership (GLISPA) en tant que mécanisme visant à promouvoir sa mise en œuvre, notamment en créant une forte motivation, en stimulant l'engagement et en facilitant la collaboration entre toutes les îles ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS les liens régionaux et écologiques que partagent de nombreux PEID, des pays possédant des îles et des Régions ultrapériphériques (RUP) et Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de l'Europe, situés dans des zones d'importance écologique mondiale, ainsi que la possibilité de partager des enseignements et de meilleures pratiques ;

PRÉOCCUPÉ par les lacunes en termes d'information et par les espèces envahissantes, les effets de plus en plus marqués du changement climatique, la surexploitation, les risques de catastrophe et la vulnérabilité aux catastrophes ainsi que par la migration forcée, tous ces éléments ayant un lien avec la situation particulière des îles ;

SOULIGNANT que si les espèces envahissantes constituent l'une des principales menaces qui pèsent sur la biodiversité de la plupart des îles, le montant des investissements nécessaires à tous les niveaux n'est pas suffisant pour lutter correctement contre cette menace ;

SE FÉLICITANT des mesures prises par l'UICN pour reconnaître les besoins particuliers des îles et pour établir l'Initiative insulaire mondiale, l'Initiative Caraïbes 2009–2012 de l'UICN et le Programme de l'UICN sur les régions ultrapériphériques et pays et territoires d'outre-mer de l'Union européenne ainsi que du soutien apporté par le GLISPA ;

RECONNAISSANT le rôle de premier plan et les efforts déployés dans les îles pour atteindre les objectifs de conservation à l'échelle mondiale et préserver les moyens d'existence des

populations insulaires par le biais de l'initiative Triangle de corail, du Défi Caraïbes, du Défi côtier de l'océan Indien occidental et du Défi pour la conservation de l'Afrique de l'Ouest (en cours d'élaboration), ainsi que les efforts de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne les espèces envahissantes et le récent classement de l'Aire protégée des îles Phoenix et du Monument national marin de Papahanaumokuakea (Hawaï) parmi les plus grands sites du patrimoine mondial ;

RECONNAISSANT EN OUTRE le rôle important joué par des initiatives régionales comme la Table ronde pour la conservation de la nature dans les îles du Pacifique, le Western Indian Ocean Consortium (Collectif pour l'océan Indien occidental), le Pacific Invasives Partnership (Partenariat du Pacifique sur les espèces exotiques envahissantes), le Groupe de travail sur la diversité biologique des îles d'Europe de la Convention de Berne et la Table ronde de l'outre-mer européen sur la diversité biologique et le changement climatique dans la promotion de la collaboration, d'une vision commune et d'une action concertée en faveur de la préservation de la biodiversité insulaire et dans la lutte contre les défis du changement climatique ; et

SOULIGNANT la capacité des îles à servir de modèles en matière d'économie verte/bleue et à intégrer différents modèles de développement durable à une échelle raisonnable ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SE FÉLICITE du rôle de chef de file joué par la Directrice générale en ce qui concerne :

    a. l'élaboration de l'Initiative insulaire mondiale et la nomination de personnel affecté à sa mise en œuvre pleine et entière ;

    b. le soutien apporté en hébergeant le GLISPA au sein de l'UICN pour assurer le maintien de son succès en tant que plateforme essentielle à l'action, à l'impulsion et à la collaboration en faveur des îles, et pour lui permettre de continuer à soutenir les *Programmes de travail de la CDB sur la diversité biologique insulaire et les aires protégées* et les politiques connexes ; et

    c. l'intégration des océans, des zones côtières et des îles parmi les priorités à moyen terme du Programme au titre du modèle économique de l'UICN 2013-2016.

2. PRIE la Directrice générale de :

    a. entreprendre une étude indépendante de l'Initiative insulaire mondiale en tenant dûment compte des possibilités de passer de l'initiative à un Programme mondial sur les îles de l'UICN doté de ressources suffisantes pour améliorer la mise en œuvre du Programme unique de l'UICN ;

    b. investir dans l'élaboration d'un portefeuille mondial de projets sur les îles axé sur la conservation de la biodiversité insulaire et sur les questions connexes liées au changement climatique, lequel mettra clairement l'accent sur le processus d'inscription sur la Liste rouge de l'UICN d'espèces insulaires, traitera des espèces exotiques envahissantes, des approches en matière d'adaptation et d'atténuation fondées sur les écosystèmes et de l'écologisation des économies insulaires et comprendra des projets pilotes impliquant les communautés ;

    c. accroître le soutien financier accordé au GLISPA en tant que mécanisme de mise en œuvre du *Programme de travail de la CDB sur la diversité biologique insulaire* afin de stimuler et de renforcer le dynamisme insulaire et s'assurer de la collaboration

des partenaires d’appui ; et

d. redoubler d’efforts pour améliorer les mécanismes de représentation et de gouvernance à l’appui de la conservation de la biodiversité insulaire, de solutions en matière d’atténuation et d’adaptation aux effets du changement fondées sur la nature et de l’écologisation des économies insulaires au sein de l’UICN et auprès des partenaires et parties prenantes, en s’appuyant sur les Membres insulaires, les Comités nationaux de l’UICN, les réseaux de Membres et les plateformes d’activités en lien avec les îles.

Auteur :

Conseil de l’UICN

M075
La gestion des écosystèmes pour la réduction des risques de catastrophes

CONSIDÉRANT la valeur directrice du Cadre d'action d'Hyogo des Nations Unies, en particulier son action prioritaire 4 *Réduction des facteurs de risques sous-jacents,* pour mettre au point des politiques et des pratiques environnementales plus solides favorisant une réduction des risques de catastrophes fondée sur la nature ;

NOTANT les fonctions protectrices des écosystèmes comme les récifs coralliens, les mangroves, les zones humides et les forêts de montagnes, qui permettent, entre autres, de réduire les inondations, de gérer les sécheresses, de stabiliser les pentes ou de contrôler les feux sauvages, d'où leur appellation d'« infrastructure naturelle » (c'est-à-dire l'ensemble des écosystèmes offrant les services nécessaires pour le fonctionnement de l'économie et de la société, et qui complètent, augmentent ou remplacent les services offerts par l'infrastructure artificielle construite) ;

RAPPELANT que les populations pauvres, les femmes et les enfants des pays en développement sont de façon disproportionnée plus vulnérables aux catastrophes naturelles ;

ALARMÉ par la dégradation écologique, qui réduit la capacité des écosystèmes à séquestrer le carbone et à offrir des ressources précieuses comme la nourriture, les plantes médicinales, une eau propre, de l'air et du combustible, et exacerbe les vulnérabilités face aux changements climatiques et aux catastrophes qui leur sont liées ;

CONVAINCU qu'il est urgent de concevoir des stratégies d'adaptation aux changements climatiques basées sur la protection et la restauration du milieu naturel afin de réduire les incidences futures des catastrophes et autres effets néfastes provoqués par les changements climatiques ;

INQUIET de l'impact négatif sur la diversité biologique des catastrophes et des réponses mises en œuvre, se traduisant notamment par l'invasion d'espèces envahissantes, la mortalité massive de certaines espèces et la perte des habitats, et de la dégradation aggravée des écosystèmes liée à une mauvaise planification des réponses et des travaux de reconstruction faisant suite à une catastrophe ;

RAPPELANT que la fréquence et l'ampleur des catastrophes mineront les initiatives en faveur du développement durable à moins d'être réduites par des mesures préventives, réductrices et de préparation ;

CONSCIENT qu'investir dans les barrières naturelles et rationaliser la gestion des écosystèmes et des risques de catastrophes dans la planification du développement peut représenter une solution financièrement intéressante et sans regret, susceptible de contribuer largement à l'acquisition de moyens d'existence durables pour les populations pauvres ;

SOULIGNANT l'expérience et l'expertise de l'UICN dans la gestion des écosystèmes, qui sont une ressource précieuse pour comprendre les facteurs de risques environnementaux sous-jacents et réduire les vulnérabilités sociales qui y sont liées ; et

AFFIRMANT la place unique de l'UICN pour intégrer la gestion des écosystèmes, les moyens d'existence, la vulnérabilité des communautés, l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des catastrophes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les États Membres de l'UICN à concevoir et à mettre en place des politiques intersectorielles dans les secteurs pertinents comme la gestion de l'environnement, la réduction des risques de catastrophes et l'atténuation des changements climatiques, afin d'offrir un cadre facilitant réellement l'intégration d'une stratégie qui mette au point des solutions basées sur la nature pour réduire les vulnérabilités des communautés et qui diffuse les enseignements tirés des meilleures pratiques et des pires pratiques.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres étatiques et non-étatiques de l'UICN de faire respecter les politiques et directives pratiques de la 2009 *United Nations International Strategy for Disaster Reduction/UN/IUCN Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive Policy and Practical Guidelines* (Stratégie internationale des Nations Unies pour la réduction des catastrophes 2009 – UNISDR/UN/IUCN – relatives à l'intégration de la dimension de genre dans la politique de réduction des risques de catastrophes) dans les législations, politiques et programmes en faveur du développement durable en rapport.

3. APPELLE ÉGALEMENT les États Membres à s'engager à mettre en place des solutions innovantes basées sur la nature, où l'infrastructure artificielle construite viendrait compléter l'infrastructure naturelle afin de réduire les risques de catastrophes, ainsi qu'à appliquer des stratégies de « relance verte » postérieures aux catastrophes.

4. PRIE INSTAMMENT les États Membres de l'UICN à adopter un Cadre pour l'après Hyogo, qui reconnaisse et tire parti du rôle des services fournis par les écosystèmes dans le cadre de la réduction des risques de catastrophes.

5. DEMANDE à la Directrice générale de :

    a. continuer à mettre en place des partenariats intersectoriels, en s'impliquant notamment dans le Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophes, afin d'intégrer la réduction des risques de catastrophes basée sur la nature et les écosystèmes dans les réponses préventives et réactives aux catastrophes ;

    b. continuer à promouvoir la réduction des risques de catastrophes basée sur les écosystèmes dans les forums internationaux, comme la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes ;

    c. établir des priorités pour les initiatives participatives relatives à la restauration des écosystèmes des côtes, des petits États insulaires de faible altitude, des bassins versants, des terres sèches et des montagnes afin d'améliorer la résilience socio-écologique aux catastrophes ;

    d. identifier les liens stratégiques et faciliter la collaboration entre les communautés travaillant sur l'adaptation climatique et celles œuvrant à la réduction des risques de catastrophes, afin d'avoir une action unie dans la gestion durable de l'environnement ;

    e. approfondir les recherches sur la réduction des risques de catastrophes basée sur les écosystèmes et promouvoir sa valeur économique ; et

f. établir des directives afin d’intégrer la réduction des risques de catastrophes dans les initiatives de reconstruction et de relance vertes.

Auteur :

Conseil de l’UICN

M076
L'importance de l'adaptation et de la réduction des risques de catastrophe dans les zones côtières

RECONNAISSANT que près de la moitié de l'humanité vit dans les zones côtières, que celles-ci accueillent plus des deux tiers des plus grandes villes du monde et que la croissance démographique y est plus rapide que les tendances mondiales ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que de nombreuses activités économiques et infrastructures d'importance critique sont concentrées dans les zones côtières et que celles-ci sont un moteur important pour l'économie nationale de la plupart des États côtiers ;

SACHANT que l'élévation du niveau des mers sera probablement un des principaux impacts du changement climatique dans le siècle à venir, inondant progressivement les zones basses ; causant une érosion accrue dans de nombreuses régions, même là où le littoral est plus haut, et la salinisation des nappes phréatiques dans bien des territoires côtiers et ceux de petites îles ;

CONSCIENT que les communautés côtières sont non seulement menacées par l'élévation du niveau des mers mais aussi par d'autres risques tels que les tempêtes tropicales et les ondes de tempête et que ces risques augmentent en intensité suite au changement climatique ;

PRÉOCCUPÉ à l'idée que de nombreuses communautés autochtones, locales et pauvres vivent dans des zones côtières basses et des petites îles, souvent dans des logements précaires, et sont donc extrêmement menacées par de légères élévations du niveau des mers et autres risques côtiers ;

RECONNAISSANT le rôle important que peuvent jouer les écosystèmes côtiers dans la réduction des risques pour les communautés côtières, en particulier en atténuant les vagues et en stabilisant les littoraux ; ainsi que la vaste somme de données aujourd'hui disponibles sur les conditions dans lesquelles les écosystèmes peuvent fournir ce genre de services ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les mêmes écosystèmes offrent de nombreux autres services qui soutiennent la résilience des communautés humaines, parmi lesquels on peut citer l'alimentation, le bois de feu et le bois d'œuvre, la régulation de l'eau et du climat. Tous ces services, parmi d'autres, que fournissent les écosystèmes côtiers, offrent, s'ils sont gérés de façon durable, des possibilités de développement et de création d'emplois;

ALARMÉ de constater que les écosystèmes côtiers subissent certains des changements environnementaux les plus rapides et qu'ils disparaissent à un rythme plus élevé que la plupart des autres écosystèmes ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que la plupart des stratégies de protection des communautés et des ressources côtières contre les risques côtiers et l'élévation du niveau des mers ont recours à des travaux de génie civil et de défenses côtières artificielles et que ces ouvrages n'offrent peut-être pas les solutions les plus rentables et risquent même de dégrader encore ou de détruire des écosystèmes naturels ainsi que leurs fonctions de protection des côtes et autres services écosystémiques dont dépendent les communautés côtières, aggravant éventuellement la vulnérabilité sociale et économique ;

CONSIDÉRANT que les structures artificielles sont souvent coûteuses à construire et à entretenir, qu'elles ont une durée de vie limitée compte tenu du rythme accéléré du changement et que, dans certains cas, elles aggravent même l'érosion des littoraux ;

NOTANT que l'utilisation de la diversité biologique et des services écosystémiques pour aider les populations à s'adapter au changement climatique et autres risques sont des approches par écosystème de l'adaptation et de la réduction des risques de catastrophe et que si l'on veut que l'adaptation soit efficace il faut prêter attention aux aspects écologiques, sociaux et économiques de la durabilité ;

RECONNAISSANT que les approches par écosystème de l'adaptation et de la réduction des risques de catastrophe offrent des occasions tangibles de lutter contre les effets du changement climatique et d'autres risques en alignant les intérêts de la conservation, du développement et de l'allègement de la pauvreté ;

SACHANT que l'on peut utiliser les écosystèmes en association avec des approches de génie civil dures et douces, dans des stratégies « hybrides » de réduction des risques côtiers dans le cadre desquelles de nombreux services écosystémiques perdurent ou peuvent être restaurés, apportant une contribution considérable à la réduction des risques ; et

CONSIDÉRANT EN OUTRE que les efforts de gestion sont plus efficaces lorsque les populations autochtones et communautés locales vulnérables sont des partenaires et des gestionnaires respectés ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 6 au 15 septembre 2012 pour sa session à Jeju, République de Corée :

1. APPELLE la Directrice générale à déployer de nouveaux efforts et ressources pour la promotion et l'avancement de mesures d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe fondées sur les écosystèmes, dans les zones côtières du monde entier, y compris les aspects humains et sociaux de l'adaptation dans le cadre du Programme de l'UICN pour le milieu marin et polaire, sous l'égide *du Programme de l'UICN 2013-2016*.

2. PRIE INSTAMMENT les États et organismes gouvernementaux côtiers Membres de l'UICN et autres États côtiers :

    a. d'accorder une attention spéciale à l'adaptation basée sur la nature dans les zones côtières, notamment lorsqu'ils préparent leurs plans d'adaptation nationaux ;

    b. d'intégrer des considérations écologiques, économiques et sociales lorsqu'ils entreprennent des évaluations de la vulnérabilité et planifient l'adaptation, en tenant compte du rôle d'importance critique que jouent les écosystèmes côtiers 1) en réduisant les risques pour les communautés humaines et leurs biens économiques le long des littoraux et 2) en soutenant le développement économique et social ;

    c. de faire activement participer différents acteurs à l'élaboration de stratégies et de chercher à obtenir la collaboration entre les gouvernements, les communautés autochtones et locales, les organisations de l'environnement, les acteurs pertinents du secteur privé, les organisations de développement et d'aide humanitaire ;

    d. d'encourager la collaboration entre l'industrie et les ONG en vue de mettre au point et de démontrer des approches par écosystème pour la réduction des risques côtiers et d'encourager le secteur privé à jouer un rôle leader pour promouvoir ces approches ;

    e. de tenir pleinement compte des risques et de tous les coûts et avantages associés au développement dans des zones côtières vulnérables, de fournir des incitations pour des activités de développement côtier intégrées et tenant compte du climat et de dissuader le développement dans des habitats côtiers vulnérables et sensibles ;

f. de conserver et restaurer « l'infrastructure naturelle côtière », les écosystèmes et les zones humides côtiers (et en particulier les mangroves, les récifs coralliens, les bancs de bivalves, les marais salés, les étendues à marée et les herbiers marins) qui contribuent à réduire la vulnérabilité et à accroître la résilience aux effets du changement climatique ;

g. d'entreprendre une étude d'impact sur l'environnement lorsqu'ils planifient et installent des défenses côtières artificielles et d'envisager les risques que ces structures font courir aux écosystèmes côtiers, y compris les risques pour les services écosystémiques fournis à la société ; et

h. lorsqu'il est nécessaire de recourir à des ouvrages de génie civil, d'encourager vivement la possibilité d'envisager des approches hybrides associant la gestion et la restauration des écosystèmes aux techniques de génie civil pour améliorer la réduction des risques et l'efficacité de l'infrastructure construite tout en continuant de fournir des services écosystémiques additionnels.

3. PRIE INSTAMMENT les banques et organismes de développement multilatéraux, les gouvernements et organismes nationaux et locaux chargés du développement côtier de tenir compte des effets du changement climatique dans la zone côtière lorsqu'ils planifient de nouveaux projets de développement côtier.

4. PRIE INSTAMMENT les organismes de donateurs et les organisations de développement multilatérales d'accroître leur appui à l'élaboration et à l'application d'approches basées sur la nature pour réduire les risques climatiques et de catastrophe dans les zones côtières, en particulier dans les petits États insulaires en développement vulnérables, les pays de faible élévation et les zones de delta.

5. PRIE INSTAMMENT tous les acteurs du secteur privé actifs dans les zones côtières d'étudier leurs impacts directs et indirects et la dépendance vis-à-vis des écosystèmes côtiers et d'adopter et élaborer de meilleures pratiques qui auront un effet positif net sur ces écosystèmes.

6. ENCOURAGE les acteurs du secteur privé actifs dans les zones côtières à collaborer avec les organismes gouvernementaux et les ONG pour démontrer l'adaptation fondée sur les écosystèmes à grande échelle.

Auteur :
The Nature Conservancy

Co-parrains :
BirdLife International
European Bureau for Conservation and Development
Nausicaa, Centre National de la Mer
Wetlands International
World Resources Institute

M077
Priorités pour la protection des forêts primaires

RAPPELANT les Résolutions 1.20 *La diversité biologique et les forêts* et 1.21 *Les concessions forestières* adoptées par le 1er Congrès mondial de la nature (Montréal, 1996) ;

RAPPELANT ENCORE la Résolution 2.39 *Corruption dans le secteur forestier* adoptée par le 2e Congrès mondial de la nature (Amman, 2000) ;

RAPPELANT ENCORE la Résolution 3.071 *Coopération internationale en matière de gestion des forêts* adoptée par le 3e Congrès mondial de la nature (Bangkok, 2004) ;

RAPPELANT ENFIN les Résolutions 4.068 *Réduction d'émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts* (REDD), 4.075 *Objectifs d'atténuation des changements climatiques et actions pour la conservation de la biodiversité,* 4.076 *Conservation de la biodiversité, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements,* 4.078 *Appel à l'action pour faire face aux changements environnementaux mondiaux,* 4.083 *La production d'agrocarburants industriels* et 4.134 *Réagir à la déforestation et à la dégradation des sols liées aux changements climatiques et à la désertification* adoptées par le 4e Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008) ;

NOTANT que nous sommes, dans le monde, témoins d'une extinction massive, que les forêts primaires sont des réservoirs de biodiversité essentiels, et que les objectifs 2010 de la Convention sur la diversité biologique ne sont pas atteints ;

ÉTANT DONNÉ que les forêts primaires séquestrent le carbone, contiennent un stock de carbone substantiel et constituent un tampon important dans le cycle du carbone, et que la prévention des émissions dues aux perturbations humaines dans les forêts primaires peut réduire immédiatement les émissions de gaz à effet de serre ;

RECONNAISSANT que les forêts primaires offrent des services écosystémiques à l'échelle locale, régionale et mondiale, et ont également des effets positifs sur le climat régional et la régulation des eaux douces, et que ces services sont d'une importance critique pour les moyens de subsistance des communautés locales ;

NOTANT que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la CDB ont demandé que leur soient fournis des éléments en vue d'améliorer les synergies entre les conventions qui permettraient d'accéder aux avantages des changements climatiques ainsi que d'assurer la conservation de la biodiversité ;

RAPPELANT que *l'Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts* des Nations Unies vise à « maintenir et à renforcer les valeurs économiques, sociales et écologiques de tous les types de forêts, pour le bien des générations présentes et futures » ;

NOTANT que l'exploitation forestière industrielle a, en grande partie, échoué à atteindre des rendements soutenus dans les forêts primaires, a altéré la structure et la composition des forêts, a conduit à une importante érosion de la diversité biologique, et entraîne des émissions de carbone importantes auxquelles il faudra des siècles pour être capturées à nouveau ;

RECONNAISSANT que l'exploitation forestière illégale demeure un problème sérieux dans de nombreuses forêts primaires et que les efforts pour améliorer la gouvernance des forêts prendront encore plusieurs dizaines d'années ;

NOTANT que l'exploitation forestière industrielle des forêts tropicales précède souvent la conversion des terres en faveur de l'agriculture industrielle, entraînant une érosion massive de la diversité biologique, des pertes de carbone, et la destruction des moyens de subsistance locaux à cause des feux de forêt, entre autres ;

SOULIGNANT que le niveau très élevé de la déforestation tropicale a très peu faibli au cours des deux dernières décennies, et que les forêts tropicales sont soumises à une pression accrue due à l'exploitation industrielle, à l'exploitation minière, à la conversion en agrocarburants et à l'agriculture industrielle ;

NOTANT qu'environ 50% de la couverture des forêts naturelles dans le monde a été perdue, que le taux de perte est particulièrement important dans les forêts tropicales, et qu'il ne reste, sur Terre, qu'à peu près 30% de forêts primaires ;

NOTANT PAR AILLEURS qu'à peu près 70% des besoins en bois de la Terre peuvent être couverts grâce aux plantations existantes et que les terrains déboisés disponibles offrent la possibilité de satisfaire la demande mondiale sous forme de plantations ; et

RECONNAISSANT que les organisations internationales de développement devraient s'efforcer, de façon proactive, d'optimiser la protection des forêts plutôt que de simplement appliquer des mesures de sauvegarde à des projets susceptibles d'avoir un impact sur les forêts primaires ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE la Directrice générale et le Conseil d'établir un groupe d'étude du Conseil, avec des représentants du Conseil, du Secrétariat, des Commissions et des Membres de l'UICN, pour :

    a. faire une recherche, et faire rapport au Conseil, sur les facteurs de la destruction de la forêt primaire et les possibilités de les atténuer en s'intéressant particulièrement aux moyens de satisfaire la demande mondiale en bois grâce à des plantations et aux forêts secondaires établies sur les terrains dégradés ;

    b. faire une recherche, et faire rapport au Conseil, sur les impacts sur le carbone et la biodiversité de la conversion planifiée des forêts naturelles en plantations, y compris en plantations pour la biomasse et les agrocarburants ; et

    c. faire une recherche, et faire rapport au Conseil, sur les possibilités de restructurer les programmes globaux de l'UICN pertinents (en particulier les programmes des forêts, de la diversité biologique et des changements climatiques) et d'établir des synergies entre ceux-ci et d'autres programmes de l'UICN, ainsi qu'avec les Commissions, dans le but d'améliorer la quantité de forêt primaire laissée intacte.

2. PRIE ÉGALEMENT la Directrice générale, dans la mise en œuvre de *Programme de l'UICN 2013-2016*, de s'assurer que l'UICN :

    a. fournit à la CCNUCC, et aux organismes financiers pertinents, des données politiques dans le but d'encourager le développement des mécanismes du REDD qui aideront les pays tropicaux à optimiser les mesures d'atténuation et les bénéfices de la diversité biologique en donnant la priorité à la protection et à la restauration de la forêt tropicale primaire par rapport à d'autres activités REDD et en dissuadant le financement du REDD de s'appliquer à l'exploitation forestière industrielle et à des conversions en faveur des biocarburants et autres plantations ;

b. fournit à la CCNUCC des informations politiques en vue de promouvoir les règles de l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF) et les méthodes de gestion comptable qui encouragent la protection et la restauration des forêts primaires dans les pays développés et évitent la conversion des forêts naturelles en cultures pour agrocarburants et autres plantations ;

c. explore les possibilités de développer des partenariats et incite les organes financiers du REDD à procéder aux évaluations nécessaires et à développer des mécanismes pour stimuler la protection des forêts primaires ; et

d. encourage un examen, par l'UICN, des programmes pertinents pour s'assurer qu'ils :

   i. encouragent la restauration des aires protégées existantes et l'extension des aires protégées susceptibles d'entrer dans les projets REDD ;

   ii. inversent la tendance à la dégradation des forêts et n'apportent pas leur soutien à l'introduction d'activités nuisibles dans les forêts primaires;

   iii. évitent de manière explicite les actions qui conduisent à l'érosion de la diversité biologique, y compris par la conversion en plantation des forêts naturelles et autres écosystèmes sensibles comme les prairies ;

   iv. reconnaissent et protègent les droits des peuples autochtones et des communautés locales en s'assurant de leur consentement préalable, libre et bien informé avant l'approbation de tout projet, ainsi que leur participation à la préparation des projets REDD, aux discussions sur leur rôle dans la mise en œuvre du projet, et sur la juste répartition des bénéfices des projets ; et

   v. encouragent une large participation au mécanisme du REDD de tous les pays tropicaux, en particulier de ceux qui ont une large couverture forestière et, historiquement, un faible niveau de déforestation.

Auteur :
The WILD Foundation

Co-parrains :
Australian Rainforest Conservation Society
Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación
Universidad para la Cooperación Internacional
Asociación Preserve Planet
Asociación Terra Nostra
Environment and Conservation Organizations of NZ
Canadian Parks and Wilderness Society
Center for Environmental Legal Studies
Centro Ecuatoriano de Derecho Ambiental

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M078
Soutien au défi de Bonn sur la restauration des forêts perdues et des terres dégradées

RECONNAISSANT le rôle central joué par l'UICN qui a fait progresser la restauration des forêts et des paysages, et l'a stimulée ;

CONSCIENT que la restauration des forêts et des paysages peut améliorer la diversité biologique et les services écosystémiques, qu'en particulier elle réduit la pression qui s'exerce sur les habitats et augmente les possibilités d'améliorer ces habitats, qu'elle permet une meilleure connectivité, ainsi que la séquestration du carbone, le contrôle de l'érosion, un meilleur approvisionnement en eau, qu'elle fournit des aliments, des combustibles, des fibres, etc. ;

NOTANT que, selon une analyse réalisée, au niveau mondial, par l'UICN, le World Resources Institute et d'autres Membres de l'UICN, plus de 2 milliards d'hectares de terres déboisées et dégradées, dans les régions tempérées et boréales, offrent des possibilités de restauration des forêts et des paysages ;

NOTANT ÉGALEMENT qu'un Global Partnership on Forest Landscape Restoration (Partenariat mondial pour la restauration des paysages forestiers) a été formé et que les secrétariats de l'UICN et de la Convention sur la diversité biologique en sont membres, ainsi que des membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, des organisations non gouvernementales, et de sociétés du secteur privé ; et

NOTANT PAR AILLEURS que le *Défi de Bonn sur les forêts, les changements climatiques et la diversité biologique* de 2011, qui a pour objet la restauration de 150 millions d'hectares de terres déboisées et dégradées d'ici à 2020, aura un effet bénéfique sur le changement climatique, la diversité biologique et les communautés qui dépendent des forêts ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT les gouvernements, les organisations de la société civile, les sociétés, les institutions de recherche et la communauté des bailleurs de fonds :

    a. de reconnaître que la restauration des forêts et des paysages a des effets bénéfiques multiples, et capte les synergies des engagements internationaux existants ;

    b. de décider d'engagements spécifiques en vue de contribuer à l'objectif du Défi de Bonn de restaurer 150 millions d'hectares de forêts perdues et de terres dégradées d'ici à 2020 ; et

    c. de développer des stratégies pour répondre au Défi de Bonn et mettre à disposition les ressources nécessaires à cette fin.

2. PRIE la Directrice générale :

    a. de s'assurer que le Secrétariat de l'UICN apporte son soutien au Défi de Bonn en accordant à la restauration des forêts et des paysages une attention particulière, en accord avec le *Programme de l'UICN 2013-2016* ; et

b. de sérieusement encourager les Membres de l'UICN, le Conseil, les Commissions et les Comités nationaux et régionaux à apporter un soutien actif au Défi de Bonn.

Auteur :

World Resources Institute, États-Unis d'Amérique

Co-parrains :

Cameroon Environmental Watch, Cameroun
Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety, Allemagne
Biodiversity Conservation Center, Russie
Ecoagriculture Partners, États-Unis d'Amérique
Society for Ecological Restoration International, États-Unis d'Amérique

M079

La forêt atlantique de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay : un biome prioritaire pour la conservation

CONSIDÉRANT que la forêt atlantique de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay est un des biomes les plus en danger du monde, parmi les plus riches en biodiversité (plus de 10 000 espèces de plantes ; 298 espèces de mammifères ; plus de 200 espèces d'oiseaux et plus de 140 espèces de reptiles) et l'un des plus importants du point de vue de l'endémisme (8 000 espèces d'arbres, 40% du total ; 200 espèces d'oiseaux, 16% ; 71 espèces de mammifères, 27% ; 94 espèces de reptiles, 31% ; et 286 espèces d'amphibiens, 60% ; pour ne mentionner que les groupes taxonomiques les mieux connus) et qu'il est absolument urgent de renforcer sa protection ;

SACHANT qu'au Brésil, il ne reste que quelque 8% de la forêt atlantique côtière, que moins de 20% du biome restant est conservé de manière officielle dans des aires protégées et que le rythme élevé de disparition de la forêt persiste, approchant 350 km² ou 0,25% par an au Brésil et des pourcentages encore plus élevés en Argentine et en Uruguay ; que reconnaître, au niveau international, l'importance de conserver les derniers vestiges de la forêt atlantique pourrait être capital pour sa protection – des individus aux organisations et aux sociétés en général et du niveau local au niveau national et mondial – et que l'UICN occupe une place unique lui permettant d'influencer de nombreux paliers décisionnels ainsi que la politique de la conservation qui pourrait aider à faire changer les choses ;

CONSCIENT que l'UICN, essentiellement par l'intermédiaire de ses Commissions et de ses Membres, peut jouer un rôle important en se faisant le champion de l'importance de la conservation de la forêt atlantique auprès des accords multilatéraux sur l'environnement et conventions ;

PRÉVOYANT une croissance rapide et continue, aux niveaux national, régional et mondial, des pressions exercées sur les habitats naturels, en particulier ceux où se concentrent les populations humaines (70% de la population brésilienne vit sur des terres défrichées, autrefois couvertes par la forêt atlantique bien que cela ne représente que 11% du territoire du pays, et environ 80% du produit intérieur brut (PIB) du Brésil est généré dans la région de la forêt atlantique) ;

SACHANT que l'intégrité du monde d'aujourd'hui pourrait dépendre de la protection des zones naturelles – fournissant une sécurité alimentaire et de l'eau et réduisant les pressions causées par le changement climatique et la dégradation des sols, la pollution et autres impacts négatifs sur le bien-être humain et la protection de la biodiversité mondiale ;

RAPPELANT la Résolution 4.004, *Renforcer la présence institutionnelle de l'UICN en Amérique du Sud* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) dans le but de renforcer les initiatives de l'UICN en Amérique du Sud et qui a abouti à l'établissement d'un bureau au Brésil; et

RÉAFFIRMANT que vu l'importance de son rôle pour la conservation mondiale, il est impératif que l'UICN fournisse les orientations suivantes pour la mise en œuvre du *Programme de l'UICN 2013-2016* sur cette question ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 6 au 15 septembre 2012 pour sa session à Jeju, République de Corée :

1. DEMANDE à la Directrice générale d'inclure dans les programmes régionaux de l'UICN des initiatives spécifiques et mesurables visant à influencer les politiques publiques pour mieux protéger la forêt atlantique en Argentine, au Brésil et au Paraguay et pour

contribuer de façon plus efficace à l'application des conventions qui traitent de la biodiversité et du changement climatique et, reconnaissant que les Commissions de l'UICN et ses Membres peuvent influencer les politiques et les actions, de travailler à des synergies qui pourraient améliorer l'application des conventions.

2. DEMANDE à la Directrice générale :

   a. d'intégrer des activités et buts spécifiques concernant la conservation de la forêt atlantique dans le *Programme de l'UICN 2013-2016* conformément au point susmentionné ;

   b. de renforcer le rôle biorégional de l'UICN en Amérique du Sud, considérant que la forêt atlantique est présente au Brésil, en Argentine et au Paraguay ;

   c. de renforcer le rôle de l'UICN en matière de protection améliorée des forêts atlantiques, dans l'un de ses créneaux les plus importants, à savoir intégrer les pays d'Amérique du Sud dans la notion de « famille UICN », renforcer l'application des conventions internationales et des accords régionaux (la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et Mercosul, entre autres) ;

   d. d'élargir les recommandations de l'UICN sur la protection des forêts atlantiques pour la prochaine période quadriennale en intégrant les objectifs, les thèmes et les activités spécifiques, en précisant les responsabilités des différents segments de la « famille UICN » tels que les Membres, les Commissions, le Secrétariat aux niveaux aussi bien régional que central ;

   e. de prendre des mesures pour envoyer des lettres aux présidents, ministres et autres décideurs des trois pays, en appui à la protection de la forêt atlantique, dans le cadre des conventions internationales et accords régionaux concernés ; et

   f. de soutenir les organisations locales membres et les membres des Commissions dans les situations d'urgence qui pourraient menacer la forêt atlantique dans l'un des trois pays abritant ce biome.

Auteur :
IPÊ Instituto de Pesquisas Ecológicas, Brésil

Co-parrains :
Asociación Guyra Paraguay, Paraguay
Fundação Museu do Homem Americano, Brésil
Fundação Vitória Amazônica, Brésil
Fundación para la Conservación y el Uso Sustentable de los Humedales, Argentine
Instituto O Direito por um Planeta Verde, Brésil
Liga de Defensa del Medio Ambiente (LIDEMA), Bolivie
Provita, Venezuela

M080
Soutien à la conservation et à l'utilisation durable des forêts de Gotjawal à Jeju

CONSCIENT que les forêts de Gotjawal, qui couvrent 109,87 km^2, soit 6% de l'île de Jeju, constituent une ressource unique, issue de l'activité volcanique dans les champs de lave Aa de l'île de Jeju, qu'elles participent à la recharge des eaux souterraines de l'île qui sont la principales sources d'eau potable pour la population de Jeju, et que ces forêts sont très importantes du point de vue des services écosystémiques et de la pratique des connaissances traditionnelles liées à l'abondante diversité biologique et à l'utilisation durables des forêts ;

RAPPELANT qu'en relation avec les Résolutions 4.040 *Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique,* 4.067 *Promouvoir la conservation et les moyens de subsistance durables dans les régions insulaires,* 4.094 *Impulsion et soutien aux politiques locales et régionales de conservation de la diversité biologique,* et 4.055 *Intégrer la culture et la diversité culturelle dans la politique et le Programme de l'UICN* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), le mouvement tendant à l'achat de propriétés dans les forêts de Gotjawal sous l'égide d'un trust national s'est poursuivi dans le but de conserver ces zones dans le cadre du Gotjawal Trust à Jeju depuis 2007 ;

NOTANT que les forêts de Gotjawal, avec l'île volcan de Jeju et les Tubes de lave inscrits sur la liste du patrimoine mondial naturel et comme zone humide d'importance internationale (site Ramsar), abritent le *Mankyua jejuense,* fougère endémique d'un genre monotype, et 36 espèces de plantes qui figurent sur la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN*, et également le fairy pitta, et que des connaissances traditionnelles ont été accumulées par les peuples autochtones dans cette région pendant des siècles ; et

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que des développements à grande échelle, tels que la construction de terrains de golf, progressent sur les terrains privés de plus 60% des forêts de Gotjawal, et que, alors que ces développements destructeurs se poursuivent, non seulement ils risquent détruire les caractéristiques originales de l'écosystème unique des forêts de Gotjawal, mais seront éventuellement une menace sur les moyens de subsistance de l'ensemble des résidents de Jeju ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. CHARGE la Directrice générale de rechercher des soutiens en faveur des programmes de conservation sur l'utilisation raisonnée des ressources naturelles des forêts de Gotjawal et la durabilité des moyens de subsistance liés à Gotjawal car la conservation des diversités biologique, géologique et culturelle, ainsi que des savoirs traditionnels des peuples autochtones de Gotjawal, est cohérente avec les objectifs de l'UICN, et les modèles d'utilisation durable par les peuples autochtones sont également en accord avec l'esprit des principes des réserves de la biosphère qui mettent en évidence la prospérité que s'apportent mutuellement les organismes biologiques ainsi que les humains.

2. ENGAGE le gouvernement de la République de Corée, le gouvernement de la Province spéciale autonome de Jeju, et le secteur privé, lors de tout nouveau développement, à agir dans le cadre du mouvement du Gotjawal Trust, à établir des plans à long terme et à entreprendre immédiatement des actions pratiques en faveur de la conservation des forêts de Gotjawal.

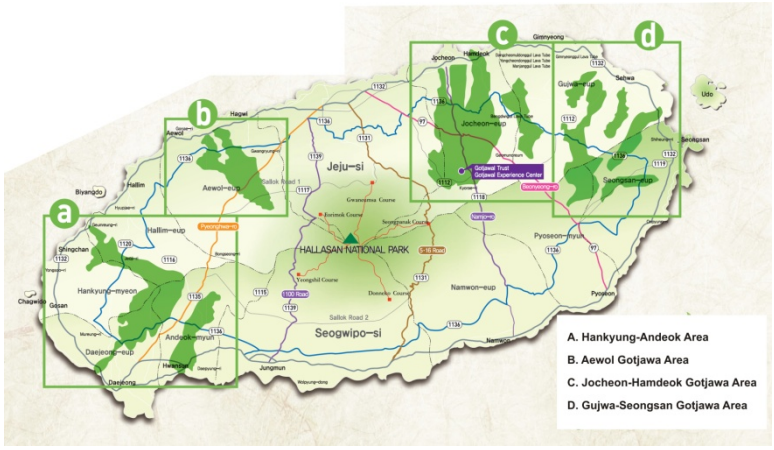
Auteur :

Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment

Co-parrains :

Gotjawal Trust of Jeju, Jeju City Project 21
Jeju Special Self-Governing Province Agenda 21
Sustainable Environmental Education Center of Jeju Special Self-Governing Province
Local Agenda 21 - Seogwipo City, Republic of Korea

Explanatory Memorandum



Definition of Gotjawal: "Gotjawal" refers to an unmanned and unapproachable forest mixed with trees and bushes according to a Jeju Dialect dictionary. Jeju locals have traditionally called any forest on rocky ground "Gotjawal" with "got" meaning a forest and "jawal" rocks or rubbles. The Gotjawal forest is also considered to have three important features, such as "formation in rocky areas", "plants specific to this ecosystem", and "rain water penetrating to groundwater aquifer".

Where are Gotjawal forests? Distributed mostly along the island's midland at an altitude of between 200 and 400 meters, Gotjawal forests have traditionally played a role of buffer between the inhabited coastal areas and the mountainous regions used for grazing ranches.

Gotjawal forests run along the east-west axis of the island. Four major Gotjawal forests have been singled out so far for their excellently preserved condition: Hankyeong-Andeok and Aewol Gotjawal in the west, Jocheon-Hamdeok and Gujwa-Seongsan Gotjawal in the east.

Characteristics of Gotjawal forest:

Geology
Gotjawal forest is usually found on volcanic terrain formed by lava flow, with its rocks formed over time after going through varying processes. When an Aa lava steam with high viscosity cools down, the surface of the lava exposed to cold air hardens first before cracked by another rushing lava flow cascading from behind, leaving behind the volcanic sub-structure known as 'clinker', which is conducive to the formation of Gotjawal forest.

On the other hand, Pahoehoe lava cools down to form columnar joints along the surfaces, which eventually break down into rocks and rubble. Those chunks of rock produced as such along the curtains of columnar joints also provide an ideal ground for Gotjawal to develop. Gotjawal is sometimes formed on Oreums (volcanic cone), where scoria, volcanic shoots and spatters gather together after a volcanic explosion to form giant mounds.

Vegetation
Gotjawal is composed of warm-temperate forest and temperate forest along with wide expanses around Jeju, with relatively high diversity of plants and vegetation. However, the

existing biome shows some typical features of the secondary forest, as it has been constantly damaged by human intervention. Most Gotjawal forests that remain today lie close to the grasslands of the island's midland.

Gotjawal forest is composed of two key tree species: broad-leaved evergreens and deciduous broad-leaved trees. Some Gotjawal forests have both evergreen and deciduous broad-leaved trees, mixed together and growing in the same place.

Animal and Plants

Over 600 plants species are known to grow in Gotjawal, with some of them recognized by the Korean Ministry of Environment as being threatened and endangered species, notably Jejugosarisam (*Mankyua chejunese*), Gaegasinanum (*quercus gilva*), Eureumnancho (*Cyrtosia septentrionalis*), Suncha (*Brasenia scherberi*), and JeJumilbichu (*Isoetes jejuensis*).

The thick forest of Gotjawal, with its abundant feeds, provide shelter for the resident birds of Jeju such as Jthe apanese Bush Wabler and the Brown-eared Bulbul, while some migratory birds such as the Black Paradise Flycatcher and the Fairy Pitta spend the winter here.

Also home to most amphibians such as the Jeju Salamander and reptiles including the Red-tongue Viper Snake, Gotjawal forest is the refuge for Roe Deer and other mammals in the island.

M081
Reconnaissant les progrès du Québec dans la conservation de la région boréale

AYANT RECONNU, dans la recommandation n° 3.101 *Faire progresser la conservation de la forêt boréale* adoptée par le 3e Congrès mondial de la nature, l'importance primordiale des régions forestières boréales intactes restant dans le monde et prier instamment les gouvernements à prendre des mesures pour assurer la conservation de celles sous leur contrôle;

RAPPELANT que la Convention sur la diversité biologique précise que la conservation de la diversité biologique exige essentiellement la conservation *in situ* des écosystèmes et des habitats naturels ainsi que le maintien et la reconstitution de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel et reconnaît qu'un grand nombre de communautés locales et de peuples autochtones dépendent étroitement et traditionnellement des ressources biologiques sur lesquelles sont fondées leurs traditions;

RECONNAISSANT que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones affirme que le respect des savoirs, des cultures et des pratiques traditionnels autochtones contribue à une mise en valeur durable et équitable de l'environnement et à sa bonne gestion;

RECONNAISSANT que, le 9 mai 2011, le gouvernement du Québec, représenté par son premier ministre, M. Jean Charest, et une « Table de partenaires », constituée de leaders de communautés autochtones, d'organismes environnementaux, de l'industrie et du gouvernement local, ont signé une DÉCLARATION DES PARTENAIRES concernant le Plan Nord, une initiative de développement durable touchant les deux tiers du nord du Québec, une région couvrant 1,2 million de kilomètres carrés;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION que cette déclaration reconnaît que :

a. le développement du territoire du Plan Nord se doit d'être socialement responsable et durable ainsi que respectueux de l'environnement ;

b. le Plan Nord doit appuyer un développement qui favorise la préservation de la qualité de l'environnement, la sauvegarde de la biodiversité ainsi que le mode de vie traditionnel et ancestral des Premières Nations et des Inuits et permette un enrichissement collectif sur les plans social et économique ;

c. le Plan Nord doit respecter les ententes déjà conclues avec les Premières Nations et les Inuits habitant ce territoire ainsi que leurs droits ancestraux et que sa mise en œuvre doit être suffisamment souple pour permettre un examen au cas par cas de chaque projet de développement, tenir compte des diverses négociations en cours et futures et s'adapter à leur évolution, notamment pour les questions de gouvernance ;

d. le Plan Nord doit être complémentaire aux démarches que le gouvernement du Québec déploie déjà auprès des représentants autochtones concernés pour traiter des dossiers qui nécessitent une action immédiate et que les discussions de nation à nation doivent être maintenues entre le gouvernement du Québec et les nations autochtones tout au long de sa mise en œuvre du Plan Nord ;

e. le territoire du Plan Nord contient des écosystèmes intacts parmi les plus vastes de la planète et que ceux-ci fournissent un éventail de biens et de services écologiques qu'il importe de maintenir ; et

f. des mécanismes permettant d'assurer la pérennité de l'engagement de consacrer 50 % du territoire du Plan Nord à des fins autres qu'industrielles, à la protection de l'environnement et à la sauvegarde de la biodiversité, devront être mis en place ;

RECONNAISSANT EN OUTRE AVEC SATISFACTION :

a. que le gouvernement du Québec s'est engagé à entreprendre d'ici 2013 une démarche de planification écologique touchant l'ensemble du territoire du Plan Nord et à encadrer le processus de consultation des intervenants présents sur le territoire et des communautés autochtones pour l'atteinte de ces objectifs;

b. que le gouvernement du Québec s'est fixé comme objectif de créer des aires protégées totalisant 20 % du territoire couvert par le Plan Nord d'ici 2020, ce qui consiste à consacrer 17 % de l'ensemble du territoire terrestre du Québec à des fins de conservation d'ici 2020 ; et

c. l'orientation prise par le gouvernement du Québec de développer les connaissances écologiques et environnementales qui permettront d'évaluer diverses pratiques de conservation assurant la protection de l'environnement et du territoire.

RECONNAISSANT que le Plan Nord contribuera de manière prépondérante aux engagements du Canada à l'égard des Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, notamment à l'égard de l'Objectif 5 du but stratégique B et particulièrement à l'Objectif 11 du but C qui fixe les cibles mondiales de conservation pour 2020, cibles qui devront être atteintes par l'entremise de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés, d'aires protégées gérées efficacement et équitablement ainsi que par d'autres mesures de conservation efficaces par zone, le tout étant intégré dans l'ensemble du paysage ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. ACCUEILLE FAVORABLEMENT les politiques et les engagements du Plan Nord ouvertement au profit de la conservation de la nature et du développement économique durable.

2. AFFIRME que les politiques et les engagements du Plan Nord favorisent un modèle de développement durable qui devrait permettre la réalisation d'un projet de développement durable exemplaire touchant à la fois les secteurs de l'énergie, des mines, de la forêt, de l'alimentation biologique, du tourisme, du transport, de la gestion de la faune, de la protection de l'environnement et de la préservation de la biodiversité pour favoriser le développement au bénéfice des communautés visées dans le respect des cultures et des identités.

3. AFFIRME que l'objectif établi de préserver 50 % du territoire nordique du Québec de l'activité industrielle – s'il se concrétise correctement – pourrait servir de modèle planétaire en cette heure grave où nous luttons contre les immenses défis que sont la perte de la biodiversité et les changements climatiques.

4. AFFIRME que le Plan Nord constitue une initiative de développement durable importante à l'échelle internationale.

5. AFFIRME que la proposition de consacrer 600 000 kilomètres carrés à des fins autres qu'industrielles, soit à la protection de l'environnement et à la sauvegarde de la biodiversité, représente une politique de conservation de la nature exceptionnelle et

historique qui suscitera des réactions positives un peu partout dans le monde.

6. AFFIRME que la planification écologique au cœur du Plan Nord est un engagement stratégique d'une importance capitale qui constituera un fondement à long terme solide pour la conservation de la nature.

7. AFFIRME que le volet conservation du Plan Nord contribuera grandement à l'élaboration de réponses d'adaptation aux changements climatiques dans la région boréale.

8. SALUE la vision et l'engagement du gouvernement du Québec à l'égard de la conservation de la nature et du respect des droits des peuples autochtones.

Auteur :
The Pew Charitable Trusts, USA

Parrains :
Ministère du Développement durable, Environnement et Parcs, Québec
The Wild Foundation, USA
Nature Canada, Canada
Canadian Parks and Wilderness Society, Canada
Ontario Nature, Canada
George Wright Society, USA

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M082
Assurer la conservation des forêts de la Patagonie chilienne

RECONNAISSANT que la Patagonie chilienne est l'une des régions forestières les plus reculées et les moins altérées de la planète, qu'elle possède des immenses forêts indigènes, des fjords et des glaciers, quelques unes des dernières rivières dans le monde dont le courant est libre, et qu'elle est l'habitat d'espèces telles que le huemul de Patagonie (*Hippocamelus bisulcus*) qui est endémique, et de la loutre du Chili (*Lontra provocax*), tous les deux inscrits comme étant En danger sur la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* ;

REMERCIANT le gouvernement du Chili de son engagement en faveur de la préservation de cette région majestueuse et unique, où il a mis environ 50% du territoire de cette région sous protection, et de sa décision d'adopter l'appellation « Réserve de vie » pour la région Aysén ;

ATTENTIF au fait qu'en 2011 le Chili a donné un accord régional et environnemental au projet HidroAysén, complexe hydroélectrique qui envisage de construire cinq barrages sur deux des fleuves ayant un courant libre les plus puissants du Chili, le Baker et le Pascua, qui inondent environ 6 000 hectares de terre, y compris une partie du parc national de la Laguna San Rafael, réserve de la biosphère ;

ÉGALEMENT ATTENTIF au fait que le projet hydroélectrique HidroAysén nécessitera la construction de lignes de transport d'énergie à partir de la Patagonie vers le principal réseau électrique de la région centrale du Chili, soit un trajet de presque 2 000 kilomètres, qui comprend un segment de 160 km sous l'eau ;

RECONNAISSANT que la ligne de transport d'énergie pourrait traverser des régions volcaniques ayant une activité sismique, et perturber plus d'une douzaine de réserves et parcs nationaux, ainsi que des corridors biologiques importants qui représentent des milliers d'hectares d'habitats pour la faune et la flore sauvages ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que l'étude d'impact sur l'environnement d'HidroAysén a fragmenté le projet et n'a pas évalué l'impact de la ligne de transport d'énergie en même temps que l'impact des barrages, en contradiction avec les meilleures pratiques des études d'impact sur l'environnement internationales, et avec la Résolution 4.126 *Protection de la Patagonie chilienne* adoptée par le 4e Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008), qui appelait le gouvernement du Chili à « évaluer les barrages hydroélectriques … et la ligne de transport d'énergie associée comme un seul projet » ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que si l'on considère séparément barrages et composantes du transport de l'énergie, cela ne permet pas de faire une évaluation correcte des impacts cumulés et combinés des projets ;

PRÉOCCUPÉ ÉGALEMENT par le fait que la construction de la ligne de transport d'énergie entre la Patagonie et la région centrale du Chili pourrait entraîner la prolifération d'autres méga barrages, comme le propose Energia Austral, ainsi que des projets d'extraction dans des aires de conservation prioritaires ;

RAPPELANT la Résolution 2.58 *Problèmes de gestion écologique relatifs aux grands barrages* approuvée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) qui reconnaît « la nécessité d'adopter le principe de précaution en raison du degré élevé d'incertitude inhérent au développement lié à la construction des barrages… et aux activités d'utilisation des terres associées » ; et

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 1 *L'hydroélectricité et la protection de la nature* approuvée par la 3e Assemblée générale de l'UICN (Caracas, 1952) qui précise que les barrages sont « susceptibles d'altérer gravement l'intégrité » des parcs nationaux et des réserves, et rappelle aux gouvernements « qu'ils se sont engagés à garantir non seulement la sauvegarde, mais l'inviolabilité des territoires qu'ils ont pris l'initiative de délimiter et de protéger » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. EN APPELLE au gouvernement du Chili, et en particulier au ministre de l'Environnement et au Département des études environnementales, pour qu'ils :

    a. s'assurent que le développement des infrastructures liées à la ligne de transmission d'énergie de HidroAysén n'affectera pas la protection accordée à des aires se trouvant sous la protection de l'État, les aires de conservation prioritaires et des sites et corridors biologiques prioritaires, et ne provoquera pas de dommages aux paysages qui ont une valeur intrinsèque ;

    b. s'assurent d'une réelle participation du public au processus d'évaluation de l'itinéraire et des infrastructures de la ligne de transport électrique ;

    c. procèdent à une évaluation environnementale stratégique et à une évaluation technique et environnementale indépendante, s'appuyant sur les standards internationaux les plus exigeants, en coopération avec la communauté scientifique nationale et les organisations de la conservation, nationales et internationales, adéquates, afin de préciser l'impact général et cumulé des infrastructures de la ligne de transport électrique proposée, sur toute la longueur du trajet ;

    d. évaluent les impacts environnementaux et sociaux de la ligne de transport d'énergie dans le contexte de l'impact cumulé des infrastructures de transport d'énergie et de méga projets énergétiques potentiels qui pourraient utiliser ces infrastructures, comme le méga barrage proposé par HidroAysén sur les fleuves Pascua et Baker et les méga barrages proposés par Energia Austral-Xstrata sur les fleuves Cuervo, Blanco et Condor ; et

    e. ne donnent pas leur autorisation à des lignes de transport d'énergie de HidroAysén et Energia Austral sans qu'une évaluation complète des impacts cumulés et combinés n'ait démontré que ce projet n'entraînera pas une dégradation ou une destruction des aires naturelles et des habitats de la faune et de la flore sauvages.

2. PRIE INSTAMMENT le gouvernement du Chili :

    a. de procéder à une évaluation complète, au Chili, des sources d'énergie renouvelable et alternatives, économes en énergie, et de s'appuyer sur les résultats d'une étude menée par les Universités du Chili et Federico Santamaria (juin 2008) qui a indiqué que plus de 70% de la demande en électricité du Chili, en 2025, pourrait être satisfaits par des sources d'énergie alternatives durables ;

    b. d'instaurer les cadres réglementaires et normatifs nécessaires qui permettront aux sources efficaces du point vue énergétique et aux énergies renouvelables non conventionnelles d'être incorporées dans une solution énergétique reposant sur une production décentralisée ; et

c. de décider de protéger de manière permanente les fleuves les plus importants du Chili dont le courant est libre, étant donnée leur grande valeur pour la conservation, les services écosystémiques et le tourisme.

3. INVITE les membres pertinents et intéressés de l'UICN à apporter, dans la mesure du possible, leur soutien scientifique et technique au Chili, tout particulièrement au Département des études environnementales, afin d'aider à préciser les impacts cumulés de la construction des barrages et de la ligne de transport d'énergie de HidroAysén et Energia Austral, et de protéger la faune et la flore sauvages et les aires naturelles uniques de la Patagonie chilienne.

4. ENCOURAGE toutes les parties intéressés et les membres pertinents de l'UICN à envisager sérieusement la possibilité d'encourager le développement de nouvelles initiatives efficaces sur le plan énergétique, et en faveur des énergies renouvelables non conventionnelles, comme alternatives à de nouveaux méga barrages en Patagonie, et pour montrer leur engagement en faveur d'un développement environnemental durable de la Patagonie et du Chili.

Auteur :
Comité Nacional pro Defensa de la Fauna y Flora (CODEFF)

Co-parrains :
Natural Resources Defense Council
Fundación para la Promoción del Desarrollo Sustentable (Terram)
Fundación Vida Silvestre Argentina
Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza (APECO)
Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves
Sociedad Audubon de Panamá
Ecoa - Ecologia e Ação

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M083
La conservation et la protection des prairies tempérées indigènes de la planète

CONSIDÉRANT que les prairies tempérées indigènes offrent un large éventail de services environnementaux à l'appui de la vie sur Terre, en tant que source de nourriture, d'eau et de fibres contribuant aux moyens d'existence et au bien-être de l'homme, en termes de diversité culturelle et biologique ou en matière de piégeage du carbone, compte tenu notamment du changement climatique mondial ;

RECONNAISSANT que les prairies tempérées indigènes, présentes sur tous les continents sauf l'Arctique, ont été modifiées par les activités anthropiques dans des proportions telles qu'il n'en subsiste aujourd'hui que très peu dans leur état naturel et qu'elles sont désormais considérées par la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN comme l'un des écosystèmes les plus menacés au monde ;

CONFIRMANT que les prairies tempérées indigènes sont protégées dans le monde à hauteur de 4-5% à peine, soit le taux de protection le plus faible de tous les biomes terrestres, et qu'il convient d'établir de nouvelles aires protégées écologiquement viables, en grand nombre et d'une vaste superficie, pour assurer les objectifs de conservation et de protection à l'échelle du paysage et atteindre l'Objectif d'Aichi pour la biodiversité de 17% ;

RECONNAISSANT que les superficies restantes de prairies tempérées indigènes continuent d'être menacées par des politiques inappropriées entraînant de nouvelles pertes sous l'effet de pratiques de conversion, de gestion et d'utilisation non durable des terres ;

CONSCIENT que de nombreuses prairies tempérées indigènes jouent un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté, la lutte contre la faim et la production de nourriture, ce qui en fait des zones non seulement stratégiques sur le plan environnemental mais également cruciales pour la réalisation des *Objectifs du Millénaire pour le développement* (OMD) ;

CONSCIENT également de l'importance des prairies tempérées indigènes au niveau du quotidien et de la survie culturelle des populations autochtones nomades et, par ailleurs, de la valeur des connaissances et de l'expérience acquises par les utilisateurs traditionnels de ces espaces en termes de conservation et de gestion ;

RECONNAISSANT que le changement climatique a de graves répercussions sur la diversité biologique et les biens et services fournis par les prairies tempérées indigènes, ce qui nuit à la diversité biologique et aux populations qui dépendent de ces prairies pour assurer leur subsistance et préserver leur moyens d'existence ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que l'élaboration et la mise en œuvre de mesures efficaces d'incitation à de bonnes pratiques d'aménagement, de restauration et de gestion durable des prairies tempérées indigènes sont indispensables pour garantir leur utilisation rationnelle à long terme en tant que milieu de vie sain ; et

RECONNAISSANT que l'Initiative pour la conservation des prairies tempérées du Groupe de spécialises des prairies de la CMAP vise à parvenir à conserver et à protéger les prairies tempérées indigènes de la planète de façon à atteindre les objectifs de la Conventions pour la diversité biologique (CDB) et à contribuer aux OMD et aux objectifs de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), en cohérence avec le Programme sur les terres arides de l'UICN, sachant que les objectifs suivants ont été atteints au cours des dix dernières années :

a. formation d'un réseau international de spécialistes des prairies pour traiter des questions liées à leur conservation et à leur protection ;

b. amélioration de la communication sur ce thème au moyen d'ateliers, d'un bulletin, de publications et d'un site web ;

c. établissement d'une liste des aires protégées existantes à l'intérieur du biome des prairies et définition des priorités en matière de conservation et de protection futures ;

d. évaluation de l'état actuel des connaissances quant à la valeur économique des prairies tempérées indigènes intactes ; et

e. constatation d'une augmentation de 600% du niveau de protection de ce biome, passé de 0,69% à 5% depuis le démarrage de l'Initiative pour la conservation des prairies tempérées en 1996 ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN de :

    a. reconnaître que les prairies tempérées indigènes forment l'un des écosystèmes les plus menacés et les moins protégés et qu'elles sont sous-représentées au sein du système mondial des aires protégées et, de ce fait, d'insérer cet élément dans la mise en œuvre des programmes régionaux et mondiaux ;

    b. inciter les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les organismes privés à protéger les prairies tempérées indigènes dans le but d'atteindre l'Objectif d'Aichi 11, avec un minimum de 10% d'ici à 2014, comme proposé lors du IV Congrès mondial sur les parcs, en 1992 à Caracas, Venezuela ;

    c. reconnaître que les prairies tempérées indigènes nécessitent des mesures urgentes et ciblées afin de protéger, préserver et restaurer leur diversité biologique ainsi que les nombreux et précieux services sociaux, culturels, économiques et environnementaux qu'elles offrent au bénéfice de la vie et du bien-être de l'homme dans le cadre du *Programme de l'UICN 2013-2016* ; et

    d. soutenir les travaux de l'*Initiative pour la conservation des prairies tempérées* et du groupe de spécialistes des prairies de la CMAP.

2. DEMANDE aux gouvernements concernés de :

    a. redoubler d'efforts pour créer des aires protégées dans les régions formées de prairies tempérées indigènes et de les intégrer dans de plus vastes paysages multifonctionnels ; et

    b. favoriser l'utilisation durable des prairies tempérées indigènes en élaborant des mécanismes d'incitation et des programmes de certification.

3. DEMANDE aux mécanismes de financement internationaux, notamment au Fonds pour l'environnement mondial, d'appuyer une hausse des ressources financières spécifiquement allouées à la conservation, la protection et la gestion durable des prairies tempérées.

Auteur :

The Wildlife Conservation Society

Co-parrains :

- The George Wright Society
- The Canadian Parks and Wilderness Society
- Fundación Vida Silvestre Argentina
- Hustai National Park Trust
- Rare

M084
Préservation des écosystèmes oasiens

CONNAISSANT l'importance capitale et avérée du rôle joué par les écosystèmes oasiens dans :

a. la fixation des populations humaines et leur stabilité socio-économique à travers les activités que génère l'oasis en permanence dans la vie quotidienne des populations, de leurs élevages, de leurs agricultures locales ; et

b. la préservation de l'environnement à travers le recyclage et la réutilisation *in situ* des déchets et sous produits des activités de l'agriculture et de l'élevage ;

PRÉCISANT néanmoins que ces écosystèmes accusent les méfaits des nouvelles technologies si bien que les évaluations, tant à l'échelle mondiale qu'à des échelles inférieures, ont abouti à la conclusion que les écosystèmes oasiens sont actuellement fortement menacés et subissent une dégradation accrue ;

RAPPELANT que les écosystèmes oasiens constituent des systèmes viables et vivables à travers leurs différentes composantes : climat, eau, sol, végétation, microorganismes, animaux et hommes, et surtout à travers les interactions qui les lient ;

NOTANT que les écosystèmes oasiens sont uniques au plan de la diversité biologique et écosystémique, se présentent comme de véritables laboratoires de biodiversité à ciel ouvert et sont l'objet d'une grande attention de la part des institutions nationales, internationales et de la communauté scientifique ;

CONSCIENT des contraintes et des menaces que rencontrent les écosystèmes oasiens du point de vue leurs ressources naturelles, entre autres :

a. la méconnaissance des potentialités des ressources phytogénétiques nécessitant des travaux d'inventaire, de caractérisation et de valorisation ;

b. la diminution des ressources hydriques ;

c. les problèmes d'ensablement dus à la désertification du fait des interventions humaines ;

d. la salinisation des sols suite à l'utilisation prolongée de l'eau d'irrigation salée ou à la non maîtrise de l'irrigation (doses et fréquences) et du drainage ;

e. l'érosion génétique causée par la généralisation de certains cultivars dans un but commercial exclusif ;

f. les problèmes phytosanitaires (maladies, ravageurs) ;

g. la faible maîtrise des techniques culturales introduites ;

h. l'insuffisance de l'infrastructure de valorisation des produits locaux ;

i. la perte alarmante des savoir-faire locaux sociotechniques et culturels ;

j. l'urbanisation galopante et anarchique ;

k. contraintes qui continuent à peser lourdement sur les ressources mises en jeu dans le maintien de l'écosystème oasien et la survie des populations locales ;

TENANT COMPTE des principaux impacts écologiques, économiques, et sociologiques des activités humaines sur les écosystèmes oasiens, qui font que la préservation de ces écosystèmes est aujourd'hui une priorité absolue, voire une urgence sur laquelle tous les acteurs, à l'échelle nationale et internationale, doivent s'entendre ; et

RAPPELANT les actions initiées par :

a. l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;

b. le Réseau associatif de développement durable des oasis (RADDO) ; et

c. la Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats du ministère français des Affaires étrangères et européennes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. INVITE les gouvernements nationaux à reconnaître que les systèmes oasiens et les populations qui y vivent subissent des transformations technologiques, socio-économiques et culturelles profondes alors que ces agro-systèmes sont des cas concrets d'adaptation aux changements climatiques, qui font vivre une population importante, et intègrent une vie diversifiée profonde à l'échelle humaine depuis l'époque mésolithique.

2. EXHORTE les institutions internationales à soutenir des projets destinés à renforcer la résilience de ces écosystèmes et leur capacité d'adaptation aux changements climatiques à travers :

    a. l'approfondissement des analyses et échanges de réflexions sur la situation des principaux défis et enjeux qui caractérisent les écosystèmes oasiens dans les différents pays, en termes de gestion durable, de systèmes de gouvernance, de vulnérabilité, de résilience et d'adaptation aux changements climatiques à travers des rencontres, formations et séminaires ;

    b. la sensibilisation des décideurs sur l'importance de l'écosystème oasien pour le milieu naturel et les conditions économiques et sociales des populations oasiennes ; et

    c. le renforcement des compétences nationales en matière de sauvegarde, conservation et valorisation des produits oasiens à travers les échanges d'expériences entre les différents pays.

3. DEMANDE aux États abritant ces écosystèmes :

    a. d'engager un travail de sensibilisation au sujet des espaces oasiens en tant qu'écosystèmes fragiles faisant partie du patrimoine culturel et écologique de l'humanité ;

    b. d'affirmer la nécessité de sauvegarder les oasis face aux défis du développement et de l'environnement ;

    c. de favoriser le processus d'adaptation des écosystèmes oasiens aux changements climatiques par le renforcement des dispositifs de financement et d'amélioration des connaissances sur les impacts du changement climatique, la vulnérabilité et l'adaptation ;

d. de soutenir les agricultures paysannes au sein des oasis ;

e. d'associer les organisations paysannes et les organisations non gouvernementales, prenant en compte les savoir-faire locaux, les techniques traditionnelles, les modes de gestion ;

f. de mettre en place un cadre politique, institutionnel et social adapté pour lever les contraintes qui limitent la reproductibilité de ces agricultures ;

g. d'intégrer le patrimoine naturel oasien dans leur stratégie de développement durable ; et

h. de développer et de renforcer la recherche scientifique sur les écosystèmes oasiens.

4. ENCOURAGE les États et les organismes gouvernementaux à :

a. l'élaboration de plans locaux de développement (PLD) des oasis, partant de leurs particularités géographiques, topographiques et biologiques ;

b. la promotion d'initiatives de conservation de ce patrimoine naturel et culturel en classant au moins une oasis par pays en tant qu'aire protégée ;

c. la création d'un conservatoire national du patrimoine génétique par pays ;

d. la sensibilisation à une meilleure gestion des ressources en eau dans les oasis ; et

e. la mise en place d'un cadre politique, institutionnel et social adapté pour lever les contraintes qui limitent la reproductibilité de ces agricultures.

Auteur :
Association marocaine pour l`écotourisme et la protection de la nature, Maroc

Co-parrains :
Stichting CHIMBO, Pays-Bas
Stichting Reservaten Przewalski Paard Nederland, Pays-Bas
Société protectrice des animaux et de la nature (SPANA)
Association Ribat Al Fath Association de Gestion Intégrée des Ressources (AGIR)
Mouvement écologique algérien (MEA)
Association Ecologique de Boumerdès
Association Nationale du développement durable et de la Conservation de la Vie sauvage, Tunisie
Fédération Nationale des Associations de Chasseurs et des Associations de Chasse Spécialisées
Association Naforé pour la Protection de l'Environnement

Explanatory Memorandum

This motion is based on the work undertaken by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) which considers oasis agricultural systems as part of oasis ecosystems, as Globally Important Agricultural Heritage Systems (GIAHS), an initiative launched in 2002. It is also important to highlight the work of the Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADDO) [Network of Associations for the Sustainable

Development of Oases] in the context of the 8th Session of the Conference of the Parties to the United Nations Convention to Combat Desertification, held between 3 and 14 September 2007 in Madrid, Spain, during its side event presentation which reminded participants of the importance of oasis ecosystems and their protection in the fight against desertification. This network also took the opportunity of the 16th Session of the Conference of the Parties to the Framework Convention of the United Nations on Climate Change, held between 29 November and 10 December 2010 in Cancun, Mexico, to underline the major challenges concerning all oasis-related problems.

The French Ministry of Foreign and European Affairs Directorate General of Globalization, Development and Partnerships published a report in March 2012 entitled, “Systèmes de production durables en zones sèches: quels enjeux pour la coopération au développement?” [“Sustainable production systems in dry areas: what challenges face development cooperation?”], on enhancing oasis products, diversifying the sources of income and favouring a concerted management of oases.

M085
L'Antarctique et l'océan Austral

RAPPELANT la Résolution 2.54 *L'Antarctique et l'océan Austral* adoptée par le 2e Congrès mondial de la nature (Amman, 2000), la Résolution 3.36 *L'Antarctique et l'océan Austral* adoptée par le 3e Congrès mondial de la nature (Bangkok, 2004), et la Résolution 4.034 *L'engagement de l'UICN concernant l'Antarctique et l'océan Austral* et la Recommandation 4.118 *L'Antarctique et l'océan Austral* adoptées par le 4e Congrès mondial de la nature (Barcelone, 2008) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 16.9 *Antarctique (II)* adoptée par la 16e session de l'Assemblée générale de l'UICN (Madrid, 1984), la Résolution 18.74 *Stratégie de conservation de l'Antarctique* adoptée par la 18e session de l'Assemblée générale de l'UICN (Perth, 1990), et la Résolution 19.96 *L'Antarctique et l'océan Austral* et la Recommandation 19.95 *Meilleure protection des espèces sauvages des écosystèmes insulaires subantarctiques* adoptées par la 19e session de l'Assemblée générale (Buenos Aires, 1994) ;

RAPPELANT AUSSI l'engagement pris par les chefs d'États et de gouvernements en 2002, lors du Sommet mondial du développement durable (Johannesburg), d'encourager le développement de réseaux représentatifs d'aires marines protégées (AMP) avant 2012, et les recommandations du Congrès mondial des parcs en 2003 (Durban) demandant aux États de créer avant 2008 au moins cinq AMP en haute mer, gérées efficacement, représentatives au plan scientifique et mondial, et aux organisations pertinentes « d'ici à 2012, de porter leur attention de manière urgente sur l'établissement et l'extension d'un réseau d'aires protégées marines, qui incorporent la biodiversité marine et les processus écosystémiques des océans du monde au-delà des juridictions nationales, y compris en Antarctique », la mer de Ross étant mentionnée comme devant être protégée en priorité, car elle est le plus vaste écosystème marin encore intact sur terre ;

NOTANT que la 10e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Nagoya, Japon 2010) a donné son accord à un processus qui aidera les États et les organisations pertinentes dans leurs efforts de conservation de la diversité biologique marine y compris en établissant des AMP en haute mer ;

RECONNAISSANT les démarches entreprises par la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) pour développer un réseau d'AMP dans l'océan Austral, et les décisions des Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique de désigner des Zones spécialement protégées de l'Antarctique (ZSPA) et des Zones gérées spéciales de l'Antarctique (ZGSA) dans l'environnement terrestre comme dans l'environnement marin ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE l'accumulation des impacts négatifs sur la faune et la flore sauvages et sur les activités scientifiques en Antarctique du fait de l'augmentation, de la diversité et de l'intensification des activités humaines ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE un nouveau type d'impacts sur les écosystèmes de l'Antarctique dus aux changements climatiques mondiaux et à l'acidification des océans ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE l'augmentation du nombre des navires de tourisme et de pêche opérant dans l'océan Austral en l'absence d'une approche commune pour établir des normes de classification de la glace de mer pour ces navires, de mesures d'organisation du trafic pour éviter les zones sensibles, alors que les normes régulant les rejets de déchets et des eaux de ballast sont inappropriées ;

CONSTATANT avec préoccupation le nombre d'accidents sérieux qui ont affecté des navires de pêche dans l'océan Austral au cours des deux dernières années et provoqué des décès et des impacts sur l'environnement, et, constatant en même temps, la probable augmentation de la navigation dans les années à venir ;

SALUANT l'accord proposé par l'Organisation maritime internationale qui interdit l'utilisation et le transport de fuel lourd dans l'océan Austral ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE l'absence d'un plan de gestion et de recherche pour le Sanctuaire de baleines de l'océan Austral, et la décision du Japon de ne pas respecter l'intégrité de ce sanctuaire ;

CONSCIENT de l'intérêt accru pour la bioprospection et l'augmentation des demandes de brevets portant sur l'exploitation commerciale du matériel génétique d'organismes uniques présents dans la zone du Traité sur l'Antarctique et de la zone d'application de la Convention pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) qui peuvent mettre en danger le régime de liberté de la recherche scientifique qui est au cœur du Traité sur l'Antarctique, et entraîner des conflits entre les Parties au Traité sur l'Antarctique ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que les Parties au *Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement* n'ont pas appliqué son annexe VI sur la Responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement qui est un instrument important pour encourager la mise en œuvre de meilleures normes pour les opérations et les activités maritimes ;

CONNAISSANT le rôle de l'UICN qui offre un forum de discussion entre organisations gouvernementales et non gouvernementales sur les questions relatives à l'environnement de l'Antarctique et participe aux travaux des éléments du système du Traité sur l'Antarctique ; et

NOTANT que la protection et la gestion des composantes terrestres et marines de l'Antarctique et de l'océan Austral sont tout à fait dans la ligne des domaines du *Programme de l'UICN 2013-2016*, 1 – *Valoriser et conserver la nature* et 2 – *Gouvernance efficace et équitable de l'utilisation de la nature ;*

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT tous les membres de la CCAMLR, non seulement d'appliquer les Recommandations et Résolutions antérieures, mais également :

    a. de désigner réserves marines la mer de Ross et d'autres zones de l'océan Austral ; et

    b. d'entreprendre une action coordonnée pour améliorer le programme de contrôle de l'écosystème (CEMP) de la CCAMLR qui est essentiel à une gestion correcte de la pêche du krill, qui prévoira le financement et utilisera le fonds CEMP établi récemment.

2. PRIE INSTAMMENT toutes les Parties au Traité sur l'Antarctique, au Protocole relatif à la protection de l'environnement et à la CCAMLR de prendre les mesures nécessaires pour :

    a. tenir compte des effets des changements climatiques dans les stratégies et mesures de gestion des pêches, et dans les décisions portant sur la désignation

des AMP, et d'établir des relations avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) afin de faire la promotion des importants résultats de la recherche sur les changements climatiques provenant de l'Antarctique ;

b. coordonner les mesures destinées à collecter et évacuer les débris marins dans l'océan autour de l'Antarctique ; et

c. prendre des mesures systématiques pour protéger la faune et la flore sauvages en réduisant l'empreinte des activités humaines en Antarctique.

3. PRIE l'OMI et les Parties aux instruments du système du Traité sur l'Antarctique de mener à bien les négociations sur un Code polaire juridiquement contraignant et impératif qui s'appliquera aux navires nouveaux et existants, y compris aux navires de pêche, opérant en Antarctique, et qui précisera (a) les obligations appropriées en relation avec la classification des glaces de mer en fonction de la couverture de glace, (b) les règlementations quant aux rejets des eaux de ballast et des eaux usées, (c) la prévention contre l'introduction d'espèces étrangères par diverses voies, (d) l'interdiction des rejets des déchets alimentaires et des eaux usées dans l'océan Austral, et (e) la réduction des émissions, en particulier des émissions de carbone noir grâce à l'optimisation des itinéraires, de la vitesse des navires, à une meilleure efficacité énergétique, et à des mesures de contrôle des émissions.

4. PRIE AUSSI INSTAMMENT toutes les Parties au Traité sur l'Antarctique, au Protocole sur la protection environnementale et à la CCAMLR de prendre les mesures nécessaires pour :

a. faire cesser la pêche illicite, non rapportée et non régulée de la légine *(Dissostichus* spp.) dans les océans autour de l'Antarctique et à cette fin d'utiliser les instruments de contrôle de l'État du port, de ratifier l'*Accord sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclaré et non réglementée,* de mettre en commun les images satellitaires disponibles, et autres images, et simplement de l'interdire dans l'océan Austral ; et

b. résoudre les problèmes juridiques et environnementaux liés à la bioprospection et développer un système règlementaire approprié pour ce type d'activité en Antarctique et dans l'océan Austral.

5. PRIE ENCORE INSTAMMENT toutes les Parties au Protocole sur la protection environnementale de :

a. mettre en place un système global de gestion du tourisme en Antarctique avec des règles contraignantes et obligatoires, qui prévoient une limite à la concentration des touristes dans des sites particuliers et à leur nombre, et ne permettent pas, à terre, la construction d'infrastructures touristiques, hôtels ou camps semi-permanents ; et

b. ratifier l'annexe VI du Protocole d'ici 2014 pour mettre en vigueur cet important instrument qui porte sur les responsabilités en cas de dommage à l'environnement et les réponses à apporter en cas d'urgence.

6. PRIE la Directrice générale et le Conseil de l'UICN, lors de la mise en œuvre des domaines du *Programme de l'UICN 2013-2016*, 1 – *Valoriser et conserver la nature* et 2 – *Gouvernance efficace et équitable de l'utilisation de la nature,* de prendre des mesures afin de renforcer leur participation aux réunions du Traité sur l'Antarctique et de la

CCAMLR ainsi qu'aux travaux intersession, afin que les informations et les données réunies par l'UICN soient régulièrement et rapidement transmises au système du Traité de l'Antarctique, et que l'UICN inclue l'Antarctique, ainsi que les priorités concernant les pôles, dans ses politiques, et alloue les ressources adéquates à ces travaux.

Auteur :

Antarctic and Southern Ocean Coalition (ASOC)

Co-parrains :

Citizens' Institute for Environmental Studies (CIES)
ECO – Environment and Conservation Organizations of New Zealand Inc, New Zealand
Natural Resources Defense Council
Pew Charitable Trusts
Sierra Club
WWF-Australia
WWF-US

Commentaire: Cette motion est transmise à un groupe de contact. Cette motion propose un amendement au Programme de l'UICN 2013-2016.

M086
L'UICN et la région arctique – intensification et coordination des travaux

NOTANT que l'environnement arctique est l'un des écosystèmes les plus menacés au monde du fait de la diversité des risques auxquels il est exposé, depuis les transformations provoquées par le changement climatique jusqu'à la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles de la région ;

RAPPELANT les décisions prises par les Assemblées générales (AG) et les Congrès moniaux de la nature (CMN) antérieurs, à savoir : la 4e AG de Copenhague en 1954, la 7e AG de Varsovie en 1960, la 10e AG de New Delhi en 1969, la 11e AG de Banff en 1972, la 14e AG d'Ashkhabad en 1978, la 15e AG de Christchurch en 1981, la 16e AG de Madrid en 1984, la 17e AG de San José en 1988, la 18e AG de Perth en 1990, la 19e AG de Buenos Aires en 1994 et le 1er CMN de Montréal en 1996 concernant, entre autres, l'élaboration d'un plan d'action pour la conservation et le développement durable de l'Arctique, en collaboration avec les populations autochtones, le 2e CMN d'Amman en 2000, relatif notamment à la nécessité d'élaborer une stratégie et un plan d'action pour l'Arctique, à la gestion intégrée des écosystèmes, à l'intégrité écologique et à la sécurité environnementale dans l'Arctique, et le 4e CMN de Barcelone en 2008, relatif à la représentation de l'UICN par des experts appropriés dans les négociations ayant trait à l'Arctique ;

RECONNAISSANT que l'UICN, depuis sa création, œuvre dans différents domaines pour préserver les écosystèmes naturels de l'Arctique et soutient différentes initiatives à l'appui de ces activités ;

SALUANT l'excellent travail accompli par le Conseil de l'Arctique en matière de promotion du développement durable dans la région arctique ;

SALUANT ÉGALEMENT l'engagement de tous les pays limitrophes de la région arctique à tout mettre en œuvre, conjointement, pour concevoir le développement durable selon une méthode de gestion fondée sur les écosystèmes dans la région arctique ;

SOULIGNANT que ce qui se passe dans la région arctique a des conséquences sur la nature à l'échelle mondiale et, par conséquent, sur toutes les sociétés du monde ;

CONSCIENT que les écosystèmes de l'Arctique fournissent des services essentiels, notamment des services indispensables au maintien des moyens d'existence des populations autochtones ;

CONSCIENT PAR AILLEURS qu'une fonction de coordination soutenue par l'UICN pourrait améliorer l'efficacité des efforts déployés ;

SE FÉLICITANT des travaux réalisés par les Groupes de spécialistes de la Commission de la sauvegarde (CSE) des espèces de l'UICN dans la région arctique ; et

RECONNAISSANT l'excellence des travaux scientifiques réalisés par l'UICN aux fins de définir les critères d'identification des aires marines importantes sur les plans écologique et biologique, y compris la façon de les utiliser pour prendre des décisions éclairées en matière de conservation du milieu marin aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des juridictions nationales ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. CONFIRME que l'UICN souhaite jouer un rôle de premier plan dans la région arctique compte tenu de ses grands atouts.

2. DEMANDE à la Directrice générale de poursuivre sa collaboration avec le Conseil de l'Arctique.

3. ENCOURAGE les Membres, les Conseillers, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN à poursuivre et à intensifier les travaux communs en coopération avec les gouvernements et les organisations compétentes des régions arctique et subarctique.

4. RECOMMANDE que la Directrice générale renforce la présence de l'UICN au sein du Conseil de l'Arctique.

5. DEMANDE aux Membres de l'UICN et aux experts des Commissions spécialisés dans les questions relatives à l'Arctique, en coopération avec le Secrétariat, d'élaborer un plan d'action global de l'UICN pour la région arctique et invite l'Union, lors de l'élaboration de ce plan, à travailler en étroite collaboration avec le Conseil de l'Arctique, ses États membres, ses participants permanents et ses observateurs.

6. CHARGE la Directrice générale de favoriser la mise en œuvre du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020* et des programmes de travail pertinents de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ayant trait à l'environnement arctique.

Auteur :
Swedish Museum of Natural History

Co-parrains :
Ministry of the Environment, Finlande
WWF International
Finnish Association for Nature Conservation (Suomen Luonnonsuojeluliitto)
Swedish Species Information Centre
Swedish Association for Nature Conservation
WWF Sweden
Stiftelsen Nordens Ark
Copenhagen Zoo
Danish Friluftsraadet

Explanatory Memorandum

The Arctic region is of tremendous importance for humankind, both as regards the impact that changes in the region have on global weather, and for the impending effects on habitats and ecosystems throughout the world as the Arctic ice cover recedes. The wildlife and ecosystems in the Arctic region are threatened directly as a result of global warming, and indirectly from efforts at seeking out the resources in the area.

The area is extremely rich in resources, and the race for finding means to exploit them is on. Nations both within the region and from many other parts of the world, as well as multinational organizations, do not invariably look upon the area with focus on the need for its sustainable ecosystem-based development.

UICN needs to put greater effort into its Arctic work and to promote new ways of working with other interests. All the members in the Union inside the Arctic and Subarctic regions need to work more closely together to affect the development in the area.

M087
Importance d'évaluer les besoins en eau des zones humides pour préserver leurs fonctions écologiques

CONSIDERANT les fonctions écologiques de base des zones humides comme des régulateurs des régimes hydrologiques et des habitats pour une faune et une flore caractéristiques ;

CONSCIENT que les zones humides offrent un large éventail de services écosystémiques qui participant au bien-être humain, que leur conservation et leur utilisation rationnelle sont essentielles au maintien de ces services, et que les zones humides sont aussi bien des sources d'eau que des utilisateurs ;

NOTANT que l'insuffisance des ressources en eau pour les zones humides est due à l'accroissement de la demande en eau de la part des populations humaines, cause principale d'altérations permanentes, ainsi que de la détérioration et de la disparition des zones humides et de leurs services ;

RAPPELANT que l'accroissement de la demande en eau et sa surexploitation mettent en danger le bien-être humain et l'environnement, et que souvent il n'y a pas suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins des humains et sauvegarder les zones humides dont nous avons besoin ;

CONSCIENT qu'il est vital de gérer et protéger nos zones humides avec bon sens, nous assurant ainsi la disponibilité des quantités d'eau nécessaires au maintien de leurs caractéristiques écologiques, et améliorant les moyens de survie des populations, en particulier de celles qui sont vulnérables, marginalisées et dépendantes des zones humides ;

SOULIGNANT que la connaissance des besoins en eau des zones humides pourrait contribuer de manière efficace à leur utilisation raisonnable, en déterminant les contributions en eau nécessaires et en évaluant les possibles détériorations grâce à des programmes de surveillance adéquates ;

RECONNAISSANT que le fait de connaître les besoins en eau de l'ensemble des zones humides pourrait contribuer à une meilleure gestion des bassins hydrographiques, par l'harmonisation des stratégies d'utilisation de l'eau et des stratégies d'utilisation des terres, sans oublier l'importance du cycle de la gestion des eaux et les relations qui existent entre les eaux de surface et les eaux souterraines quand il s'agit de leur gestion et de leur administration ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que les méthodes scientifiques utilisées pour justifier les décisions relatives à la gestion des ressources en eau destinées aux zone humides, y compris l'évaluation des besoins en eau de l'environnement des zones humides, doivent être crédibles et avoir le soutien de la communauté scientifique ;

SOULIGNANT que les organisations qui ont un intérêt commun pour les données, l'information et les connaissances (y compris les connaissances autochtones et traditionnelles) doivent accroître leurs efforts afin d'adopter des approches communes qui soient cohérentes et accessibles afin que leurs connaissances et leurs expériences (par exemple les bonnes pratiques) puissent être échangées plus efficacement, y compris grâce à l'utilisation des technologies de l'information appropriées ; et

RAPPELANT que, du fait des progrès accomplis dans le domaine de la gestion des zones humides, une série de directives techniques et scientifiques, et d'autres instruments, sont disponibles et portent sur l'application des mesures destinées à promouvoir la conservation

et l'utilisation rationnelle des zones humides, ainsi que sur l'allocation des ressources en eau, qui a pour but de sauvegarder les caractéristiques écologiques des zones humides ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT les États de renouveler leur décision de mesurer et de garantir une allocation et une gestion des ressources en eau convenables afin de préserver les fonctions écologiques des zones humides et de s'assurer que les principes établis par l'UICN (c'est à dire l'approche écosystémique, la durabilité, etc.) sont inclus dans leurs politiques nationales relatives aux ressources en eau et aux zones humides.

2. PROPOSE que les États rassemblent des informations crédibles et les portent à l'attention de ceux qui ont la responsabilité d'améliorer la gestion des zones humides d'importance internationale, en particulier des sites relevant de la Convention de Ramsar, et donc aux administrateurs des zones humides, aux ministères, aux départements et organismes gouvernementaux, aux organisations responsables de la gestion de l'eau et des basins hydrographiques, aux organisations non gouvernementales et à la société civile, encourageant toutes les parties concernées à prendre en compte l'importance qu'il y a à connaître les besoins en eau des zones humides au moment où les décisions sont prises, et d'entreprendre des activités en vue d'assurer une utilisation rationnelle des zones humides grâce à la préservation de leurs caractéristiques écologiques.

3. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale, les Commissions de l'UICN et la communauté scientifique en général, de développer des projets, des initiatives et des activités en vue d'identifier des méthodes valables et appropriées d'évaluation des besoins en eau des zones humides, et d'assurer la dissémination immédiate de ces travaux auprès des bureaux de l'UICN, des Commissions et des membres, ainsi que des gouvernements, afin que les décisions portant sur les zones humides soient prises en toute connaissance de cause.

4. INVITE la Directrice générale à utiliser le statut particulier de l'Union auprès des Nations Unies pour faire connaître cette approche, et à s'efforcer de la faire adopter formellement par la structure des Nations Unies et ses composantes.

5. CHARGE les États qui possèdent des zones humides situés dans des basins hydrographiques communs de travailler ensemble à la gestion de l'allocation des ressources en eau dans ces bassins transfrontaliers.

6. CHARGE les Parties à la Convention de Ramsar d'approuver une résolution technique contenant des directives portant sur l'application des méthodes d'évaluation des besoins en eau des zones humides dans le but de préserver leurs fonctions écologiques.

7. CHARGE les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux de s'assurer que les mesures d'évaluation des besoins en eau, dans le but de préserver les fonctions écologiques et le potentiel productif des zones humides, sont intégralement prises en compte lors de la création, de la planification et de la réalisation de projets de gestion des bassins hydrographiques et des ressources en eau, compte tenu de la situation des pays concernés et de leurs possibilités.

8. ENCOURAGE les États et autres organisations intéressées à initier des projets, et d'autres activités, qui feront la promotion et la démonstration des meilleures pratiques d'évaluation des besoins en eau des zones humides dans le but de préserver leurs fonctions écologiques, de mettre ces exemples des meilleures pratiques à disposition

des autres parties intéressées au moyen des systèmes d'échange d'information de l'UICN, ainsi que l'initiative commune Ramsar/CDB bassins hydrographiques, et de donner des information sur les succès obtenus et les leçons apprises de ces activités.

Auteur :

Faunam A.C. de México

Co-Parrains :

Herpetario de la Facultad de Ciencias, Universidad Nacional Autónoma de México
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Centro Regional de Capacitación del Agua Las Yerbas. Fundación de Apoyo Infantil Guanajuato AC
Fondo para la Biodiversidad CONABIO
Grupo Ecológico Sierra Gorda IAP
Instituto de Derecho Ambiental AC
Instituto de Medio Ambiente y Comunidades Humanas de la Universidad de Guadalajara
Pronatura AC
Reforestamos Mexico AC
Sociedad de Historia Natural del Soconusco

M088
Mettre en place une organisation régionale pour gérer les écosystèmes aquatiques d'Asie de l'Est

CONSIDÉRANT que la conservation de la diversité biologique et la préservation de la résilience des écosystèmes aquatiques sont essentielles pour « la nature durable du bien-être humain », et que l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) les a désignées comme priorité ;

CONSCIENT que l'Asie de l'Est est une région densément peuplée concentrant un tiers de la population humaine mondiale, laquelle réside surtout dans les bassins fluviaux et les zones côtières où la croissance démographique et économique ont été les plus rapides, menaçant par là-même la sécurité alimentaire et la durabilité des écosystèmes aquatiques, notamment dans les zones côtières et estuariennes où les écosystèmes marins et d'eau douce interagissent activement ;

NOTANT que les fleuves et mers adjacentes d'Asie de l'Est sont suffisamment productifs pour représenter approximativement 40% de la production de pêche dans le monde et approximativement 80% de la production aquacole dans le monde, et que la plupart des asiatiques de l'Est dépendent des ressources halieutiques ;

SOULIGNANT l'importance des grands fleuves et estuaires en Asie de l'Est (par exemple les fleuves Mékong, Huang He et Chang Jiang) pour la diversité biologique et la productivité des écosystèmes marins ;

PRÉOCCUPÉ par l'activité anthropique croissante dans les fleuves et sur les côtes d'Asie de l'Est qui, associée aux effets du changement climatique et à la surpêche, devrait réduire la disponibilité en eau, ainsi que la qualité, la diversité biologique, la résilience et la durabilité des écosystèmes aquatiques ;

INQUIET, à l'instar de la communauté internationale, du récent accident nucléaire de Fukushima au Japon, en mars 2011, et alarmé par la diffusion possible des radiations par les courants océaniques et les chaînes alimentaires, et l'exposition potentielle aux produits marins contaminés du fait du commerce international et de la migration des animaux marins, et formant à cet effet un réseau international de suivi et de gestion des mers adjacentes à l'Asie de l'Est ;

CONSTATANT qu'un accident environnemental local ou un problème national peuvent directement ou indirectement influencer et menacer la durabilité et la sécurité alimentaire des écosystèmes aquatiques des pays voisins ;

NOTANT que, malgré la forte dépendance de la région envers les ressources halieutiques, aucune structure régionale de gouvernance n'existe pour le suivi et la gestion des écosystèmes marins et d'eau douce d'Asie de l'Est;

RAPPELANT les résolutions et recommandations du Congrès mondial de la nature pour la gestion des écosystèmes aquatiques, nommément : la Résolution 1.17 *La conservation et la gestion du milieu côtier et marin*, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 1ère Session (Montréal, 1996) ; la Résolution 2.20 *Conservation de la diversité biologique marine* et la Résolution 2.56 *Politiques foncières et outils juridiques pour la conservation du littoral* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) ; la Résolution 4.031 *Conservation de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales*, la Résolution 4.065 *La conservation de la biodiversité des eaux douces, les aires protégées et la gestion des eaux transfrontalières* et la Recommandation

4.116 *Gestion des pêches par les organisations régionales de gestion des pêches (RFMO)* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

RAPPELANT PAR AILLEURS que l'UICN travaille étroitement avec de nombreuses organisations internationales afin d'étudier et de gérer les écosystèmes aquatiques, notamment le Partenariat mondial de l'eau, la Commission océanographique intergouvernementale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; et

CONSIDÉRANT la Résolution 3.003 *L'engagement de l'UICN auprès des collectivités territoriales et locales* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) et la Résolution 4.003 *Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l'UICN* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RECOMMANDE aux États de mettre en place un réseau international pour le suivi et la gestion des écosystèmes marins et d'eau douce en Asie de l'Est et dans les mers adjacentes, afin de conserver la diversité biologique, de préserver la durabilité et de renforcer la résilience face aux menaces liées au changement climatique, à la surpêche, à l'intervention anthropique et aux accidents écologiques.

2. APPELLE les Membres régionaux et les Comités nationaux d'Asie de l'Est et du Sud et les gouvernements des pays d'Asie de l'Est et du Sud à entamer des discussions pour établir une structure régionale de gouvernance afin de coordonner le suivi et la gestion des écosystèmes transfrontaliers d'eau douce, côtiers, estuariens et marins.

3. DEMANDE à la Directrice générale d'encourager la gouvernance régionale pour la gestion des écosystèmes aquatiques en Asie de l'Est et de collaborer avec des organisations internationales comme la Commission océanographique intergouvernementale, la FAO, le FEM, les Partenariats pour la gestion environnementale des mers d'Asie de l'Est, l'Organisation des sciences marines du Pacifique Nord et d'autres organisations non-gouvernementales en rapport, afin d'entamer des discussions sur la mise en place d'une organisation régionale à cet effet.

Auteur :
The Korean Society of Oceanography

Co-parrains :
Nature Policy Division, Ministère de l'environnement, République de Corée
Korean Wetlands Society
Korea Marine Environment Management Corporation
Bureau of Environment, Province autonome spéciale de Jeju
Hustai National Park Trust
Marine Research Foundation, Malaisie

Explanatory Memorandum

Related international organizations for managing aquatic ecosystems in East Asia

ICES: The International Council for the Exploration of the Sea (ICES) was established in 1902 to coordinate and promote marine research into oceanography, the marine environment and ecosystem, and living marine resources in the North Atlantic. The 20 member countries of the ICES include the coastal states bordering the North Atlantic and Baltic Sea. ICES provides scientific advice on the marine ecosystem to governments and international regulatory bodies that manage the North Atlantic Ocean and adjacent seas.

PICES: The North Pacific Marine Science Organization (PICES) was established in 1992 to promote and coordinate marine research in the northern North Pacific and adjacent seas located north of 31°N. Its present members are Canada, Japan, People's Republic of China, the Republic of Korea, the Russian Federation, and the United States of America. PICES does not provide scientific advice to governments.

PEMSEA: Partnerships in the Environmental Management for the Seas of East Asia (PEMSEA) is an international project involving various stakeholders of the seas of East Asia, supported by the intervention of the Global Environment Facility (GEF) since 1993, for managing watersheds, estuaries and adjacent coastal seas.

INPFC: The International North Pacific Fisheries Commission (INPFC) was established by the International Convention for the High Seas Fisheries of the North Pacific Ocean in 1952, with Canada, Japan and the United States of America as members, to study the life history and distribution of anadromous species, groundfish, crab and marine mammals in the North Pacific Ocean and Bering Sea. It was dissolved when the North Pacific Anadromous Fish Commission (NPAFC) came into force in 1993. The contracting parties of the NPAFC include the Republic of Korea and the Russian Federation, in addition to the former INPFC member countries.

M089
Protection du puffin des Baléares, en danger critique, dans le delta de l'Èbre, Espagne

NOTANT que le Gouvernement régional de Catalogne, Espagne, a soumis un projet expérimental de production d'énergie éolienne dans le delta de l'Èbre, ce même gouvernement ayant compétence pour autoriser ce projet ;

RECONNAISSANT le rôle essentiel que doivent jouer les énergies renouvelables dans la lutte contre le changement climatique ;

ESTIMANT, cependant, que les projets éoliens ne sont pas exempts d'impacts sur l'environnement, à l'image de tout autre projet industriel, notamment en ce qui concerne leur incidence négative sur les oiseaux ;

PRÉOCCUPÉ de constater que le site choisi pour l'implantation de ce projet éolien est une Zone importante pour la conservation des oiseaux définie comme jouant un rôle crucial pour 16 espèces inscrites à l'Annexe 1 de la Directive de l'Union européenne concernant la conservation des oiseaux sauvages, à savoir : le puffin des Baléares (*Puffinus mauretanicus*), le pétrel de Bulwer (Bulweria bulwerii), le puffin cendré (*Calonectris diomedea*), le puffin de Méditerranée *(Puffinus yelkouan*), le petit puffin (*Puffinus assimilis*), l'océanite tempête (*Hydrobates pelagicus*), l'océanite frégate (*Pelagodroma marina*), l'océanite de castro (*Oceanodroma castro*), le cormoran huppé (*Phalacrocórax aristotelis*), le guillemot de Troïl (*Uria aalge*), la mouette mélanocéphale (*Larus melanocephalus*), le goéland railleur (*Larus genei*), le goéland d'Audouin (*Larus audouinii*), la sterne caugek (*Sterna sandvicensis*), la sterne pierregarin (*Sterna hirundo*) et la sterne naine (*Sterna albifrons*) ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ de constater que le site choisi pour l'implantation du projet proposé par le Gouvernement espagnol est un espace protégé en tant que Zone de protection spéciale pour les oiseaux sauvages, au titre de la Directive de l'Union européenne relative à la conservation des oiseaux sauvages ;

PARTICULIÈREMENT PRÉOCCUPÉ de constater que le site choisi pour l'implantation de ce projet éolien est le principal lieu d'alimentation de plus de 50% de la population de puffins des Baléares en période de reproduction et de 75% de cette même population en hiver, sachant que cette espèce est classée En danger critique au niveau mondial par l'UICN ;

CONSTATANT AVEC PRÉOCCUPATION qu'en période hivernale, on trouve dans cette zone plus de 70% de la population de mouettes mélanocéphales, 30% de la population reproductrice d'océanites tempêtes et 20% de la population reproductrice de goélands d'Audouin et de puffins cendrés ;

SACHANT que toutes ces espèces sont menacées d'extinction conformément aux critères de l'UICN ;

SACHANT EN OUTRE que l'Étude d'impact sur l'environnement a jugé que ce projet aurait une grave incidence sur les oiseaux ;

NOTANT qu'une incidence négative sur ces espèces d'oiseaux à l'intérieur du premier parc marin d'Espagne serait non seulement dramatique pour la conservation de ces espèces mais aussi très préjudiciable pour le développement futur de l'énergie éolienne marine en Espagne ; et

ESTIMANT qu'il existe d'autres lieux sur la côte espagnole où l'impact sur l'environnement de projets expérimentaux de production d'énergie éolienne marine serait moindre ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE au Gouvernement régional de Catalogne et au Gouvernement espagnol de ne pas autoriser la mise en place du projet éolien Zéfir dans le delta de l'Èbre, en application du principe de précaution qui doit l'emporter en présence d'espèces en danger critique d'extinction.

2. PRIE INSTAMMENT les Gouvernements de l'Espagne, de la France, du Portugal et du Royaume-Uni de ne pas autoriser la mise en place de projets éoliens marins dans des zones très fréquentées par le puffin des Baléares, compte tenu de la fragilité de son état de conservation.

3. RECOMMANDE aux autorités espagnoles de chercher un emplacement de substitution pour le projet éolien Zéfir.

Auteur :
Sociedad Española de Ornitología (SEO/BirdLife).

Co-parrains :
WWF-España
Grupo Ornitológico Balear (GOB)
Fundación para la Conservación del Quebrantahuesos (FCQ)
Fundación Naturaleza y Hombre (FNyH)
Fundació Caixa Catalunya- Area Territori i Medi Ambient

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M090
Initiative régionale Zones humides du bassin du Río de la Plata

OBSERVANT que le bassin du Río de la Plata, d'une superficie de plus de 3 200 000 km^2, est le deuxième bassin le plus grand d'Amérique du Sud et le quatrième du monde, qu'il comprend l'ensemble du territoire du Paraguay ainsi que des parties considérables de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil et de l'Uruguay, tout en en englobant dans sa plaine centrale le corridor de zones humides fluviales le plus vaste au monde, ainsi que certaines des mégapoles les plus peuplées d'Amérique du Sud et du monde ;

CONSIDÉRANT que les écosystèmes de la région, notamment ses zones humides, constituent des exemples significatifs de l'abondance, de la variété et de la qualité des ressources naturelles, qui produisent une quantité considérable de biens et services environnementaux de grande importance sur les plans économique et écologique ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les ressources naturelles du bassin du Río de la Plata et les biens et services qui y sont associés sont menacés par la fragmentation des écosystèmes naturels, l'expansion de la frontière agricole, l'élevage à grande échelle, les grands ouvrages d'aménagement, le développement urbain et la pollution, entre autres facteurs, qui ont une incidence non seulement sur les zones humides et la biodiversité mais aussi sur les communautés locales qui dépendent de ces ressources, sur la sécurité alimentaire et sur le climat à l'échelle de la planète ;

RECONNAISSANT que les modes de production non durables ont des effets préjudiciables sur les modèles traditionnels de production de la région, du fait de l'aggravation des effets des inondations et des périodes de sécheresse et de la réduction de la capacité d'adaptation au changement climatique, ce qui porte atteinte au bien-être des populations locales, crée des conditions favorables à l'émigration vers les grandes villes et augmente la pauvreté ;

CONSCIENT de la nécessité :

a. d'une reconnaissance des bénéfices économiques et sociaux des ressources naturelles et des biens et services environnementaux y afférents de la part des acteurs participant à l'élaboration de politiques environnementales et sociales ;

b. de favoriser des efforts visant à améliorer les connaissances existantes, leur systématisation et leur application à des pratiques de production durables et de gestion contribuant à la conservation et au développement durable de la région, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des communautés locales qui dépendent de ces ressources ;

c. de soutenir les exemples de bonnes pratiques en matière de gestion durable axée sur les écosystèmes qui incluent la participation du secteur privé, des producteurs, des organisations sociales, des communautés et des autorités locales, en coordonnant l'ensemble des secteurs ; et

d. de renforcer les capacités des acteurs et des autorités responsables de la gestion des ressources naturelles dans le bassin du Río de la Plata ;

RAPPELANT la Recommandation 2.85 *Conservation du moyen et du bas Paraná*, adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN lors de sa 2e Session (Amman, 2000), la Recommandation 3.097 *Conservation du « Corridor de zones humides des berges fluviales de l'Argentine »,* adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), la Résolution 4.029 *Conservation et utilisation durable des ressources halieutiques dans le bassin du Río de la Plata* et la Résolution 4.004 *Renforcer la*

présence institutionnelle de l'UICN en Amérique du Sud adoptées par le Congrès mondial de la nature de l'UICN lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

RECONNAISSANT d'importants précédents en matière d'avancées régionales, telles que l'Accord de Poconé (2005), l'Initiative Alianza Sistema Paraguay-Paraná, l'Initiative Bassin du Río de la Plata–UICN (2009), l'Initiative régionale Bassin du Río de la Plata de la Convention de Ramsar (2009) et l'Initiative Ecosystem Alliance, coordonnée par la comité hollandais de l'UICN, Both Ends et Wetlands International, axée sur le bassin du Río de la Plata et le déploiement d'activités en Argentine, en Bolivie, au Brésil et au Paraguay (2011-2015) ; et

TENANT COMPTE de la nécessité de renforcer la perspective régionale pour le bassin du Río de la Plata à la lumière des nouveaux défis mondiaux induits par le changement climatique, la raréfaction des ressources en eau, la progression de la frontière agricole, notamment de la culture du soja, la déforestation, la multiplication d'ouvrages d'aménagement, l'urbanisation et la pollution par des produits agrochimiques ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE à la Directrice générale :

a. de soutenir les gouvernements, les Membres de l'UICN dans la région et les Commissions de l'UICN de façon à maintenir l'intégrité des écosystèmes de zones humides dans le bassin du Río de la Plata, à renforcer les capacités de la société civile, à contribuer à la sécurité alimentaire et de l'eau et au développement économique durable de la région au moyen d'une gestion axée sur les écosystèmes ;

b. d'analyser les possibilités de renforcer la présence institutionnelle de l'UICN dans le Cône sud de l'Amérique du Sud et de réfléchir aux possibilités de fournir des ressources en faveur de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan stratégique à échelle régionale dans le bassin du Río de la Plata destiné à influencer les politiques publiques en renforçant les processus impliquant les communautés, les organisations locales, les ONG, les autorités locales et nationales et les institutions universitaires et scientifiques en matière d'amélioration organisationnelle, de renforcement des compétences et d'établissement d'accords.

Auteur :

Fundación para la Conservación y el Uso Sustentable de los Humedales

Co-parrains :

Fundación Ambiente y Recursos Naturales
Fundación Vida Silvestre Argentina
Fundación Hábitat
Fundación Pro Yungas
Fundación Patagonia Natural
Centro Desarrollo y Pesca Sustentable
Fundación Moisés Bertoni
ECOA e Instituto de Pesquisas Ecológicas
Wetlands International

M091
Mesures pour accroître la protection et l'utilisation durable des pampas et campos d'Amérique du Sud

NOTANT la Résolution 4.044 *Mesures de conservation des pampas et campos d'Amérique du Sud* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (5–14 octobre 2008, Barcelone), qui appelait à une amélioration de la conservation des prairies du Río de la Plata, une région formée des pampas (prairies tempérées) et campos (prairies subtropicales) d'Argentine, d'Uruguay et du sud du Brésil ;

CONSTATANT que les savanes du sud du Paraguay présentent les mêmes caractéristiques florales et physiques que les prairies du Río de la Plata et qu'il convient de ce fait de les inclure dans la présente proposition ;

SACHANT qu'à peine 1% des prairies du Río de la Plata, l'une des régions de prairies tempérées les plus vastes au monde, avec une superficie de près de 750 000 km^2, bénéficie d'une protection officielle, ce qui représente un très faible pourcentage, même en regard du niveau de protection du biome de prairies tempérées à l'échelle mondiale (actuellement de 5,5% à peine) ;

SOULIGNANT le fait que le taux de transformation et de dégradation de l'environnement ne cesse d'augmenter compte tenu de l'importance croissante de la région en tant que zone de production agricole et d'élevage de bétail, avec une diminution de 1% par an de cette zone enregistrée au cours des dernières décennies (ce chiffre atteignant 10% par an en certains endroits) ;

CONSCIENT de la richesse de la biodiversité de ces prairies, qui abritent notamment un grand nombre d'espèces menacées, d'espèces endémiques, de plantes médicinales et de ressources génétiques, ainsi que des biens et services offerts par ces écosystèmes, comme les produits découlant des systèmes de pâturage du bétail (viande, lait, laine et cuir), de leur contribution au maintien de la composition de l'atmosphère grâce au piégeage du CO_2 et de leur rôle dans la réduction de l'érosion des sols ;

RECONNAISSANT que ces écosystèmes abritent également des modes de vie traditionnels qui constituent le fondement de l'identité culturelle des communautés rurales et des petits producteurs ;

SACHANT que la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) organisée en 2010 à Nagoya, au Japon, a adopté une série de décisions pertinentes pour la conservation des prairies tempérées, notamment l'Objectif d'Aichi 11 du *Plan stratégique pour la biodiversité 2011–2020*, la Décision X/35 sur la Diversité biologique des terres arides et subhumides et la Décision X/31 sur les Aires protégées ;

RECONNAISSANT les résultats obtenus dans le cadre des initiatives et projets réalisés au lendemain de l'approbation de la Résolution 4.044, notamment l'établissement ou le regroupement d'aires protégées, l'élaboration de modèles de gestion pour les espaces de conservation publics et privés, l'élaboration de mesures d'incitation pour la conservation des prairies et la création de modèles de certification de la production ;

CONSTATANT qu'en dépit de ce qui précède, la superficie des aires protégées n'a pas augmenté de manière significative et le niveau de protection actuel est bien en deçà des objectifs de conservation fixés à l'échelle mondiale ; et

CONSIDÉRANT qu'en raison de ce qui précède, il convient de formuler une nouvelle résolution qui, tout en reconnaissant les efforts accomplis par les organisations

gouvernementales et non gouvernementales, exhorterait les organismes compétents à redoubler d'efforts pour parvenir à améliorer sensiblement l'état de conservation de ces prairies tempérées et actualiser les objectifs de conservation de façon à les mettre en conformité avec les normes mondiales ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les Gouvernements de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay à :

    a. redoubler d'efforts pour créer un plus grand nombre d'aires protégées au sein des prairies tempérées des pampas et campos d'Amérique du Sud afin de réaliser l'Objectif d'Aichi 11 ;

    b. poursuivre l'élaboration et la promotion de pratiques de gestion et d'utilisation durable dans les pampas et campos d'Amérique du Sud afin de garantir la conservation des services environnementaux et de la diversité biologique des prairies, notamment par le biais de modèles de certification, de la valorisation et du paiement des services écosystémiques, de mesures d'incitation, etc. ;

    c. encourager et mettre en œuvre des politiques d'aménagement du territoire écologiques pour les pampas et campos d'Amérique du Sud prévoyant notamment la création de nouvelles aires protégées et le développement durable de la région, en se fondant sur des analyses de la vulnérabilité au changement climatique et des services offerts par les écosystèmes ; et

    d. dresser et tenir à jour un inventaire contenant des informations sur les aires protégées publiques et privées et les zones d'exploitation durable dans les prairies tempérées des pampas et campos d'Amérique du Sud des quatre pays concernés.

2. APPELLE les organes compétents des Gouvernements de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay à :

    a. élaborer des politiques intégrées pour la conservation et l'exploitation durable des prairies tempérées des pampas et campos d'Amérique du Sud, notamment des mesures spécifiques pour protéger ou rétablir les populations d'espèces menacées et/ou restaurer les aires endommagées ; et

    b. inscrire dans leurs programmes la mise en œuvre de mesures pour la conservation et l'utilisation durable des prairies naturelles et sensibiliser le public à leur importance sur les plans naturel et culturel.

3. DEMANDE aux organismes de financement international d'accroître leur soutien aux initiatives axées sur la conservation des prairies tempérées des pampas et campos d'Amérique du Sud, en appuyant les priorités régionales définies en temps utile par les gouvernements membres.

4. INVITE les organisations non gouvernementales intéressées à sensibiliser à l'intérêt des prairies tempérées des pampas et campos d'Amérique du Sud et à faire connaître le rôle capital qu'elles jouent dans le maintien de la biodiversité et de services environnementaux dont la société dépend, ainsi que leur importance du point de vue de l'identité culturelle de chacun des quatre pays.

5. APPELLE la Directrice Générale et la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN, par l'intermédiaire, respectivement, du Bureau régional pour

l'Amérique du Sud et de l'Initiative pour la conservation des prairies tempérées, à favoriser l'élaboration de mesures et de politiques infrarégionales pour améliorer l'état de conservation et promouvoir l'utilisation durable des prairies du Río de la Plata.

Auteur :

Fundación Vida Silvestre Argentina (Argentine)

Co-parrains :

Administración de Parques Nacionales, Argentine
Fundación Ambiente y Recursos Naturales, Argentine
Fundación para la Conservación y el Uso Sustentable de los Humedales, Argentine
Vida Silvestre, Sociedad Uruguaya para la Conservación de la Naturaleza, Uruguay
Fundación Biodiversidad, Argentine
Fundación Hábitat y Desarrollo, Argentine
La Fundacion Urundei, Argentine
Instituto O Direito por um Planeta Verde, Brésil
Comité Nacional pro Defensa de la Fauna y Flora, Chili

M092
Mesures pour améliorer la protection et l'utilisation durable du Gran Chaco américain

CONSCIENT que la macro-région du Gran Chaco, la deuxième écorégion forestière la plus vaste d'Amérique du Sud, qui s'étend à la fois sur l'Argentine, la Bolivie, le Brésil et le Paraguay sur près de 1 200 000 km², bénéficie d'une protection insuffisante de sa richesse naturelle, sachant par exemple que moins de 7% de sa superficie est protégée en Argentine ;

SACHANT que, compte tenu de sa taille, ce territoire comprend un large éventail d'environnements associés à de vastes plaines, différents types de forêts, des broussailles et des pâturages formant des savanes et des zones humides ;

SIGNALANT que ces écosystèmes procurent les moyens de subsistance et étayent l'identité culturelle de plusieurs populations autochtones, communautés rurales et petits producteurs ;

SOULIGNANT que le taux de perte, de fragmentation et de dégradation de l'environnement naturel ne cesse d'augmenter en raison de l'accélération de l'expansion agricole et de l'application de nouvelles technologies, ce qui contribue à faire de la région l'un des fournisseurs de matières premières de plus en plus présents sur le marché international ;

SIGNALANT que cette tendance ne résout pas les problèmes chroniques de marginalisation et de pauvreté dont souffre la population locale et que des signes témoignent même de déplacements de cette population dans de grandes parties de la région ;

TENANT COMPTE de la grande diversité biologique du Gran Chaco, qui comprend de nombreuses espèces menacées (dont le jaguar *Panthera onca* est l'une des plus emblématiques), des espèces endémiques, des plantes médicinales et des ressources génétiques, et du large éventail de biens et services environnementaux que procurent ces écosystèmes, en termes par exemple de régulation du climat ou de stockage et d'approvisionnement en eau, et de leur rôle en matière de maîtrise de l'érosion des sols ;

RAPPELANT la Résolution 4.029 *Conservation et utilisation durable des ressources halieutiques dans le bassin du Río de la Plata,* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui soulignait que le Gran Chaco était un écosystème d'une grande importance écologique s'agissant de la conservation de la diversité ichtyologique du bassin du Río de la Plata ;

SACHANT que la 10e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CBD) organisée en 2010 à Nagoya, au Japon, a adopté une série de décisions applicables au Gran Chaco, notamment l'Objectif 11 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et la Décision X/6, qui exhortait les Parties à tenir compte de considérations relatives à la préservation de la biodiversité et des services écosystémiques dans les processus plus vastes d'éradication de la pauvreté et de développement ;

RECONNAISSANT les réalisations de la République argentine s'agissant de l'adoption de la Loi n° 26.331 relative aux Budgets minimaux de protection environnementale des forêts indigènes et de la Loi d'urgence n° 26.160 relative à La propriété et la possession de terres traditionnellement occupées par des communautés autochtones, ainsi que de la Loi n° 26.562/2009 relative aux Budgets minimaux de protection environnementale pour la maîtrise des écobuages, ainsi que les progrès réalisés dans la mise en place de corridors de conservation dans la partie argentine du Gran Chaco, les avancées dans le domaine des droits des populations autochtones de l'État plurinational de Bolivie, les progrès substantiels réalisés par la République fédérale du Brésil en matière de développement, de conservation

et d'aires protégées, et des efforts déployés par la République du Paraguay en termes de développement durable ; et

CONSTATANT qu'en dépit de ce qui précède, la superficie des aires protégées n'a pas augmenté de manière significative et le niveau de protection actuel est bien en deçà des objectifs de conservation fixés à l'échelle mondiale, et considérant qu'il convient de formuler une nouvelle résolution pour améliorer la conservation de la biodiversité et des services environnementaux dans l'intérêt des populations locales et de la société en général ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les Gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil et du Paraguay à :

    a. collaborer en vue de la réalisation de l'Objectif 5 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2012* en réduisant le taux de perte, de dégradation et de fragmentation de tous les habitats naturels, y compris les forêts et les zones humides ;

    b. redoubler d'efforts pour créer un plus grand nombre d'aires protégées à l'intérieur du Gran Chaco afin d'atteindre l'objectif de 17% d'aires protégées, conformément à l'Objectif 11 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* ;

    c. mettre en place des corridors de conservation et d'autres moyens d'établir une connectivité entre les aires naturelles importantes pour la biodiversité, aussi bien au plan national que dans les zones transfrontalières ;

    d. poursuivre l'élaboration et la promotion de pratiques de gestion et d'utilisation durable des écosystèmes indigènes d'Amérique du Sud afin de garantir la conservation des services environnementaux et la résilience, y compris en ce qui concerne les modèles de certification, la valorisation et le paiement des services écosystémiques, etc. ;

    e. élaborer des politiques intégrées pour la conservation et l'utilisation durable des forêts, zones humides et des prairies qui leur sont associées, notamment des mesures spécifiques pour protéger ou rétablir les populations d'espèces menacées et/ou restaurer les aires endommagées ; et

    f. promouvoir la participation active des différentes parties prenantes (populations autochtones, communautés locales, secteur privé, organisations non gouvernementales, etc.) à la planification de l'utilisation des sols de la macro-région ; et

    g. promouvoir des campagnes de sensibilisation du public à la valeur du patrimoine naturel et culturel du Gran Chaco.

2. INVITE les organismes gouvernementaux et les organisations non gouvernementales concernées à élaborer et à adopter des mesures et programmes de travail interinstitutionnels et intersectoriels en faveur d'un développement local et régional compatible avec la conservation de la biodiversité, notamment le long des corridors de conservation.

3. APPELLE la Directrice Générale à favoriser l'élaboration de mesures et de politiques infrarégionales destinées à améliorer l'état de conservation et à promouvoir l'utilisation durable des forêts, prairies et zones humides indigènes du Gran Chaco américain.

Auteur :

Administración de Parques Nacionales (Argentine)

Co-parrains :

Fundación Vida Silvestre Argentina, Argentine
Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza, Pérou
Ecoa – Ecologia e Ação, Brasil Fundación Hábitat y Desarrollo, Argentine
Asociación Guyra Paraguay, Paraguay
Fundación Ambiente y Recursos Naturales, Argentine
Fundación para la Conservación y el Uso Sustentable de los Humedales, Argentine
Liga de Defensa del Medio Ambiente, Bolivie
La Fundación Urundei, Argentine
Fundación Biodiversidad, Argentine
Instituto O Direito por um Planeta Verde, Brésil
Comité Nacional pro Defensa de la Fauna y Flora, Chili
Tropenbos International, Pays-Bas
Both Ends- Environment and Development Service for NGOs, Pays-Bas
Wetlands International, Pays-Bas

M093
Les corridors d'altitude : une stratégie d'adaptation dans les Andes

RAPPELANT la Résolution 3.057 sur l'*Adaptation aux changements climatiques : un cadre pour les mesures de conservation* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 4.076 sur la *Conservation de la biodiversité, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

CONSIDÉRANT que dans la région andine, les écosystèmes de montagne constituent d'importants refuges pour la biodiversité qui subissent la pression des activités d'extraction, qui entraînent par ailleurs leur fragmentation, ce qui a incité à classer la région andine parmi les points chauds de la planète (Andes tropicales) ;

CONSTATANT que plusieurs écosystèmes de la région andine ont été fragmentés et que, du fait de cet isolement, la biodiversité qu'ils abritent est désormais menacée d'extinction ;

NOTANT que selon plusieurs études, le changement climatique va pousser certaines espèces de flore et faune à migrer le long d'un gradient d'altitude ou d'humidité dans les écosystèmes de montagne de la région ; et

PRÉOCCUPÉ de constater que dans les pays de la région, la plupart des aires naturelles qui assurent la protection des écosystèmes de montagne ne vont pas permettre ce processus de migration en altitude de la biodiversité, car à l'époque de leur création, les effets du changement climatique n'avaient pas été pris en considération ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) d'intégrer dans leurs plans et stratégies nationaux des mesures visant à assurer la conservation de la biodiversité dans les systèmes d'aires naturelles protégées des régions de montagne tropicales et sous-tropicales.

2. DEMANDE aux Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et à d'autres Parties intéressées de soumettre des informations sur les stratégies d'adaptation de la biodiversité au changement climatique dans les aires protégées d'écosystèmes de montagne.

3. DEMANDE à la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN de systématiser et partager les expériences avec les autres Membres de l'UICN.

4. DEMANDE aux Comités nationaux de l'UICN d'Amérique du Sud de reconnaître et soutenir les stratégies locales visant à relier en altitude, au niveau du paysage, les aires protégées de la région andine, et de favoriser les programmes de travail sur ce thème.

5. RECOMMANDE que les autorités et gouvernements de la région andine, dans le cadre de leurs projets de création d'aires protégées, accordent la priorité à la connectivité en altitude du paysage en tant que stratégie de soutien à la migration d'espèces face aux effets du changement climatique.

6. RECOMMANDE ÉGALEMENT que les bailleurs de fonds intéressés par la conservation du bassin amazonien et de la région andine soutiennent cette initiative de connectivité en altitude des aires naturelles protégées au niveau du paysage.

Auteur :

Corporación Grupo Randi Randi

Co-parrains :

Centro Ecuatoriano de Derecho Ambiental – CEDA
Fundação Vitória Amazônica - FVA
Fundación Ecuatoriana de Estudios Ecológicos - EcoCiencia
Centro de Educación y Promoción Popular - CEPP
Fundación Herpetológica Gustavo Orces
Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza – APECO
Gobierno Provincial de Carchi
Corporación para la investigación, capacitación y apoyo técnico para el manejo sustentable de los ecosistemas tropicales- ECOPAR
Administración de Parques Nacionales de Argentina

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M094
Gestion intégrée des ressources en eau dans l'estuaire de Bahia Blanca (Argentine)

RAPPELANT l'important patrimoine naturel et écologique des zones côtières, ainsi que les avantages qu'elles apportent aux populations, comme il est rappelé dans l'Évaluation du Millénaire pour les écosystèmes ;

RAPPELANT l'approche écosystémique recommandée par la Convention sur la diversité biologique, définie comme « une stratégie de gestion intégrée des sols, des eaux et des ressources vivantes qui favorise la conservation et l'utilisation durable », sachant que la Convention a été adoptée par l'Argentine par le biais de la Loi 24.375 ;

RECONNAISSANT l'importance des estuaires, qui comptent parmi les zones humides côtières les plus productives de la planète, occupant 5,2% de la surface de la Terre mais supportant une charge anthropique disproportionnée, puisque 60% de l'humanité vit dans les zones côtières ;

NOTANT le rapport récent de la Banque mondiale et de l'UICN intitulé « *Atténuer le changement climatique au moyen de la restauration et de la gestion des zones humides côtières : défis et possibilités* », qui met l'accent sur le rôle des zones humides comme puits de carbone éliminant de l'atmosphère la moitié du CO_2 émis annuellement dans le monde par le secteur des transports ;

SOULIGNANT le besoin de préserver les zones humides, comme le déclare la Convention sur les zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar), au moyen de la conservation et de l'utilisation durable de toutes les zones humides par le biais d'actions locales et nationales ainsi que de la coopération internationale, contribuant ainsi à la réalisation du développement durable partout dans le monde, et sachant que la Convention a été adoptée par l'Argentine par le biais de la Loi 23.919 ;

NOTANT le besoin d'incorporer la conservation de ces écosystèmes dans les programmes mondiaux d'action de l'UICN, par le biais de la coopération entre différentes institutions concernées, notamment la Convention de Ramsar, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'UICN ;

SOULIGNANT que l'Argentine possède l'un des littoraux les plus étendus de toute l'Amérique Latine (6816 km), que la situation des habitants des Bahia Blanca est représentative de celle du pays et qu'elle est la conséquence directe de l'absence d'un programme de gestion côtière comportant des mesures stratégiques de gestion durable des côtes et de leurs ressources ;

PRÉOCCUPÉ par les effets négatifs, tant environnementaux que socio-économiques, qu'entraînera le mégaprojet prévu à Puerto Cuatreros, dans l'estuaire de Bahia Blanca ;

ESTIMANT que la région compte entre 8716 et 10 486 habitants dont les moyens de subsistance dépendent largement, de façon directe ou indirecte, de la pêche ou d'activités productives liées à l'estuaire ;

SOULIGNANT qu'une étude de l'impact réel sur l'environnement a été réalisée, mais que ses résultats sont viciés par des erreurs importantes et une mauvaise utilisation ou une méconnaissance des ressources bibliographiques existantes, et qu'il n'a pas été réalisé d'études à long terme, de faisabilité et de coût/bénéfice ;

INSISTANT sur le fait qu'une telle proposition nécessiterait une étude beaucoup plus approfondie des effets potentiels sur la population de la région, puisque la valeur des écosystèmes s'en trouverait considérablement dégradée, ce qui aurait des effets préjudiciables sur la pêche et sur toutes les activités dépendant de l'estuaire ;

CONSIDÉRANT que la zone proposée pour l'extension du port et du pôle industriel est la partie intérieure de l'estuaire, à circulation restreinte, adjacente à une zone humide désignée comme un site important pour la conservation des oiseaux migratoires néarctiques dans le cône Sud de l'Amérique du Sud (espèces bénéficiant d'une protection maximale sur le plan national en vertu de la Loi 23.918 d'application de la Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage) et qu'outre le fait qu'il héberge des espèces en danger d'extinction (goéland d'Olrog, anneaux de salicorne), ce site est vulnérable et fragile en raison de son faible taux de renouvellement de l'eau ;

RAPPELANT qu'il a été envisagé d'inscrire l'écosystème en question sur la Liste de zones humides d'importance internationale au titre de la Convention de Ramsar, si ce n'est que le Ministère argentin des Affaires Étrangères n'a pas effectué une demande officielle d'inscription ; et

SOULIGNANT les liens d'interaction de Puerto Cuatreros avec des aires naturelles protégées (les réserves naturelles provinciales « Bahía Blanca, Falsa y Verde » « Islote del Puerto o de la Cangrejera » et la « Réserve municipale côtière », en cours d'extension par les autorités municipales ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

PRIE INSTAMMENT le gouvernement argentin de:

a. adopter des mesures de protection et de conservation des écosystèmes producteurs d'eau, en désignant des zones de protection spéciale et en veillant à leur maintien de façon appropriée ;

b. envisager de nouveau la possibilité d'inscrire l'estuaire de Bahia Blanca sur la Liste Ramsar, sur la base des informations présentées et eu égard à la gravité de la situation ;

c. faire procéder à une étude d'impact externe et approfondie sur le mégaprojet, ainsi qu'à une analyse des rapports coût/bénéfice ; et

d. adopter les trois projets de loi en suspens relatifs à la gestion côtière et visant à promouvoir des stratégies et des méthodes de gestion côtière intégrée et participative et à améliorer la qualité de vie des communautés en accord avec leur environnement naturel.

Auteur :
Fundación Naturaleza y Hombre- FNYH

Co-parrains :
Fundación Pro-Sierra Nevada de Santa Marta
Fundación Urendi
Fundación Vida Silvestre Argentina
Fundación Humedales Wetlands Internacional LAC
Fundación Ambiente y Recursos Naturales

Fundación Lonxanet para la pesca sostenible
Fundación Oxígeno
Oceánidas

Memorándum explicativo

1. Dragado de apertura y profundización del canal Principal; dársena de giro; deposición del material extraído o refulado; construcción del muelle de atraque y construcción de un gaseoducto.

   Los impactos ambientales negativos generados durante y después del dragado serían:

   a. Impactos sobre la calidad física y química del agua;

   b. Suspensión y redistribución de sedimentos contaminados;

   c. Impactos sobre peces, flora y otros organismos acuáticos;

   d. Cambios geomorfológicos del fondo acuático

2. El mega-proyecto supondría un incremento en la tasa de empleo en la zona sólo al comienzo durante el periodo de construcción, pero que después supondría un incremento en la tasa de desempleo, añadiendo el impacto ambiental, con el subsecuente detrimento del sector turismo y pesquero, además del impacto que pueda tener en la salud;

3. En la región ya se han llevado a cabo cuatro proyectos altamente contaminantes como: La Planta de tratamientos cloacales en el sector interno, ahora parada después de haber producido una contaminación de las aguas grave, exceden los niveles de coliformes; El buque y la planta regasificadora Escobar que violó leyes nacionales e internacionales y normas de seguridad; Y los casi 30 años de dragado en el estuario de Bahía Blanca con los efectos que esto haya podido tener. El crecimiento industrial y portuario hacia el sector interno es incompatible con la conservación de este ambiente único y su alteración atentará contra la sustentabilidad del ecosistema, y que a la larga perjudicará negativamente, no sólo en términos económicos pero también de salud, los intereses de las poblaciones que ahora viven de los recursos pesqueros de la zona.

M095

Soutien de l'UICN au développement durable des zones humides et marines de l'Afrique centrale et de l'Ouest

RECONNAISSANT que les zones humides, ainsi que les zones qui leur sont voisines, fournissent des ressources fondamentales, notamment l'eau douce, les ressources halieutiques, tourisme et loisirs, et remplissent, en conséquence, des fonctions vitales pour le développement et le bien-être des communautés riveraines ;

CONSCIENT que les incidences des activités humaines intensives qui s'exercent dans les zones humides, notamment l'expansion de l'agriculture, l'urbanisation, la pollution, la gestion non durable des ressources, menacent de plein fouet le maintien des conditions écologiques et sociales ;

RAPPELANT la Recommandation 17.38 *Protection du milieu côtier et marin* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 17e Session (San Jose, Costa Rica, 1988), la Recommandation 1.37 *Aires protégées marines*, adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN lors de sa 1re Session (Montréal, 1996) et la Recommandation 19.56 *La pêche mondiale*, adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 19e Session (Buenos Aires, Argentine, 1994) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que l'article 197 de la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer demande que les États coopèrent au plan mondial et, le cas échéant, au plan régional, etc. pour protéger et préserver le milieu marin, compte tenu des particularités régionales ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la décision 7/1 (22) de la Commission du développement durable (ONU) encourage les États a établir et gérer des aires protégées marines, conjointement avec d'autres instruments de gestion appropriés, afin de veiller à la conservation de la diversité biologique, ainsi qu'à la gestion et à l'utilisation durable des océans ;

RECONNAISSANT que la diversité biologique du milieu marin, qui inclut notamment les tortues marines (ressource partagée par de nombreux pays de l'Afrique centrale et occidentale), se trouve sous la juridiction des États côtiers ou en haute mer, et que, telle qu'elle est définie par la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer, elle fait partie intégrante du patrimoine naturel et culturel mondial ;

CONSIDÉRANT que les régions de l'Afrique centrale et occidentale sont un cas typique, où il importe que tous les acteurs concernés conjuguent leurs efforts pour appliquer le principe de l'utilisation rationnelle et le cadre de coopération internationale établi par la Convention sur les zones humides (Convention de Ramsar) ;

NOTANT que le principe de l'utilisation relationnelle implique la collaboration, l'échange d'informations et d'expériences, et la participation pleine et entière de tous les acteurs, c'est-à-dire des organismes de gestion, des institutions de recherche, des ONG, des organisations communautaires locales ; et

PRÉOCCUPÉ de constater que la contribution, pourtant majeure, de tant d'initiatives différentes n'a pas encore amélioré concrètement le développement durable des zones humides et marines de l'Afrique centrale et occidentale, et que le phénomène pernicieux de la dégradation des zones humides et marines s'accentue davantage ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à l'UICN de maintenir un appui toujours plus fort aux pays de l'Afrique centrale et occidentale et d'être le chef de file des organismes multilatéraux, afin d'explorer une série d'instruments pertinents dans le but d'assurer une protection et une conservation efficace, la restauration et l'utilisation durable des milieux concernés ainsi que de leur diversité biologique.

2. PRIE les gouvernements nationaux des régions concernées, les organismes internationaux et la communauté non gouvernementale de se joindre aux agences multilatérales existantes et aux mécanismes juridiques existants pour des actions ciblées au niveau des zones humides et marines, et pour convenir, par consensus, de régimes de conservation et de gestion pour les écosystèmes de ces régions.

Auteur :
AMEA

Co-parrains :
Cameroon Environmental Watch
RIAT Congo
Conservation de la faune congolaise
ASAN –Sénégal
RAPAC-Gabon

M096

Mettre en œuvre la conservation et la gestion durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale

CONSIDÉRANT le rôle essentiel des océans pour la vie sur notre planète, et le besoin urgent de maintenir et conserver la résilience des océans pour affronter les impacts humains, notamment à la lumière des changements climatiques et de l'acidification des océans constatés ;

RECONNAISSANT que la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer offre un cadre juridique général de gouvernance des activités humaines dans les zones marines ne relevant d'aucune juridiction nationale, notamment en matière de conservation et de gestion des ressources vivantes et de protection et de préservation de l'environnement marin ;

RAPPELANT l'importance des Articles 117, 118, 119, 192 et 197 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour ce qui a trait à la protection et à la conservation de la diversité biologique marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale;

RECONNAISSANT par ailleurs que la Convention sur la diversité biologique offre un cadre juridique pour la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses composantes et le partage juste et équitable des bénéfices issus de l'utilisation des ressources génétiques, et rappelant son rôle dans l'offre d'informations et de conseils scientifiques et, lorsque nécessaire, techniques sur la diversité biologique marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale comme énoncé dans la Décision VIII/24, paragraphe 42, de la 8^{e} réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que la haute-mer représente 64% des océans du monde, couvre environ la moitié de la surface de la Terre et abrite un énorme réservoir de diversité biologique que les activités humaines menacent de plus en plus, tout en sachant que notre connaissance à ce sujet est loin d'être complète ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que la gestion durable des aires marines situées au-delà des juridictions nationales est essentielle pour protéger la diversité biologique et la productivité marines et maintenir les services écologiques qu'elles fournissent ;

NOTANT AVEC PRÉOCCUPATION l'échec de la communauté internationale à réaliser l'objectif de la Convention sur la diversité biologique, plus précisément à atteindre « d'ici à 2010 une baisse significative du rythme actuel de la perte de la biodiversité au niveau mondial, régional et national, afin de contribuer à réduire la pauvreté et pour le bénéfice de toute forme de vie sur Terre » ;

RAPPELANT que cet objectif a été par la suite adopté par le Sommet mondial sur le développement durable et l'Assemblée générale des Nations Unies (A/RES/60/1), puis a été inclus comme objectif dans le cadre des *Objectifs du millénaire pour le développement* ;

RECONNAISSANT l'engagement mentionné dans le paragraphe 32(c) du *Plan de mise en œuvre de Johannesburg*, qui appelle les États à agir à tous les niveaux afin de « développer et faciliter l'utilisation de diverses méthodes et de divers outils, y compris l'approche écosystémique, l'élimination des pratiques de pêche destructrices, la création de zones marines protégées qui soient conformes au droit international et sur la base d'informations scientifiques, y compris des réseaux représentatifs d'ici à 2012 et des périodes/zones de repos biologique destinées à assurer la protection des frayères et des périodes de frai;

l'utilisation rationnelle des zones côtières; l'aménagement des bassins versants et l'intégration de la gestion des zones marines et côtières dans les secteurs clefs » ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS les Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2012-2020*,adoptés en 2010, et notamment l'Objectif 11 dans lequel les gouvernements se sont engagés, d'ici à 2020, à ce que « au moins 17% des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10% des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation effectives par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin » ;

CONSCIENT de la demande internationale pour mettre en place des outils de gestion par zones, incluant notamment les aires marines protégées et les réserves marines, qui constitueront des mesures importantes pour encourager la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones relevant et ne relevant pas de juridictions nationales ;

RAPPELLANT l'engagement de l'UICN de protéger, restaurer et utiliser durablement de manière efficace la diversité et la productivité biologiques et les processus écosystémiques dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale (notamment la colonne d'eau et les fonds marins), et de mettre en place un système représentatif d'aires marines protégées à l'échelle régionale et mondiale qui inclue les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ;

RAPPELANT EN OUTRE l'engagement de l'UICN de protéger les espèces qui s'appuient sur les aires marines ne relevant d'aucune juridiction nationale pendant au moins une partie de leur cycle de vie, d'améliorer la gestion des activités susceptibles d'avoir un impact sur la diversité biologique dans ces zones, et de soutenir l'amélioration de la gouvernance de certaines régions océaniques spécifiques, ce qui se reflète dans les Résolutions adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008) et dans les résolutions adoptées par les Congrès précédents ;

PRENANT NOTE du processus mené actuellement par la Convention sur la diversité biologique pour identifier et tenir à jour un inventaire mondial des zones d'importance écologique et biologique dans les zones marines ne relevant d'aucune juridiction nationale, tout en SOULIGNANT que la Convention sur la diversité biologique n'est habilitée qu'à identifier les zones à protéger, mais qu'elle ne peut en aucun cas créer des aires marines protégées ;

CONSTATANT que malgré les progrès réalisés sur de nombreux fronts, il reste encore beaucoup à faire pour garantir l'application totale des devoirs et engagements juridiques internationaux énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention sur la diversité biologique, l'*Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons* et les résolutions associées, le Chapitre 17 de l'*Agenda 21*, le *Plan d'application de Johannesburg* et les *Objectifs du millénaire pour le développement*, pour ce qui a trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones ne relevant pas de juridictions nationales ;

TRÈS PRÉOCCUPÉ par l'absence de mandat juridique dans la gouvernance actuelle des océans qui permettrait d'identifier, de créer ou désigner, de gérer et de contrôler les aires et réserves marines protégées dans la plupart des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ;

RECONNAISSANT le rôle central de l'Assemblée générale des Nations Unies pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ;

ACUEILLANT FAVORABLEMENT la Résolution A/RES/66/231 *Les océans et le droit de la mer*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 66ème Session, qui a lancé un processus pour combler les lacunes juridiques dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique marine en haute-mer, notamment par la mise en place éventuelle d'un accord multilatéral dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ; et

CONSCIENT de la forte volonté d'un grand nombre de pays développés et en développement et de la société civile, reflétée par les contributions au document de synthèse de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), pour négocier un nouvel accord d'application dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique marine, lequel sera doté d'une autorité particulière pour remédier à l'absence de zones marines protégées en haute-mer, réaliser des évaluations d'impact environnemental et étudier les bénéfices tirés des ressources génétiques marines provenant de zones situées au-delà des juridictions nationales ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les États, agissant à titre individuel et en tant que Membres, à combler les lacunes dont souffre la gouvernance des océans afin de protéger et conserver la diversité biologique dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale, notamment par la négociation d'un nouvel accord d'application dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en faveur de la protection et de la conservation de la biodiversité en haute-mer, lequel sera doté de l'autorité juridique pour :

    a. identifier, désigner et gérer efficacement un réseau mondial vaste, adéquat et représentatif d'aires marines protégées en haute-mer, incluant des réserves ;

    b. solliciter des évaluations d'impact environnemental et évaluations environnementales stratégiques préliminaires et complètes, qui s'associeront à la surveillance actuelle de l'environnement marin ;

    c. garantir l'accès et la diffusion de l'information et la transparence dans les processus décisionnaires ;

    d. garantir le partage juste et équitable des bénéfices issus de l'exploitation des ressources génétiques marines dans les zones situées au-delà des juridictions nationales ;

    e. demander l'application du principe de précaution et de l'approche fondée sur les écosystèmes pour la prise de décision et la gestion de la pêche, et garantir que les activités sont conformes aux engagements et résolutions internationales applicables ; et

    f. garantir que le suivi, le contrôle, la surveillance, et les mesures de conformité et d'application sont mis en place efficacement afin d'encourager la conservation à long-terme et l'utilisation durable de la diversité biologique en haute-mer.

2. APPELLE ÉGALEMENT les États, agissant à titre individuel ou par l'intermédiaire d'organisations multilatérales, à encourager l'application régulière, coordonnée et cohérente des meilleurs principes et méthodes de conservation et de gouvernance, au moyen de mesures prévoyant notamment de :

   a. garantir, au moyen d'approches régionales et spatiales, l'identification et la restauration de zones d'importance pour la diversité biologique marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale, en appuyant notamment l'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (GOBI) et d'autres initiatives scientifiques analogues qui contribuent à identifier les Zones d'importance écologique ou biologique, les Écosystèmes marins vulnérables et d'autres zones importantes, la création de réseaux d'aires marines protégées ainsi qu'une planification et une gestion de l'espace maritime à plus grande échelle ;

   b. contribuer à la gouvernance régionale en encourageant les parties prenantes concernées à mettre en œuvre une gestion intégrée de la haute-mer et des fonds marins, appuyer la création d'Organisations régionales de gestion des océans, et encourager la transparence et la responsabilité des Organisations régionales de gestion des pêches ;

   c. demander au secteur privé marin et aux parties prenantes dans le domaine de la haute-mer de mieux intégrer les priorités de conservation marine et de développement durable dans les activités de pêche, de transport maritime, d'exploitation minière, de commerce, d'énergie, de tourisme et autres, afin d'avoir un impact sur l'environnement marin et sa diversité biologique dans les zones situées au-delà des juridictions nationales ;

   d. soutenir les efforts visant à améliorer la mise en œuvre des accords existants et à renforcer le cadre institutionnel mondial pour une gestion intégrée et durable des océans fondée sur la transparence, la responsabilisation et l'application du principe de précaution et de méthodes écosystémiques, et accroître l'harmonisation des approches régionales et la surveillance globale adaptée des institutions régionales ;

   e. encourager la réalisation d'évaluations de la valeur de la diversité biologique des zones océaniques profondes, et les impacts de la prospection et de l'exploitation minières en eaux profondes ;

   f. soutenir régulièrement la réalisation de rapports mondiaux sur l'état du milieu naturel marin et encourager le partage d'informations, de données et de meilleures pratiques ;

   g. renforcer le rôle et l'efficacité d'ONU-Océans comme outil pour améliorer la coopération et la coordination entre les principaux organismes des Nations Unies en charge des questions relatives aux océans, et améliorer la gouvernance mondiale des océans dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ;

   h. promouvoir le volet consacré à la haute-mer et aux océans au sein du domaine d'intervention relatif aux eaux internationales du Fonds pour l'environnement mondial afin de financer des mesures de conservation au niveau des océans et des mers régionales et, plus particulièrement, la gestion durable des zones marines ne relevant d'aucune juridiction nationale, en accordant la priorité aux monts et canyons sous-marins, aux autres écosystèmes marins vulnérables ou aux Zones d'importance écologique ou biologique ;

i. favoriser le renforcement ou l'élaboration de nouveaux accords au niveau régional pour inclure la protection du milieu naturel marin et la conservation et l'exploitation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales, y compris par la création et la mise en œuvre de réseaux régionaux d'aires marines protégées lorsque nécessaire ; et

j. assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources halieutiques mondiales dans les zones situées au-delà des juridictions nationales tout en protégeant la diversité biologique marine, en préservant les espèces et les habitats vulnérables et en maintenant les biens et services écosystémiques, notamment en :

   i. reconnaissant que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans les eaux situées au-delà des juridictions nationales menace la gestion durable des stocks de poissons mondiaux et le développement durable, et qu'elle est souvent liée au crime organisé ; veillant à ce que suffisamment de ressources soient consacrées à la lutte contre ce type d'activité illégale, notamment au moyen d'accords sur le partage des informations et le maintien de l'ordre, l'utilisation de mesures nationales relatives à l'État du pavillon, à l'État du port et au pays de commercialisation ; et mettant en place des mesures coordonnées à l'échelle régionale et mondiale ;

   ii. prônant et veillant au respect des résolutions et engagements internationaux visant à mettre un terme aux pratiques de pêche destructives qui nuisent considérablement aux écosystèmes marins vulnérables et menacent les stocks de poissons d'eau profonde ;

   iii. veillant à ce que seules des activités de pêche bien gérées, fondées sur la science et répondant au principe de précaution, soient autorisées dans une zone donnée ; et garantissant que toutes les activités de pêche aient lieu dans le respect des résolutions et engagements internationaux pertinents ;

   iv. priant instamment les États de supprimer les subventions néfastes qui contribuent à la surcapacité de la pêche et entraînent la surexploitation des stocks de pêche ; et

   v. veillant à la transparence et à la responsabilisation des Organisations régionales de gestion des pêches au moyen d'examens réguliers et indépendants portant sur leurs résultats, de rapports publics sur les mesures prises pour remédier aux manquements constatés et d'une surveillance de la part de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans l'objectif de garantir que toutes les Organisations régionales de gestion des pêches incluent un mandat plus large relatif à la conservation des écosystèmes.

3. APPELLE la Directrice générale à encourager et à soutenir les actions décrites dans le paragraphe 1 ci-dessus, et à veiller à leur réalisation.

Auteur :
Pew Charitable Trusts (États-Unis d'Amérique)
Conseil de l'UICN

Co-parrains :
Fundación para la Promoción del Desarrollo Sustentable, Chili

Marine Conservation Biology Institute, États-Unis d'Amérique (aujourd'hui l'Institut de conservation marine)
Natural Resources Defense Council, États-Unis d'Amérique
Politique scientifique fédérale, Belgique
Wildlife Conservation Society, États-Unis d'Amérique
World Association of Zoos and Aquariums, Suisse
Fundación MarViva, Costa Rica
Sociedad Peruana de Derecho Ambiental – SPDA, Pérou

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M097
Renforcement de la politique de la mer et des océans

RAPPELANT que les mers et océans couvrent environ 70% de la surface de la planète ;

SOULIGNANT que la haute mer, espace marin situé au-delà des zones de juridiction nationale, constitue un bien public mondial par excellence, qui représente 64% de la surface totale des mers et des océans et qu'elle fournit des ressources vitales et des services écologiques indispensables pour la planète ;

CONSCIENT des opportunités et de l'espoir que la mer et les océans offrent à nos sociétés et qu'une part importante de la solution aux crises que nous connaissons viendra de la mer ;

NOTANT que les ressources de la mer sont limitées et que celles qui sont exploitées sont souvent déjà très menacées en dépit des tentatives de modes de gestions durables ;

RAPPELANT que l'avenir des métiers liés à la mer (transport maritime, pêche et aquaculture, énergie…), rassemblant des millions de personnes dans le monde, dépend du maintien des services écologiques fournis par les écosystèmes marins ;

RAPPELANT NOTAMMENT que le maintien des services écologiques marins est fonction de la pression des activités économiques liées aux métiers de la mer mais également des autres pressions anthropiques (pollution tellurique, aménagement du littoral…) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la nécessité d'une approche écosystémique pour garantir un développement économique compatible avec la préservation de l'ensemble des services écologiques marins ;

RECONNAISSANT le besoin de véritables politiques coordonnées et intégrées de la mer et du littoral, d'instances de gouvernance rassemblant les différents acteurs, et d'instances indépendantes de conseil et d'évaluation environnementales ; et

RECONNAISSANT ENFIN la nécessité de disposer des moyens nécessaires pour assurer la mise en place de stratégies pour la mer et les océans ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE aux États et organismes Membres de l'UICN :

a. d'intégrer la planification spatiale marine, la gestion de l'océan basée sur l'écosystème, et la création des réseaux résilients, dans tous les plans et programmes nationaux, régionaux et internationaux de la mer, conformément aux principes développés dans la Convention de Montego Bay, en particulier de ses articles 192 et 193, et au chapitre 17 de l'*Agenda 21 de Rio* ;

b. de promouvoir la création de Ministères de la Mer dans tous les pays maritimes Membres de l'UICN ; et

c. de développer la « Blue Society », une nouvelle vision ambitieuse de la société, dans un esprit de durabilité, de bien-être et d'équité pour l'humanité, en harmonie avec l'océan mondial, intégrant une exploitation pérenne des ressources de la mer, rendue possible par un investissement massif dans l'innovation et le développement de nouvelles technologies associées à une bonne gestion de l'environnement, et constituant la clé

d’une économie prospère et durable reposant sur un partage et une appropriation commune par tous.

Auteur :

Fondation pour la nature et l’homme

Co-parrains :

Agence des Aires Marines Protégées
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l’Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Société Réunionnaise pour l’Etude et la Protection de l’Environnement Ile de la Réunion
Fondation Nature & découvertes
Fédération des Conservatoires d’Espaces Naturels
Réserves Naturelles de France
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Association Kwata
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune
Office pour les insectes et leur environnement
Office National des Forêts
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques

M098

Accélérer le rythme de création d'aires marines protégées à l'échelle mondiale et la certification de l'efficacité de leur gestion

RECONNAISSANT l'importance des 20 Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et l'engagement renouvelé, proclamé dans l'Objectif 11, à réussir à conserver « au moins 17 pour cent des eaux terrestres et intérieures, et 10 pour cent des zones côtières et maritimes » et à faire en sorte que ces aires soient « d'une grande importance pour la biodiversité et les services à l'écosystème » et « conservées au travers de systèmes de zones protégées écologiquement représentatifs et bien connectés entre eux » mais aussi « dirigés efficacement et équitablement » ;

CONSTATANT que l'objectif international fixé en 2002 par le Sommet mondial pour le développement durable concernant la création d'aires marines protégées (AMP) n'a pas été atteint ;

CONSCIENT que selon le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-WCMC), en 2010, les aires protégées couvraient 12,7% des terres émergées de la planète hors Antarctique mais seulement 1,6% des océans du globe, dont à peine 4% des zones relevant de juridictions nationales (de 0 à 200 milles marins) ;

DE PLUS EN PLUS PRÉOCCUPÉ face au déclin continu de la biodiversité marine dû aux effets directs et indirects des activités anthropiques, notamment la surpêche, la perte d'habitat, la pollution et le changement climatique ;

PRÉVOYANT, face à la poursuite du changement climatique, une aggravation de ses effets sur la biodiversité marine et côtière et les services écosystémiques ;

CONFIRMANT que l'objectif final est que 100% des océans et des mers soient gérés en accord avec les principes de l'approche écosystémique ;

NOTANT que les AMP, tout particulièrement celles qui sont gérées efficacement, fournissent d'importants bénéfices, sociaux et économiques, aux communautés environnantes ;

RAPPELANT le point 4 du *Programme de travail sur les aires protégées* de la Convention sur la diversité biologique (CDB) qui engage les Parties à la CDB à évaluer et améliorer l'efficacité de la gestion des aires protégées ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que, lors de la 10^{e} réunion de la Conférence des Parties à la CDB à Nagoya, Préfecture d'Aichi, Japon, 18-29 octobre 2010, celles-ci se sont engagées à évaluer l'efficacité de la gestion de 60% de l'ensemble de leurs aires protégées avant 2015, et de transmettre les résultats obtenus pour qu'ils soient inscrits dans la base de données gérées par le (PNUE-WCMC) ;

RAPPELANT PAR AILLEURS plusieurs Recommandations et Résolutions de l'UICN qui appellent les États membres à créer et gérer efficacement des réseaux d'aires marines protégées, et en particulier les Résolutions 1.37 *Les aires protégées marines* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 1ère Session (Montréal, 1996), 2.20 *Conservation de la diversité biologique marine* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2^{e} Session (Amman, 2000), et 4.045 *Accélérer les progrès d'établissement d'aires marines protégées et créer des réseaux d'aires marines protégées* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008) ;

SOULIGNANT l'importance de la coopération entre les aires marines protégées pour assurer une protection efficace des espèces migratoires en accord avec les conclusions de la 2e conférence de l'*International Committee on Marine Mammal Protected Areas* (Comité international des aires protégées pour les mammifères marins), Fort-de-France, France, 7-11 novembre 2011 ;

SE FÉLICITANT d'initiatives telles que le projet de campagne internationale sur les aires marines protégées de la U.S. National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) ; l'Initiative de la CDB pour des océans durables (SOI) ; l'organisation du troisième Congrès international des aires marines protégées ; l'initiative de l'UICN visant à élaborer un système international de certification des aires protégées dans le but de promouvoir les bonnes pratiques de gestion et d'inscrire, dans le plan stratégique (2013-2016) du Programme global marin et polaire de l'UICN, la mise en œuvre d'un système de certification et d'évaluation pour s'assurer de la création d'aires marines protégées côtières efficaces ; l'initiative européenne d'une ceinture bleue pour le milieu marin (*European Marine Blue Belt*) dans le but de promouvoir la gouvernance et les meilleures pratiques de gestion dans les aires marines protégées d'Europe ; ou encore des initiatives régionales telles que *Micronesia Challenge*, *Caribbean Challenge* et *Coral Triangle Initiative* qui visent à élargir et renforcer les aires protégées de ces régions ;

PRÉOCCUPÉ par le fait qu'il reste encore beaucoup à faire, souvent faute de moyens techniques et financiers, pour assurer la gestion, le suivi et la création effective d'aires marines protégées, et inquiet face à la sensibilisation limitée de la société aux problèmes qui se posent s'agissant de la santé des océans et face à la communication insuffisante d'éléments probants sur le rôle des aires protégées en tant qu'outil fondamental dans le cadre d'une approche fondée sur les écosystèmes visant à protéger la biodiversité marine et côtière et à préserver les services fournis par les écosystèmes et l'exploitation durable des ressources marines vivantes contre tous ces effets préjudiciables ;

PRÉOCCUPÉ ÉGALEMENT de constater que ces facteurs pèsent sur la volonté publique et politique de résoudre les problèmes qui se posent s'agissant de la santé des océans et de la biodiversité marine et côtière à l'aide d'outils de gestion et de conservation adaptés, notamment en créant, en élargissant et en gérant avec efficacité des réseaux d'aires marines protégées ;

NOTANT que de plus en plus d'éléments montrent que des aires marines protégées gérées efficacement, dont l'éventail s'étend des réserves interdites d'exploitation aux zones bien gérées à usages multiples, peuvent contribuer à restaurer la biodiversité marine et à pérenniser les économies maritimes, y compris l'activité de pêche ;

NOTANT ÉGALEMENT que les scientifiques s'accordent de plus en plus à souligner qu'il est important d'appliquer fréquemment l'approche consistant à créer des réserves interdites d'exploitation dans le cadre des réseaux d'aires marines protégées afin d'optimiser la protection qu'ils offrent à la biodiversité marine ;

RECONNAISSANT la capacité d'approches axées sur le marché à favoriser la sensibilisation et le soutien envers les aires marines protégées, lesquelles contribuent au maintien d'une activité de pêche mesurable et durable sur le plan écologique et à la pérennité d'autres activités économiques aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs limites ;

PERSUADÉ de ce fait qu'il est essentiel de mener des efforts concertés pour faire mieux comprendre au public et aux politiques le rôle capital des aires protégées, dont l'éventail s'étend des réserves interdites d'exploitation aux zones à usages multiples, selon que de besoin, en matière de protection de la biodiversité marine, de soutien de la prospérité économique, culturelle et sociale grâce au rétablissement et à la préservation de la

biodiversité marine à l'intérieur et à proximité des aires protégées, et en termes d'atténuation des effets du changement climatique sur la biodiversité marine et côtière ; et

NOTANT que le premier Sommet international des agences des aires marines protégées, organisé à San Francisco en février 2012, a conclu que témoigner du rôle crucial des aires marines protégées pour la conservation de la biodiversité des océans tout en favorisant l'utilisation durable des ressources marines vivantes était un défi fondamental qui exige une attention de toute urgence ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les Membres de l'UICN, y compris les États, les organismes gouvernementaux et les organisations non gouvernementales, ainsi que les organisations d'intégration politique et/ou économique, à défendre la mise en œuvre d'efforts nationaux ou régionaux pour atteindre l'Objectif 11 d'Aichi relatif à la conservation marine, notamment en ce qui concerne la création d'aires marines et côtières protégées et la mise en application d'autres mesures de conservation efficaces par zone.

2. DEMANDE aux Membres de l'UICN, y compris les États, les organismes gouvernementaux et les organisations non gouvernementales, de travailler en étroite collaboration avec l' Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les organismes nationaux de gestion des ressources et les industries concernées aux niveaux international, national et régional afin de réduire au minimum les pressions exercées par l'utilisation extractive sur les espèces et les habitats marins, à œuvrer conjointement à la création de systèmes représentatifs d'aires marines protégées, allant de réserves interdites d'exploitation à des zones à usages multiples, et à mettre au point d'autres outils de gestion efficaces en complément de ces efforts.

3. APPELLE les membres de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) et de la Commission de l'éducation et de la communication (CEC) de l'UICN à appuyer et à participer activement aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour améliorer le mode de sensibilisation aux valeurs des aires marines protégées.

4. DEMANDE à la CMAP et aux agences des aires marines protégées de faire mieux connaître le rôle potentiel des aires marines protégées, dont l'éventail s'étend des réserves interdites d'exploitation aux zones à usages multiples, en ce qui concerne la conservation de la biodiversité marine et côtière et la pérennisation de l'économie maritime.

5. INVITE la CMAP et les agences des aires marines protégées à collaborer avec les industries concernées, le secteur de la commercialisation, les organes de gestion responsable, les communautés et les populations autochtones afin de décrire par quels moyens la biodiversité marine et côtière peut être préservée et restaurée à l'intérieur d'aires marines protégées dans l'intérêt des industries extractives marines, des communautés, des populations autochtones et des consommateurs et contribuer à la santé et à la résilience des océans.

6. PRIE la Directrice générale, en coopération avec les Membres de l'UICN et la CMAP, de soutenir le mise en place de réseaux cohérents, représentatifs et effectifs d'aires marines protégées à tous les niveaux, en tant qu'instruments essentiels d'une protection adéquate des espèces et des habitats marins et côtiers et de la résilience des écosystèmes marins, en :

a. apportant leur soutien aux initiatives mondiales en vue de programmer la mise en œuvre effective des Objectifs d'Aichi en :

   i. apportant leur soutien à la SOI de la CDB afin d'atteindre effectivement les Objectifs d'Aichi 6 (pêches durables) et 11 (AMP) ;

   ii. apportant leur soutien au 3e Congrès mondial des aires marines protégées (IMPAC3) et au 2e Sommet des agences des aires protégées marines qui auront lieu en France en octobre 2013, lesquels sont des étapes fortes et déterminantes s'agissant de la mobilisation de la communauté internationale et de la réalisation de l'Objectif 11 d'Aichi ; et

   iii. développant un plan réaliste et cohérent pour atteindre l'Objectif 11 d'Aichi qui sera soumis à discussion à IMPAC3 et présenté au Congrès mondial des parcs en 2014 ;

b. encourageant l'institution et la mise en place de vastes réseaux d'aires marines protégées avec une forte participation des communautés marines et côtières en :

   i. priant les États d'axer leurs efforts sur la création de réseaux d'aires marines protégées vastes et efficaces, en accord avec l'objectif des 20 à 30% d'aires devant être intégralement protégées, comme suggéré par la Recommandation V.22 *Établir un système mondial de réseaux d'aires protégées marines et côtières* adoptée par le Ve Congrès mondial des parcs (Durban, 2003), afin de s'assurer qu'il restera en référence, dans les océans, quelques écosystèmes intacts ;

   ii. priant les États d'intensifier la création d'aires marines protégées et autres mesures de conservation efficaces dans ces aires dont le but est de conserver d'importants services écosystémiques et de fournir des bénéfices aux communautés humaines ;

   iii. encourageant la désignation d'aires protégées marines et côtières comme Sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, Réserves de la biosphère, Sites Ramsar et Geoparks ;

   iv. s'appuyant sur le registre des ZIEB (zones d'importance écologique et biologique) pour promouvoir la création d'aires marines protégées au delà des juridictions nationales et également en apportant leur soutien à l'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (GOBI) ; et

   v. garantissant l'intégration des aires marines protégées et autres mesures de conservation des aires dans une approche plus large, y compris des mesures d'aménagement de l'espace marin ;

c. encourageant l'intégration régionale des réseaux d'aires marines protégées en :

   i. encourageant la coopération régionale et transfrontalière, pour faciliter tout particulièrement la création et la gestion d'aires marines protégées transfrontalières ; et

   ii. facilitant la coopération entre les États en vue de proposer des réseaux de corridors marins, appelés « ceinture marine bleue », un découpage par zones cohérent et logique à l'intérieur de grandes AMP et entre des AMP pour tenir

compte des populations mobiles et migratoires et suivre les courants océaniques ;

d. améliorant la formation et la professionnalisation des gestionnaires en :

   i. renforçant les programmes disponibles qui offrent aux gestionnaires d'AMP des possibilités d'améliorer leurs compétences , à l'image du *Reef Resilience* network, en élaborant un programme global pour améliorer le professionnalisme du personnel des AMP et leur gestion à l'aide du modèle MPA PRO et le projet d'initiative *Global Partnership for Professionalizing Protected Areas Management* (GPPPAM), en reconnaissant que ces initiatives soutiennent les associations professionnelles et organisations de gestion existantes par l'utilisation officielle de tous les éléments de la profession, et que le partage d'une marque au niveau mondial et un ensemble de normes fondamentales reconnues aideraient les régions à adapter et mettre en œuvre le programme ;

   ii. demandant aux États de participer aux réseaux régionaux d'aires marines protégées et d'apporter, ou d'obtenir, les ressources financières et techniques nécessaires, par exemple en créant des agences nationales des aires marines protégées, en prévoyant des sources spécifiques de financement pour les aires protégées afin de contribuer et d'aider à la création et la gestion d'aires marines protégées, aux activités des réseaux d'aires marines protégées, à la surveillance et au contrôle en mer ;

   iii. demandant aux États d'instaurer des mécanismes de financement durable pour la gestion des aires marines protégées ;

   iv. encourageant le travail en réseau entre les gestionnaires d'aires marines protégées pour qu'ils partagent leur expertise et leur savoir-faire en gestion des écosystèmes marins régionaux et diffusent leurs connaissances et données écologiques ; et

   v. développant des activités de communication et des approches culturelles afin de faciliter la participation de tous les acteurs et usagers aux activités de gestion des aires marines protégées ;

e. mettant en œuvre des systèmes d'évaluation de l'efficacité de la gestion en :

   i. faisant connaître les initiatives pertinentes et partageant les expériences de gestion, notamment celles qui reposent sur des systèmes de gouvernance marine, et en mettant en place des mécanismes pour surveiller et évaluer l'efficacité de la gestion ;

   ii. étudiant, testant et mettant en œuvre un plan de certification de l'UICN pour une gestion efficace et équitable des aires marines protégées, en accord avec les catégories de l'UICN, qui s'appuie sur la Liste verte de l'UICN, et en veillant à ce que la spécificité de l'environnement marin soit prise en compte ;

   iii. en intensifiant les synergies et les possibilités offertes par d'autres programmes de certification, tels que le Pavillon bleu et Green Key, pour favoriser les objectifs de la conservation dans ou à proximité des AMP ;

iv. encourageant les initiatives de gestion du milieu marin dans de vastes zones marines au niveau mondial ou régional (avec la participation des divers secteurs de l'économie des océans) ; et

v. mettant au point et diffusant des outils méthodologiques pour la mise en œuvre de plans de gestion des aires marines protégées, et en évaluant annuellement l'efficacité et la qualité de la gestion grâce à des feuilles de notation, des tableaux de bord ou d'autres moyens de communication efficaces ; et

f. en produisant en partageant des informations sur les progrès et l'efficacité de la gestion des AMP en :

i. s'assurant que toutes les informations disponibles sur l'efficacité de la gestion des AMP dans le monde sont rassemblées et analysées ; et

ii. en élaborant des cartes et des bases de données des aires protégées qui montrent clairement celles qui bénéficient d'une protection complète, celles qui sont partiellement protégées et ce qui fait l'objet d'une protection ou non.

Auteurs :

Parks Canada Agency
Agence des Aires Marines Protégées

Co-parrains :

New Zealand Department of Conservation
Ministry of Environment and Natural Resources, Kenya
Korea National Park Service
Agence des aires marines protégées, France
The WILD Foundation
Department of Environmental Affairs and Tourism, Afrique du Sud
Canadian Parks and Wilderness Society
Nature Canada
Canadian Association of Zoos and Aquariums
PEW
European Bureau for Conservation & Development
Réserves Naturelles de France
Fondation pour la nature et l'homme
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Fondation Nature & découvertes
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Association Kwata
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune
Office pour les insectes et leur environnement
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Office National des Forêts

M099

Promotion des aires marines protégées gérées localement, mesure sociale permettant d'atteindre les objectifs de la conservation sur le terrain et des aires marines protégées

NOTANT la décision prise en 2010 par la Convention sur la diversité biologique de fixer à 10% l'objectif portant sur les aires marines protégées (AMP) et autres mesures efficaces de conservation sur le terrain (Objectif 11 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*) ;

NOTANT que l'UICN a un rôle de leader dans la promotion de l'équité, de la bonne gouvernance, des droits humains, et des principes pour une gestion efficace des aires protégées ;

RAPPELANT que par aire marine gérée localement (AMGL) on entend une aire qui couvre les eaux à proximité de la côte, ainsi que les ressources côtières et marines associées, en grande partie ou intégralement gérée localement par les communautés côtières, les groupes possédant la terre, les organisations partenaires et/ou en collaboration avec des représentants du gouvernement résidants ou basés dans une région à proximité immédiate ;

NOTANT le travail important réalisé par le réseau des aires marines gérées localement et d'autres organismes dans la région du Pacifique qui encouragent l'utilisation des aires marines gérées localement et de manière traditionnelle comme base des systèmes nationaux d'AMP ;

NOTANT également le travail important fait par de nombreux peuples autochtones, les communautés locales et les artisans pêcheurs qui gèrent leurs ressources marines en utilisant leurs connaissances locales et traditionnelles ;

CONSTATANT qu'il a été prouvé que la conservation est plus efficace lorsque les peuples autochtones, les artisans pêcheurs et les communautés locales sont respectés en tant que partenaires et gardiens de la conservation des sites, et que de nombreuses communautés ont une longue histoire de la gestion durable des ressources marines ; et

CONSTATANT que le changement climatique et l'utilisation excessive des ressources présentent des menaces sérieuses pour la diversité biologique marine et la diversité génétique, et peuvent avoir de sérieuses conséquences sur la sécurité alimentaire ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. CHARGE la Directrice générale de promouvoir l'utilisation des aires marines gérées localement telle qu'elle est pratiquée dans la région du Pacifique, ainsi que d'autres exemples similaires de gouvernance par les peuples autochtones, les artisans pêcheurs et les communautés locales comme étant un moyen fondamental qui permet d'atteindre les objectifs des aires marines protégées dans le monde et autres aires gérées localement, ainsi que ceux des systèmes nationaux d'AMP.

2. CHARGE ÉGALEMENT la Directrice générale d'encourager les groupes de défense des utilisateurs des ressources marines et côtières à s'associer avec l'UICN pour promouvoir le rôle des peuples autochtones, des artisans pêcheurs et des communautés locales comme gardiens de ces ressources dans l'accomplissement d'une conservation durable, équitable et efficace et l'utilisation durable de l'environnement marin, des zones côtières et des systèmes de récifs.

3. PRIE INSTAMMENT les États et les organisations gouvernementales, dans leur effort pour atteindre l'objectif 11 d'Aichi, d'encourager le développement d'aires marines protégées et de mesures de conservation sur le terrain efficaces gérées par les communautés locales.

Auteur :

National Trust of Fiji Islands

Co-parrains :

Hawaii Conservation Alliance (HCA)
Te Ipukarea Society (Cook Islands Environmental NGO)
The Nature Conservancy
University of the South Pacific
Tonga Community Development Trust
Comité para la Defensa y Desarrollo de la Flora y Fauna del Golfo de Fonseca (CODDEFAGOLF-Honduras)

M100
Renforcement des dispositifs européens pour la biodiversité en outre-mer

RAPPELANT que les huit régions ultrapériphériques (RUP) et 26 pays et territoires d'outre-mer (PTOM) qui constituent l'outre-mer européen, abritent une biodiversité d'importance mondiale ;

CONSIDÉRANT que les populations des RUP et des PTOM sont très vulnérables aux effets du changement climatique, et que la protection des écosystèmes naturels est vitale pour la résilience des sociétés locales et la réduction des risques ;

RAPPELANT la Résolution 4.079 *L'Union européenne et l'outre-mer face au changement climatique et à la perte de biodiversité* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

SALUANT l'ouverture des financements européens LIFE aux RUP qui n'en bénéficiaient pas encore, pour la période 2007-2013 ;

REGRETTANT pour autant la faible prise en compte de la gestion des écosystèmes d'outre-mer dans les financements accordés par l'Union européenne aux RUP et PTOM, et dans la stratégie européenne pour la biodiversité ;

REGRETTANT ÉGALEMENT que les acteurs engagés pour la biodiversité des PTOM souffrent injustement du statut de leurs territoires, puisque les fonds internationaux et européens auxquels ils sont éligibles sont insuffisamment dotés pour répondre aux enjeux de la conservation de la biodiversité ;

CONSIDÉRANT l'engagement de l'Union européenne et des États membres au *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* adopté à la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à Nagoya, Japon, 18-29 octobre 2010 ;

RAPPELANT l'engagement de l'Union européenne pour la biodiversité de l'outre-mer européen lors de la Conférence de la Réunion en 2008, soutenu par le Secrétariat de la CDB ;

SALUANT le soutien du gouvernement français à l'UICN pour la coordination de la mise en œuvre des recommandations du Message de la Réunion (2008) ;

SALUANT ÉGALEMENT l'initiative préparatoire BEST financée par le Parlement européen et lancée par la Commission européenne sous la forme de deux appels d'offres en 2011 et 2012 ; et

FÉLICITANT les nombreux acteurs des RUP et des PTOM qui se sont mobilisés pour répondre au premier appel d'offres, démontrant aux instances européennes la réalité des besoins localement et le dynamisme des organismes de l'outre-mer ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. INVITE les institutions européennes à :

    a. poursuivre la mise en œuvre des recommandations du Message de La Réunion pour les collectivités de l'outre-mer européen ;

b. intégrer plus largement les RUP et PTOM dans les politiques européennes en matière de biodiversité, et dans la politique maritime européenne, en particulier pour appuyer la gestion durable de leurs zones économiques exclusives ;

c. proposer des investissements ambitieux dans le domaine de la biodiversité des RUP et des PTOM, en tant qu'axe essentiel du développement durable et de l'adaptation au changement climatique, en y consacrant une ligne budgétaire spécifique tant dans les fonds structurels attribués aux RUP que dans les fonds de développement attribués aux PTOM ;

d. soutenir la mise en œuvre d'un dispositif pérenne dédié à la biodiversité de l'outre-mer européen doté de financements adéquats (BEST), notamment en formulant des propositions concrètes sur la base des résultats du premier appel d'offre préparatoire ;

e. engager une stratégie ambitieuse de l'Union européenne pour la biodiversité d'outre-mer avec des moyens financiers pérennes et de préférence dédiés, et avec un rôle stratégique de coordination assuré par la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne ;

f. soutenir l'intégration de l'environnement et de la protection de la biodiversité dans la mise à jour de la décision du Conseil du 27 novembre 2001 (2001/822/EC) concernant le document structurant les relations entre UE et PTOM « Décision d'Association Outre-mer (DAO) », ainsi que dans le programme opérationnel 2014-2020 des RUP ; et

g. rendre éligibles les PTOM européens dans le nouveau règlement LIFE+ 2014-2020.

2. DEMANDE aux gouvernements français, britannique et néerlandais, ainsi qu'aux collectivités de l'outre-mer européen (RUP et PTOM) concernées, d'apporter tout leur soutien à ces objectifs pour le renforcement des politiques européennes sur la biodiversité d'outre-mer.

3. INVITE les entités d'outre-mer concernées à travailler et à coopérer avec d'autres États insulaires, lorsque cela semble judicieux, en utilisant les organisations régionales respectives.

4. DEMANDE à la Directrice générale de poursuivre son engagement pour une meilleure prise en compte de la biodiversité de l'outre-mer européen grâce au programme de travail dédié.

Auteur :
WWF France

Co-parrains :
Conservation International
Association pour la Sauvegarde de la Nature Néo-Calédonienne
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Association Kwata
Agence des Aires Marines Protégées
The Nature Conservancy
European Bureau for Conservation & Development
Office National des Forêts
Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France

Fondation Nature & découvertes
Fondation pour la nature et l'homme
Réserves Naturelles de France
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Noé Conservation
Office pour les insectes et leur environnement
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune

M101

Conserver les écosystèmes littoraux pour réduire les risques dans les zones côtières en Afrique

RAPPELANT l'importance des zones côtières et des écosystèmes littoraux pour la biodiversité, la production de services environnementaux - notamment de biens alimentaires, et le développement économique, notamment en Afrique de l'Ouest, où la frange littorale abrite l'essentiel des capitales, de la population et des secteurs d'activité ;

TENANT COMPTE des évènements enregistrés au cours des dernières décennies sur la côte ouest africaine et autres régions du monde, témoignant d'une accélération des phénomènes d'érosion côtière, à l'origine de la dégradation d'installations humaines et de risques accrus pour la biodiversité, les populations et les potentiels de développement ;

RAPPELANT les perspectives liées au changement climatique, l'élévation du niveau de la mer et l'accélération du rythme des évènements climatiques violents, dont les effets combinés sur l'énergie des vagues à la côte, les surcotes de tempêtes et les inondations côtières contribueront certainement à un accroissement des phénomènes d'érosion et de dégradation des systèmes littoraux ;

PRENANT EN CONSIDÉRATION la récente étude « Suivi du trait de côte et mise en place d'un schéma directeur du littoral d'Afrique de l'Ouest », conduite par l'UICN sur demande de l'Union économique et monétaire ouest africaine - UEMOA, dont les résultats, intégralement validés en mai 2011 par les onze ministres en charge de l'environnement des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, de la Mauritanie au Bénin, mettent en évidence :

a. la sensibilité des côtes ouest africaines, constituées de zones basses et de sédiments facilement remobilisables ;

b. l'accroissement des risques de catastrophes naturelles lié à la dégradation de certaines infrastructures naturelles du fait des prélèvements de bois, de sédiments et des aménagements côtiers ;

c. la responsabilité des prélèvements de sédiments, des infrastructures littorales et des barrages dans la réduction des apports de sédiments à la côte et la perturbation des transits sédimentaires ;

d. les perspectives d'un doublement de la population urbaine côtière d'ici 2020, et à nouveau d'un doublement entre 2020 et 2050, se traduisant par des densités humaines très importantes et la concentration de populations vulnérables dans des zones à risques ;

e. l'absence quasi généralisée de capacités d'intervention pour la sécurité des populations et la restauration des milieux en cas de catastrophe naturelle ;

f. l'urgence de renforcer la gouvernance littorale aux échelles locale, nationale et régionale, l'information des acteurs par rapport aux risques et aux enjeux de l'aménagement, de la conservation et de la mise en valeur de la zone côtière, et de multiplier les coupures vertes d'aménagement des territoires littoraux en développement ;

CONSCIENT que les infrastructures naturelles telles que les mangroves, les herbiers marins, les lagunes littorales, les cordons sableux littoraux et autres stocks sédimentaires, par leur capacité à évoluer en fonction des contraintes climatiques, participent à remodeler le littoral et à retarder les phénomènes d'érosion et de recul du trait de côte ; et

CONVAINCU que les coûts immédiats et futurs des évènements liés à la mobilité du trait de côte et aux inondations côtières peuvent être considérablement réduits grâce à un aménagement repensé des territoires littoraux valorisant les solutions naturelles et les infrastructures naturelles ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. ENCOURAGE l'ensemble des institutions et des acteurs concernés par la gestion des zones côtières à aborder de manière intégrée les questions relatives à la gouvernance des territoires littoraux, la réduction des risques de catastrophes naturelles en zone côtière et la conservation des écosystèmes marins et côtiers et des services environnementaux qu'ils procurent, et à mettre en place des analyses prospectives et des systèmes d'observation à long terme sur les effets des changements globaux et de la croissance économique sur les zones côtières favorisant une prise de décision anticipée.

2. ENCOURAGE les organisations régionales de coopération et d'intégration économique à aborder, à l'image de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), la question de la gouvernance et de l'aménagement des zones côtières aux échelles appropriées, afin de promouvoir une cohérence des interventions et de favoriser avec leurs États membres la mise en place de mécanismes de gouvernance locale permettant d'impliquer l'ensemble des acteurs côtiers dans l'élaboration conjointe de documents juridiques opposables pour l'aménagement du littoral.

3. ENCOURAGE les États à prendre les dispositions légales et réglementaires adéquates pour favoriser la reconnaissance du rôle des infrastructures naturelles dans la durabilité du développement en zone côtière et dans la réduction des risques littoraux, et leur conservation au travers de statuts de classement et de modalités de gestion appropriés.

4. RAPPELLE les points de décision contenus dans la Déclaration de Dakar du 18 mai 2011, par laquelle les représentants des onze pays côtiers de la Mauritanie au Bénin valident les résultats de l'étude régionale de « Suivi du trait de côte et mise en place d'un schéma directeur du littoral d'Afrique de l'Ouest ».

5. EXHORTE l'UEMOA et ses partenaires à soutenir dans les meilleurs délais la mise en place, dans le cadre du Programme régional de lutte contre l'érosion côtière de l'UEMOA, de l'Observatoire du littoral ouest africain, sous la responsabilité du Centre de suivi écologique de Dakar (CSE), et avec le soutien technique du secrétariat de l'UICN, et de la mise en œuvre des divers éléments du programme d'action retenu par les ministres en charge de l'environnement des pays concernés.

6. RECOMMANDE la mise en œuvre, dans les autres régions d'Afrique, notamment en Afrique centrale et en Afrique orientale, de démarches comparables à celle conduite en Afrique de l'Ouest, de façon à établir des diagnostics de situation doublés d'études prospectives démo-économiques et climatiques sur l'évolution des zones côtières et élaborer des stratégies d'adaptation et d'aménagement des zones côtières privilégiant des solutions naturelles.

Auteur :
Centre de Suivi Ecologique de Dakar (CSE)

Co-parrains :
Association Sénégalaise des Amis de la Nature

Ministère de l'Ecologie et de la Protection de la Nature du Sénégal
Association pour les victimes de la répression en Afrique « AVRA »
Réseau International Arbres Tropicaux au Congo (RIAT/Congo)
ENDA Tiers Monde
Groupe de Recherche et d'Etudes Environnementales (GREEN SENEGAL)
Réseau des Parlementaires pour la Protection de l'Environnement au Sénégal (REPES)
Association Action Citoyenne

Note explicative

Afin de limiter les risques littoraux issus de la rencontre entre démographie croissante, concentration des activités économiques et consommation d'espaces par les extensions urbaines, dont les effets sont très sensibles en terme de dégradation environnementale, d'une part, et d'autre part de l'élévation du niveau de la mer et de l'accélération des évènements climatiques violents, provoquant une accélération de l'érosion côtière et des reculs du trait de côte, les Etats devraient tout entreprendre pour conserver les écosystèmes côtiers et les infrastructures naturelles vertes dont le rôle est reconnu pour le maintien du trait de côte, tels que mangroves, lagunes, cordons dunaires littoraux etc., dans une perspective d'aménagement territorial, de réduction des risques de catastrophes naturelles et d'adaptation aux effets du changement climatique.

A l'issue de l'étude régionale de « Suivi du trait de côte et mise en place d'un schéma directeur du littoral d'Afrique de l'Ouest », le Centre de suivi écologique de Dakar et le programme marin et côtier de l'UICN PACO, avec l'appui de membres de la Commission de la gestion des écosystèmes, ont développé une proposition technique et financière pour la mise en place de l'Observatoire du littoral Ouest Africain, qui a été retenue comme une recommandation prioritaire lors de la présentation des résultats finaux de l'étude. Les onze pays qui ont participé à ce travail bénéficieront ainsi des appuis adéquats pour suivre l'évolution et actualiser le diagnostic et les outils d'aide à la décision pour l'aménagement de leur zone côtière.

M102
La conservation du phytoplancton marin

CONSIDÉRANT que le phytoplancton des océans de la Terre est un producteur primaire et constitue la base de la chaîne alimentaire pour une myriade d'espèces, qu'il est un indicateur essentiel de l'intégrité d'un écosystème et qu'il contribue au bien-être socio-économique des communautés humaines du monde entier ;

CONSCIENT que les immenses stocks de phytoplancton marin offrent des services essentiels pour le climat de la Terre, en tant que producteurs et séquestreurs de dioxyde de carbone par le biais de la photosynthèse ;

ALARMÉ par une enquête scientifique publiée en 2010 dans *Nature*, selon laquelle la population de phytoplancton a décliné au cours du siècle dernier dans huit régions océaniques sur 10, avec un déclin mondial de 30% depuis 1950 ;

INQUIET de l'activité humaine sur terre et sur mer qui accroît la menace sur la population de phytoplancton, de l'acidification des océans, de la pollution terrestre se déversant dans les océans et d'autres incidences négatives qui menacent de faire s'effondrer le stock de phytoplancton dans les prochaines décennies ;

SACHANT que les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ont le devoir solennel de protéger l'environnement marin ;

ÉTONNÉ qu'il n'existe pas d'accord international ou intergouvernemental sur l'étude et la protection du phytoplancton dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ; et

CONVAINCU de l'importance de renforcer le droit international de l'environnement et la coopération internationale pour atténuer et empêcher d'autres effets anthropiques sur le phytoplancton ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la Directrice générale, aidé des conseils scientifiques appropriés, à étudier les instruments juridiques et les approches disponibles pour garantir une gestion durable du phytoplancton marin, et à émettre des recommandations pour mettre en place progressivement une législation environnementale internationale relative au phytoplancton.

2. APPELLE tous les États et organisations internationales à coopérer autant que possible avec la Directrice générale pour la réalisation de cette étude et, sur cette base, de prendre toutes les mesures possibles pour inverser le déclin des populations de phytoplancton dans le monde.

Auteur :
Center for Environmental Legal Studies of Pace Law School

Co-parrains :
Asia-Pacific Centre for Environmental Law
Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación
Centre International de Droit Comparé de l'Environnement
Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATIE)
Departamento de Ambiente, Seguridad y Paz, Universidad para la Paz

The Ecological Society of the Philippines
Instituto de Derecho y Economía Ambiental
International Council of Environmental Law
Sierra Club,États-Unis d’Amérique

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M103
L'approche écosystémique des pêches (AEP)

RAPPELANT que de nombreux documents politiques importants relatifs à la pêche et à la conservation de la biodiversité marine ont appuyé l'approche écosystémique des pêches (AEP) ;

NOTANT que les études relatives à la gestion des pêcheries marines, notamment l'examen effectué par le groupe conjoint d'experts FAO-PNUE sur les impacts des pratiques de pêche destructrices, la pêche non durable et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée sur la biodiversité et les habitats marins (Rome 2009) ; l'examen par la FAO des mesures prises en application de la Résolution 61/105 de l'Assemblée générale de l'ONU (Busan 2010) ; l'étude ouverte menée de l'Assemblée générale de l'ONU sur les mesures régionales et nationales de protection des espèces d'eaux profondes et des écosystèmes de haute mer contre les effets préjudiciables de la pêche, ont toutes conclu que, malgré les progrès sensibles réalisés dans de nombreux territoires pour appliquer les éléments d'une approche écosystémique des pêches, des efforts importants restent à faire ;

RAPPELANT en outre que le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (paragraphe 31c) prévoit, entre autres mesures, la mise au point et l'utilisation de différentes approches et outils, dont l'approche écosystémique et la création de réseaux d'aires protégées marines ;

NOTANT que la Convention sur la diversité biologique (CDB), par le biais des Principes de Malawi, le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable (1995) et la Déclaration de Reykjavik sur l'approche écosystémique des pêches (2001), établissent un cadre cohérent pour la réalisation des objectifs de l'AEP et de l'Objectif 6 d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*;

NOTANT EN OUTRE que des efforts devraient être entrepris afin de mieux connaître les impacts des méthodes de sélectivité des pêches actuelles sur la structure et le fonctionnement des écosystèmes ; et

RECONNAISSANT qu'en raison des lacunes en matière d'information et du manque de ressources, l'adoption d'une approche écosystémique pleinement intégrée nécessitera une gestion adaptative, permettant aux systèmes de gestion de la pêche d'évoluer dans le temps en réponse aux expériences cumulées et à leur adoption par les parties prenantes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les agences et organisations nationales et régionales de gestion des pêches à intensifier leurs efforts en vue d'une mise en œuvre complète des principes et des pratiques de l'approche écosystémique des pêches, utilisant pleinement les orientations pratiques appropriées émanant de différents documents scientifiques et techniques.

2. APPELLE la Directrice générale à coopérer étroitement avec la FAO, la CDB, les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP), les organisations des mers régionales et d'autres ONG et OIG concernées, y compris des organisations de conservation et des organisations et associations professionnelles sectorielles, ainsi qu'avec le Fond pour l'environnement mondial (FEM), afin d'accélérer la mise en œuvre de l'AEP dans tous ses aspects.

3. EXHORTE les États qui pratiquent la pêche et les ORGP, à tenir pleinement compte du fait qu'afin d'améliorer la durabilité, la mise en œuvre d'une approche écosystémique de la pêche devrait comprendre les éléments suivants :

    a. limiter les effets des causes extérieures, dont les conditions océanographiques et la variabilité et le changement climatique, ainsi que ceux des incertitudes qui s'y rapportent, sur la dynamique des stocks exploités ;

    b. pour chaque pêcherie prise en considération, réduire son impact sur les espèces cibles et les prises accessoires, les habitats et les communautés écologiques ;

    c. adopter et mettre en œuvre une gouvernance inclusive, participative et transparente des pêches à des échelles adaptées à l'écosystème ou aux écosystèmes où la pêche en question a lieu ; et

    d. promouvoir la cohérence des décisions par le biais d'une coopération améliorée entre les différents secteurs et avec les organismes compétents en matière de régulation de la pêche, de conservation de la biodiversité et d'autres secteurs industriels, lorsque les mesures prises par une instance peuvent avoir des effets préjudiciables sur la réalisation des objectifs d'une autre instance.

4. EXHORTE les États et les ORGP à œuvrer en vue d'une meilleure application de l'approche écosystémique des pêches, en mettant particulièrement l'accent sur :

    a. la dimension humaine de l'approche écosystémique des pêches, notamment l'importance de la pêche à toutes les échelles pour la sécurité alimentaire, l'élimination de la pauvreté et la valeur des connaissances et des institutions des pêcheurs ;

    b. le rôle potentiel de la planification spatiale et des mesures de gestion portant sur les aires marines protégées et d'autres zones de protection dans l'amélioration de la gestion des pêches et particulièrement dans la protection des aires de nourricerie, des stades vulnérables de la vie des espèces ou des habitats, ainsi que dans l'atténuation et la réduction des impacts écologiques de la pêche ;

    c. le besoin de mieux documenter les coûts et des avantages des différentes approches de gouvernance et de mise en œuvre de l'AEP, ainsi que l'affectation de ces coûts et avantages ;

    d. le besoin de mieux connaître comment jouent différentes sortes d'incitations juridiques, économiques et sociales pour ou contre la mise en œuvre d'une AEP ;

    e. l'efficacité de différentes stratégies, méthodes d'évaluation des risques et mesures de gestion des pêches dans des situations où l'on manque d'informations ;

    f. comment incorporer les considérations relatives à l'AEP dans les règles et procédures de contrôle des captures pour la gestion des pêches, ainsi que dans les modèles économiques du secteur de la pêche et du secteur privé ; et

    g. comment les différentes stratégies en matière de captures peuvent contribuer à améliorer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique d'une façon équitable, afin d'assurer un rendement élevé mais durable, tout en préservant les services, la structure et le fonctionnement des écosystèmes, par exemple :

i. cibler certains groupes d'espèces spécifiques pour les captures ou bien équilibrer les captures parmi toutes les composantes de l'écosystème ; et

ii. suivre les variations environnementales et y répondre directement en adaptant les captures ou bien adopter des stratégies de capture plus stables et moins sensibles aux variations environnementales ;

h. le besoin de renforcer les capacités pratiquement dans tous les pays et territoires, notamment en matière d'appui scientifique et technique, de gestion et d'activités de terrain, de normes de transformation et de traçabilité des produits de la mer, d'élaboration de politiques et de gouvernance ; et

i. le rôle important d'un cadre national pour l'approche écosystémique, ce qui permet d'articuler les efforts de tous les secteurs en la matière, assurant ainsi la cohérence et l'équité de sa mise en œuvre.

5. À mesure que les contraintes et les possibilités liées à la mise en œuvre de l'AEP sont mieux connues.

6. APPELLE les organes compétents en matière de gestion de la pêche à :

a. mettre au point et appliquer des procédures de gestion qui tiennent compte des méthodes de pêche durables et des considérations relatives aux écosystèmes ;

b. mettre au point des indicateurs et appliquer des stratégies de surveillance continue et de gestion permettant une gestion des pêches adaptative et fondée sur le principe de précaution ; et

c. documenter et partager des expériences, tant pour les succès que pour les échecs, ainsi que les leçons apprises. Compiler un ensemble de bonnes pratiques d'AEP.

Auteur :
European Bureau for Conservation and Development

Co-parrains :
Miljoverndepartementet
Fisheries and Oceans Canada
Ministry of Foreign Affairs of Japan
Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente
The Nature Conservancy
Agence des Aires Marines Protégées
SEO/BirdLife
Fundación Naturaleza y Hombre
Fundacion Lonxanet para la Pesca Sostenible

M104
Valoriser les démarches communautaires pour améliorer la gestion de la pêche côtière

PRENANT en considération le fait que les zones côtières abritent un cinquième de la population mondiale, la densité de population y étant trois fois supérieure à la moyenne mondiale, et, depuis plusieurs décennies, la croissance démographique y étant plus rapide qu'à l'intérieur des terres ;

CONSIDÉRANT que l'Afrique de l'Ouest, longtemps restée parmi les régions les moins urbanisées du monde, connaît aujourd'hui des taux record de croissance urbaine (supérieurs à 5%), avec des processus d'urbanisation se concentrant, pour l'essentiel, sur la zone côtière (plus de 50% de la population en 2010), générant des impacts négatifs importants sur les écosystèmes côtiers et la pêche ;

CONSIDÉRANT que sécheresses et pauvreté ont entraîné de larges mouvements migratoires, depuis les indépendances, en direction des villes et du littoral, où les migrants ont été orientés vers le secteur de la pêche ;

RAPPELANT l'importance de la pêche artisanale côtière dans l'octroi de moyens d'existence durables aux communautés littorales ouest africaines, et pour les économies nationales et la sécurité alimentaire ;

TENANT COMPTE des informations scientifiques qui indiquent un effondrement des principales pêcheries côtières sur lesquelles se fonde le dynamisme de la pêche artisanale, et qui mettent en cause, parmi les raisons de cette évolution, le principe du libre accès et la non transférabilité de la gestion des ressources halieutiques au niveau local dans certains pays ;

OBSERVANT une augmentation rapide de l'effort de pêche, associée à une logique de délocalisation et de migrations lointaines pour prospecter de nouvelles zones de pêche, se traduisant par des conflits intercommunautaires et l'incapacité des États à suivre les débarquements et l'origine des captures ;

CONSCIENTS de la nécessité d'impliquer les communautés de pêche côtière artisanale pour concilier la gestion durable des ressources halieutiques, la sécurité alimentaire et l'accès au marché, en valorisant les savoirs locaux endogènes, pour définir et appliquer les stratégies d'adaptation et de gestion de la pêche ;

PRENANT EN COMPTE la pression très forte sur les zones côtières qui rend très difficile la cohabitation des activités de pêche artisanale avec le développement du tourisme, l'urbanisation et l'exploitation des autres ressources naturelles, celle du pétrole offshore ou du zircon, par exemple ;

NOTANT que l'implication des communautés de pêche artisanale passe par la reconnaissance et la protection de leurs droits historiques concernant l'accès, la définition des règles d'accès, le contrôle et l'exploitation des ressources dans les zones côtières correspondant à leur territoire maritime ;

NOTANT les succès enregistrés au Sénégal et en Guinée Bissau par la mise en place d'espaces de gestion des ressources halieutiques et de la biodiversité dont les communautés ont la responsabilité, sous des statuts innovants tels que ceux des aires du patrimoine autochtone et communautaire ou encore des aires marines protégées communautaires ; et

FAISANT RÉFÉRENCE aux démarches entreprises par la Guinée Bissau pour établir des zones de cogestion dans les principales rias du pays, privilégiant l'accès aux ressources pour les communautés locales et partageant avec celles-ci certaines responsabilités en matière de gestion des pêches ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RAPPELLE la place fondamentale que la pêche artisanale occupe dans le développement économique des régions littorales des pays du sud.

2. INSISTE sur l'urgence de mettre en œuvre des solutions effectives et viables pour améliorer la gouvernance et la gestion des pêches, notamment pour les pêcheries côtières dont dépendent les communautés de pêcheurs artisanaux pour leur subsistance, ainsi que les communautés littorales pour leur sécurité alimentaire.

3. EXHORTE les États et les organisations régionales à reconnaître et à intégrer les savoirs locaux endogènes dans les plans d'aménagement des zones côtières, des ressources halieutiques, et les stratégies d'adaptation du secteur des pêches aux changements globaux.

4. RECONNAÎT le droit des communautés de pêche artisanale à jouer un rôle central lors des prises de décisions portant sur des projets de développement côtier, pour préserver leurs habitations, leurs infrastructures de pêche et leur accès à la mer et aux ressources halieutiques, devant la forte poussée de l'urbanisation, des activités touristiques et de l'exploitation des autres ressources naturelles.

5. ENCOURAGE les États, les organisations régionales et les partenaires du développement à donner leur soutien et à participer à la mise en œuvre d'une gouvernance partagée et d'une cogestion des pêches, qui prévoit le transfert des compétences en matière de gestion des ressources halieutiques vers des institutions décentralisées ou des acteurs responsabilisés grâce à des conventions, et qui se traduit, à l'échelle locale, par la mise en œuvre effective d'une gestion territorialisée de la pêche définissant les droits et règles d'accès, et les rôles et responsabilités des communautés locales.

6. EXHORTE les États, les organisations régionales, les partenaires du développement et les acteurs du secteur des pêches à définir des stratégies communes de conservation des ressources halieutiques, impliquant le développement des capacités de contrôle et de gestion du transfert des capacités de pêche artisanale afin, notamment, de limiter les risques de conflits communautaires liés aux pêcheries migrantes.

Auteur :
ENDA Tiers Monde

Co-parrains :
Association Sénégalaise des Amis de la Nature
Ministère de l'Ecologie et de la Protection de la Nature du Sénégal
Association pour les victimes de la répression en Afrique « AVRA »
Réseau International Arbres Tropicaux au Congo (RIAT/Congo)
Groupe de Recherche et d'Etudes ENvironnementales (GREEN SENEGAL)
Réseau des Parlementaires pour la Protection de l'Environnement au Sénégal (REPES)
Association Action Citoyenne

Club des amis de la nature et de la protection de l'environnement de Mauritanie (CANPE)
Association Malienne pour la conservation de la faune et de son environnement (AMCFE)
ONG DONKO

Note explicative

Les éléments figurant dans cette motion sont partagés et acceptés par les acteurs de la pêche artisanale membres du Réseau sur les Politiques de Pêche en Afrique de l'Ouest (REPAO) qui à son tour est membre du Réseau Enda Tiers monde.

M105

Protéger les écosystèmes et la diversité biologique des grands fonds marins des menaces provoquées par l'exploitation minière des fonds marins

RAPPELANT les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de la Convention sur la diversité biologique (CDB), ainsi que les activités et les recommandations mises en œuvre pour les océans et les mers du monde entier, notamment par l'Autorité internationale des fonds marins (ISA), et les rapports et travaux scientifiques réalisés à ce jour ;

APPROUVANT les recommandations de la Table ronde intitulée « La conservation et la gestion de la diversité biologique au sein d'écosystèmes océaniques profonds dans le cadre de l'exploitation des ressources minérales (nodules polymétalliques, encroûtements de ferromanganèse riches en cobalt et sulfures hydrothermaux) » organisée par l'Académie des sciences d'outre-mer le 15 décembre 2010 à Paris ;

CONSIDÉRANT le caractère unique et vulnérable de ces trois grands écosystèmes océaniques profonds et leur importance en termes de diversité biologique et de patrimoine génétique, et les conséquences potentiellement dévastatrices que pourraient causer l'exploitation future de leurs ressources minérales, à savoir l'exploitation des écosystèmes des fonds marins possédant des nodules polymétalliques et des encroûtements de ferromanganèse riches en cobalt et l'exploitation des écosystèmes hydrothermaux riches en sulfures ;

NOTANT que les ressources minérales des grands fonds marins deviennent un enjeu de taille, en particulier les amas sulfurés qui peuvent être utilisés par l'industrie des hautes technologies, et que plusieurs pays ont déjà déposé une demande de permis d'exploitation de ces amas auprès de l'Autorité internationale des fonds marins ;

NOTANT ÉGALEMENT les obligations des Parties à la CDB énoncées notamment dans les Articles 1, 3, 4, 8 et 14, les décisions en rapport et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité 3, 4, 11 et 19 ;

RAPPELANT que la Résolution 14.6 *Exploitation minière du fond des mer*s, adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 14e session (Ashkhabad, 1978) « demande instamment à toutes les nations qui ont entrepris ou entreprendront des activités d'exploitation minière du fond des mers de : a) faire précéder ces activités minières ou commerciales de la commande d'une étude écologique complète pour en déterminer l'impact ; b) désigner des zones appropriées des fonds des mers comme aires de référence et de ressource dans lesquelles aucune exploitation minière ne sera permise ; c) déterminer la taille et la forme de ces zones de façon telle que leur stabilité soit maintenue ; d) établir des directives pour la recherche scientifique de façon à perturber le moins possible l'état naturel de ces zones » ;

NOTANT que l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 15e Session (Christchurch, 1981) recommandait dans sa Résolution 15.18 *L'exploitation minière des fonds marins et l'établissement de zones protégées dans les profondeurs océaniques* l'établissement de vastes sanctuaires ou zones protégées dans les régions où l'exploitation minière est envisagée avant même l'octroi de permis de prospection et d'exploitation des fonds marins ;

RAPPELANT la Résolution 16.11 *L'exploitation minière des fonds marins et l'établissement de zones protégées dans les profondeurs océaniques,* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 16e Session (Madrid, 1984), et le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992 ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 4.031 *Conservation de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales* adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui s'alarmait des multiples menaces pesant sur la diversité biologique marine ;

CONSTATANT que la première licence d'exploitation minière des fonds marins a été octroyée en Papouasie Nouvelle-Guinée en janvier 2012, pour une période de 20 ans ;
CONSTATANT PAR AILLEURS que les gouvernements de Fiji et de Nauru ont octroyé des licences d'exploitation minière pour les ressources minérales des fonds marins dans les zones économiques exclusives ;

CONSCIENT qu'environ 600 000 km^2 de l'océan Pacifique font l'objet de demandes pour l'attribution de baux ou de licences d'exploitation des grands fonds marins, plus précisément dans le Pacifique occidental, notamment en Papouasie Nouvelle-Guinée, dans les îles Salomon, Fiji, Vanuatu et Tonga, ainsi que dans les eaux internationales du Pacifique oriental ;

RAPPELANT le rôle de l'Autorité internationale des fonds marins (ISA) dans la gestion de l'exploitation minière dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ;

RECONNAISSANT la gouvernance collective des populations autochtones et des communautés locales dans leurs territoires et zones traditionnelles et sur leurs ressources naturelles ;

SALUANT l'adoption du *Programme de l'UICN 2013-2016* et les engagements actuels régionaux et internationaux pour conserver les milieux naturels et protéger les moyens d'existence des communautés ;

RECONNAISSANT l'intérêt croissant que suscitent l'exploitation minière des ressources minérales situées dans les grands fonds marins et autour des cheminées hydrothermales ;
RECONNAISSANT PAR AILLEURS les bénéfices économiques tirés de l'exploitation minière des fonds marins, mais également les coûts et dommages que cette activité fait porter sur d'autres secteurs comme la sécurité alimentaire ou le tourisme durable, et les effets souvent négatifs pour les communautés autochtones et locales, les économies hôtes, le futur et le milieu naturel ;

PRÉOCCUPÉ des impacts potentiellement destructeurs sur la diversité biologique marine qu'entraîneraient la prospection et toute exploitation minière des fonds marins lorsqu'elles sont réalisées à des profondeurs qui n'ont pas encore été étudiées ou évaluées correctement, et qu'elles utilisent des processus et des machines qui n'ont pas encore prouvé leur innocuité sur l'environnement ;

CHERCHANT EN OUTRE à garantir que les zones de prospection n'excluent pas la possibilité de protéger les zones principales d'intérêt écologique, biologique, historique ou scientifique, et que la création du système de zones présentant un intérêt environnemental particulier se fera avec toute la rigueur scientifique nécessaire, sans tenir compte des zones de prospection préexistantes ; et

RESTANT PRÉOCCUPÉ par le démarrage des activités d'exploitation minière des grands fonds marins malgré le manque de connaissances sur les impacts que ces activités pourraient avoir ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la Directrice générale, les Commissions, les Membres et partenaires de l'UICN à consacrer de toute urgence leurs efforts, leur expertise et leurs ressources à la réalisation d'études afin de déterminer les impacts sur la diversité biologique des activités minières pratiquées dans les grands fonds marins, notamment sur la diversité biologique des grands fonds dans les zones où la prospection ou l'exploitation minière sont pratiquées ou le seront bientôt, en reconnaissant la valeur des écosystèmes océaniques profonds comme éléments essentiels de la diversité biologique du fond océanique.

2. PRESSE tous les États membres de l'UICN, les organismes nationaux, régionaux et mondiaux et tous les autres États, organisations internationales et parties prenantes de veiller à :

    a. créer un vaste ensemble de zones totalement protégées avant toute prospection ou exploitation des ressources minérales, et soutenir la création d'un réseau cohérent d'aires marines protégées, en prenant en compte les écosystèmes océaniques profonds et leur rôle systémique ;

    b. réaliser une évaluation d'impact stratégique détaillée avant l'adoption de toute politique par un gouvernement national qui encourage ou facilite l'exploitation minière des fonds marins ;

    c. réaliser des études complètes sur la diversité biologique avec des données de référence, ainsi que des études d'impact environnemental, culturel et social, les publier puis les ouvrir aux commentaires ; et réaliser également une étude entièrement vérifiée sur les coûts et les bénéfices de l'exploitation minière, où tous les coûts et impacts (environnementaux, sociaux et économiques) sont pris en compte ;

    d. adopter le principe de précaution et une approche basée sur les écosystèmes pour protéger l'environnement, et mettre en place des mesures de protection pour éviter les conséquences négatives sur le milieu naturel ;

    e. créer et mettre en place des mesures de protection avant l'octroi de toute licence d'exploitation ou bail d'exploitation minière pour les fonds marins ;

    f. encourager la mise en place d'une base de données commune et de groupes d'experts multidisciplinaires sur ces écosystèmes marins profonds ;

    g. améliorer la gouvernance des fonds marins profonds situés en dehors des juridictions nationales dans le cadre des conventions internationales et régionales et des négociations liées à l'environnement.

3. PRIE PAR AILLEURS les États et territoires où l'exploitation minière des fonds marins est envisagée d'établir des mécanismes financiers solides, une sécurité financière et des fonds fiduciaires par exemple, afin de garantir des réparations en cas de dommages environnementaux, d'encourager la conservation de la diversité biologique marine et de veiller à ce qu'aucune prospection ou exploitation n'ait lieu avant que ces mécanismes financiers ne soient mis en place, avec des fonds suffisants pour garantir leur efficacité.

4. RECOMMANDE aux États de garantir que les populations autochtones et locales participent efficacement à la gestion de leurs territoires, zones et ressources naturelles, et qu'elles soient inclues dans les décisions affectant leurs droits et intérêts sur ces territoires, zones et ressources naturelles.

Auteurs :

TE IPUKAREA SOCIETY, Cook Islands
Agence des Aires Marines Protégées

Co-parrains :

Tonga Community Development Trust
University of the South Pacific
National Trust of Fiji Islands
Royal Forest and Bird Protection Society of New Zealand Inc.
The Environment and Conservation Organisations of NZ Inc
Nature Conservation Council of New South Wales
Fondation pour la nature et l'homme
Réserves Naturelles de France
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Fondation Nature & Découvertes
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Association Kwata
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune
Office pour les insectes et leur environnement
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M106
Atténuer les effets de la plongée récréative sur le milieu marin

RECONNAISSANT que la plongée récréative (y compris avec tuba, la plongée libre, la plongée sous-marine et autres pratiques connexes) peut dégrader les habitats marins et avoir des effets négatifs sur la diversité biologique marine qui vont de la perturbation à la blessure et même à la mortalité ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que le volume de la plongée récréative et en conséquence des effets de la plongée récréative sur le milieu marin a considérablement augmenté depuis 30 ans, en particulier dans les zones côtières sensibles et protégées ;

RECONNAISSANT la nature transfrontière des milieux marins ;

PRÉOCCUPÉ de constater qu'il n'existe aucune directive internationale garantissant la réglementation et la gestion efficaces des effets potentiels de la plongée récréative sur l'environnement ;

TROUBLÉ par le fait que différents rapports scientifiques décrivent des pratiques de plongée récréative de plus en plus nombreuses qui ne respectent pas l'environnement, en particulier dans les aires protégées marines et dans les habitats où se trouvent des espèces vulnérables telles que des mammifères marins, ainsi que par les preuves expérimentales d'impacts physiques et de comportement de ces pratiques de plongée récréative sur les écosystèmes marins du monde entier ;

SACHANT que la plongée récréative génère un revenu important pour de nombreux pays, qu'il s'agit d'un secteur économique en croissance et qu'il est donc essentiel de garantir le développement durable de ce secteur ;

SACHANT AUSSI que la plongée récréative est une activité importante pour l'amélioration de l'éducation et de la sensibilisation au milieu marin ;

RECONNAISSANT la contribution importante de la plongée récréative à la conservation du milieu marin grâce à des programmes de bénévolat, à l'éducation et aux reportages ;

SE FÉLICITANT des premières mesures prises par certains gouvernements pour lutter contre les impacts de la plongée récréative sur le milieu marin mais notant que dans la plupart des pays les pratiques et impacts environnementaux de ce secteur ne sont pas suffisamment réglementés ;

SE FÉLICITANT ÉGALEMENT des mesures prises par des organisations non gouvernementales et des acteurs de l'industrie (en particulier les agences et écoles de plongée) pour mettre au point des pratiques plus durables dans le secteur de la plongée récréative ;

RECONNAISSANT qu'il faut mener de toute urgence de nouveaux travaux de recherche sur les effets et l'atténuation des impacts de la plongée récréative sur le milieu marin ; et

RAPPELANT l'engagement ferme de l'UICN envers la conservation des espèces marines et de leurs habitats, reflété dans les résolutions et recommandations de l'UICN telles que la Résolution 4.031 *Conservation de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales* et la Résolution 4.045 *Accélérer les progrès d'établissement d'aires marines protégées et créer des réseaux d'aires marines protégées* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 6 au 15 septembre 2012 pour sa session à Jeju, République de Corée :

1. DEMANDE à la Directrice générale, avec l'aide des Membres de l'UICN, des Commissions et du Conseil, d'identifier des mesures appropriées et de promouvoir leur application par les gouvernements du monde entier pour réduire les impacts de la plongée récréative sur le milieu marin, par exemple en portant cette résolution à l'attention des secrétariats et des sessions des Parties contractantes du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), des programmes pour les mers régionales, du Conseil d'administration du PNUE et autres organisations intergouvernementales pertinentes, en particulier celles auprès desquelles l'UICN jouit du statut d'observateur et en tenant les Membres de l'Union informés des progrès en la matière.

2. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale d'encourager les Membres et Commissions de l'UICN à soutenir et conduire de nouveaux travaux de recherche sur les effets et l'atténuation des impacts de la plongée récréative sur le milieu marin et à utiliser les résultats pour contribuer à l'élaboration d'un code de conduite international et environnemental pour la plongée récréative pour réduire ses impacts sur le milieu marin, dans le but à long terme d'intégrer ce code à un code de conduite plus général pour la plongée récréative durable.

3. EXHORTE les Commissions pertinentes de l'UICN à inscrire cette question dans leurs programmes de travail respectifs, en particulier la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) qui devrait tenir compte de la plongée récréative dans ses travaux sur la responsabilité sociale et environnementale du secteur privé, aider à élaborer des méthodes et outils pour renforcer les capacités des différents acteurs de l'industrie de la plongée récréative de devenir plus responsables du point de vue environnemental et social.

4. DEMANDE aux gouvernements Membres de l'UICN, au moyen des mécanismes dont ils disposent au titre du droit interne et international, y compris la possibilité d'élaborer des instruments juridiques ou volontaires :

    a. à surveiller et investiguer les impacts sur le milieu marin qui sont associés à la plongée récréative ;

    b. à encourager l'élaboration et l'application de meilleures pratiques pour réduire les impacts de la plongée récréative sur le milieu marin, notamment dans :

        i. les aires marines protégées ;

        ii. les habitats contenant des espèces vulnérables ;

        iii. les phénomènes particuliers tels que les migrations ou les reproductions de masse ; et

        iv. les zones où peuvent être concentrés des mammifères marins ou des espèces menacées ;

    c. à envisager de réglementer la plongée récréative dans les directives de gestion de toutes les aires marines protégées ;

    d. à encourager les écoles de plongée établies à renforcer leurs exigences de formation de base en mettant l'accent sur la conservation et la protection ; et

e. à collaborer avec des organisations non gouvernementales nationales et internationales, avec la communauté scientifique et les acteurs compétents de l'industrie ainsi que les représentants de la communauté de plongée pour atteindre ces objectifs.

5. PRIE INSTAMMENT les gouvernements Membres de l'UICN :

a. de collaborer à l'élaboration d'un code de conduite international pour la plongée récréative qui devrait inspirer l'élaboration de codes environnementaux semblables aux niveaux local et national (adaptés aux circonstances, besoins et intérêts locaux spécifiques) pour la plongée récréative ;

b. d'aider à la mise en œuvre de codes de conduite environnementaux nationaux et locaux spécifiques à la plongée récréative ; et

c. de veiller à ce que ces codes soient appliqués par tous les agents de plongée récréative commerciaux/privés et autres acteurs pertinents de l'industrie ; et

6. PRIE INSTAMMENT les Parties aux Accords sur les mers régionales du PNUE et autres accords et conventions régionaux sur le milieu marin d'inclure la réglementation de la plongée récréative dans leurs stratégies, plans d'action et mesures de protection des habitats et de conservation de la diversité biologique marine et, lorsqu'il sera prêt, d'adopter le code de conduite international.

Auteur :
The Endangered Wildlife Trust

Co-parrains :
Wildlife and Environment Society of South Africa
Southern African Foundation for the Conservation of Coastal Birds
Wilderness Foundation
Fondation pour la Protection de la Biodiversité Marine
Namibian Nature Foundation
South African Association for Marine Biological Research
The Game Rangers Association of Africa

M107
La pollution sonore sous-marine en Afrique

RECONNAISSANT que les bruits anthropiques dans l'océan, selon leur source et leur intensité, sont une forme de pollution composée d'énergie qui peut dégrader l'habitat et avoir des effets pervers sur la vie marine entraînant perturbation, blessures et mortalité ;

RECONNAISSANT que le niveau des bruits a augmenté dans les océans autour du continent africain du fait des activités humaines, entre autres l'utilisation de l'environnement marin pour les loisirs, l'exploration et la production de pétrole, de gaz et de minerais, le trafic maritime, les installations offshore, le développement des télécommunications sous-marines et autres activités ;

RECONNAISSANT et SALUANT la Résolution 3.068 *Pollution acoustique sous-marine* adoptée par le 3e Congrès mondial de la nature de l'UICN (Bangkok, 2004) ;

RECONNAISSANT et SALUANT les efforts accomplis au niveau international et national, y compris ceux de l'Organisation maritime internationale, pour prendre en charge la pollution sonore sous-marine ;

PRÉOCCUPÉ et INQUIET, cependant, qu'aucune action ou mesure d'importance n'aient été développées et mises en œuvre en Afrique pour agir sur le niveau des bruits dans les océans du continent ;

RECONNAISSANT qu'il faut, de toute urgence, poursuivre la recherche sur le niveau, les effets et l'atténuation des bruits anthropiques sur les espèces marines en Afrique, et que ces travaux doivent obéir aux normes scientifiques les plus rigoureuses et être crédibles aux yeux du public tout en évitant les conflits d'intérêt ; et

RAPPELANT PAR AILLEURS l'engagement ferme de l'UICN envers la conservation des espèces et des habitats marins, comme en témoignent ses Résolutions et Recommandations antérieures ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE la Directrice général, avec l'aide des Membres de l'UICN, des Commissions et du Conseil, d'encourager et de soutenir le développement et la mise en œuvre de mesures destinées à promouvoir auprès des gouvernements africains la réduction des bruits anthropiques dans les océans du continent africain, et, par exemple, de porter la présente résolution à l'attention des Secrétariats et des Parties contractantes des Programmes des mers régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Conseil d'administration du PNUE et d'autres organisations intergouvernementales pertinentes, en particulier celles auprès desquelles l'UICN jouit du statut d'observateur, et de tenir les Membres de l'UICN informés des progrès réalisés sur cette question.

2. PRIE PAR AILLEURS la Directrice générale d'encourager les Membres de l'UICN et les Commissions à soutenir et mener de nouveaux travaux de recherche sur les effets des bruits anthropiques sur les espèces marines en Afrique et sur leur atténuation, et de faire en sorte que ces recherches obéissent aux normes scientifiques les plus rigoureuses et soient crédibles aux yeux du public, en évitant les conflits d'intérêt, et d'encourager l'application des résultats des recherches sur l'atténuation de la pollution sonore anthropique.

3. ENGAGE les gouvernements africains Membres de l'UICN, en utilisant les mécanismes qu'ils ont à leur disposition, et en vertu des lois nationales et internationales, y compris par l'élaboration d'instruments juridiques, à :

    a. surveiller et étudier, de manière ouverte, inclusive et transparente, les effets sur les espèces marines, y compris, mais pas exclusivement, les phénomènes d'échouement collectif et de mortalité, qui coïncident avec des moments et/ou des lieux soumis à d'intenses bruits anthropiques ;

    b. encourager la mise au point de technologies de substitution et d'exiger l'application des meilleures techniques de contrôle disponibles, et autres mesures d'atténuation, pour réduire les impacts des diverses sources sonores ;

    c. étudier comment limiter l'utilisation de sources sonores puissantes jusqu'à ce que leurs effets, à court et long termes, soient mieux connus, et, dans la plus large mesure possible, d'éviter d'utiliser ces sources dans l'habitat d'espèces vulnérables et les régions où des mammifères marins, et d'autres espèces menacées, pourraient se concentrer ;

    d. dans les cas de sonars militaires actifs et d'exploration sismique pour le pétrole et le gaz, agir de toute urgence pour réduire leur impact sur les cétacés et les autres espèces potentiellement vulnérables, en limitant les exercices d'entraînement militaire et les sondages sismiques à des régions et/ou des périodes à faible risque, et en s'efforçant de développer rapidement des normes internationales pour réguler leur usage ;

    e. intégrer des restrictions au bruit dans les lignes directrices sur la gestion des aires protégées ; et

    f. collaborer avec les organisations non gouvernementales nationales et internationales et avec la communauté scientifique pour parvenir à ces objectifs.

4. PRIE INSTAMMENT les gouvernements des Membres africains de l'UICN qui sont Parties aux Accords sur les mers régionales africaines du PNUE, et à d'autres conventions et accords marins régionaux, d'inclure le contrôle de la pollution sonore anthropique dans leurs stratégies, plans d'action et/ou leurs mesures de préservation des habitats et de conservation de la diversité biologique marine.

Auteur :
Endangered Wildlife Trust

Co-parrains :
Wildlife and Environment Society of South Africa
Southern African Foundation for the Conservation of Coastal Birds
Namibian Nature Foundation
South African Association for Marine Biological Research
Wildlife Conservation Society

M108

Soutenir la pérennisation des *Haenyo* de Jeju et leurs pratiques uniques de gestion responsable de l'écologique marine

SACHANT que depuis des siècles, les *Haenyo*, les plongeuses en apnée de l'île de Jeju, en Corée, un groupe à composition presque exclusivement féminine, exercent à titre professionnel l'exploitation contrôlée de ressources marines dans le cadre d'une activité économique fondée sur la collaboration et préservent leur profession ;

SACHANT PAR AILLEURS que leurs compétences, outils, chants de travail, système de croyances chamanistes, pratique d'une activité économique collective, réinvestissement communautaire, système d'apprentissage et d'aide mutuelle et, surtout, leur connaissance inégalée de l'écologie marine représentent un corpus exceptionnel de savoirs autochtones et un patrimoine culturel à la fois matériel et immatériel qui font d'elles des « messagères de la sagesse traditionnelle » ;

NOTANT que leurs pratiques incluent des activités de préservation de l'environnement à long terme comme le fait de réensemencer les populations de mollusques de l'océan, de contrôler leurs prélèvements en plongeant en apnée, de limiter le nombre de jours et d'heures de plongée ou encore de consacrer plusieurs plongées par mois au nettoyage des fonds marins, ce qui fait d'elles un modèle de conservation et de cohabitation salutaire entre l'homme et la nature en ce 21^{e} siècle ;

RECONNAISSANT le caractère unique de leur gestion responsable de l'écologie marine et la contribution qu'elles apportent depuis des siècles à la conservation des ressources marines locales grâce à des pratiques d'exploitation durable tout en ne bénéficiant à ce jour que d'une reconnaissance très limitée sur la scène internationale ;

PRÉOCCUPÉ face à la diminution substantielle du nombre d'*Haenyo*, passé de 23 081 en 1965 (soit 21,2% de la population féminine totale de l'île de Jeju) à 4995 en 2010 (soit 2,1% de la population féminine totale) et inquiet de constater que la majorité de ces plongeuses (97,5% d'entre elles) ont désormais plus de 50 ans, signe d'un net déclin de la transmission d'une génération à l'autre ;

ALARMÉ de constater que la pollution du littoral conjuguée à l'industrie de l'aquaculture ont entraîné une baisse des rendements et un affaiblissement des perspectives économiques pour cette main d'œuvre féminine et que ces éléments et d'autres changements sociaux et environnementaux amenés par la société moderne ont eu une telle incidence négative sur la communauté des *Haenyo* de Jeju que cette culture traditionnelle, fondée sur un mode de vie durable en harmonie avec la nature, est menacée de disparition à très court terme ;

TENANT COMPTE et s'inspirant de plusieurs résolutions apparentées adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008) et relatives aux droits et à la pérennisation des peuples autochtones, notamment la Résolution 4.049 *Appui aux territoires autochtones de conservation et autres aires conservées par des populations autochtones et des communautés*, la Résolution 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* priant la Directrice générale et d'autres parties de prendre des mesures spécifiques concernant la Résolution 4.055 *Intégrer la culture et la diversité culturelle dans la politique et le Programme de l'UICN,* la Résolution 4.056 *Stratégies de conservation fondées sur les droits*, la Résolution 4.058 *Conservation de la nature et réduction de la pauvreté* et, plus particulièrement, la Résolution 4.067 *Promouvoir la conservation et les moyens d'existence durables dans les régions insulaires* ;

SACHANT que l'UICN adhère aux principes énoncés dans le Programme sur la biodiversité et le changement climatique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science

et la culture (UNESCO) ;

NOTANT que l'île de Jeju est le seul site au monde à bénéficier d'une reconnaissance de l'UNESCO dans chacune des trois catégories de sciences naturelles de l'organisation, à savoir réserve de biosphère, site du patrimoine mondial naturel et géoparc mondial, et que la Province autonome spéciale de Jeju, en Corée, s'emploie de longue date à obtenir la reconnaissance par l'UNESCO des *Haenyo* et des multiples efforts qu'elles déploient au niveau local en faveur de la préservation de l'environnement ; et

RECONNAISSANT que les *Objectifs du Millénaire* pour le développement des Nations Unies ont pour thèmes principaux la préservation de l'environnement, l'égalité des sexes et l'élimination de la pauvreté dans le monde et que les Nations Unies accordent une grande place à l'autonomisation des femmes en milieu rural, comme souligné à la 56^{e} session de la Commission de la condition de la femme (New York, 2012) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT tous les Membres et partenaires de l'UICN et les organisations de l'ensemble de la communauté de la conservation de reconnaître et d'étudier plus avant l'histoire, l'importance sur le plan scientifique, l'état actuel et la valeur culturelle unique des *Haenyo* de Jeju, y compris la péninsule coréenne, afin de contribuer à l'élaboration de plans globaux pour leur sauvegarde.

2. DEMANDE aux Membres et partenaires de l'UICN d'approuver, de soutenir, de participer et de promouvoir la mise en place de politiques et de pratiques qui contribueront à protéger et à renforcer la communauté ci-dessus mentionnée au niveau du gouvernement local, régional et central aussi bien en Corée qu'à l'échelle internationale.

Auteur :
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment

Co-parrains :
Gotjawal Trust of Jeju, Jeju City Project 21
Jeju Special Self-Governing Province Agenda 21
Sustainable Environmental Education Center of Jeju Special Self-Governing Province
Local Agenda 21 - Seogwipo City, Corée

Explanatory Memorandum

The origin: Women divers are synonymous with Jeju. They collect valuable sea products including abalone, turban shells, sea cucumbers, seaweed and agar-agar without oxygen tanks. Divers are known to live along the sea village of the Korean peninsula. They are believed to exist before history was recorded. The number of divers in Jeju once reached 30,000 and they swam to China and Japan. Currently, there are 5,000 divers in Jeju.

Symbol of women divers: Wet suits – designed to minimize water resistance and maximize job efficiency; rowing songs – sung by women divers while paddling to the point where they would dive; sumbisori – divers make this hard sound once surfacing and releasing; it sounds like a whistle.

Farming the sea: Women divers work both on land and at sea. Once they dive, they usually hold their breath from 30 seconds to 2 minutes. On average, they spend 15 days a month

diving. It is amusing that they dive during the winter, and even when they are pregnant. They start learning to swim at the age of 7 or 8. When they turn 10 years old, they begin to dive. In their mid-teens, they are able to dive by themselves. In their 40s, their days consist of diving to the sea bed. Usually, they dive until their late 60s. There are a few divers still working into their 80s. The women divers are classified into four groups: hagun (beginner), junggun (intermediate) and sanggun (master). The best of the best are called daesanggun.

They expand their territory to Japan, China and even Russia: From the late 19th century, Jeju women divers have worked the Korean peninsula, Japan, China and even in the Russia sea. They hold annual rites to wish for a good harvest. Jeju Chilmeoridang Younddeung Gut, the 71th Jeju Intangible Heritage, was designated a World Intangible Heritage in 2009. The primary goal of diving was to make a huge profit. They could not only support their families, but contribute to the local economy.

Jeju women divers represent a sense of community and solidarity: Jeju women divers have a strong sense of community and solidarity. They are always together when they are at sea, even after they retire. For old and sick divers, they arrange a specially-designed sea area called ‘Halmang Badang’ where the water is shallow enough to allow the old and sick to work and earn money. It shows how warm-hearted Jeju women divers are toward the socially disadvantaged. There is also an area called ‘Hakkyo Badang’. They donate profits generated from there to the local schools to support students. This is indicative of their long tradition of being committed to the social welfare and education of their community. In addition, they are very active in helping poor colleagues by establishing the Jamsugae, a type of public fund.

M109

Faire progresser le rôle des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et leur potentiel pour contribuer à une réglementation mondiale sur les changements climatiques

CONSIDÉRANT les Résolutions 2.16 *Les changements climatiques, la biodiversité et le Programme global de l'UICN*, 2.17 *Climat et énergie* et 2.94 *Atténuation des changements climatiques et affectation des terres* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) ;

CONSIDÉRANT PAR AILLEURS les Résolutions 3.057 *Adaptation aux changements climatiques : un cadre pour les mesures de conservation* et 3.084 *Ratification du Protocole de Kyoto de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) ;

RAPPELLANT que la Résolution 4.075 *Objectifs d'atténuation des changements climatiques et actions pour la conservation de la biodiversité* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) prie instamment les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de conclure les négociations relatives à la mise en place d'un régime efficace, exhaustif et équitable sur les changements climatiques pour l'après-2012 et d'inclure dans ce régime, entre autres, des considérations écologiques et sociales et notamment la valeur des écosystèmes ;

RAPPELLANT PAR AILLEURS la Résolution 4.077 *Les changements climatiques et les droits de l'homme,* adoptée également par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

RAPPELANT EN OUTRE les préoccupations exprimées dans la Résolution 4.075, c'est-à-dire qu'une augmentation de la température mondiale de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels aurait très probablement des effets extrêmement graves sur les écosystèmes et les moyens d'existence, et sachant que l'accélération du rythme de l'augmentation des températures affecte la capacité des écosystèmes et des moyens d'existence à s'adapter ;

RECONNAISSANT que le troisième Domaine de programme du *Programme de l'UICN 2013-2016 : Des solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement* met en œuvre les connaissances de l'UICN dans le domaine du développement durable, de l'autonomisation et de la réduction de la pauvreté ;

SALUANT les avancées des Conférences des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 2010 (Cancun) et de 2011 (Durban) relatives notamment au Cadre d'adaptation, au mécanisme de Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+), et à la création d'un Fonds climatique vert pour aider les pays en développement dans leurs efforts d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets ; ainsi que l'accord de mise en place d'un nouvel instrument juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention, applicable à toutes les Parties ;

RESTANT CEPENDANT PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par l'écart important entre les promesses de réduction des émissions d'ici à 2020 faites par ces Parties et la voie à suivre

pour garantir une probabilité réelle de maîtriser l'augmentation de la température mondiale moyenne en-dessous de 2°C ou de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels[1] ;
NOTANT le désir des Parties à la Conférences des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de rendre le processus plus ambitieux et de le fonder, entre autres, sur le Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et sur les conclusions de l'examen 2013-2015 portant sur la pertinence de la prévision mondiale à long terme d'augmentation moyenne de la température mondiale de 2°C, en se basant sur les connaissances scientifiques les plus avancées en la matière, et notamment en étudiant la possibilité d'une augmentation moyenne de 1,5°C ;

SALUANT EN OUTRE la décision des Parties au Protocole de Kyoto sur la date de début de la deuxième période d'engagement du Protocole, fixée au 1er janvier 2013 ;

SOULIGNANT la valeur des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et NOTANT l'acceptation généralisée du rôle de la diversité biologique dans les processus écosystémiques et la généralisation du concept de service fourni par les écosystèmes ; et

PRENANT EN COMPTE la Décision X/2 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) relative au *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi, en particulier l'Objectif 15 : « D'ici à 2020, la résilience des écosystèmes et la contribution de la diversité biologique aux stocks de carbone sont améliorées, grâce aux mesures de conservation et de restauration, y compris la restauration d'au moins 15% des écosystèmes dégradés, contribuant ainsi à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de ses effets, ainsi qu'à la lutte contre la désertification » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE à la Directrice générale de :

a. améliorer et approfondir la mise en place, en collaboration avec les Commissions et les Membres de l'UICN, d'une stratégie visant à inclure la politique durable de l'UICN dans les processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et les forums en rapport, notamment le Partenariat REDD+ et le Programme de travail de Nairobi ;

b. promouvoir une action cohérente, aux priorités établies, dans l'ensemble de l'Union afin de faire progresser les solutions basées sur la nature pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets au niveau national, régional et local ;

c. réaliser, en collaboration avec les Commissions, les Comités nationaux et régionaux et les Membres de l'UICN, une étude afin d'évaluer dans quelle mesure les solutions basées sur la nature qui luttent contre les changements climatiques peuvent contribuer à réduire l'écart en matière d'émissions constaté entre les engagements mondiaux et les actions nécessaires pour empêcher que ne se réalisent des changements climatiques aux conséquences dévastatrices, et faire circuler largement cette étude, notamment auprès de la CCNUCC ;

[1] Évalués entre 5-9 $GtCO_2e$ (selon les politiques mises en place, auxquelles s'ajoutent les promesses) dans le Rapport sur l'écart en matière d'émissions, PNUE, novembre 2010. www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport

d. encourager, en collaboration avec les Commissions, les Comités nationaux et régionaux et les Membres de l'UICN, une « action préventive » pour mettre en œuvre l'adaptation et l'atténuation basée sur les écosystèmes au niveau national, régional et local ; et

e. Mettre au point des produits de connaissance essentiels qui contribueront au travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et de la Plateforme Intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques et, lors de l'élaboration de ces produits, se baser notamment sur l'information régionale recueillie lors des activités de projets de l'UICN.

Auteur :

Conseil de l'UICN

M110
Promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes

CONSIDÉRANT la Résolution 2.16, qui appelle la Directrice générale à encourager les activités favorisant la résilience des écosystèmes aux changements climatiques, notamment par : la création de zones tampon et de couloirs migratoires, la restauration des écosystèmes, la conservation des écosystèmes marins et côtiers, la protection des espèces et la préservation de la qualité des forêts ;

RAPPELLANT EN OUTRE la Résolution 4.075 qui priait instamment les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de conclure les négociations relatives à la mise en place d'un régime efficace, exhaustif et équitable sur les changements climatiques pour l'après 2012 et d'inclure dans ce régime, entre autres, l'intégration de considérations écologiques et sociales, notamment la valeur des écosystèmes ;

NOTANT les Décisions VII/15 et VIII/30 de la Convention sur la diversité biologique et leur reconnaissance du rôle des biens et services fournis par les écosystèmes dans l'adaptation ;

NOTANT PAR AILLEURS la Décision X/33 de la Convention sur la diversité biologique et sa référence directe aux approches fondées sur les écosystèmes dans l'adaptation, en invitant les Parties à reconnaître que les écosystèmes peuvent être gérés de façon à limiter les incidences des changements climatiques sur la biodiversité et à aider les populations à s'adapter aux effets négatifs des changements climatiques ;

NOTANT EN OUTRE le rapport du deuxième Groupe spécial d'experts techniques sur la biodiversité et les changements climatiques intitulé *Relier la biodiversité et les changements climatiques* ;

PRENANT EN COMPTE la Décision X/2 de la Convention sur la diversité biologique relative au *Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi, en particulier l'Objectif 15 ;

SOULIGNANT la valeur des solutions fondées sur la nature dans la lutte contre les changements climatiques, le rôle de la biodiversité dans les processus écosystémiques et l'importance croissante attachée à la diffusion du concept de services fournis par les écosystèmes ;

RECONNAISSANT que l'adaptation fondée sur les écosystèmes peut servir à (1) favoriser l'adaptation naturelle des espèces et des écosystèmes et (2) faciliter l'adaptation des populations face aux incidences inévitables des changements climatiques ;

NOTANT que l'adaptation fondée sur les écosystèmes est largement reconnue comme une option de l'adaptation au sens large, et qu'elle est inclue dans les Programmes d'action national aux fins de l'adaptation des pays les moins développés et des Plans et stratégies d'adaptation des autres pays ;

NOTANT que le Cadre d'adaptation de Cancun de la CCNUCC (FCCC/CP/2010/7/Add.1*)* invite les Parties à accroître leur action en matière d'adaptation en renforçant, entre autres, la résilience des systèmes socio-économiques et écologiques par le biais de la gestion durable des ressources naturelles ;

NOTANT EN OUTRE que la 17e Conférence des Parties à la CCNUCC a accepté, entre autres, de continuer son travail sur l'adaptation fondée sur les écosystèmes dans le cadre du Programme de travail de Nairobi[1] ; et

NOTANT ENFIN qu'en encourageant la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, l'adaptation fondée sur les écosystèmes permet une cohérence générale avec les autres engagements nationaux et internationaux ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. ACCEPTE la définition de l'adaptation fondée sur les écosystèmes fournie par le rapport du deuxième Groupe spécial d'experts techniques sur la biodiversité et les changements climatiques de la Convention sur la diversité biologique, intitulé *Relier la biodiversité et les changements climatiques (*Séries techniques n°41, Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (2009)), c'est-à-dire : *L'adaptation fondée sur les écosystèmes est le recours à la biodiversité et aux services écosystémiques dans le cadre d'une stratégie d'adaptation globale, aux fins d'aider les gens à s'adapter aux effets négatifs des changements climatiques.*

2. RECONNAIT qu'une approche fondée sur les écosystèmes dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques est également pertinente dans le domaine de la conservation et l'utilisation durable des espèces.

3. APPELLE les Membres de l'UICN et les autres parties intéressées à encourager l'adaptation fondée sur les écosystèmes dans leur travail général d'adaptation aux changements climatiques, notamment par le biais d'actions promouvant la gestion durable et la conservation qui protègent et restaurent la résilience et les capacités adaptatives des écosystèmes.

4. RECONNAIT que l'adaptation fondée sur les écosystèmes est mieux mise en œuvre lorsqu'elle fait partie d'une stratégie globale d'adaptation prenant en compte les multiples bénéfices sociaux, économiques et culturels pour les communautés locales.

5. APPELLE les pays donateurs et les institutions financières à reconnaître l'adaptation fondée sur les écosystèmes comme une option d'adaptation durable et potentiellement économique, pouvant compléter ou substituer d'autres modes d'adaptation et facilement disponible pour les populations rurales pauvres.

6. DEMANDE à la Directrice générale de veiller à ce que l'adaptation fondée sur les écosystèmes soit effectivement considérée comme une solution basée sur la nature dans le *Programme de l'UICN 2013-2016* et en particulier en :

    a. encourageant les activités fondées sur les écosystèmes menées par les pays eux-mêmes, alignées sur les priorités nationales ou sous-nationales, sensibles aux questions de genre et incluant des acteurs locaux ;

    b. étudiant en profondeur les liens entre l'adaptation fondée sur les écosystèmes et la conservation des forêts, l'eau, la réduction des risques de catastrophes et l'environnement marin ; et

[1] Programme de travail de Nairobi sur les incidences, la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques.

c. encourageant la divulgation des produits de connaissance relatifs aux enseignements tirés des activités et projets fondés sur les écosystèmes.

Auteur :

Conseil de l'UICN

M111
Considérations d'équité et de justice vis-à-vis du changement climatique

NOTANT que l'UICN offre une tribune aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé où débattre des programmes, politiques et projets relatifs à l'adaptation et à l'atténuation des effets du changement climatique ;

TENANT COMPTE de la Résolution 4.076 *Conservation de la biodiversité, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements* adoptée lors de la 4e Session du Congrès mondial sur la nature (Barcelone, 2008) et d'autres résolutions apparentées ;

RECONNAISSANT que le changement climatique soulève des questions difficiles en termes de justice, notamment en ce qui concerne la répartition des charges et des avantages entre pays pauvres et pays riches ; et

PRÉOCCUPÉ à l'idée qu'un ciblage inadapté de l'aide à l'adaptation en faveur des pays pauvres, ou des pauvres dans les pays pauvres, entrave la lutte contre les effets du changement climatique ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les Membres de l'UICN à s'engager en faveur des mesures d'adaptation visant à réduire au minimum les pertes et dégâts et à promouvoir le Fonds vert pour le climat et d'autres fonds similaires, notamment des régimes d'assurance, pour progresser sur la voie d'un développement économique écologique ;

2. DEMANDE à la Directrice générale de faire valoir des considérations d'équité et de justice sur le plan économique dans le cadre de l'accord mondial sur le changement climatique (s'agissant des effets du changement climatique et de leur atténuation) ; et

3. RECOMMANDE aux Membres de l'UICN d'intégrer les principes d'équité et de justice dans la réflexion sur l'adaptation au changement climatique concernant les communautés dépendantes des ressources naturelles dans les pays en développement.

Auteur :
Kalahari Conservation Society, Botswana

Co-parrains :
Environment Africa, Zimbabwe
Birdlife Botswana, Botswana
Khama Rhino Sanctuary, Botswana
University of Botswana, Botswana
In-Service Training Trust, Zambie

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M112

Intégrer les aires protégées dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique

SACHANT que l'un des trois Domaines de Programme du *Programme de l'UICN 2013-2016* a pour thème *Des solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement ;*

NOTANT que le *Programme de l'UICN 2013-2016* propose deux solutions principales basées sur la nature, à savoir l'adaptation basée sur les écosystèmes et l'atténuation basée sur les écosystèmes, dans l'objectif d'influencer des politiques sectorielles spécifiques et de démontrer l'efficacité de ces solutions sur le terrain ;

NOTANT ÉGALEMENT que le *Programme de l'UICN 2013-2016* ne décrit pas en quoi les aires protégées contribuent à des stratégies spécifiques et à l'obtention de résultats en lien avec la production de connaissances et la recherche de solutions relatives au déploiement de *solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement* et ne fait pas non plus mention d'initiatives d'élaboration de programmes relatifs aux aires protégées et au changement climatique ;

RECONNAISSANT que la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN et ses partenaires, grâce à la publication de l'ouvrage *Solutions naturelles : les aires protégées aident les hommes à faire face au changement climatique* et à des initiatives connexes, ont fait mieux connaître la contribution de réseaux d'aires protégées gérés de manière efficace, écologiquement représentatifs et bien reliés en tant que solutions basées sur la nature permettant de relever les défis associés au changement climatique ; et

RAPPELANT que la Résolution 4.076 *Conservation de la biodiversité, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) demandait à la Directrice générale de l'UICN de soutenir l'élaboration de stratégies nationales qui permettent de lutter contre les effets du changement climatique sur la biodiversité grâce à une gestion intégrée adéquate des paysages terrestres et marins et à des réseaux d'aires protégées efficaces en préparant, entre autres, des lignes directrices et des études de cas sur les meilleures pratiques, en consultation avec les Commissions de l'UICN ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SALUE le travail accompli par la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN et ses partenaires en vue de mieux faire connaître la contribution de réseaux d'aires protégées gérés de manière efficace, écologiquement représentatifs et bien reliés aux efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique basés sur les écosystèmes.

2. AFFIRME que les efforts visant à étendre le réseau mondial d'aires protégées améliorent les avantages pour tous de la diversité biologique et des services écosystémiques.

3. APPELLE toutes les composantes de l'UICN à soutenir les gouvernements et autres parties prenantes dans la mise en œuvre d'actions relatives au renforcement de la contribution des réseaux d'aires protégées à la lutte contre les effets du changement climatique, à l'amélioration de la résilience au changement climatique et à l'atténuation du changement climatique.

4. APPELLE ÉGALEMENT toutes les composantes de l'UICN à appuyer la Directrice générale dans la mise en œuvre des initiatives énumérées ci-après.

5. DEMANDE à la Directrice générale de travailler en étroite collaboration avec les Commissions de l'UICN, notamment la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN et tous les programmes thématiques mondiaux, ainsi qu'avec les organisations internationales traitant des aires protégées terrestres et marines, les populations autochtones, les sociétés savantes, les organismes chargés de la gestion sectorielle, les industries et les organisations non gouvernementales afin de :

    a. établir des lignes directrices et des études de cas sur les meilleures pratiques sur le terrain visant à faire figurer la création, l'élargissement, la restauration écologique et la gestion efficace de réseaux d'aires protégées dans les politiques et stratégies nationales, infranationales et sectorielles relatives à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets ; et

    b. entreprendre des travaux de recherche et d'analyse, concevoir des méthodes d'évaluation et mettre en œuvre des outils et des stratégies pour :

        i. évaluer, sur les plans qualitatif et quantitatif, la contribution qu'apportent et que peuvent apporter les aires protégées et les réseaux d'aires protégées existants aux efforts d'adaptation et d'atténuation au changement climatique basés sur les écosystèmes ;

        ii. élargir le réseau d'aires protégées de façon à exploiter les possibilités de conserver la diversité biologique et les services écosystémiques, de contribuer au bien-être de l'homme, de protéger et d'accroître les stocks de carbone, de maximiser le potentiel des processus naturels de piégeage du carbone grâce à des écosystèmes sains et de procurer des avantages en matière d'adaptation au changement climatique ; et

        iii. gérer les aires protégées, y compris la restauration écologique des aires importantes pour la conservation de la diversité biologique, la conservation des valeurs associées aux aires protégées et le maintien et la restauration des stocks de carbone, de sorte que l'adaptation et l'atténuation au changement climatique ainsi que la conservation de la diversité biologique et des avantages connexes procurés par les aires protégées soient optimisées.

6. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale d'inclure les actions ci-dessus énumérées au titre de stratégies spécifiques qui seront entreprises dans le cadre du *Programme de l'UICN 2013-2016* relatif au déploiement de *solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement.*

Auteur :

Parks Canada Agency

Co-parrains :

Parks Victoria
Canadian Wildlife Service, Environment Canada
Fisheries and Oceans Canada
Society for Ecological Restoration International
Department of Conservation, Nouvelle-Zélande
Ministry of Environment and Natural Resources, Kenya
US Department of the Interior - National Park Service

Korea National Park Service
The WILD Foundation
Canadian Parks and Wilderness Society
Nature Canada
Nature Kenya - The East Africa Natural History Society
Canadian Association of Zoos and Aquariums

M113
L' énergie et la conservation

CONSIDÉRANT que les Nations Unies ont proclamé 2012 Année internationale de l'énergie durable pour tous et constatant la reconnaissance du rôle crucial de l'UICN dans la conception de politiques mondiales, que reflète la nomination de la Directrice générale de l'UICN dans le Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous, constitué par le Secrétaire général des Nations Unies ;

CONSCIENT de l'importance fondamentale de l'accès à une énergie abordable pour réduire la pauvreté et garantir les moyens d'existence ;

NOTANT que le futur de l'énergie affecte toutes les populations – femmes et hommes, jeunes et vieux – et que les femmes et les enfants sont souvent ceux qui profitent le plus de l'introduction de services énergétiques renouvelables et durables ;

RECONNAISSANT que plus de 1,3 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité et que plus de 2,7 milliards utilisent l'énergie de la biomasse pour cuisiner[1], alors qu'il est avéré que ses effets sont néfastes pour la santé ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les énergies renouvelables[2] jouent un rôle essentiel dans la transition vers une économie verte[2] ;

SACHANT que la part actuelle des énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) dans la consommation énergétique mondiale est de 81% et que celles-ci sont responsables de 65% de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre dans le monde[1], et qu'il est prévu que la demande mondiale en énergie augmente de 40% entre 2009 et 2035[1] du fait des effets conjugués de l'amélioration des conditions de vie et de la croissance démographique ;

CONVAINCU que l'une des façons les plus efficaces d'atteindre les objectifs énergétiques pour atténuer les changements climatiques, réduire la pollution et les risques sanitaires et lutter contre la pauvreté énergétique, est d'améliorer l'efficacité énergétique et d'établir des systèmes de prix reflétant le coût environnemental réel des différentes sources énergétiques ;

RECONNAISSANT que même dans les prévisions incluant des mesures d'efficacité énergétique performantes, toutes les sources énergétiques et y compris les énergies fossiles sont susceptibles de faire partie de l'approvisionnement énergétique mondial dans un futur proche ;

PRÉOCCUPÉ par le déclin des sources d'approvisionnement traditionnelles et leur difficulté d'accès croissante, qui entraînera probablement une exploitation grandissante des sources d'énergies fossiles non conventionnelles (sables bitumineux et gaz de schiste par exemple), avec des conséquences sur les écosystèmes potentiellement graves mais encore non quantifiées à l'heure actuelle, d'où l'importance d'adopter une approche préventive ;

PRENANT NOTE que pour avoir 50% de chances de limiter à 2 degrés Celsius l'augmentation de la température moyenne mondiale (Accords de Cancun, 16ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques)[3] {*un objectif qui sera probablement dépassé alors qu'il a déjà des conséquences*

[1] AIE (2011) Perspectives mondiales de l'énergie 2011, Agence internationale de l'énergie.
[2] L'énergie issue des processus naturels, constamment renouvelée (…) inclut les ressources solaires, éoliennes, de la biomasse, géothermiques, hydrauliques et océaniques. AIE (2008), Information sur les énergies renouvelables, Agence internationale de l'énergie.
[3] http://cancun.unfccc.int/

environnementales, économiques et sociales graves}, la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique mondial devra au moins doubler par rapport à 2009, où elles représentaient 13% du total, pour passer à 27% d'ici à 2035, et ce même si des mesures d'efficacité énergétique performantes sont adoptées[1] ;

SOUTENANT les quelques 100 pays ayant mis en place des politiques favorables aux énergies renouvelables[4], et reconnaissant que la mise en place de telles politiques, conjuguées à des mesures d'efficacité énergétique et à des solutions basées sur la nature pour s'adapter aux changements climatiques et atténuer leurs effets, est essentielle pour éviter les effets dangereux du changement climatique ;

CONSCIENT que toutes les sources énergétiques – y compris les énergies renouvelables – et leur infrastructure de production et de distribution ont des incidences sociales et environnementales potentiellement négatives, et qu'il est essentiel de mettre en place des évaluations d'impacts et une planification rigoureuse pour éviter, minimiser et gérer ces impacts ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les discours actuels sur les sources énergétiques existantes et nouvelles et les technologies considérées comme « propres » et/ou renouvelables sont essentiellement axés sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et qu'ils oublient de prendre en compte la totalité des incidences sur la diversité biologique et les moyens d'existence ;

PRÉOCCUPÉ EN OUTRE par le fait que la sécurité énergétique, l'approvisionnement en eau et la sécurité alimentaire sont inextricablement liés et doivent être abordés ensemble, alors qu'ils sont souvent considérés séparément ;

RAPPELANT la Recommandation 12 de l'UICN *Énergie et conservation* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à Kinshasa (1975), qui recommande « *que les gouvernements éveillent largement la compréhension du public, favorisent des discussions sur le large éventail de sources d'énergie disponibles, fassent prendre conscience au public des limites naturelles de l'utilisation humaine de l'énergie et de la nécessité d'adopter des modes de vie compatibles avec ces principes* » ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 15/9 de l'UICN, adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à Christchurch (1981), qui souligne « *que l'utilisation de certaines sources d'énergies renouvelables peut être préjudiciable à l'environnement naturel* » (…) et qui « *demande instamment aux organismes nationaux et internationaux de s'assurer que l'impact sur l'environnement de tout projet de développement énergétique soit évalué avant que la décision d'engager les travaux ne soit prise et que, une fois la décision prise, l'on tienne compte des processus écologiques, des ressources vivantes et du paysage dans leur conception et leur mise en œuvre* » ;

RAPPELANT PAR AILLEURS la Résolution 3.059 adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 3ème Session (Bangkok, 2004), laquelle s'appuyait sur la Résolution 2.17 *Climat et énergie* adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 2ème Session (Amman, 2000), qui demandait à l'UICN de faire progresser « *des systèmes énergétiques respectueux de l'environnement qui favorisent le développement durable, en tant que volet indispensable et essentiel des objectifs de l'Union en matière de conservation* » ; et rappelant que le Congrès mondial de la nature à sa 4ème Session (Barcelone, 2008) a adopté les Résolutions 4.081 *L'accès équitable à l'énergie,* qui demande aux Membres de l'UICN d'éclairer les décisions

[4] REN21 (2011), Énergies renouvelables 2011 : rapport sur la situation mondiale. Renewable Energy Policy Network for the 21st Century.

politiques et d'investissement aux niveaux national et sous-national pour améliorer l'accès à l'énergie, 4.082 *L'énergie durable à base de biomasse,* et 4.083 *La production d'agrocarburants industriels*, qui souligne notamment les impacts négatifs sur la biodiversité et la sécurité alimentaire ;

RAPPELANT la Décision X/33 *Biodiversité et changements climatiques* de la 10ème Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui priait instamment les Parties, les autres gouvernements, organismes internationaux et organisations concernées de, entre autres : lors de la planification et de la mise en œuvre d'activités efficaces d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci, y compris les activités liées aux énergies renouvelables, tenir compte de leurs incidences sur la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, et éviter la conversion ou la dégradation des zones importantes pour la diversité biologique: i) en tenant compte des connaissances traditionnelles, y compris de la pleine participation des populations autochtones et des communautés locales ; ii) en s'appuyant sur une base de connaissances scientifiquement vérifiable ; iii) en examinant les éléments de la diversité biologique importants pour sa conservation et son utilisation durable ; iv) en appliquant l'approche par écosystème ; et v) en développant des évaluations de la vulnérabilité des écosystèmes et des espèces ; et

PRENANT CONSCIENCE des investissements croissants dans la production d'énergies renouvelables et fossiles non conventionnelles, et réalisant que les gouvernements mettent en place de nouveaux mandats et politiques dans le domaine des énergies renouvelables, considère essentiel que l'UICN appelle les gouvernements et le monde des affaires à prendre en compte les incidences sur la diversité biologique, l'offre de services fournis par les écosystèmes, l'approvisionnement en eau, la sécurité alimentaire, l'utilisation durable des ressources naturelles et les moyens d'existence ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les gouvernements et le monde des affaires à :

    a. Reconnaître que toutes les sources énergétiques – y compris les énergies renouvelables – et leur infrastructure de production et de distribution ont des incidences sociales et environnementales potentiellement négatives, et que les évaluations d'impacts et une planification rigoureuse sont essentielles pour éviter, minimiser et gérer ces impacts ;

    b. Reconnaître que les choix en matière de sources énergétiques doivent prendre en compte les liens inextricables entre l'énergie, l'approvisionnement en eau et la sécurité alimentaire ;

    c. Adopter le principe de précaution quant au développement des sources d'énergies fossiles non conventionnelles ;

    d. Adopter des approches fondées sur les écosystèmes – telles que définies et demandées instamment par la Convention sur la diversité biologique – dans tout programme énergétique, incluant ceux basés sur les énergies renouvelables, afin de garantir leur viabilité et leur résilience sur le long-terme ; et

    e. Collaborer pour développer rapidement des solutions énergétiques décentralisées qui fournissent un accès universel à des alternatives énergétiques propres, et impliquer et autonomiser les femmes et les jeunes dans la conception et la mise en œuvre de politiques énergétiques durables.

2. PRIE en particulier instamment les gouvernements de :

    a. Garantir que les politiques respectent les engagements énoncés dans les conventions et accords internationaux ;

    b. Garantir la cohérence des politiques énergétiques avec les politiques relatives à la diversité biologique, aux moyens d'existence, à l'approvisionnement en eau et à la sécurité alimentaire et à l'accès aux énergies grâce à une coordination entre les ministères de l'énergie et les autres ministères concernés, notamment ceux en charge de l'environnement et de la planification ;

    c. Réaliser une Évaluation d'impact environnemental et social stratégique afin de mettre en évidence les incidences des multiples politiques et programmes énergétiques sur les paysages terrestres et marins, et notamment sur la diversité biologique et les moyens d'existence ; et

    d. Supprimer les subventions destinées aux sources énergétiques comportant des risques environnementaux et sociaux élevés, et encourager les sources énergétiques renouvelables effectives et efficaces.

3. PRIE en particulier instamment le monde des affaires de :

    a. Orienter ses investissements vers des projets qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, favorisent la conservation de la diversité biologique (en soutenant et en restaurant notamment les écosystèmes) et améliorent l'accès à l'énergie ; et

    b. Réaliser une Évaluation d'impact environnemental et social intégrée pertinente, comportant notamment des évaluations complètes du cycle de vie des incidences directes et indirectes, et inclure celles-ci dans la planification et l'exécution des projets ; et utiliser les meilleures pratiques industrielles lors de la conception, de la construction, de l'exploitation et du démantèlement des programmes énergétiques.

4. APPELLE les Membres et les Commissions de l'UICN (en particulier la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales) à :

    a. Travailler avec le secteur énergétique pour gérer efficacement les impacts environnementaux et sociaux des sources énergétiques ; aider le secteur et les entreprises du secteur à comprendre, à éviter, à minimiser et à gérer les risques et opportunités existantes de conservation de la diversité biologique, des moyens d'existence et d'amélioration de l'accès à l'énergie ; et

    b. Identifier les solutions que peut offrir la nature face au défi énergétique actuel, dans les limites écologiques existantes.

5. APPELLE la Directrice générale de l'UICN à :

    a. S'appuyer sur les réalisations du *Programme 2009-2012 Des énergies naturelles pour demain* lors de la mise en œuvre du *Programme de l'UICN 2013-2016* ;

    b. Conseiller les gouvernements et le monde des affaires sur les risques et les opportunités existantes pour conserver la diversité biologique, les moyens d'existence et améliorer l'accès à l'énergie pour toutes les sources énergétiques ;

    c. Contribuer à l'élaboration et à la promotion de principes et de directives à destination du monde des affaires, afin d'intégrer les considérations relatives à la

diversité biologique lors de la phase d'évaluation et de conception des projets énergétiques, qu'il s'agisse de projets énergétiques de grande envergure ou de multiples projets énergétiques à petite échelle ; et

d. Encourager l'application d'approches basées sur les écosystèmes (telles que définies par la Convention sur la diversité biologique) pour un développement énergétique durable auprès de tous les acteurs concernés – notamment en ce qui concerne toutes les sources énergétiques renouvelables basées sur des processus naturels qui dépendent donc de la viabilité et de la résilience à long-terme des écosystèmes.

Auteur :
Conseil de l'UICN

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

Explanatory Memorandum

IUCN has general Resolutions on the need for more sustainable energy, and several Resolutions on specific energy technologies, such as hydropower (2.19 *Responding to the recommendations from the World Commission on Dams*, amongst others), biofuels (4.082 *Sustainable biomass-based energy*; 4.083 *Industrial agrofuel production*) and wind (4.135 *Environmental impact of wind-based power production in Spanish and Portuguese mountain areas*).

However, there are many existing and emerging sources of energy, both renewable and fossil fuel based, conventional and unconventional. To meet today's energy challenge, new energy sources are being discovered and energy technologies are constantly evolving. It is very difficult and arguably not desirable to have separate resolutions and recommendations that respond to each energy source and technology. Such a process would be inefficient and would not allow IUCN to respond quickly to new and emerging energy issues (as seen with biofuels developments, and shale gas and the associated issues of fracking).

A single resolution that: (i) Builds on previous energy-related Resolutions and Recommendations, (ii) Can apply to all existing, emerging and future energy sources and technologies, (iii) Promotes the application of an ecosystem-based approach for sustainable energy development, and (iv) Considers the precautionary principle, linkages with food and water security and improving access to energy where relevant, is therefore urgently needed.

M114
Accès à l'énergie, promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables

OBSERVANT que les changements climatiques sont l'une des premières menaces pour la diversité biologique ;

OBSERVANT ÉGALEMENT que la production des combustibles fossiles, leur exploitation, leur combustion et leur évacuation, ainsi que l'évacuation de leurs déchets, sont la cause principale des changements climatiques ;

NOTANT que les énergies provenant du soleil, du vent, des océans, de la chaleur de la terre sont des solutions naturelles pour réduire les émissions de dioxyde de carbone, de méthane, d'oxydes d'azote, des particules de carbone noir et des fluorohydrocarbures (HCF-23) qui sont la cause principale des changements climatiques et sont, par ailleurs, dangereuses pour la santé humaine et l'environnement ;

NOTANT ÉGALEMENT que les mesures d'efficacité énergétique, réduction de la demande en énergie et récupération ou utilisation des déchets provenant de l'incinération des combustibles fossiles, sont les moyens les plus propres, les plus économiques et les plus rapides de réduire les émissions de gaz à effet de serre ;

RAPPELANT la Résolution 2.17 *Climat et énergie* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000), la Résolution 3.059 *Activités de l'UICN dans le domaine de l'énergie qui concernent la conservation de la diversité biologique* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), et les Résolutions 4.077 *Les changements climatiques et les droits de l'homme* et 4.081 *L'accès équitable à l'énergie* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

SACHANT que toutes les résolutions mentionnées ci-dessus invitaient à l'institution, dans le cadre du Secrétariat de l'UICN, d'un programme destiné à faire la promotion de ce type de programme en faveur des énergies basées sur la nature ; et

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que le Conseil de l'UICN a éliminé du *Programme de l'UICN 2009-2012* le domaine thématique prioritaire portant sur l'énergie ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 *:*

DÉCIDE que :

a. l'accès à l'énergie et la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables seront inclus dans le *Programme de l'UICN 2013-2016* comme l'un des principaux thèmes, soit dans le cadre du Domaine thématique prioritaire sur les changements climatiques ou celui intitulé « Une économie mondiale plus verte » ;

b. le titre du Domaine de programme choisi sera corrigé pour inclure la promotion des énergies durables ; et

c. le budget 2013-2016 prévoira un personnel qualifié et les ressources afin de développer et mettre en œuvre ce programme, ayant à l'esprit le seul Programme, c'est-à-dire de concert avec les Commissions et les Membres de l'UICN.

Auteur :

Center for Environmental Legal Studies of Pace Law School

Co-parrains :

International Council of Environmental Law
Asia-Pacific Centre for Environmental Law
Centre international de droit comparé de l'environnement
The Ecological Society of the Philippines
Environmental Law Institute
Instituto de Derecho y Economía Ambiental
Natural Resources Defense Council
Sierra Club, USA

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact. L'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires. Cette motion propose un amendement au Programme de l'UICN 2013-2016.

M115
Une production responsable d'énergies renouvelables

RAPPELANT que la mission de l'UICN est « d'influencer les sociétés du monde entier, de les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable » ;

CONSCIENT que l'accès aux sources d'énergie est important pour le développement humain ;

RECONNAISSANT que la demande énergétique augmente dans de nombreuses régions du monde ;

RAPPELANT que le monde est confronté à des problèmes découlant du changement climatique, conséquence de la production de gaz à effet de serre liée à l'utilisation de combustibles fossiles ;

RECONNAISSANT le rôle important des énergies renouvelables s'agissant du remplacement des combustibles fossiles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ;

RAPPELANT que la Résolution 4.081 *L'accès équitable à l'énergie* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), exprimait le besoin de « diversifier les approvisionnements en énergie en mettant au point des technologies (...) plus propres, saines, plus efficaces, (...) socialement acceptables et écologiquement rationnelles » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la Résolution 4.082 *L'énergie durable à base de biomasse* et la Résolution 4.083 *La production d'agrocarburants industriels* adoptées par ce même Congrès, exprimaient les préoccupations au sujet des effets de l'utilisation d'agrocarburants sur l'environnement et la société ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la production d'agrocarburants industriels :

a. contribue fortement à la déforestation et à la dégradation des forêts remplacées par des monocultures destinées à produire des agrocarburants ;

b. force des populations à quitter leurs terres et les prive de la possibilité de cultiver les aliments nécessaires à leur survie ; et

c. est responsable de l'augmentation des gaz à effet de serre au cours des différentes phases du cycle de production des agrocarburants en question ; et

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ face à l'essor de l'industrie éolienne à terre et en mer, qui s'explique par le fait que cette énergie est considérée comme renouvelable, lequel s'accompagne d'incidences directes qui ne doivent pas être négligées et qui touchent le paysage, les sols, la flore et la faune, y compris, dans plusieurs cas, des espèces inscrites sur la *Liste rouge des espèces menacées de l'UICN* ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RECOMMANDE que les gouvernements :

a. mènent des analyses sur les incidences potentielles sur les plan écologique et social, mais aussi sur les droits de l'homme, des sites de production à grande échelle d'agrocarburants et des installations de production d'énergie éolienne à terre et en mer tout au long de leur cycle de vie ;

b. mènent des études d'impact sur l'environnement de la production d'agrocarburants, conformément à la législation en vigueur dans chaque pays ;

c. évitent la mise en place de projets de production d'énergie éolienne ou d'agrocarburants dans les aires naturelles protégées importantes aux niveaux régional, national ou international, à l'image des sites du réseau Natura 2000 de l'Union européenne, ainsi que dans leurs zones d'influence et dans les habitats d'espèces particulièrement sensibles et vulnérables ;

d. prévoient dans leurs plans énergétiques la décentralisation des systèmes de production d'énergies renouvelables afin d'éviter l'implantation des infrastructures de grande envergure liées aux systèmes centralisés et, ainsi, de réduire les incidences sur les plans écologique et social.

2. DEMANDE à la Directrice générale d'encourager l'établissement d'un rapport, à partir des données de l'UICN, qui sera mis à la disposition des Membres et qui comprendra une étude des impacts sur les plans écologique et social causés à ce jour par la production et la consommation de biocarburants à grande échelle.

3. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de déclarer un moratoire sur l'élaboration de projets de production de biocarburants de première et deuxième générations jusqu'à ce que des dispositifs de prévention aient été établis pour garantir la mise en place durable et sûre de tels projets.

Auteur :
Fundación Naturaleza y Hombre

Co-parrains :
SEO/BirdLife
Fundación Oxígeno
Centro de Extensión Universitaria e Divulgación Ambiental de Galicia (CEIDA)
Oceánidas
Quercus - Associação Nacional de Conservação da Natureza

M116
Développement des énergies renouvelables et conservation de la biodiversité

RAPPELANT que la politique énergétique doit, en premier lieu, reposer sur les économies d'énergie ;

RAPPELANT ÉGALEMENT les Résolutions 2.17 *Climat et énergie* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000), 3.057 *Adaptation aux changements climatiques : un cadre pour les mesures de conservation* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), 4.076 *Conservation de la biodiversité, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements* et 4.078 *Appel à l'action pour faire face aux changements environnementaux mondiaux* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

CONSIDÉRANT que le monde est confronté à des changements climatiques globaux qui entraînent une perte croissante de biodiversité et les évaluations du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) qui soulignent le risque d'effets graves des changements climatiques sur les écosystèmes et les espèces, par exemple le risque d'extinction d'un tiers des espèces ou l'intensification du blanchissement des récifs coralliens ;

RECONNAISSANT le rôle important que jouent les écosystèmes dans l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques ;

SOULIGNANT que l'extraction et la combustion des hydrocarbures sont responsables de 80% des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique dans l'atmosphère ;

RAPPELANT que, pour répondre à la fois au défi du réchauffement climatique et à la raréfaction progressive des énergies fossiles, de nombreux pays se sont engagés dans le développement des énergies renouvelables ;

NOTANT que, selon un récent rapport du GIEC, 77% des besoins énergétiques mondiaux pourraient êtres couverts par les énergies renouvelables, à condition d'une forte volonté politique ; et

CONSIDÉRANT que les projets basés sur le développement des énergies renouvelables présentent moins de risques pour l'environnement que les autres modes de production basés sur les énergies fossiles, mais qu'ils peuvent aussi engendrer des impacts importants sur les écosystèmes, comme dans le cas de l'hydroélectricité ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE aux États de :

a. s'engager résolument dans la voie des énergies renouvelables en favorisant leur déploiement conformément aux exigences du développement durable, intégrant en particulier les économies d'énergie, la préservation des écosystèmes et la concertation avec les différentes parties prenantes ;

b. soutenir plus fortement la recherche et l'innovation en faveur des énergies renouvelables afin de réduire et de remplacer progressivement les modes de production et de consommation non durables actuels basés sur les énergies fossiles ;

c. développer des politiques, des systèmes et des projets énergétiques, en :

i. appliquant le principe de précaution pour les milieux naturels les plus sensibles ;

ii. exigeant une application stricte de la réglementation sur les études d'impacts (biodiversité, paysages, etc.) et du principe « éviter, réduire, compenser » ;

iii. demandant la réalisation de diagnostics écologiques précis selon le type d'énergie utilisée ;

iv. veillant à ce que les opérateurs soient correctement formés et évalués sur les techniques les moins dommageables pour la biodiversité, en particulier pour les éoliennes en mer qui doivent prendre en compte la préservation de la biodiversité marine, le maintien des ressources halieutiques, et éventuellement contribuer à la création de récifs artificiels validés par la communauté scientifique et les parties prenantes ;

v. évitant l'emprise au sol des équipements en utilisant les espaces bâtis existants ou en la limitant au maximum sur des sites déjà artificialisés afin de ne pas concourir à la dégradation des milieux naturels ;

vi. encourageant une attention particulière sur l'efficacité énergétique ; et

vii. renforçant la concertation avec l'ensemble des acteurs de la société civile, notamment avec les associations de protection de la nature et les gestionnaires d'espaces naturels ; et

d. d'intégrer la préservation de la diversité biologique dans toutes les politiques nationales et régionales de l'énergie, afin de :

i. permettre un véritable développement durable des territoires terrestres et marins prenant en compte la préservation et la valorisation des milieux naturels ; et

ii. reconnaître et valoriser le rôle joué par les écosystèmes et les réseaux d'aires protégées en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

Auteur :
Fédération des Clubs alpins français

Co-sponsors:
Commission Internationale pour la Protection des Alpes
Staatsbosbeheer
Agence des Aires Marines Protégées
Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Réserves Naturelles de France
Fondation pour la nature et l'homme
Office National des Forêts
Office pour les insectes et leur environnement
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Fondation Nature & découvertes
Association Française des Ingénieurs Ecologues

Pro-natura International
Association Kwata
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune

M117
Les barrages et les infrastructures hydrauliques

CONSIDÉRANT la Résolution 2.19 et la Résolution 3.087, adoptées respectivement lors des deuxième et troisième sessions du Congrès mondial de la nature, qui s'appuyaient sur l'étude mondiale sur les grands barrages réalisée par la Commission mondiale des barrages et recommandaient de procéder à des évaluations complètes des grands barrages afin d'équilibrer les besoins environnementaux, sociaux et économiques en fonction des sept priorités stratégiques[1] publiées par la Commission mondiale des barrages en 2000 ;

SACHANT que la Commission mondiale des barrages continue d'être une référence, mais que ses recommandations ne sont pas acceptées par tous les acteurs ; et
RECONNAISSANT les autres ensembles de politiques internationalement publiées produites par différents acteurs du débat sur les barrages ayant à l'esprit des objectifs ou des groupes d'intérêt spécifiques, notamment : (i) les Politiques de sauvegarde de la Banque mondiale ; (ii) les normes de performance de la Société financière internationale ; (iii) les principes de l'Équateur ; (iv) le Protocole d'évaluation de la durabilité de l'hydroélectricité ; (v) l'outil d'évaluation rapide de la durabilité de l'hydroélectricité dans les bassins, afin de rassembler les acteurs pour prendre de nouvelles mesures communes, qui constitueront des bonnes pratiques et se baseront sur des éléments présents dans les priorités de la Commission mondiale des barrages ;

RAPPELANT que la politique existante de l'UICN sur les barrages est basée sur les Résolutions et Recommandations précédentes adoptées par l'Assemblée générale de l'UICN et les sessions du Congrès mondial de la nature, en particulier les Résolutions 19.28 : *Étude d'impact sur l'environnement* (Buenos Aires, 1994) ; 19.29 : *Constructions de barrages, irrigation et détournement d'eau* (Buenos Aires, 1994) ; 1.98 : *Le développement écologiquement durable du bassin du Mékong* (Montréal, 1996) ; 2.19 : *Donner suite aux recommandations de la Commission mondiale des barrages* (Amman, 2000) ; 2.34 : *Les institutions financières multilatérales et bilatérales et les projets qui ont des incidences sur la diversité biologique et les caractéristiques naturelles* (Amman, 2000) ; 2.58 : *Problèmes de gestion écologique relatifs aux grands barrages* (Amman, 2000) ; 3.061 : *Interaction de l'UICN avec le secteur privé* (Bangkok, 2004) ; 3.087 : *Institutions financières et recommandations de la Commission mondiale des barrages* (Bangkok, 2004) ; 3.110 : *Promouvoir une gestion responsable des ressources d'eau dans la région du Mékong* (Bangkok, 2004) ; 4.052 : *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (Barcelone, 2008) ; 4.087 : *Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées* (Barcelone, 2008) ; et 4.091 : *L'évaluation environnementale stratégique des politiques, plans et programmes publics comme instrument de conservation de la biodiversité* (Barcelone, 2008) ;

CONSCIENT du besoin de consolider et d'accroître la capacité de stockage de l'eau face aux variations croissantes de sa disponibilité résultant des changements climatiques ; conscient en outre que la demande en eau et en énergie due à la croissance démographique et économique met une pression croissante sur les ressources hydrauliques disponibles, avec des incidences désastreuses sur la biodiversité ; et conscient que l'intérêt envers l'hydroélectricité en remplacement des énergies fossiles a augmenté considérablement, et soulignant l'importance d'améliorer la durabilité dans la conception, la construction et l'exploitation des barrages et la gestion des réservoirs pour la production d'énergie

[1] 1) Obtenir l'accord du public ; 2) Évaluation exhaustive des options ; 3) Optimisation des barrages existants ; 4) Préservation des cours d'eau et des moyens de subsistance ; 5) Reconnaissance des droits et partage des avantages ; 6) Assurer le respect des normes ; 7) Partage des cours d'eau pour la paix, le développement et la sécurité.

hydraulique, l'irrigation, le stockage de l'eau, les ressources halieutiques et autres utilisations essentielles pour les communautés locales ;

FORTEMENT CONSCIENT des conséquences et conflits potentiels liés à l'altération des conditions de vie et des moyens d'existence et des dommages sur l'environnement lorsque des normes de diligence et de performance inférieures sont en vigueur, notamment lorsqu'il n'existe pas de mesures adéquates pour éviter, atténuer ou compenser les incidences négatives ; et soulignant par ailleurs l'urgence d'éliminer ces normes inférieures des projets de barrages et d'infrastructures hydrauliques lorsqu'il est impossible d'éviter des infrastructures construites ;

CONSCIENT de l'évolution des flux financiers en direction des pays en développement, notamment des alternatives à l'aide au développement extérieur des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (fonds souverains, financement de pays non membres de l'OCDE dans le cadre de dons et de prêts, financement issu d'autres sources comme les titres compensatoires de carbone) qui représentent des opportunités significatives de financement des projets d'infrastructure ;

CONSCIENT de l'importance constante de soutenir les processus participatifs décisionnaires identifiant les options de gestion de l'eau et les alternatives en matière d'infrastructures pour éviter les conséquences négatives sur les écosystèmes des rivières et des zones humides et les moyens d'existence des populations concernées, en encourageant notamment les processus où les populations autochtones concernées peuvent exprimer leur consentement libre et informé préalablement à l'approbation de tout projet d'infrastructure hydraulique affectant leurs terres, territoires et autres ressources, et ceux qui garantissent, lorsque de telles conséquences ne peuvent être évitées, l'adoption de mesures pour atténuer ou compenser les incidences négatives du projet, conformément aux directives d'Akwé : Kon de la Convention sur la diversité biologique ;

RAPPELANT les fonctions naturelles de stockage de l'eau souterraine, des zones humides et des eaux de surface – chacune étant une composante de l'infrastructure naturelle des bassins hydrauliques, parallèlement aux alternatives que sont les infrastructures construites (barrages, réservoirs, systèmes d'irrigation, digues et canaux) ;

SOULIGNANT que le fonctionnement des infrastructures hydrauliques naturelles et construites s'appuie sur les services fournis par les écosystèmes, tout comme les moyens d'existence des populations pauvres, et que les principaux secteurs industriels et gouvernements n'ont pas toujours pleinement conscience des options d'investissement disponibles dans la gestion et le développement des ressources hydrauliques basées sur les infrastructures naturelles ;

RECONNAISSANT que les bonnes pratiques peuvent offrir aux populations affectées par les projets des alternatives viables aux moyens d'existence existants, basées sur des mesures de protection des écosystèmes et des espèces susceptibles d'améliorer les perspectives de développement des populations locales, à condition qu'aucune délocalisation liée aux projets d'infrastructures hydrauliques n'ait lieu sans le consentement libre, préalable et informé des populations concernées et sans qu'un accord portant sur une compensation juste et équitable n'ait été trouvé, et que des mesures appropriées soient mises en place afin d'atténuer les incidences environnementales, économiques, sociales, culturelles ou spirituelles négatives que de tels projets d'infrastructures hydrauliques pourraient créer ;

ADOPTANT, en s'inspirant des initiatives d'évaluation de la gestion environnementale et de la durabilité, et adaptant si nécessaire, le concept d'amélioration continue, où les enseignements tirés des pratiques actuelles ou passées sont inclus dans les actions futures dans le cadre d'un processus soutenu et systématique d'apprentissage permettant d'obtenir

des avancées progressives de la performance de la durabilité des barrages et projets d'infrastructures hydrauliques ;

CONSCIENT de la valeur des outils d'évaluation et des protocoles pour rassembler différents acteurs dans un dialogue portant sur les barrages et les projets d'infrastructures hydrauliques ; et reconnaissant la valeur de l'ensemble des politiques internationalement publiées disponibles aujourd'hui, qui offrent des séries de normes alternatives sur lesquelles les systèmes de suivi des améliorations de la performance de la durabilité des barrages et des infrastructures peuvent se baser, en incluant des critères environnementaux, sociaux, techniques et financiers ;

ACCEPTANT comme une étape commune pouvant être prise par les États, le secteur industriel, la société civile et d'autres acteurs lorsqu'il est impossible d'éviter la construction, le concept d'amélioration continue et son application à la planification, à la conception, à la construction et à l'exploitation des barrages et des infrastructures hydrauliques, et soutenant ceux-ci dans leurs efforts pour atteindre des normes satisfaisantes dans la conception, la construction et l'exploitation des barrages et autres infrastructures hydrauliques ; et

RÉAFFIRMANT le rôle de l'UICN pour mobiliser ses membres, rassembler et responsabiliser les acteurs, renforcer les partenariats, créer et offrir des connaissances et des analyses, encourager l'innovation, soutenir les campagnes de sensibilisation pour améliorer l'équité dans l'utilisation des ressources naturelles et des services fournis par les écosystèmes, et faire progresser les solutions fondées sur la nature ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les gouvernements de tous les États y compris (et sans être limité à) les États Membres de l'Union, à s'engager à promouvoir et à soutenir le concept d'amélioration continue afin de maintenir les progrès réalisés dans les politiques et pratiques durables relatives aux grands barrages et projets d'infrastructures hydrauliques, qu'il s'agisse de projets sur leur propre territoire ou sur celui d'un ou de plusieurs autres États (lorsque, par exemple, un gouvernement contribue financièrement ou par d'autres biais à un barrage ou à un projet d'infrastructure hydraulique dans cette/ces juridictions) en :

    a. <u>choisissant une politique internationale</u> : En identifiant la politique sur la base de laquelle les améliorations de la performance de la durabilité seront évaluées, sachant qu'il s'agira d'une politique internationalement publiée et reconnue, et en acceptant publiquement les objectifs et principes opérationnels et les exigences de la politique internationale choisie relative aux barrages ou projets d'infrastructures hydrauliques existants ou proposés ;

    b. <u>définissant un processus de suivi</u> : En déterminant ou en définissant le processus qui sera appliqué afin d'évaluer ou de suivre la performance de la durabilité et de contrôler les incidences directes et indirectes, par exemple en appliquant une compréhension et une approche à l'échelle du bassin et en faisant appel si possible à un observateur indépendant ;

    c. <u>identifiant les institutions responsables</u> : En identifiant les institutions (nationales, régionales et internationales) responsables de la mise en place et du contrôle du processus d'évaluation et de suivi, ainsi que les procédures et principes garantissant la transparence, la responsabilisation et la participation (et, à cette fin, des mesures pour renforcer la capacité institutionnelle lorsque nécessaire) ;

d. déterminant/déclarant un moyen d'évaluer l'amélioration continue : En déterminant et en identifiant publiquement les méthodes de sélection, de notation, de référence ou d'autres méthodes ou cadres d'évaluation, y compris des mesures conformes à la politique choisie pour protéger des catégories spéciales d'habitat ou de population ;

e. établissant des rapports transparents pour la divulgation des conclusions des évaluations : En établissant et en produisant des rapports réguliers sur le processus de suivi et d'évaluation de la performance de la durabilité, et en les réalisant d'une manière transparente, responsable et participative incluant notamment la publication des rapports et la divulgation de ses résultats, conclusions et recommandations afin de les rendre publics rapidement ; et

f. collaborant avec les États voisins et les États du bassin : En travaillant en collaboration avec les États voisins et les États du bassin, ainsi qu'avec les agences internationales de bassins hydrographiques ;

2. INVITE le secteur industriel, soutenu par les institutions de financement publiques et privées, à s'engager dans l'amélioration continue des politiques et des pratiques durables relatives aux grands barrages et projets d'infrastructures hydrauliques, en réalisant des processus d'évaluation, en adoptant des méthodes de sélection, de notation, de référence ou d'autres méthodes ou cadres d'évaluation basés sur une politique internationalement publiée et les reflétant dans les principaux indicateurs de performance dans les plans et rapports ;

3. RECOMMANDE que les organisations de la société civile et d'autres acteurs encouragent de façon durable et systématique les processus d'apprentissage issus de la pratique dans le domaine des grands barrages et des infrastructures hydrauliques, en adoptant une approche orientée sur les solutions afin d'obtenir des améliorations continues de la durabilité pour les besoins et le bénéfice de tous les acteurs, notamment les populations autochtones et les communautés locales, en veillant à défendre particulièrement les groupes les plus vulnérables et l'équité des genres tout en agissant également comme observateurs indépendants des méthodes d'évaluation et des processus de suivi et de rapports menés par les États, le secteur industriel et les institutions financières, en prenant notamment en compte la transparence, la responsabilisation et la participation de ces méthodes et processus ;

4. DÉCIDE que l'UICN, par le biais de ses Membres, Commissions et Secrétariat, encourage et soutienne activement de telles améliorations concernant les politiques et les pratiques des États, du monde industriel et des institutions financières en termes de durabilité, en :

a. rassemblant, de façon indépendante et neutre, des acteurs de niveau mondial, régional et national, afin de soutenir et d'encourager le concept d'amélioration continue dans les politiques et pratiques durables relatives aux grands barrages et à l'infrastructure hydraulique ;

b. rassemblant les connaissances et en les divulguant afin de contribuer à la mise en place par les États, le monde industriel et les institutions financières, de processus d'évaluation, de suivi et de rapports sur la performance de la durabilité, en offrant notamment des conseils, lorsque nécessaire, sur les cadres d'évaluation, les méthodes de sélection et de notation, l'échange et l'approbation d'informations et les outils d'approbation, de suivi et de rapports ;

c. mobilisant les Membres et les Commissions possédant une offre claire et crédible de soutien technique et de conseils lorsque nécessaire, et qui cherchent activement à rejoindre des processus formels autour des projets de barrages et d'infrastructures hydrauliques, en identifiant notamment les points d'entrée pour s'impliquer dans un travail politique régional ou national autour de l'eau et des barrages dans les bassins hydrographiques ;

d. coordonnant les actions au niveau local ou du bassin pour mettre à l'épreuve les solutions fondées sur la nature face aux défis de la durabilité dans le domaine des grands barrages et projets d'infrastructures hydrauliques, en incluant notamment les options crédibles excluant les barrages, et si besoin en se concentrant sur le développement local autour des réservoirs, en garantissant par exemple un accès sécurisé aux terres, des règles pour une gestion durable des ressources naturelles et un accès juste aux bénéfices créés ;

e. renforçant la capacité des institutions responsables dans les pays en développement (pour soutenir la mise en œuvre de cette Résolution), notamment au sein de l'Union dans le cadre des processus et procédures de l'Évaluation de l'impact environnemental et de l'Évaluation stratégique environnementale ;

f. contribuant, pendant la mise en œuvre des processus d'évaluation, de suivi et de rapports susmentionnés, à l'apprentissage, à la diffusion et à la communication continus des résultats et des incidences grâce à un dialogue multipartites.

Auteur :
Conseil de l'UICN

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

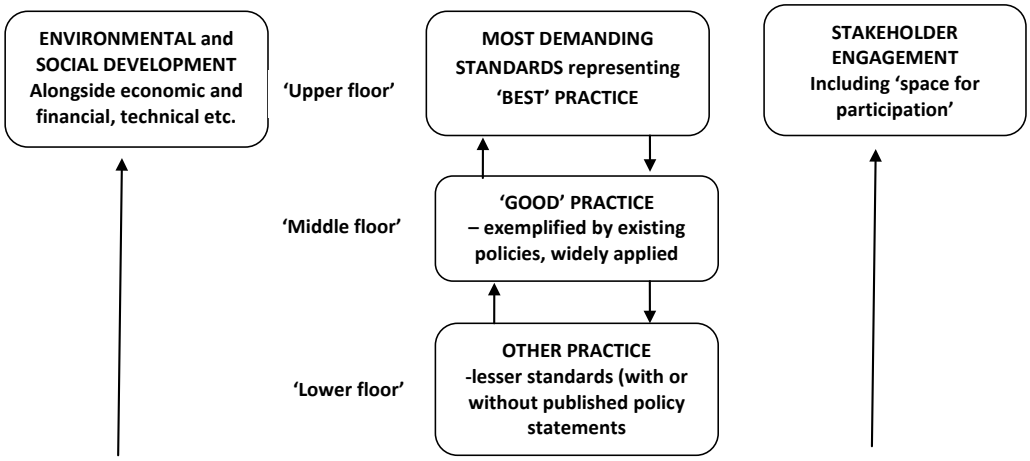
Explanatory Memorandum

Dams were the subject of IUCN Resolution 2.19: *Responding to the recommendations from the World Commission on Dams*, adopted at the 2nd IUCN World Conservation Congress (Amman, 2000). The 55th IUCN Council Meeting in 2001 noted that the WCD report was "not a final verdict on dams, nor a rigid prescription" but that it "provides a 'roadmap' from the present, often unsatisfactory, process to a more equitable and sustainable one". The 2001 IUCN dams strategy adopted the seven strategic priorities of the WCD as the basis of the 'constructive dialogue' which IUCN was to support, including the process of dissemination and discussion of the WCD recommendations through the UN Dams and Development Project led by the United Nations Environment Programme (UNEP). Adopted by the 3rd IUCN World Conservation Congress (Bangkok, 2004), Resolution 3.087 *Financial institutions and the World Commission on Dams recommendations*, reinforced the call for WCD strategic priorities to be used as a frame of reference for dam projects.

In the decade since the launch of the 2001 IUCN dam strategy the context in which dam projects are planned, built and operated by governments, financial institutions and industry has evolved and the focus of attention for policy debates on water and infrastructure has shifted. In order to maintain relevance in the debate and to position IUCN at the centre of current and future discourse surrounding dams and hydraulic infrastructure an updated frame of reference is required which defines the broad operating space for IUCN to engage on dams. This will be followed by an updated Strategy for implementation post-Jeju.

A single resolution that builds on previous water, dam, social, ecosystem and biodiversity related Resolutions and Recommendations, but which frames them within current debate will allow IUCN to promote ecosystem based solutions and the concept of continuous improvement (see figure). Continuous improvement represents the collection of past lessons combined with current best practice as part of a sustained and systematic process of learning to develop better solutions. This is represented by the figure below where the recommendations of the WCD would be represented as the 'Most Demanding Standards', and all actions which show sustained progress towards achieving those 'standards', provided they comply with appropriate national and international legislation and take adequate measures to avoid (built options altogether), mitigate or compensate for negative project impacts, should be encouraged. However, this is based on the principles that those building, financing, contracting and operating dams will publicly declare which published international policies they will be held accountable to in order to show, transparently, that improvements are indeed being made.

Internationally published policies, as current good practice but cognisant of improvements needed to achieve the '*most demanding standard*' include: (i) the Strategic Priorities of the WCD; (ii) the Safeguard Policies of the World Bank; (iii) the Performance Standards of the International Finance Corporation; (iv) the Equator Principles; (v) the Hydropower Sustainability Assessment Protocol; and (vi) the Rapid Basin-wide Hydropower Sustainability Assessment Tool.



M118
Exploration et exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux non conventionnels

NOTANT que l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux non conventionnels peuvent être à l'origine d'impacts sur les milieux naturels, de phénomènes sismiques et glissements de terrain, de pollutions de l'air et de contamination des nappes phréatiques, y compris au-delà du seul périmètre immédiat des forages, ainsi que d'autres nuisances ;

NOTANT EN PARTICULIER que la technique de la fracturation hydraulique de la roche est une technique engendrant des risques de dégradation des milieux naturels et de pollution des eaux ;

CONSIDÉRANT les conséquences non maîtrisables qu'auraient des accidents sur les milieux naturels, les ressources agricoles et sur les populations locales ;

ALARMÉ par le développement croissant des projets d'exploration ou d'exploitation des hydrocarbures non conventionnels à travers le monde ;

CONSIDÉRANT que le monde est confronté à des changements climatiques globaux et que la poursuite, à large échelle, de l'exploitation des hydrocarbures contribuera à accentuer ses effets et conséquences sur la planète, et que cela est contradictoire avec les engagements pris par la communauté internationale ; et

RELEVANT la décision de la France et de la Bulgarie pour l'interdiction de l'exploitation du gaz de schiste par fracturation hydraulique et la suspension de nombreux projets en Allemagne, au Royaume-Uni, en Roumanie ou au Québec dans l'attente d'études complémentaires ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux États :

    a. d'interdire l'utilisation de la fracturation hydraulique, ou d'un autre type, pour l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ;

    b. d'adopter un moratoire sur de nouvelles explorations ou exploitations jusqu'à ce que des techniques d'exploitation non dommageables pour l'environnement aient été approuvées et testées par la communauté scientifique ;

    c. d'assurer toute la transparence et la concertation nécessaires, en particulier avec les acteurs de l'environnement, dans les choix énergétiques des pays ; et

    d. de renforcer la politique d'économie d'énergie et le soutien au développement des énergies renouvelables comme principales alternatives à l'exploitation des hydrocarbures.

2. DEMANDE à la Directrice générale de l'UICN de requérir la préparation d'un rapport sur les impacts de l'exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux non conventionnels sur la diversité biologique, les écosystèmes et les sociétés.

Auteur :

Fondation pour la nature et l`homme

Co-parrains :

Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France
Commission Internationale pour la Protection des Alpes
Staatsbosbeheer
Office pour les insectes et leur environnement
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Fondation Nature & découvertes
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Réserves Naturelles de France
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Association Kwata
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune
Office National des Forêts

*Commentaire: c*ette motion est transmise à un groupe de contact. L'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M119
Forages pétroliers offshore en Guyane, Surinam et Guyana

RAPPELANT la fragilité écologique et l'importance socio-économique du littoral guyanais ;

RAPPELANT NOTAMMENT que le littoral de Guyane, du Surinam et du Guyana est le lieu de la plus importante concentration d'oiseaux limicoles en migration et en hivernage du nord de l'Amérique du Sud et que ses plages sont un haut lieu de ponte mondial des tortues marines ;

RAPPELANT que le plateau continental des Guyanes est un secteur de fréquentation important pour les delphinidés tels que les grands dauphins, et pour certains poissons cartilagineux comme les raies manta ;

CONSIDÉRANT le projet de coopération régionale pour la conservation des mammifères marins (*MAMA COCO SEA*), qui devrait déboucher à terme sur la création de sanctuaires depuis les côtes brésiliennes jusqu'au Venezuela ;

SOULIGNANT que la population locale des côtes de Guyane, du Surinam et du Guyana vit directement des ressources halieutiques ;

CONSIDÉRANT les risques de l'exploitation pétrolière en grande profondeur, dramatiquement illustrés par l'accident de la plateforme pétrolière Deepwater dans le golfe du Mexique en avril 2010 ;

CONSIDÉRANT les conséquences non maîtrisables qu'aurait un tel accident sur les milieux naturels, les ressources marines et sur les populations guyanaises, surinamaises et guyaniennes ; et

RAPPELANT que l'exploitation et l'utilisation du pétrole rejettent des concentrations élevées de dioxyde de carbone dans l'atmosphère et contribuent massivement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et à leurs conséquences sur notre climat ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE aux gouvernements français, surinamais et guyanien :

a. d'adopter un moratoire sur l'exploitation pétrolière profonde dans les trois pays du plateau des Guyanes ;

b. de renforcer la politique d'économie d'énergie et le soutien aux énergies renouvelables, compatibles avec la sauvegarde de la biodiversité, pour soutenir la transition écologique de ces territoires ;

c. de créer une aire marine protégée transfrontalière de dimension internationale sur le plateau marin des Guyanes, en lien avec le projet de sanctuaire des mammifères marins, allant des côtes brésiliennes jusqu'au Venezuela ; et

d. de renforcer la gestion durable des ressources halieutiques pour préserver la biodiversité marine ainsi que les besoins et les activités économiques des populations locales sur le plateau marin des Guyanes.

Auteur :

WWF France

Co-parrains :

Humanité & Biodiversité
France Nature Environnement
Association Kwata
Fondation Nature & Découvertes
Fondation pour la nature et l'homme
Réserves Naturelles de France
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Office pour les insectes et leur environnement
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune

M120
Forages pétroliers offshore en Méditerranée

RAPPELANT que la Méditerranée est l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale, comprenant le bassin méditerranéen ainsi que les îles des Açores, de Madère et des Canaries ;

SOULIGNANT la fragilité écologique et l'importance socio-économique des milieux naturels marins et côtiers de la Méditerranée ;

RAPPELANT NOTAMMENT le rôle important que jouent les écosystèmes marins et côtiers en fournissant des biens et services tels que la régulation du climat, la fourniture d'eau, l'atténuation des effets des catastrophes naturelles et la sécurité alimentaire ;

RAPPELANT PAR AILLEURS que la mer Méditerranée est particulièrement vulnérable en raison de sa configuration semi-fermée et de son importante activité sismique ;

CONSIDÉRANT les importantes pressions dont font déjà l'objet les écosystèmes méditerranéens ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT que les écosystèmes marins et côtiers sont susceptibles de subir un impact majeur en relation avec l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures par les déversements de pétrole, les perturbations des fonds marins, les déblais de forage, les pollutions de l'air et de l'eau, les nuisances sonores pour la vie marine et notamment les cétacés ;

FORTEMENT PRÉOCCUPÉ par l'augmentation de la part de l'offshore dans la production mondiale d'hydrocarbures et les nombreux accidents majeurs intervenus depuis 1976 sur les plateformes pétrolières en mer Méditerranée ;

FORTEMENT PRÉOCCUPÉ ÉGALEMENT par les projets d'exploitation pétrolière offshore de la société Melrose Méditerranée au large des côtes françaises et celui de la société Repsol au large des côtes des îles Canaries, pouvant impacter des sites naturels marins et côtiers d'importance mondiale ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION l'annonce du Président de la République française, le 6 avril 2012, de l'annulation du permis offshore Rhône-Maritime de la société Melrose ; et

CONSIDÉRANT les conséquences non maîtrisables que peuvent avoir les accidents provoqués par des forages profonds sur les milieux naturels, les ressources marines et sur les populations littorales, à l'image de l'accident de Deepwater Horizon ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE aux États de la Méditerranée de :

1. ENCADRER strictement le développement des politiques et des projets d'exploitation pétrolière offshore, en :

    a. appliquant le principe de précaution sur ces projets pour les milieux naturels remarquables et sensibles ainsi que les espaces protégés ;

    b. refusant les permis d'exploration ou d'exploitation gazière, pétrolière ou de quelque autre nature, au large de sites naturels qui revêtent une importance nationale ou

internationale, tel qu'un parc national, un site du patrimoine mondial ou une réserve de biosphère de l'UNESCO, si des impacts potentiels sont identifiés ;

c. exigeant une application exemplaire de la réglementation, avec des études d'impacts complètes sur la biodiversité et le respect du principe « éviter, réduire, compenser », et par conséquent refuser ou suspendre tout projet n'y répondant pas ;

d. renforçant les études scientifiques préalables sur la connaissance des milieux côtiers et marins ;

e. refusant d'attribuer des permis d'exploration ou d'exploitation gazière, pétrolière ou de quelque autre nature en zone sismique ou à risque naturel connu ;

f. assurant une large concertation avec l'ensemble des acteurs de la société civile autour de ces projets, notamment avec les associations de protection de la nature et les gestionnaires d'espaces naturels ;

g. ratifiant le protocole Offshore de Madrid à la Convention de Barcelone ; et

h. édictant une réglementation adaptée aux projets développés hors des eaux territoriales, notamment sur le contenu de l'évaluation environnementale et les sanctions prévues, pour combler les manques des réglementations nationales.

2. PROMOUVOIR le développement des énergies renouvelables, en alternative à l'exploitation des hydrocarbures, et la préservation des milieux naturels pour établir un projet d'avenir durable et cohérent pour la Méditerranée.

Auteur :

Fondation pour la nature et l'homme

Co-parrains :

Réserves Naturelles de France
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Fondation Nature & découvertes
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune
Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France
Office pour les insectes et leur environnement
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Association Kwata
Office National des Forêts
Staatsbosbeheer

M121

La cuisson par énergie solaire et sa contribution à la santé et à la résilience des communautés et des écosystèmes

CONSIDÉRANT que 2012 a été désignée par les Nations Unies Année internationale des énergies durables pour tous ;

RAPPELANT que 2,7 milliards de personnes cuisinent actuellement sur des feux ou des fourneaux à biomasse, aux conséquences néfastes significatives pour la santé des populations (1,9 million de morts chaque année), l'économie des ménages, la déforestation, la dégradation des écosystèmes et le changement climatique ;

RECONNAISSANT que malgré les effets de réchauffement et de refroidissement des émissions issues des feux de cuisson, plusieurs études démontrent que les émissions combinées des feux de cuisson et des fourneaux des ménages auraient un effet net sur le réchauffement équivalent à des millions de tonnes de CO_2 par an, et représenteraient un quart des émissions mondiales de carbone noir ;

NOTANT que l'Alliance mondiale pour les fourneaux propres (créée par la Fondation des Nations Unies et la Fondation Shell) a pour objectif de remplacer les feux ouverts par 100 millions de fourneaux propres d'ici à 2020, en insistant tout d'abord sur les fourneaux à biomasse à combustion propre pour améliorer la santé des populations ;

RAPPELANT que la cuisson des aliments par énergie thermique solaire (non photovoltaïque) ne demande aucune autre énergie à part celle fournie par la lumière du soleil, et ne requiert donc ni bois ni biomasse ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la cuisson réalisée par des fours fonctionnant à énergie solaire n'entraîne aucune pollution ou émission de carbone, et qu'elle est saine pour les populations et l'atmosphère ;

CONSTATANT que la cuisson thermique solaire peut aider les communautés à s'adapter au changement climatique, lesquels réduiront éventuellement la disponibilité en bois et en biomasse, traditionnellement utilisés pour la cuisson des aliments ;

RAPPELANT la Recommandation 12 *Énergie et conservation* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à sa 12e session (Kinshasa, 1975), qui préconise « que les gouvernements éveillent largement la compréhension du public, favorisent des discussions sur le large éventail de sources d'énergie disponibles, fassent prendre conscience au public des limites naturelles de l'utilisation humaine de l'énergie, et de la nécessité d'adopter des modes de vie compatibles avec ces principes » ;

RAPPELANT également la Résolution 4.082 *L'énergie durable à base de biomasse*, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui souligne les incidences potentiellement négatives de l'énergie issue de la biomasse sur la diversité biologique et la sécurité alimentaire ;

NOTANT que l'Initiative pour les énergies durables de l'UICN encourage les solutions énergétiques économiquement, socialement et écologiquement durables ; et

NOTANT PAR AILLEURS que l'utilisation croissante de l'énergie thermique solaire pour la cuisson des aliments contribue aux trois Domaines de programme mondiaux du *Programme de l'UICN 2013-2016*, Valoriser et conserver la nature, Gouvernance efficace et équitable de l'utilisation de la nature, et Des solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les Membres de l'UICN et les gouvernements à :

    a. étudier comment la cuisson des aliments par énergie solaire pourrait trouver sa place dans leurs pays, notamment en approfondissant les recherches sur l'amélioration de la technologie et son adoption, et en ajoutant la cuisson des aliments par énergie solaire à leurs politiques globales sur les énergies renouvelables ;

    b. diffusant largement le Rapport sur la recherche et l'utilisation actuelle de la cuisson des aliments par énergie solaire dans leurs pays ; et

    c. encourager dans les forums internationaux auxquels ils participent l'intégration de l'énergie thermique solaire comme solution complète et durable pour la cuisson propre des aliments, en insistant sur le fait qu'elle contribue à la santé et à la résilience des communautés et des écosystèmes ;

2. APPELLE la Directrice générale à :

    a. considérer et promouvoir l'énergie thermique solaire comme une solution complète et durable pour la cuisson propre des aliments, et l'intégrer dans la priorité Énergie durable et les autres Domaines de programme pertinents du *Programme de l'UICN 2013-2016* ;

    b. étudier la contribution possible de la cuisson des aliments par énergie solaire pour favoriser des écosystèmes sains et résilients, notamment dans les terres forestières et arides, et en faire état lors du prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN ; et

    c. prendre en compte les rapports des Membres de l'UICN sur les recherches et l'utilisation de la cuisson des aliments par énergie solaire, les compiler dans un rapport global sur *L'état mondial de la cuisson des aliments par énergie solaire et sa contribution à la santé et à la résilience des communautés et des écosystèmes*, et les soumettre pour examen au prochain Congrès mondial de la nature de l'UICN en 2016 ;

3. APPELLE les Membres et les Commissions de l'UICN, et notamment la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales, la Commission de la gestion des écosystèmes et la Commission mondiale des aires protégées à :

    a. évaluer comment le remplacement des feux et fourneaux à biomasse par des fours solaires et autres options de cuisson basées sur des énergies renouvelables peut contribuer à leurs mandats, et notamment à la conservation de la diversité biologique, à la santé des écosystèmes, à l'amélioration des moyens de subsistance et à l'atténuation des effets du changement climatique ; et

    b. participer au Rapport sur *L'état mondial de la cuisson des aliments par énergie solaire et sa contribution à la santé et à la résilience des communautés et des écosystèmes* ; et

4. APPELLE les Membres de l'UICN participant à l'Alliance mondiale pour les fourneaux propres à :

a. encourager l'Alliance mondiale à développer les recherches, la distribution et l'utilisation de fourneaux non alimentés par la biomasse, comme les fours et fourneaux solaires, dans le cadre des objectifs de l'Alliance, et à participer à ces activités dans le cadre de leurs propres contributions aux efforts de l'Alliance ; et

b. s'assurer que les normes mondialement acceptées relatives aux fourneaux incluent des critères appropriés pour déterminer l'efficacité des fourneaux basés et non basés sur la biomasse, et permettent de mesurer tous les impacts des divers types de fourneaux, notamment les impacts sur l'économie, les écosystèmes et l'atmosphère.

Auteur :
Solar Household Energy, États-Unis d'Amérique

Co-parrains :
Center for Environmental Legal Studies, États-Unis d'Amérique
Earth Day Network, États-Unis d'Amérique
Grupo Jaragua, République Dominicaine
InterEnvironment Institute, États-Unis d'Amérique
Natural Resources Defense Council, États-Unis d'Amérique

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

Explanatory Memorandum

Almost half the world's population depends on wood, charcoal and other biomass for their daily cooking. These cooking fires cause respiratory disease and deaths (1.9 million per year), waste of meager household incomes spent on fuel, time lost collecting wood, in addition to land degradation, deforestation and biodiversity loss from gathering fuelwood, and a significant global contribution to climate change. Most of these households are found in places where sunshine is abundant. Solar thermal cooking offers a healthy, no-cost, pollution-free, ecosystem-friendly alternative to biomass cooking. Its use can contribute to the resilience of people, communities, ecosystems and the planet, by reducing the need to collect or purchase biomass for fuel, and a cooking method which produces zero air pollution and greenhouse gas emissions. When combined with a fuel-efficient stove, it can provide a round-the-clock, year-round cooking solution with only 5% of the fuel and emissions of traditional cooking fires.

While IUCN has several resolutions on energy technologies, most of these are on large-scale power or biomass fuel production. Globally, household scale cooking uses an enormous amount of biomass energy, while generating significant smoke and emissions. This resolution seeks to address the fact that increasing the use of solar thermal cooking in sun-rich regions around the world can help to protect forests, ecosystems, human health and the global atmosphere. Solar cooking supports all of the many goals of IUCN for nature and for people. The topic of solar cooking is relevant to all five areas of the *IUCN Programme 2013–2016*, addressing them all with a single simple solution. It is a natural fit that IUCN has not before addressed. This resolution will enable IUCN to embrace and publicize the many benefits of solar cooking through increased research and promotion.

M122
Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation communautaires des ressources comme fondement du développement durable

RAPPELANT que déjà en 1975, les Membres de l'UICN, dans la Résolution 12.5 *Protection des modes de vie traditionnels,* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à sa 12e session (Kinshasa, 1975), encourageaient à reconnaître les droits des populations autochtones dans les aires de conservation ;

CONSIDÉRANT la Résolution 17.28 *Stratégies de conservation nationales et régionales* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à sa 17e session (San José, 1988), selon laquelle les peuples autochtones possèdent un vaste et riche patrimoine de connaissances et d'expériences dans l'utilisation durable de leur environnement qui a pourtant été souvent exclu des stratégies de développement économique et des activités et stratégies en faveur de la conservation ;

AYANT PRÉSENTE À L'ESPRIT la Résolution 15.7 *Le rôle des modes de vie traditionnels et des populations locales dans la conservation et le développement*, adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à sa 15e session (Christchurch, 1981), qui considérait « l'immense somme de connaissances et d'expérience traditionnelles qui existe encore au sein des cultures locales », recommandait d'appuyer « la recherche sur l'écologie des modes de vie traditionnels. », et de donner « aux populations locales qui continuent d'avoir recours à des pratiques écologiques judicieuses, la possibilité de jouer un rôle primordial à tous les niveaux de la mise en valeur de leur région, afin qu'ils y participent et en bénéficient directement et d'une manière compatible avec leurs valeurs, leur calendrier d'action et leur manière de prendre les décisions» ;

RAPPELANT *la Déclaration de politique de l'UICN concernant l'utilisation durable des ressources naturelles vivantes* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000), selon laquelle l'utilisation durable des ressources naturelles vivantes est un important outil de conservation, car les avantages sociaux et économiques issus de leur utilisation incitent les populations à conserver celles-ci ;

RAPPELANT AUSSI la Résolution 19.22 *Populations autochtones*, adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à sa 19e session (Buenos Aires, 1994) et la Résolution 19.23 *L'importance des approches communautaires*, adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à sa 19e session (Buenos Aires, 1994), qui soulignait l'importance des connaissances autochtones et traditionnelles et priait l'UICN d'en faire un thème intersectoriel de ses programmes et de nouer des partenariats solides avec des organisations locales pour faire progresser la conservation à échelle communautaire ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 3.012 *La gouvernance des ressources naturelles pour la conservation et le développement durable* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), qui priait instamment l'UICN d'occuper un rôle de premier plan dans le domaine de la gouvernance des ressources naturelles pour la conservation et le développement durable ;

RAPPELANT ENFIN la Résolution 4.047 *Donner aux communautés locales les moyens de conserver et gérer les ressources naturelles en Afrique* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui « engage les gouvernements africains à accorder aux populations locales le droit de créer des institutions pour la conservation et la gestion communautaires des ressources naturelles » et la Résolution 4.049 *Appui aux territoires autochtones de conservation et autres aires conservées par des populations autochtones et des communautés* ;

CONSCIENT que les Résolutions 4.055 *Intégrer la culture et la diversité culturelle dans la politique et le Programme de l'UICN* et 4.099 *Reconnaissance de la diversité des concepts et valeurs de la nature*, adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), encouragent la prise en compte des valeurs culturelles et des traditions en tant qu'éléments clés de la réussite de la conservation ;

CONSIDÉRANT l'objectif de la 9e session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones ;

PRENANT NOTE des façons de mieux intégrer les questions liées aux peuples autochtones dans le *Programme de l'UICN 2013-2016*;

RAPPELANT la conclusion du Symposium sur « La pertinence de la gestion des ressources naturelles au niveau communautaire pour la conservation et l'utilisation durable d'espèces inscrites à la CITES dans les pays d'exportation » (Vienne, Autriche, mai 2011) ;

NOTANT qu'actuellement une gamme de termes est utilisée lorsque l'on aborde les programmes de conservation et de développement durable menés par les communautés locales (par exemple : gestion communautaire des ressources naturelles, conservation communautaire, gestion forestière participative, gestion durable des ressources, conservation et développement intégrés, et gestion décentralisée des terres et des ressources) et qu'il serait peut-être temps de s'accorder sur une terminologie commune qui reflèterait la variété des activités menées par les communautés locales. Si possible et si le système juridique en vigueur le permet, le terme générique 'gestion communautaire des ressources (GCR)' semble être le plus approprié ;

RECONNAISSANT que la gestion communautaire des ressources n'est pas le remède universel pour mettre un terme à tous les problèmes qu'affrontent les espèces et les écosystèmes terrestres, mais qu'elle peut cependant constituer dans de nombreuses zones rurales du monde une solution au problème classique de la Tragédie des biens communs ; et qu'en effet par le biais d'une gestion collective et d'un intérêt personnel, les communautés locales peuvent jouer un rôle dans la protection des ressources naturelles bien supérieur à la capacité des gouvernements ou des traités internationaux ;

SOULIGNANT que la gestion communautaire des ressources impliquant des espèces terrestres connaît davantage de succès lorsque les droits légaux ont été transférés aux populations locales ;

RECONNAISSANT que l'utilisation consommatrice et non-consommatrice, lorsqu'elle est durable et liée aux programme de gestion communautaire des ressources, peut être un instrument efficace pour conserver la diversité biologique terrestre ;

NOTANT que la gestion adaptative menée par les communautés elles-mêmes est une méthodologie nécessaire et appropriée pour mettre en œuvre et suivre l'utilisation communautaire des ressources ;

RECONNAISSANT qu'une bonne gouvernance, une législation appropriée et une application impartiale sont essentielles pour garantir que les programmes de gestion communautaire des ressources se développent favorablement et ne soient pas minés par l'exploitation illégale et/ou non durable des ressources naturelles vivantes ; et

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que les résultats en matière de conservation et la production de revenu ne sont que deux mesures du succès des programmes de gestion communautaire des ressources terrestres, les autres étant : la prise de conscience et l'éducation civiques, l'amélioration de l'autonomie et de la participation aux processus

démocratiques, des attitudes plus positives et une plus grande tolérance vis-à-vis de la vie sauvage, ainsi qu'une plus grande fierté vis-à-vis de son identité et de ses valeurs culturelles communautaires ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et au Secrétariat de collaborer avec les Membres et les gouvernements pour :

    a. faciliter et renforcer de larges échanges d'informations sur les programmes et systèmes actuels de gestion communautaire des ressources, leurs succès ou les raisons de leurs échecs, auprès des professionnels, des groupes d'intérêts et organisations internationales de conservation et de développement concernés ; et mettre l'accent sur le renforcement des capacités afin de contribuer au développement accru des programmes de gestion communautaire des ressources ;

    b. favoriser et mettre en œuvre une large cohérence politique entre les Accords multilatéraux sur l'environnement et les organisations de conservation afin d'améliorer la cohérence générale en matière de politiques, ce qui bénéficierait à la conservation de la diversité biologique terrestre par le biais de programmes de gestion communautaire des ressources ;

    c. reconnaître la conservation communautaire sous ses formes et noms divers, par exemple *Al-Hima (*الحمى*), Mahjar, Aqbal, Qoroq, Adat* ou tout système semblable de gestion communautaire des ressources, dans les régions Asie de l'Ouest et Afrique du Nord, comme une approche holistique donnant une impulsion aux connaissances, à la culture et au patrimoine locaux et traditionnels, ainsi qu'à la conservation de la nature et aux moyens d'existence ; et

    d. revitaliser, en collaboration avec les programmes et les Commissions de l'UICN, les systèmes de gestion communautaire comme *Al-Hima (*الحمى*),* entre d'autres.

2. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN de reconnaître et de promouvoir les systèmes de gestion et de conservation communautaires des ressources naturelles mentionnés ci-dessus en tant que systèmes de gestion communautaire traditionnels soutenant la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles par les communautés locales, par l'intermédiaire d'institutions coutumières et de l'adoption de règlements locaux et traditionnels.

3. APPELLE les États Membres de l'UICN et les ONG à aider et à encourager toutes les activités précédemment citées sur les questions des peuples autochtones dans la mise en œuvre du *Programme de l'UICN 2013-2016*.

Auteurs :

Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Umwelt und Wasserwirtschaft, Autriche
Society for the Protection of Nature, Liban

Co-parrains :

ResourceAfrica, Afrique du Sud
Fundación Biodiversidad, Argentine
Fundación Red Informática Ecologista, Argentine

Fundación Ambiente y Recursos Naturales, Argentine
Namibia Nature Foundation
Al-Shouf Cedars Society, Liban
Association for Forests, Development and Conservation, AFDC, Liban
Association pour la Protection du Jabal Moussa, Liban
Green Hand, Liban
Royal Society for the Conservation of Nature – RSCN, Jordanie
The Jordanian Hashemite Fund for Human Development (JOHUD), Jordanie
Association Marocaine pour l'Écotourisme et la Protection de la Nature AMEPN, Maroc
Association de Gestion Intégrée des Ressources – AGIR, Maroc
Mouvement Écologique Algérien (MEA), Algérie

M123
Privilégier la gestion communautaire des ressources naturelles pour accroître la résilience sociale et écologique

RAPPELANT que les incidences des changements environnementaux et climatiques, des catastrophes naturelles, des conflits et de l'insécurité menacent gravement les conditions essentielles de la vie pour les générations actuelles et futures de communautés humaines et naturelles, comme il est rappelé dans un certain nombre de Résolutions et Recommandations précédentes de l'UICN, notamment :

a. la Résolution 19.41 *Conflits armés et environnement* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 19e session (Buenos Aires, 1994) ;

b. la Résolution 2.83 *Les conflits armés dans les aires naturelles* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) ;

c. la Résolution 17.15 *La décennie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 17e session (San José, 1988) ;

d. la Résolution 2.95 *Stratégies de prévention des sécheresses et des inondations* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) ;

e. la Résolution 4.078 *Appel à l'action pour faire face aux changements environnementaux mondiaux* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ; et

f. la Résolution 4.077 *Les changements climatiques et les droits de l'homme* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

CONSTATANT avec inquiétude que les principaux conflits armés mondiaux se situent dans des « points chauds » de biodiversité ou des zones dans lesquelles les cultures sont menacées ;

RECONNAISSANT que les catastrophes naturelles et les conflits armés sont des phénomènes liés susceptibles d'entraver la mise en œuvre de stratégies de rétablissement pour les populations humaines et les écosystèmes naturels ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ du fait que le changement climatique constitue un facteur multiplicateur des risques générés par les incidences combinées du changement climatique, des catastrophes naturelles et des conflits ;

NOTANT que ces menaces frappent plus gravement et de manière disproportionnée des groupes marginalisés, notamment les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les minorités, les populations rurales et certains des écosystèmes les plus sensibles de la planète ;

SACHANT que la résilience sociale et écologique comprend la prévention communautaire des risques de catastrophes naturelles, la gestion non violente des conflits socio-environnementaux, la sécurité humaine et environnementale, la protection de la diversité biologique et culturelle, l'intégrité à long terme des services assurés par les écosystèmes et la paix juste ;

SOULIGNANT que lors de la mise en œuvre d'approches imposées, centralisées ou extérieures en matière de conservation, de sécurité nationale et d'aide internationale, les

populations locales ne sont plus en mesure de proposer leurs propres solutions et stratégies pour mettre en place des mécanismes durables de résilience et de réhabilitation lors de catastrophes, de conflits armés et de situations d'insécurité, notamment par le biais de programmes humanitaires et gouvernementaux ;

RECONNAISSANT l'influence importante de la gestion communautaire adaptative des ressources naturelles sur la nature et le degré de gravité des conflits armés, des catastrophes et de l'insécurité, ainsi que son rôle dans le maintien de la paix et le renforcement de la résilience sociale et écologique ;

RAPPELANT les Résolutions et Recommandations de l'UICN qui visent à promouvoir les approches communautaires en matière de conservation et de gestion des ressources naturelles :

a. la Résolution 19.23 *L'importance des approches communautaires* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 19e session (Buenos Aires, 1994) ;

b. la Résolution 3.049 *Aires conservées par des communautés* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) ;

c. la Résolution 4.047 *Donner aux communautés locales les moyens de conserver et de gérer les ressources naturelles en Afrique* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ; et

d. la Résolution 4.109 *Programmes de financement pour de petits projets de la société civile en faveur de la conservation de la biodiversité* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

RAPPELANT les dispositions des accords internationaux favorisant la conservation et la paix et proscrivant la dégradation de la nature provoquée par les guerres et autres activités hostiles, notamment :

a. la Convention relative à l'interdiction de l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou autrement hostiles ;

b. les protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés ;

c. la *Charte mondiale de la nature*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 octobre 1982 ;

d. la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*; et

e. la *Charte de la Terre* ;

RÉAFFIRMANT la Résolution 15/2 *La conservation et la paix* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 15e session (Auckland, 1981) selon laquelle « la paix est un facteur propice à la conservation de la nature, tout comme la conservation contribue à la paix grâce à l'utilisation écologiquement judicieuse et avisée des ressources naturelles » ; et RAPPELANT EN OUTRE le Cadre d'action de Hyogo des Nations Unies relatif à la prévention des risques de catastrophes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la communauté internationale, les organisations humanitaires et d'aide, tous les Membres de l'UICN et d'autres organismes à reconnaître et à promouvoir les droits à l'autodétermination des populations en matière d'élaboration de politiques et de projets concernant leur environnement et leur sécurité.

2. DEMANDE à la Directrice générale et à tous les Membres de l'UICN de privilégier les approches communautaires visant à réduire les risques de catastrophes naturelles et à gérer les conflits, afin d'accroître la résilience sociale et écologique.

3. PRIE la Directrice générale et la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) de l'UICN d'appuyer les cadres de gouvernance communautaires en matière de prévention des risques de catastrophes naturelles, d'intégration de la conservation et du développement et de gestion des conflits.

4. APPELLE la Directrice générale et la Commission du droit de l'environnement (CDDE) de l'UICN à recenser et à appuyer les systèmes juridiques traditionnels et coutumiers, les cadres juridiques et politiques, les institutions et les procédures permettant de garantir les droits des populations locales dans un contexte de gestion communautaire des ressources naturelles afin de promouvoir la résilience sociale et écologique.

Auteur :

Center for Environmental Legal Studies

Co-parrains :

Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación
Centre International de Droit Comparé de l'Environnement, France
Departamento de Ambiente, Paz y Seguridad, Universidad para la Paz
The Ecological Society of the Philippines, Philippines
Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee, Afrique du Sud
Instituto de Derecho y Economía Ambiental, Paraguay
Universidad para la Cooperación Internacional, Costa Rica

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M124

Respect, reconnaissance et appui aux aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés

SACHANT qu'une part considérable de la diversité biologique et culturelle de la planète se concentre dans les aires et territoires coutumiers de populations autochtones et de communautés traditionnelles, qu'il s'agisse de populations nomades ou sédentaires ;

RECONNAISSANT le rôle substantiel que jouent ces aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés en matière de sauvegarde, d'utilisation durable et de restauration de la diversité biologique, des ressources naturelles, des fonctions écosystémiques et des valeurs culturelles (y compris linguistiques et spirituelles) ainsi qu'en matière de prévention des catastrophes naturelles et d'adaptation au niveau local au changement à l'échelle mondiale, notamment au changement climatique ;

CONSCIENT de la valeur intrinsèque et du caractère irremplaçable de notre patrimoine bioculturel mondial pour la survie et le bien-être futurs ;

SOULIGNANT que les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés englobent les efforts communs passés ou présents pour assurer des moyens d'existence viables, un développement sain sur le plan culturel et la pratique du *buen vivir* au sein des populations autochtones et des communautés locales et traditionnelles du monde entier ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la commercialisation de la vie, la militarisation des économies, le « développement » inéquitable, la mise en place d'énormes infrastructures et l'extraction et l'utilisation à grande échelle et non durable de ressources renouvelables et non renouvelables font peser de très lourdes menaces sur les droits et les moyens d'existence des populations autochtones et des communautés locales et traditionnelles et sur la diversité bioculturelle unique que renferment leurs aires et territoires ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ de constater que les populations autochtones et les communautés locales et traditionnelles pâtissent souvent de manière disproportionnée des coûts liés aux mesures d'aménagement et de conservation qui leur sont imposées, notamment de l'expropriation de leurs aires et territoires coutumiers, de leur exclusion des processus décisionnels et de la mise en œuvre d'activités les concernant en l'absence de leur consentement préalable, libre et éclairé ;

CONSCIENT que le manque de respect conjugué à une reconnaissance et à un soutien insuffisants ou inadaptés envers les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés de la part des gouvernements, des organismes de conservation et des bailleurs de fonds, entre autres, compromettent leur intégrité et l'efficacité de leur conservation et violent tout un éventail de droits fondamentaux et procéduraux ;

SE FÉLICITANT de l'adoption en 2007 de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA) par l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'adhésion de l'UICN à cette Déclaration ;

RAPPELANT que le Plan d'action de Durban adopté à l'issue du V^{e} Congrès mondial sur les parcs de l'UICN (Durban, 2003) appelait à prendre des mesures à l'échelle mondiale pour reconnaître et soutenir les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés et, ainsi, garantir les droits des populations autochtones, y compris des populations autochtones nomades, eu égard aux ressources naturelles et à la conservation de la diversité biologique ;

REAFFIRMANT les Résolutions 4.049 *Appui aux territoires autochtones de conservation et autres aires conservées par des populations autochtones et des communautés*, 4.050 *Reconnaissance des territoires de conservation autochtones*,4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*,4.053 *Les populations autochtones mobiles et la conservation de la diversité biologique*,4.056 *Stratégies de conservation fondées sur les droits* et la Recommandation 4.127 *Les droits des populations autochtones en matière de gestion des aires protégées situées intégralement ou partiellement sur leur territoire, toutes* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

SOULIGNANT que la Convention sur la diversité biologique (CDB) a adopté en 2004 le *Programme de travail sur les aires protégées* (PTAP), notamment l'élément 2 du programme relatif à *La gouvernance, la participation, l'équité et le partage des avantages* et treize propositions d'activités pertinentes s'agissant des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés ;

SOULIGNANT ÉGALEMENT l'adoption de la Décision X/31, paragraphes 31 et 32, sur le partage juste et équitable des coûts et avantages, la participation pleine et entière des populations autochtones et des communautés locales et traditionnelles à la gouvernance et la reconnaissance des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés comme un type de gouvernance des aires protégées à la 10e Conférence des parties à la CDB (COP10) ;

INSISTANT sur le rôle essentiel que les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés peuvent jouer dans la réalisation des Objectifs d'Aichi 11, 14 et 18 du *Plan stratégique pour la biodiversité 2011–2020* en tant qu'aires protégées reconnues à part entière ou au titre d'« autres mesures de conservation efficaces par zone » ; et

SE FÉLICITANT des progrès notables réalisés par certains gouvernements, organisations internationales et bailleurs de fonds en termes de respect, de reconnaissance et de soutien appropriés envers les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, république de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les Membres de l'UICN, les membres des Commissions, le Secrétariat et le Conseil de l'Union à respecter et à offrir une reconnaissance et un soutien appropriés en faveur des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés en favorisant, adoptant et mettant pleinement en œuvre des lois, politiques et programmes qui :

    a. reconnaissent et défendent les droits des populations autochtones à l'auto-détermination, à l'auto-gouvernance, à la participation pleine et entière aux décisions les concernant, au partage équitable des coûts et des avantages ainsi que d'autres droits et responsabilités fondamentaux garantis par la DNUDPA, la Convention n°169 de l'OIT concernant les peuples indigènes et tribaux et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ;

    b. reconnaissent que les populations autochtones et les communautés locales assurent la gouvernance commune de leurs aires, territoires et ressources naturelles ;

c. reconnaissent et intègrent en conséquence les lois, institutions, protocoles, pratiques et processus décisionnels coutumiers, notamment en utilisant, le cas échéant, des langues locales ou autochtones ;

d. utilisent le terme « populations autochtones » pour désigner les populations autochtones, conformément à la DNUDPA et à leur droit à l'auto-identification ;

e. reconnaissent et soutiennent les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés en cas de chevauchement avec la dénomination d'aire protégée ou autre, notamment par le biais de mécanismes coutumiers relatifs à la prévention, la gestion et la résolution des conflits ;

f. encouragent et renforcent les capacités des populations autochtones et des communautés locales et traditionnelles en ce qui concerne le suivi, la description et l'évaluation des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés et de toutes les valeurs qu'ils renferment ;

g. rehaussent les valeurs intrinsèques et naturelles que recèlent les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés et rejettent toute tentative de marchandisation de la nature et de la culture ; et

h. soutiennent le Secrétariat et les Parties à la CDB dans le cadre d'initiatives régionales et infrarégionales pertinentes de renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la révision de l'élément 2 du *Programme de travail sur les aires protégées* et des Stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique.

2. PRIE INSTAMMENT le Conseil, la Directrice générale et les Commissions de l'UICN de soutenir le Secrétariat de la CDB – par le biais de mécanismes et d'une collaboration appropriés, par exemple avec le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE)-World Conservation Monitoring Centre (WCMC) et le Groupement des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés – pour renforcer la mobilisation et les capacités des Parties à la CDB afin de :

a. améliorer les lois et politiques internationales, nationales et infranationales relatives à l'environnement et à d'autres domaines ainsi que leur mise en œuvre conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, notamment la DNUDPA ;

b. respecter et offrir une reconnaissance et un soutien appropriés en faveur des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés s'agissant de la mise en œuvre de tous les aspects de la CDB, notamment, mais pas exclusivement, le *Programme de travail sur les aires protégées*, les Articles 8j) et 10c) et les Objectifs d'Aichi 11, 14 et 18, sans empiéter sur les systèmes de gestion et de gouvernance coutumiers ;

c. tirer parti de ressources disponibles, à l'image du Registre des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés, hébergé par le PNUE-WCMC, sur la conservation par les populations autochtones et les communautés locales et traditionnelles ; et

d. encourager à accroître les versements en faveur du fonds de contributions volontaires de la CDB pour favoriser la participation des populations autochtones et des communautés locales et traditionnelles aux processus décisionnels pertinents.

3. EXHORTE ÉGALEMENT le Conseil, la Directrice générale, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN en particulier d'inviter les mécanismes de financement mondiaux, notamment, mais pas exclusivement, le Fonds mondial pour l'environnement, le Partenariat des Nations Unies pour les peuples autochtones, l'aide publique au développement, LifeWeb et les institutions financières et prêteurs internationaux, à établir de nouveaux programmes, politiques, mécanismes et procédures, ou à les renforcer lorsqu'ils existent, pour garantir une reconnaissance et un soutien appropriés en faveur des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés et en faveur des droits et responsabilités qui leur sont associés dans tous les aspects de leurs processus de financement.

4. DEMANDE à la Directrice générale, à l'approche de la CDB COP-11, de prendre sans tarder des mesures énergiques au sujet des paragraphes ci-dessus lorsqu'elle communique directement ou dans le cadre d'initiatives de collaboration entre l'UICN et le Secrétariat et les Parties à la CDB.

Auteur :

Centre for Sustainable Development (CENESTA), Iran

Co-parrains :

Comité para la Defensa y Desarrollo de la Flora y Fauna del Golfo de Fonseca (CODDEFFAGOLF), Honduras
Fundación Urundei, Argentina
Sungi Development Foundation, Pakistan
University of the South Pacific, Fiji
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Germany
Terralingua, Canada
Tonga Community Development Trust, Tonga
The Samdhana Institute Incorporated, Indonesia
Asociación para la Conservación, Investigación de la Biodiversidad y el Desarrollo Sustentable (SAVIA), Bolivia
CED PPN (European Documentation Centre on Nature Park Planning), DipartimentoInterateneo di Scienze, Progetto e Politiche del Territorio (DIST), Politecnico e Università di Torino, Italy
The Christensen Fund, USA
Both ENDS – Environment and Development Service for NGOs, the Netherlands
Living Oceans Society, Canada

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

Explanatory Memorandum

As referenced in the above Motion, CBD COP Decision X/31, Paragraph 31, *invites* Parties to:

(a) Establish clear mechanisms and processes for equitable cost and benefit-sharing and for full and effective participation of indigenous and local communities, related to protected areas, in accordance with national laws and applicable international obligations;
(b) Recognize the role of indigenous and local community conserved areas, and conserved areas of other stakeholders in biodiversity conservation, collaborative management and diversification of governance types;

Paragraph 32, *recalling* paragraph 6 of decision IX/18 A, *further invites* Parties to:

(a) Improve and, where necessary, diversify and strengthen protected-area governance types, leading to or in accordance with appropriate national legislation including recognizing and taking into account, where appropriate, indigenous, local and other community-based organizations;

(b) Recognize the contribution of, where appropriate, co-managed protected areas, private protected areas and indigenous and local community conserved areas within the national protected area system through acknowledgement in national legislation or other effective means;

(c) Establish effective processes for the full and effective participation of indigenous and local communities, in full respect of their rights and recognition of their responsibilities, in the governance of protected areas, consistent with national law and applicable international obligations;…

Aichi Target 11 states: By 2020, at least 17 per cent of terrestrial and inland water areas, and 10 per cent of coastal and marine areas, especially areas of particular importance for biodiversity and ecosystem services, are conserved through effectively and equitably managed, ecologically representative and well connected systems of protected areas and other effective area-based conservation measures, and integrated into the wider landscapes and seascapes.

Aichi Target 14 states: By 2020, ecosystems that provide essential services, including services related to water, and contribute to health, livelihoods and well-being, are restored and safeguarded, taking into account the needs of women, indigenous and local communities, and the poor and vulnerable.

Aichi Target 18 states: By 2020, the traditional knowledge, innovations and practices of indigenous and local communities relevant for the conservation and sustainable use of biodiversity, and their customary use of biological resources, are respected, subject to national legislation and relevant international obligations, and fully integrated and reflected in the implementation of the Convention with the full and effective participation of indigenous and local communities, at all relevant levels.

For more information about ICCAs, please visit www.iccaconsortium.org and www.iccaregistry.org and review the following publications in particular:

IUCN-CEESP Briefing Note on ICCAs. Available online in English, French, and Spanish.

Borrini-Feyerabend *et al.* 2010. “Bio-cultural Diversity Conserved by Indigenous Peoples & Local Communities – Examples & Analysis”. Available online in English, French, and Spanish.

Kothari, A., 2006. “Community Conserved Areas: Towards Ecological and Livelihood Security”. *Parks 16 (1)*: 2-13. Available online in English.

Stevens, S., 2010. “Implementing the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples and International Human Rights Law through the Recognition of ICCAs”. IUCN-CEESP *Policy Matters* 17: 181-194. Available online in English.

M125

Les connaissances traditionnelles des populations autochtones et des communautés locales paysannes des Andes et de l'Amazonie comme mécanisme d'adaptation au changement climatique

CONSTATANT que les conséquences du changement climatique touchent les populations les plus vulnérables des Andes et de l'Amazonie, surtout s'agissant de leurs activités de production et de subsistance liées aux activités agricoles et à la gestion des ressources naturelles, notamment de la biodiversité ;

TENANT COMPTE de l'existence d'une approche globale visant à inventorier les différents mécanismes d'adaptation au changement climatique pour diminuer la vulnérabilité des populations touchées et des écosystèmes et augmenter leur capacité de résilience ;

RECONNAISSANT qu'au fil de l'histoire, les populations autochtones et les communautés locales ont développé des connaissances et des pratiques qui leur ont permis de s'adapter aux variations du climat, le plus souvent avec succès ;

TENANT COMPTE du fait que ces connaissances constituent un patrimoine culturel qui fait partie intégrante de l'identité des populations autochtones et des communautés locales à la recherche de leurs propres formes de développement ;

SACHANT qu'il existe de nombreuses et remarquables coïncidences entre ce qui est perçu au niveau local et les données scientifiques disponibles sur les effets du changement climatique, et que la complémentarité des connaissances traditionnelles et du savoir scientifique peut aboutir à une adaptation effective des populations autochtones et des communautés locales au changement climatique ;

TENANT COMPTE ÉGALEMENT du fait que ces connaissances, innovations et pratiques peuvent servir de référence à l'ensemble de la société pour trouver de meilleures solutions en matière d'adaptation au changement climatique, et soulignant qu'il est nécessaire d'obtenir le consentement et la participation des détenteurs de ces connaissances, innovations et pratiques et de favoriser la participation équitable aux bénéfices tirés de leur utilisation ;

TENANT COMPTE de l'article 8j) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) au titre duquel les Parties contractantes s'engagent à respecter, préserver et maintenir les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ; et

TENANT COMPTE du fait que, selon l'article 10c) de la CDB, les Parties s'engagent à protéger et à encourager l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les institutions nationales et organismes publics à promouvoir la recherche, la sauvegarde et l'utilisation des connaissances et pratiques traditionnelles comme stratégie d'adaptation au changement climatique et à les intégrer dans leurs politiques publiques.

2. DEMANDE à la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN d'inclure les connaissances et pratiques traditionnelles dans la panoplie d'outils conçus pour lutter contre le changement climatique dans son intégralité, c'est-à-dire dans le cadre d'une stratégie portant sur la conservation de la biodiversité et la gestion des écosystèmes.

Auteur :

SPDA

Co-parrains :

EcoCiencia
Instituto de Montaña
Altropico
COICA
Grupo Corporación Randi Randi
Fundación Futuro Latinoamericano

M126

Renforcement de l'autonomie des communautés noires de Colombie en vue de la gestion durable des ressources naturelles de leurs territoires, mettant spécialement l'accent sur les activités minières

RAPPELANT des Résolutions et des Recommandations précédemment adoptées par l'UICN qui reconnaissent, encouragent et demandent la mise en œuvre de politiques et de pratiques de conservation permettant aux peuples autochtones et aux communautés locales de définir leur propre voie vers le bien-être, le développement et la conservation, conformément aux accords internationaux et à leur droit de se déterminer librement ;

RAPPELANT que le V Congrès mondial des parcs (Durban, 2003) a adopté l'*Accord et le Plan d'action de Durban*, qui recommande des examens nationaux visant à une gestion novatrice des aires protégées ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 4.041 *Suivi des mesures demandées par le Congrès latino-américain sur les parcs nationaux et autres aires protégées (Bariloche, 2007),* qui a appelé à «… la planification participative des aires protégées, en appliquant les principes de bonne gouvernance, tels que la transparence, l'équité, la responsabilité, et l'accès à des mécanismes et initiatives de règlement des différends… » ;

TENANT COMPTE des dispositions de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux (Loi colombienne 21 de 1991), de celles de la Convention sur la diversité biologique (CDB) (Loi colombienne 165 de 1994), ainsi que de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (septembre 2007) et du *Projet de déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones*, qui garantissent les droits des peuples autochtones à se déterminer librement, à être consultés préalablement et en connaissance de cause et à la propriété, l'utilisation, la gestion et la conservation de la biodiversité et des ressources naturelles de leurs territoires, la Colombie ayant ratifié tous ces textes ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que le cadre juridique colombien, notamment par le biais de la Constitution, reconnaît et favorise les droits des communautés afro-colombiennes sur leurs terres et leur droit à participer à leur conservation, et qu'elle fait obligation du respect de ces droits, conformément aux articles 76 et 330 de la Loi de 1993, et que la Loi 21 (4 mars 1991) stipule que les autorités gouvernementales doivent consulter les populations concernées, promouvoir leur libre participation, et que les consultations doivent être effectuées de bonne foi par le biais de la « Procédure de consultation préalable » ;

CONSIDÉRANT l'article 39 de la Loi 99 de 1993, qui classe la région du Choco en aire protégée, sous la forme d'une « *aire spéciale de réserve écologique* » « … qui cherche à promouvoir la participation des communautés autochtones et noires habitant traditionnellement la région dans la conservation, la protection et l'utilisation durable des ressources… »

CONSIDÉRANT que la Colombie, qui ne représente que 0,8% de la superficie de la planète, est l'un des 17 pays mégadivers du monde, et que la région biogéographique du Choco, en particulier, a été reconnue sur le plan international comme l'une des zones les plus riches en diversité biologique de l'ensemble de la planète, ses forêts de montagne recouvrant une diversité d'écosystèmes, ce qui fait de cette région un sanctuaire hébergeant un nombre important d'espèces endémiques et en danger d'extinction ;

PRÉOCCUPÉ du fait que, malgré les droits des communautés locales sur leurs terres, l'État reste propriétaire du sous-sol et des ressources non renouvelables des aires protégées et

que plusieurs concessions ont été accordées à des entreprises, ce qui créé une situation non viable dans cette région qui ne compte que 807 habitants, avec l'afflux de plus de 8000 personnes venant de l'extérieur et recherchant de l'or dans les excavations faites par les entreprises ;

SACHANT qu'en avril 2010 un avertissement a été émis à l'intention des Ministères chargés de l'environnement, des mines et des transports pour qu'ils assument leurs responsabilités en la matière et prennent des mesures de restauration suite à cette catastrophe environnementale et socio-économique, mais qu'il n'y a pas eu de progrès depuis ;

PRÉOCCUPÉ du fait que l'orpaillage est une activité très convoitée et que lorsqu'elle est menée de façon illégale elle crée des affrontements et des conflits ;

PRÉOCCUPÉ EN OUTRE parce que, bien que le cadre juridique national appuie la participation des communautés locales à la prise de décisions portant sur leurs terres, son degré d'application est faible et comporte des lacunes qui empêchent de mettre en place des mécanismes de participation effective ;

EU ÉGARD au fait que les concessions sont accordées uniquement à des activités d'exploitation minière à grande échelle et non à des activités minières artisanales durables (*barequeo)* et qu'il n'est pas fait de distinction entre ces dernières et l'exploitation illégale et non durable à petite échelle, menée principalement par des personnes étrangères à la région ;

RECONNAISSANT que les activités extractives représentent un potentiel de développement pour les États, mais que si elles ne sont pas bien gérées, elles sont susceptibles d'entraîner des risques importants pour les communautés locales, les États et l'environnement ; et

RAPPELANT que la *Revue des industries extractives* de la Banque mondiale (2004) a recensé de façon exhaustive les problèmes et les défis posés par les industries extractives partout dans le monde, et qu'elle a conclu que, pour orienter des investissements vers le secteur extractif, trois conditions doivent être remplies : une bonne gouvernance publique et des entreprises, des politiques publiques sociales effectives et axées sur les populations pauvres, et le respect des droits humains ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux gouvernements d'envisager une disposition juridique générale de sauvegarde des aires protégées contre les activités extractives, ainsi que contre des activités subaquatiques et souterraines portant sur des ressources naturelles non renouvelables.

2. DEMANDE aux institutions pertinentes, comme la Cour interaméricaine des droits de l'homme, de mettre en œuvre un système approprié de suivi international en vue d'imposer des sanctions aux gouvernements qui ne mettent pas en œuvre leurs dispositions légales concernant les droits sur les terres et d'autres ressources, afin d'amener les États à reconnaître la légitimité d'un large éventail de modalités de gouvernance pour les aires protégées.

3. DEMANDE au gouvernement colombien de :

    a. accorder des concessions à des communautés locales pour des activités d'orpaillage artisanal, prenant en considération les aspects sociaux, environnementaux et économiques de cette activité économique ;

b. définir :

   i. une zone spécifique pour le développement durable de cette activité par la communauté locale ou par des concessions à des tiers (avec le consentement de la communauté locale et avec la compensation correspondante, suite à une étude externe d'impact environnemental préalable et obligatoire) ; et

   ii. une zone non exploitée correspondante en qualité de réserve ;

c. assurer l'accès aux revenus et aux bénéfices découlant de ces activités; et

d. définir de façon précise les procédures de participation locale.

4. ENCOURAGE le gouvernement colombien à adopter des approches novatrices pour la gouvernance des aires protégées, notamment l'utilisation de la Catégorie VI de l'UICN pour la région biogéographique du Choco, à savoir une aire protégée avec utilisation durable des ressources, dans laquelle les aires protégées préservent les écosystèmes et les habitats ainsi que les valeurs culturelles qui leur sont associées et les systèmes traditionnels de gestion des ressources naturelles, avec une utilisation des ressources non industrielle et à faible impact, compatible avec la conservation de la nature.

5. EXHORTE le gouvernement colombien à établir des procédures de participation pour la désignation des aires protégées, au moyen desquelles toutes les parties prenantes, y compris l'État, prennent des décisions à partir d'un large éventail de catégories d'aires protégées.

Auteur :
Fundación Naturaleza y Hombre

Co-parrains :
Fundación Al verde Vivo
Liga de Defensa del medio Ambiente (LIDEMA)
Fundación Pro Sierra Nevada de Santa Marta
Instituto para el desarrollo Sostenible
Fundación Natura Colombia
Protección del Medio Ambiente Tarija (PROMETA)
Fundación Urundei
Fundación Oxígeno
Oceánidas

Memorándum explicativo

Ley 21 de marzo 04 de 1991 - ARTICULO TRANSITORIO 55. "…una ley que les reconozca a las comunidades negras el derecho a la propiedad colectiva sobre las áreas que habrá de demarcar la misma ley…" y el decreto 1745 de 1995, artículo 3 reconociendo que una comunidad negra puede constituirse en Consejo Comunitario, que como persona jurídica ejerce la máxima Autoridad de Administración Interna dentro de las tierras de las Comunidades Negras (…).

M127
Reconnaissance des territoires autochtones comme aires de conservation dans le bassin amazonien

CONSIDÉRANT que le bassin amazonien est le plus vaste écosystème forestier tropical du monde, couvrant une superficie de 7,8 millions de km^2, et qu'il renferme la biodiversité terrestre la plus riche de la planète, ce qui explique l'importance stratégique de la région à l'échelle mondiale ;

TENANT COMPTE du fait que l'Amazonie est partagée par plus de 390 populations autochtones qui l'habitent depuis la nuit des temps, dont 60 peuples ayant choisi de vivre dans l'isolement ;

CONSIDÉRANT que les populations autochtones de l'Amazonie ont assuré et continuent d'assurer la conservation des écosystèmes et de la biodiversité de leurs territoires ancestraux comme garantie de leur existence physique et culturelle ;

CONSTATANT que les territoires autochtones amazoniens jouent un rôle vital en tant que réserves de carbone à forte concentration de biodiversité, qu'ils contiennent une biomasse de grande valeur pour la régulation du climat de la planète et qu'ils garantissent la sécurité alimentaire et médicale des populations autochtones et de l'ensemble de l'humanité ;

GARDANT À L'ESPRIT que les territoires autochtones amazoniens sont formés de forêts tropicales où les populations autochtones vivent leur vie au quotidien et que, de ce fait, elles sont aussi importantes sur les plans social et culturel que sur le plan écologique ;

GARDANT ÉGALEMENT À L'ESPRIT que les populations autochtones en situation d'isolement volontaire ou de premier contact vivent au sein des forêts tropicales les plus intactes et les mieux conservées du bassin amazonien ;

PRÉOCCUPÉ de constater que les populations autochtones d'Amazonie sont sous la menace écologique constante des activités d'extraction et des concessions forestières et sous la pression permanente de la colonisation, autant d'éléments qui compromettent les droits territoriaux autochtones et l'intégrité des écosystèmes ; et

ESTIMANT que l'avenir de l'Amazonie dépend du maintien des processus écologiques qui permettent de résister aux pressions du changement climatique et de la demande en ressources naturelles, processus dans lesquels les populations autochtones jouent un rôle essentiel pour la conservation de la biodiversité et qui tiennent lieu de stratégie pour faire face au changement climatique ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale :

    a. en collaboration avec les Membres de l'Union travaillant en Amazonie, en particulier la *Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA)*, de renforcer la mise en œuvre de la Résolution 4.049, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session, concernant *Appui aux territoires autochtones de conservation et autres aires conservées par des populations autochtones et des communautés* dans la région amazonienne, notamment l'état d'avancement des politiques et réglementations nationales relatives à la protection des territoires autochtones et l'intégration de ce thème dans la mise en œuvre des programmes et projets des Membres de l'Union ; et

b. d'élaborer, en collaboration avec les Membres de l'UICN, les gouvernements des pays du bassin amazonien, les organisations autochtones et d'autres organismes compétents, selon qu'il conviendra, une initiative régionale visant à protéger les territoires autochtones et la conservation des écosystèmes d'Amazonie comme espaces prioritaires de conservation de la biodiversité et des écosystèmes ainsi que de maintien et de développement des cultures autochtones, fondée sur la gestion de l'intégralité de leurs territoires pour leur bien-être, et ce dans le cadre d'une stratégie d'adaptation au changement climatique et de développement durable reposant sur des activités à faibles émissions de gaz à effet de serre.

2. APPELLE les Membres de l'UICN actifs dans la région amazonienne à soutenir cette initiative et à unir leurs efforts de manière coordonnée, avec la participation active des organisations autochtones.

3. INVITE les gouvernements des pays du bassin amazonien à harmoniser leurs efforts de protection des territoires autochtones et à œuvrer conjointement en faveur de cette initiative de l'UICN.

4. DEMANDE aux organisations de coopération internationale d'appuyer cette initiative, dans l'intérêt non seulement des populations autochtones mais aussi de tous les habitants de la région et de la planète.

Auteur :

Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA), Équateur

Co-parrains :

Fundación Altrópico, Équateur
Corporación de Gestión y Derecho Ambiental ECOLEX, Équateur
ECOCIENCIA, Équateur
Fondo Mundial para la Naturaleza WWF/Colombia, Colombie
LIDEMA, Bolivie
Conservation International, États-Unis
Sociedad Peruana de Derecho Ambiental (SPDA), Pérou

M128

Mise en œuvre par l'UICN de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*

RAPPELANT la Résolution 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unis sur les droits des peuples autochtones* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

SATISFAIT de constater que de nombreux États et des ONG ont adopté la *Déclaration sur les droits des peuples autochtones* depuis que le 4e Congrès mondial de la nature a appelé à une large adoption de cette *Déclaration ;*

SACHANT que l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, en mai 2012, a de nouveau examiné les causes historiques des préjudices encore infligés aux peuples autochtones par la « doctrine de la découverte », comme elle est appelée, et les injustices historiques et actuelles dont sont victimes les peuples autochtones au nom de la conservation de la nature et des ressources naturelles ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que le Conseil n'a pas établi, selon les instructions de la Résolution 4.052, le Groupe d'étude chargé « d'examiner l'application de la Déclaration dans tous les aspects du Programme (y compris les mandats des Commissions), des politiques et des pratiques de l'UICN et de faire des recommandations sur sa mise en œuvre » ;

PRÉOCCUPÉ ÉGALEMENT de voir que la Directrice générale et les Commissions de l'UICN n'ont pas, selon les instructions de la Résolution 4.052, suffisamment agi pour « *définir et proposer des mécanismes pour prendre en compte et remédier aux effets des injustices historiques et actuelles dont sont victimes les peuples autochtones au nom de la conservation de la nature et des ressources naturelles » ;*

INQUIET du fait que la défaillance dans l'application de la Résolution 4.052 par le Conseil de l'UICN et la Directrice générale est contraire aux Statuts de l'UICN ; et

AFFIRMANT que l'UICN devrait corriger cet aveuglement institutionnel dans la conduite du mouvement de la conservation vis-à-vis des droits des peuples autochtones ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 *:*

RÉVISE les mandats de chaque Commission de l'UICN, dans la mesure où cela n'a pas été encore fait, pour leur donner la possibilité d'étudier la manière dont elles agiront pour mettre en œuvre la *Déclaration sur les droits des peuples autochtones* dans leur travail courant.

Auteur :

Center for Environmental Legal Studies, School of Law, Pace University

Parrains :

International Council of Environmental Law
Asia-Pacific Centre for Environmental Law
Centre international de droit comparé de l'environnement
The Ecological Society of the Philippines
Instituto de Derecho y Economía Ambiental
International Council for Game and Wildlife Conservation
Schutzgemeinschaft Deutsches Wild

M129
Le droit de l'homme à l'eau

CONSCIENT que l'être humain dépend des écosystèmes et des ressources naturelles pour assurer sa survie et satisfaire ses besoins fondamentaux, comme l'alimentation, le logement et la santé ;

CONSCIENT ÉGALEMENT que l'eau est essentielle à la vie et qu'il conviendrait de la rendre accessible et abordable en qualité et en quantité suffisantes pour la boisson, la toilette, le nettoyage, la cuisine et les installations sanitaires ;

RAPPELANT que les droits de l'homme sont des normes internationalement reconnues et généralement applicables et qu'ils sont universels et inaliénables, interdépendants et indivisibles, égaux et non discriminatoires ;

RAPPELANT PAR AILLEURS que le droit à l'eau et aux installations sanitaires peut être perçu comme une composante d'autres droits de l'homme fondamentaux en vigueur (comme le droit à la vie, à la santé, à l'alimentation, à l'autodétermination, à un niveau de vie suffisant, au logement ou à l'éducation) ;

RECONNAISSANT les nombreuses dispositions du droit international qui admettent la nécessité d'assurer un accès matériel, une bonne qualité et une quantité suffisante d'eau pour garantir d'autres droits de la personne, à l'image des dispositions figurant dans la Résolution 64/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement et dans l'Observation générale n°15 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies ;

CONSCIENT que la communauté internationale s'est donné pour objectif, conformément au paragraphe 19 de la Déclaration des Nations Unies établissant les Objectifs du Millénaire pour le développement, de réduire de moitié, d'ici à 2015, « la proportion de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ou qui n'ont pas les moyens de s'en procurer » et la proportion de personnes qui n'ont pas accès à un assainissement de base (Sommet mondial sur le développement durable, Johannesburg, 2002) ;

CONSCIENT EGALEMENT des conventions internationales qui reconnaissent explicitement la nécessité de garantir le droit de la personne à l'eau et la non discrimination des groupes les plus vulnérables et marginalisés de la société, en particulier les femmes, notamment dans les zones rurales, comme stipulé dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1979), et les enfants, comme indiqué dans la Convention relative aux droits de l'enfant (1989) ;

CONSCIENT EN OUTRE de la reconnaissance explicite du droit de l'homme à l'eau au niveau régional, à l'image des dispositions figurant dans la Résolution du Conseil européen du droit de l'environnement (CEDE) sur le droit à l'eau (2000), et au niveau national, à l'image des Constitutions de la Bolivie, de l'Équateur et de l'Uruguay, notamment en ce qui concerne les communautés autochtones ;

CONSIDÉRANT que les droits de l'homme ne peuvent pas être pleinement garantis dans un environnement dégradé ou pollué et que le droit à l'eau, axé sur une ressource naturelle, va non seulement dans le sens du respect des droits de l'homme déjà admis mais également des principes écologiques ;

CONVAINCU de ce fait que la reconnaissance du droit à l'eau devrait avoir une incidence positive sur le respect des dispositions internationales relatives à l'environnement en lien avec la protection et la gestion de l'eau (mauvaise gestion et/ou épuisement des ressources en eau de surface ou souterraines) ;

OBSERVANT que la production agricole et industrielle nécessite d'énormes quantités d'eau et que ces activités ne font pas partie du droit de l'homme à l'eau (qui couvre les droits humains fondamentaux), ce qui signifie que la gestion appropriée des écosystèmes a un rôle important à jouer dans l'alimentation en eau pour la boisson, la toilette, le nettoyage, la cuisine et les installations sanitaires ;

SOULIGNANT que la gestion de l'eau devrait prendre en considération la satisfaction des besoins humains fondamentaux pour renforcer et soutenir de manière significative tout droit à l'eau et à l'assainissement ;

SOULIGNANT PAR AILLEURS qu'au niveau local, les solutions « fondées sur la nature » en matière de gestion de l'eau sont généralement plus simples, plus économiques et plus rentables et qu'elles peuvent être reproduites et appliquées par les communautés locales ;

SOULIGNANT EN OUTRE que la capacité de gouvernance des ressources en eau devrait s'entendre de l'aptitude d'une société à garantir le développement de ressources en eau durables et la mise en œuvre d'une gestion efficace de l'eau au moyen de politiques et d'institutions transparentes, cohérentes et rentables (p. ex. en faveur de l'amélioration des services d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable, d'une gestion intégrée des ressources en eau, etc.) ;

CONVAINCU qu'en raison de l'interdépendance des ressources naturelles et afin de favoriser la diversité biologique et la résilience au changement climatique, la préservation de l'approvisionnement en eau salubre dépend de la santé de la terre et des écosystèmes et nécessite de ce fait un système de gestion intégrée de l'eau, de la terre et des zones côtières ;

CONVAINCU ÉGALEMENT du rôle essentiel des services écosystémiques s'agissant du maintien de l'accès aux ressources en eau, de leur qualité et de leur quantité (les zones humides peuvent par exemple retenir et filtrer l'eau et les forêts contribuer à réguler le débit d'eau) ;

RECONNAISSANT la *Politique de l'UICN en matière de droits et de conservation* ainsi que les travaux substantiels réalisés par l'Union :

a. en termes de renforcement des capacités en faveur de la gestion de l'eau et de la bonne gouvernance des ressources naturelles ;

b. s'agissant de la mise en œuvre concrète de systèmes de gestion de l'eau, y compris en fournissant un appui à l'amélioration des modalités en faveur de la gouvernance de l'eau ; et

c. en œuvrant en faveur de l'adoption d'une approche fondée sur les droits comme stratégie étayant les actions de conservation dans toute l'Union, p. ex. la nécessité d'assurer l'équité, compte tenu des grandes disparités qui persistent d'une région à l'autre en termes d'accès à l'eau ;

PRÉOCCUPÉ de constater que l'eau est une ressource qui se raréfie et qu'au vu des défis qui se posent sur l'ensemble de la planète, comme le changement climatique, la croissance démographique, la hausse de la consommation, les cas récurrents de contamination et de pollution des ressources en eau, la mauvaise gestion ou le développement des infrastructures industrielles, la répartition des ressources en eau est de plus en plus inégale, ce qui entraîne une aggravation de la pauvreté ;

NOTANT que selon les données actuelles, 884 millions de personnes n'ont pas accès à la quantité d'eau douce nécessaire par personne et par jour (soit entre 20 et 50 litres d'après la

recommandation des Nations Unies) pour satisfaire les besoins fondamentaux d'un individu (boisson, cuisine, nettoyage, etc.) ;

NOTANT PAR AILLEURS que selon le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement, malgré une amélioration de l'accès à l'eau potable (884 millions de personnes contre 1,2 milliard), le nombre de personnes n'ayant toujours pas accès à des installations sanitaires de base a augmenté (passant de 2,4 à 2,6 milliards de personnes, dont 1 milliard d'enfants) ; et

ATTACHÉ à la vision de l'UICN, à savoir « un monde juste qui valorise et préserve la nature » et à sa mission, à savoir « s'assurer que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux membres gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi qu'aux États non membres et aux acteurs non étatiques de :

    a. reconnaître l'importance d'œuvrer à la réalisation du droit à l'eau dans la perspective du développement durable et dans l'objectif de garantir des ressources en eau aux générations futures en assurant à chaque citoyen un accès libre à une quantité suffisante d'eau ;

    b. respecter, protéger, défendre et réaliser le droit de l'homme à l'eau, notamment en instaurant des politiques et des stratégies efficaces et en veillant à la réalisation du droit de l'homme à l'eau en tant que droit procédural (droit à l'information, à une procédure administrative juste, à la participation du public, à l'accès aux tribunaux de justice pour obtenir des sanctions en cas d'infraction, de blessure ou de dégâts causés par des sociétés multinationales privées) ;

    c. veiller à ce que les gouvernements garantissent un accès à l'eau en qualité et en quantité suffisantes ;

    d. fournir des ressources financières en faveur de la recherche, du renforcement des capacités et du transfert de technologie pour aider les pays à fournir une eau potable et des services d'assainissement qui soient accessibles et abordables pour tous ;

    e. redoubler d'efforts pour appliquer les accords existants tels qu'énoncés dans les instruments nationaux, régionaux et internationaux ;

    f. reconnaître l'importance des services écosystémiques pour la viabilité des programmes axés sur l'accès à l'eau s'agissant des besoins fondamentaux et des installations sanitaires de la part des gouvernements locaux et nationaux ;

    g. promouvoir une compréhension des responsabilités et des synergies qui unissent le droit à l'eau et la conservation ; et

    h. renforcer les capacités de la société à gérer les ressources en eau au moyen de cadres juridiques et institutionnels adaptés ainsi que de politiques efficaces (capacités de gouvernance de l'eau).

2. PRIE la Directrice générale, en collaboration avec les Commissions de l'UICN, les Membres de l'UICN et les autres partenaires concernés, conformément à l'approche

« Un seul Programme », de :

a. concevoir des produits de connaissance qui favorisent la réalisation et l'application concrète du droit à l'eau pour examen au prochain Congrès mondial de la nature ;

b. œuvrer en faveur de la réalisation d'actions sur le terrain, en accordant une attention particulière à la gestion intégrée des ressources en eau et aux écosystèmes terrestres et côtiers ; et

c. renforcer les accords de gouvernance en :

   i. mobilisant le secteur privé et en veillant au respect du droit à l'eau et à la réalisation de ce droit pour tout individu ;

   ii. mettant en œuvre les dispositions énoncées dans la présente recommandation à la lumière de la *Politique de l'UICN sur les droits de l'homme et la conservation* ;

   iii. améliorant la coordination, le consensus et le renforcement des capacités concernant les activités ou les programmes en lien avec les droits ;

   iv. favorisant et en renforçant les capacités en matière de gouvernance de l'eau à tous les niveaux (du niveau local, notamment communautaire, au niveau national) pour garantir un libre accès à de l'eau en quantité et en qualité suffisantes, comme moyen d'autonomiser et de permettre aux populations de mettre en œuvre le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement ;

   v. assurant un accès effectif à la justice et aux tribunaux ; et en

   vi. favorisant une information adéquate et une participation démocratique dans le cadre du processus de gouvernance et de gestion des ressources en eau et des services de l'eau.

Auteur :
Conseil de l'UICN

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M130
Motion sur la Politique de l'UICN sur la conservation et les droits humains pour un développement durable

RAPPELANT que le Conseil de l'UICN et la Directrice générale, en collaboration avec la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales, la Commission du droit de l'environnement et les autres Commissions, les Membres de l'UICN, les représentants des peuples autochtones et les communautés locales ainsi que les autres partenaires concernés ont été appelés, dans la Résolution 4.056 à : « […] élaborer une Politique globale de l'UICN sur la conservation et les droits de l'homme, notamment des orientations sur les stratégies de conservation fondées sur les droits, qui sera soumise pour adoption à la 5ème Session du Congrès mondial de la nature ; […] » ;

CONSCIENT des Résolutions de l'UICN liées aux droits et à l'équité, notamment la Résolution 3.015 *Etablir des liens entre les droits de l'homme et l'environnement pour conserver la nature et réduire la pauvreté* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), et Résolutions 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et 4.056 *Stratégies de conservation fondées sur les droits* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

CONSCIENT PAR AILLEURS des Résolutions de l'UICN liées aux droits et aux aires protégées, comme les Résolutions 1.53 *Les populations autochtones et les aires protégées* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 1ère Session (Montréal, 1996), Résolution 3.055 *Populations autochtones, aires protégées et Programme de travail de la CDB* adoptée lors de la 3e Session du Congrès mondial de la nature (Bangkok, 2004), et Résolution 4.048 *Populations autochtones, aires protégées et application de l'Accord de Durban* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

RAPPELANT la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* (1948) et les nombreuses dispositions dans les conventions internationales et régionales ou les législations nationales qui reconnaissent les liens entre droits humains et protection de l'environnement, notamment la *Déclaration de Stockholm* (1972), la *Charte mondiale pour la nature* (1982), la Convention de l'OIT n° 169 sur les populations autochtones et tribales dans les pays indépendants (1989), la *Déclaration de Rio* (1992), la Convention d'Aarhus (1998) ou la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones* (2007) pour n'en citer que quelques-unes ;

SALUANT le travail important réalisé sur les stratégies fondées sur les droits à ce jour par la Commission du droit de l'environnement, la Commission des politiques environnementales économiques et sociales, le Centre du droit de l'environnement et le Conseil en politique sociale senior de l'UICN, en collaboration avec les Bureaux régionaux et les Membres de l'UICN ;

SE FÉLICITANT NOTAMMENT de la création d'un Groupe de spécialistes conjoint CDDE-CPEES sur les populations autochtones, les lois coutumières et environnementales et les droits humains, créé dans l'esprit de l'approche « Un seul Programme » ;

PRENANT NOTE de la stratégie fondée sur les droits sur le portail Internet de la conservation, lequel offre un outil et une plateforme de valeur pour collecter et partager les informations et les expériences relatives aux initiatives dans le monde qui encouragent l'intégration des questions liées aux droits humains dans les pratiques du domaine de la conservation ;

RECONNAISSANT l'engagement de l'UICN envers l'Initiative sur la conservation et les droits humains, constituée d'un ensemble d'organisations internationales de la conservation qui cherchent à améliorer les pratiques de la conservation en encourageant l'intégration des droits humains dans les politiques et les pratiques du domaine de la conservation ; et

SACHANT que pour réaliser sa Mission, l'UICN a la responsabilité d'encourager la transparence, de développer des outils pour aborder et être responsabilisé des effets sociaux de ses activités et de rationnaliser les stratégies fondées sur les droits dans ses activités de conservation, en considérant cela comme un principe transversal dans son travail ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. ADOPTE la *Politique de l'UICN sur la conservation et les droits humains pour un développement durable*, contenue dans l'Annexe de la présente Résolution.

2. APPELLE les Membres gouvernementaux et non-gouvernementaux de l'UICN, ainsi que les États non-membres et les acteurs non-étatiques à :

    a. reconnaître la valeur des stratégies fondées sur les droits pour la conservation afin de favoriser un développement durable et en particulier :

        i. faire comprendre que l'adoption d'une stratégie fondée sur les droits implique la reconnaissance des droits de toutes les parties (notamment ceux des communautés autochtones et locales) dans le cadre de la loi coutumière et positive, et de leurs devoirs ; et

        ii. reconnaître l'importance de telles stratégies fondées sur les droits comme stratégie sous-jacente pour toute action en faveur de la conservation ;

    b. mettre au point leurs propres politiques sur la conservation et les droits humains pour un développement durable, et les ajuster à leurs besoins et situations particuliers et à la Politique de l'UICN contenue dans l'Annexe à la présente Résolution, incluant ainsi de forts outils et mécanismes de responsabilité ;

    c. mettre au point des mécanismes ou outils pour appliquer les politiques liés aux droits humains dans la planification et la pratique en matière de conservation ; et

    d. diffuser les enseignements tirés par des outils interactifs, comme la stratégie fondée sur les droits de l'UICN sur le portail Internet de la conservation, en encourageant les dialogues et l'échange d'informations.

3. DEMANDE à la Directrice générale, en collaboration avec les Commissions, les Membres de l'UICN et les autres partenaires concernés de :

    a. garantir que la *Politique de l'UICN sur les droits humains et la conservation pour un développement durable* telle qu'incluse dans l'Annexe à la présente Résolution est bien appliquée dans toutes les politiques, les programmes et les activités de l'Union ;

    b. mettre au point des accords et des processus qui garantissent la responsabilité quant à l'application de la politique ;

c. soutenir et s’impliquer activement dans l’Initiative sur la conservation et les droits humains ;

d. aider les Membres et partenaires de l’UICN, s’il y a lieu, dans la mise au point et l’application de leurs propres politiques fondées sur les droits ; et

e. améliorer la coordination, le consensus et le renforcement des capacités sur les activités ou les programmes en rapport avec les droits.

Auteur :

Conseil de l’UICN

ANNEX: IUCN Policy on Conservation and Human Rights for Sustainable Development

In line with, and as a reflection of, IUCN´s vision of a just world that values and conserves nature, this statement is an overarching policy for IUCN to consider and integrate human rights issues into its work, including but not limited to, the development and implementation of rights-based approaches (RBAs) within its projects and programmes. By referring to the need for the equitable utilization of natural resources, IUCN's mission explicitly recognizes the importance and value of fairness, impartiality and respect for rights in the practise of conservation.

Introduction

This policy statement aims to reinforce the Union´s social policies by offering a comprehensive framework laying out the rights-related foundations of social equity and justice. It calls for IUCN to work towards ensuring that rights are respected for the sustainable and equitable use, management, governance, and conservation of natural resources.

This statement builds on the IUCN Mission and rights-related resolutions and policies adopted by IUCN World Conservation Congresses such as the IUCN policy on gender[1] and policy on social equity[2] which respectively recognise that there is a need for a "mainstreaming strategy to integrate a gender perspective in a broad socio-cultural context, into IUCN's Policies, Programmes and Projects" and for "an effective and coherent strategy to ensure conservation does not accentuate or perpetuate existing social, economic and cultural inequities and inequalities".

IUCN began incorporating rights issues into its programme as early as 1975[3]. More recently, Resolution 3.015 ("Conserving nature and reducing poverty by linking human rights and the environment") adopted during the 3rd World Conservation Congress in 2004 welcomed the identification of human rights issues as cross-cutting themes across the Environmental Law Programme. In 2008 during the 4th World Conservation Congress the IUCN Council and Director General were called upon by Resolution 4.056 ("Rights-based approaches to conservation") to "promote the analysis of rights-based approaches as a cross-cutting principle within IUCN and its membership"[4], and to "undertake further work to support and guide IUCN on the implementation of policies and actions reflecting a rights-based approach to conservation"[5]. The Resolution calls on the IUCN Council and Director General, in collaboration with CEESP, CEL and others to "develop a comprehensive Policy on Conservation and Human Rights, including guidance on rights-based approaches to conservation, to be tabled for adoption at the 5th IUCN World Conservation Congress"[6].

In addition, IUCN is also a founding member of the Conservation Initiative on Human Rights (CIHR), a consortium of international conservation organisations established in 2009 to seek to improve the practice of conservation by promoting the integration of human rights in conservation policy and practice. IUCN has signed the CIHR framework, a common, initial framework of principles and management practices.

---

[1] IUCN Policy on Gender (Presented at the 48th meeting of the IUCN Council 27-29 April 1998)
[2] IUCN Policy on Social Equity in Conservation and Sustainable Use of Natural Resources (2nd World Conservation Congress, 2000)
[3] A Resolution adopted during the 12th IUCN General Assembly in Kinshasa in 1975 relates to indigenous people´s rights to land in the context of land displacements for conservation purposes. Furthermore, Resolution 1.53 focuses on "Indigenous Peoples and Protected Areas" (1st World Conservation Congress, Montreal, 1996).
[4] Resolution 4.056 Point 3. (a).
[5] Resolution 4.056 Point 3. (d).
[6] Resolution 4.056 Point 3. (b).

Linkages between rights and conservation

Conservation activities have the potential to clash with or infringe upon human rights. Failure to respect, ensure and fulfil internationally and domestically guaranteed or customary rights can be a trigger for environmental destruction and degradation as people can be forced to engage in unsustainable practices for their survival. Likewise, conservation can achieve short-term success through measures that fail to respect human rights such as forced resettlements.

Rights-based approaches (RBAs) can be seen as one of the tools to make rights and conservation mutually reinforcing. RBAs can be considered as the integration of rights considerations within any policy, project, programme or initiative.

Scope of the policy

This policy builds upon past and ongoing IUCN efforts related to RBA, by reflecting the highest international standards of human rights protection and describing the mechanisms (safeguards and action points) by which IUCN will uphold those standards, because respect for nature and respect for people are inextricably linked.

It addresses human rights, which are the rights that all people are entitled to regardless of nationality, sex, origin, race, religion, language, political association or other, and which are protected and recognized in international and national laws, and rights in a broader sense, which may not be internationally or nationally recognized and protected, such as many of the customary rights of indigenous peoples or local communities (e.g. tenure rights).

This policy calls for a strengthening of procedures within IUCN to promote and monitor compliance with the mechanisms developed in this policy, and for the adequate allocation of resources for the implementation of such mechanisms throughout IUCN Component Programmes.

Furthermore, IUCN is committed to work with all stakeholders on the integration of rights and conservation issues. IUCN is particularly committed to engage with its membership. Considering the diversity of its members - from small NGOs to national governments - IUCN acknowledges that one size cannot fit all.

Mainstreaming Respect for Rights across the Union

Rights are cross-cutting issues and are essential to the concepts of equity and sustainability. As such, the respect, protection and fulfilment of rights within the context of nature conservation will contribute to realizing IUCN´s mission, the fulfilment of IUCN's position on Accountability and Values[7] which underlines, *inter alia*, the need for ethical behaviour, transparency, equality, and inclusiveness and will strongly support the realization of IUCN´s current and future programmes.

Guiding principles:

While mainstreaming respect for rights within its activities, IUCN should be guided by the following principles which seek to:

- ✓ Respect, protect, promote and fulfil all procedural and substantive rights, including environmental and customary rights, for just and equitable conservation;

[7] http://www.iucn.org/about/values/

- ✓ Promote the implementation of the provisions of international conventions and policy processes which respect human rights in all approaches to conservation, whether multilateral environmental agreements such as the Convention on Biological Diversity or human rights instruments such as the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP) – e.g. the right of indigenous peoples to engage in their traditional cultural practices but also, amongst others, rights to the ownership and use of territory and natural resources, self governance and self determination as embedded in UNDRIP. Whilst the UNDRIP is an instrument of 'soft' international law, it represents nonetheless a strong moral position on the part of its signatory states and should inspire major conservation actors such as IUCN;

- ✓ Take into account the multiple recommendations of the Vth World Parks Congress and the 2003 WCPA Durban Action Plan which refer to rights and which IUCN has endorsed concerning protected areas, including the acknowledgement of rights to the restitution of lands taken without free, prior and informed consent and the right to full and effective participation in protected area governance and management, in particular the targets under the Durban Action Plan´s outcome 5;

- ✓ Consider and realize the rights of people that can be affected in development and conservation activities such as women, indigenous peoples and other most vulnerable groups and who could, at the same time, benefit from rights-inclusive and socially sensitive development measures (such approaches may provide tools to secure/address issues related to cultural conservation and diversity, community-based conservation in the context of (new) protected areas, the protection of the customary rights of local communities vis-à-vis the state, the restitution of forfeited rights);

- ✓ Work towards ensuring the respect for, and seeking further protection and the realization of general livelihood and human well-being considerations always keeping in mind gender balance as an essential component;

- ✓ Focus on the roles *and* corresponding responsibilities of duty-bearers, right-holders and all other actors involved, for the integration of these considerations at every possible level of a conservation process. Indeed, adopting approaches that respect rights should be based on the principle that communities are not merely stakeholders whose views governmental and conservation agencies may take into account, but are rights-holders to whom implementing agencies have statutory obligations[8];

- ✓ Promote transparency and develop tools to address and be accountable for the social effects of IUCN´s work. Accountability is critical for the governance of any natural resource management system, providing the regulatory feedback that prevents over-use of natural resources and abuse of people;

- ✓ Ensure that IUCN programs, projects, and activities undertaken, sponsored or supported by the IUCN are assessed using international human rights standards. Such measures should include social, environment, and human rights impact assessments prior to any project implementation;

- ✓ In line with UNDRIP standards, require free, prior and informed consent when IUCN projects, activities, and/or initiatives take place on indigenous peoples lands and territories and/or impact natural and cultural resources, sites, assets etc.;

[8] Jonas, H., Shrumm H., Bavikatte K., *Biocultural Community Protocols and Conservation Pluralism*, Policy Matters n°17, Exploring the right to diversity in conservation law, policy, and practice, October 2010

- ✓ Apply the principles developed by the IUCN Environmental Law Centre in Annex to IUCN Resolution 4.056, as the basis for the further development of tools/methods to promote fair and equitable conservation action.

Action plan

To implement the above principles, the following action plan should direct the work of the Union in mainstreaming respect for rights within IUCN projects and programmes. The implementation of the action plan should be facilitated by the IUCN Secretariat (in particular the Environmental Law Centre (ELC), the Global Policy Unit (GPU), the Social Policy Unit (SPU), the Gender Programme, and others) in close collaboration with IUCN Commissions (in particular the Commission on Environmental Law (CEL), the Commission on Environmental and Economic and Social Policy (CEESP) and the Commission on Education and Communication (CEC)) and members.

In this context, IUCN should take the following actions:

1. **Mainstream respect for rights within the Union by**

    a. Developing and updating guidance on rights-related issues, such as the one provided by the step-wise approach for the integration of RBA within IUCN projects[9];
    b. Developing specific recommendations to the IUCN component programmes based on the principles set out in this policy and on the lessons learnt on the implementation and monitoring of RBAs;
    c. Mainstreaming the principles set out in this policy by following the guidance and recommendations which will be developed under points a. and b. above.

2. **Set up institutional arrangements for accountability on compliance with this policy by**

    a. Establishing a focal point in charge of taking appropriate measures to ensure the respect and implementation of this policy, including but not limited to
        i. The development of rights-related safeguards for IUCN project design and management, including a focus on gender equity and equality;
        ii. The production of periodical reports on compliance with IUCN's rights-related safeguards (including reports to IUCN Council as well as the general public);
        iii. An internal process which would address allegations of IUCN non-compliance with this policy by investigating such situations and recommending measures for redress;

    b. Establishing a group composed of focal points to be identified in all IUCN Component Programmes which will be in charge of supporting the focal point in the implementation of his/her mandate, in particular through
        i. The provision of Technical expertise in the development of rights-related safeguards;
        ii. The development of reports on the activities of each office in relation to the implementation of this policy;
        iii. Investigations of alleged cases of non-compliance.

[9] The step-wise approach is a methodology which includes the following steps: 1. Undertake a situation analysis, 2. Provide information, 3. Ensure participation, 4. Take reasoned decisions, 5. Monitor and evaluate the application of an RBA, 6. Enforce rights

3. Build capacity within IUCN by

a. Developing training materials, tools and mechanisms for IUCN Component Programmes to implement this policy;
b. Using the RBA portal as a platform for sharing lessons learnt and as a tool for better dissemination of information on rights and conservation related issues.

4. Support IUCN members by

a. Actively engaging with the Conservation Initiative on Human Rights (CIHR);
b. Supporting the integration of rights in their conservation programmes.

M131
Intégrer les droits de nature comme pierre angulaire du processus décisionnel de l'UICN

NOTANT que les pays sont de plus en plus nombreux à intégrer les droits de la nature ou de la Terre nourricière dans leurs cadres réglementaires comme un nouveau paradigme de société fondé sur la reconnaissance du droit de la nature et de ses éléments constitutifs à exister et à se régénérer continuellement ;

RECONNAISSANT que l'Équateur est le premier pays au monde à avoir introduit les droits de la nature dans sa Constitution comme instrument de l'exercice économique, politique et juridique de l'État, conformément à l'Article 71 qui stipule que « la nature, ou Pacha Mama [Terre nourricière], là ou la vie se réalise et se reproduit, a droit au respect de son existence, de même qu'au maintien et à la régénération de ses cycles vitaux, structures, fonctions et processus évolutifs » ;

RAPPELANT que la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre nourricière organisée en avril 2010 à Cochabamba, Bolivie, a débouché sur la *Déclaration universelle des droits de la Terre nourricière*, promulguée et appuyée par les peuples autochtones et les mouvements sociaux qui, au titre de représentants d'une société civile active, appellent leurs gouvernements et les Nations Unies à inscrire ce thème à l'ordre du jour de débats fondamentaux semblables à ceux portant sur le changement climatique et la diversité biologique ;

CONSTATANT que les économies mondiales, en particulier celles des pays développés, maintiennent des schémas de production et de consommation qui ne tiennent pas compte des limites imposées par notre planète, ce qui provoque non seulement des pertes inestimables en termes de diversité culturelle et de savoirs connexes mais aussi en termes d'érosion de la biodiversité, de détérioration des écosystèmes, de pollution environnementale, de baisse de la qualité et de la quantité d'eau disponible et d'aggravation des problèmes liés au changement climatique ;

NOTANT ÉGALEMENT qu'outre le fait de provoquer de graves incidences sur l'environnement, le modèle de production et de consommation actuel s'est révélé inadapté s'agissant de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration de la qualité de vie de la majorité de la population dans le monde ;

CONSIDÉRANT que pour maintenir la production et la consommation à leurs niveaux actuels, de nombreux pays ont augmenté leur empreinte écologique en utilisant des ressources et des terres hors de leurs frontières nationales tandis que d'autres, notamment ceux dont l'économie repose sur l'extraction de ressources naturelles ou sur la production de biens pour satisfaire la demande internationale (souvent somptuaire), sacrifient leur patrimoine naturel pour ce faire, ce qui a accentué les différences entre pays riches et pays pauvres et élargi les fossés qui les séparent ;

NOTANT que la qualité de vie des générations actuelles et futures dépend de la santé de la nature, de ses éléments constitutifs, de ses fonctions et de ses services écosystémiques, mais aussi de leur capacité à se régénérer ;

ALARMÉ par la place centrale accordée à la croissance économique dans les politiques et processus décisionnels des États, sans tenir compte des cycles et caractéristiques de la nature et, d'un point de vue éthique, sans promouvoir la responsabilité partagée de l'humanité envers le patrimoine naturel ; et

PRÉOCCUPÉ de constater que le bien-être de l'homme se jauge essentiellement à l'aune du niveau de revenu ou de croissance économique d'un pays, sans prêter attention aux indicateurs de la viabilité réelle des économies nationales ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RECOMMANDE à la Directrice générale de faire en sorte que dans toutes les décisions prises dans le cadre des plans, programmes et projets de l'Union, les droits de la nature constituent la pierre angulaire absolue de toute activité de planification, mesure et évaluation à tous les niveaux et dans tous les domaines d'intervention.

2. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de diffusion, de communication et d'impact sur les droits de la nature.

3. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN de veiller à prendre des décisions contribuant à la pleine application des droits de la nature et au développement d'une nouvelle philosophie pour le suivi du bien-être des peuples.

4. INVITE la Directrice générale et les Membres de l'UICN à promouvoir l'adhésion à une Déclaration universelle des droits de la Terre nourricière comme première étape de la réconciliation entre l'homme et la Terre, essentielle à sa survie, et comme ciment d'un nouveau pacte de civilisation.

Auteur :
Corporación de Gestión y Derecho Ambiental ECOLEX

Co-parrains :
Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica
Liga de Defensa del Medio Ambiente
Fundación Ambiente y Recursos Naturales
Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza
Fundación para el Desarrollo de Alternativas Comunitarias de Conservación del Trópico
Corporación Grupo Randi Randi
Centro de Educación y Promoción Popular
Instituto Nazca de Investigaciones Marinas

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M132
Le droit des enfants à être en contact avec la nature et à un environnement sain

CONSIDÉRANT le déclin significatif de la quantité et de la qualité de l'expérience directe des enfants avec le monde naturel, du fait des évolutions mondiales comme l'urbanisation, sachant que 50% de la population mondiale vit dans des villes et que ce chiffre passera à 70% en 2050 selon les prévisions des Nations Unies, la perte de la diversité biologique, la déforestation, l'industrialisation et la dégradation de l'environnement ;

RECONNAISSANT l'inquiétude d'un grand nombre de personnes sur la déconnection croissante des populations, et notamment des enfants, d'avec la nature, et les conséquences négatives que cela entraîne sur le développement sain de l'enfant (« trouble lié au déficit de la nature ») ainsi que sur la protection responsable de la nature et de l'environnement dans le futur ;

S'APPUYANT sur la Résolution 4.105 *Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) à la conservation* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui reconnaît l'importance vitale du contact des enfants avec la nature puisque « mettre les enfants en contact avec la nature de manière constructive, dans leur vie de tous les jours, tend à les aider à devenir des adultes passionnés et engagés, qui soutiennent activement la conservation de l'environnement et des ressources naturelles », et qui demande par ailleurs à la Directrice générale de l'UICN d'aider en priorité les Membres de l'UICN à reconnecter les populations, et notamment les enfants, avec la nature afin de garantir une protection responsable de l'environnement pour les générations futures ;

PROFONDÉMENT INQUIET des graves conséquences que font porter les problèmes environnementaux croissants comme le changement climatique, l'extinction des espèces et la dégradation des écosystèmes sur la vie, le développement et le futur des enfants, qui sont le groupe le plus vulnérable de la société à cet égard ;

CONVAINCU que les enfants, qui sont une partie inaliénable de la nature, ont droit à un environnement sain et ont droit d'être en contact avec la nature et les dons de la nature, pour leur santé physique et psychologique et leur capacité à apprendre et à créer, et que tant qu'ils auront ces droits ils ne porteront pas la responsabilité de la nature et de l'environnement ;

CONVAINCU PAR AILLEURS que grandir dans un environnement sain et être en contact avec la nature est d'une importance tellement fondamentale pour les enfants, le futur de la conservation de la nature et la protection de l'environnement, que cela devrait être reconnu et codifié internationalement comme un droit humain pour les enfants ;

SE FÉLICITANT que les questions des droits humains soient identifiées comme des questions transversales au sein du mandat de l'UICN et de la *Stratégie basée sur les droits de l'UICN*, en se fondant sur la Résolution 4.056 *Stratégies de conservation basées sur les droits* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

SE FÉLICITANT PAR AILLEURS de l'important travail réalisé par le Centre du droit de l'environnement de l'UICN, en collaboration avec la Commission du droit de l'environnement (CDE) de l'UICN, dont l'objectif est d'approfondir le concept de Stratégie de conservation basée sur les droits, avec la publication, entre autres, de *Conservation with Justice: a rights-based approach* (Conservation dans la justice : une approche fondée sur les droits) ;

NOTANT que le concept de droit de l'enfant à être en contact avec la nature et à un environnement sain s'insère dans la *Stratégie de conservation basée sur les droits*, puisqu'il

contribue positivement à la valorisation et à la conservation de la nature, et à la réalisation des droits existants de l'enfant – comme le droit à vivre et à se développer, à la santé et à des conditions de vie décentes, et à s'engager dans l'action ;

RAPPELANT que les liens entre droits humains et environnement ont été reconnus dans l'Article 1 de la *Convention d'Aarhus* (1998) et dans plusieurs instruments politiques des Nations Unies, comme la *Déclaration de Stockholm* (1972), la *Charte mondiale pour la nature* (1982), la *Déclaration de Rio* (1992) et l'*Agenda 21*, les *Objectifs du Millénaire pour le développement*, en particulier l'objectif 7 qui garantit la durabilité du milieu naturel et la *Charte de la Terre*, un document des peuples qui offre un cadre éthique au développement durable ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la reconnaissance explicite du droit humain à l'eau et à l'assainissement parmi d'autres droits humains, dans la Résolution 64/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 28 juillet 2010, et dans le Commentaire général n°15 (2002) du Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels ;

SALUANT la récente nomination d'un expert indépendant sur les droits humains et l'environnement par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, dans sa résolution HRC/19/L.8/Rev.1 du 20 mars 2012 ;

SOULIGNANT que le concept relativement nouveau de droit à être en contact avec la nature est connu et reconnu pour les peuples autochtones dans l'article 25 de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (2007) : « Les peuples autochtones ont le droit de conserver et de renforcer leurs liens spirituels particuliers avec les terres, territoires, eaux et zones maritimes côtières et autres ressources qu'ils possèdent ou occupent et utilisent traditionnellement, et d'assumer leurs responsabilités en la matière à l'égard des générations futures » et que leur droit à un environnement sain est reconnu dans l'Article 29 ;

SOULIGNANT par ailleurs que la Convention internationale des droits de l'enfant contient des éléments spécifiques sur lesquels le droit de l'enfant à être en contact avec la nature et à un environnement sain pourrait se baser : l'article 29 (1e), où il est écrit que l'éducation de l'enfant doit viser à lui inculquer le respect du milieu naturel, et l'article 24 (2c et e) sur le droit de l'enfant à la santé et à une eau potable propre compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel, à l'hygiène et à la salubrité de l'environnement ;

CONSCIENT du potentiel des enfants comme agents du changement, ce qu'évoque le Principe 21 de la Déclaration de Rio : « Il faut mobiliser la créativité, les idéaux et le courage des jeunes du monde entier afin de forger un partenariat mondial, de manière à assurer un développement durable et à garantir à chacun un avenir meilleur », et la Résolution 4.098 *Partenariats intergénérations : encourager un leadership éthique en faveur d'un monde juste, durable et pacifique* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008) ;

PRENANT NOTE de la reconnaissance explicite du droit humain à un environnement sain à une échelle régionale, dans la *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples* ou dans la Convention américaine des droits de l'homme par exemple, et à une échelle nationale dans de nombreuses constitutions nationales ; et

CONCLUANT CEPENDANT que le droit humain des enfants à être en contact avec la nature et à un environnement sain n'a pas encore été internationalement reconnu ni codifié dans aucun traité des Nations Unies (sur les droits humains) juridiquement contraignant, comme la Convention des droits de l'enfant ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPROUVE le droit de l'enfant à être en contact avec la nature et à un environnement sain, ce qui inclut, entre autres :

    a. le droit inhérent de l'enfant à être en contact avec la nature de façon constructive, dans le cadre de sa vie quotidienne et de son développement sain, et de profiter, de préserver et de renforcer ce contact par l'expérience directe et vécue de la nature ;

    b. le droit de l'enfant à vivre dans un environnement qui ne soit pas préjudiciable à sa santé ou à son bien-être, et à être assuré de la conservation de la nature et de la protection de l'environnement, pour le bénéfice des générations présentes et futures ; et

    c. le droit de l'enfant à avoir la responsabilité de pouvoir répondre aux enjeux de l'environnement auxquels il sera malheureusement confronté, et de l'aider à réaliser un monde durable qui valorise la nature et où les personnes vivent en harmonie avec le milieu naturel.

2. APPELLE les Membres gouvernementaux et non-gouvernementaux de l'UICN, sa Mission permanente d'observation aux Nations Unies et sa Directrice générale à :

    a. promouvoir et contribuer activement à la reconnaissance internationale et à la codification du droit de l'enfant à être en contact avec la nature et à un environnement sain dans le cadre des droits humains des Nations Unies, de préférence dans un protocole supplémentaire à la Convention des droits de l'enfant ; et

    b. proposer le texte provisoire « Le droit de l'enfant à être en contact avec la nature et à un environnement sain » sur l'ordre du jour du Conseil des Nations Unies sur les droits de l'homme.

3. DEMANDE à la Directrice générale, en collaboration avec le Secrétariat et la Commission de l'UICN du droit de l'environnement de, dans la limite de leurs mandats respectifs :

    a. contribuer au développement et à la vulgarisation du concept juridique suivant : le droit de l'enfant à être en contact avec la nature et à un environnement sain, dans le cadre de la *Stratégie de conservation basée sur les droits* ; et

    b. offrir des conseils sur le texte provisoire « Le droit de l'enfant à être en contact avec la nature et à un environnement sain », et sur les objectifs à atteindre et les actions à prendre afin que ce droit soit reconnu et codifié dans le cadre de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Auteur :
Stichting Lippe - Biesterfeld Natuurcollege, Pays-Bas

Co-parrains :
Both Ends - Environment and Development Service for NGOs, Pays-Bas
Centrum voor Milieukunde, Rijksuniversiteit Leiden, Pays-Bas
De Landschappen, Pays-Bas
Friends of the Earth Netherlands, Pays-Bas

Nederlands Centrum voor Inheemse Volken, Pays-Bas
Vereniging voor Natuur en Milieu Educatie (IVN), Pays-Bas
Reptile Amfibieën Vissen Onderzoek Nederland (RAVON), Pays-Bas
Staatsbosbeheer, Pays-Bas
Vereniging voor Zoogdierkunde en Zoogdierbescherming, Pays-Bas

Explanatory Memorandum

1. The first requirement is that motions must be consistent with IUCN objectives. The issue of this motion presents a clear link with IUCN's vision of *A just world that values and conserves nature* and to the IUCN objectives of conservation and sustainable use of natural resources, since connecting children to nature in meaningful ways tends to be a precursor to their growing up as adults with a passion and commitment to work actively in support of conservation of the environment and natural resources.

In this respect it is also relevant to the *IUCN Programme 2013–2016*. Connecting children will contribute to IUCN's work on valuation and Target 1: Public awareness increased and to Target 2: Values of biodiversity recognized.

2. The second requirement is that motions must address new issues other than those already covered by adopted Resolutions or Recommendations or new aspects of issues already addressed by Resolutions and Recommendations. This motion adds a new aspect, that connecting children to nature should be recognized as a human right for children, to IUCN Resolution 4.105 *Communication, education and public awareness (CEPA) in conservation* adopted by the 4th IUCN World Conservation Congress (Barcelona, 2008), which acknowledges the vital importance of connecting children and nature.

This motion also introduces the new legal concept of the child's right to connect with nature in order to contribute to the further development of the IUCN rights-based approach mandate based on Resolution 4.056 *Rights-based approaches to conservation* adopted by the 4th IUCN World Conservation Congress (Barcelona, 2008).

M133
Les droits de l'homme et l'accès aux ressources naturelles en Méso-Amérique

SOULIGNANT que bien que la Méso-Amérique soit une région d'une très grande diversité biologique, la disponibilité et l'accès à ses ressources naturelles à des fins d'utilisation par l'homme sont souvent inéquitables ;

RECONNAISSANT qu'en dépit de progrès substantiels, la ressource en eau est vulnérable à la pollution en raison d'une mauvaise gestion des eaux usées et d'une réglementation limitée des activités de production, conformément au rapport sur l'Etat de la région de l'Amérique centrale (2011) ;

SOULIGNANT que l'accès à l'eau et à la terre est essentiel pour assurer la sécurité alimentaire des populations, en particulier des plus marginalisées ;

CONSIDÉRANT le nombre croissant de conflits socio-environnementaux relatifs à l'accès à l'eau et à la terre du fait du développement d'activités telles que l'extraction minière à ciel ouvert, la production hydroélectrique et le tourisme à grande échelle ;

PRÉOCCUPÉ par les données publiées par l'Observatoire des conflits miniers d'Amérique Latine, qui a enregistré jusqu'en 2011 pas moins de 35 conflits miniers dans la région Méso-Amérique impliquant 42 communautés ;

PRÉOCCUPÉ par la grande quantité de projets hydroélectriques planifiés ou en cours de construction dans des bassins binationaux, des aires protégées ou autochtones, et dans des aires d'une grande biodiversité et de production agricole importante ;

SOULIGNANT que les projets miniers et hydroélectriques ont eu, ou auront, des effets importants sur des écosystèmes clés et qu'ils ont provoqué le déplacement de milliers de paysans et d'autochtones dans la région Méso-Amérique ;

RECONNAISSANT l'importance des projets de production électrique et de métal au niveau mondial, mais également la grande diversité biologique et la vulnérabilité de la région Méso-Amérique aux effets du changement climatique, ainsi que le risque élevé de catastrophes naturelles ;

RAPPELANT la résolution 4.056 *Stratégies de conservation fondées sur les droits* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4^{e} Session (Barcelone, 2008) ;

REAFFIRMANT le soutien à la *Déclaration de Rio* et à l'*Agenda 21*, adoptées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992, à la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, adoptée par l'Assemblée générale le 13 septembre 2007, et à la reconnaissance des droits des peuples autochtones en rapport avec les objectifs de développement durable, incluse dans les *Lignes directrices sur les questions relatives aux peuples autochtones* du Groupe des Nations Unies pour le développement de 2008 ; et

SOULIGNANT le Principe 10 de la *Déclaration de Rio*, selon lequel « la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les

informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré » ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux Membres gouvernementaux et non-gouvernementaux, aux Commissions et au Secrétariat de l'UICN :

    a. de favoriser parmi les Commissions de l'UICN et les instances de coopération internationale la réalisation d'évaluations de l'impact des projets miniers et hydroélectriques sur les populations humaines, les moyens de subsistance et les écosystèmes, en particulier dans les zones tropicales hautement vulnérables aux effets du changement climatique et aux catastrophes socio-environnementales ; et

    b. de mettre au point des instruments et d'appuyer les activités de contrôle des sols et de l'eau au niveau communautaire, de façon à atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus.

2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de Méso-Amérique de garantir le droit des peuples autochtones et des communautés à l'accès à l'eau et à la terre, en réalisant les évaluations nécessaires des projets d'exploitation minière ou hydroélectrique à l'échelle de vastes régions, de façon à étayer la prise de décisions en accordant la priorité à l'utilisation des ressources de la terre pour le bien-être humain et la sécurité alimentaire.

3. DEMANDE à la Directrice générale :

    a. d'identifier les bailleurs de fonds potentiels intéressés par l'appui au renforcement des capacités dans les pays de Méso-Amérique au moyen d'ateliers et de la réalisation de matériel pédagogique sur des sujets tels que :

        i. la réglementation nationale et internationale relative aux droits de l'homme et leur lien avec l'environnement, figurant dans le Principe 10 de la Déclaration de Rio ;

        ii. les effets potentiels des projets miniers et hydroélectriques et les meilleures pratiques pour l'atténuation de ces effets, de façon à favoriser des processus de consultation et d'évaluation/approbation de ces projets ; et

        iii. les contenus importants et précis qu'il conviendrait de faire apparaître dans les évaluations d'impact environnemental des projets miniers et hydroélectriques ; et

    b. de favoriser l'échange d'informations et d'expériences entre les communautés touchées ou susceptibles de l'être par des projets miniers ou hydroélectriques au moyen d'instruments tels que des réseaux, des rencontres régionales ou des blogs.

Auteur :
Asociación Nacional para la Conservación de la Naturaleza, Panama

Co-parrains :
Asociación para la Protección del Mar, Panama
Sociedad Audubon de Panama
Centro de Estudios y Acción Social Panameño, Panama

Fundación del Río, Nicaragua
Unidad Ecológica Salvadoreña, El Salvador
Asociación Conservacionista de Monteverde, Costa Rica
Asociación Preserve Planet, Costa Rica
Universidad para la Paz, Costa Rica
Universidad para la Cooperación Internacional, Costa Rica
Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación, Costa Rica
FAUNAM / PG7 Consultores, México
Asociación para el Desarrollo de la Mosquitia, Honduras

M134
Promotion et renforcement des systèmes agroalimentaires locaux

NOTANT que nous sommes dans un environnement mondialisé, caractérisé par des mutations rapides et profondes, confrontés à de grands défis, notamment la lutte contre le changement climatique, la conservation de la biodiversité, la prévention des crises sanitaires et alimentaires, ainsi qu'au besoin d'assurer les ressources nécessaires à une population croissante et de plus en plus concentrée dans les zones urbaines et métropolitaines ;

CONSCIENT des pressions croissantes auxquelles sont soumis les espaces urbains et périurbains, notamment dans la région méditerranéenne, où l'expansion urbaine et la mise en place de nouvelles infrastructures représentent une menace sensible pour les espaces agricoles et naturels et, par conséquent, pour l'équilibre entre territoires urbains, périurbains et ruraux ;

NOTANT que les changement intervenus dans les espaces périurbains, non seulement dans les espaces ou l'utilisation des sols, mais aussi dans le domaine social, économique, politique et administratif, créent de nouvelles tensions et de nouvelles attentes ;

CONSTATANT le besoin d'œuvrer à l'échelle territoriale et non seulement dans les espaces protégés, et RECONNAISSANT le rôle du schéma d'utilisation des sols pour la préservation de la biodiversité et sa contribution au maintien des services environnementaux ;

SOUHAITANT proposer et promouvoir de nouvelles approches territoriales et de nouvelles démarches de mise en place de projets territoriaux dans les espaces périurbains, afin de renforcer la cohésion sociale et l'équilibre environnemental, ainsi que de permettre à ces nouveaux territoires en construction d'anticiper les effets du changement et de bâtir un avenir meilleur ;

SACHANT que des politiques sont nécessaires et indispensables, non seulement en matière de protection, mais également de valorisation et d'appropriation de la part des citoyens, ainsi que de promotion et de gestion des espaces agricoles et naturels de ces nouveaux territoires périurbains ;

CONVAINCU que les Systèmes agroalimentaires locaux, qui replacent l'alimentation et ses fonctions nutritionnelles, mais aussi économiques, sociales, environnementales et culturelles, au cœur de l'espace vital des habitants de ces territoires, peuvent contribuer :

a. à une démocratisation de l'alimentation selon le principe de l'équité sociale, assurant l'accès de tous (en termes de disponibilité, de diversité, de qualité, de juste prix) à une nourriture saine, équilibrée et savoureuse, dans toute la mesure du possible sur la base de la production locale et de la créativité des communautés ;

b. à promouvoir une alimentation qui soit véritablement porteuse de valeurs universelles, notamment le droit inaliénable de toute personne à vivre dans la santé et la dignité, le droit de toute personne à bénéficier d'un environnement favorable à la qualité de vie, et la transmission et la création culturelle ;

c. à promouvoir une alimentation d'une qualité nutritionnelle favorable à la bonne santé de chacun ;

d. à réduire l'empreinte écologique à l'échelle mondiale et à améliorer la situation environnementale en développant les circuits de commercialisation de proximité ou en mettant en valeur les liens entre l'agriculture et l'environnement ;

e. à renforcer les valeurs, les fonctions et les services environnementaux de la matrice territoriale de ces nouveaux territoires périurbains, notamment le maintien de la biodiversité et, dans les espaces agricoles, de l'agro-biodiversité ;

f. au renforcement du tissu socio-économique local et à une meilleure préservation des ressources, y compris des ressources naturelles, et des revenus territoriaux, par le biais de l'appui à la consommation locale, à la production et à l'organisation de la transformation et de la commercialisation des produits locaux ;

g. à la mise en valeur d'une « économie de la vie quotidienne » où les femmes jouent un rôle majeur ;

h. au renforcement des liens de sociabilité et de solidarité entre les habitants d'un espace de vie partagé, et à un apprentissage de la gestion collective ;

i. à créer le sentiment d'appartenance à un territoire, à une société qui incorpore et reconnaît le rôle et la place de chacun en matière d'alimentation ;

j. à mettre en place un projet territorial par le biais du renforcement des pratiques et des activités qui s'y déroulent, ce qui permettra de renforcer la protection, la valorisation et la gestion de la matrice territoriale et de ses services environnementaux ; et

k. à l'ouverture de ces nouveaux territoires périurbains vers le monde extérieur, par le biais de la coopération interterritoriale et transnationale, de la solidarité et de l'échange de bonnes pratiques entre différents territoires en tant que moyen d'innovation et d'enrichissement du projet territorial ; et

TENANT COMPTE des instruments suivants, qui comportent des éléments contribuant à la mise en place et au renforcement des Systèmes agroalimentaires locaux : le *Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture,* adopté le 3 novembre 2011 par la 31e session de la Conférence générale de la FAO ; des Résolutions adoptées par les Congrès de l'UICN, notamment la Résolution 3.012, *La gouvernance des ressources naturelles pour la conservation et le développement durable*, la Résolution 3.017, *Promotion de la souveraineté alimentaire pour conserver la diversité biologique et éliminer la faim* et la Résolution 3.063 *Les villes et la conservation,* adoptées par le 3e Congrès mondial de la nature réuni à Bangkok en 2004 ; la Recommandation 4.128, *Établir des réseaux d'aires protégées naturelles urbaines et périurbaines*, adoptée par le 4e Congrès mondial de la nature réuni à Barcelone en 2008 ; l'*Avis du Comité des régions* (2011 / C 104/1), publié au Journal officiel de l'Union européenne suite à la 88e Assemblée plénière, favorable a la promotion de Systèmes agroalimentaires locaux sur les territoires des pays membres de l'Union européenne ; et la *Charte européenne de gouvernance territoriale et alimentaire,* signée à Barcelone en novembre 2011 par neuf autorités locales et régionales et adoptée notamment par l'Association Arc Latin ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. INVITE les autorités locales à mettre en place, sur les territoires relevant de leur juridiction, des Systèmes agroalimentaires locaux définissant et mettant en œuvre des stratégies politiques et des plans d'action à l'échelle locale.

2. DEMANDE à la Directrice générale de :

    a. apporter un soutien aux autorités locales en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique alimentaire intégrée à d'autres politiques (aménagement du

territoire, environnement, santé, agriculture, culture, questions sociales) afin de promouvoir et de coordonner la mise en place de Systèmes agroalimentaires locaux soutenus par de nombreuses initiatives de circuits de commercialisation de produits agroalimentaires de proximité, et afin de mettre en place une Stratégie alimentaire locale ;

b. défendre, soutenir et encourager l'établissement et le renforcement d'accords entre les autorités (locales, régionales, nationales et supranationales) et les acteurs du Système agroalimentaire local, en vue de mettre en place une gouvernance territoriale articulée autour de l'alimentation, ce qui permet d'assurer la production alimentaire, la préservation de la biodiversité et la gestion durable du territoire dans un environnement incertain et complexe ; et

c. faciliter le partage et l'échange d'outils, de méthodes et de bonnes pratiques permettant de renforcer l'approche participative dans tous les territoires mettant en place ce genre de stratégies.

Auteur :
Fundación Naturaleza y Hombre

Co-parrains :
Fundación Oxígeno
Centro de Extensión Universitaria y Divulgación Ambiental de Galicia- CEIDA
Asociación Española de Entomología
Fundación para la Conservación del Quebrantahuesos- FCQ
Accio Natura

M135
Sécurité alimentaire, restauration des écosystèmes et changement climatique

CONSTATANT que la déforestation et la dégradation des terres dans l'ensemble de la ceinture équatoriale, notamment en Amérique centrale, nuisent à la sécurité alimentaire et à l'accès à l'eau salubre pour la consommation humaine, portent atteinte aux terres appartenant aux populations autochtones et à la biodiversité, et augmentent la vulnérabilité au changement climatique ;

CONSIDÉRANT que la demande alimentaire augmente de pair avec la croissance de la population mondiale ;

CONSIDÉRANT qu'il est aujourd'hui possible d'accéder aux connaissances, aux pratiques et à l'expérience acquises en matière de production alimentaire durable et de restauration des écosystèmes dégradés ;

RECONNAISSANT que les connaissances et les pratiques liées à des méthodes de culture traditionnelles, comme le modèle dit « Guama » qui consiste à cultiver en bandes des plantes du genre *Inga* (Fabaceae) ou similaires, peuvent notamment s'appliquer aux domaines suivants :

a. la production de légumes et de céréales de base et en général de cultures « propres » ou qui ne nécessitent pas d'ombrage, pour sauvegarder la variété des espèces alimentaires ;

b. la création de revenus familiaux en produisant des cultures sous ombrage, notamment le cacao, le café, le poivre noir, etc. ; et

c. la création de corridors biologiques pour la restauration des écosystèmes avec des espèces natives, afin d'améliorer le microclimat et les conditions requises pour le rétablissement de différentes populations faunistiques, comme les invertébrés, les reptiles, les mammifères et les oiseaux ;

RECONNAISSANT que ces applications comportent des aspects importants, notamment:

a. la stabilisation de la déforestation ;

b. la restauration de la productivité des sols ;

c. la restauration des sources d'eau ;

d. l'adaptation et la résilience au changement climatique ;

e. l'atténuation des émissions de carbone ; et

f. la réduction de la vulnérabilité aux risques de catastrophes ;

RECONNAISSANT que la mise en œuvre de ce type d'initiatives nécessite des fonds suffisants pour la diffusion, la création de compétences et l'apport des fournitures requises ; et

NOTANT AVEC PRÉOCCUPATION que des mesures doivent être prises de toute urgence, et que des coalitions et des alliances doivent être constituées sans tarder afin d'obtenir des résultats ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la Directrice générale, les Commissions, les Membres et le Conseil de l'UICN, particulièrement dans les pays de la ceinture équatoriale, à utiliser les ressources disponibles ainsi que toutes les autres ressources auxquelles il est possible d'accéder, pour renforcer les actions relatives à la sécurité alimentaire, à la restauration des écosystèmes et à la promotion des méthodes traditionnelles des populations autochtones pour gérer les ressources naturelles, notamment par le biais des actions suivantes :

    a. définir la situation actuelle et les tendances en matière d'accroissement des surfaces cultivées et d'avancement de la frontière du défrichage des forêts dans les pays de la ceinture équatoriale, ayant recours à des technologies satellitaires et d'autres technologies disponibles pour créer les cartes correspondantes, afin de mettre en évidence le degré de gravité de la déforestation et de la dégradation de l'environnement, et

    b. définir l'impact de l'avancement de la déforestation sur les territoires des populations autochtones, mettant particulièrement l'accent sur leurs droits fonciers.

2. RECOMMANDE à la Directrice générale, aux Commissions, aux Membres et au Conseil de l'UICN, particulièrement dans les pays de la ceinture équatoriale, de prendre des mesures au niveau communautaire, tout en s'inscrivant dans une vision mondiale, en ce qui concerne :

    a. la mise en place d'un aménagement du territoire dans les zones où la déforestation s'étend, la définition des utilisations des sols et la gestion intégrée des micro-bassins ;

    b. la mise en place d'initiatives de sécurité alimentaire, et de restauration des terres et des écosystèmes, s'inspirant du modèle Guama et d'autres modèles semblables, et

    c. la création de systèmes de gestion des micro-bassins fournissant de l'eau.

3. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale et les Commissions, les Membres et le Conseil de l'UICN, particulièrement dans la ceinture équatoriale, d'établir des alliances avec des institutions gouvernementales et non gouvernementales, et avec les institutions de coopération internationale, en vue d'accroitre l'efficacité des résultats, notamment en utilisant des indicateurs d'impacts ; d'établir une sécurité alimentaire durable, de restaurer les écosystèmes naturels et d'utiliser des méthodes traditionnelles de gestion des ressources naturelles en vue de la protection des terres peuplées par les populations autochtones.

Auteur :

La Asociación para el Desarrollo de la Mosquitia- Moskitia Pawisa Apiska- MOPAWI (Honduras)

Co-parrains :

Centro para la Investigación y Planificación del Desarrollo Maya SOTZ'IL (Guatemala)
Fundación Hondureña de ambiente y desarrollo- Vida (Honduras)
Comité para la Defensa y Desarrollo de la Flora y Fauna del Golfo de Fonseca (Honduras)

Fundación para el Desarrollo Integral del Hombre y su Entorno- CALMECAC (Guatemala)
Asociación Conservacionista de Monteverde- ACM (Costa Rica)

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

Memorándum explicativo

El uso indebido de la mecanización post II Guerra Mundial aceleró la deforestación y expansión de la frontera agropecuaria maderera tanto en Honduras, en Centro América, y globalmente en la banda ecuatorial del planeta. Solo Honduras ha acumulado alrededor de 50,000 km^2 de deforestación en menos de cien años; y en toda Centro América más de 150,000 km^2 (*National Geographic Society: Ecosistemas naturales, 2000*). De esta manera, se pudiera estimar entonces una deforestación acumulada equivalente a varios millones de Km2 en toda la banda ecuatorial del planeta, con la consecuente pérdida de biodiversidad, degradación de la tierra, y pérdida de medios de vida. La expansión de deforestación ha desplazado los pueblos indígenas de sus territorios, parcial o totalmente. Investigaciones recientes muestran que utilizando cultivos de cobertura como Inga edulis, se pueden restaurar los ecosistemas degradados, reducir la expansión de la deforestación, y simultáneamente alcanzar la seguridad alimentaria sostenible y proteger los territorios de los pueblos indígenas.

M136
Préserver les cultures et la nature pour la sécurité alimentaire

RAPPELANT que plus de 13% de la population mondiale souffre de malnutrition ;

CONSTATANT qu'en raison de la crise énergétique mondiale, des millions d'hectares de sols fertiles et de forêts sont convertis en monocultures pour la production d'agrocarburants, ce qui entraîne une perte de diversité biologique et de moyens de subsistance pour des peuples autochtones et des cultures traditionnelles de l'hémisphère Sud ;

OBSERVANT que les effets du changement climatique, associés à des modifications des utilisations des sols, au gaspillage et à la pollution de l'eau par des entreprises extractives et agroindustrielles et aux habitudes de consommation, augmentent la vulnérabilité des populations les plus pauvres de la planète ;

RECONNAISSANT l'existence d'un lien fondamental entre les écosystèmes (la biodiversité) et les moyens de subsistance des populations humaines, qui vont subir les effets du changement climatique, ce qui nécessite la mise en place de mesures d'adaptation et d'atténuation ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que la perte de la biodiversité et des savoirs traditionnels locaux appauvrit graduellement les bases de la connaissance de la gestion des espèces et de ce fait porte atteinte à la sécurité alimentaire ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

RECOMMANDE à la Directrice générale de :

a. dans le domaine du programme relatif aux « Solutions basées sur la nature aux défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement », consacrer des ressources financières, techniques et institutionnelles à la promotion de mesures intégrées d'intervention visant à réduire la vulnérabilité des moyens de subsistance aux effets du changement climatique et des modifications de l'utilisation des sols, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau des populations les plus appauvries ;

b. dans le domaine du programme « Valoriser et conserver la nature », consacrer des ressources financières, techniques et institutionnelles à réaliser et à promouvoir des recherches appliquées visant à retrouver et à valoriser des savoirs traditionnels et actuels portant sur la gestion de la biodiversité en vue de la sécurité alimentaire, ainsi qu'à approfondir, élargir et diffuser les connaissances relatives à l'importance du maintien des utilisations des sols et la protection de l'eau pour la vie, pour la consommation humaine, pour la sécurité alimentaire et pour la nature ; et

c. dans le domaine du programme relatif à la « Gouvernance efficace et équitable des utilisations de la nature » :

    i. condamner publiquement toute tentative de conversion de forêts ou de terres destinées à la production alimentaire pour la production d'agrocarburants ou de biocarburants ;

    ii. dénoncer publiquement toute activité d'entreprises transnationales compromettant la sécurité de l'approvisionnement en eau pour la population locale ; et

iii. exhorter tous les gouvernements à prendre toutes les mesures politiques et normatives nécessaires afin de donner priorité à la sécurité alimentaire par rapport à la production d'agrocarburants, ainsi que de donner priorité à l'eau pour la consommation humaine, la sécurité alimentaire et la nature, par rapport à ses utilisations industrielles.

Auteur :

Liga de Defensa del Medio Ambiente

Co-parrains :

Protección del Medio Ambiente Tarija, PROMETA
Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza, APECO
Planeta Verde
Corporación de Gestión y Derecho Ambiental, ECOLEX
Asociación para la Conservación, Investigación de la Biodiversidad y el Desarrollo Sostenible, SAVIA
Fundación para el Desarrollo del Sistema Nacional de Áreas Protegidas, FUDNESNAP

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M137
Préserver la contribution des ressources biologiques sauvages et des écosystèmes à la sécurité alimentaire

PROFONDÉMENT INQUIET face à l'immense défi consistant à nourrir une population mondiale de 9 milliards de personnes en 2050, sachant que plus d'un milliard d'entre elles, dont 70% en milieu rural, vivent encore en dessous du seuil de pauvreté et luttent au quotidien pour subvenir à leurs besoins alimentaires de base ;

RAPPELANT SON ATTACHEMENT aux engagements mondiaux en faveur des *Objectifs du Millénaire pour le développement* (OMD), notamment l'objectif d'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim (OMD 1) ;

NOTANT AVEC PRÉOCCUPATION les effets de la volatilité des prix des matières premières et des produits alimentaires, laquelle compromet l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire des populations pauvres et vulnérables et, plus généralement, le développement durable et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement ;

NOTANT que les systèmes de production alimentaire à échelle industrielle se caractérisent généralement par une empreinte écologique et une empreinte carbone croissantes, des besoins en eau élevés et l'utilisation de produits agrochimiques qui nuisent à la santé de la faune et de la flore sauvages et de l'homme, et que les grandes sociétés agroalimentaires exercent une influence notable sur les matières premières alimentaires, les intrants agricoles et les marchés mondiaux ;

RECONNAISSANT que la sécurité alimentaire dépend de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des denrées alimentaires ainsi que de la stabilité du système alimentaire (conformément à la définition figurant dans le Cadre global d'action élaboré par l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire mis à jour en 2010) ;

RECONNAISSANT EN OUTRE qu'une conception de la sécurité alimentaire dépassant le cadre de la culture, de la cueillette et de la chasse/pêche pour prendre en compte des questions plus vastes relatives aux moyens d'existence et aux écosystèmes est nécessaire pour assurer une résilience et une sécurité à long terme et des possibilités de développement aussi bien pour les hommes que pour les femmes ;

CONSCIENT du rôle fondamental que jouent la diversité biologique et les services écosystémiques pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, comme le reconnaissent également l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire dans le Cadre global d'action mis à jour en 2010 et la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique dans le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* (Objectifs d'Aichi 2, 3, 11, 13, 14, 16 et 18) ;

SOULIGNANT que les questions de genre et la sécurité alimentaire sont étroitement liées, sachant que dans de nombreuses sociétés, les femmes jouent un rôle central en matière de fourniture, d'accès et d'utilisation des denrées alimentaires et en termes de respect des critères nutritionnels des enfants, alors même qu'elles présentent souvent une vulnérabilité accrue par rapport aux hommes en raison d'un accès insuffisant aux intrants de production, aux services d'appui, aux terres, aux installations et aux processus de prise de décision quant aux ressources nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire au niveau du foyer ;

PERSUADÉ qu'assurer la sécurité alimentaire ne saurait se résumer à venir en aide aux populations vulnérables et qu'il s'agit avant tout d'un impératif moral déterminé par le droit de

tout être humain d'être à l'abri de la faim et de vivre dans la dignité, et qu'il convient de ce fait de concevoir des approches énergiques de l'équité sociale et de soutenir l'exercice des droits de l'homme, notamment le droit à l'alimentation ;

NOTANT que le Congrès de l'UICN a adopté plusieurs résolutions qui mettent l'accent sur les liens entre les écosystèmes et la sécurité alimentaire et qui donnent pour directive et pour mandat à l'UICN, dans le cadre de sa mission, de contribuer à l'objectif d'élimination de l'insécurité alimentaire et de la faim dans le monde ;

RAPPELANT plus particulièrement la Résolution 3.014 intitulée *Réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire et conservation*, préconisant que les initiatives et actions de l'UICN « s'attachent, en priorité, à ce que la conservation de la diversité biologique contribue concrètement et équitablement à la sécurité alimentaire dans le cadre des objectifs stratégiques proposés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et en application du Principe 20 de la *Déclaration de Rio* (Rio de Janeiro, 1992) » ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 3.017 intitulée *Promotion de la souveraineté alimentaire pour conserver la diversité biologique et éliminer la faim* qui priait instamment tous les Membres, les Commissions et le Directeur général de l'UICN de « prêter toute l'attention voulue aux politiques qui favorisent la souveraineté alimentaire dans la mesure où elles contribuent à la réalisation de la mission et de la vision de l'UICN et à leur mise en œuvre à toutes les étapes de la conservation de la diversité biologique, de la gestion des ressources naturelles et de l'élimination définitive de la pauvreté » ;

RÉAFFIRMANT les principes directeurs figurant dans la Résolution 2.029 intitulée *Déclaration de principes sur l'utilisation durable des ressources biologiques sauvages* qui met l'accent sur la nécessité de réduire au minimum les pertes de diversité biologique en cas d'utilisation de ressources biologiques sauvages et souligne qu'une amélioration constante de la gestion est nécessaire pour accroître la durabilité de ces ressources ;

CONVAINCU qu'un large éventail d'approches est nécessaire pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire dans des pays aux différents contextes nationaux touchés par la dégradation des écosystèmes, l'insécurité alimentaire et la faim ;

ALARMÉ de constater que les stratégies de développement national et de sécurité alimentaire ne tiennent pas suffisamment compte du fait que les ressources biologiques sauvages et les écosystèmes contribuent à la sécurité alimentaire des communautés rurales et côtières, sachant, par exemple, que les communautés qui dépendent des forêts tirent de 25 à 30% de leurs revenus des forêts et des produits forestiers et que la valeur des biens et services forestiers est estimée, au bas mot, à près de 130 milliards d'USD par an ;

SOULIGNANT également que la pêche et l'aquaculture représentent la principale source de protéine animale pour un milliard de personnes dans le monde et rappelant qu'il a été convenu au Sommet mondial sur le développement durable (Johannesburg, 2002) de « maintenir ou restaurer les stocks à un niveau qui peut produire un rendement constant maximum avec l'intention de parvenir à ce but pour les stocks déprimés de façon urgente et où cela est possible au plus tard en 2015 » ;

SOULIGNANT que si l'utilisation des ressources biologiques sauvages ou des écosystèmes pour contribuer aux systèmes alimentaires ne se fait pas de manière durable, l'appauvrissement de la diversité biologique qui en découlera finira par mettre en péril la sécurité alimentaire des populations ;

CONFIRMANT la nécessité de résoudre les problèmes de la dégradation des écosystèmes et de l'insécurité alimentaire à l'aide d'une approche systémique qui intègre tous les écosystèmes concernés et les biens et services qu'ils procurent, y compris les écosystèmes aquatiques, en conformité avec la Résolution 4.065 intitulée *La conservation de la biodiversité des eaux douces, les aires protégées et la gestion des eaux transfrontières* qui appelait à une gestion intégrée des bassins hydrographiques qui favorise des solutions durables pour améliorer l'accès à l'alimentation, à l'énergie, à l'eau et à l'assainissement abordables, en particulier pour les communautés les plus pauvres ; et

INSISTANT ÉGALEMENT sur l'importance d'inclure les peuples autochtones et les minorités ethniques dans les processus de prise de décision touchant leurs droits, leurs modes de vie, leur statut et l'accès à leurs terres traditionnelles et aux ressources naturelles indispensables à leur sécurité alimentaire et à la couverture de leurs besoins nutritionnels ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT les gouvernements, la société civile, les organismes des Nations Unies, les agences humanitaires et de développement, le secteur privé et les médias de reconnaître le rôle de la gestion durable et de la conservation des ressources biologiques sauvages et des écosystèmes, y compris les écosystèmes marins, dans la réalisation des quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation et stabilité) et d'appliquer une approche fondée sur les écosystèmes visant à compléter et à renforcer la durabilité dans le cadre des stratégies de sécurité alimentaire.

2. APPELLE les Membres, les Commissions et la Directrice générale de l'UICN à:

    a. prôner une durabilité et une équité renforcées en matière d'utilisation des ressources naturelles et des services écosystémiques entre les petits agriculteurs et les petits pêcheurs d'une part et la production alimentaire industrielle à grande échelle d'autre part, en insistant tout particulièrement sur l'importance de sauvegarder l'intégrité des systèmes alimentaires locaux conformément au cadre sur la souveraineté alimentaire ;

    b. participer à des initiatives et des cadres de coopération visant à réduire les incidences de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et à améliorer la gouvernance des mers, des ressources halieutiques et des territoires côtiers, notamment en encourageant la pleine application des *Directives internationales de la FAO sur la gestion de la pêche profonde en haute mer* et la mise en œuvre du *Code de conduite pour une pêche responsable* de 1995 et des Plans d'action nationaux y afférents, afin de garantir les droits d'accès aux ressources marines et côtières des communautés qui en sont tributaires ; et

    c. sensibiliser à la nécessité de gérer avec soin l'expansion des terres agricoles utilisées à des fins industrielles de façon à ne pas compromettre l'intégrité des sites de grande valeur pour la diversité biologique et des corridors essentiels à la préservation des espèces sauvages, en particulier les nombreux systèmes naturels constituant une source importante d'aliments sauvages pour les communautés locales.

3. APPELLE les Commissions de l'UICN, en collaboration avec le Secrétariat, et d'autres parties prenantes, de dresser l'état des connaissances actuelles concernant l'ampleur et le rôle joué par les biens et services offerts par les écosystèmes au niveau du paysage

terrestre, du paysage marin et des bassins hydrographiques dans la réalisation des quatre dimensions de la sécurité alimentaire.

4. DEMANDE à la Directrice générale d'agir de manière proactive pour établir des partenariats avec la communauté œuvrant à la sécurité alimentaire afin de:

   a. en étroite collaboration avec les Commissions de l'UICN, décrire, quantifier et diffuser à grande échelle la portée et l'étendue de la contribution directe des espèces sauvages et des écosystèmes naturels à la sécurité alimentaire des communautés locales et autochtones d'une part et des communautés rurales et côtières de l'autre ;

   b. prendre des mesures concrètes qui améliorent la sécurité alimentaire grâce à la gestion des écosystèmes, en intégrant la défense de l'équité sociale et entre les sexes, pour renforcer la fourniture de biens et services écosystémiques ;

   c. prôner un changement approprié de politique aux niveaux mondial, régional et national, de façon à ca que la sécurité alimentaire s'améliore et à ce que la gestion responsable des écosystèmes porte ses fruits sous forme de production et de répartition durables et équitables des denrées alimentaires ; et

   d. faire progresser la compréhension, les connaissances et l'apprentissage sur la façon de mieux conserver et gérer durablement les espèces sauvages pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels, préserver les principaux centres de diversité d'espèces sauvages apparentées, aider au rétablissement des espèces sauvages utilisées pour l'alimentation partout où elles sont en déclin et mettre en place des régimes de gestion et de conservation durables et administrés au niveau local.

5. DEMANDE à la Directrice générale de s'appuyer sur la capacité de rassemblement de l'UICN pour collaborer avec tous les acteurs concernés à la recherche de solutions permettant de concilier les intérêts antagoniques des systèmes de production alimentaire à petite et grande échelles et garantir que toutes ces solutions reposent sur les principes de la durabilité des écosystèmes et de l'équité sociale.

Auteur :
Conseil de l'UICN

M138

Répondre aux effets des exploitations agricoles à échelle industrielle sur le changement climatique, la sécurité alimentaire et la biodiversité

RAPPELANT le *Programme de l'UICN 2013-2016* qui déclare : « les populations, les communautés, les gouvernements et les acteurs du privé sous-utilisent le pouvoir potentiel de la nature et les solutions qu'elle peut apporter pour relever les défis mondiaux du changement climatique, de la sécurité alimentaire ou du développement économique et social. Ce que l'UICN appelle des *solutions basées sur la nature. » ;*

RAPPELANT de nombreuses Résolutions et Recommandations précédentes qui font état des dangers du changement climatique pour les populations et la biodiversité et rappellent qu'il est urgent de prendre des mesures immédiates en vue de mettre en œuvre des stratégies d'atténuation et d'adaptation, notamment la Résolution 2.16 *Les changements climatiques, la diversité biologique et le Programme global de l'UICN* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) ; la Recommandation V.5 *Changement climatique et aires protégées* adoptée par le V Congrès mondial des parcs de l'UICN (Durban, 2003) ; les Résolutions 3.057 *Adaptation aux changements climatiques : un cadre pour les mesures de conservation,* et 3.084 *Ratification du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) ; et les Résolutions 4.075 *Objectifs d'atténuation des changements climatiques et actions pour la conservation de la biodiversité* et 4.076 *Conservation de la biodiversité, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

RECONNAISSANT que certaines exploitations agricoles à l'échelle industrielle constituent en fait des monocultures non durables à forte utilisation de produits chimiques et d'organismes génétiquement modifiés ; qu'elles supplantent les forêts et d'autres espaces naturels, perturbent les réseaux écologiques, prennent les terres des populations autochtones et conduisent à la perte des savoirs traditionnels en matière de pratiques agricoles durables ;

SOULIGNANT l'importance de la Résolution 3.017 *Promotion de la souveraineté alimentaire pour conserver la diversité biologique et éliminer la faim* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), selon laquelle « la faim et la pauvreté ne seront pas éliminées par une mondialisation accrue de la production alimentaire, qui est liée à une dépendance croissante à l'égard d'un nombre très restreint de monocultures pratiquées sur une grande échelle » ;

RAPPELANT la Résolution 4.083 *La production d'agrocarburants industriels* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), portant sur les impacts sociaux et environnementaux de la production d'agrocarburants à échelle industrielle ;

RECONNAISSANT les liens existants entre la sauvegarde des terres et des populations autochtones et la protection de la sécurité alimentaire et de la biodiversité, rappelés par les Résolutions 3.016 *Du rôle des organisations de conservation de la nature dans la réduction de la pauvreté et le développement,* 3.049 *Aires conservées par des communautés* et 3.056, *Populations autochtones vivant volontairement dans l'isolement et conservation de la nature dans la région de l'Amazone et du Chaco* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) et les Résolutions 4.049 *Appui aux territoires autochtones de conservation et autres aires conservées par des populations autochtones et des communautés*, 4.050 *Reconnaissance des territoires de conservation autochtones*, 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*

et 4.053 *Les populations autochtones mobiles et la conservation de la diversité biologique* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

PRÉOCCUPÉ du fait que certaines exploitations agricoles à échelle industrielle utilisent de grandes quantités d'eau et que des contaminants issus de cette agriculture industrielle, notamment du fumier, des antibiotiques, des pesticides et des engrais chimiques sont rejetés dans les bassins versants et polluent l'eau potable ainsi que les ressources en eau douce déjà menacées ;

ALARMÉ par le fait que la demande mondiale de viande est déjà l'un des principaux facteurs contribuant à l'émission de gaz à effets de serre de la planète, le CH_4 (méthane) issu de l'élevage de bétail, le N_2O (oxyde d'azote) et le CO_2 (dioxyde de carbone) représentant près d'un cinquième des émissions mondiales de gaz à effets de serre ;

INQUIET également du fait que la production industrielle de viande, à l'aide d'opérations d'alimentation animale concentrées (CAFO) et de systèmes de confinement à haute densité des animaux dans des lieux très concentrés, utilise et pollue plus d'eau que toutes les autres utilisations d'eau industrielles et municipales combinées, met en pratique des traitements inhumains des animaux et entraîne des risques importants pour l'environnement et la santé humaine, dont la pollution de l'air et de l'eau et des maladies infectieuses humaines et animales, avec un risque accru de grippe endémique, de résistance croissante aux antibiotiques et d'une baisse de la qualité de vie des populations situées dans les zones où ces pratiques d'alimentation animale concentrées sont mises en œuvre ;

RECONNAISSANT que l'agriculture à l'échelle industrielle risque de porter gravement atteinte au climat mondial, à la diversité biologique, à la durabilité, à la survie des populations autochtones et à la préservation de leurs savoirs traditionnels en matière d'agriculture, ainsi qu'à la santé humaine et animale ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ du fait que ces problèmes risquent de s'aggraver considérablement avec la hausse de la demande alimentaire et énergétique de la population mondiale, qui devrait atteindre neuf milliards d'êtres humains d'ici 2050, ce qui devrait accroître la tendance à avoir recours à des modalités non durables d'agriculture industrielle pour répondre à ces besoins ; et

CONVAINCU que pour préserver la diversité et l'intégrité de la nature, assurer l'utilisation durable des ressources naturelles et atténuer les effets du changement climatique, la communauté internationale doit, de toute urgence, promouvoir le passage à une agriculture durable à l'échelle mondiale et que, dans ce but, il convient d'aider les agriculteurs et les populations, ainsi que de mettre en place des réglementations visant à supprimer les pratiques qui ont engendré les nombreux problèmes provoqués par l'agriculture industrielle ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres de l'UICN de promouvoir le passage à une agriculture durable à l'échelle mondiale et, dans ce but, de plaider en faveur de solutions basées sur la nature pour faire face aux défis planétaires du changement climatique, de la sécurité alimentaire, du bien-être social et économique.

2. APPELLE l'UICN et ses Commissions, en collaboration avec les Membres, à œuvrer en faveur de la réduction et de la régulation de l'agriculture industrielle et à fournir une aide technique et prendre des mesures incitant les agriculteurs à adopter des modes d'agriculture durables permettant d'améliorer la résilience aux effets climatiques, de

rétablir la productivité des sols et d'améliorer la sécurité alimentaire pour la population mondiale.

3. DEMANDE à l'UICN d'être chef de file pour ce qui est de conseiller les gouvernements en matière de régulation de l'agriculture industrielle.

4. DEMANDE à l'UICN d'organiser une conférence mondiale pour traiter de manière proactive des sujets tels que l'incidence de l'agriculture industrielle sur le changement climatique, la diversité biologique, la durabilité, la sécurité alimentaire, la dégradation environnementale, les populations autochtones, la santé humaine et animale, ainsi que l'apport d'écosystèmes sains et restaurés à la solution de problèmes planétaires tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire et le développement économique et social.

Auteur :

Center for Environmental Legal Studies, Pace Law School

Co-parrains **:**

Sierra Club, États-Unis d'Amérique
Asia-Pacific Centre for Environmental Law
Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación
Biological Farming Association ELKANA, Géorgie
Centre International de Droit Comparé de l'Environnement, France
Departamento de Ambiente, Seguridad y Paz, Universidad para la Paz (UNPeace)
Instituto de Derecho y Economía Ambiental

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact. L'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M139
L'économie verte et la responsabilité sociale et environnementale des entreprises

NOTANT que la cause structurelle du changement climatique et des principaux problèmes environnementaux réside dans un modèle de développement basé sur la consommation qui menace de détruire le socle des moyens de subsistance des humains ;

CONSTATANT que de nombreux forums et institutions dans le monde, tels que le Congrès mondial de la nature de l'UICN, Rio+20 – Conférence des Nations Unies sur le développement durable, etc., ont décrit l'économie verte comme étant un sujet d'importance qui concerne également la conservation ;

GARDANT À L'ESPRIT le fait que, bien comprise, l'économie verte doit s'appuyer sur des activités économiques qui respectent et préservent l'intégrité des écosystèmes et que, donc, certaines valeurs de la biodiversité ne peuvent être quantifiées en termes économiques ;

CONSTATANT que depuis plusieurs années des programmes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE) ont de plus en plus souvent été utilisés en tant que mesures volontaires destinées à améliorer les comportements sociaux et environnementaux, et dans le but proposer une alternative à une gestion environnementale reposant sur la compétitivité ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que certaines sociétés, dont le comportement social et environnemental est défavorable, et qui ne se conforment pas aux règlementations environnementales, ont tiré avantage de ces programmes de RSE pour redorer leur image ; et

GARDANT À L'ESPRIT le fait que les instruments de la RSE ne doivent en aucun cas remplacer l'application des règlements relatifs à la conservation de l'environnement et des ressources naturelles ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RECOMMANDE que le Conseil de l'UICN et la Directrice générale ne signent aucun accord avec des sociétés qui ne se conforment pas aux règlementations sociales et environnementales de leur pays d'origine, quel que soit le type de leur activité.

2. RECOMMANDE que toutes les composantes, le Conseil et la Directrice générale favorisent une réflexion sur les modèles de consommation, causes structurelles des problèmes climatiques et environnementaux dans le monde.

3. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de contrôler les programmes de RSE afin d'éviter qu'ils remplacent l'application des règlementations légales et techniques portant sur la conservation et les effets sur l'environnement, et deviennent ainsi un mécanisme de « blanchiment vert ».

4. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de proposer les mécanismes institutionnels et juridiques permettant aux activités économiques d'internaliser correctement les coûts environnementaux, et, de la même façon, de proposer des indicateurs du développement économique qui englobent correctement les concepts de qualité de vie et la notion de bonne vie.

5. RECOMMANDE que la société civile se porte garante d'une économie verte qui, pour satisfaire à la conservation, respecte l'équilibre et la conservation des écosystèmes.

Auteur :
Liga de Defensa del Medio Ambiente

Co-parrains :
Protección del Medio Ambiente Tarija, PROMETA
Planeta Verde
Corporación de Gestión y Derecho Ambiental, ECOLEX
Asociación para la Conservación, Investigación de la Biodiversidad y el Desarrollo Sostenible
Fundación para el Desarrollo del Sistema Nacional de Áreas Protegidas

M140

La croissance verte comme stratégie durable de conservation de la nature et de développement économique

CONSIDÉRANT que l'humanité continue d'étendre ses activités en vue de la croissance économique et que, ce faisant, elle est confrontée à des problèmes liés à l'épuisement des ressources naturelles et à la dégradation de l'environnement, ce qui aggravera les coûts sociaux, restreindra la croissance économique et portera atteinte à la durabilité, et que la croissance verte, nouveau paradigme proposant des solutions à ces défis, est une stratégie appuyant le développement économique et assurant la durabilité des avantages sociétaux par le biais de la conservation des ressources naturelles ;

RECONNAISSANT que le République de Corée, en tant que chef de file de la croissance verte, a été la première nation à adopter, en août 2008, le modèle de la « croissance verte sobre en carbone » pour sa vision et sa stratégie nationale, ce qui, associé au développement rapide du pays, a conduit la communauté internationale à considérer la Corée comme un exemple majeur de promotion du changement à travers un nouveau modèle de croissance économique, et que des apports importants sont attendus de ce pays lors du prochain Sommet « Rio +20 » des Nations Unies qui se tiendra en juin 2012, où l'«économie verte» sera l'un des thèmes centraux ;

NOTANT que, dans le cadre du *Programme de l'UICN 2013-2016*, il y a des convergences possibles entre « l'économie mondiale plus verte » de l'UICN et le modèle coréen de la croissance verte, car ils encouragent tous les deux des investissements importants dans les marchés des services écosystémiques incorporels ; et

RECONNAISSANT que la croissance verte en tant que telle peut devenir un moyen utile de création de possibilités économiques fondées sur les ressources naturelles, ce qui représente un domaine cible privilégié des initiatives de l'UICN, et qu'il existe des liens constants entre la vision et les objectifs de l'UICN et ceux poursuivis par la croissance verte, puisqu'ils s'efforcent tous de mieux valoriser et préserver les ressources naturelles, ce qui permettra de renforcer les efforts en cours visant à atteindre la durabilité ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale de :

    a. accueillir favorablement la croissance verte et l'utiliser dans les activités entreprises par l'UICN visant à valoriser et à conserver les ressources naturelles partout dans le monde ;

    b. appuyer la croissance verte, qui cherche à créer des possibilités économiques par le biais de la conservation et de l'utilisation durable des ressources naturelles tout en assurant le développement économique, en tant que nouveau modèle de développement durable ;

    c. améliorer la valorisation et la conservation des ressources naturelles conjointement avec la croissance verte, prenant en considération les éléments suivants :

        i. établir les bases politiques et systématiques de la croissance verte, de façon à atteindre les bénéfices conjugués de la conservation et de la croissance, ce qui établira des bases permettant de tenir compte des caractéristiques et des réalités de chaque pays et/ou région ;

ii. mettre au point un outil d'évaluation pour mesurer et suivre régulièrement l'état d'avancement de la croissance verte, sur la base de la conservation des ressources naturelles ; et

iii. élaborer des stratégies de mise en place de la croissance verte en lien avec des actions visant à valoriser et à conserver les ressources naturelles;

d. s'efforcer d'établir des liens de coopération politique avec les pays et les organisations concernés en matière de recherche et développement et de partage des informations, et œuvrer à la mise en place de liens de coopération et de partenariats stables avec des organisations internationales telles que l'Organisation de Coopération et Développement Économiques (OCDE) et le Global Green Growth Institute (GGGI) ; et

e. communiquer aux Membres ce qui précède, en particulier les éléments portant sur la croissance verte, afin qu'ils puissent en prendre pleinement connaissance.

Auteur :
Nature Policy Division, Ministry of Environment, République de Corée

Co-parrains :
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment
Korean Environmental Law Association
Korea National Park Service
Korean Wetlands Society
Korean Association for Conservation of Nature

Explanatory Memorandum

1. Concept and policy of Korea's 'low carbon green growth'

This concept implies that energies and resources should be saved and efficiently used to reduce climate change and environmental damage while achieving self-reliance on energy. Furthermore, research towards the development of clean energies and green technologies should be implemented to overcome economic crises and create new growth engines and new jobs.

As an overall national development strategy, the directions for three major strategies and ten policies should be established and to achieve this, a five-year plan for green growth should be prepared and executed.

Directions for the three strategies and ten policies:

[Strategy 1] Adaptation to climate change and self-reliance on energy:
i. Efficient reduction of greenhouse gases
ii. Reduction of dependency on oil and strengthening of energy self-reliance
iii. Strengthening of abilities to adapt to climate change

[Strategy 2] Creation of new growth engines:
iv. Development of green technologies and utilization as growth engines
v. 'Greening' of industries and fostering of existing green industries
vi. Advances in industrial structure
vii. Establishment of foundations for a green economy

[Strategy 3] Improving the quality of life and consolidating the position of Korea:
viii. Establishment of green lands and green transportation
ix. Green revolution of life
x. Implementation of a global country model for green growth

2. Korea's performance and examples of green growth

OECD Council of Ministers adopted the green growth declaration formulated by Korea (2009) and then prepared a comprehensive report on green growth strategies and used it as a new paradigm for economic growth (2011).

UNEP is a leader in Green Economy Initiatives and has selected Korea's green growth as the subject for a case study. Furthermore, UNEP considers Korea's new green projects, green growth strategies and five-year plan as outstanding examples capable of promoting changes in international society.

Korea is assessed to be a model country where the level that UNEP recommended is surpassed. Korea, as one of the Non-Annex I countries to the Kyoto Protocol, intends to reduce greenhouse gases by 30% by 2020 and plans to decisively and systematically make investments in the green infra field (by investing 2% of GDP between 2009 and 2013).

Moreover, Korea's green growth was highly regarded at the 10th OECD Ministerial Conference, the 12th UNEP Executive Committee special meeting and meetings of World Council of Ministers and/or other international organizations.

M141
Emplois verts et initiatives privées contribuant à la conservation au sein du Réseau Natura 2000

CONSIDÉRANT que les projets de Cadres d'action prioritaire pour le financement du Réseau Natura 2000 comprennent, outre les instruments financiers publics en vigueur, des initiatives du secteur privé et d'autres sources novatrices de financement ;

CONSIDÉRANT qu'il faut, par conséquent, encourager la création d'un secteur économique privé utilisant les produits de la nature, dont le système de production soit susceptible de contribuer aux actions de conservation du Réseau Natura 2000, favorisant en outre le développement économique des zones riches en biodiversité qui font l'objet d'actions de conservation et créant ainsi de nouveaux créneaux d'emploi et de richesse ; et

CONSIDÉRANT que ceci faciliterait l'implantation effective du Réseau Natura 2000 et son acceptation par la société ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE aux États membres de l'Union européenne, aux autorités sous-nationales et aux collectivités locales Membres ayant compétence en matière de conservation de la biodiversité, d'examiner l'opportunité d'encourager la mise en place de programmes d'appui à des initiatives privées, des entreprises ou des organisations de conservation de la nature, en vue de la création d' « emplois verts » contribuant au succès des mesures de conservation au sein des espaces protégés du Réseau Natura 2000. Ces programmes doivent avoir notamment pour but de valoriser le Réseau Natura 2000 comme un instrument économique disponible pour des initiatives privées et sociales et ils doivent prendre la forme d'une stratégie à mettre en œuvre à l'échelle locale, au moyen de trois catégories d'actions :

a. recherche, développement et innovation (R+D+I) relatives à de nouveaux produits dans les domaines de la santé, l'alimentation et la beauté, utilisant les ressources naturelles de sites du Réseau 2000 et dont le système de production contribue aux mesures de conservation définies dans les plans de gestion de ces sites ;

b. formation et emploi des habitants des sites et des zones environnantes, dans le but d'y implanter des entreprises et des organisations de producteurs; et

c. regroupement de ces entreprises ou organisations en associations, de façon à faciliter la collaboration avec les administrations gouvernementales responsables du Réseau Natura 2000, à leur donner accès au crédit et/ou à des subventions, selon le degré d'intérêt public de leurs activités, et à permettre l'évaluation des résultats de la part des administrations.

Auteur :
Departamento de Medio Ambiente, Planificación Territorial, Agricultura y Pesca- Gobierno Vasco

Co-parrains :
SEO/BirdLife, Espagne
Asociación para la Defensa de la Naturaleza- WWF, Espagne
Fundación Naturaleza y Hombre- FNYH, Espagne
Asociación Española de Entomología- AeE, Espagne
Ecologistas en Acción, Espagne

M142
Valorisation économique et élaboration de mécanismes financiers pour la rétribution des services environnementaux dans des zones d'extrême pauvreté

RECONNAISSANT qu'au Mexique et en Amérique latine, la déforestation et la dégradation des forêts continuent de progresser à un rythme vertigineux et que les mécanismes, directives et protocoles visant à ralentir cette tendance n'ont pas apporté de réponse ni eu les effets escomptés ;

SACHANT que l'infrastructure naturelle des écosystèmes marins et terrestres de notre planète continue de reculer, au même titre que la capacité de la Terre à fournir des services environnementaux essentiels au bien-être de l'humanité à court et moyen termes, et que les forêts continuent de disparaître faute de jouir d'une valeur et d'un rendement économique pour leur propriétaires et du fait que les services environnementaux ne sont pas rétribués ;

CONSCIENT de la crise du changement climatique, de la perte des écosystèmes et de la grande vague d'extinction massive d'espèces qui menacent la vie sur la planète et qui risquent de faire de l'holocène la période de l'histoire géologique de la Terre marquée par la sixième grande vague d'extinction massive d'espèces, raison pour laquelle les stratégies d'adaptation et de résilience ont un rôle fondamental à jouer pour la conservation et la gestion durable de la capacité biologique de la planète ;

TENANT COMPTE du fait qu'au Mexique, en milieu rural, les projets REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) et leurs exigences se sont révélés totalement inapplicables dans les conditions d'extrême pauvreté de la plupart des propriétaires de forêts (aussi bien privés que communautaires), et qu'il est par conséquent indispensable de les redéfinir en accord avec des protocoles locaux simplifiés au niveau infranational de façon à les adapter et à les concrétiser sur le terrain ;

RECONNAISSANT que les schémas de rémunération des services environnementaux appliqués par la Commission nationale des forêts (CONAFOR) du Mexique, qui prévoient des actions appropriées de surveillance et de suivi, ont inversé la tendance à la déforestation dans le réseau d'aires naturelles protégées telle que la Réserve de la biosphère Sierra Gorda, en protégeant la biodiversité et en luttant contre la pauvreté ;

CONSIDÉRANT que le bon sens et l'expérience du terrain doivent l'emporter sur des règlements compliqués et hors contexte au moment de la prise de décisions relatives à l'élaboration de mécanismes destinés à faire cesser efficacement la déforestation, assortis de protocoles de développement, de contrôle et de suivi simples et applicables à la situation réelle et de ressources arrivant réellement sur le terrain, au profit des propriétaires, en évitant que les cabinets de conseil et autres décideurs soient les seuls à en bénéficier ;

PRENANT pour référence des expériences locales déjà en place, à l'image de la Réserve de la biosphère Sierra Gorda, où la diversification des sources de financement en faveur de l'octroi de rémunérations pour des services environnementaux liés à l'eau, à la biodiversité et au carbone est déjà une réalité grâce à un éventail de services et de produits environnementaux intégré depuis la base et sur un plan régional plutôt que vertical ;

SACHANT que le marché d'échange volontaire du carbone offre une large palette d'opportunités aux gouvernements, aux sociétés et aux particuliers pour compenser leurs émissions au moyen de projets liés aux forêts permettant d'atteindre les objectifs d'un projet REDD en évitant toute complication superflue tout en luttant contre la pauvreté, de sorte que la conservation de la biodiversité génère des opportunités de développement pour les communautés locales et qu'elles reçoivent une rémunération juste pour les services environnementaux fournis par leurs écosystèmes ; et

EXPRIMANT sa satisfaction pour l'intérêt et la détermination du Secrétariat de l'UICN à favoriser les synergies pour lutter contre la pauvreté et reconnaître les droits des communautés locales grâce à des incitations économiques tout en protégeant de manière efficace la biodiversité grâce au combat contre la déforestation et la dégradation des forêts ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

APPELLE le Gouvernement du Mexique à maintenir le versement des compensations de la part la CONAFOR afin de :

a. renforcer le mécanisme, le champ d'application territorial et le financement actuel, de façon à assurer sa pérennité dans l'intérêt de la sécurité nationale que représente la défense du patrimoine naturel du Mexique ;

b. favoriser l'élaboration de protocoles locaux dans l'ensemble des États du Mexique, notamment de règles viables en situation réelle, capables de stimuler des sources et des modes alternatifs de financement, ce qui favorisera une prise de conscience sociale en encourageant tous les moyens de réduction de l'empreinte carbone tout en faisant également appel à la responsabilité sociale et des entreprises, de façon à déclencher avec créativité et au moyen de protocoles locaux des schémas de conservation liés à d'autres services environnementaux qui permettent aux propriétaires de bénéficier des ressources financières octroyées en échange de mesures de gestion de la conservation garantissant la pérennité des services rendus ;

c. déclencher les mécanismes nécessaires à une valorisation économique appropriée de l'infrastructure naturelle et de ses services écosystémiques, en monnayant la capacité biologique locale et en générant des produits et des services ; et

d. favoriser par tous les moyens la sensibilisation massive à l'urgence climatique de façon à inciter à la réduction de l'empreinte écologique à tous les niveaux et à permettre une prise de conscience de la coresponsabilité dans la préservation du capital naturel.

Auteur :

Grupo Ecológico Sierra Gorda, I.A.P.

Co-parrains :

Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Centro Regional de Capacitación del Agua Las Yerbas. Fundación de Apoyo Infantil Guanajuato, AC
Herpetario de la Facultad de Ciencias, Universidad Nacional Autónoma de México
Instituto de Medio Ambiente y Comunidades Humanas de la Universidad de Guadalajara
Fondation pour la nature et l'homme
Océanidas
Fundación Oxigeno
Acciónatura

M143
Réforme des aides financières dommageables à la biodiversité

RAPPELANT l'Objectif d'Aichi 3 figurant dans le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, adopté à la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à Nagoya, Japon, 18-29 octobre 2010, d'élimination, de réduction et de réforme, d'ici 2020, des incitations et subventions néfastes pour la diversité biologique ;

RAPPELANT les recommandations récurrentes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en faveur de la diminution des subventions dommageables à l'environnement et à la biodiversité ;

SE FÉLICITANT de l'état des lieux réalisé en France par le Groupe de travail du Centre d'analyse stratégique (CAS) intitulé « les aides publiques dommageables à la biodiversité », proposant de nombreuses pistes d'actions ; et

CONSTATANT que de nombreux pays ont engagé des actions pour réduire les dépenses publiques face à la situation économique mondiale ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. AFFIRME avec force que la suppression des aides financières néfastes à la biodiversité constitue un objectif incontournable des politiques publiques, conformément au *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*.

2. DEMANDE aux gouvernements et aux autorités locales de s'engager fortement sur la réforme et la réduction des aides publiques qu'ils distribuent et qui peuvent être défavorables à la biodiversité.

3. RECOMMANDE aux Membres, experts et Comités nationaux de l'UICN, de soutenir les efforts des chercheurs et institutions pour établir, dans leurs pays, un état des lieux et des propositions de réforme de ces aides financières.

4. SOULIGNE que, d'une manière générale, la diminution des subventions publiques et dépenses fiscales dommageables à la biodiversité entraîne un double bénéfice : au profit de la biodiversité d'une part et au profit des comptes publics d'autre part.

Auteur :
Humanité & Biodiversité

Co-parrains :
Fondation pour la nature et l'homme
Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France
Noé Conservation
Centre international de Droit Comparé de l'Environnement
Fédération Française des Sociétés de Sciences Naturelles
Syndicat National des Directeurs de Parcs Zoologiques
Société Réunionnaise pour l'Etude et la Protection de l'Environnement Ile de la Réunion
Fondation Nature & découvertes
Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels
Réserves Naturelles de France
Association Française des Ingénieurs Ecologues
Pro-natura International

Association Kwata
Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune
Office National des Forêts
Office pour les insectes et leur environnement
Commission Internationale pour la Protection des Alpes

M144
Compensation de la biodiversité et autre approches compensatoires

CONSIDÉRANT que l'exploitation minière et l'abattage industriels, ainsi que la croissance de la production primaire de nourriture, de fibres et de combustibles modifient l'utilisation des terres et sont une des principales causes de la perte de la biodiversité, du fait de la perte et de la dégradation des habitats ;

RECONNAISSANT que ces modifications de l'utilisation des terres sont essentielles pour le développement économique et les stratégies de réduction de la pauvreté de nombreux pays, et qu'il est crucial que les gouvernements apprennent comment ajuster leur développement économique avec l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité et des services fournis par les écosystèmes ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS l'utilisation croissante des compensations de la biodiversité par les gouvernements, les entreprises les utilisant volontairement pour des raisons commerciales, les banques et les investisseurs qui en ont besoin comme condition pour accéder au crédit, et la société civile qui encourage les développeurs de projets à ce sujet ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que, bien que les compensations de la biodiversité fassent déjà partie du cadre juridique de plusieurs pays, avec par exemple des systèmes bancaires de préservation pour les zones humides et la conservation aux États-Unis d'Amérique et des exigences de compensation pour l'habitat en Australie, au Canada et dans l'Union européenne, les directives mondiales et régionales devant être appliquées par le secteur privé sont encore en phase d'élaboration et qu'une norme internationalement reconnue fait défaut ;

RECONNAISSANT que ces systèmes diffèrent dans leurs caractéristiques et dans leur mise en œuvre à l'échelle mondiale mais qu'ils partagent néanmoins le même objectif – la réduction de la perte de la biodiversité – qu'ils espèrent atteindre en augmentant le coût des incidences sur la biodiversité dans les décisions économiques, grâce à des instruments et des paiements similaires au marché ;

NOTANT que la Décision X/21 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique *Engagement du secteur privé* demande au Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique « d'encourager le développement et l'application d'outils et de mécanismes qui peuvent faciliter l'engagement des entreprises à intégrer les enjeux de la biodiversité dans leurs travaux », y compris les compensations de la biodiversité ;

NOTANT PAR AILLEURS que les mécanismes compensatoires de la biodiversité sont l'un des six objectifs identifiés qu'il convient d'encourager davantage car ils représentent des moyens innovants de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la Décision IX/11 de la Convention sur la diversité biologique ;

RAPPELANT la Résolution X.12 de la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar sur les zones humides, qui « encourage les décideurs, en particulier les chefs d'entreprises, à élaborer et adopter des politiques, stratégies et méthodes opérationnelles » qui évitent, remédient ou en dernier recours compensent « les impacts négatifs sur les écosystèmes de zones humides, en examinant notamment les avantages éventuels du Programme de compensation pour les entreprises et la biodiversité » ; et

NOTANT de plus en plus d'interrogations scientifiques sur la validité écologique des systèmes de compensation de la biodiversité et ses mécanismes et, à ce sujet, le travail appliqué croissant du Secrétariat et des Membres de l'UICN, et notant par ailleurs la

demande croissante de tous les secteurs pour obtenir des conseils de l'UICN sur les compensations de la biodiversité et d'autres mécanismes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la Directrice générale à :

    a. créer un groupe de travail afin de mettre au point une politique générale de l'UICN sur les compensations de la biodiversité. Le groupe de travail se demandera également s'il est désirable que l'UICN développe une norme mondiale sur les compensations de la biodiversité, en tant que nouvel outil de connaissance de l'UICN. Les membres du groupe de travail et son mode opératoire se baseront sur l'approche Un seul Programme impliquant les experts concernés parmi le Secrétariat, les Membres et les Commissions de l'UICN. Ses recommandations seront prises en considérant les éléments suivants :

        i. une analyse des systèmes de compensation existants basée sur des faits concrets, afin d'identifier les faiblesses et les forces conceptuelles ainsi que les opportunités et les risques liés à la mise en œuvre pratique des compensations de la biodiversité ;

        ii. la documentation et l'expertise scientifique afin de garantir que la politique se base sur des principes écologiques solides ;

        iii. les modes de mise en œuvre selon des contextes nationaux et régionaux différents, en reconnaissant que les systèmes de compensation doivent préciser, entre autres : (i) un ou des cadres conceptuels appropriés ; (ii) des mesures et autres méthodologies ; et (iii) des mécanismes de gouvernance incluant des moyens de vérification afin qu'il n'y ait aucune perte nette, ou de préférence un résultat positif net pour la biodiversité ; et

        iv. la signification théorique et pratique et l'utilité des termes « aucune perte nette » et « incidences positives nettes » dans le contexte de la conservation de la biodiversité ;

    b. veiller à ce que le groupe de travail prépare une recommandation qui sera examinée par le Conseil en 2013 ; et

    c. continuer parallèlement et à priorité égale à contribuer à l'état actuel existant des connaissances sur la mise en œuvre pratique des compensations de la biodiversité en (a) réalisant des projets avec des partenaires, des Membres et des Commissions de l'UICN et (b) partageant les expériences relatives aux systèmes de compensation.

Auteur :
Conseil de l'UICN

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

Explanatory Memorandum

1. Given (i) the importance of this issue to the future of biodiversity conservation, (ii) the extent to which it is now promoted by public policy, and (iii) the degree to which the IUCN Secretariat and some Member organizations are embedded within related schemes, the lack of an IUCN general policy on biodiversity offsets must be addressed as a matter of urgency. However, it is a complex problem, responses are contingent on local context, and various kinds of conundrums arise that are not readily resolved.

2. IUCN's policies must reflect the best scientific understanding of what is needed to protect and restore biodiversity and healthy ecosystems. The term "biodiversity offset" means that the biodiversity loss at a location is offset by an equivalent unit of biodiversity in space or time (i.e. at another location or at the same location in the future). However, as is clear from the Business and Biodiversity Offsets Program (BBOP), the term is used more as a *chapeau* to cover a range of conservation responses. Also, offset schemes are being justified as one way of "internalizing" environmental impacts into the cost of production, or as an attempt to encourage more sensitive planning approaches by requiring developers to pay the costs of habitat loss.

Furthermore, the use of the term "biodiversity offset" is being used to justify goals such as "no net biodiversity loss". This is only physically possible if the offset is equivalent to that which is lost, which in turn is based on the assumption that biodiversity values are fungible. However, generally such assumptions are invalid or only valid in a very specific set of conditions. As others have noted, trading schemes that allow vegetation clearance to be offset by protection of existing vegetation will result in a net loss of habitat, and to date recreation of ecosystems with all component species and functions has proved prohibitively expensive or impossible. However, on a more positive note, it has been suggested that options for biodiversity offsetting may exist in extensively degraded bioregions where the biodiversity being lost represents a degraded condition that can effectively be matched elsewhere in the landscape. However, even within this more constricted context, biodiversity offset schemes are probably better operated as a "savings bank" in that the biodiversity at degraded location needs to be restored before it can be used as an offset.

3. The situation is further complicated due to the plethora of voluntary and statutory schemes in operation around the word, most of which are not based on the kinds of ecologically robust, scientific principles discussed above. Therefore, biodiversity offset schemes are a reality, whatever we think of them. The challenge for IUCN is to determine how we can continue to engage in ways that help ensure schemes are guided by robust ecological knowledge, have realistic goals, and avoid perverse outcomes.

M145

Une étude critique des bénéfices, pour la diversité biologique, de projets pour des moyens de subsistance alternatifs

RECONNAISSANT que des projets portant sur des moyens de subsistance alternatifs pourraient avoir une réelle importance pour atteindre les Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-*2020 et les *Objectifs du Millénaire pour le développement* ;

RECONNAISSANT que des projets pour des moyens de subsistance alternatifs peuvent contribuer de manière significative au développement socio-économique de l'humanité ;

CONSCIENT du fait que les projets pour des moyens de subsistance alternatifs sont souvent développés dans le but d'améliorer l'état de la diversité biologique ;

CONSTATANT que des sommes importantes ont été engagées pour le développement de projets pour des moyens de subsistance alternatifs dans le monde ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE qu'aucune étude systématique des projets pour des moyens de subsistance alternatifs n'a été entreprise, qui permettrait de savoir dans quelle mesure ces projets ont atteint leurs objectifs pour les populations comme pour la diversité biologique, et que donc, lors de l'élaboration de nouveaux projets, la possibilité d'utiliser les leçons des succès et des échecs est réduite ;

DÉTERMINÉ à comprendre l'impact que peuvent avoir les projets pour des moyens de subsistance alternatifs sur les espèces, les écosystèmes et les populations ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPLAUDIT aux efforts faits par les Membres de l'UICN pour inscrire les besoins des populations et de la diversité biologique dans leurs programmes.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN de mesurer avec rigueur les impacts des projets pour des moyens de subsistance alternatifs sur les espèces et les populations, et de faire connaître les résultats.

3. CHARGE la Directrice générale, en collaboration avec les Commissions de l'UICN, les Membres de l'UICN et les donateurs, de développer des lignes directrices des meilleures pratiques pour des projets portant sur des moyens de subsistance alternatifs destinés à assurer des bénéfices durables aux espèces, écosystèmes et aux populations.

Auteur :

Zoological Society of London

Co-parrains :

BirdLife International
British and Irish Association of Zoos and Aquariums
Coastal Oceans Research and Development in the Indian Ocean
Durrell Wildlife Conservation Trust
Haribon Foundation for the Conservation of Natural Resources
Marine Research Foundation
Provita
Wildlife Trust of Bangladesh

Commentaire: l’application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M146
Mettre en place le concept de sécurité de la diversité biologique

CONSIDÉRANT que de nombreux États prennent des mesures pour sécuriser leur offre de biens essentiels comme l'alimentation, l'eau et l'énergie, par des mécanismes tels que des accords commerciaux, des nouvelles technologies, le développement d'infrastructures et autres ;

RAPPELLANT que la Convention sur la diversité biologique (CDB) inclut dans la biodiversité les gênes, les espèces et les écosystèmes, et que son Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques aborde les questions relatives au commerce d'organismes vivants modifiés ;

CONSCIENT que le *Programme de l'UICN 2013-2016* encourage les solutions basées sur la nature pour affronter les défis mondiaux de la planète, en mettant notamment l'accent sur les relations entre la conservation de la diversité biologique, la production alimentaire, l'alimentation en eau et la sécurité humaine ;

NOTANT que le projet The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB) démontre que les services écosystémiques offrent des bénéfices de grande valeur qui ne sont pas toujours quantifiables ;

INQUIET que nous soyons tous dépendants des écosystèmes mais que les communautés les plus pauvres et les plus dépendantes des produits et des processus naturels soient les plus vulnérables à la transformation des écosystèmes et à la perte de la biodiversité ;

CONSCIENT que la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* offre le meilleur indicateur disponible sur le déclin du statut de la diversité biologique dans le monde, car la richesse, l'abondance, la répartition et la présence des espèces dans les communautés sous-tend tous les services fournis par les écosystèmes ;

CONSCIENT PAR AILLEURS que les actions préventives ou correctives actuellement menées contre la détérioration des écosystèmes et la perte de la diversité biologique seront moins coûteuses que la future restauration des services écosystémiques ;

SOULIGNANT l'importance de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour soutenir sa conservation et son utilisation durable ;

NOTANT les éléments cités dans le *Programme de l'UICN 2013-2016*, selon lesquels un arrêt de la perte et de la dégradation des systèmes naturels pourrait potentiellement contribuer à plus d'un tiers de l'atténuation nécessaire pour réduire les effets du changement climatique d'ici à 2030 ; et

RAPPELANT l'engagement de l'UICN et de ses Membres à faire tout leur possible pour atteindre les Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, tel qu'adopté en 2010 par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RECONNAIT l'importance du concept de sécurité de la diversité biologique pour garantir l'offre en alimentation, eau et énergie et donc contribuer à un monde en paix et productif, où les ressources naturelles peuvent soutenir un développement durable.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN de reconnaître que la diversité biologique est la base de tous les services écosystémiques, et de ce fait est un moteur essentiel à tout effort pour atteindre une sécurité alimentaire, énergétique et de l'accès à l'eau.

3. APPELLE les Membres, le Conseil, les Commissions et la Directrice générale de l'UICN à mettre en place un processus qui officialise le fondement scientifique du concept de sécurité de la diversité biologique puis le développe, en le plaçant au cœur du nouveau *Programme de l'UICN 2013-2016* ; et à identifier des moyens pratiques d'inclure ce concept au sein de l'objectif général de sécurité environnementale.

4. DEMANDE à la Directrice générale de rapporter lors du prochain Congrès mondial de la nature les avancées réalisées concernant le processus mentionné ci-dessus et sa contribution dans la réalisation des Objectifs d'Aichi du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*.

Auteur :

Zoological Society of London, Royaume-Uni

Parrains :

Bristol Clifton and West of England Zoological Society, Royaume-Uni
Durrell Wildlife Conservation Trust, Royaume-Uni
European Association of Zoos and Aquaria, Pays-Bas
Provita, Venezuela
Wildlife Trust of Bangladesh, Bangladesh
Wildlife Conservation Society, États-Unis d'Amérique

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M147

La gestion des dommages secondaires causés à l'environnement et provoqués par des catastrophes naturelles

CONSIDÉRANT l'impact significatif sur la vie humaine et l'environnement des catastrophes naturelles comme les tremblements de terre, les tsunamis, les tempêtes, les glissements de terrain, les inondations, les éruptions volcaniques et autres ;

RAPPELANT que les dommages aux êtres humains et à l'environnement causés par des catastrophes peuvent provenir de dommages secondaires, par exemple des accidents industriels faisant suite à une catastrophe naturelle ;

SACHANT qu'il est impossible d'arrêter une catastrophe naturelle, mais qu'il est possible d'empêcher, de préparer et de répondre aux dommages secondaires causés à l'environnement et provoqués par une catastrophe naturelle, afin de réduire leur fréquence et leur gravité ;

CONSCIENT que de nombreuses zones industrielles et usines nucléaires sont situées sur des cours d'eau susceptibles d'être inondés, ou dans des zones côtières vulnérables aux tempêtes ou aux tsunamis ;

INSISTANT sur l'importance de toute mesure de prévention pour réduire les incidences négatives d'accidents industriels secondaires liés à des catastrophes naturelles sur les êtres humains et l'environnement ;

ENCOURAGEANT le développement de l'usage rationnel, économique et efficace des mesures de prévention, de préparation et de réponse pour permettre un développement économique écologiquement raisonnable et durable ;

CONSCIENT de l'importance de mettre en place un système d'action contre les catastrophes naturelles, par le biais d'un manuel de réponse aux catastrophes naturelles, de redressement post-catastrophe et de restauration écologique ;

SOULIGNANT les avancées des travaux de recherche sur la restauration écologique, grâce au suivi régulier des dommages causés à l'environnement provoqués par des catastrophes naturelles ;

CONSCIENT du rôle joué à cet égard par les gouvernements, les organisations non-gouvernementales et le public ;

AFFIRMANT l'importance de l'accès public à l'information sur les catastrophes naturelles et les accidents industriels ultérieurs, et les mesures ultérieures à prendre ;

NOTANT que les dommages secondaires causés à l'environnement concernent plusieurs secteurs et dépassent la juridiction interne d'un seul pays ;

ENCOURAGEANT une coopération internationale active parmi les États concernés avant, pendant et après un accident, mettant l'accent sur les politiques appropriées et coordonnant une action à tous les niveaux appropriés afin d'améliorer la prévention, la préparation et la réponse aux effets transfrontaliers de catastrophes naturelles et d'accidents industriels ultérieurs ;

RAPPELANT les conséquences terribles de l'accident nucléaire de Fukushima sur la santé humaine et les services fournis par les écosystèmes ;

NOTANT que la République de Corée, le Japon et la Chine ont accepté d'entamer des discussions le 22 mai 2011, après l'accident de Fukushima, sur la création d'un cadre précoce de notification en cas d'urgence, de procéder à des échanges d'experts, et de réfléchir à l'échange d'informations liées à l'analyse et à la prévision de la trajectoire des courants d'air en temps réel en cas d'accident nucléaire ;

CHERCHANT à obtenir un consensus sur le rôle des organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales basé sur la nouvelle gouvernance mondiale dans le cadre environnemental international ; et

RECONNAISSANT l'importance d'une notification précoce et rapide en cas de catastrophe naturelle et d'accident industriel ultérieur, et de mesures ultérieures pour la gestion ou l'atténuation des dommages ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. AFFIRME qu'une action urgente est nécessaire pour la prévention et la gestion postérieure des dommages secondaires causés à l'environnement et provoqués par des catastrophes naturelles.

2. APPELLE les organismes gouvernementaux à :

    a. évaluer leur systèmes de prévention et de gestion postérieure des dommages secondaires causés à l'environnement et provoqués par des catastrophes naturelles ;

    b. réaliser un manuel présentant des réponses d'urgence face aux catastrophes naturelles, et des mesures de redressement post-catastrophe et de restauration écologique ;

    c. coopérer avec les autres pays de la région concernée qui pourraient être affectés en cas de catastrophe naturelle et d'accident industriel provoqué par une catastrophe naturelle, notamment en mettant en place des accords régionaux pour une notification et des consultations précoces et rapides ;

    d. coopérer pour échanger leurs experts afin de mettre en place une réponse urgente aux catastrophes naturelles et une action de suivi des écosystèmes ; et

    e. reconnaître le droit du public à accéder à l'information fournie par les pays affectés, et le droit sans discrimination du public étranger.

3. APPELLE les organisations non-gouvernementales à :

    a. améliorer la sensibilisation du public quant à son accès à l'information environnementale liée aux catastrophes naturelles et aux dommages secondaires provoqués par celles-ci ;

    b. presse les gouvernements à créer et à mettre en place des systèmes transparents et efficaces d'accès aux informations pertinentes ;

    c. tenir des réunions entre parties prenantes en groupes régionaux afin de débattre des systèmes permettant l'accès du public aux informations pertinentes.

4. APPELLE la Directrice générale à :

a. participer aux projets de suivi des écosystèmes détruits par les catastrophes naturelles ;

b. inclure la question de la gestion des dommages secondaires causés à l'environnement et provoqués par des catastrophes naturelles en ce qui concerne la diversité biologique et les services écosystémiques lors de l'application du *Programme 2013-2016 de l'UICN* ; et

c. contribuer au travail des organisations concernées pour évaluer la vulnérabilité des aires protégées aux catastrophes naturelles et soutenir la mise en place d'un système précoce de notification.

5. DEMANDE aux pays d'Asie du Nord-Est, notamment la République de Corée, la Chine et le Japon, de progresser dans la conclusion d'un accord régional concernant la notification précoce, en cas d'accident nucléaire et/ou de catastrophe naturelle, comme ils l'ont accepté le 22 mai 2011 dans le cadre d'un programme pilote pour la présente motion.

Auteur :
Korean Environmental Law Association

Co-parrains :
Nature Policy Division, Ministère de l'environnement, République de Corée
Korea National Park Service
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment
Korean Wetlands Society
Korean Association for Conservation of Nature

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M148
Promotion du tourisme durable, du développement rural et de la valeur de l'héritage naturel

CONSIDÉRANT que l'Organisation mondiale du tourisme, avec d'autres institutions liées au monde des affaires et de la conservation de la nature, définit le tourisme durable comme celui qui « répond aux besoins présents des touristes et des régions d'accueil, tout en sauvegardant et en améliorant les possibilités pour l'avenir » ;

NOTANT qu'un tourisme durable bien géré crée de l'emploi et assure des avantages financiers à la population locale ;

RECONNAISSANT que le tourisme durable a des effets positifs sur la société, l'économie et l'environnement, car il privilégie des biens produits d'une façon durable et des services bénéfiques pour l'économie locale et pour la conservation du patrimoine naturel ;

RECONNAISSANT que si le secteur touristique n'est pas géré sur la base de critères de durabilité et de responsabilité, il peut entraîner bien des effets négatifs, tant environnementaux qu'économiques, notamment en matière de déchets, de pollution, d'utilisation et de morcellement des sols, de perte de biodiversité et de dégradation du patrimoine géologique ;

CONSIDERANT qu'en Espagne, les zones rurales revêtent une grande importance, puisqu'elles représentent 90% du territoire et que 20% de la population y habite, si l'on ne prend pas en considération les zones périurbaines, et 35% en comptant ces dernières (Loi espagnole 45/2007 sur le développement durable des zones rurales) ;

CONSCIENT du fait que ces zones rurales hébergent les plus grandes richesses du patrimoine naturel, ainsi que la plus grande partie du patrimoine culturel ; et

NOTANT que l'Espagne est le pays d'Europe le plus riche en biodiversité, et qu'elle héberge également une partie importante de la diversité culturelle du continent ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE le gouvernement espagnol, les gouvernements des Communautés autonomies et les autorités locales à définir et à mettre en œuvre des stratégies politiques et des plans d'action encourageant un tourisme durable de qualité, qui appuie le développement durable des zones rurales et assure la conservation de la biodiversité et de la diversité géologique (géodiversité), ainsi que celle des espaces protégés du Réseau Natura 2000.

2. DEMANDE à la Directrice générale, au sujet des domaines concernés du *Programme de l'UICN 2013-2016*, de promouvoir et d'appuyer l'amélioration de la compétitivité et le soutien à des initiatives novatrices des entreprises portant sur le tourisme rural, naturel, culturel, responsable, durable et respectueux de l'environnement, notamment le géotourisme (tourisme géologique), le tourisme côtier, l'ethnotourisme, l'observation des oiseaux, des baleines, des papillons, de la faune en général, des excursions botaniques, etc.

3. DEMANDE à la Directrice générale de promouvoir et d'appuyer des activités de formation, de sensibilisation et d'éducation environnementale dans des aires protégées, y compris au sein du Réseau Natura 2000, afin de mieux sensibiliser les entreprises, les

touristes et les populations locales à l'importance du respect de la nature et de la conservation de la biodiversité et de la géodiversité.

4. DEMANDE à la Directrice générale de promouvoir et d'appuyer la création de réseaux établissant des synergies entre des entités, des entreprises et des professionnels, afin de permettre la mise en place d'une économie verte et socialement responsable pour le plus grand bien de tous.

Auteur :
Eco-Unión

Co-parrains :
Aula del Mar
Sociedad Geológica de España
Generalitat de Catalunya
SEO/BirdLife
Acciónatura
Fundación Naturaleza y Hombre
Fundación Oxígeno

M149

Renforcer la diversité culturelle et biologique et les connaissances écologiques traditionnelles dans la région des îles d'Asie-Pacifiques

CONSIDÉRANT que les changements rapides constatés dans les écosystèmes insulaires de la région Asie-Pacifique, occasionnés par les changements dans les zones de pêches liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles comme les grands tremblements de terre et les tsunamis, ainsi qu'à la surexploitation des ressources halieutiques et à la pollution marine, entraînent le déclin de la diversité culturelle et biologique ;

RAPPELANT l'Article 8 paragraphe j. de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui souligne l'importance des connaissances traditionnelles liées à l'utilisation durable et à la conservation de la diversité biologique, et rappelant que l'UICN a mis en place des actions en rapport, basées sur l'idée que la diversité biologique et la diversité culturelle étaient entremêlées ;

RECONNAISSANT le besoin d'avancer dans les débats et les actions sur les modèles de conservation basés sur les connaissances écologiques traditionnelles liées à l'utilisation raisonnable de la diversité biologique dans les zones insulaires et côtières dont les écosystèmes sont menacés par le changement climatique et la surexploitation des ressources, et où les cultures traditionnelles associées sont affectées par de tels changements dans les écosystèmes ; et

CONVAINCU que la création d'un Groupe de spécialistes au sein des Commissions de l'UICN représenterait une avancée très utile pour progresser dans la conservation de la diversité culturelle et biologique dans les zones insulaires et côtières de la région Asie-Pacifique ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les États et les organismes des Nations Unies Membres, notamment les États Membres de la région Asie-Pacifique, à soutenir les activités de conservation de la diversité culturelle et biologique et des connaissances écologiques traditionnelles dans les régions insulaires et côtières, en se fondant sur leur singularité et leur rareté.

2. ENCOURAGE les Membres de l'UICN, les gouvernements locaux et les ONG à reconnaître l'importance des connaissances écologiques traditionnelles pour l'usage raisonnable des ressources biologiques dans les zones insulaires et côtières, et à s'engager à soutenir la préservation des connaissances traditionnelles et la diversité culturelle et biologique.

3. DEMANDE aux Commissions de l'UICN de :

    a. améliorer la conservation de la diversité culturelle et biologique et les connaissances écologiques traditionnelles dans les régions insulaires et côtières, en soutenant les activités de recherche liées et menées par des instituts et des ONG ; et

    b. évaluer le besoin d'un instrument international pour les États Membres au sein des Nations Unies destiné à la conservation de la diversité culturelle et biologique et des connaissances écologiques traditionnelles dans les régions insulaires et côtières, en invitant les États Membres de l'UICN à s'engager dans sa mise en œuvre et à le soutenir.

4. PRESSE la Directrice générale, dans le cadre de l'Initiative mondiale sur les îles, de se concentrer sur la diversité culturelle et biologique des îles d'Asie-Pacifique avec des spécialistes sur les politiques et les pratiques de conservation de la diversité culturelle et biologique des zones insulaires et côtières, notamment des scientifiques spécialistes en sciences humaines, en collaboration avec des organisations en rapport comme la CDB et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Auteur :

The Ecological Society of Korea, République de Corée

Co-parrains :

Nature Policy Division, Ministry of Environment of Korea, République de Corée
Korean Association for Conservation of Nature, République de Corée
TerraLingua, Canada
Tonga Community Development Trust, Tonga
Small Fishers Federation, Sri Lanka
Korean Society of Environment and Ecology, République de Corée
Korea Environmental Education Network, République de Corée
Korea National Park Service, République de Corée
The Christensen Fund, États-Unis d'Amérique

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M150
Soutien pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'Accès et le partage des avantages

CONSIDÉRANT le rôle central joué par l'UICN pour encourager la conservation de la diversité biologique en exhortant à la mise en place d'une Convention sur la conservation de la diversité biologique ;

RAPPELANT la Résolution 18.28 *Convention sur la conservation de la diversité biologique,* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 18e Session (Perth, Australie, 1990), laquelle appelait toutes les parties, organismes internationaux et autres organisations impliquées dans le processus de négociation à concevoir un outil juridique international complet et efficace pour la conservation de la diversité biologique dans le monde, et exhortait les parties négociatrices à garantir que la Convention soit principalement axée sur les ressources génétiques sauvages et la conservation de la biodiversité in situ ;

RAPPELANT également que la Résolution 18.28 priait instamment les parties négociatrices à établir des mécanismes de financement sains et adéquats nécessaires à l'application satisfaisante de la Convention, *en particulier pour favoriser les pays moins développés où se trouve la plus grande partie de la diversité biologique mondiale, et vers lesquels les ressources doivent être dirigées prioritairement et équitablement* ;

RECONNAISSANT que la Résolution 15.10 *Ressources génétiques,* adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN lors de sa 15e Session (Christchurch, Nouvelle-Zélande, 1981) affirmait que le matériel génétique fait partie du patrimoine naturel de l'humanité et qu'il doit donc être à la disposition de toutes les nations, convenant en outre que la conservation du matériel génétique est essentielle pour la conservation et le développement des ressources animales et végétales dans un grand nombre d'utilisations actuelles et futures, et considérant enfin que les États ont le devoir d'assumer la conservation des ressources génétiques ;

NOTANT que la Résolution 15.10 demande à l'UICN d'analyser les questions techniques, juridiques, économiques et financières relatives à la conservation, l'accessibilité et l'utilisation de ces ressources *dans le but d'établir la base d'un dispositif international et d'une réglementation pour le mettre en œuvre* ;

CONSCIENT du rôle essentiel des communautés autochtones et locales et de leurs connaissances traditionnelles en matière de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques et des ressources génétiques qu'elles contiennent ;

PRÉOCCUPÉ par la perte grandissante et continue de la biodiversité dans toutes ses composantes, en particulier les espèces, les écosystèmes et les gènes ;

RAPPELANT que le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002 avait appelé à mettre en place un régime international dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, afin d'encourager et de préserver le partage juste et équitable des avantages issus de l'utilisation des ressources génétiques ;

RAPPELANT EN OUTRE que lors de sa 17e réunion en 2004, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique avait mandaté un Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages pour élaborer et négocier un régime international destiné à mettre en œuvre efficacement les Articles 15 (*Accès aux ressources génétiques*) et 8(j) (*Connaissances traditionnelles*) ainsi que les trois objectifs de la Convention ;

SE FÉLICITANT, après six ans d'âpres négociations, de l'adoption lors de la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Nagoya, Japon, 2010) du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages issus de leur utilisation ;

SE FÉLICITANT EN OUTRE de l'adoption lors de la 10e Conférence des Parties du *Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi ;

NOTANT que le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages crée un cadre juridique international établissant des mesures, des règles et des procédures concrètes pour mettre en œuvre le troisième objectif de la Convention sur la diversité biologique, et vise à offrir des avantages (monétaires et/ou non-monétaires) à la partie offrant ses ressources génétiques (c'est-à-dire le pays d'origine des ressources ou la partie ayant acquis les ressources génétiques conformément à la Convention sur la diversité biologique) de la part des parties utilisant lesdites ressources génétiques ;

NOTANT EN OUTRE qu'en encourageant l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, et en renforçant les opportunités de partage juste et équitable des avantages issus de l'utilisation des ces ressources, le Protocole incite à conserver et à utiliser durablement la biodiversité, et contribue davantage au développement durable, au bien-être humain et à la réduction de la pauvreté ;

RECONNAISSANT que le *Plan stratégique pour la biodiversité* représente un cadre mondial complet et flexible visant à mettre un terme à la perte de la biodiversité, et NOTANT que l'Objectif 16 du *Plan stratégique* appelle à l'entrée en vigueur et à la mise en œuvre opérationnelle du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, conformément aux législations nationales et d'ici à 2015 ;

RAPPELANT le soutien continu de l'UICN envers la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique et la promotion de ses trois objectifs ;

NOTANT en particulier le travail réalisé par le Centre du droit de l'environnement de l'UICN, et notamment ses nombreuses études offrant des conseils techniques liés aux aspects juridiques de l'accès et du partage des avantages ; et

NOTANT EN OUTRE la publication d'un *Guide explicatif de l'UICN sur le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages*, dont le lancement est prévu lors de la prochaine Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Hyderabad, Inde), qui offrira des conseils juridiques et politiques sur les dispositions de cet instrument complexe afin d'approfondir sa compréhension puis de favoriser sa mise en œuvre au niveau national ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SE FÉLICITE de l'adoption du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages issus de leur utilisation lors de la Convention sur la diversité biologique, qu'il considère comme une avancée fondamentale dans la mise en œuvre de la Convention en général et de son troisième objectif en particulier.

2. APPELLE les Parties à la Convention sur la diversité biologique à ratifier le Protocole de Nagoya afin qu'il entre en vigueur le plus tôt possible.

3. INVITE les Parties à prendre des mesures garantissant le consentement préalable en connaissance de cause ou l'approbation et l'implication des communautés autochtones et locales possédant un droit établi sur l'accès à ces ressources, si besoin en amendant les législations et règlements nationaux sur l'accès et le partage des avantages.

4. APPELLE les Parties à prendre les mesures nécessaires pour garantir que les avantages issus de l'utilisation des ressources génétiques détenues par les communautés autochtones et locales sont partagés de manière juste et équitable avec les communautés concernées, conformément aux termes mutuellement acceptés.

5. DEMANDE à la Directrice générale, par le biais du Programme sur le droit de l'environnement et de l'Unité de politique mondiale de l'UICN, et en étroite collaboration avec les Membres de l'UICN et les six Commissions expertes, en particulier la Commission sur le droit de l'environnement et la Commission sur les politiques environnementales, économiques et sociales, d'offrir s'il y a lieu l'assistance technique nécessaire aux Parties et aux autres parties prenantes pour la mise en œuvre des lois, règlements et politiques relatifs à l'accès et au partage des avantages, considérés comme essentiels dans les processus nationaux de ratification.

6. DEMANDE à la Directrice générale, en collaboration avec les Membres de l'UICN et les six Commissions expertes, d'encourager davantage les processus nationaux de ratification et la mise en œuvre opérationnelle du protocole de Nagoya en encourageant les initiatives de prise de conscience et de renforcement des capacités destinées notamment aux agents gouvernementaux, aux points focaux nationaux, aux organismes nationaux compétents, aux parties prenantes concernées notamment les organisations non gouvernementales, les communautés autochtones et locales, les institutions scientifiques et de recherche et le secteur privé, ainsi qu'aux femmes.

7. APPELLE la Directrice générale à inciter les Programmes thématiques et régionaux de l'UICN et les Commissions à inclure au sein des résultats et des activités prévues dans le cadre du *Programme de l'UICN 2013-2016*, s'il y a lieu, des actions de soutien envers la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages.

Auteur :

Conseil de l'UICN

M151
L'utilisation durable de ressources biologiques abondantes

RECONNAISSANT que la faune et la flore sauvages sont essentielles à la survie de l'être humain ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT l'importance qu'attache la communauté internationale à assurer et appuyer l'utilisation durable des ressources naturelles renouvelables, en application d'instruments et d'accords intergouvernementaux tels que la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention de Ramsar, Action 21, le Fonds pour l'environnement mondial et d'autres moyens d'intervention et instruments financiers internationaux ;

RAPPELANT la Recommandation 2.92 *Populations autochtones, utilisation durable des ressources naturelles et commerce international* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) qui exhortait « tous les gouvernements nationaux, sans pour autant compromettre leurs obligations au titre du droit international, de mettre en pratique leurs principes d'utilisation durable afin d'améliorer la viabilité des communautés autochtones et locales qui dépendent de l'exploitation des ressources renouvelables, en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires qui dissuadent actuellement ces communautés de pratiquer une utilisation durable des produits naturels provenant d'espèces qui ne sont pas menacées d'extinction » ;

NOTANT que Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000) a adopté la Résolution 2.29 *Déclaration de principes de l'UICN sur l'utilisation durable des ressources biologiques sauvages*, qui concluait que l'utilisation durable des ressources biologiques sauvages est un instrument important pour la conservation de la nature car les avantages sociaux et économiques qui en découlent constituent, pour les populations, une incitation à les conserver ;

NOTANT EN OUTRE que les communautés autochtones et locales dépendantes depuis des siècles du commerce de produits d'espèces sauvages, qui sont en surplus par rapport à leurs besoins de subsistance, se trouvent aujourd'hui confrontées à une nouvelle éthique de la conservation fondée sur la non utilisation de ces ressources, indépendamment de leur abondance dans la nature, qui réduit des espèces autrefois précieuses à l'état d'espèces nuisibles ;

RAPPELANT que les *Principes et directives d'Addis-Abeba*, adoptés à la 7e Conférence des Parties à la CDB (Kuala Lumpur, 2004) au titre de cadre pour guider les gouvernements, les gestionnaires de ressources et d'autres parties concernées, recommandent l'adoption de politiques et de législations de soutien pour permettre de procéder à l'utilisation durable d'une ressource sans obstacle inutile, du prélèvement jusqu'à l'exploitation finale ;

RAPPELANT PAR AILLEURS que la Résolution 3.074, *Mise en œuvre des principes et directives d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable de la diversité biologique*, adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), invitait les Membres de l'UICN qui sont Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à honorer leurs engagements au titre des *Principes et directives d'Addis-Abeba*, lesquels sont en plein accord avec la Résolution 2.29 ;

NOTANT que le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), en adoptant la Recommandation 3.092 *Conservation et utilisation durable des phoques*, invitait les Membres de l'UICN à mettre en pratique leurs principes d'utilisation durable en

appliquant les *Principes et directives d'Addis-Abeba sur l'utilisation durable de la diversité biologique* ;

RECONNAISSANT que lorsqu'il y a utilisation – destructive ou non destructive – des espèces sauvages, la durabilité et l'application d'une approche fondée sur les écosystèmes sont des objectifs de gestion rationnelle des ressources ;

RÉAFFIRMANT la Recommandation 18.24, *La conservation, par l'utilisation rationnelle, des espèces sauvages en tant que ressources naturelles renouvelables*, adoptée par l'Assemblée générale de l'UICN à sa 18e session (Perth, 1990), selon laquelle : « l'utilisation éthique et rationnelle de certaines espèces sauvages peut remplacer ou compléter l'utilisation productive des terres et être compatible avec la conservation, voire l'encourager, lorsqu'une telle utilisation s'accompagne de garanties suffisantes » ;

NOTANT AVEC PRÉOCCUPATION que les récentes initiatives législatives prises par certains États afin d'interdire le commerce de certains produits d'espèces sauvages ou d'interdire le commerce à des fins lucratives de certaines espèces sauvages, indépendamment de l'abondance de ces espèces dans la nature, semblent contraires aux principes et objectifs de l'UICN et de la CDB puisqu'elles cherchent à dissuader de pratiquer une utilisation durable de ressources renouvelables présentes en abondance ; et

NOTANT EN OUTRE que ces initiatives législatives, qui semblent contraires à l'approche bien établie de l'UICN consistant à valoriser les espèces sauvages pour inciter à leur conservation, ont pour effet dans la pratique de dissuader d'utiliser ces espèces et ont anéanti la valeur de certaines espèces emblématiques, indépendamment de leur abondance dans la nature ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE les États Membres de l'UICN de s'assurer que leurs législations et politiques sont compatibles avec la philosophie d'utilisation durable de l'UICN et leurs obligations au titre de Parties à la CDB et tiennent compte des préoccupations propres aux communautés autochtones et locales et des défis auxquelles elles se heurtent en termes de conservation.

2. PRIE INSTAMMENT tous les Membres et Commissions de l'UICN ainsi que les gouvernements nationaux, sans pour autant compromettre leurs obligations au titre du droit international, de mettre en pratique les principes d'utilisation durable de l'UICN.

Auteur :
Fur Institute of Canada

Co-parrains :
Inuit Circumpolar Council – Groenland
Republic of Namibia, Ministry of Environment and Tourism
Federation of Associations for Hunting and Conservation of the European Union
European Bureau for Conservation and Development
International Fur Trade Federation
International Council for game and Wildlife Conservation
Swedish Hunters Association

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M152
Participation de l'UICN à la mise en œuvre du *Plan Stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*

ALARMÉ de constater que la troisième édition des *Perspectives mondiales de la biodiversité* (GBO-3) conclut clairement que l'objectif d'une réduction du rythme d'appauvrissement de la diversité biologique n'a pas été atteint, nulle part dans le monde, que ce soit au niveau national ou international, et que les principaux facteurs de perte de biodiversité s'intensifient sous l'effet de l'activité humaine, et prenant conscience par ailleurs que de multiples signes indiquent que le déclin de la biodiversité se poursuit, et ce au niveau de chacune de ses trois principales composantes – les écosystèmes, les espèces et les gènes – le taux d'extinction des espèces se révélant 1000 fois plus élevé que le taux moyen avant l'apparition de l'humanité et ne cessant d'augmenter ;

CONSCIENT du fait que la biodiversité sous-tend le fonctionnement des écosystèmes et la fourniture de services écosystémiques essentiels au bien-être de l'homme, et qu'en l'absence d'une réaction rapide, ces services disparaîtront ;

NOTANT EN OUTRE que si les actions de conservation ciblées produisent des résultats, l'ampleur des menaces l'emporte largement sur les mesures actuellement prises, si bien qu'il importe de renforcer les interventions de manière substantielle ;

NOTANT qu'en réponse à ce qui précède, en 2010, les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont adopté le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* à sa 10^{e} session organisée à Nagoya, Japon, pour inciter tous les pays et toutes les parties prenantes à prendre des mesures urgentes en faveur de la conservation de la diversité biologique ;

SOULIGNANT que la vision du Plan stratégique est de « vivre en harmonie avec la nature » et de faire en sorte que « d'ici à 2050, la diversité biologique soit valorisée, conservée, restaurée et utilisée avec sagesse, en assurant le maintien des services fournis par les écosystèmes, en maintenant la planète en bonne santé et en procurant des avantages essentiels à tous les peuples » ;

NOTANT EN OUTRE que ce Plan stratégique comprend également une mission consistant à réduire et, à terme, à mettre un terme à l'appauvrissement de la diversité biologique à l'échelle de la planète, ainsi que des buts stratégiques assortis de 20 objectifs ambitieux mais réalisables (pour 2015 et 2020) connus sous le nom des Objectifs d'Aichi ;

SALUANT le fait que les Parties à la CDB aient convenu, d'ici à 2012, de traduire ce cadre d'action en objectifs nationaux intégrés dans leurs Stratégies et plans d'actions nationaux pour la biodiversité (SPANB) ;

NOTANT AVEC SATISFACTION que l'UICN est la première autorité mondiale en conservation de la diversité biologique et qu'elle jouit d'une solide réputation en matière de création et de diffusion de connaissances sur la biodiversité à la fois crédibles et fiables grâce à des produits de connaissance phares, notamment la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* et (en collaboration avec le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du programme des Nations Unies pour l'environnement) la Base de données mondiale sur les aires protégées, si bien qu'elle a un rôle de premier plan à jouer à l'appui de la réalisation du Plan stratégique pour la diversité biologique, et que, plus important encore, ces produits servent de fondement à la création d'indicateurs clés pour mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 ;*

RECONNAISSANT que le fait que l'Assemblée générale des Nations Unies ait proclamé la période 2011–2020 Décennie des Nations Unies pour la biodiversité offre l'occasion unique d'accroître le niveau des ressources et de promouvoir des mesures significatives en faveur de la mise en œuvre du *Plan stratégique* ; et

CONSCIENT que la 11e session de la Conférence des parties à la CDB (COP11), qui se réunira à Hyderabad, Inde, du 8 au 19 octobre 2012, devrait adopter un cadre d'indicateurs pour faciliter l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SOULIGNE que la réalisation des Objectifs d'Aichi d'ici à 2020 dépend de la prise de mesures extrêmement urgentes et audacieuses de la part des gouvernements, de la société civile et du secteur des entreprises pour lutter contre les facteurs d'appauvrissement de la diversité biologique avant 2015, du fait des décalages temporels inhérents aux systèmes écologiques.

2. DEMANDE que toutes les parties prenantes saisissent la moindre occasion pour appuyer, faire connaître et favoriser la réalisation des Objectifs d'Aichi, y compris dans le cadre d'actions liées à la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité.

3. APPELLE les gouvernements à fixer des objectifs solides et rigoureux au niveau national (à l'intérieur du « cadre flexible »), notant que les Objectifs d'Aichi à l'échelle mondiale ne seront atteints que si les objectifs fixés à chaque échelon national équivalent après « ajout » aux objectifs fixés à l'échelle mondiale.

4. PRIE INSTAMMENT les gouvernements d'œuvrer efficacement en faveur de la réalisation des cinq buts stratégiques énoncés dans le *Plan stratégique*, lesquels englobent la nécessité de s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'appauvrissement de la diversité biologique et les efforts en vue de renforcer les avantages retirés pour tous de la diversité biologique et des services fournis par les écosystèmes, ainsi que les mesures à prendre pour réduire les pressions directes exercées sur la diversité biologique et pour restaurer et sauvegarder la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, tout en prenant également en compte les besoins des femmes, des communautés autochtones et locales et des populations pauvres et vulnérables, et la nécessité d'un renforcement des capacités.

5. APPELLE les gouvernements à faire preuve d'un véritable engagement en adoptant des stratégies de mobilisation de ressources pour accroître de manière substantielle le financement alloué à la conservation de la diversité biologique.

6. PRIE INSTAMMENT la communauté des donateurs d'intégrer le Plan stratégique de la CDB dans ses stratégies.

7. PRIE les communautés en charge de l'environnement et du développement à l'échelle internationale de s'appuyer sur les mesures prises en faveur de la mise en œuvre du *Plan stratégique* pour réaliser pleinement les objectifs de développement au niveau international qui contribuent au développement durable et à l'élimination de la pauvreté.

8. PRIE INSTAMMENT le secteur privé d'assumer la responsabilité des éléments pertinents des Objectifs d'Aichi et, partant, de soutenir leur mise en œuvre de manière proactive.

9. APPELLE les Parties à la CDB, à l'occasion de la COP11 et de ses sessions ultérieures, à prendre les mesures nécessaires pour surmonter les obstacles à la réalisation des Objectifs d'Aichi et, s'il y a lieu, à amender ces objectifs pour relever leurs ambitions.

10. DEMANDE aux Parties à la CDB, à l'occasion de la COP11, d'adopter un cadre d'indicateurs solide et clair pour évaluer correctement dans quelle mesure chacun des Objectifs d'Aichi a été atteint.

11. DÉCIDE que le *Programme de l'UICN 2013-2016* (et son Programme ultérieur pour la période 2017–2020), devra contribuer à la mise en œuvre des cinq buts du *Plan stratégique.*

12. APPELLE tous les Membres, Commissions, Comités nationaux et régionaux de l'UICN ainsi que le Secrétariat de l'Union à démontrer leur contribution à l'ensemble des 20 Objectifs d'Aichi au moyen d'activités de suivi et de rapports.

13. DEMANDE à la Directrice générale de :

    a. veiller à ce que le Secrétariat de l'UICN continue à accorder une place de premier plan à la réalisation du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, sachant qu'il constitue un cadre d'action fondamental qui sous-tend la programme de l'UICN pour les deux prochaines périodes intersessions (2013–2016 et 2017–2020), en soutenant les « principaux champions » des Objectifs d'Aichi identifiés par l'UICN ;

    b. encourager vivement les Membres, les Commissions et les Comités nationaux et régionaux de l'UICN à continuer de s'attacher à la réalisation du *Plan stratégique pour la diversité biologique* et des Objectifs d'Aichi ; et

    c. soutenir le renforcement et l'intégration des produits de connaissance phares de l'UICN pour étayer les activités en faveur de la réalisation des Objectifs d'Aichi et la mise au point d'indicateurs pour suivre leur réalisation aux niveaux national et mondial.

Auteur :
Conseil de l'UICN

M153
Méthodes pour un bon fonctionnement de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)

RECONNAISSANT la nécessité de renforcer l'efficacité de l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques pour le bien-être humain et l'éradication de la pauvreté ;

SE FÉLICITANT de l'établissement de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) à Panama, République du Panama, le 21 avril 2012 et des autres résultats de cette réunion plénière en vue de déterminer les modalités et les dispositions institutionnelles de cette Plateforme ;

RAPPELANT que l'objectif de la Plateforme est de renforcer l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, du bien-être humain à long terme et du développement durable ;

AYANT PRÉSENTS À L'ESPRIT les besoins régionaux en informations scientifiques documentées, formation et renforcement des capacités ; et

RECONNAISSANT l'indépendance scientifique de l'IPBES et réalisant le rôle que peuvent jouer différents instituts, centres d'excellence, chercheurs indépendants, scientifiques, organisations gouvernementales et non gouvernementales ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni du 6 au 15 septembre 2012 pour sa session à Jeju, République de Corée :

1. ENCOURAGE les États Membres de l'UICN à soutenir les fonctions de l'IPBES en matière de génération des connaissances, évaluations, appui politique et renforcement des capacités en prenant de toute urgence des mesures pour veiller à la réalisation des étapes clés de la mise en fonctionnement d'une entité efficace et efficiente liée au système des Nations Unies.

2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements et INVITE la Directrice générale de l'UICN et les organisations pertinentes à collaborer pour garantir le renforcement des capacités et le transfert de technologie en vue d'une participation réelle des pays en développement, des petits États insulaires en développement et des pays à économie en transition.

3. APPELLE les gouvernements, en particulier ceux des pays développés, à fournir des ressources pour soutenir la mise en œuvre d'un élément de renforcement des capacités complet dans le programme de travail de l'IPBES, sachant que le renforcement des capacités est une priorité vitale de la mise en œuvre du programme de travail de l'IPBES dans de nombreux pays en développement.

4. PRIE INSTAMMENT les gouvernements et INVITE la Directrice générale de l'UICN et les organisations pertinentes à soutenir l'établissement d'un processus d'examen des évaluations régionales et sous-régionales, travailler avec les centres régionaux, y compris en fournissant des orientations sur les approches d'évaluation pour renforcer l'accès au public, aux données et aux informations nécessaires pour soutenir les évaluations et les processus décisionnels connexes ainsi que le développement et l'application d'une approche appropriée pour améliorer l'établissement de réseaux,

y compris de centres régionaux et de nœuds thématiques et fonctionnels, et autres centres d'excellence et réseaux entreprenant des activités intéressant l'IPBES.

5. DEMANDE aux gouvernements et autres organisations pertinentes de soutenir la transformation de l'IPBES en organisme des Nations Unies.

6. EN APPELLE à un leadership clair de l'IPBES par un organisme reconnu des Nations Unies, de préférence le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à la lumière de la pertinence et de l'historique du PNUE en matière d'interface scientifique-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

Auteur :

Department of EnvironmentalAffairs, Afrique du Sud

Parrains :

Ministry of Environment and Natural Resources, Kenya
In-Service Training Trust, Zambie
Mulanje Mountain Conservation Trust, Malawi
Botanical Society of South Africa, Afrique du Sud
Kalahari Conservation Society, Botswana

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M154

Le rôle important de l'UICN vis-à-vis de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)

CONSCIENT que l'UICN occupe depuis longtemps une position de chef de file en matière de création de connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques, qu'elle a participé à quasiment toutes les évaluations environnementales mondiales pertinentes, notamment à l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire et à son suivi, qu'elle a conçu, seule ou en collaboration avec d'autres organisations, de nombreux produits de connaissances en appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques, notamment la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées*, la Base de données mondiale sur les aires protégées, la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes et la Base de données ECOLEX, et qu'elle a fortement contribué au renforcement des capacités pour améliorer l'interface science-politique en matière de biodiversité et de questions liées à la conservation ;

RECONNAISSANT que l'UICN travaille en étroite collaboration avec plusieurs organisations internationales dont des organismes et programmes des Nations Unies comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des réseaux scientifiques comme le CIUS (Conseil international pour la science) et ses programmes en cours, et avec l'ensemble des Accords multilatéraux pour l'environnement et leurs organes subsidiaires scientifiques, notamment la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention sur les espèces migratrices (CSM) et la Convention sur les zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar);

CONSCIENT que l'UICN est une organisation œuvrant au renforcement des liens entre science et politiques qui participe activement, depuis plusieurs années, aux discussions sur la création de l'IPBES et qui y consacre des ressources ;

CONSCIENT ÉGALEMENT que l'UICN apporte à l'IPBES un point de vue multi-acteurs grâce à ses partenaires, ses Membres, ses Commissions, ses Comités nationaux et régionaux, son Secrétariat et sa remarquable capacité à promouvoir la réalisation de travaux pluridisciplinaires de la part du milieu scientifique et du monde politique pour faire progresser la réflexion sur la biodiversité et les services écosystémiques ;

CONSCIENT PAR AILLEURS que l'UICN sert de coordonnatrice neutre pour les gouvernements, les organismes gouvernementaux, les organisations non gouvernementales, les scientifiques et les organes scientifiques et d'autres organisations de la société civile ; et

RECONNAISSANT les avantages et l'utilité qu'il y aurait à s'appuyer sur des initiatives existantes et sur la participation effective de l'UICN pour élaborer la structure, le programme et le plan de travail de l'IPBES ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République du Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. SE FÉLICITE de la création de l'IPBES en tant que mécanisme faisant autorité consacré au renforcement de l'interface science-politique en matière de biodiversité et de services

écosystémiques et EXPRIME SA RECONNAISSANCE à tous les acteurs impliqués, notamment les nombreux gouvernements, le PNUE, l'UNESCO, la FAO et le PNUD, qui travaillent ensemble pour soutenir le futur Secrétariat de l'IPBES, ainsi que les ONG qui ont contribué au processus de création de l'IPBES ;

2. CONFIRME que l'UICN, sur la base de ses atouts majeurs, tient à jouer un rôle important en ce qui concerne l'IPBES et DEMANDE à la Directrice générale d'exercer ce rôle auprès des gouvernements et des organismes des Nations Unies impliqués dans l'IPBES, en soutenant notamment les structures de gouvernance, en particulier des organes subsidiaires tels que le Groupe d'experts multidisciplinaire, des structures régionales, des groupes de travail et des groupes d'étude externes, ainsi que l'offre et la gestion des données et connaissances scientifiques ;

3. SOULIGNE la nécessité pour l'IPBES de s'appuyer sur des initiatives existantes et des travaux en cours, y compris ceux conduits par l'UICN et d'autres organisations, plus particulièrement en ce qui concerne les évaluations de l'état et des tendances des espèces, les aires protégées, la gestion des écosystèmes en faveur de la sécurité alimentaire et hydrique, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, la réduction des risques de catastrophes et la gouvernance des ressources naturelles ;

4. NOTE que l'expertise scientifique des Commissions de l'UICN et l'implication de ses membres gouvernementaux et non gouvernementaux dans la protection de la biodiversité peuvent être mises au profit du futur programme de travail de l'IPBES par l'UICN ;

5. PRIE INSTAMMENT les membres de l'IPBES de fournir à la plateforme un ensemble solide de modalités opérationnelles comprenant un programme de travail vigoureux et ambitieux pour les premières années de sa mise en œuvre, assorti d'un financement adapté et de veiller à ce qu'elle réponde aux besoins exprimés non seulement par les gouvernements mais aussi par la société civile, y compris la communauté scientifique, les ONG en charge de la conservation et le secteur des entreprises ;

6. ENCOURAGE les Membres, les membres du Conseil, les Comités nationaux et régionaux, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN à participer activement à l'IPBES en tant que fournisseurs de connaissances et de savoir-faire et en tant que bénéficiaires potentiels de ses résultats ; cette participation pourrait notamment se traduire par la nomination d'experts, le fait de proposer de manière proactive des outils et des méthodes, d'offrir des informations et des connaissances, de renforcer les capacités des décideurs politiques afin qu'ils utilisent au mieux les connaissances et les services de l'IPBES, et de diffuser et de faire connaître les activités et les résultats de l'IPBES ; et

7. DEMANDE à la Directrice générale de profiter du *Programme de l'UICN 2013-2016* pour établir une coopération précoce entre le Secrétariat de l'UICN, les Membres, les Commissions, les Comités nationaux et régionaux et l'IPBES dans les domaines où leurs programmes de travail respectifs sont complémentaires et à rendre compte des avancées en la matière auprès du prochain Congrès mondial de la nature.

Auteur :
Conseil de l'UICN

Le dispositif de la présente résolution a été approuvé par les Membres de l'UICN suivants, lesquels ont proposé une motion similaire :

Department of Environmental Affairs, Afrique du Sud
Ministry of Environment and Natural Resources, Kenya

In-Service Training Trust, Zambie
Mulanje Mountain Conservation Trust, Malawi
Botanical Society of South Africa, Afrique du Sud
Kalahari Conservation Society, Botswana

M155
Partenariat de collaboration sur la faune

AYANT CONNAISSANCE des *Principes et directives d'Addis Abeba* de la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur l'utilisation durable de la biodiversité qui constitue un cadre destiné à aider les gouvernements, les communautés autochtones et locales, les officiels, les gestionnaires de ressources, le secteur privé et les autres acteurs à s'assurer que leurs décisions portant sur la diversité biologique et son utilisation ne provoqueront pas son déclin sur le long terme ;

RAPELLANT que l'UICN s'est donné pour mission de veiller « à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable » ;

AYANT PRIS NOTE de la sollicitation de manifestations d'intérêt du Secrétaire exécutif de la CDB, le 19 janvier 2012, dans sa notification : *Sollicitation de manifestations d'intérêt pour participer à un partenariat de collaboration sur la gestion durable de la faune* dans le but « d'examiner les différents moyens de développer un partenariat de collaboration sur la gestion durable de la faune afin d'accroître la collaboration et la coordination pour l'application des recommandations du Groupe de liaison sur la viande de brousse… » ;

EXPRIMANT SON INQUIÉTUDE sur le fait que les programmes des organisations et des conventions internationales, et des autres acteurs, dans le domaine de la faune bénéficient souvent de ressources insuffisantes, abordent chaque question isolément et souffrent d'un manque de coordination, ce qui a pour conséquence de réduire leur visibilité et de sous-utiliser, dans de nombreux forums, les connaissances et les expertises; et

RECONNAISSANT qu'il faudrait aborder de nombreuses questions relatives à la gestion de la faune, telles que la conservation des espèces, le bien-être de la faune, la sécurité alimentaire, la santé animale et humaine, le changement climatique, la gestion des connaissances, et qu'il n'existe pas de plateforme adéquate dans le monde pour coordonner ces questions ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. ENCOURAGE l'initiative en vue de la création d'un partenariat sur la base du volontariat, un Partenariat en collaboration sur la faune sauvage, entre les conventions internationales, les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, dont le mandat et l'intérêt porteraient sur les questions relatives à la faune.

2. CHARGE la Directrice générale, les Commissions pertinentes de l'UICN, et en particulier le Groupe de spécialistes de l'utilisation et des moyens de subsistance durables, d'apporter leur soutien aux activités de ce partenariat mondial volontaire quand il sera établi.

3. ENCOURAGE les partenaires à échanger leurs connaissances et leur expertise professionnelles, à utiliser leurs réseaux, et par conséquent à contribuer à l'application des conventions portant sur la faune sauvage, à leur apporter une valeur supplémentaire et à proposer une approche intégrée aux solutions des problèmes actuels et nouveaux en relation avec la faune.

4. ENCOURAGE ÉGALEMENT les gouvernements et les organisations internationales à coopérer activement à ce partenariat pour améliorer de manière substantielle la

coordination des actions dans le secteur de la faune et des domaines associés, et pour sensibiliser à la nécessité d'améliorer la gestion de la faune.

Auteur :

International Council for Game and Wildlife Conservation (CIC)

Co-parrains :

International Council of Environmental Law
Schutzgemeinschaft Deutsches Wild (SDWi)
Federation of Associations for Hunting and Conservation of the European Union (FACE)
Nordisk Jægersamvirke
European Bureau for Conservation and Development (EBCD)

M156

Conservation de la biodiversité pour le développement dans le sud dans le cadre de la coopération Sud-Sud

RECONNAISSANT que la biodiversité est d'importance critique pour le développement économique et social ainsi que pour la réduction de la pauvreté et que la perte de biodiversité compromet la croissance durable des pays en développement ;

NOTANT que le Sud abrite la majeure partie de la biodiversité de la planète mais doit faire face à des défis importants en matière de développement durable et qu'il faut de toute urgence augmenter l'investissement et le nombre d'interventions pour conserver la biodiversité ;

NOTANT AUSSI qu'il faut, de toute urgence, adopter une vision intégrale de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la conservation de la biodiversité pour le développement ;

RAPPELANT la Décision X/25 de la 10e session de la Conférence des Parties (COP10) à la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui encourage les Parties qui sont des pays en développement à participer à la coopération Sud-Sud sur la question de la biodiversité, avec l'aide et le soutien de la coopération Nord-Sud et à intégrer des préoccupations relatives à la biodiversité dans les accords de coopération régionaux et sous-régionaux et activités connexes et encourage les Parties à établir, comme il convient, des partenariats de collaboration pluriacteurs pour traiter les problèmes de la biodiversité aux niveaux régional, sous-régional, national et infranational ;

SE FÉLICITANT de la Décision X/23 de la CDB qui encourage les Parties, y compris les gouvernements, les organisations régionales et internationales, à contribuer davantage à l'élaboration d'un plan d'action pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement et à l'établissement de partenariats de collaboration pluriacteurs ;

RECONNAISSANT l'appui du G-77 et de la Chine à la préparation du Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement et l'appui de la République de Corée, par l'intermédiaire de son Institut national des ressources biologiques, pour l'organisation d'une réunion d'experts, du 18 au 20 mai 2011, pour approfondir les modalités de coopération Sud-Sud et triangulaire ainsi que la feuille de route vers une adoption possible du Plan à la COP11 de la CDB ; et

CONSIDÉRANT que la coopération Sud-Sud est nécessaire pour la mise en œuvre du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et que les pays du Sud doivent renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire avec des solutions appropriées visant le développement économique des pays en développement comme approche complémentaire à la coopération traditionnelle Nord-Sud ;

Le Congrès mondial de la nature réuni du 6 au 15 septembre 2012 pour sa session à Jeju, République de Corée :

1. APPELLE tous les pays en développement à reconnaître l'importance de renforcer les politiques liant la coopération avec les processus nationaux de développement et de planification en améliorant et élargissant leurs mécanismes pour partager l'expérience, l'information et les technologies et mobiliser les ressources entre eux.

2. DEMANDE aux pays développés du Nord de renforcer leurs investissements en matière de transfert des technologies et de renforcement des capacités vers les pays en développement du Sud.

3. PRIE INSTAMMENT tous les acteurs d'appliquer la Décision X/23 de la CDB sur le Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement dans le contexte de priorités, capacités et besoins déterminés au plan national.

4. APPELLE la communauté scientifique à accélérer les travaux de recherche et les approches effectives de la conservation de la biodiversité et à mettre ces résultats à la disposition des décideurs politiques et du grand public, en particulier dans les pays en développement.

5. ENCOURAGE les organismes bilatéraux et multilatéraux à renforcer leur appui à la conservation de la diversité biologique dans le cadre de leurs politiques et programmes opérationnels respectifs.

6. DEMANDE à la Directrice générale de s'engager de manière stratégique à :

    a. initier la formation d'un groupe d'experts chargé d'élaborer des modalités innovantes sur les moyens de mobiliser l'UICN pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement comme mesure prioritaire pour réaliser le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et les Objectifs d'Aichi ;

    b. soutenir l'établissement d'une plateforme/d'un réseau de coopération Sud-Sud pour faire participer les Membres de l'UICN et autres acteurs à la facilitation de partenariats de collaboration pluriacteurs et à l'échange de connaissances sur des technologies écologiquement et culturellement appropriées, et positionner l'UICN en tant que centre d'échange des connaissances pour renforcer la coopération entre ses Membres ;

    c. initier la formation d'une équipe d'experts pour formuler et élaborer des méthodologies en vue d'évaluer, mesurer et faire rapport sur les avantages et valeurs de la coopération Sud-Sud en matière de conservation de la biodiversité, en tenant compte des aspects économiques, sociaux et culturels pour faire progresser la coopération et la collaboration régionales, sous-régionales et interrégionales Sud-Sud ;

    d. faciliter les appels de fonds par l'intermédiaire de différents mécanismes de financement internationaux et en coopération triangulaire avec des Membres des pays développés pour soutenir des programmes efficaces de coopération Sud-Sud et améliorer les activités sur le terrain ; et

    e. soutenir les efforts d'autres parties dans l'application de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement.

Auteur :

Korean Society of Nature Conservation

Co-parrains :

National Nature Trust
Nature Policy Division, Ministry of Environment
The Indonesian Biodiversity Foundation
Bangladesh Poush
Conseil international du droit de l'environnement
Bird Conservation Nepal

Wildlife Conservation Nepal
Wildlife Trust of Bangladesh
Centre for Marine Life Conservation and Community Development
Strengthening Participatory Organization
Live & Learn Environmental Education
Department of Wildlife Conservation
Korea Society of Environmental Restoration Technology

Commentaire: l'application des activités prévues dans cette motion nécessiterait des ressources supplémentaires.

M157
Promouvoir la responsabilité internationale en matière d'impacts sur la biodiversité à l'échelle mondiale

NOTANT que l'internationalisation de l'économie est une caractéristique commune à la plupart des pays et des régions, et que les politiques gouvernementales nationales et régionales ont des effets sociaux, économiques et environnementaux de plus en plus importants sur des territoires situés au-delà de leurs frontières géographiques ;

RECONNAISSANT que le calcul de l'empreinte écologique a été une stratégie précieuse en matière de communication, mais qu'elle a rarement été en mesure de réduire l'impact des pays sur la biodiversité mondiale ;

PRENANT EN CONSIDÉRATION les conclusions d'études récentes, telles que *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* (TEEB) (L'économie des écosystèmes et de la biodiversité), qui proposent une approche économique de la valeur du patrimoine naturel ainsi que des coûts et des avantages de sa dégradation ou de sa conservation ;

PRÉSUPPOSANT que les politiques économiques et sociales de la plupart des pays et des régions, en particulier de ceux qui ont un niveau élevé de consommation de ressources et d'énergie, déterminent l'état des écosystèmes et des services environnementaux dans les pays à partir desquels ils importent des biens et de l'énergie, et qu'elles ont également une incidence sur leurs capacités de rétablissement ;

NOTANT que ces politiques tiennent rarement compte de l'état des ressources qu'elles érodent ou gèrent dans les pays d'origine, et du fait qu'elles souvent situées dans des hauts lieux de la biodiversité (*hotspots*) ;

BÉNÉFICIANT de l'expérience acquise lors de la réalisation de l'étude « La responsabilitat exterior de Catalunya en la pèrdua de biodiversitat global » (« La responsabilité environnementale de la Catalogne en matière de perte de biodiversité mondiale ») (2010), et de l'ouvrage de référence élaboré par le Groupe ministériel inter-départements sur la diversité biologique (IDMGB) relatif à l'impact du Royaume-Uni sur la biodiversité internationale (2008) ; et

RAPPELANT :

a. le Programme thématique de la Convention sur la diversité biologique (CDB) portant sur l'économie, le commerce et les mesures d'incitation ;

b. les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, notamment l'Objectif 3 : « … les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les impacts défavorables, et des incitations positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique sont élaborées et appliquées… » ; et

c. la Stratégie pour la biodiversité dans l'Union européenne à l'horizon 2020, dont l'un des objectifs consiste à intensifier sa contribution à la lutte contre la perte de biodiversité au niveau mondial ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux États et aux autorités sous-nationales, en vue de réduire au minimum leurs impacts sur la biodiversité mondiale, d'incorporer des critères de responsabilité

environnementale et sociale dans leurs politiques publiques, notamment celles portant sur l'importation de biens et de ressources, l'exportation de déchets, la bioprospection, le commerce international d'espèces, l'internationalisation de leurs économies, les investissements dans des pays tiers et la mise au point de programmes de coopération.

2. DEMANDE aux États et aux autorités sous-nationales qui se sont engagés à mettre en œuvre la Convention sur la diversité biologique (CDB) et à atteindre les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, d'adopter, dans toute la mesure du possible, la démarche de la responsabilité environnementale internationale pour la réalisation des objectifs et l'élaboration de stratégies et de politiques de conservation de la biodiversité.

3. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale de souligner, dans le cadre du *Programme de l'UICN 2013-2016* et dans le domaine de Programme « Gouvernance efficace et équitable de l'utilisation de la nature » le besoin d'adopter l'approche de la responsabilité internationale des pays dans la perte de biodiversité à l'échelle mondiale ; et

4. DEMANDER à la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) de l'UICN de développer des critères et des lignes directrices pour le calcul de l'impact des politiques gouvernementales des pays et des régions sur la biodiversité des pays et des régions où ils prélèvent des biens et des ressources énergétiques et matériels.

Auteur :

Departament de Medi Ambient i Habitatge, Generalitat de Catalunya

Co-parrains :

Accionatura
Departamento de Medio Ambiente, Planificación Territorial, Agricultura y Pesca - Gobierno Vasco
Eco-unión
Fundación Lonxanet para la Pesca Sostenible
Fundación Naturaleza y Hombre
Fundación Oxigeno
SEO/BirdLife
Sociedad Geológica de España

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

M158
Participation des citoyens aux procédures législatives relatives à l'environnement

RAPPELANT le Principe 1 de la *Déclaration de Stockholm* (Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, 1972) qui déclare que « L'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être ») et le Principe 1 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* (Rio de Janeiro, 1992) qui déclare que les êtres humains « ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que les êtres humains, outre le droit de vivre dans un environnement favorable à leur santé et à leur bien-être, ont aussi l'obligation de protéger et d'améliorer l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, pour pouvoir s'acquitter de cette obligation et affirmer ce droit, les citoyens doivent avoir accès aux informations ainsi qu'à des procédures réglementées leur permettant de participer à la prise de décisions relatives à l'environnement ;

SIGNALANT qu'une plus grande participation des citoyens à la prise de décisions en matière environnementale et un accès amélioré à l'information environnementale contribuent à mieux sensibiliser le public à l'environnement, à susciter un libre échange d'opinions et, en fin de compte, à améliorer l'état de l'environnement ;

NOTANT que l'article 8 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus, 1998), de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE), dispose que « chaque Partie s'emploie à promouvoir une participation effective du public à un stade approprié, et tant que les options sont encore ouvertes, durant la phase d'élaboration par des autorités publiques des dispositions réglementaires et autres règles juridiquement contraignantes d'application générale qui peuvent avoir un effet important sur l'environnement » ;

NOTANT que l'Union européenne a ratifié cette Convention par le biais d'une décision du Conseil en date du 17 février 2005 ;

PRÉOCCUPÉ du fait que, dans de nombreux pays, y compris des pays ayant ratifié la Convention d'Aarhus, il n'existe pas de mécanismes adaptés permettant une participation véritable et effective des citoyens à l'élaboration de dispositions réglementaires et autres règles juridiquement contraignantes pouvant avoir un impact important sur l'environnement ;

PRÉOCCUPÉ ÉGALEMENT et de façon particulière par l'adoption par les autorités gouvernementales de dispositions réglementaires susceptibles d'avoir un impact important sur l'environnement au moyen de procédures d'urgence empêchant toute participation du public ;

NOTANT que la Directive de l'Union européenne visant à établir des mesures de participation du public à l'élaboration de certains plans et programmes liés à l'environnement n'établit pas de mécanismes de participation, pas plus que l'obligation d'assurer la participation du public à l'élaboration de la législation environnementale ; et

CONSIDÉRANT que, bien que les parlements soient des instances représentatives des citoyens, ils ne devraient pas se substituer à des mécanismes de participation du public, que ce soit de façon individuelle ou collective, par exemple à travers des associations ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. EXHORTE tous les gouvernements à établir des mécanismes permettant une participation effective du public, préférablement lors des stades initiaux du processus, lorsque les options sont encore ouvertes et que l'on élabore des dispositions réglementaires ou d'autres dispositions générales et juridiquement contraignantes susceptibles d'avoir un impact important sur l'environnement.

2. INVITE l'Union européenne, et en particulier ses États Membres, à incorporer dans leur réglementation les dispositions de l'article 8 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus, 1998).

3. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de l'Union européenne d'éviter de recourir inutilement à des procédures d'urgence lors de l'élaboration de textes législatifs ayant un impact important sur l'environnement et, si nécessaire, d'établir des mécanismes, également d'urgence, permettant la participation des citoyens.

Auteur :
Sociedad Española de Ornitología- SEO/BirdLife

Co-parrains :
Asociación para la Defensa de la Naturaleza- WWF (Espagne)
Ecologistas en Acción
Grupo Ornitológico Balear-Grup Balear d'Ornitologia i Defensa de la Naturalesa- GOB
Fundación para la Conservación del Quebrantahuesos- FCQ
Lliga per a la Defensa del Patrimoni Natural- DEPANA
Fundación Naturaleza y Hombre- FNyH
Fundación Oxígeno
Océanidas
Eco-unión
Departamento de Medio Ambiente, Planificación Territorial, Agricultura y Pesca del Gobierno Vasco

Memorándum explicativo

En la mayoría de los países Miembros de la UICN no existen mecanismos que permitan una participación efectiva de los ciudadanos en la elaboración de las disposiciones legales que puedan tener un efecto importante sobre el medio ambiente.

Una de las regiones donde se encuentran más desarrollados los mecanismos de acceso a la información y participación en materia ambiental es Europa, dónde la Unión Europea y sus Estados Miembros, han ratificado la Convención sobre el acceso a la información, la participación del público en la toma de decisiones y el acceso a la justicia en asuntos ambientales (Aarhus, 1998), de la Comisión Económica de las Naciones Unidas para Europa (UNECE). Además, con el objeto de transponer al derecho interno de la Unión Europea aprobó la Directiva 2003/35/CE, de 26 de mayo de 2003, por la ue se establecen medidas para la participación del público en la elaboración de determinados planes y programas relacionados con el medio ambiente y por la que se modifican, en lo que se

refiere a la participación del público y el acceso a la justicia, las Directivas 85/337/CEE y 96/61/CE del Consejo.

Sin embargo, la Directiva 2003/35/CE no traspone el artículo 8 de la Convención de Aarhus, que promueve una participación efectiva del público en una fase apropiada, y cuando las opciones estén aún abiertas, durante la fase de elaboración por autoridades públicas de disposiciones reglamentarias o de otras normas jurídicamente obligatorias de aplicación general que puedan tener un efecto importante sobre el medio ambiente.

Aunque algunos países cuentan con mecanismos que permiten la participación pública durante la elaboración de la legislación medioambiental, son la excepción, y en muchos casos no cubren todas las posibilidades existentes de elaboración y promulgación de leyes.

Como ejemplo, se puede poner el caso del Reino de España, en el que:

1. Los gobiernos ponen a información pública, casi exclusivamente, los anteproyectos de normativa elaborados por las autoridades medioambientales, excluyendo otras normas con efectos importantes sobre el medio ambiente.

2. El hecho de anunciar en el Boletín Oficial la puesta a información de un anteproyecto de ley no es un mecanismo suficiente para asegurar la participación pública efectiva de los ciudadanos.

3. Si un proyecto de Ley es impulsado directamente por un grupo político en el parlamento, no existe ningún mecanismo de participación directa de los ciudadanos.

4. Si los gobiernos, nacional o regionales, promueven una legislación por trámite de urgencia, no existe tampoco ningún mecanismo de participación directa de los ciudadanos.

Por lo tanto, es necesario reforzar los mecanismos de participación en la Unión Europea y extender al resto de regiones y países los preceptos recogidos en el Convenio de Aarhus relativos a la elaboración de legislación ambiental.

M159
Plaidoyer en faveur de partenariats privé-public-communautés (PPPC) pour le développement durable

RAPPELANT les Résolutions 19.1 *La stratégie de l'UICN – Union mondiale pour la nature* et 19.23 *L'importance d'approches basées sur les communautés,* adoptées par la 19e Assemblée générale de l'UICN (Buenos Aires, 1994) ;

NOTANT que la constitution de partenariats est l'un des grands atouts de l'UICN ;

RECONNAISSANT qu'une gestion efficace des ressources implique des mesures qui prennent en compte les droits et les aspirations de cultures différentes ainsi que des conditions environnementales multiples et qui leur sont propres ;

COMPRENANT que de nombreuses personnes et institutions sont directement intéressées par la manière dont les ressources naturelles sont gérées et qu'elles doivent être impliquées dans les décisions relatives à cette gestion, et que les préoccupations de ceux qui dépendent, pour la satisfaction de leurs besoins de base, de ressources naturelles utilisées de manière traditionnelle devraient avoir un poids particulier lorsque sont prises des décisions qui les concernent ;

RAPPELANT la Résolution 3.061 *Interaction de l'UICN avec le secteur privé* adoptée par le 3e Congrès mondial de la nature (Bangkok, 2004) ; et

NOTANT que le secteur privé peut jouer un rôle essentiel en faveur du développement durable, en faisant la promotion de la conservation de la diversité biologique et en participant aux *Objectifs du Millénaire pour le développement* (OMD) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

CHARGE la Directrice générale, en accord avec les Commissions et les membres de l'UICN :

a. d'envisager, lors de la mise en œuvre du *Programme de l'UICN 2013-2016,* de nouvelles approches qui incluraient les communautés locales afin d'atteindre le développement durable ;

b. d'envisager des partenariats privé-public-communautés (PPPC) pour tous développements en cours ou à venir afin d'atteindre les OMD et le développement durable ; et

c. de considérer que le renforcement des compétences est un élément essentiel d'une approche PPPC innovante étant donné que le partenariat avec les communautés est crucial.

Auteur :
Environment Africa Zimbabwe

Co-parrains :
Kalahari Conservation Society (KCS)
Zimbabwe Environmental Law Association (ZELA)
Institute of Environmental Studies (IES)
Institute of Water and Sanitation Development (IWSD)
Birdlife Zimbabwe (BLZ)

M160

Approche visant à fonder la conservation et l'utilisation des biens communs sur la confiance et la coopération

SACHANT que les bienfaits qu'offre la nature à l'humanité englobent des services écosystémiques comme les paysages, l'eau, l'air et la diversité biologique et ne se limitent pas à la fourniture d'aliments, de vêtements, d'abris et de matériaux nécessaires à l'accélération de l'industrialisation ;

CONSCIENT que les bienfaits de la nature doivent être répartis de manière juste et équitable entre toutes les parties prenantes, y compris les générations actuelles et futures, qui doivent utiliser les ressources naturelles de façon à assurer leur pérennité et atténuer les effets du changement climatique ;

PRÉOCCUPÉ de constater que les politiques économiques préconisant l'industrialisation et la modernisation ont adhéré au système de l'économie de marché au détriment du système économique communautaire, lequel cherche à préserver la viabilité de la société en respectant la capacité limite de la nature, contrairement à l'économie de marché qui donne lieu à une structure socioéconomique gaspillant les ressources ;

RAPPELANT que le capitalisme et les mécanismes du marché reposent sur l'utilisation du capital, ce qui pousse la nature, notamment dans les régions qui ne disposent pas d'un capital économique suffisant, à succomber aux projets de mise en valeur, ce qui réduit les bienfaits offerts par la nature aux groupes à faible revenu ;

NOTANT qu'il est impossible pour des groupes socialement précarisés de parvenir à un développement économique respectueux de l'environnement mais qu'il est possible de rétablir un système économique communautaire ;

RECONNAISSANT que tout système économique communautaire conçu en harmonie avec le système d'économie de marché requiert l'existence de terres, pâturages, fronts de mer, zones côtières et forêts communs gérés sur la base de la confiance et de la coopération ;

CONSCIENT que le système de réglementation gouvernemental, conçu pour contrôler l'économie de marché, doit être amélioré, que le vague concept de « biens communs » doit être plus précisément défini, que la confiance en vue de l'acquisition de terrains communaux doit être renforcée et que l'économie communautaire doit être relancée ; et

GARDANT À L'ESPRIT qu'il convient d'aider les pays en développement, les organisations de la société civile et les populations autochtones à accroître le capital social de leur pays en termes de confiance, de coopération, de réseaux, de droit coutumier et de savoirs traditionnels et de tirer parti des propriétés détenues en commun par les communautés pour atteindre un développement économique respectueux de l'environnement ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DÉCLARE que le partage juste et équitable des bienfaits offerts par la nature est un droit fondamental de l'humanité et que l'utilisation de biens communs doit contribuer à garantir ce droit.

2. EXHORTE les gouvernements, les entreprises axées sur le marché et les communautés à coopérer en faveur de la conservation des biens communs.

3. DEMANDE aux populations autochtones ou communautés locales de tenir compte des besoins des générations futures et de s'abstenir de céder ou de vendre à des promoteurs les droits relatifs à leurs biens communs traditionnels, tels que les terres, les forêts, les zones humides ou les plans d'eau.

4. PRIE INSTAMMENT les organisations de la société civile, en tant que partenaires de médiation entre les autorités et les populations autochtones, de bâtir un réseau social harmonieux pour promouvoir la confiance entre les différentes parties prenantes et de jouer leur rôle s'agissant de veiller au respect des droits relatifs aux biens communs.

5. RECOMMANDE que chaque gouvernement, en tant que dépositaire de la confiance de la population, appuie le rétablissement de toute communauté locale anéantie pendant la phase de développement économique et adopte des lois souples permettant aux populations autochtones et aux communautés locales de parvenir à un développement durable en se fondant sur la confiance et à la coopération.

6. EXHORTE les pays développés à offrir une compensation adaptée aux pays en développement en échange des services fondés sur les écosystèmes qu'ils leur procurent.

7. EXHORTE ÉGALEMENT les organisations internationales à aider les organisations de la société civile à instaurer la confiance, la coopération et des réseaux sociaux pour préserver les biens communs.

8. ESTIME que, aux fins d'établir un système de droits de propriété et de rendre plus prévisible la gestion des biens communs:

    a. la Directrice générale devrait créer et rendre publique une norme internationale relative aux biens communs afin d'établir des critères et catégories normalisés applicables aux biens communs, lesquels varient d'un pays à l'autre ; et

    b. chaque gouvernement devrait étudier la situation de ses biens communs à la lumière de cette norme.

Auteur :
National Nature Trust

Co-parrains :
Korea National Park Service
Korean Environmental Law Association
Environment Action Association, République de Corée
Nature Policy Division, Ministry of Environment
Korea Marine Environment Management Corporation

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

Explanatory Memorandum

1) *Ecosystem services* were popularized and their definitions formalized by the United Nations 2005 Millennium Ecosystem Assessment (MEA). This grouped ecosystem services into four broad categories: *provisioning*, such as the production of food and water; *regulating*, such as the control of climate and disease; *supporting*, such as

nutrient cycles and crop pollination; and *cultural*, such as spiritual and recreational benefits. Millennium Ecosystem Assessment (MEA). 2005. *Ecosystems and Human Well-Being: Synthesis*. Island Press, Washington. pp.155

2) In this resolution, the economic system would be divided into the economic capital-based *market economy system* and the social capital-based *community economy system*.

3) In this resolution, the conservation of nature might be regarded as being familiar with economic development according to *Where is the Wealth of Nations* issued by the World Bank, 2006.

3) Though, from a global point of view, a commons has been defined as "a tract of land or water owned or used jointly by the members of a community", with its criteria and categories being ambiguous and varying from country to country. In some family of law, the properties which have been managed by the community or village, according to the customary laws, are regarded as commons; on the other hand, in another family of law, the properties which have been owned by the local governments according to the statutory laws are regarded as commons.

4) The concept of *customary law* beside the government-made statute law and the concept of *traditional knowledge* are dependent upon the definition of the World Intellectual Property Organization (WIPO).

5) According to the ancient philosophies in India or the beliefs of the Native American, nature is not something that can be inherited from one's ancestors but trusted to the present generation from those yet to come.

6) According to the American judicial precedents in the 19th century [*Illinois Central Railroad Co. v. Illinois*, 148 U.S. 387(1893)], the access rights to coastal areas, water ways or open spaces are trusted to the government notwithstanding its property rights.

7) In this resolution, the concept of a legal system would be divided into a) the strict or *law* according to surveillance, regulation, and command and control and b) flexible or *soft law* according to trust, cooperation, self-regulation and customary law.

9) Trust is a prerequisite to cooperation. At the realm of commons, trust is capable of being built when the property rights are definitely established, the benefits on the property are fairly and equitably shared among stakeholders, and the predictability is guaranteed.

M161
Promotion du Réseau d'observation de la biodiversité d'Asie-Pacifique (AP-BON)

RECONNAISSANT que la biodiversité est très importante pour le développement économique, social et durable, ainsi que pour la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays ;

REMARQUANT que, la dégradation de la nature, de ses structures et de ses fonctions a des incidences en fin de compte sur la vie des générations futures ;

RAPPELANT la Décision X/7 de la 10e session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui a invité le Réseau d'observation de la biodiversité du Groupe sur l'observation de la Terre (GEO BON), travaillant par l'intermédiaire de différentes organisations, notamment le Centre mondial de surveillance continue de la conservation (WCMC) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'UICN, à publier un document d'information portant sur l'applicabilité des systèmes d'observation de la biodiversité au soutien des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, dans le but d'évaluer les capacités d'observation qui se rattachent aux objectifs énoncés dans le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* ;

RECONNAISSANT que l'observation et la surveillance continue de l'état de la biodiversité et des services écosystémiques naturels jouent un rôle crucial dans la conception et la mise en œuvre d'interventions réussies pour la conservation de la nature et l'utilisation durable des ressources naturelles, notamment dans les forêts, les prairies, les zones humides, les terres agricoles, les zones urbaines à dominante humaine, les zones côtières et les océans, les déserts et la toundra alpine, sur le plan local, national, régional et mondial ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que l'intégration des activités actuelles d'observation de la biodiversité dans la région Asie-Pacifique est une action essentielle pour la valorisation et la conservation de la biodiversité, l'un des deux domaines centraux du projet de *Programme de l'UICN 2013-2016* dans la région ;

SACHANT que GEO BON a été créé dans le cadre du Système mondial des systèmes d'observation de la Terre (GEOSS) en vue de mettre en place un réseau mondial d'observation de la biodiversité chargé de collecter, gérer, partager et analyser des données et des informations relatives à l'état et aux tendances de la biodiversité mondiale et de permettre la prise de décisions favorisant la conservation et une meilleure gestion des ressources naturelles, et qu'AP-BON est le réseau régional d'observation de la biodiversité dans la région Asie-Pacifique, créé dans un but similaire ;

REMERCIANT le Ministère de l'environnement du Japon du soutien généreux qu'il a apporté à l'AP-BON depuis 2009 et le Ministère d'environnement de la République de Corée, qui a accepté de parrainer la présente motion à l'appui de l'
AP-BON ;

SACHANT que ce Réseau régional d'observation de la biodiversité (BON) intègre les activités nationales d'observation de la biodiversité du Japon (J-BON), de la République de Corée (K-BON), du Népal (N-BON) et du Bangladesh (B-BON), et que la mise en place d'activités similaires est encouragée dans d'autres pays de la région Asie-Pacifique ;

SOULIGNANT que le réseautage des activités d'observation de la biodiversité accroîtra les synergies pour la conservation de la diversité biologique sur le plan local, national, régional, et mondial ; et

RAPPELANT EN OUTRE qu'il pourrait être remédié à certaines lacunes existantes des réseaux d'observation de la biodiversité en utilisant les mécanismes de l'UICN et les capacités des réseaux de Membres de la région Asie-Pacifique ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT les États et les organismes gouvernementaux Membres de l'UICN de la région Asie-Pacifique de :

    a. apporter leur appui aux activités des réseaux existants d'observation de la biodiversité, de façon à ce que ceux-ci soient pleinement fonctionnels dans leurs pays ;

    b. encourager l'articulation de leurs activités avec les activités des réseaux régionaux et mondiaux au moyen de l'AP-BON; et

    c. encourager la création de réseaux d'observation de la biodiversité dans les pays où ils n'existent pas encore.

2. ENCOURAGE les Membres non gouvernementaux de l'UICN dans la région Asie-Pacifique à :

    a. participer activement aux activités des réseaux existants d'observation de la biodiversité ;

    b. collaborer avec d'autres acteurs concernés pour créer un réseau d'observation de la biodiversité dans un État qui en est dépourvu ; et

    c. s'efforcer d'articuler leurs activités avec celles des réseaux régionaux et mondiaux d'observation de la biodiversité par le biais de l'AP-BON.

3. ENCOURAGE les gouvernements de tous les pays de la région Asie-Pacifique à renforcer leur soutien aux réseaux d'observation de la biodiversité de leur pays et, dans ce but, de :

    a. créer des structures de gouvernance de ces réseaux ;

    b. mettre en place des infrastructures de réseau afin d'articuler les réseaux d'observation existants ;

    c. apporter leur appui aux activités de recherche et de surveillance continue ; et

    d. encourager les activités de sensibilisation, d'éducation et de renforcement des capacités.

4. PRIE la Directrice générale de :

    a. encourager les Membres et les Commissions de l'UICN à promouvoir activement la création et le fonctionnement de réseaux d'observation de la biodiversité dans la région aussi bien qu'à l'échelle mondiale ; et

    b. promouvoir le renforcement des capacités à l'intérieur du réseau, de façon à produire des informations utiles sur l'état des espèces et des écosystèmes.

5. INVITE la Directrice générale et les Commissions de l'UICN à utiliser les informations produites par l'AP-BON pour l'élaboration des listes d'espèces menacées et en danger, ainsi que pour la gestion durable des écosystèmes et des aires protégées, selon qu'il conviendra.

Auteur :

The Ecological Society of Korea

Co-parrains :

Nature Policy Division, Ministry of Environment, République de Corée
Ministry of the Environment, Japon
Korea Forest Service, République de Corée
Korea National Park Service, République de Corée
Wildlife Watch Group, Népal
Center for Natural Resource Studies, Bangladesh
Japan Wildlife Research Center (JWRC, Shizen Kankyo Kenkyu Senta), Japon
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment, République de Corée
Korean Association for Conservation of Nature, République de Corée
Korean Society of Environmental Impact Assessment, République de Corée
Korean Society of Nature Conservation, République de Corée
Korean Wetlands Society, République de Corée
National Nature Trust, République de Corée
The Korean Society of Oceanography, République de Corée

M162
L'élaboration d'un système d'évaluation et de certification pour les Carrefours mondiaux de l'environnement

RECONNAISSANT l'importance du rôle des gouvernements locaux dans la réalisation de la vision et des objectifs de l'UICN tels qu'énoncés dans la Résolution 2.5 *Régionalisation de l'UICN – Union mondiale pour la nature* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 2e Session (Amman, 2000), la Résolution 3.003 *L'engagement de l'UICN auprès des collectivités territoriales et locales* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004), et les Résolutions 4.003 *Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l'UICN*, 4.004 *Renforcer la présence institutionnelle de l'UICN en Amérique du Sud* et 4.008 *Introduction des collectivités territoriales dans la structure de l'Union* adoptées par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS la nécessité d'élargir le champ des possibilités s'agissant du renforcement de la conservation de la nature en intégrant une dimension urbaine, comme énoncé dans la Résolution 3.063 *Les villes et la conservation* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) et dans la Résolution 4.094 *Impulsion et soutien aux politiques locales et régionales de conservation de la diversité biologique* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

PRÉOCCUPÉ de constater que bien qu'un large éventail d'activités déployées dans le monde entier par des gouvernements locaux aient permis l'apparition de modèles à suivre au niveau régional plutôt que national, on recense de nombreux cas de dégradation de l'environnement sous l'effet d'un développement urbain anarchique entrepris par des gouvernements locaux ;

RAPPELANT que la vision et les objectifs de l'UICN peuvent être réalisés en favorisant l'adoption de politiques environnementales au niveau local sous forme de cadre intégré de développement portant sur l'environnement, l'économie et la société ;

NOTANT que les activités des gouvernements locaux dans le cadre d'organisations comme le C40 Cities Climate Leadership Group ou l'ICLEI - Gouvernements locaux pour la durabilité en faveur de la conservation de l'environnement de la planète seraient renforcées par l'élaboration d'un *Système d'évaluation et de certification reconnaissant les Carrefours mondiaux de l'environnement* au niveau local en accord avec la vision et les objectifs de l'UICN ;

CONVAINCU que favoriser une telle démarche guidera le développement socioéconomique de demain sur la voie d'habitats durables du point de vue de l'environnement et de l'écologie ;

ÉGALEMENT CONVAINCU que l'ambition de créer un Carrefour mondial de l'environnement peut être réalisée sur la base de contributions des Membres, des Commissions et du Secrétariat de l'UICN comme énoncé dans la Résolution 4.001 *Renforcement des liens entre les Membres, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

CONVAINCU EN OUTRE que ce projet permettra aux Commissions de mettre en œuvre différents programmes de liaison conformément à la Résolution 4.002 *Coordination du Programme de l'UICN* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), de renforcer la capacité à atteindre les objectifs de développement durable et l'aptitude à résoudre les problèmes liés à la mondialisation conformément à la Résolution 3.083 *Améliorer les capacités pour réaliser le développement durable et faire face aux effets de la mondialisation* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 3e Session (Bangkok, 2004) et qu'il permettra également de mettre en place des institutions

régionales et d'améliorer leur aptitude à renforcer les capacités conformément à la Résolution 4.004 *Renforcer la présence institutionnelle de l'UICN en Amérique du Sud* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ; et

CONSCIENT que Jeju, hôte du Congrès mondial de la nature 2012, est un lieu idéal pour lancer ce projet sachant que plusieurs mesures ont déjà été prises pour créer un habitat durable sur le plan environnemental, notamment :

a. la désignation par l'UNESCO de trois Réserves de biosphère, d'un Site naturel du patrimoine mondial et d'un Géoparc mondial ;

b. l'inscription de quatre sites sur la Liste des zones humides Ramsar d'importance internationale ;

c. l'élection officielle de Jeju parmi les Sept nouvelles merveilles de la nature en 2011, preuve que Jéju est un endroit où l'homme et la nature vivent en harmonie ;

d. la désignation de Jeju par le Gouvernement central sud coréen comme modèle à la fois pour l'éducation à l'environnement et au changement climatique et pour sa neutralité carbone ; et

e. l'élaboration en 2010 du projet *The Comprehensive Programme for Promoting World Environmental Hub* in 2010, dont la mise en œuvre a commencé en 2011;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, république de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE à la Directrice générale, en partenariat avec une organisation compétente dans l'élaboration de systèmes de certification, à l'image de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), et avec le soutien des Membres, des Commissions et du Secrétariat de l'UICN, d'aider à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un système d'évaluation et de certification applicable aux Carrefours mondiaux de l'environnement.

2. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale de former un groupe de travail sur les Carrefours mondiaux de l'environnement composé de responsables gouvernementaux Membres de l'UICN aux niveaux national et local.

3. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale de réunir l'Assemblée de ce groupe de travail à Jeju dans les meilleurs délais et dans les limites des ressources disponibles, ainsi que le Gouvernement de la République de Corée et le Gouvernement de la province autonome spéciale de Jeju afin de préparer la feuille de route et les programmes concrets à long terme du Système d'évaluation et de certification applicable lié à la création de Carrefours mondiaux de l'environnement.

Auteur :
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment

Co-parrains :
Gotjawal Trust of Jeju
Jeju City Project 21
Jeju Special Self-Governing Province Agenda 21
Sustainable Environmental Education Center of Jeju – Special Self-Governing Province
Local Agenda 21 - Seogwipo City

Commentaire: cette motion est transmise à un groupe de contact.

Explanatory Memorandum

The Overall Framework of a World Environmental Hub Being Prompted in Jeju

1. Vision: Jeju as an Island of Life through a World Environmental Hub

Nature has as much right as humans to exist. This implies that socioeconomic development should be advanced within the carrying capacity of nature through conservation and sustainable use being adopted by IUCN. Such a development value can be achieved by promoting the initiative of World Environmental Hub in Jeju, and will guide Jeju towards an island of life for both humans and nature.

2. Goal, Principle of Promotion, and Promotion Strategies

Goal	Principle of Promotion	Promotion Strategy (12)
Society (Green Autonomy)	Participation	o Establishment of the Best Environmental Education System in the World o Establishment of Cultural Ethos as an Environmentally Friendly Lifestyle o Establishment of Environmental Governance as an International Model o Leading Global Cooperation System of Environment
Environment (Clean)	Conservation	o Conservation of Ecological Environment and Expansion of Carbon Sink o Switch to a Region of Low Carbon and Environmentally Friendly Metabolism o Establishment of Green Transportation System o Maintenance of Clean Air and Water
Economy (Green Growth)	Harmonization	o Expansion of Energy Independence and New/Recycling Energy Industry o Promotion of Environmentally Friendly First Industry and Expansion of Local Food o Establishment of MICE Business Mecca o Expansion of Green Management

A total of 52 projects covering the 12 promotion strategies are already being implemented for achieving this initiative until 2020.

3. Some Major Goals to Achieve by 2020

- Reducing the emission of greenhouse gas by 41% compared to 2005
- Providing 50% of citizens with environmental education
- 50% of all households participates in Carbon-Point Programme
- Afforesting 20,000ha
- Increasing the consumption of organic agricultural product by 80%
- Increasing the green tourist share by 30%

4. The Preparedness of Jeju as an ideal location of the Initiative

- Jeju has a wide range of unique natural environment resulting from a volcanic island with a sub-tropical climate.
- Jeju has been implementing a wide range of environment-related policies for conservation and sustainable use.
- The socioeconomic system of Jeju is structured to be environmentally friendly, showing 80% of GRDP being occupied by tertiary industry and high level of citizens' environmentalism and environmentally friendly behaviour.

- Jeju has a high domestic and international prestige as an environmental hub as is exampled in the motion of this initiative.

5. Significant differences of the Initiative from the existing initiatives

- Multi-dimensional approach as an integrated framework covering social and economic factors impacting on the sustainability of the environment based on the mutual mechanism among the components of environment, society and economy
- Introduction of evaluation system based on indicators in the process of the initiative being promoted
- Based on the comprehensive practice of sustainable development through conservation and sustainable use within the carrying capacity of nature

M163
Principes islamiques relatifs à la conservation

EXPRIMANT sa gratitude au Royaume d'Arabie saoudite et à la Commission du droit de l'environnement de l'UICN (CDDE) pour avoir encouragé et soutenu la première et la seconde éditions des *Principes islamiques relatifs à la conservation de l'environnement naturel ;*

SACHANT que ces « principes islamiques » ont été préparés par d'éminents érudits et sont une source importante de documents permettant de lier l'Islam à la conservation de l'environnement et au développement durable ;

CONSTATANT que les 185 000 exemplaires des première et seconde éditions ont été publiés et distribués largement grâce au généreux concours du Royaume d'Arabie saoudite ;

NOTANT que se sont multipliées les demandes pour que soit préparée une troisième édition qui prendrait en compte les principes sur la conservation de l'environnement et le développement durable approuvés internationalement depuis la production de la seconde édition ; et

RECONNAISSANT envers le Président général de la Presidency of Meteorology and Environmental Protection of the Kingdom of Saudi Arabia (Présidence de la météorologie et de la protection de l'environnement du Royaume d'Arabie saoudite) qui a engagé des discussions pour convoquer une réunion en vue de publier une édition revue et amendée, et s'assurer que les « principes islamiques » sont à jour par rapport aux développements actuels ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. INVITE l'UICN à coopérer à la préparation et à la publication d'une troisième édition des « Principes islamiques ».

2. DEMANDE aux experts compétents des Membres de l'UICN et des Commissions de faire des commentaires et de proposer au Président de la CDDE des amendements au texte de la seconde édition.

Auteur :
The International Council of Environmental Law (ICEL)

Co-parrains :
Schutzgemeinschaft Deutsches Wild (SDWi)
Pace Center for Environmental Legal Studies
The Ecological Society of the Philippines
Asia-Pacific Center for Environmental Law (APCEL)
Centre international de droit comparé de l'environnement (CIDCE)
Bangladesh Poush
Australian Centre for Environmental Law (ACEL)
Korean Society of Nature Conservation

M164

De l’importance de ne pas régresser dans le domaine du droit et de la politique de l’environnement

INQUIET que l’empreinte écologique humaine excède la biocapacité de notre planète, et que les limites planétaires des principaux processus sur Terre soient également dépassées ;

CONSCIENT des multiples menaces qui pèsent sur les politiques et règlements environnementaux au niveau international, régional, national et local, et qui pourraient mener, explicitement ou indirectement, à une diminution des niveaux de protection de la diversité biologique et à une augmentation des risques de pollution ;

NOTANT cependant que toutes les conventions internationales actuelles sur l’environnement, qu’elles soient de portée universelle ou régionale, et la plupart des législations environnementales nationales, prévoient un engagement des États pour l’amélioration continue de l’environnement et du bien-être de leurs citoyens, tout en favorisant le progrès social et l’éradication de la pauvreté ;

OBSERVANT en conséquence la formation d’un consensus international autour du besoin de mesures juridiques pour atteindre un niveau élevé de protection de l’environnement et une amélioration de la qualité de l’environnement ;

CONVAINCU que les principes d’avancée continue des droits protégés et de non-régression des droits fondamentaux doivent s’appliquer au droit humain à vivre dans un environnement sain ;

RAPPELANT que la société humaine porte la responsabilité collective de ne pas nuire aux droits à la vie, à la dignité, à la santé et à un environnement sain des futures générations, ce qui inclut la responsabilité de ne pas régresser par rapport aux niveaux existants de protection de l’environnement garantis par la politique et le droit ;

RECONNAISSANT que le principe de non-régression est un pré-requis à l’efficacité de toute politique, loi et règlement de développement durable ;

CONVAINCU de l’importance de mettre en place des mesures empêchant tout retour en arrière ou toute régression quant au niveau de protection de l’environnement atteint par chaque État en fonction de son statut de développement ;

CONSTATANT que le principe de non-régression dans la politique et le droit de l’environnement peut se baser sur une disposition expresse de la Constitution ou de la législation, ou sur la jurisprudence ;

PRENANT NOTE de la résolution du Parlement européen du 29 septembre 2011 sur l’élaboration d’une position commune européenne dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui appelle, dans le paragraphe 97, à reconnaître le principe de non-régression dans le contexte de la protection de l’environnement et des droits fondamentaux ;

RAPPELANT l’appel lancé par l’Organisation internationale de La Francophonie et adopté à Lyon le 8 février 2012, à reconnaître instamment le principe de non-régression dans toutes les questions ayant trait à l’environnement ; et

GARDANT A L’ESPRIT la Déclaration de principe de non-régression dans le contexte de la protection de l’environnement adoptée lors du colloque international organisé par le Sénat

brésilien à Brasilia, le 29 mars 2012, dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de chaque pays à reconnaître l'importance du principe de non-régression dans la politique et le droit de l'environnement pour atteindre les objectifs de développement durable.

2. DEMANDE à la Commission du droit de l'environnement (CDE) de continuer ses recherches et d'encourager davantage le principe de non-régression dans la politique et le droit de l'environnement à l'échelle mondiale ainsi que dans le droit international, régional et national.

Auteur :

Centre international de droit comparé de l'environnement, France

Co-parrains :

Agence des aires marines protégées, France
Center for Environmental Legal Studies, États-Unis d'Amérique
Centre for Marinelife Conservation and Community Development, Vietnam
Centro Mexicano de Derecho Ambiental, Mexique
Environmental Law Institute, États-Unis d'Amérique
Fundación Ambiente y Recursos Naturales, Argentine
Instituto O Direito por um Planeta Verde, Brésil
Société Française pour le Droit de l'Environnement, France

M165
Les tribunaux et l'accès à la justice

ALARMÉ du fait que quatre milliards d'habitants de la planète sont exclus de la protection que confère l'État de droit et n'ont pas accès à la justice pour faire valoir leurs droits en matière environnementale (« Pour une application équitable et universelle de la loi », PNUD, 2008) ;

RECONNAISSANT que l'accès à la justice est un principe fondamental du droit, inscrit dans le Principe 10 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* (1992) ;

SACHANT que les États assurent l'accès à la justice par l'intermédiaire de leur système judiciaire et que les tribunaux jouent un rôle essentiel pour assurer la primauté du droit et la réalisation des droits au développement durable et à la conservation environnementale ;

CONSTATANT que de nombreux États ont codifié ce droit d'accès à la justice par le biais de leurs Constitutions nationales ou en adhérant à la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement ;

SALUANT les décisions prises par les autorités de l'Australie, du Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Kenya, des Philippines et de 50 autres pays en vue de la création de plus de 400 nouveaux tribunaux environnementaux, chargés d'assurer l'accès à la justice et de rendre des décisions portant sur l'application des lois relatives à la conservation de la nature et à la protection de l'environnement ;

EXPRIMANT SA RECONNAISSANCE à la Commission du droit de l'environnement de (CDDE) l'UICN, au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et à de nombreux Membres de l'UICN qui ont organisé, depuis 15 ans, des colloques et des consultations visant à créer des consensus nationaux dans le but d'étendre les capacités judiciaires en matière de législation environnementale ;

PRÉOCCUPÉ du fait que l'accès à la justice par le biais de ces nombreux tribunaux nouveaux et des chambres de l'environnement au sein de tribunaux de compétence générale nécessite des mesures de renforcement des capacités judiciaires, en échangeant des pratiques optimales entre les juges et les administrateurs des tribunaux ; et

INQUIET du fait qu'à l'heure actuelle il n'existe aucun organisme, institution ni programme international consacré de façon permanente au maintien et au renforcement des capacités des tribunaux à assurer l'accès à la justice en matière environnementale ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE la CDDE de l'UICN à continuer à jouer un rôle de chef de file, en coopération avec les autorités nationales et internationales concernées, dans le renforcement des capacités des tribunaux à rendre des décisions en matière environnementale.

2. INVITE tous les Membres de l'UICN à collaborer avec la CDDE de l'UICN afin de prendre des mesures aptes à renforcer les meilleures pratiques judiciaires dans les tribunaux existants et dans ceux qui seront créés à l'avenir.

3. APPELLE les États à établir un institut judiciaire international autonome pour l'environnement, en partenariat avec les instituts judiciaires nationaux et d'autres autorités administratives des tribunaux, afin de maintenir et de renforcer les capacités du

système judiciaire en matière d'accès à la justice pour des questions environnementales.

Auteur :

Center for Environmental Legal Studies, Pace Law School

Co-parrains :

Asia-Pacific Centre for Environmental Law
Centre International de Droit Comparé de l'Environnement
Ecological Society of the Philippines
Environmental Law Institute
Instituto de Derecho y Economía Ambiental
Sierra Club, États-Unis d'Amérique
Société française pour le droit de l'environnement, France

M166
ECOLEX – Le portail du droit de l'environnement

CONSIDÉRANT la Résolution 4.092 *Maintenir ECOLEX : le portail du droit de l'environnement* adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

CONSCIENT des progrès réalisés entre-temps dans la mise en œuvre d'ECOLEX, et notamment l'amélioration de son logiciel et le développement de plusieurs ensembles de données par ses partenaires dépositaires respectifs ;

SE FÉLICITANT de la décision et de l'action prise par l'UICN de reconnaître ECOLEX comme l'un de ses produits de connaissances phares ;

REMARQUANT l'introduction d'ECOLEX dans la liste des Partenariats volontaires pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) ; et

CONVAINCU qu'ECOLEX est un outil unique en son genre permettant d'une part d'obtenir des informations juridiques essentielles pour évaluer l'état du droit de l'environnement et des ressources naturelles dans le monde, et d'autre part de transmettre aux recherches, plans et programmes individuels des données sur la gouvernance, la politique et la loi ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux partenaires d'ECOLEX d'intensifier leurs efforts pour encourager l'utilisation d'ECOLEX bien au-delà de ce qui a déjà été fait, et notamment en :

    a. améliorant l'accès en ligne, pour les utilisateurs des pays en développement et des universités du monde entier notamment ;

    b. collaborant avec les institutions, les programmes et les projets qui tireraient un avantage de cette pollinisation croisée avec des données juridiques, comme les données scientifiques et techniques sur les espèces et les aires protégées ;

    c. contribuant aux efforts des Accords multilatéraux sur l'environnement afin de mettre en place des systèmes et des plateformes d'informations destinés à partager les synergies de facilitation de l'information dans leur application, tels qu'InforMEA, le portail d'information des Nations Unies sur les Accords multilatéraux sur l'environnement, en créant des liens directs entre de tels systèmes et ECOLEX et vice-versa ;

    d. développant des produits fondés sur les données d'ECOLEX afin de produire des informations analytiques, basés sur des sujets (par exemple la loi sur la vie sauvage) ou sur des pays (par exemple les profils de pays) ; et

    e. cherchant à collaborer avec des éditeurs de livres électroniques spécialisés dans le droit environnemental et régulièrement mis à jour.

2. INVITE la Directrice générale à poursuivre et à renforcer, lorsque nécessaire, le soutien et la contribution de l'UICN à ECOLEX, en particulier en :

    a. préservant le rôle de l'UICN comme partenaire essentiel d'ECOLEX, en tant que dépositaire de deux bases de données (traités ; documentation sur le droit et la politique)

b. préservant la fonction du Centre du droit de l'environnement de l'UICN comme Unité de gestion d'ECOLEX, et en renforçant ses capacités ;

c. accroissant les capacités du Centre du droit de l'environnement et/ou de l'Unité de gestion, afin de prendre l'initiative dans la mise en place d'un nœud d'informations liées à la biodiversité sur la gouvernance, la politique et le droit, et pouvant être utilisé par des institutions internationales comme la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, dorénavant hébergée au Centre du droit de l'environnement, à Bonn, en Allemagne.

Auteur :

The International Council of Environmental Law (ICEL)

Co-parrains :

Schutzgemeinschaft Deutsches Wild (SDWi)
Center for Environmental Legal Studies
Ecological Society of the Philippines
International Council for Game and Wildlife Conservation (CIC)
Sierra Club
Asia-Pacific Center for Environmental Law (APCEL)
Centre international de droit comparé de l'environnement (CIDCE)
Instituto de Derecho y Economía Ambiental (IDEA)
Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA)
Environment-People-Law (EPL)
Bangladesh POUSH
Korean Society of Nature Conservation

M167
Mettre en place une Plateforme mondiale en ligne rassemblant les engagements envers la durabilité

CONSIDÉRANT que depuis la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain de Stockholm en 1972, la communauté internationale, notamment lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio en 1992, a négocié de nombreux traités et plans d'action établissant des objectifs pour affronter l'ensemble des défis liés à la durabilité dans le monde ;

NOTANT les discussions dans le cadre de la Conférence des Nations Unies Rio+20 sur le développement durable, qui incluent des engagements non négociés mondialement de la part des gouvernements et des autres parties prenantes pour agir, et pouvant prendre la forme de partenariats, de réseaux ou d'initiatives individuelles, ce qui contribuera à faire adopter mondialement des objectifs de durabilité ;

RECONNAISSANT que ces partenariats, réseaux et engagements Rio+20 ont été annoncés sur plusieurs plateformes et figurent sur plusieurs registres et recueils ;

PRÉOCCUPÉ par l'absence de mécanisme mondial susceptible de rassembler ces engagements, de suivre les avancées de leur application et d'évaluer leur contribution dans la réalisation d'objectifs mondialement adoptés ;

CONSTATANT le développement et le déploiement rapide au cours de la dernière décennie d'Internet, des médias sociaux et d'autres technologies de l'information, qui permettent aux gouvernements et aux autres parties prenantes d'améliorer la gouvernance et de mettre en œuvre un développement durable grâce à une transparence, un accès à l'information et une responsabilité accrus ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que de tels outils sont essentiels pour impliquer les jeunes dans le développement durable ;

RAPPELANT la Résolution 4.077 *Les changements climatiques et les droits de l'homme* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008), qui affirme que « l'accès du public à l'information et à la justice ainsi que sa participation au processus décisionnel, qui sont soulignés dans le Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, sont des droits de l'homme fondamentaux qui peuvent renforcer la participation, l'autonomisation et la responsabilisation de tous » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 4.098 *Partenariats intergénérations : encourager un leadership éthique en faveur d'un monde juste, durable et pacifique* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) qui affirme que « de nombreux jeunes peuvent apporter des contributions étayées, perspicaces et innovantes à la recherche sur la durabilité et aux processus de prise de décision, à la planification stratégique et à la conception de politiques, ainsi qu'à des projets et programmes d'action concrets » ; et

S'INSPIRANT du rapport de l'UICN *Futur de la durabilité* publié en 2006, du Programme de l'UICN pour les jeunes professionnels et de la Résolution 4.105 *Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) à la conservation,* adoptée par le Congrès mondial de la nature lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008) ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. PRIE INSTAMMENT tous les Membres de l'UICN et les parties prenantes intéressées et pertinentes à tous les niveaux de :

    a. adopter et soutenir la mise en place, avec les Nations Unies, d'un mécanisme encourageant, soutenant et garantissant la responsabilité des partenariats, des réseaux, des initiatives et des autres engagements non négociés mondialement annoncés lors du Sommet Rio+20, et notamment la création et la maintenance d'une plateforme mondiale en ligne rassemblant tous les engagements en faveur de la durabilité issus des divers registres et plateformes ;

    b. utiliser ce mécanisme et cette plateforme en ligne pour faciliter la collaboration et le partage des meilleures pratiques en faveur du développement durable ;

    c. utiliser les capacités en termes d'information et de diffusion d'une telle plateforme pour renforcer et accroître davantage la participation du public et l'accès à l'information conformément au Principe 10 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* de 1992 ; et

    d. continuer à impliquer davantage les citoyens du le monde entier, notamment les jeunes, afin qu'ils prennent des engagements en faveur du développement durable et qu'ils en suivent l'application.

Auteur :

Natural Resources Defense Council, États-Unis d'Amérique

Co-parrains :

Center for Environmental Legal Studies, USA
Center for International Environmental Law, USA
Development Alternatives, Inde
La Fundacion Urundei, Argentine
Sierra Club, États-Unis d'Amérique
Solar Household Energy, USA

M168
Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles

NOTANT que la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles a été adoptée en 1968 à Alger ;

SACHANT que tous les chefs d'État et de gouvernement ont adopté à l'unanimité le texte révisé de la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (Convention de Maputo) au 2e Sommet de l'Union africaine à Maputo le 11 juillet 2003 ;

SACHANT que les États membres de l'Union africaine sont félicités dans le monde entier pour cet instrument juridiquement contraignant extrêmement moderne qui englobe tous les aspects du développement durable ;

SACHANT que la Convention de Maputo n'est pas encore entrée en vigueur car seules huit Parties sur les 15 nécessaires l'on ratifiée ;

SACHANT que l'UICN, en particulier son Programme pour le droit de l'environnement, a conseillé l'Union africaine à propos de cette Convention digne d'éloges ;

RAPPELANT la Résolution 4.095 *Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles*, adoptée par le Congrès mondial de la nature de l'UICN lors de sa 4e Session (Barcelone, 2008);

NOTANT que des contacts ont été pris avec le Conseiller spécial pour l'Afrique du Secrétaire général des Nations Unies en vue de renforcer la sensibilisation à l'importance de la Convention ;

NOTANT EN OUTRE qu'une session extraordinaire a été conjointement organisée lors de la 49e session annuelle de l'Asian-African Legal Consultative Organization par le Gouvernement de la Tanzanie, le Secrétariat de l'Asian-African Legal Consultative Organization et le Conseil international du droit de l'environnement pour informer les États membres sur l'importance de ratifier la Convention de Maputo ;

AYANT CONNAISSANCE de la Recommandation n°6 *Pacte sur l'environnement et le développement*, adoptée par la 3e réunion mondiale des juristes et des associations de droit de l'environnement qui invite « les Etats membres de l'UA à une ratification rapide de la convention africaine révisée adoptée lors du sommet des chefs d'Etats et de gouvernements à Maputo… » ;

FÉLICITANT la Commission de l'Union africaine pour avoir envoyé des lettres à tous les ministres des États membres de l'Union africaine responsables des questions environnementales les priant, lorsqu'ils n'avaient pas encore ratifié la Convention, de prendre des mesures pour le faire ;

SACHANT que le Bureau juridique de la Commission de l'Union africaine a rédigé une décision pour adoption par la prochaine Conférence ministérielle africaine sur l'environnement ou par le Sommet de l'Union africaine ;

RECONNAISSANT le rôle fondamental joué par le Bureau national de l'UICN au Sénégal en vue de produire un rapport de consultant contenant une stratégie pour orienter la promotion ou la ratification ainsi que la collaboration avec les États africains anglophones en vue d'obtenir leur engagement à ratifier prochainement la Convention ; et

FÉLICITANT le Président de l'UICN pour sa lettre à Thomas Yayi Boni, Président de la République du Bénin et Président de l'Union africaine, l'exhortant à placer la ratification de la Convention de Maputo à l'ordre du jour de la 19e session ordinaire de l'Union africaine ;

Le Congrès mondial de la nature réuni du 6 au 15 septembre 2012 pour sa session à Jeju, République de Corée :

1. APPELLE la Directrice générale :

    a. à concevoir et promouvoir une campagne pour profiter de cet élan, en particulier compte tenu de la lettre du Président et de la nécessité pour les États membres de l'Union africaine qui ne l'ont pas encore fait, de ratifier la Convention dès que possible ; et

    b. à demander le statut d'observateur auprès de l'Union africaine.

2. ENCOURAGE le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à inviter les États membres de l'Union africaine, qui n'ont pas encore ratifié la Convention, à le faire dès que possible.

Auteur :
Conseil international du droit de l'environnement (CIDE)

Co-parrains :
Schutzgemeinschaft Deutsches Wild (SDWi)
Center for Environmental Legal Studies, School of Law, Pace University
The Ecological Society of the Philippines
Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier (CIC)
Asia-Pacific Center for Environmental Law (APCEL)
Centre international de droit comparé de l'environnement (CIDCE)
Instituto de Derecho y Economía Ambiental (IDEA)
Bangladesh Poush

M169
Traité international juridiquement contraignant sur le mercure pour protéger la vie sauvage, les écosystèmes et la santé

CONSIDÉRANT que l'UICN aide le monde à trouver des solutions pratiques aux problèmes de l'environnement et du développement les plus pressants de l'heure ;

AYANT CONNAISSANCE des preuves scientifiques, notamment les Évaluations mondiales sur le mercure du Programme des Nations Unies sur l'environnement, terminées en décembre 2002 et qui mettent en évidence :

a. que les contaminations toxiques par le mercure concernent des formes de vie et des écosystèmes dans toutes les régions du monde ;

b. que cette substance toxique cause des dommages importants sur la vie sauvage, les écosystèmes, la santé humaine en général et certaines populations en particulier, les fœtus et les jeunes enfants étant particulièrement sensibles ;

c. que le mercure a de graves effets sur les poissons, qui sont des composants nutritifs importants et précieux du régime alimentaire humain ;

RAPPELANT que le déversement du mercure dans la baie de Minamata, au Japon, a déclenché une grave pollution, une catastrophe écologique et une tragédie en termes de santé humaine ;

SE FÉLICITANT que les préoccupations, les initiatives actuelles et les efforts du PNUE pour éliminer progressivement les produits chimiques toxiques ont abouti à leur élimination, et qu'une attention particulière a été portée sur ce dangereux polluant qu'est le mercure ;

NOTANT que :

a. le mercure est à l'ordre du jour du Conseil d'administration du PNUE depuis sa 21ème session en février 2001 ;

b. entre février 2001 et octobre 2008, plusieurs étapes repères ont été franchies concernant l'élimination du mercure, grâce aux décisions du Conseil d'administration du PNUE 23/9 de février 2005 et 24/3 de novembre 2007 ;

c. le mercure est un problème d'ampleur mondiale, que les efforts actuels ne sont pas suffisants, qu'il est nécessaire de mettre en place une action à plus long-terme et enfin qu'il convient d'établir un processus pour s'orienter vers l'adoption d'un cadre mondial ;

d. le Conseil d'administration du PNUE, par sa décision 25/5 de février 2009, a accepté d'établir un traité mondial sur le mercure, d'entamer des discussions pour le mettre en place et de former un Comité intergouvernemental de négociation qui se rencontrera cinq fois avant l'approbation du traité en 2013 ; et

e. le Comité intergouvernemental de négociation s'est déjà réuni trois fois, que des discussions sont en cours sur une version révisée du texte provisoire pour une approche complète et pertinente pour l'instauration d'un instrument juridiquement contraignant au niveau international sur le mercure, tel qu'établi dans le document UNEP(DTIE)/Hg.INC.3/3 ; et

TRÈS PRÉOCCUPÉ par la faiblesse des mesures sur certains éléments importants du traité, qui pourrait empêcher de lutter efficacement contre la tendance croissante des niveaux

d'émissions de mercure d'origine anthropique, ce qui rendrait impossible toute protection de la vie sauvage, des écosystèmes et de la santé humaine ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les représentants des États du Comité intergouvernemental de négociation à soutenir :

    a. l'instauration d'un instrument juridiquement contraignant au niveau international afin de protéger la vie sauvage, les écosystèmes et la santé humaine des effets du mercure, en reconnaissant notamment les populations vulnérables ;

    b. l'établissement de mesures efficaces pour réduire et éliminer l'utilisation du mercure ;

    c. la mise en place d'un Plan national d'application obligatoire pour garantir l'application efficace du traité, et le rôle actif de la société civile et des autres parties prenantes dans la mise en place et l'application du traité ;

    d. l'obligation d'identifier et de définir les sites contaminés ; et

    e. la mise en place du traité dès que possible, avec des dispositions efficaces et applicables sur son application.

2. DEMANDE à la Directrice générale de travailler avec les Commissions et les réseaux de membres de l'UICN afin d'encourager une prise de conscience aigüe sur les effets négatifs de l'exposition au mercure, et les mesures de protection nécessaires.

Auteur :
Sustainable Development Policy Institute (SDPI), Pakistan

Co-parrains :
Baanhn Beli, Pakistan
Shehri: Citizens for a Better Environment, Pakistan
Shirkat Gah – Womens Resource Centre, Pakistan
Strengthening Participatory Organization, Pakistan
Trust for Conservation of Coastal Resources (TCCR), Pakistan

M170
Stratégies et actions efficaces pour aborder le problème croissant des plastiques pétrochimiques et d'autres déchets solides

OBSERVANT que la population mondiale en expansion produit une grande quantité de déchets, notamment de plastiques, et de ce fait exerce une pression accrue sur les écosystèmes, en particulier sur les écosystèmes marins côtiers ;

OBSERVANT ÉGALEMENT d'autres facteurs à l'œuvre, tels que la production et la consommation intense, l'expansion urbaine et un modèle économique qui repose sur la consommation de produits jetables devenant rapidement obsolètes, par exemple les plastiques jetables qui peuvent rester dans l'environnement pendant des centaines d'années, contribuant ainsi à une production non durable de déchets solides et de résidus qui polluent l'environnement, favorisent le réchauffement climatique et la dégradation des écosystèmes et portent atteinte à la sante humaine et animale ;

CONSIDÉRANT que, malgré des actions à l'échelle nationale et internationale, les problèmes liés à l'élimination des déchets solides n'ont pas été abordés de manière efficace et que l'impact de ces déchets sur les écosystèmes, en particulier sur les écosystèmes marins et aquatiques, s'est accru du fait de l'augmentation des déchets et de la gestion inadéquate des matériaux d'origine terrestre ou marine non dégradables, ou dont la dégradation est lente (PNUE 2005A/GEO4) ;

CONSTATANT que, malgré les efforts réalisés pour mettre en œuvre des programmes de récupération des déchets, le recyclage des plastiques n'est pas une solution viable parce que les produits de ce recyclage sont des articles de moindre qualité (sacs, vêtements) qui ne peuvent plus être recyclés ;

SOULIGNANT que les plastiques pétrochimiques ne peuvent pas être absorbés par la Terre, qu'ils se brisent en particules de plus en plus petites qui absorbent des produits chimiques toxiques, que chaque morceau de plastique fabriqué est toujours là, sauf les petites quantités qui sont incinérées, et que ces plastiques dégagent des gaz toxiques et des particules polluantes ;

INSISTANT sur le fait que ces particules plastiques peuvent être ingérées par les animaux tant terrestres que marins, ce qui pollue notre chaîne alimentaire et entraîne d'autres conséquences graves ;

CONSIDÉRANT que des évaluations réalisées à l'échelle mondiale, comme la 4^{e} édition des *Perspectives mondiales pour l'environnement* (GEO-4) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), recommandent de réduire la quantité des déchets et de veiller à ce que, lorsqu'un produit a atteint la fin de sa vie utile, il rentre dans une chaîne de production comme matière première ;

RECONNAISSANT que la Résolution 17.19, *Les déchets*, adoptée par la 17^{e} Assemblée générale de l'UICN (San José, 1988) aborde le thème de la gestion des déchets et de leurs impacts sur les écosystèmes ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que les données à disposition indiquent que la situation des déchets s'est aggravée et que les mesures adoptées à ce jour et les actions aux niveaux national et mondial n'ont pas été efficaces ; et

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que la découverte de « tourbillons de déchets » dans diverses mers montre que le problème des déchets solides issus essentiellement de la

grande quantité des plastiques que l'on trouve dans la colonne d'eau, loin de diminuer, continue de s'aggraver, avec des conséquences environnementales très inquiétantes ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. DEMANDE aux gouvernements d'appliquer des lois et d'appuyer des initiatives visant à réduire l'utilisation des plastiques dans leurs pays respectifs et d'encourager des solutions alternatives, par exemple l'utilisation de contenants en verre consignés et de sacs réutilisables en tissu pour les courses.

2. APPELLE toutes les composantes de l'UICN à favoriser la coopération entre les institutions gouvernementales et législatives de chaque pays, les organisations non gouvernementales, les universités et le secteur privé afin de traiter de manière efficace les problèmes de production, de consommation, d'évacuation non durable et de gestion des déchets solides, et de chercher des solutions pour le court, moyen et long terme.

3. DEMANDE à la Directrice générale de prier instamment toutes les organisations internationales d'inviter les pays à prendre en charge ces problèmes à tous les niveaux, étant donné l'impact des déchets solides sur les écosystèmes terrestres et aquatiques, en particulier dans les mers et les eaux internationales.

4. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale de :

    a. encourager et soutenir l'échange d'information, de connaissances, de techniques et de pratiques optimales entre les Membres et les Commissions de l'UICN, l'industrie, le monde universitaire et les gouvernements, en matière de bonnes pratiques de gestion des déchets solides, afin de transformer le cycle de vie des produits par des actions reposant sur le principe « Réduire, Réutiliser, Recycler », dans le but de réduire, autant que possible, le volume des déchets solides et dangereux produits par les pays et les activités humaines ;

    b. demander instamment aux gouvernements de créer et de mettre en œuvre des cadres juridiques qui instaurent des responsabilités partagées tout le long du cycle de la vie des produits, répartissant les responsabilités de gestion des déchets solides tout le long de la chaîne de production ; et d'aborder la question de la consommation responsable ;

    c. encourager la coopération entre les institutions gouvernementales, le secteur privé et la société civile pour prendre en charge les problèmes, et pour promouvoir des programmes d'éducation environnementale, formels ou informels, dans les diverses régions et pays où l'UICN est présente, afin d'aborder le problème des impacts des déchets solides sur les écosystèmes et d'illustrer des solutions possibles au niveau familial, local, national et global.

5. DEMANDE INSTAMMENT aux Membres et aux Commissions de l'UICN d'encourager et de faciliter les actions nécessaires sur le plan local, national et régional, afin que les processus de production et de consommation intègrent les concepts de durabilité, rappelant la rareté des ressources de la planète et l'impact croissant des déchets sur les écosystèmes.

Auteurs :
Asociación Nacional para la Conservación de la Naturaleza, Panama, et Asociación Preserve Planet, Costa Rica

Co-parrains :

Fundación para la Protección del Mar, Panama
Sociedad Audubon, Panama
Parque Natural Metropolitano, Panama
Fundación Parque Nacional Chagres, Panama
Fundación MarViva
Asociación Salvadoreña Pro-Salud Rural, El Salvador
Centro Mesoamericano de Estudios sobre Tecnología Apropiada, Guatemala
Asociación Club de Jóvenes Ambientalistas, Nicaragua
Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación
Instituto de Medio Ambiente y Comunidades Humanas de la Universidad de Guadalajara, Mexique
MEDITERRÀNIA – Centre d'Iniciatives Ecològiques, Espagne
Asociación Terra Nostra, Costa Rica

M171

Appui à une étude scientifique approfondie de l'impact des pesticides systémiques sur la biodiversité mondiale par le groupe de travail conjoint de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN

RECONNAISSANT que la mission de l'UICN depuis ses débuts consiste à promouvoir la conservation de la diversité biologique ;

CONSCIENT qu'au cours de la dernière décennie, les insecticides néonicotinoïdes, mis sur le marché dans le milieu des années 1990, sont devenus la classe d'insecticides la plus répandue dans le monde entier et celle qui connaît la croissance la plus rapide, avec une part de marché de près d'un tiers de l'ensemble du marché mondial des insecticides à l'heure actuelle ; utilisés principalement pour traiter les semences, ils sont aujourd'hui présents dans plus de 120 pays ;

RAPPELANT la forte rémanence des pesticides néonicotinoïdes neurotoxiques, qui agissent de manière systémique et cumulative et s'introduisent dans la sève de la plante à travers les racines, ce qui rend la totalité de la plante toxique pour les insectes, y compris pour les pollinisateurs bénéfiques, et présente un haut degré de nocivité pour les insectes et autres invertébrés en doses sous-létales et à une exposition chronique ;

NOTANT qu'un grand nombre de scientifiques soupçonnent que les pesticides néonicotinoïdes et d'autres pesticides systémiques représentent l'une des causes principales des maladies qui frappent les abeilles mellifères, du déclin des pollinisateurs sauvages et du déclin observé de la faune entomologique dans son ensemble, et qu'il est urgent de mieux connaître les risques écologiques liés à l'utilisation de ces pesticides ;

ALARMÉ face à la perte croissante de tous les éléments constitutifs de la biodiversité, dont les espèces, les écosystèmes et les gènes ;

SE FÉLICITANT de la création d'un Groupe de travail conjoint sur les pesticides systémiques dans le cadre de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN et de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN en mars 2011 ; et

SE FÉLICITANT ÉGALEMENT de la mission du Groupe de travail conjoint sur les pesticides systémiques, qui consiste à réaliser une étude et une évaluation complètes, objectives et scientifiques de l'impact des pesticides systémiques sur la biodiversité et, en fonction des résultats ainsi obtenus, de formuler les recommandations qui s'avéreraient nécessaires, notamment en ce qui concerne les procédures de gestion des risques, l'approbation de nouveaux pesticides par les pouvoirs publics et toute autre question qui devrait être portée à l'attention des décideurs, des responsables politiques, et de la société en général ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE tous les Membres de l'UICN à apporter leur appui aux initiatives du Groupe de travail conjoint sur les pesticides systémiques pour lui permettre de mener à bien son étude et d'émettre ses recommandations en temps opportun.

2. DEMANDE à la Directrice générale d'aider la CSE et la CGE à mobiliser des fonds pour financer les travaux du Groupe de travail conjoint sur les pesticides systémiques, de manière à lui permettre de les terminer pendant la période quadriennale 2013-2016.

3. DEMANDE à la Directrice générale, en fonction des résultats de l'évaluation scientifique réalisée par le Groupe de travail conjoint sur les pesticides systémiques et en étroite collaboration avec la Commission du droit de l'environnement (CDE) de l'UICN et le Centre du droit de l'environnement de l'UICN, de prêter l'assistance nécessaire à la CGE, à la CSE et à d'autres parties prenantes concernées s'il y a lieu, pour d'éventuelles mesures législatives ou réglementaires qui pourraient découler de la mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail conjoint sur les pesticides systémiques.

Auteur :

Institute of Environmental Sciences Leiden (CML)

Co-parrains :

Instituut voor Natuurbeschermings Educatie, IVN
De 12 LandschappenKNNV
SNM
EAZA
Ravon
Diergaarde Blijdorp
EUCC
Carmabi
Waddenvereniging
WWF
Sovon
Van Tienhoven Foundation
Vogelbescherming (Birdlife Netherlands)

M172
Coopération internationale en faveur de l'atténuation des effets préjudiciables des aérosols

CONSIDÉRANT que la fréquence et l'intensité des tempêtes de sable et de poussière (TSP) en provenance de nombreuses régions arides et semi-arides, notamment de Chine septentrionale, d'Asie centrale et de Mongolie, affichent une tendance à la hausse sous l'effet de l'accélération de la désertification provoquée par le changement climatique et des pratiques d'utilisation non durables des terres comme le surpâturage, l'agriculture intensive, la déforestation ou autres, et que les émissions anthropiques d'aérosols sont elles aussi en hausse du fait de l'expansion des activités industrielles dans le monde ;

RECONNAISSANT que l'augmentation des aérosols entraîne de graves conséquences sur l'environnement, les écosystèmes, la santé humaine et les activités socioéconomiques, non seulement dans les régions d'origine mais aussi dans les régions éloignées en aval ;

RAPPELANT que les aérosols ont d'importants effets préjudiciables en termes de pollution atmosphérique, de réduction de la visibilité, de changement climatique et de perturbation de l'équilibre radiatif ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que les aérosols ont des incidences sur les écosystèmes terrestres et marins, qu'il s'agisse de dommages sur les jeunes pousses, de suffocation du bétail, de réduction de la productivité biologique, de prolifération du plancton, de mortalité corallienne dans les océans et d'eutrophisation ;

RAPPELANT EN OUTRE que les aérosols transportent des micro-organismes endémiques et de possibles microbes pathogènes, comme des bactéries ou des champignons, qui peuvent avoir un effet préjudiciable sur la santé humaine et provoquer des maladies respiratoires (asthme) et oculaires, même dans les régions en aval des régions d'origine ;

RAPPELANT ENFIN que les aérosols provoquent une diminution de la visibilité, ce qui entraîne la fermeture d'aéroports, des accidents de la circulation et une hausse du taux de défaillance d'installations industrielles et scientifiques sensibles ;

CONSCIENT que la coopération internationale est indispensable pour prévenir efficacement la désertification en inventoriant les meilleures pratiques pour s'attaquer aux principales causes de désertification dans les régions d'origine, mettre en place un système d'alerte en amont en cas de survenue d'un grave phénomène d'aérosols et pour évaluer précisément le risque potentiel d'ordre microbien que peuvent présenter des aérosols parcourant de longues distances s'agissant de l'atténuation de leurs effets préjudiciables ;

PRÉOCCUPÉ de constater qu'en dépit de la diversité des causes de la désertification d'une région à l'autre, les contre-mesures sont appliquées sans discernement et peu de projets de coopération internationale sont entrepris pour renforcer les capacités de lutte contre la désertification ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ de constater qu'il n'existe toujours pas de réseau intégré de surveillance des aérosols indispensable pour donner une alerte précoce en cas d'épisode d'aérosols alors même que l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a reconnu l'importance de ces épisodes et le fait qu'ils constituent un grave problème environnemental, à telle enseigne qu'elle a établi un Système d'annonce et d'évaluation des tempêtes de sable et de poussière (SDS-WAS) ; et

PRÉOCCUPÉ EN OUTRE de constater que les méthodes d'étude et d'analyse microbiologique pour évaluer le risque microbien associé aux aérosols sont peu répandues ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. APPELLE les Membres de l'UICN à :

    a. encourager les pays touchés et les pays voisins à participer de manière active aux efforts visant à prévenir et à enrayer la désertification et la dégradation des sols pour atténuer les TSP, à mettre en place un réseau intégré de surveillance des aérosols et à mener des évaluations des risques microbiens dans le cadre d'un réseau établi ; et

    b. coopérer avec les organisations internationales compétentes dans les domaines de la qualité de l'air, de la santé humaine et de la prévention des catastrophes naturelles, notamment la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) et le Système d'annonce et d'évaluation des tempêtes de sable et de poussière (SDS-WAS) de l'OMM pour communiquer en temps utile aux usagers des données d'observation de qualité.

2. DEMANDE à la Directrice générale et au Conseil de l'UICN de prendre contact avec l'OMM dans l'objectif d'insister sur l'importance de la mise en place d'un réseau intégré de surveillance des aérosols à l'échelle mondiale.

3. ENCOURAGE les gouvernements à :

    a. établir un système de réglementation pour la surveillance des aérosols et l'évaluation de leurs effets sur la santé humaine et sur l'environnement ;

    b. soutenir financièrement les programmes internationaux, régionaux et infrarégionaux de lutte contre la désertification et de surveillance des aérosols et de leurs effets sur la santé humaine et sur l'environnement ; et

    c. élaborer et appliquer un système de coopération entre les institutions internationales, régionales et infrarégionales afin d'évaluer l'incidence des aérosols sur l'environnement.

Auteur :

Nature Policy Division, Ministry of Environment, République de Corée

Co-parrains :

Korea Forest Service
The Ecological Society of Korea
Korean Environmental Law Association
Korea National Park Service
Korean Wetlands Society
Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment
Korean Association for Conservation of Nature

Explanatory Memorandum

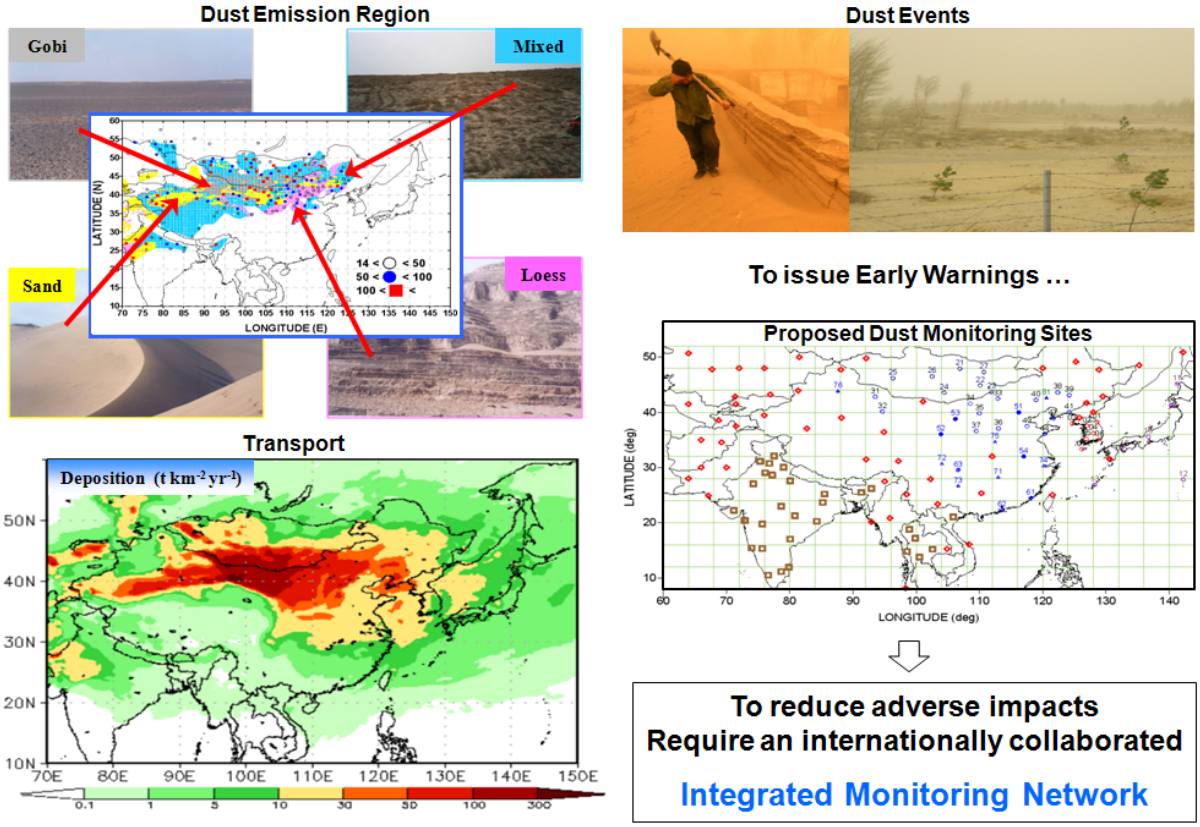


Fig. 1 Aerosol Monitoring Network

A regional example of health impact by dust storm and aerosol is Asian Dust, which is from Chinese and Mongolian deforested areas. The occurrence of respiratory/allergic disease in Seoul, South Korea is found to correlate with the occurrence of Asian Dust between 2005 and 2009 (National Statistical Office, 2011 [Figure 2A]). The recently increased incidence of Asian Dust events is believed to result in the increased occurrence of respiratory/allergic diseases including pneumoconiosis, asthma, allergy dermatitis, allergic conjunctivitis and even tuberculosis.

The health impact by dust storm and aerosol from deforested areas is also a global concern. According to a recent article in *Nature* (Frazer, 2012), seasonal winds from the Asia region could bring respiratory and allergic disease into the North and South America regions. The Kawasaki disease, originated in the Central Asia, is speculated to be transported via the Pacific riding wind to the East Asia region and even to North America (Figure 2B). For example, since 1970 the Kawasaki disease has been a major outbreak in Japan, and the disease was also detected in San Diego.

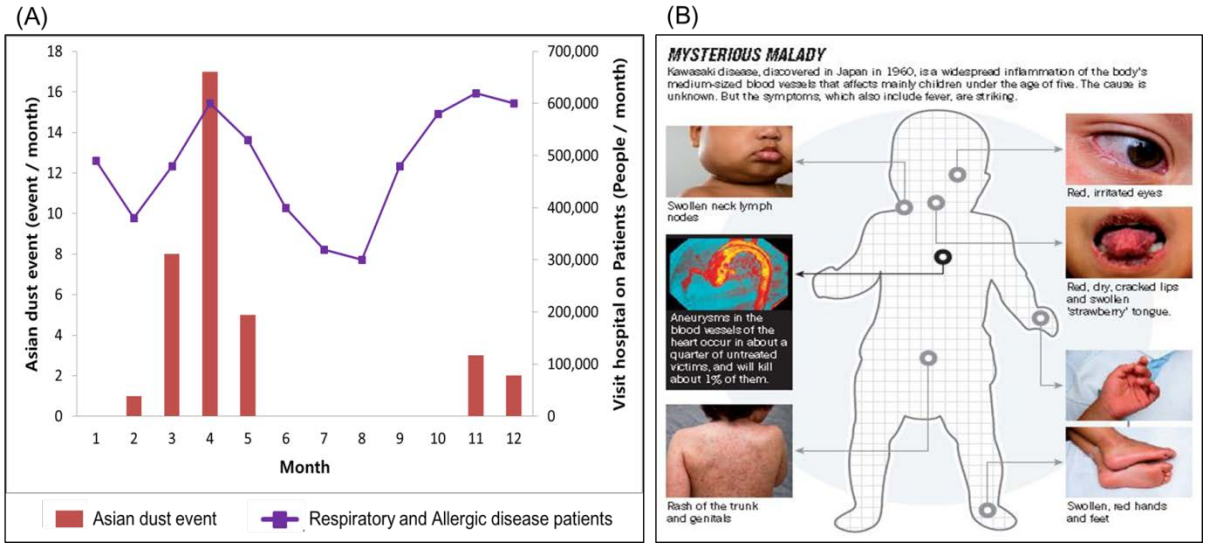


Fig. 2 The regional and global cases of human health impact by dust storm and aerosol transport. (A) The monthly cumulative numbers of Asian dust event correlate with the occurrence respiratory/allergic disease from 2005 to 2009 [National Statistical Office, 2011, Annual Medical Treatment Report]; (B) Global spreading of Kawasaki disease via Pacific riding wind [Frazer, 2012, *Nature*]

M173
Ciel nocturne et conservation de la nature

ÉTANT DONNÉ que les espèces et les écosystèmes fonctionnent nuit et jour, et que la lumière artificielle peut interférer avec les fonctions des organismes et des écosystèmes ;

COMPRENANT que l'intelligence d'un site du patrimoine culturel dans son authenticité, le plaisir provoqué par l'esthétique d'un paysage et une véritable expérience de la nature sauvage peuvent être gênés par la présence d'une lumière artificielle extérieure éblouissante et de lueurs dans le ciel ;

RECONNAISSANT que l'astronomie, scientifique ou amateur, et l'observation du ciel par le public la nuit, contribuent grandement à la compréhension et à la jouissance que l'on peut avoir du monde naturel ;

CONSCIENT que des traditions culturelles, des mythes, et des cérémonies partout dans le monde sont fréquemment liés à des phénomènes célestes nocturnes ; et

NOTANT que l'efficacité énergétique, la santé des humains et la sécurité personnelle sont souvent accrues par un éclairage convenable mais réduites par un éclairage excessif ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. EN APPELLE aux agences de gestion de l'environnement et des ressources naturelles pour qu'elles admettent que la lumière artificielle extérieure doit être soumise à des normes efficaces afin d'aider à restaurer et/ou maintenir l'intégrité écologique des aires naturelles et l'intégrité commémorative des sites culturels, de respecter les croyances traditionnelles relatives au ciel nocturne et de protéger partout les espèces et les écosystèmes.

2. SUGGÈRE que les autorités de gestion des infrastructures urbaines et non urbaines régulent et contrôlent les éclairages extérieurs dans les secteurs dépendant de leur juridiction afin que l'intensité, le spectre et les horaires des éclairages soient suffisants tout en répondant aux besoins du public et de la sécurité.

3. ENCOURAGE les gestionnaires d'aires protégées et les organisations non gouvernementales à faire comprendre l'intérêt que présente un ciel nocturne, la nécessité de réduire l'éclairage extérieur artificiel, ainsi que les méthodes pour ce faire.

4. RECOMMANDE aux universités, agences de financement de la recherche, et institutions scientifiques d'encourager et soutenir les recherches sur les fonctions biologiques et écologiques nocturnes.

5. PRIE INSTAMMENT les autorités chargées de la gestion des aires protégées de développer des activités pour les visiteurs qui leur permettent de mieux apprécier et comprendre l'écologie et le ciel nocturnes.

6. RECOMMANDE que les agences des aires protégées et de la conservation recherchent des occasions de coopérer avec des organisations de l'astronomie, scientifiques ou amateurs, et avec les peuples autochtones pour réfléchir sur l'éclairage extérieur optimal, le contrôle de l'obscurité, des propositions d'activités pour les visiteurs et des informations sur le ciel nocturne, les activités nocturnes des écosystèmes et l'importance du ciel nocturne dans les cultures traditionnelles.

Auteur :

InterEnvironment Institute, États-Unis d’Amérique

Co-parrains :

Asociación Española de Entomología, Espagne
Goncol Alapitvany, Hongrie
Parks Canada Agency - Agence Parcs Canada, Canada
Sierra Club, États-Unis d’Amérique
Universidad para la Cooperación Internacional, Costa Rica

M174

Améliorer la capacité d'application de la législation contre les crimes liés à la vie sauvage

CONSIDÉRANT le rôle essentiel joué par la Commission de l'UICN du droit de l'environnement pour faire progresser le droit de l'environnement, grâce à la mise au point de nouveaux concepts et instruments juridiques et au renforcement des capacités des sociétés à utiliser le droit de l'environnement pour la conservation de la nature et le développement durable ;

RECONNAISSANT la difficulté d'évaluer l'ampleur des crimes liés à la vie sauvage, du fait d'anomalies dans le suivi et l'enregistrement de ces crimes ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que les syndicats du crime organisé agissant dans d'autres activités illicites sont très souvent impliqués dans les crimes liés à la vie sauvage ;

NOTANT que l'application et l'exécution de la législation environnementale font face à des problèmes majeurs ;

NOTANT ÉGALEMENT que les crimes liés à la vie sauvage ne sont généralement pas reconnus comme des crimes graves par les autorités judiciaires ou politiques ;

PRENANTE NOTE : 1) des Rapports sur l'application et l'exécution de la législation environnementale sud-africaine pour 2008-09 et 2009-10 ; 2) de la jurisprudence sud-africaine dans ce domaine (de 2001 à 2011) ; des avancées récentes des initiatives destinées à améliorer le suivi de l'application et de l'exécution ; 4) des résultats obtenus grâce à des entretiens avec les principales parties prenantes ; et 5) de la législation pertinente ; lesquels révèlent que l'obstacle le plus sérieux au suivi de l'application et à l'exécution de la législation environnementale en Afrique du Sud est le manque de capacités et de ressources ;

RECONNAISSANT, parallèlement à l'augmentation du braconnage du rhinocéros en Afrique du Sud depuis 2009, un durcissement des sanctions à l'encontre des contrevenants aux législations de protection des rhinocéros, mais déplorant néanmoins que d'autres crimes liés à la vie sauvage restent impunis et ne soient pas traités comme des délits graves ;

ACCUEILLANT FAVORABLEMENT la Résolution 1 du Programme de travail émanant du Symposium mondial des juges (Johannesburg, 2002) pour qui : « l'amélioration des capacités des personnes impliquées dans le processus de promotion, de mise en œuvre, de développement et d'application de la législation environnementale, comme les juges, les procureurs, les législateurs et autres, pour réaliser leurs fonctions en étant bien informés et dotés des compétences, de l'information et du matériel nécessaires » est essentielle pour appliquer les principes adoptés ; et

RECONNAISSANT l'importance d'adopter une approche mondiale coordonnée pour aborder efficacement le problème des crimes liés à la vie sauvage ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE à tous les Membres de l'UICN et les gouvernements d'encourager et de soutenir :

a. l’amélioration et le renforcement d’un régime juridique réglementant les crimes liés à la vie sauvage, notamment en considérant les crimes liés à la vie sauvage comme des crimes de priorité nationale ;

b. l’amélioration de la coopération transfrontalière pour lutter contre les crimes liés à la vie sauvage, notamment entre les pays sources et récepteurs ;

c. l’amélioration et le partage de systèmes d’informations pour le suivi, l’enregistrement et la publication de rapports sur les crimes liés à la vie sauvage, incluant notamment l’accessibilité et la disponibilité des statistiques dans ce domaine ;

d. l’accroissement des capacités et de la formation pour tous les cadres du gouvernement et du milieu judiciaire impliqués dans les enquêtes et les poursuites judiciaires des crimes liés à la vie sauvage ; et

e. l’accroissement des budgets et des ressources alloués à l’application de la législation environnementale pertinente.

Auteur :
The Endangered Wildlife Trust

Parrains :
Wilderness Foundation
BirdLife South Africa
Wildlands Conservation Trust
The National Association of Conservancies/Stewardship
Wildlife and Environment Society of South Africa

M175

Stratégie de l'UICN pour les écosystèmes forestiers tropicaux des bassins de l'Amazonie, du Congo et de l'Asie du Sud-est

RAPPELANT la Déclaration conjointe des chefs d'Etat et de gouvernement à l'occasion du premier Sommet sur les écosystèmes forestiers tropicaux des bassins de l'Amazonie, du Congo et de l'Asie du Sud-est adoptée à Brazzaville le 3 juin 2011 ;

RAPPELANT les conclusions du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement sur les écosystèmes forestiers du Bassin du Congo tenu à Brazzaville le 5 février 2005 ;

RECONNAISSANT que la gestion durable des écosystèmes est un élément crucial et essentiel pour la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et d'autres accords internationaux ainsi que d'instruments juridiques nationaux ;

REAFFIRMANT que la gestion des écosystèmes joue un rôle critique dans la mise en œuvre de la mission et du Programme de l'UICN, et que, tout en étant la raison d'être de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN, elle joue aussi un rôle important dans les travaux de la Commission du droit de l'environnement (CDE), de la Commission de sauvegarde des espèces (CSE) et de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN ; et

NOTANT le rôle vital et essentiel joué par les écosystèmes forestiers tropicaux dans l'atténuation des changements climatiques ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République du Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

DEMANDE au Conseil de l'UICN de créer un mécanisme afin d'accorder une attention spéciale à la gestion durable des écosystèmes forestiers tropicaux des bassins de l'Amazonie, du Congo et de l'Asie du Sud-est dans le contexte des nouveaux Domaines de Programme : Valoriser et conserver la nature et Des solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat ; et inclure dans ce mécanisme des représentants de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE), des autres Commissions intéressées précitées, du Secrétariat de l'UICN et du Comité du programme du Conseil.

Auteur :
Alliance nationale pour la Nature, Congo

Co-parrains :
Cameroon Environmental Watch, Cameroun
RIAT Congo
Conservation de la Faune Congolaise
ASAN, Sénégal
RAPAC, Gabon

M176
Conservation et gestion durable des mangroves de l'Afrique centrale : le cas du Cameroun

RAPPELANT que les mangroves du Cameroun jouent un rôle important dans la protection des plages, contre l'érosion côtière et dans la stabilisation des substrats côtiers, qu'elles les protègent de la houle et des vents, et qu'elles agissent comme une purification biologique naturelle, en retenant les sols érodés et la vase par leur système racinaire, et également en filtrant les polluants, produisant des nutriments organiques, contribuant à la stabilisation des micro-climats et favorisant les activités éco-touristiques ;

RAPPELANT que les mangroves du Cameroun fournissent des abris et des terrains de reproduction pour les ressources halieutiques, des feuilles pour le réseau trophique marin, qu'elles piègent le limon provenant de l'érosion en amont, qu'elles servent d'aires de repos et d'alimentation pour les oiseaux migrateurs, de biotopes pour les espèces natives comme le Cercopithèque à diadème (ou singe bleu) et une grande variété d'espèces protégées, et qu'elles constituent également d'importants puits de carbone ;

RAPPELANT que les mangroves du Cameroun abritent une flore extrêmement diverse, qu'elles sont des écosystèmes vivants qui génèrent de nouvelles terres habitables en avançant dans l'eau tout en protégeant les populations locales des catastrophes naturelles et en ralentissant l'érosion des zones côtières et des îlots due à l'action de l'eau ;

NOTANT que les écosystèmes de mangroves du Cameroun ont subi au cours des 50 dernières années une pression anthropique énorme ayant entraîné la perte de plus de 33% de leur superficie (de 600 000 ha à 400 000 ha à ce jour) soit environ 4000 ha/an, et que, du fait de ces destructions, le cap Cameroun et les îlots environnants sont menacés par l'action des vagues, que de nombreuses habitations ont été détruites et que la montée du niveau de la mer menace l'approvisionnement en eau potable, en bois, en chaume utilisé pour les toitures des maisons et pour le fourrage à destination des animaux domestiques, et en produits forestiers non ligneux dont les communautés côtières dépendent fortement ;

NOTANT également que les mangroves ont souvent été converties à de nouveaux usages, notamment la pisciculture, l'agriculture, la production de sel, l'exploitation de sable et le développement urbain ;

PRENANT EN CONSIDÉRATION le système racinaire des palétuviers, qui forme une zone de transition écologique entre plusieurs écosystèmes, et que donc la destruction des mangroves engendrerait une érosion côtière, et notant également que chaque hectare de mangroves sacrifié relâche environ 110 kg de carbone dans l'atmosphère, que de larges étendues de mangroves ont été également dégradées par la pollution et la récolte de bois, et que les mangroves sont victimes des incursions d'exploitants illicites ; et

CONSCIENT que la pêche constitue l'activité principale traditionnelle des communautés côtières, et qu'elle est en premier lieu perçue comme une activité culturelle avant même de couvrir les besoins économiques, et que les mangroves jouent un rôle essentiel dans la préservation des ressources halieutiques ;

Le Congrès mondial de la nature, réuni à Jeju, République de Corée, pour sa session du 6 au 15 septembre 2012 :

1. RECONNAÎT la nécessité de conserver les ressources des mangroves du Cameroun.

2. APPELLE l'État camerounais à adopter des règles portant sur les activités liées à l'utilisation des ressources des mangroves menées par plusieurs organismes.

3. DEMANDE à la Directrice générale :

    a. dans le cadre du *Programme de l'UICN 2013-2016* de jouer un rôle de premier plan afin de mobiliser des ressources en faveur d'une gestion durable des mangroves, dans le monde et plus particulièrement au Cameroun ;

    b. d'encourager tous les États Membres de l'UICN et le gouvernement du Cameroun en particulier à ériger, conformément à l'Objectif n° 11 d'Aichi, les mangroves en aires protégées (en l'occurrence pour le Cameroun les zones de mangroves de Rio del Rey, de l'estuaire du Cameroun et de Rio Ntem) ; et

    c. d'encourager la mise en place des plates-formes de concertation des acteurs concernés par la gestion des mangroves.

4. ENCOURAGE les Membres de l'UICN à sensibiliser les populations à la gestion durable des ressources fauniques, floristiques, halieutiques, et aviaires dans les écosystèmes des mangroves et à reconnaître le rôle essentiel en termes écologique, éducatif, climatique, économique et socioculturel des mangroves.

5. EXHORTE les États du bassin du Congo à ériger les mangroves relevant de leur juridiction en aires protégées.

6. ENCOURAGE les ONG camerounaises Membres de l'UICN ainsi que les autres ONG travaillant au Cameroun à :

    a. œuvrer en collaboration avec les populations riveraines, pour la restauration des espaces dégradés des mangroves du Rio del Rey, de l'estuaire du Cameroun et du Rio Ntem au Cameroun ;

    b. renforcer les capacités des populations riveraines des mangroves à protéger et à optimiser la gestion de la flore arborescente, en l'occurrence les palétuviers rouges (*Rhizophora mangle)*, les mangles noirs (*Avicennia germinans)*, les palétuviers blancs (*Langunculata Laguncularia racemosa)*, les palétuviers gris (*Conocarpus erecta)*, et de la flore des zones d'arrière plage, en l'occurrence la patate bord de mer (*Ipomoea pes)*, les herbes bord de mer (*Sporobolus virginicus)*, le raisinier bord de mer (*Coccoloba uvifera*), la liane douce bord de mer (*Ipomea macrantha*), le pourpier bord de mer (*Sesuvium portulacastrum*) ;

    c. convaincre les populations, dont l'activité principale est la pêche, d'utiliser les filets à mailles réglementaires et de bannir l'utilisation des produits chimiques pour la pêche ;

    d. vulgariser et généraliser l'utilisation des foyers améliorés dans les fumoirs de poissons ;

    e. créer des corridors biologiques de transhumance autour des infrastructures publiques ;

    f. restaurer les sites de reproduction dégradés ;

    g. restaurer les plages de repos dégradées des oiseaux migrateurs ;

h. surveiller la qualité physicochimique des eaux des mangroves ;

i. sensibiliser les communautés urbaines de Douala et de Kribi aux problèmes de la pollution aquatique, atmosphérique et des sols ;

j. faire un état des lieux et mettre en place un système de surveillance des mangroves du Rio del Rey, de l'Estuaire et du Rio Ntem ; et

k. renforcer les compétences des populations riveraines des mangroves en matière de développement de pépinières de mangroves en vue de la reforestation des espaces dégradés des mangroves.

7. ENCOURAGE les autorités administratives et municipales camerounaises ainsi que celles du bassin du Congo à œuvrer inlassablement pour la protection des mangroves et le contrôle des pollutions de tout genre.

8. ENCOURAGE les opérateurs économiques et les communautés locales à optimiser la gestion des déchets qu'ils émettent.

9. ENCOURAGE les municipalités locales riveraines des mangroves à créer des décharges contrôlées.

Auteur :
Save The Nature

Parrains :
Ministère de l'environnement et de la protection de la nature, Cameroun
Chaire de Servie Cameroun
Cameroon Environmental Watch (CEW)
Alliance Nationale pour la Nature Congo
CAFER Cameroun

Note explicative

Les mangroves camerounaises, en l'occurrence celles du Rio del Rey, de l'estuaire du Cameroun et du Rio Ntem, se dégradent dangereusement. Elles sont instables et fragiles et exposées aux pressions anthropiques internes et externes. Elles subissent de multiples actions incontrôlées des populations riveraines ainsi que les changements perpétuels entre la zone côtière et les sources de pollution. La surexploitation des arbres dans les mangroves, la pêche irresponsable, et la pollution industrielle et agroindustrielle rendent cette ressource très vulnérable. Les mangroves du Cameroun sont surexploitée pour le bois de chauffe et le bois d'ouvre, les produits forestiers non- ligneux, l'exploitation du sable et la pêche artisanale et dévastatrice (non respect des mailles de filets et usage des produits toxiques).

Ces mangroves constituent une zone de reproduction et de croissance par excellence de nombreuses espèces de poissons et de mollusques. N'étant pas aménagés elles sont aujourd'hui en état de dégradation alarmante. La richesse faunique et floristique des mangroves du Cameroun et la variété des espèces qui s'y trouve méritent que l'on les protège pour assurer la durabilité des ressources. Les recommandations portent sur l'érection des mangroves en aires protégées, l'interdiction de la pêche chimique, l'interdiction de déverser les déchets ménagers et industriels dans les mangroves, le traitement des déchets industriels, la sanction effective des pollueurs conformément à la loi.